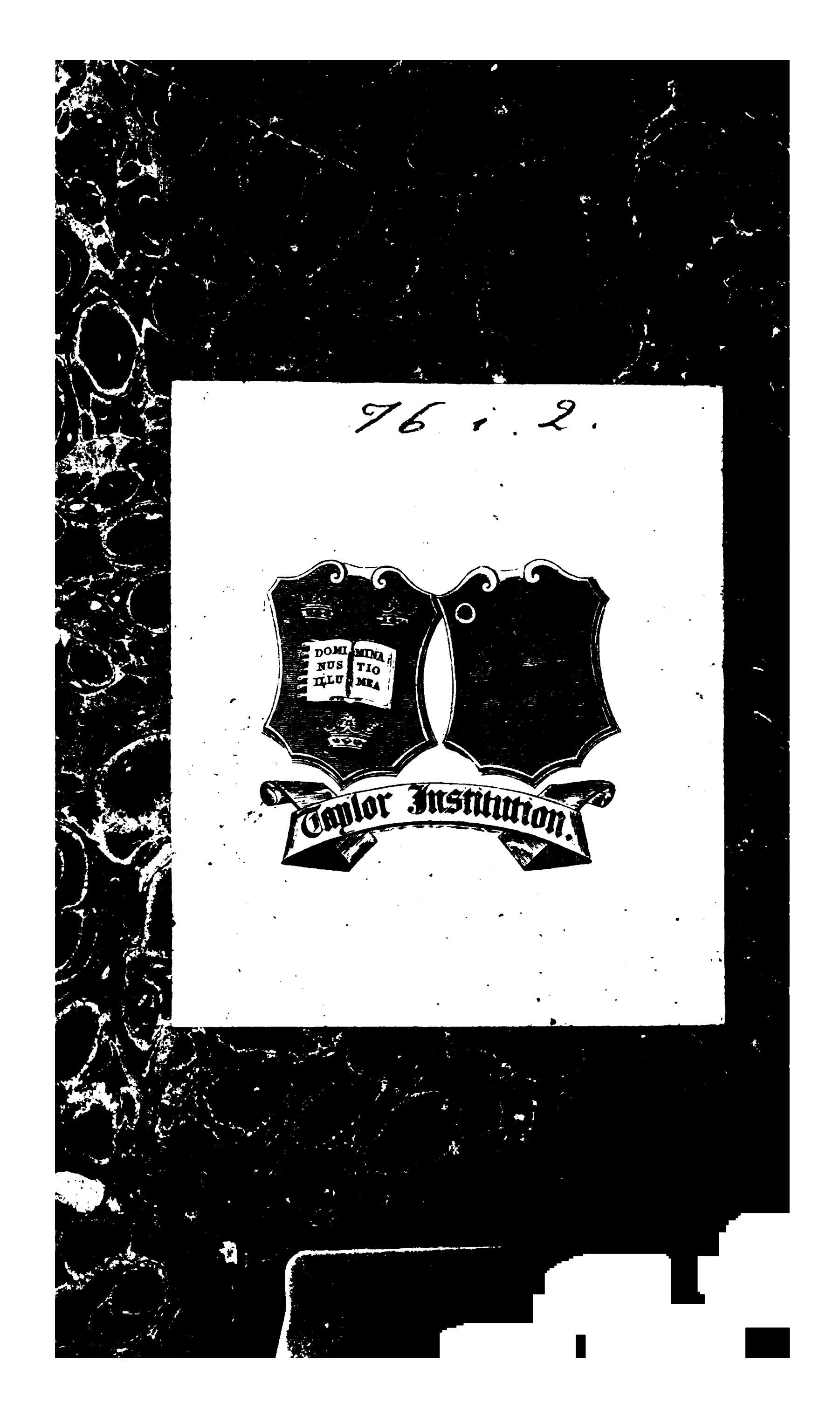
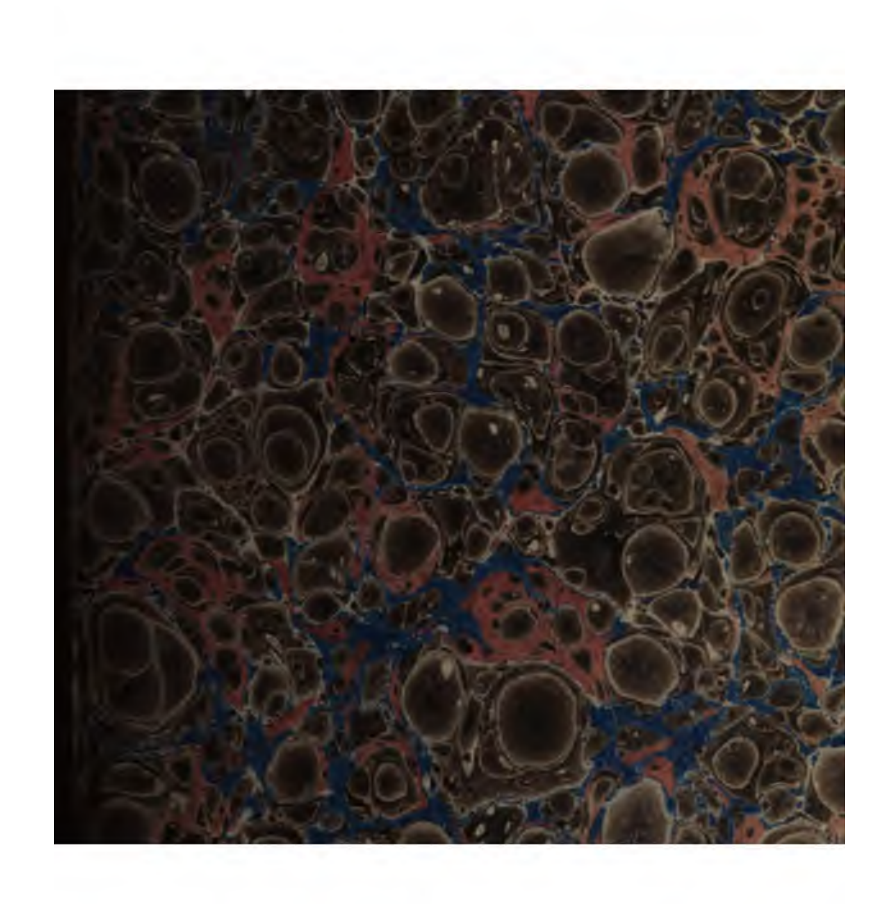
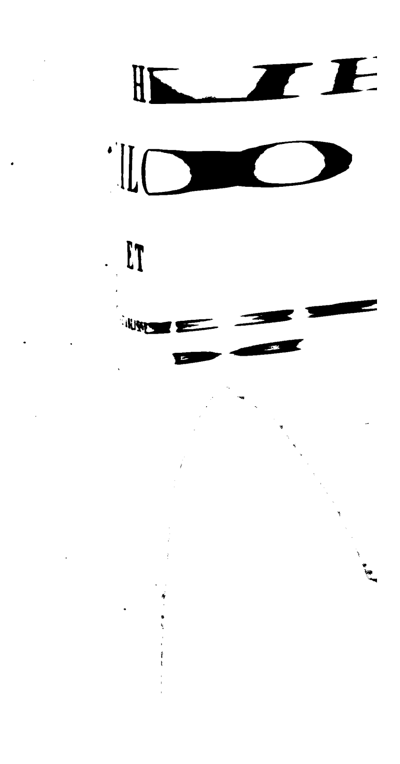




76 i. 2.
DOMI NUS ILLU MINA TIO MEA
Taylor Institution.

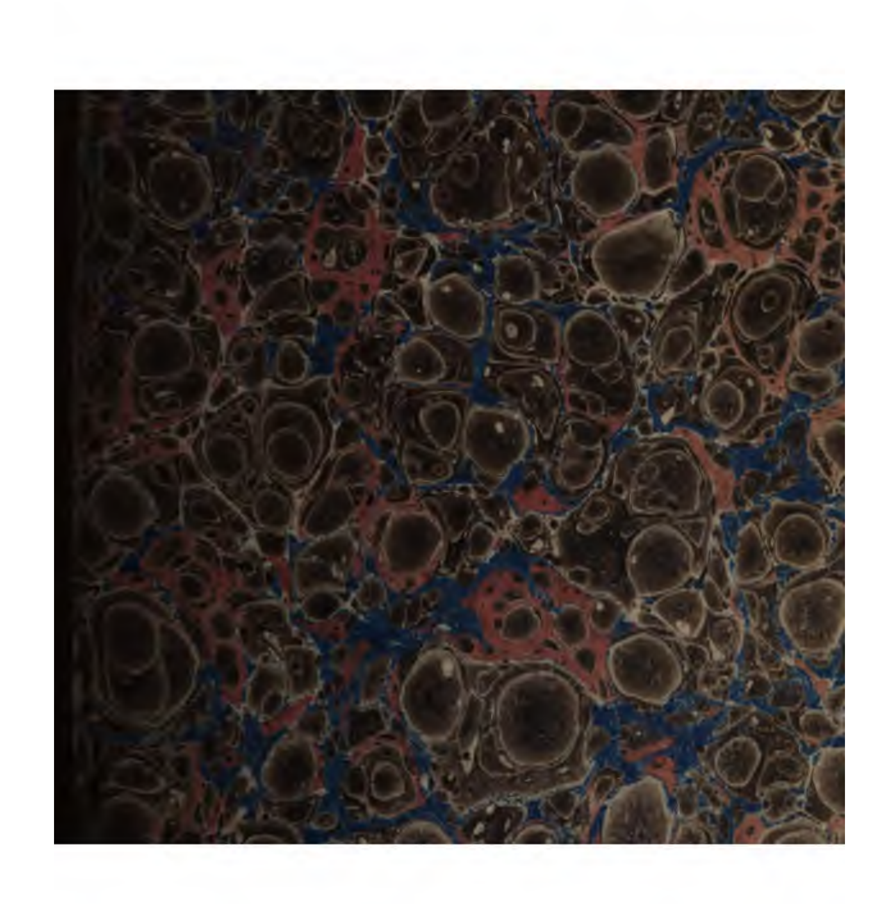




HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
ET POLITIQUE

DES ÉTABLISSEMENS ET DU COMMERCE DES EUROPÉENS
DANS LES DEUX INDES.

DE L'IMPRIMERIE DE DIDOT LE JEUNE,
RUE DES MAÇONS-SORBONNE, N° 13.



HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
ET POLITIQUE

DES ÉTABLISSEMENS ET DU COMMERCE DES EUROPÉENS
DANS LES DEUX INDES.

DE L'IMPRIMERIE DE DIDOT LE JEUNE,
RUE DES MAÇONS-SORBONNE, N° 13.



J.M.Moreau le jeune Del. Berthet Sculp.

Les Anglois demandent pardon à Aurengzeb qu'ils ont offensé

Liv. 3.

HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
ET POLITIQUE

DES ÉTABLISSEMENS ET DU COMMERCE DES EUROPÉENS
DANS LES DEUX INDES,

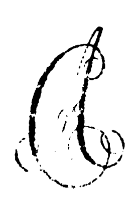
PAR G. T. RAYNAL.

NOUVELLE ÉDITION,

CORRIGÉE ET AUGMENTÉE D'APRÈS LES MANUSCRITS AUTOGRAPHES
DE L'AUTEUR;

Précédée d'une Notice biographique et de Considérations sur les écrits de l'auteur, par M. A. JAY; et terminée par un volume supplémentaire contenant la situation actuelle des colonies, par M. Peuchet.

TOME SECOND.



PARIS,

COSTES ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS,
RUE DE SEINE, N° 12, FAUBOURG SAINT-GERMAIN.

1821.



HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
ET POLITIQUE

DES ÉTABLISSEMENS ET DU COMMERCE DES EUROPÉENS
DANS LES DEUX INDES,

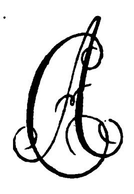
PAR G. T. RAYNAL.

NOUVELLE ÉDITION,

CORRIGÉE ET AUGMENTÉE D'APRÈS LES MANUSCRITS AUTOGRAPHES
DE L'AUTEUR;

Précédée d'une Notice biographique et de Considérations sur les écrits de RAYNAL, par M. A. JAY; et terminée par un volume supplémentaire contenant la situation actuelle des colonies, par M. PEUCHET.

TOME SECOND.



PARIS,
AMABLE COSTES ET Cie., LIBRAIRES-ÉDITEURS,
RUE DE BEAUNE, N° 2, FAUBOURG SAINT-GERMAIN.
1820.

HISTOIRE PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

DES ÉTABLISSEMENS ET DU COMMERCE DES EUROPÉENS DANS LES DEUX INDES.

LIVRE TROISIÈME.

ÉTABLISSEMENS, COMMERCE ET CONQUÊTES DES ANGLAIS DANS LES INDES ORIENTALES.

I. Idée de l'ancien commerce des Anglais.

Le premier âge de toutes les contrées est couvert d'une obscurité profonde, ou rempli de fables. Un peuple n'occupe l'histoire qu'après qu'il a acquis plus ou moins de célebrité; et cette époque se fait toujours long-temps attendre, à moins que quelques circonstances extraordinaires n'aient avancé sa civilisation.

A ne consulter qu'une spéculation vague, on serait porté à penser que les insulaires ont été les premiers hommes policés. Rien n'emprisonne les habitans du continent; ils peuvent aller chercher au loin leur subsistance et s'éloigner des combats. Dans les îles, la guerre et les maux d'une société trop resserrée devraient amener plus vite la nécessité des lois et des conventions. On voit

cependant leurs mœurs et leur gouvernement formés plus tard et plus imparfaitement. C'est dans leur sein que sont nées cette foule d'institutions bizarres qui mettent des obstacles à la population. L'anthropophagie, la castration des mâles, l'infibulation des femelles, les mariages tardifs, la consécration de la virginité, l'estime du célibat, les châtimens exercés contre les filles qui se hâtaient d'être mère, les sacrifices humains, peut-être les jeûnes, les macérations, toutes les extravagances qui naîtraient dans les couvens, s'il y avait un monastère d'hommes et de femmes surabondant en moines et en religieuses, sans aucune possibilité d'émigration.

Lorsque les hommes eurent découvert le moyen de s'échapper de l'enceinte étroite où des causes physiques les avaient tenus renfermés pendant des siècles, ils portèrent leurs usages sur le continent, où ils se sont perpétués d'âge en âge, et où encore aujourd'hui ils mettent quelquefois à la torture les philosophes qui en cherchent la raison. La surabondance de la population dans les îles fut celle de la lenteur de la civilisation dans leurs habitans. Il fallut y remédier continuellement par des moyens violens. Le lieu où les membres d'une même famille sont contraints de s'exterminer les uns les autres est le séjour de l'extrême barbarie. C'est le commerce des peuples entre eux qui diminue leur férocité; c'est leur séparation qui la fait durer. Les insulaires

de nos jours n'ont pas entièrement perdu leur caractère primitif; et peut-être qu'un observateur attentif en trouverait quelques vestiges dans la Grande-Bretagne même.

Ses premières liaisons furent avec les Carthaginois et avec les Gaulois. Les navigateurs de ces nations lui portaient du sel, des vases de terre, quelques ouvrages de fer ou de cuivre, et en recevaient du plomb, de l'étain, des chiens de chasse ou de combat et des esclaves. L'utilité était la mesure des choses échangées. On donnait à ces peuples sauvages des choses auxquelles ils mettaient avec raison plus d'importance qu'à celles qu'ils offraient. Il ne faut accuser ni les uns d'ignorance, ni les autres de mauvaise foi. En quelque contrée de l'univers que vous alliez, vous y trouverez l'homme aussi fin que vous, et jamais il ne vous donnera que ce qu'il estime le moins pour ce qu'il estime le plus.

Lorsque les Romains abordèrent dans l'île, les provinces septentrionales en étaient totalement sauvages, et la chasse y était la seule ressource de leurs habitans. Ceux de l'intérieur s'occupaient uniquement du soin de leurs troupeaux. On ne voyait un commencement de culture qu'au midi, et encore le peu qu'il y en avait était-il dû à quelques aventuriers du continent voisin qui s'y étaient établis assez récemment.

Le conquérant distribua ses forces sur les frontières de la partie de l'île que ses armes avait as-

servie. Il n'y trouva que peu et de mauvaises subsistances. Pour s'en procurer de plus abondantes et de meilleures, il commença quelques défrichemens. Plusieurs de ses nouveaux sujets se virent obligés de partager ses sueurs, et furent formés à ses méthodes autant que la différence du sol et du climat le permettait. Cette innovation réussit au-delà peut-être de ce qu'on s'en était promis. Beaucoup de Bretons accoururent pour se procurer des jouissances qu'auparavant ils n'avaient pas connues. Bientôt se formèrent autour des camps des hameaux, dont quelques-uns, avec le temps, devinrent des villes florissantes. Les guérets et les pâturages s'étendirent; on abattit des forêts; le nombre des animaux destructeurs diminua; des communications s'ouvrirent. Il s'établit des forges de tous les côtés; des arbres fruitiers arrivèrent des lieux ou ils prospéraient le mieux; les bois de construction furent ménagés; des étoffes de laines remplacèrent les peaux dans le vêtement. En plusieurs genres les ouvriers firent d'assez grands progrès pour que l'empereur Constance les associât à des travaux publics qu'il avait entrepris dans les Gaules.

Ce commencement de bien disparut aussitôt que les Romains eurent quitté la Grande-Bretagne pour aller couvrir leurs frontières menacées par d'innombrables hordes de barbares. Ceux des insulaires qui s'étaient soumis à ces maîtres du monde avaient perdu la férocité naturelle aux

sauvages, sans avoir acquis la véritable valeur, qui n'appartient qu'aux sociétés perfectionnées : aussi se trouvèrent-ils hors d'état de résister aux Pictes et au refoulement de ceux de leurs compatriotes qui, pour éviter le joug, s'étaient retirés dans les parties les plus septentrionales de l'île. Le mur élevé par Sévère d'une mer à l'autre pour arrêter les invasions ne leur servit de rien. Des rapines, des ravages, des atrocités qui se renouvelaient sans cesse, replongèrent le pays dans le néant d'où il était un peu sorti.

Ce qui pouvait avoir échappé à tant de fureurs devint bientôt la proie des Saxons, des Normands, des Danois. C'étaient des pirates qui, se trouvant trop serrés ou trop misérables sur les bords stériles et glacés de la Baltique, se précipitaient en foule sur des bâtimens dont leurs immenses forêts leur fournissaient les matériaux. Sur ces radeaux grossièrement construits, mais qui allaient à la rame et à la voile, ils côtoyaient les terres ; ils débarquaient partout où on ne leur opposait point de résistance ; ils emportaient ce qui avait tenté leur cupidité ; ils rentraient dans leur sauvage patrie pour partager ou mettre à couvert le fruit de leurs brigandages. Plusieurs contrées maritimes eurent à gémir de cet horrible fléau, l'un des plus destructeurs dont les annales du monde aient perpétué le souvenir, mais, à raison de sa position, la Grande-Bretagne plus qu'aucune des autres. Chaque année, souvent plu-

sieurs fois l'année, elle voyait ses moissons détruites, ses maisons brûlées, ses temples pillés, ses femmes violées, ses habitans massacrés, mis à la torture ou emmenés en esclavage.

Lorsque le pays fut détruit au point de ne plus offrir de butin à ces barbares, ils s'emparèrent du pays même, se le partagèrent, et en réduisirent les habitans à la servitude. Comme la chasse devint la passion dominante des usurpateurs, la plupart d'entre eux réservèrent pour des parcs ou pour des garennes la partie de leur domaine qui était contiguë à leurs châteaux. Venaient ensuite les terres qu'ils retenaient dans leurs mains, et qu'ils faisaient cultiver pour leur propre compte. L'exploitation des propriétés plus éloignées était confiée à ceux de leurs serfs qui avaient montré plus d'activité ou plus d'intelligence. On leur faisait un bail plus ou moins long. C'était avec des denrées, c'était avec des corvées, c'était quelquefois avec un peu d'argent qu'ils payaient leurs maîtres.

D'immenses espaces restaient cependant en friche. Quelques hommes pieux, qui avaient de l'éloignement pour la vie commune, jugèrent les déserts favorables au recueillement qu'ils désiraient, s'y retirèrent et les fécondèrent par leurs sueurs. Ces premiers solitaires eurent des imitateurs. Bientôt le fruit de leurs communs travaux fut assez remarquable pour fixer l'attention publique. Par des préjugés de religion, alors très-

répandus, ou même pour l'intérêt national, les grands se détachèrent d'une partie de leurs trop vastes possessions pour accélérer ces prospérités naissantes. Avec le temps les monastères, défendus par quelques ouvrages, ou protégés par la superstition, servirent d'asile aux habitans de leur voisinage, qui, dans ces siècles d'anarchie, se voyaient menacés de quelques dangers. Beaucoup de ces réfugiés s'y fixaient, sans que les seigneurs osassent réclamer leurs esclaves, tant le clergé était devenu puissant.

Les productions s'étaient multipliées, et le commerce n'avait pas sensiblement augmenté. On voyait si peu d'échanges entre les naturels mêmes, qu'il fallait des témoins pour la moindre vente. Les communications avec l'étranger étaient encore plus rares, quoiqu'on élevât à la dignité de baron ou de comte ceux des marchands qui avaient fait trois voyages dans le continent. A cette époque, chaque famille fabriquait elle-même tout ce qu'exigeaient ses besoins extrêmement bornés, et il n'y avait que peu de nobles, que peu d'ecclésiastiques en état de payer le vin, les épiceries, le linge qu'il fallait tirer d'au-delà des mers.

On pouvait penser que les Normands, conduits en Angleterre par leur duc Guillaume, introduiraient des innovations heureuses dans le pays que leurs armes venaient d'asservir. Ils arrivaient d'une région où les principes du gouvernement

étaient moins ignorés, et où les connaissances utiles avaient fait plus de progrès. L'événement ne répondit pas aux espérances. Le nouveau souverain gouverna toujours avec un sceptre de fer. Il aggrava tous les tributs. Les meilleures terres du royaume devinrent son domaine particulier. Sous de vains prétextes, les propriétés des anciens habitans étaient confisquées en faveur des compagnons de ses victoires. Le moindre défrichement dans les forêts était puni du dernier supplice. Sa passion et celle de ses courtisans pour la chasse avait fait multiplier les bêtes fauves au point que la moitié des récoltes devenait leur proie. Il dépouilla le pays du peu d'argent qui s'y trouvait pour en enrichir les états qu'il avait reçus de ses pères. Cette tyrannie ne finit pas avec lui; elle se perpétua dans sa famille.

A peine les vainqueurs et les vaincus commençaient à se regarder comme un même peuple, que les forces de la nation entière furent employées à soutenir les prétentions de ses souverains à la couronne de France. Dans ces folles guerres, elle déploya des talens et des vertus militaires; mais, après de grands efforts et de grands succès, elle fut repoussée dans ses foyers, où des dissensions domestiques la replongèrent dans de nouvelles calamités.

Ce furent les prétentions des maisons d'Yorck et de Lancastre au trône qui allumèrent l'incendie. Nulle part peut-être on n'en avait jamais

vu d'aussi violent. Ses ravages durèrent un demi-siècle, et embrasèrent l'empire entier sans interruption. Comme les droits des deux factions étaient mal éclaircis, chacun prenait le parti que ses préjugés, que ses inclinations, que ses intérêts lui dictaient. Difficilement aurait-on trouvé un citoyen qui n'eût été plus ou moins souvent acteur dans ces mémorables démêlés. Les voisins, les frères, les amis, rangés sous les drapeaux de la rose rouge ou de la rose blanche, recevaient la mort de ce qu'ils avaient de plus cher, ou la lui donnaient. On ne se passionnait pas seulement pour la cause que la raison ou le hasard avaient fait adopter, l'enthousiasme allait jusqu'à l'adoration pour des chefs dont les troubles civils avaient formé ou développé le génie militaire.

Des guerres conduites dans cet esprit devaient coûter des torrens de sang. Les combats étaient comme journaliers. Ils duraient communément du matin au soir, et recommençaient quelquefois le lendemain. Quelque pressé qu'on fût, jamais on ne reculait. La file exterminée était à l'instant remplacée par celle qui la suivait. Comme l'acharnement était égal des deux côtés, la victoire ne restait guère qu'à celui qui se lassait le dernier. Rarement demandait-on quartier, et plus rarement encore était-il accordé. La plupart de ceux qui n'avaient pas été massacrés sur le champ de bataille périssaient par le glaive du bourreau. L'état avait perdu la moitié de sa population.

Encore quelques scènes aussi tragiques que celles qui depuis trop long-temps désolaient ce théâtre de carnage, et l'Angleterre n'était plus qu'un désert. Son bonheur voulut que les nombreux prétendans à la couronne eussent péri successivement à la tête des armées par des assassinats secrets, ou sur l'échafaud. Il ne restait des deux familles qu'un prince et une princesse qui, réunissant leurs droits par un mariage, rendirent enfin le calme à une terre accablée de plus de calamités, souillée par plus de forfaits qu'on ne saurait dire.

Depuis trois siècles et plus l'intérêt de l'argent s'élevait à cinquante pour cent. Le commerce intérieur et le commerce extérieur de l'île entière étaient dans les mains des juifs ou des lombards, qu'on favorisait et qu'on dépouillait, qu'on croyait des agens nécessaires, et qu'on faisait mourir, qu'alternativement on chassait et l'on rappelait. Les exportations se réduisaient à trente ou quarante mille quintaux de laine, et pour une valeur à peu près égale, en étain, en plomb, en cuirs, en beurre, en fourrures. Comme le prix qu'on en obtenait ne suffisait pas pour balancer les importations, il fut jugé convenable d'appeler des manufacturiers étrangers qui pussent montrer aux Anglais à mettre passablement leurs toisons en œuvre, à les bien teindre; et alors il ne fut plus permis de s'habiller que d'étoffes de fabrique nationale. Les communications avec le

continent étaient dispendieuses, et n'étaient pas sûres. L'Océan était infesté par des pirates qui, quelquefois protégés par le gouvernement, avec lequel ils partageaient leur proie, fondaient indifféremment sur tous les navires et en noyaient souvent les équipages.

Henri VII, plus absolu que ne l'avaient été les rois ses prédécesseurs, parce que la nation aimait mieux souffrir quelques usurpations que de se voir replongée dans les calamités dont elle ne venait que de sortir, Henri VII permit aux nobles d'aliéner leurs terres, jusqu'alors substituées à perpétuité. Cette loi diminua l'inégalité qui était entre les fortunes des seigneurs et celles de leurs vassaux. Elle établit entre eux plus d'indépendance, et répandit dans le peuple le désir de s'enrichir avec l'espérance de jouir de ses richesses.

L'anarchie, qui laissait la faiblesse sans défense, avait donné naissance à un désordre devenu général avec le temps. Tous les grands comptaient hors de leurs demeures des cliens à leurs gages et à leur livrée. Ces stipendiaires étaient obligés de faire cortége à leur patron, de le suivre à la guerre, d'appuyer ses révoltes, de témoigner en sa faveur devant les tribunaux. L'abus était profondément enraciné. Pour l'extirper, il ne fallait pas moins que toute l'autorité, toute la vigueur, toute la persévérance de Henri. Ce succès rendit aux travaux utiles des milliers de bras, que jusqu'alors avait énervés une criminelle oisiveté.

Tous les marchands du royaume qui voulaient trafiquer dans le continent étaient obligés de payer quinze ou seize cents livres à une compagnie de négocians établis à Londres. Pour qu'un citoyen pût mettre ses garçons ou ses filles en apprentissage, il devait avoir une propriété foncière. Henri ne voulut pas que ces monumens d'une antique barbarie déshonorassent son administration, et ils disparurent.

Les autres combinaisons du monarque relatives à l'industrie et au commerce furent moins heureuses. Le prêt à intérêt et les bénéfices du change furent sévèrement proscrits, comme usuraires ou comme propres à introduire l'usure. On ignorait que l'argent, représentant de tout, est réciproquement représenté par les choses vénales; que c'est une denrée qu'il faut abandonner à elle-même ainsi que les autres; qu'à chaque instant elle doit hausser et baisser de prix par mille incidens divers; que toute police sur ce point ne peut être qu'absurde et nuisible; qu'un des moyens de multiplier les usuriers, c'est de défendre l'usure, cette défense devenant un privilége exclusif pour quiconque ose braver l'ignominie; qu'une ordonnance est déraisonnable toutes les fois qu'il y a des voies certaines pour l'éluder; que la concurrence générale qui naîtrait d'une liberté illimitée de commercer l'argent en réduirait nécessairement l'intérêt; que les emprunts ruineux auxquels on veut remédier seraient moins fréquens,

l'emprunteur n'ayant qu'à payer le prix de l'argent emprunté : au lieu que dans l'état actuel il faut y ajouter le prix que l'usurier met à sa conscience, à son honneur, et au prix d'une action illicite ; prix d'autant plus fort que le nombre des usuriers est plus rare, et la loi prohibitive plus religieusement observée.

A la même époque, l'exportation de l'argent, sous quelque forme qu'il pût être, fut défendue; et pour que les marchands étrangers ne pussent pas l'emporter clandestinement, on les obligea à convertir en marchandises du pays le produit entier des marchandises qu'ils y avaient introduites. La sortie des chevaux fut interdite. Le gouvernement n'était pas assez éclairé pour voir que la prohibition ferait négliger d'en multiplier, d'en perfectionner l'espèce. Les corporations s'établirent dans toutes les villes ; c'est-à-dire que l'état autorisa tous ceux qui suivaient une même profession à faire les règlemens qu'ils jugeraient utiles à leur conservation, à leur prospérité exclusive. Enfin on laissa subsister la loi qui réglait le prix de toutes les choses comestibles, de la laine, du salaire des ouvriers, des vêtemens et des étoffes.

Henri fut un des princes les plus éclairés de son temps ; peu de ses prédécesseurs avaient tenu le sceptre aussi dignement que lui. Il eut le courage d'exécuter tout ce qui était possible, et la prudence de ne rien entreprendre au-delà de ce qu'il pouvait. La soif de l'or fut la seule tache

qui souilla son règne. Mais, malgré cette vile passion, peut-être à cause de cette passion même, il s'égara dans les relations du commerce qu'il voulut établir entre ses sujets, le fisc et les nations étrangères. On aurait tort de s'en étonner; malgré tous les efforts du génie, il faut plusieurs siècles à une science si compliquée avant qu'elle puisse être réduite à des principes simples. Il en est des théories comme des machines qui commencent toujours par être très-compliquées, et qu'on ne dégage que tard par l'observation et l'expérience des roues parasites qui en multipliaient les frottemens.

Les préjugés de Henri sur le commerce continuèrent sous ses trois premiers successeurs. Des Flamands fixés en Angleterre en étaient les seuls bons ouvriers; ils étaient presque toujours insultés et opprimés par les artisans anglais, jaloux sans émulation. On se plaignait que tous les acheteurs allaient à eux, et qu'ils faisaient hausser le prix du grain. Le gouvernement adopta ces erreurs vulgaires, et il défendit à tous les étrangers d'occuper plus de deux hommes dans leurs ateliers. Les marchands ne furent pas mieux traités que les ouvriers; et ceux qui s'étaient fait naturaliser se virent obligés de payer les mêmes droits que les marchands forains. L'ignorance était si générale, qu'on abandonnait la culture des meilleures terres pour les mettre en pâturages, dans le même temps où les lois bornaient à deux mille

le nombre des moutons dont un troupeau pourrait être composé. Toutes les liaisons d'affaires étaient concentrées dans les Pays-Bas. Les habitans de ces provinces achetaient les marchandises anglaises, et les faisaient circuler dans les différentes parties de l'Europe. Il est vraisemblable que la nation n'aurait pris de long-temps un grand essor sans le bonheur des circonstances.

Les cruautés du duc d'Albe firent passer en Angleterre d'habiles fabricans qui transportèrent à Londres l'art des belles manufactures de Flandre. Les persécutions que les réformés éprouvaient en France donnèrent des ouvriers de toutes espèce à l'Angleterre. Ces réfugiés trouvèrent un accueil que vraisemblablement ils n'auraient pas reçu dans un autre temps. Elisabeth, qui voulait le bien et le voyait, absolue et populaire, adorée et obéie, Elisabeth se servit très-heureusement des secours étrangers que la fortune lui envoyait pour tourner vers des objets utiles la fermentation des esprits, qui, à cette époque, était générale dans ses états comme dans le reste de l'Europe; et tandis que cette fermentation ne produisait chez les autres peuples que des disputes théologiques, que des guerres civiles ou éloignées, elle fit naître en Angleterre une émulation vive pour les arts, pour le commerce, pour les progrès de la navigation.

Les Anglais apprirent à construire chez eux leurs vaisseaux, qu'auparavant ils achetaient des

négocians de Lubeck et de Hambourg. Bientôt ils firent seuls le commerce de Moscovie par la voie d'Archangel qu'on venait de découvrir. Ils ne tardèrent pas à entrer en concurrence avec les villes hanséatiques, en Allemagne et dans le nord. Les états du grand-seigneur leur furent ouverts. Plusieurs de leurs navigateurs tentèrent, mais sans succès, de s'ouvrir par le nord un passage aux Indes. Enfin Drake, Stephens, Cavendish, et quelques autres, y arrivèrent, les uns par la mer du Sud, les autres en doublant le Gap de Bonne-Espérance.

II. Premier voyage des Anglais aux Indes.

Le fruit de ces voyages fut assez marqué pour décider, en 1600, les riches négocians de Londres à former une association. Elle obtint un privilége exclusif pour le commerce de l'Inde. L'acte qui le lui donnait en fixait la durée à quinze ans Il y était dit que, si ce privilége paraissait nuisible à l'état, il serait aboli et la compagnie supprimée, en avertissant les intéressés deux ans d'avance.

Cette réserve dut son origine au chagrin qu'avaient récemment témoigné les communes pour un monopole accordé trop légèrement à la suite de plusieurs autres par la couronne. La reine était revenue sur ses pas, et avait parlé dans cette occasion d'une manière digne de servir de leçon à tous les souverains.

« Messieurs, dit-elle aux membres de la cham-
« bre chargés de la remercier, je suis très-tou-

« chée de votre attachement et de l'attention que « vous avez de m'en donner un témoignage au-« thentique. Cette affection pour ma personne « vous avait déterminés à m'avertir d'une faute « qui m'était échappée par ignorance, mais où « ma volonté n'avait point de part. Si vos soins « vigilans ne m'avaient découvert les maux que « mon erreur pouvait produire, quelle douleur « n'aurais-je pas ressentie, moi qui n'ai rien de « plus cher que l'amour et la conservation de mon « peuple ! Que ma main se dessèche subitement, « que mon cœur soit frappé d'un coup mortel, « avant que j'accorde des priviléges particuliers « dont mes sujets aient à se plaindre. La splen-« deur du trône ne m'a pas éblouie au point « de me faire préférer l'abus d'une autorité sans « bornes à l'usage d'un pouvoir exercé par la « justice. L'éclat de la royauté n'aveugle que les « princes qui ne connaissent pas les devoirs qu'elle « impose. J'ose penser qu'on ne me comptera « pas au nombre de ces monarques. Je sais que « je ne tiens pas le sceptre pour mon avantage « propre, et que je me dois tout entière à la na-« tion qui a mis en moi sa confiance. Mon bon-« heur est de voir que l'état a prospéré jusqu'ici « par mon gouvernement, et que j'ai pour sujets « des hommes dignes que je renonçasse pour eux « au trône et à la vie. Ne m'imputez pas les fausses « mesures où l'on peut m'engager, ni les irrégu-« larités qui peuvent se commettre sous mon nom.

« Vous savez que les ministres des princes sont
« trop souvent conduits par des intérêts particu-
« liers; que la vérité parvient rarement aux rois,
« et qu'obligés par la foule des affaires qui les
« accablent de s'arrêter sur les plus importantes,
« ils ne sauraient tout voir par eux-mêmes. »

D'après ce sage discours, on serait tenté de croire qu'un despote juste, ferme, éclairé serait le meilleur des souverains; mais on ne pense pas que sous son règne, s'il durait, les peuples s'assoupiraient sur les droits dont ils n'auraient aucune occasion de se prévaloir, et que rien ne leur serait plus funeste que ce sommeil sous un règne semblable au premier, si ce n'est sa continuité sous un troisième. Les nations font quelquefois des tentatives pour se délivrer de l'oppression de la force, mais jamais pour sortir d'un esclavage auquel elles ont été conduites par la douceur. Tôt ou tard le despote ou faible, ou féroce, ou imbécille succède à une toute-puissance qui n'a point souffert d'opposition. Les peuples qu'elle écrase se croient faits pour être écrasés. Ils ont perdu le sentiment de la liberté, qui ne s'entretient que par l'exercice. Peut-être n'a-t-il manqué aux Anglais que trois Elisabeths pour être les derniers des esclaves.

Les fonds de la compagnie ne furent d'abord que de soixante-douze mille livres sterling, ou d'un million sept cent vingt-huit mille livres tournois. Environ les deux tiers de cette

modique somme furent absorbés par l'armement de quatre vaisseaux qui mirent à la voile le 13 février 1601. Ce qui restait fut embarqué en argent ou en marchandises.

Lancaster, qui conduisait l'expédition, arriva l'année suivante au port d'Achem, entrepôt alors fort célèbre. On y était instruit des victoires que sa nation avait remportées sur les Espagnols, et cette connaissance lui procura l'accueil le plus distingué. Le roi fit pour lui ce qu'il aurait fait pour son égal ; il voulut que ses propres femmes, richement vêtues, jouassent en sa présence des airs de danse sur plusieurs instrumens. Cette faveur fut suivie de toutes les facilités qu'il était possible de désirer pour l'établissement d'un commerce sûr et avantageux. L'amiral anglais fut reçu à Bantam comme dans le premier lieu où il avait relâché ; et un bâtiment qu'il avait détaché pour les Moluques lui apporta une assez grande quantité de girofle et de muscade. Avec ces précieuses épiceries et les poivres qu'il avait chargés à Java, à Sumatra, il regagna heureusement l'Europe.

La société, qui avait chargé cet homme sage de ses intérêts, fut déterminée par ce premier succès à former aux Indes des établissemens, mais à ne les former que du consentement des nations indigènes. Elle ne voulut pas débuter par des conquêtes. Ses expéditions ne furent que les entreprises de négocians humains et justes. Elle se fit aimer; mais cet amour ne lui valut que

quelques comptoirs peu importans, et ne la mit pas en état de soutenir la concurrence des peuples qui se faisaient craindre.

Les Portugais et les Hollandais possédaient de grandes provinces, des places bien fortifiées et de bons ports. Ces avantages assuraient leur commerce contre les naturels du pays et contre de nouveaux concurrens; facilitaient leurs retours en Europe; leur donnaient des moyens de se défaire utilement des marchandises qu'ils portaient en Asie, et d'obtenir à un prix modéré celles qu'ils voulaient acheter. Les Anglais, au contraire, dépendans du caprice des saisons et des peuples, sans forces et sans asile, ne tirant leurs fonds que de l'Angleterre même, ne pouvaient, selon les idées alors reçues, faire un commerce avantageux. Ils pensèrent qu'on acquérait difficilement de grandes richesses sans de grandes injustices, et que, pour surpasser ou même balancer les nations qu'ils avaient censurées, il fallait imiter leur conduite. C'était une erreur qui les jeta dans de fausses routes. Avec des maximes plus saines, ils auraient senti que, si la bonté, la douceur, la bienfaisance, l'humanité, ne conduisent pas aussi rapidement à la prospérité que la violence, assise sur ces bases respectables, la puissance en est plus solide et plus durable. On n'obtient de la tyrannie qu'une autorité précaire, qu'une possession troublée. Celle qui émane de la justice finit par tout envahir : l'empire de la force est regardé

comme un fléau, l'empire de la vertu comme une bénédiction ; et je ne me persuaderai jamais qu'il soit indifférent de s'annoncer aux nations étrangères ou comme des esprits infernaux, ou comme des intelligences célestes.

Le projet de faire des établissemens solides et de tenter des conquêtes paraissait au-dessus des forces d'une societé naissante ; mais elle se flatta qu'elle serait protégée, parce qu'elle se croyait utile. Elle ne put rien obtenir de Jacques Ier, prince faible, infecté de la fausse philosophie de son siècle ; bel esprit, subtil et pédant, plus fait pour être à la tête d'une université que d'un empire. La compagnie, par son activité, par sa persévérance, par le bon choix de ses officiers et de ses facteurs, suppléa au secours que lui refusait son souverain. Elle forma des comptoirs à Bantam, à Jacatra, à Siam, à Achem, à Macassar, à Surate, à Calicut, à Amedabad. Elle bâtit des forts à Amboine, à Pouleron, et acquit une espèce de souveraineté à Banda. Elle partagea ainsi avec les Hollandais le commerce des épiceries, qui sera long-temps le plus solide de l'Orient, parce que son objet est devenu un besoin réel. Il était encore plus important dans ce temps-là, parce que les toiles et les étoffes des Indes, les soies, les thés, les vernis de la Chine n'avaient pas le débit prodigieux qu'ils ont aujourd'hui.

III. Démêlés Anglais : les Holl dais.

Les Hollandais n'avaient pas chassé les Portugais des îles où croissent les épiceries, pour y

laisser établir une nation dont la puissance maritime, le caractère et le gouvernement rendaient la concurrence plus redoutable. Ils avaient des avantages sans nombre sur leurs rivaux, de puissantes colonies, une marine exercée, des alliances bien cimentées, un grand fonds de richesses, la connaissance du pays et celle des principes et des détails du commerce; tout cela manquait aux Anglais, qui furent attaqués de toutes les manières.

Leur rival commença par les écarter des lieux fertiles où il avait formé des établissemens. Dans les îles où son autorité n'était pas encore établie, il chercha à les rendre odieux aux naturels du pays par des accusations où la vérité n'était pas moins blessée que la bienséance. Ces honteux moyens n'ayant pas eu tout le succès que les Hollandais s'en étaient promis, ces marchands avides se décidèrent pour des actes de violence. Une occasion extraordinaire fit commencer les hostilités plus tôt qu'on ne l'avait prévu.

C'est un usage à Java que les épouses disputent à leurs époux les premières faveurs de l'amour. Cette espèce de guerre, que les hommes se font honneur de terminer au plus tôt, et les femmes de prolonger le plus qu'il leur est possible, dure quelquefois des semaines entières. D'où vient ce bizarre raffinement de coquetterie, qui n'est ni dans la nature de l'homme, ni dans celle de l'animal? La Javanaise se proposerait-elle d'inspirer

à son époux de la confiance sur ses mœurs avant et après le mariage, d'irriter la passion toujours plus violente dans un ravisseur que dans un amant, ou d'accroître le prix qu'elle met à ses charmes, à ses faveurs et au sacrifice de sa liberté ? Le roi de Bantam venait de vaincre la résistance d'une nouvelle épouse, et il donnait des fêtes publiques pour célébrer sa victoire. Les étrangers qui étaient dans le port furent invités à ces réjouissances. Ce fut un malheur pour les Anglais d'y être traités avec trop de distinction. Les Hollandais les rendirent responsables de ces préférences, et ne différèrent pas d'un instant leur vengeance. Ils fondirent sur eux de toutes parts.

L'Océan indien devint à cette époque le théâtre des plus sanglans combats entre les navigateurs des deux nations. Ils se cherchaient, ils s'attaquaient, ils se combattaient en gens qui voulaient vaincre ou mourir. Le courage était égal des deux côtés, mais les forces étaient différentes. Les Anglais succombaient, lorsque quelques esprits modérés cherchèrent en Europe, où le feu de la guerre ne s'était pas communiqué, des moyens de conciliation. Le plus bizarre fut adopté par un aveuglement dont il ne serait pas aisé de trouver la cause.

Les deux compagnies signèrent, en 1619, un traité qui portait que les Moluques appartiendraient en commun aux deux nations, que les

Anglais auraient un tiers, et les Hollandais les deux tiers des productions dont on fixerait le prix; que chacun contribuerait, à proportion de son intérêt, à la défense de ces îles; qu'un conseil, composé de gens expérimentés de l'un et de l'autre côté réglerait à Batavia toutes les affaires du commerce; que cet accord, garanti par les souverains respectifs, durerait vingt ans; et que, s'il s'élevait dans cet intervalle des différends qui ne pussent être accommodés par les deux corporations, ils seraient décidés par le roi de la Grande-Bretagne et les états-généraux des Provinces-Unies. Entre toutes les conventions politiques dont l'histoire a conservé le souvenir, on en trouverait difficilement une plus extraordinaire. Elle eut le sort qu'elle devait avoir.

Les Hollandais n'en furent pas plus tôt instruits aux Indes qu'ils s'occupèrent des moyens de la rendre nulle. La situation des choses favorisait leurs vues. Les Espagnols et les Portugais, qui à cette époque obéissaient au même maître, avaient profité de la division de leurs ennemis communs pour s'établir de nouveau dans les Moluques. Ils pouvaient s'y affermir, et il y avait du danger à leur en laisser le temps. Les commissaires anglais convinrent de l'avantage qu'il y aurait de les attaquer sans délai; mais ils ajoutèrent qu'ils n'avaient rien de ce qu'il fallait pour y concourir. Leur déclaration, qu'on avait prévue, fut enregistrée; et leurs associés entreprirent seuls

l'expédition. Un prompt succès la couronna. Les anciens et les nouveaux sujets de la cour de Madrid, peu d'accord entre eux, abandonnèrent, après une médiocre résistance, tous les postes qu'ils occupaient. Le vainqueur ne les vit pas plus tôt en sa puissance qu'il forma le projet d'exclure le pavillon britannique de cet archipel. Comme les métropoles étaient en paix, on craignit d'avoir recours à la force ouverte. L'avarice imagina un autre moyen pour parvenir à son but.

Les deux nations avaient des établissemens dans Amboine. Celui des Hollandais était gardé par plus de deux cents hommes, et il n'y en avait que treize ou quatorze dans celui des Anglais. Cette énorme différence dans les forces n'empêcha pas les premiers de vouloir faire croire qu'un rival jaloux avait corrompu onze Japonais de la garnison pour se faire livrer le comptoir dont ils devaient être les défenseurs. Afin de donner une ombre d'apparence à une si étrange accusation que rien n'appuyait, on mit à la torture ces soldats, qui, trop faibles pour résister aux horribles tourmens qu'il leur fallait endurer, déposèrent tout ce qu'on voulait qu'ils dissent; ils n'en périrent pas moins sur l'échafaud avec huit facteurs anglais qu'on avait intérêt à trouver coupables. Le désaveu public qu'à leur mort firent les uns et les autres des actes de faiblesse que la question leur avait arrachés n'empêcha pas leurs bourreaux de retirer de leur crime le fruit qu'ils

s'en étaient promis. Les Anglais furent expulsés de tous les postes qu'ils occupaient dans les Moluques.

Le ministère de Jacques I.er, le parlement et la nation, occupés à cette époque de subtilités ecclésiastiques, et de la discussion des droits du roi et du peuple, ne voulurent pas s'apercevoir des outrages que le nom anglais recevait dans l'Orient. Cette pusillanimité produisit une circonspection qui dégénéra bientôt en faiblesse. La crainte qu'inspiraient les Hollandais était telle, que la compagnie ne trouvait que très-difficilement des équipages pour manœuvrer le petit nombre de bâtimens qu'elle expédiait encore, et des agens pour diriger les comptoirs qui lui restaient. Les communications de la Grande-Bretagne avec les Indes devenaient de jour en jour plus languissantes. Elles cessèrent même entièrement durant les troubles civils et religieux qui bouleversèrent l'état pendant tant d'années. On en avait presque perdu jusqu'au souvenir à la mort terrible et instructive de Charles Ier.

IV. Décadence des Anglais aux Indes.

Cromwel, irrité que les Hollandais eussent été favorables aux malheureux Stuarts, et donnassent un asile aux Anglais qu'il avait proscrits, indigné que la république des Provinces-Unies affectât l'empire des mers, fier de ses succès, sentant ses forces et celles de la nation à laquelle il commandait, voulut la faire respecter et se venger; il déclara la guerre à la Hollande.

De toutes les guerres maritimes dont l'histoire

ait conservé le souvenir, c'est la plus savante, la plus illustre par la capacité des chefs et le courage des matelots, la plus féconde en combats opiniâtres et meurtriers. Les Anglais eurent l'avantage, et ils le dûrent à la grandeur de leurs vaisseaux, que l'Europe a depuis imitée.

Quelle qu'en soit la raison, le protecteur qui donnait la loi dans le traité de 1654 ne fit pas pour l'Inde tout ce qu'il pouvait. Il exigea seulement un désaveu formel du massacre d'Amboine, la punition des assassins, s'il en restait; un dédommagement de quatre vingt-cinq mille livres sterling pour la compagnie, un de trois mille six cent-quinze pour les descendans des victimes de ce complot horrible, et la restitution de l'île de Pouleron dans l'état où elle se trouverait. On jugera aisément qu'il n'y existait pas un seul arbre à épiceries lorsqu'elle repassa sous les lois de ses anciens maîtres. Cependant, comme son sol n'avait pas changé, et qu'avec le temps ce pouvait être un obstacle au monopole que la Hollande voulait exercer, elle fut attaquée, elle fut prise aux premiers démêlés qui divisèrent les deux nations, et attachée pour toujours au domaine de la république.

V. Rétablissement du commerce anglais dans l'Inde.

Quoique les membres dispersés d'une compagnie depuis long-temps sans activité eussent été un peu déçus dans leurs espérances, ils ne laissèrent pas de se rapprocher aussitôt qu'ils purent s'assurer que leurs opérations seraient vigoureu-

sement appuyées par l'autorité publique. L'énergie du gouvernement leur donna des fonds et des associés. On était si excédé dans toute l'Asie de la tyrannie des Hollandais, les seuls des Européens qui y fissent alors des affaires de quelque importance, que le pavillon britannique fut reçu partout avec transport. Ses prospérités accrurent encore après le rétablissement de la monarchie, parce que le nouveau ministère augmenta beaucoup les priviléges de la société, lui donna Bombay, Sainte-Hélène, et parce que ses propres agens réussirent à lui former un grand entrepôt de commerce à Madras, et a obtenir pour elle un établissement très-utile à Sumatra : alors sa fortune eût été comblée, si ses vaisseaux avaient été admis au Japon, où autrefois ils avaient abordé; mais les Hollandais parvinrent à les en écarter en instruisant cette nation soupçonneuse et vindicative que le roi d'Angleterre venait d'épouser une princesse de Portugal.

Cette privation affligea la compagnie sans la décourager. D'autres marchés remplacèrent celui qu'une jalousie effrénée venait de lui fermer. L'intelligence et la probité de ses facteurs secondaient assez généralement la sagesse de ses mesures. Ses ventes et ses achats augmentaient de jour en jour; chaque année ses expéditions devenaient plus nombreuses et plus lucratives. Ses actions triplèrent de prix, et son capital accroissait toujours, quoique les dividendes fussent très-considérables.

On comptait sur un avenir encore plus heureux, lorsque ce corps privilégié se vit arrêté dans sa carrière par une rivalité que ses propres succès avaient fait naître.

VI. Malheurs et fautes des Anglais dans l'Inde.

Des négocians particuliers, échauffés par la connaissance des gains énormes qu'on faisait dans l'Inde, résolurent d'y naviguer. Charles second, qui n'était sur le trône qu'un particulier voluptueux et dissipateur, leur en vendit la permission, tandis que d'un autre côté il tirait des sommes considérables de la compagnie, pour qu'il lui fût permis de poursuivre ceux qui entreprenaient sur ses droits. Une concurrence de cette nature devait dégénérer en brigandages. Les Anglais, devenus ennemis, couraient les uns sur les autres avec une animosité qui affaiblissait peu à peu l'estime qu'on avait pour eux. Cet abus était à peine corrigé, qu'il fut suivi d'un nouveau malheur

A leur arrivée aux Indes, les Anglais et les Hollandais s'étaient portés en foule à Java, île favorablement située, vaste, peuplée, fertile, et surtout abondante en poivre. L'avarice ne tarda pas à les brouiller, et leurs navigateurs se firent ouvertement la guerre. Les combats furent quelque temps opiniâtres et sanglans; à la fin la compagnie des Provinces-Unies éleva des fortifications, ce que ses rivaux étaient hors d'état de faire. Alors la fortune se déclara pour elle; alors le commerce exclusif de la plus grande partie du pays tomba dans ses mains. Il ne lui restait des

concurrens qu'à Bantam. La couronne en fut disputée en 1680, et celui des prétendans que ses armes appuyaient ayant prévalu, ce fut pour le nouveau souverain une nécessité d'accorder le monopole de son royaume à la puissance qui venait de le placer sur le trône. Les sujets de la Grande-Bretagne furent à cette époque chassés d'un des plus utiles, des plus riches comptoirs qu'ils eussent formés dans les mers des Indes.

Une insulte aussi grave et aussi publique ne se pouvait dissimuler. La compagnie anglaise avait son établissement à recouvrer, son honneur à maintenir, sa vengeance à satisfaire. Ces grands motifs la décidèrent à des efforts extraordinaires. Elle équipa une flotte de vingt-trois vaisseaux, où furent embarqués huit mille hommes de troupes réglées. On se disposait à mettre à la voile, lorsque le monarque s'opposa au départ, et continua de s'y opposer pendant neuf mois sous les prétextes les plus frivoles. Charles, dont les besoins et la corruption ne connaissaient point de bornes, espérait toujours que, pour faire révoquer cette défense, il lui serait donné des sommes immenses. N'en pouvant obtenir de ses sujets, il se détermina à en recevoir de ses ennemis. L'expédition n'eut pas lieu, parce que les Hollandais lui firent compter deux millions quatre cent mille livres. Jamais ces habiles républicains n'avaient fait un meilleur marché. On ne peut s'empêcher de voir que, si les forces dirigées contre eux étaient arri-

vées à leur destination, ils auraient été expulsés de Java, la principale où l'unique base en Orient de leur puissance.

Le crime enfante trop souvent le crime. Celui que venait de se permettre le monarque anglais était une espèce d'invitation aux plus noirs forfaits. Aussi ceux de ses sujets qui étaient aux Indes, n'ayant pas reçu de leurs commettans, ruinés par la bassesse du chef de l'état, les fonds qu'exigeaient leurs opérations, se permirent-ils, en 1688, pour y suppléer, les emprunts les plus frauduleux, le pillage des navires qui naviguaient paisiblement sous la foi publique. On n'aurait pas été étonné de voir la nation dont ces scélérats étaient membres bannie pour toujours du théâtre de leurs brigandages. Il n'en fut pas ainsi. Thomas Roë, que Jacques Ier avait envoyé en ambassade à Delhy, y avait donné une si haute idée du caractère britannique, et la loge qu'il avait formée à Agra avait si bien justifié cette opinion, qu'on ne crut pas devoir rendre un peuple généreux responsable de l'abominable conduite de quelques vils individus. Le grand-mogol voulut bien se contenter de la punition des coupables, et d'un dédommagement convenable pour les malheureux qui avaient été trompés ou volés.

Cette affaire, également honteuse et ruineuse, était à peine terminée, que des abîmes d'une autre nature s'ouvrirent sous les pas de la compagnie. Par ses usurpations et par sa fierté, Louis XIV avait

aigri, avait alarmé tous ses voisins. Ils s'unirent à Augsbourg dans l'espoir de réprimer tant d'orgueil, de mettre des bornes à tant d'ambition; et le prince d'Orange, qui venait de remplacer son beau-père Jacques sur le trône d'Angleterre, fortifia la ligue de tout ce que ses nouveaux sujets avaient de puissance. Les suites de cette grande confédération sont généralement connues. On sait moins que, durant le cours des hostilités, les corsaires français enlevèrent à la Grande-Bretagne quatre mille deux cents navires marchands, qui furent estimés près de sept cent millions de livres. Les plus riches de ses vaisseaux étaient ceux qui arrivaient des Indes. La plupart devinrent la proie d'un brigandage qui n'a pas encore discontinué, mais que les progrès des lumières fera tôt ou tard proscrire.

Ces déprédations furent suivies d'une disposition économique qui devait diminuer la valeur du peu qui avait échappé à la piraterie. Des protestans français, qu'une odieuse intolérance avait fait sortir de leur pays, avaient porté en Irlande et en Écosse la culture du lin et du chanvre. Pour encourager leurs travaux, on crut convenable d'interdire l'usage des toiles des Indes, à l'exception des mousselines et de celles qu'exigeait le commerce d'Afrique. Un corps déjà épuisé pouvait-il résister à une attaque si imprévue et si accablante? Ce n'était cependant encore que le commencement de ses infortunes.

VII. Débats occasionnés en Angleterre par les priviléges de la compagnie.

A l'époque si célèbre de la révolution un cri presque général s'était élevé contre la compagnie. Ce n'était pas sa décadence qui lui suscitait des ennemis, elle ne faisait que les enhardir. Ses premiers pas avaient été contrariés. Dès 1615, quelques politiques avaient vivement déclamé contre le commerce des Indes. Ils l'accusaient d'affaiblir les forces navales, par une grande consommation d'hommes, et de diminuer, sans utilité réelle, les expéditions pour le Levant et pour la Russie. Ces clameurs, quoique contredites par des hommes éclairés, devinrent si violentes vers l'an 1628, que le corps privilégié, se voyant exposé à l'animosité de la nation, s'adressa au gouvernement. Il le suppliait d'examiner la nature de son commerce, de le prohiber, s'il était contraire aux intérêts de l'état; et, s'il lui était favorable, de l'autoriser par une déclaration publique. Soixante ans après, le préjugé contre ce trafic n'était pas entièrement déraciné, mais il n'etait resté que dans un très-petit nombre de têtes rétrécies.

Ceux qui s'étaient formé des idées plus saines convenaient que la navigation aux Indes était très-utile; mais ils voulaient qu'elle fût ouverte à la nation entière. Un privilége exclusif leur paraissait un attentat manifeste contre la liberté. Les peuples, disaient-ils, ne s'étaient réunis en société qu'en vue du bien général, et l'on y portait atteinte en immolant par d'odieux monopoles l'intérêt public à des intérêts privés.

Cependant, soit habitude, soit raison, on se déclarait plus généralement pour des fonds unis. Une société riche et puissante paraissait seule en état de repousser les vexations trop ordinaires dans les gouvernemens asiatiques, et de soutenir la concurrence des nations rivales.

Mais à quelle puissance appartenait-il de conférer un octroi si évidemment opposé au droit commun? Les rois s'étaient souvent permis de ces actes d'une autorité arbitraire sans réclamation, et quelquefois aussi leurs décrets avaient été annulés par les députés du peuple. Le privilége dont jouissait la compagnie émanait du trône. Des marchands associés qui voulaient s'élever sur ses ruines l'attaquèrent comme illégal devant les communes, et accusèrent de plus ceux qui l'exerçaient d'ineptie, de négligence, de mauvaise foi et de tyrannie. Les réponses que fit le monopole à ses ennemis ne parurent pas suffisantes à la chambre, qui, sans prononcer sur ses prérogatives et sur celles de la monarchie, pria Guillaume, au mois de janvier 1692, de dissoudre la compagnie actuelle, et d'en établir une autre plus propre à faire prospérer le commerce de l'Orient.

Le conseil privé ne s'occupa de ce grand procès que l'année suivante. On y entendit le 17 août les avocats des deux parties. Les raisons de part et d'autres parurent si égales, que les juges se séparèrent sans avoir rien prononcé.

Cette indécision détermina les communes à

déclarer quelques mois après que tous les sujets de la Grande-Bretagne avaient un droit égal de diriger leur industrie et leurs capitaux vers l'Inde, à moins que le parlement ne le leur défendît. Elles s'arrêtèrent là, et ne statuèrent rien sur la manière dont ce commerce serait réglé.

La conduite équivoque de la chambre ouvrait un vaste champ aux espérances. Une corruption inouïe avait commencé à l'instant même où les deux sociétés rivales étaient entrées en lice. Elle avait fait depuis des progrès étonnans, et alors on la vit au comble. Jamais la nation ne s'était à ce point dégradée. Wighs, torys, ministres, courtisans, membres du parlement, tout était au plus offrant. La vénalité devint si publique, que la décence parut exiger l'établissement d'un comité de recherches. La plaie se trouva encore plus profonde qu'on ne l'avait pensé. Tant de personnages, des personnages si éminens furent démontrés coupables, que tous les partis s'accordèrent à arrêter des découvertes qui chargeaient leurs ennemis, mais où leurs amis étaient également impliqués.

Cette scandaleuse affaire absorba long-temps toute l'attention publique, et ce ne fut qu'en 1698 que la discussion sur l'Inde se renouvela. Le fisc, épuisé par la guerre que le traité de Riswick venait de terminer, avait à cette époque un besoin pressant d'argent. Les deux associations qui se disputaient le monopole de l'Orient lui offrirent le prêt d'une somme égale. On crut ou l'on feignit

de croire que la nouvelle tiendrait plus sûrement ses engagemens que l'autre, et on lui donna la préférence. Tout ce que les protecteurs de l'ancienne purent obtenir, c'est qu'elle pourrait continuer son commerce jusqu'à l'expiration de sa charte. L'Angleterre eut alors deux compagnies des Indes orientales, autorisées par le parlement, au lieu d'une seule établie par l'autorité royale.

On s'était bien attendu que deux corps qui depuis sept ans nourrissaient l'un contre l'autre la haine la plus active, qui depuis sept ans cherchaient à s'avilir par les plus absurdes calomnies, se contrarieraient réciproquement; mais personne n'avait prévu jusqu'à quels excès la jalousie, l'ambition et l'avarice les pousseraient. Leur division se manifesta par de grands éclats en Europe, et surtout aux Indes. La rage de se détruire mutuellement avait passé des chefs aux derniers subalternes. Tout paraissait tendre à une dissolution entière, lorsqu'en 1702 les associations se rapprochèrent, confondirent leurs fonds, et firent approuver leur union par un décret des législateurs.

Depuis cette époque les affaires de la compagnie furent conduites avec plus de lumières, de sagesse et de dignité. Les principes du commerce qui se développaient de plus en plus en Angleterre influèrent sur son administration autant que le permettaient ses intérêts particuliers. Elle améliora ses anciens établissemens, elle en forma de nouveaux. Ce qu'une plus grande concurrence lui

était de bénéfice, elle cherchait à se le procurer par des ventes plus considérables.

VIII. La compagnie anglaise abandonne aux particuliers le commerce d'Inde en Inde.

Le commerce qu'on peut faire au-delà du Cap de Bonne-Espérance, et d'un port de l'Inde à l'autre, ne l'occupa point. Elle fut assez éclairée pour comprendre que cette navigation ne lui convenait pas. Ses agens l'entreprirent, de son aveu, pour leur propre compte, et tous les Anglais furent invités à le partager, sous la condition qu'ils fourniraient une caution qui garantirait la sagesse de leur conduite. Pour faciliter et accélérer des succès qui devaient un jour augmenter les siens, la compagnie encouragea ces négocians, en prenant part à leurs expéditions, en leur cédant des intérêts dans ses propres armemens, souvent même en se chargeant de leurs marchandises pour un fret modique. Cette conduite généreuse, inspirée par un esprit national si opposé en tout au caractère du monopole, donna promptement de l'activité, de la force, de la considération aux colonies anglaises.

Celle qu'en 1702 la compagnie avait formée à Poulocondore, île dépendante de la Cochinchine, avait pour but de prendre part au commerce de ce royaume, suivi depuis long-temps avec beaucoup d'activité par les Chinois, mais jusqu'alors trop négligé par les nations européennes. Une sévérité, peut-être excessive, irrita seize soldats macassars qui faisaient partie de la garnison. Dans la nuit du 3 mars 1705, ils mirent

le feu aux maisons du fort, et massacrèrent les Anglais à mesure qu'ils accouraient pour l'éteindre. De quarante-cinq qu'ils étaient, trente périrent de cette manière : quelques-uns tombèrent sous les coups des naturels du pays, mécontens de l'insolence de ces étrangers; douze seulement se sauvèrent dans une chaloupe qui se trouvait au port. Le corps privilégié perdit par cet événement les dépenses faites pour cette entreprise, les fonds qui se trouvaient dans son comptoir, et les espérances qu'il avait conçues.

C'était un malheur, mais un malheur que de grandes prospérités empêchèrent de sentir aussi vivement qu'on l'aurait fait dans d'autres circonstances. Alors la guerre pour la succession d'Espagne embrasait le globe. Les armées et les flottes britanniques y jouaient le premier rôle. Leurs succès surpassaient tout ce qu'on avait pu s'en promettre, et préparaient à tous les ordres de l'état un avenir extrêmement brillant. La compagnie des Indes n'était pas réduite à des espérances. Sa navigation, plus étendue que jamais, était presque aussi sûre que dans la paix la plus profonde; et le prix qu'elle mettait à ses marchandises la dédommageait amplement des précautions qu'elle croyait devoir prendre pour que ses navires ne devinssent pas la proie d'un brigandage maritime. Le traité d'Utrecht, qui arrêta l'effusion du sang humain, si cruellement prodigué pendant douze ans sans rien ajouter au territoire des Anglais dans

l'Inde, ne laissa pas de leur être utile. L'Europe, redevenue tranquille, laborieuse et riche, leur demanda les productions et les manufactures de l'Asie plus généralement qu'elle ne l'avait fait à aucune époque. C'était un bonheur trop constant. Il fut un peu troublé par les nouvelles qui arrivèrent de Sumatra.

IX. Établissement des Anglais à Sumatra.

Cette île fut le premier lieu des Indes où les Anglais abordèrent en 1602. Ils y furent accueillis, et, onze ans après, mieux traités encore. Le roi d'Achem leur permit d'établir une loge dans sa capitale, les chargea même de demander à Jacques I.er une jeune personne de sa domination qui pût devenir sa femme. A l'en croire, son projet était de placer un jour sa couronne sur la tête d'un des enfans qui naîtraient de cette union, et de faire tomber avec le temps dans les mains de la compagnie le commerce de tout Sumatra.

Ces ouvertures étaient séduisantes. On ajouta foi aux promesses d'un despote dont le caractère n'avait pas été approfondi, et des comptoirs furent formés dans les parties de son royaume où se cultivait avec le plus de succès le poivre, alors la production de l'Orient la plus demandée en Europe. L'illusion ne fut pas de longue durée. Des vexations répétées amenèrent bientôt la nécessité d'abandonner des établissemens devenus ruineux.

L'Angleterre avait perdu de vue une île qui ne lui était guère connue que par les désastres que ses sujets y avaient éprouvés, lorsque le souvenir

lui en fut rappelé par son expulsion totale de Java. En 1684 furent envoyés de Madras deux agens chargés de solliciter la liberté d'élever une forteresse sur le territoire d'Achem. Ils n'avaient obtenu qu'une factorerie en bois, lorsqu'un heureux hasard leur offrit une fortune que rien ne leur faisait espérer.

Les Hollandais, assez récemment fixés sur les côtes de Sumatra, s'y rendaient de jour en jour plus odieux par leur tyrannie. L'oppression devint à la fin intolérable; et les peuples s'adressèrent à la cour d'Achem pour en obtenir des secours contre ces usurpateurs insatiables. Vraisemblablement les agens de ces petites nations indépendantes comptaient peu sur la protection qu'ils étaient venus réclamer, puisqu'ils offrirent d'eux-mêmes aux négociateurs anglais des terrains pour bâtir des comptoirs sur leurs districts, et le commerce exclusif de leur poivre.

On accepta ces propositions, et, sans perdre un moment, partirent du Coromandel quelques navires pour aller jeter les fondemens d'un établissement dont l'utilité ne paraissait pas douteuse. La tranquillité de la nouvelle colonie ne fut pas troublée jusqu'en 1715. A cette époque commença la construction du fort Marlobourgh. Les travaux n'étaient pas encore bien avancés lorsque les naturels du pays, alarmés pour leur liberté, prirent les armes. Rien n'était plus aisé que de repousser de tels assaillans. Cependant une ter-

reur panique s'empara de tous les esprits, et la garnison entière se précipita dans les vaisseaux qui étaient en rade. Quelques mouvemens des Hollandais les firent soupçonner de vouloir remplacer leurs concurrens ; et telle était la haine qu'on portait à ces avides républicains, que les Anglais furent rappelés avec une sorte d'enthousiasme. Ils furent même solennellement autorisés à terminer les ouvrages qu'ils avaient laissés imparfaits.

Les dépenses ordonnées à Sumatra et les pertes qui les suivirent n'étaient pas assez considérables pour changer essentiellement la situation de la compagnie. Sa fortune augmentait de jour en jour, et l'on n'en fut que trop convaincu lorsqu'elle demanda le renouvellement de son privilége. Le gouvernement en avait exigé en 1698 un prêt de quarante-huit millions à un interêt de huit pour cent. En 1708 cet intérêt fut réduit à cinq pour cent, ainsi que celui des vingt-quatre nouveaux millions que le fisc lui emprunta. En 1730 il fallut qu'elle se contentât pour les soixante-douze millions d'un intérêt de trois pour cent, et qu'elle fît un don gratuit de quatre millions huit cent mille livres. A ces conditions son monopole lui fut continué pour trente-trois années.

X. Guerres des Anglais et des Français.

Les profits que faisait le corps privilégié le dédommageaient amplement des sacrifices qu'il s'était vu dans la nécessité de faire, lorsqu'en 1744

des intérêts politiques divisèrent les cours de Londres et de Versailles. Les hostilités commencées en Europe s'étendirent jusqu'aux Indes. Les événemens de la guerre y furent humilians pour les Anglais et ruineux pour les Français. Remises dans leur état primitif par la pacification d'Aix-la-Chapelle, ces deux nations n'auraient dû s'occuper qu'à guérir les plaies que sur ce théâtre éloigné elles s'étaient faites réciproquement. On s'y attendait ; mais l'événement trompa les espérances.

A cette époque, l'empire des Mogols, ébranlé par Nadir-Chah, s'écroulait de toutes parts. Des débris de ce colosse se formaient des états sans nombre qui, tout en affectant de tenir encore au tronc commun, n'en visaient pas moins à une indépendance entière. Les plus riches contrées de cette grande partie du globe devenaient la proie de tout individu qui pouvait les acheter ou les asservir. Il parut aux Français, dont les armes venaient de s'illustrer au Coromandel, que c'était une occasion favorable pour tirer avantage de la réputation qu'ils avaient acquise. Dans cette vue, ils disposèrent de la soubabie du Decan, de la nababie du Carnate en faveur de deux hommes qui, pour s'assurer d'un appui nécessaire, firent don à leurs protecteurs d'un territoire plus étendu qu'aucun peuple de l'Europe n'en avait jamais possédé dans l'Indostan.

Continuer à être simplement marchands dans

une région où les Français devenaient souverains, était un ordre de choses auquel il était impossible que les Anglais s'accoutumassent. Aussi se décidèrent-ils à mettre en œuvre tous leurs moyens pour renverser un édifice qui commençait par les avilir, et qui tôt ou tard les eût écrasés. La politique leur servit à susciter de puissans ennemis à l'un des nouveaux princes, et ils employèrent ce qu'ils avaient de forces à appuyer le rival qu'ils avaient donné à l'autre. Alors Madras et Pondichéry, situés sur la même côte et à trente lieues seulement l'un de l'autre, se choquèrent avec toute la violence que la jalousie, que l'ambition, que l'avarice, que la haine pouvaient inspirer. Les deux nations, d'abord auxiliaires, ne tardèrent pas à devenir parties principales. Bientôt même tout le poids de la guerre retomba sur elles. Les lâches Indiens ne paraissaient ordinairement sur le champ de bataille que pour être spectateurs des scènes d'horreur qui devaient décider par quel tyran ils seraient opprimés.

Cependant les compagnies privilégiées de France et d'Angleterre, privées des bénéfices de leur commerce, et réduites à faire passer continuellement des troupes et des fonds en Asie, désiraient passionnément de sortir de cette situation affligeante. Désespérant de ramener à des vues pacifiques leurs agens, que l'intérêt et la vanité poussaient impérieusement à la continuation des troubles, elles s'adressèrent à leurs gouvernemens res-

pectifs. L'un et l'autre cabinet ordonnèrent si absolument un rapprochement, que les passions, qui jusqu'alors l'avaient éloigné, furent toutes obligées de plier. L'effusion du sang s'arrêta. On signa le 31 décembre 1754 une convention qui réglait les droits des parties; mais elle n'eut qu'un effet momentané. Avant que l'Europe eût pu la sanctionner, les hostilités avaient recommencé entre les deux nations.

Le nouvel orage formé en Amérique s'étendit sur tout le globe. Ses influences les plus malignes parurent réservées pour les colonies françaises des Indes orientales, qui pendant quelques momens avaient jeté un si grand éclat. Elles furent généralement conquises par les Anglais, dont une main savante dirigeait alors les opérations. Le traité de 1763, qui restitua ces établissemens à leurs premiers possesseurs, ne leur rendit que des ruines dépouillées de tous les accessoires qui auraient pu leur redonner un jour quelque importance.

Le succès que, dans le cours de cette guerre mémorable, les légions et les flottes britanniques avaient eu en Asie, elles l'avaient obtenu dans les différentes régions où elles avaient combattu. Partout la victoire avait suivi leurs drapeaux. Illustrée et agrandie par de si heureux combats, leur patrie se voyait parvenue à un degré de gloire et de puissance qui faisait l'étonnement de tous les peuples. Mais ces triomphes, ces conquêtes

avaient coûté des trésors immenses. Le fisc était vide; il était obéré. En 1767 le gouvernement appela à son secours la compagnie des Indes, à laquelle on supposait des richesses proportionnées aux importans territoires qui venaient de lui être cédés au Coromandel, et aux nombreuses provinces que ses armes avaient plus anciennement asservies dans le Bengale. On en exigea un tribut annuel de neuf millions six cent mille livres, et les droits que supportaient déjà ses marchandises furent augmentés de deux millions. Ni les citoyens qui partageaient les bénéfices du monopole, ni les citoyens qui lui étaient absolument étrangers ne furent contens de l'arrangement. Les intéressés n'y voulurent voir qu'une vexation criante. De son côté, le public, qu'on avait enivré d'espérances, et qui s'attendait à une diminution considérable dans les taxes, jugea que la contribution n'était proportionnée ni aux besoins de l'état, ni à la fortune du corps privilégié, ni aux dépenses que la nation avait faites pour lui procurer les avantages dont il jouissait.

Cet accord, malgré le peu de faveur qu'on lui avait accordé, n'en exista pas moins jusqu'à la fin de 1772. A cette époque, on fut généralement instruit que la compagnie avait accepté pour vingt-six millions de lettres de change tirées de ses comptoirs, et que d'autres tout aussi considérables allaient les suivre. On fut instruit que la banque lui avait prêté douze millions. On fut instruit

qu'elle devait dix-huit millions aux douanes du royaume. On fut instruit que depuis plusieurs années la redevance convenue n'avait pas été payée au fisc. On fut instruit que ses caisses étaient absolument vides, et que de long-temps elles n'auraient de recouvrement à faire. Un désordre, qui pouvait si vivement affecter le crédit public, occasionna une grande commotion.

Les premiers succès de la compagnie dans le Bengale occupèrent peu le gouvernement. L'acquisition de ce beau pays lui parut précaire, et il l'abandonna aux caprices de ceux qui l'avaient envahi. Les conquérans eux-mêmes ne comptaient guère sur une longue possession, et ils se hâtèrent de dévorer une terre sur laquelle ils n'étaient pas assurés de se maintenir. On vit une sorte d'émulation entre les employés, les marchands et les soldats à qui se permettrait le plus de brigandages. L'humanité, l'honneur, la justice, ces heureux sentimens nés avec nous, étaient étouffés dans tous les cœurs. Telle fut l'origine de tant de fortunes romanesques qui ont si fort surpris, si fort indigné l'Europe.

Lorsque des victoires répétées eurent fait tomber aux pieds des fiers Bretons les princes voisins du Bengale; lorsque la crainte de leurs armes leur eut donné plus loin des alliés puissans; lorsqu'ils eurent mis les puissances rivales hors d'état de les traverser; lorsque Chah-Allém eut consenti de leur céder en toute propriété des terri-

toires très-étendus, et à mettre à leur discrétion le revenu des trois provinces les plus riches de l'Indostan, alors la nation jeta des regards moins distraits sur ces usurpations éloignées; mais, ne leur accordant pas encore l'attention qui leur convenait, pour un peu d'argent elle abandonna à ses marchands la destinée de douze millions d'hommes.

XII. Mesures prises par le gouvernement et par la compagnie elle-même pour faire finir les déprédations de tous les genres.

Le sort de cette nombreuse population devenait de jour en jour plus déplorable. Les cris de son désespoir n'arrivaient pas en Angleterre. Pour qu'ils y fussent entendus, il fallait que leurs oppresseurs se trouvassent sur le bord de l'abîme que leur folie, que leur prodigalité, que leur tyrannie avaient creusé. On chercha les causes d'un si étrange dérangement; et cette trop tardive inquisition donna des lumières que des administrateurs vertueux dûrent se reprocher de n'avoir pas plus tôt acquises.

Des forfaits, la plupart ensevelis jusqu'alors dans la poussière des archives de la compagnie, furent, sans ménagement comme sans exagération, mis à découvert dans la chambre des communes. Ses membres frémirent d'horreur; la nation entière partagea cette indignation. Il parut à l'Europe que c'était une tache ineffaçable sur le caractère britannique. Ces dispositions firent penser au ministère que le moment était venu de dépouiller le monopole de ses conquêtes, et de les réunir au corps de l'empire. De puissans

motifs paraissaient justifier cette politique : elle trouva cependant peu d'approbateurs. On craignit assez généralement que le grand nombre de places auxquelles la cour aurait à nommer ne donnât trop d'influence à la couronne.

Le parlement pensa qu'il convenait d'avoir égard et au vœu de l'administration et à la répugnance des peuples. Il décida que tout agrandissement obtenu par l'influence d'une force militaire, ou par un traité avec une puissance étrangère, appartenait de droit à l'état; mais qu'il était utile que, pendant les six ans que devait encore durer son privilége, la compagnie continuât à jouir de ses acquisitions territoriales.

Le corps législatif statua ensuite que durant cette période le devidende ne s'élèverait pas au-dessus de huit pour cent; le surplus des revenus ou des bénéfices devait être employé à payer les dettes. Lorsque celles qui étaient sur contrats seraient réduites à trente-six millions, les trois quarts de l'excédant appartiendraient au fisc, et le reste serait distribué à ce qui resterait de créanciers, ou mis en réserve pour les événemens imprévus.

XIII. Établissement du conseil suprême de Calcutta.

Madras, Bombay, Calcutta furent dans l'origine les principaux établissemens des Anglais aux Indes. Chacun d'eux recevait directement ses ordres d'Europe, et les faisait passer aux comptoirs subalternes soumis à son inspection. Cet ordre de choses fut sans inconvénient tout le

temps qu'on n'eut à s'occuper que d'opérations mercantiles plus ou moins étendues. Un autre système aurait dû être formé à l'époque où la compagnie devint une grande puissance; et elle éprouva plusieurs malheurs pour avoir été trop opiniâtrément attachée à son régime primitif. A la fin le parlement sentit la nécessité de donner un centre aux membres trop épars du nouvel empire pour qu'il résultât de leur ensemble une action plus rapide et mieux combinée. Dans cette vue fut créé un conseil suprême, composé de cinq personnes, choisies d'abord par le ministère, mais dont les places, à mesure qu'elles deviendraient vacantes, devaient être remplies par le corps privilégié, avec l'approbation du monarque. Hors le commerce, tout dans l'Asie britannique fut soumis à son autorité. Seul il a la disposition du revenu public et le droit de faire la guerre, la paix, des traités d'alliance offensive ou défensive. Nul engagement politique ne peut être pris que de son avis. Cependant il doit obéir aux ordres de la direction, qui de son côté doit remettre au pouvoir exécutif toutes les informations qu'elle reçoit. La situation du Coromandel semblait appeler le siége sur ses côtes. La préférence fut accordée au Bengale, par la raison de son importance.

Sur le Gange fut érigé encore un tribunal formé par quatre magistrats, tous au choix du trône, et dont les arrêts ne peuvent être cassés que par

le roi en son conseil privé. Dans les autres colonies, souillées par de moindres atrocités ou de moindres brigandages, la justice civile et criminelle continua à être rendue par les principaux agens de la compagnie. Tout négoce est interdit aux juges, ainsi qu'aux membres du conseil suprême. Pour les consoler de cette privation, on a assigné aux uns et aux autres des honoraires trop considérables, au gré des actionnaires, obligés de les payer sans les avoir ni réglés ni accordés.

Les institutions primitives de la compagnie étaient bouleversées par ces innovations. Ceux qui en dirigeaient les intérêts firent éclater leur mécontentement. Selon leurs calculs, le gouvernement avait retiré d'elle, chacune des six dernières années, quarante-huit millions de livres ou pour les droits d'entrée, ou pour le tribut réglé en 1767, tandis que, durant cet espace de temps, les intéressés n'avaient reçu au-delà d'un dividende de six pour cent que vingt-deux millions, quoique les profits mercantiles seuls se fussent élevés tous les ans à onze millions cent trente-six mille livres; ce qui aurait dû fournir à une répartition de douze et demi pour cent. D'ailleurs, ajoutaient-ils, pourquoi nous punir des malversations de nos employés, puisque la constitution qu'on nous avait accordée ne nous donnait pas des pouvoirs suffisans pour réprimer des rapines qui nous ont causé des pertes incalculables?

Ces plaintes, quelque couleur qu'on leur donnât, n'arrêtèrent pas le corps législatif. Il crut faire tout ce que l'intérêt de la nation, tout ce que la justice exigeaient, en autorisant le monopole à emprunter trente-six millions à un intérêt de quatre pour cent.

Les bases qui devaient donner au ministère une influence capitale dans les affaires de la compagnie, devenues un des grands ressorts du gouvernement, étaient posées. On y ajouta quelques règlemens qui devaient faciliter l'exercice de ce pouvoir ou en rendre l'usage plus utile.

XIV. Règlement concernant l'administration de la compagnie en Europe.

De tout temps les intéressés avaient choisi tous les ans vingt-quatre d'entre eux pour diriger leurs opérations. Des élections si souvent répétées n'étaient guère propres à faire naître des lumières, de l'activité et de l'énergie. Il fut statué que dans la suite tout directeur le serait quatre ans, et que le quart de la direction serait renouvelé chaque année.

Les assemblées publiques étaient communément tumultueuses et trop souvent indécentes. Pour procurer aux délibérations le calme nécessaire, et leur imprimer quelque dignité, le droit d'y opiner fut ôté aux plus petits propriétaires. Les lois ne continuèrent le suffrage qu'à ceux dont les actions s'élevaient à la valeur de vingt-quatre mille livres; encore furent-ils obligés d'affirmer sous serment qu'ils étaient véritablement propriétaires de ce capital, et qu'ils l'étaient depuis douze mois.

Dans un court espace de temps, les serviteurs de la compagnie avaient dépensé aux Indes plus de cent millions en édifices civils ou militaires, tous trop fastueux, la plupart d'une utilité médiocre, quelques-uns même qui pouvaient devenir dangereux, et qu'il fallut détruire. Il était possible que l'orgueil national fût entré pour quelque chose dans ces grandes constructions; mais l'avidité de ceux qui les avaient ordonnées ou conduites en avait été certainement la cause principale. On mit des bornes à la vanité ou au brigandage en fixant la somme qui dans la suite pourrait être annuellement employée à ce genre d'ouvrages.

Le corps privilégié eut originairement des vaisseaux en propre. Il ne lui en restait plus aucun lorsqu'il reprit sa navigation après la fin des guerres civiles. Pressé de jouir, il se détermina à employer des bâtimens particuliers; et ce qu'il avait fait par nécessité, il le continua par économie. On lui frétait des navires plus ou moins grands, tout équipés, tout avitaillés, qui se chargeaient de porter aux Indes et d'en rapporter le nombre de tonneaux convenu. A leur départ, il n'y prenait d'espace que ce qu'en exigeait son fer, son plomb, son cuivre, ses étoffes de laine, ses vins de Madère, les seuls objets qu'il envoyât dans l'Orient. Ce qui y restait de place appartenait aux propriétaires, qui pouvaient le remplir indifféremment de tout ce dont le monopole ne trafi-

quait pas. Ils avaient aussi le droit, au retour, de disposer d'un poids de trente tonneaux, que par leur contrat ils n'avaient pas cédé. La loi même les autorisait à y charger les mêmes marchandises que la compagnie, mais avec l'obligation de lui payer trente pour cent de leur valeur. L'espoir d'engager les armateurs à mieux remplir leurs obligations et d'arrêter les importations frauduleuses qu'ils se permettaient fit réduire en 1773 l'impôt à la moitié. Cette faveur n'ayant pas produit l'effet qu'on s'en était promis, la direction prit enfin le parti de s'approprier toute la capacité des bâtimens ; et ce nouvel arrangement lui fit une économie annuelle de plus de deux millions de livres.

La réforme fut générale. Elle s'étendit au recouvrement des deniers publics, à la solde des troupes, aux opérations du commerce, à toutes les parties de l'administration. Avec ce bon esprit, la compagnie parvint en moins de six ans à payer la plus grande partie de ses dettes, et à reconquérir la confiance publique, quoique dans l'intervalle elle eût éprouvé une perte de quelque importance.

Vues
glais
lam
Leur
sion

Depuis assez long-temps les Anglais désiraient une possesion qui pût devenir un entrepôt où les marchandises et les denrées de la Chine et des autres contrées orientales pussent être échangées contre les denrées et les marchandises de l'Indostan et de l'Europe. Leur projet était d'en faire le marché le plus considérable de l'Asie. L'île de Balam-

bangam, située à la pointe septentrionale de Bornéo, leur parut propre à remplir leurs vues, et en 1766 le roi de Solor leur en céda la propriété. Ils y arborèrent leur pavillon l'année suivante; mais ce ne fut qu'en 1772 qu'ils y formèrent leur établissement.

Quelques commis, trois cents soldats blancs ou noirs, un vaisseau et deux petits bâtimens, des marchandises d'un grand prix, tels furent les premiers matériaux d'un édifice qui devait un jour s'élever si haut. Malheureusement les chefs se brouillèrent; on dispersa trop le peu de troupes qui avait échappé à des maladies destructives. Les navires tournèrent leurs voiles vers des parages éloignés. Le nouveau comptoir était sans défense. Il fut attaqué, pillé et détruit par les mêmes sauvages qui avaient prêté leurs bras à sa construction. Ce fut pour la compagnie un dommage de neuf millions. Les Hollandais des Moluques, les Espagnols des Philippines purent se réjouir de la ruine d'une colonie formée à leur voisinage par un peuple puissant et ambitieux; mais rien dans le temps ne porta à soupçonner qu'ils eussent provoqué ou encouragé ce désastreux événement.

XVI. Guerre de 778 à 1783 ans l'Inde, ntre les Anlais et Haïer-Aly avec ses alliés.

Des prospérités soutenues avaient fait oublier ce mal passager, lorsqu'en 1778 la compagnie se vit engagée dans une des plus terribles luttes dont l'histoire ait conservé le souvenir. Sa métropole lui avait donné les Français et les Hollandais pour

ennemis, et sa propre ambition avait provoqué Haïder-Aly-Khan et les Marattes. On la crut généralement perdue. Ceux mêmes qui avaient la plus haute opinion de la valeur de ses troupes, des ressorts de sa politique, du bon état de ses finances, ne pensèrent pas qu'elle pût résister aux efforts combinés ou séparés de quatre nations aussi belliqueuses. Ce jugement ne ralentit pas l'ardeur que les armées britanniques avaient de combattre. Elles se présentèrent sur le champ de bataille, l'esprit rempli de leurs anciens triomphes, et avec l'espoir d'en obtenir de nouveaux. Leur confiance fut rarement trompée. La victoire suivit assez constamment leurs drapeaux, et il fut heureux qu'elle les abandonnât quelquefois pour que leur courage ne dégénérât pas en une présomption qui aurait pu avoir de funestes suites. Les deux mondes n'apprirent pas sans étonnement qu'une société de marchands n'avait pas seulement défendu pendant quatre ou cinq ans ses possessions contre la formidable ligue formée pour les asservir ou les démembrer, mais que son territoire s'était agrandi. Ce succès inattendu fut dû principalement au génie de Hastings, dont les conceptions furent toujours vastes, les mesures toujours bien combinées, les instrumens toujours judicieusement choisis.

XVII. L'administration de la compagnie est soumise

Mais des avantages si brillans et si soutenus avaient exigé d'énormes dépenses; et vers la fin de 1783 la compagnie se vit réduite à demander

au bureau du contrôle.

au parlement la permission d'ouvrir un emprunt qui pût la mettre en état d'acquitter ses dettes les plus pressées. Loin d'accueillir la requête, Fox, qui avait alors la principale influence dans les affaires, proposa de nommer sept commissaires inamovibles, qui se saisiraient des papiers, des magasins, des effets du corps privilégié; qui en nommeraient tous les agens, et auraient la direction absolue de sa politique, de son territoire et de son commerce. Pour justifier une violation si manifeste du droit de propriété et de la foi publique, l'orateur assura que le monopole devait cent quatre-vingt-dix millions au-delà de ce qu'il possédait, et que les hommes bornés ou infidèles qui avaient creusé le précipice étaient hors d'état de le combler. L'impression que ce discours plein de véhémence fit sur le public fut telle, que le jour même les actions baissèrent de vingt-cinq pour cent.

Cette violente attaque ne tarda pas à être repoussée. Les administrateurs de la société, si cruellement outragés, prouvèrent qu'après avoir acquitté les deux cent quarante-sept millions d'engagemens qu'elle avait pris dans l'Inde ou en Europe, il lui resterait un fonds libre de quatre-vingt-douze millions. Ils prouvèrent que ce grand capital serait incessamment grossi par les bénéfices d'un commerce immense, dont des hostilités trop long-temps prolongées avaient détourné le cours. Ils prouvèrent que les impôts perçus

dans les possessions acquises aux Indes étaient d'une ressource dont il n'était pas possible de contester la solidité ; et voici le tableau qu'ils en offrirent pour l'année 1781, la dernière dont les comptes eussent été rendus. Dans le Bengale, le revenu territorial s'éleva à 93,321,336 liv. ; le tribut de Benarès à 11,988,000 liv. ; le subside d'Oude à 10,248,000 l. ; le droit sur le sel, l'opium, les postes et les monnaies, à 11,155,200 liv. Somme totale 126,712,536 liv. Mais il fallut déduire, pour les frais de collection et pour la pension du souba 27,000,000 de liv. ; pour l'établissement militaire, calculé d'après un terme moyen de onze années de paix, 26,771,832 liv. ; pour l'établissement civil, pour la marine et les fortifications, 12,240,000 livres. Somme totale 66,011,832 liv. ; ce qui réduisit le produit net à 60,700,704 liv.

Au Coromandel, le revenu territorial, en y joignant celui des douanes, s'éleva à 14,400,000 l. ; le subside du nabab d'Arcate à 4,800,000 liv. ; et celui du raja de Tanjaour à 3,840,000 liv. Somme totale 23,040,000 liv. Mais il fallut déduire pour l'établissement militaire 14,400,000 liv. ; et pour l'établissement civil, les fortifications et le tribut des circars, 4,491,432 livres. Somme totale 18,891,432 livres ; ce qui réduisit le produit net à 4,148,568 liv. Le produit net des deux contrées fut donc de 64,849,272 liv. Sur cette somme il fallut prendre de quoi secourir le Malabar et

Sumatra, où la dépense surpassait la recette de 6,624,000 livres; ce qui réduisit le revenu que la compagnie retirait de ses possessions à 58,225,272 liv.

Ces éclaircissemens, quoique dignes de la plus sérieuse discussion, n'arrêtèrent pas un moment les communes. Elles adoptèrent aveuglément le bill tel qu'il avait été d'abord proposé, mais il fut rejeté par les pairs à une très-grande majorité. Le roi profita de cette occasion pour dissoudre un parlement qui ne lui était pas agréable; et les circonstances qui accompagnèrent cet événement le rendront à jamais célèbre dans les annales de la Grande-Bretagne.

Le nouveau parlement s'assembla au mois de mai 1784. Pitt, successeur de Fox, pensa qu'il devait ses premiers soins aux Indes, qui agitaient alors avec raison la nation entière. La difficulté était de trouver un arrangement qui ne blessât pas la dignité de la couronne, où le fisc trouvât quelque avantage dont les citoyens pussent être satisfaits, et contre lequel le corps privilégié ne pût pas s'élever avec trop d'audace. Le jeune et sage ministre réussit peut-être au-delà de ses espérances. Ses plans ne furent pas seulement sanctionnés par le corps législatif, ils obtinrent encore l'approbation de tous ceux dont les intérêts particuliers ou les préjugés n'offusquaient pas les lumières.

Par le premier bill la compagnie conserva la

direction absolue de toutes ses opérations de commerce ; et à l'exception des chefs de ses trois présides, qui devaient obtenir la confirmation du monarque, ses autres employés furent tous laissés à son choix. Mais ses possessions territoriales, ses armées, ses négociations, furent si parfaitement soumises à six commissaires composant un bureau de contrôle à Londres et amovibles à la volonté du trône, que tout ce qu'ils jugeraient à propos de prescrire devait être exécuté aux Indes, sans même avoir été communiqué au monopole, quoique ce monopole ne pût donner de son côté aucun ordre que de leur aveu.

Un second bill eut pour objet les importations du corps privilégié dans la métropole. Toutes les branches de cet important commerce furent débarrassées d'une foule d'entraves inutiles dont on les avait jusqu'alors accablées. Quelques-unes, proscrites comme nuisibles aux manufactures nationales, ne parurent plus entraîner cet inconvénient, et leur introduction n'éprouva plus de difficulté. C'était une opinion généralement reçue, que depuis que la compagnie avait acquis de vastes et riches territoires, elle devait se contenter d'un moindre bénéfice sur ses marchandises. D'après cette idée, les droits exigés d'elle ne différaient que peu d'une prohibition absolue ; on les modéra. Le thé méritait et obtint une attention particulière.

A l'époque où cette feuille asiatique commença XVIII. Modification

des droits sur le thé.

à être connue en Angleterre, elle n'eut à supporter qu'une légère imposition. Les gens éclairés se réjouirent des progrès d'une boisson qui n'avait rien de dangereux; et le gouvernement lui-même, dans la vue d'en étendre le goût, accabla de taxes les liqueurs fortes, devenues si nuisibles, que les naissances annuelles étaient, en très-peu de temps, tombées à Londres de dix-neuf à quatorze mille. Cette politique pleine d'humanité eut un succès complet. Dans les trois royaumes le thé devint la passion dominante de tous les ordres de citoyens. Malheureusement un fisc avide ou obéré se jeta avec si peu de ménagement sur cette nouvelle consommation, que les contrebandiers purent donner leur thé à quatre-vingts pour cent meilleur marché que la compagnie. La fraude augmentait avec une rapidité effrayante, lorsque Pitt eut le courage de l'attaquer, et réussit à la détruire par une modération dans les droits telle qu'il la fallait pour lui enlever tous ses avantages. Alors restèrent dans la circulation intérieure des sommes immenses qui depuis trop long-temps allaient alimenter le commerce étranger; alors furent utilement employés dans les ateliers des bras nerveux qui n'avaient travaillé qu'à la ruine de l'empire; alors s'augmentèrent tous les ans de six à sept millions de livres les bénéfices d'une société dont la prospérité intéresse si essentiellement la Grande-Bretagne, et qui doit fixer l'attention de tous les peuples de l'Europe qui ont

des établissemens plus ou moins importans aux Indes. Cette compagnie de marchands y domine par sa politique, par ses armes et par son commerce. L'influence que depuis 1750 elle a acquise dans cette belle partie du globe est telle, que son avarice, son ambition ou son inquiétude en déterminent tous les mouvemens. La preuve de cette singulière vérité se trouvera dans le tableau qui va être tracé des côtes et des mers d'Asie. On commencera par l'Arabie.

XIX. Description de l'Arabie. Révolutions qu'elle a éprouvées. Caractère de ses habitans.

L'Arabie est une des plus grandes péninsules du monde connu. Elle a pour limites au couchant la mer Rouge; au midi et au levant l'Océan indien; au nord-est le golfe Persique. La Syrie, le Diarbekir, l'Irak-arabi la terminent au nord.

Dans cette vaste région, le climat varie d'une manière très-marquée. Il est constamment embrasé dans les plaines, qu'aucune rivière n'arrose, et où la moindre pluie est un événement extraordinaire. L'air est agréablement tempéré, quelquefois même un peu froid sur les montagnes, qui ont des sources multipliées, et où il pleut trois mois dans l'année.

Les richesses souterraines se réduisent à peu de chose en Arabie. On n'y trouve que peu et de mauvais fer; et celui qui y est le plus généralement, le plus utilement employé, vient de l'Europe. Un seul district fournit du plomb et du cuivre. Malgré l'autorité des anciens Grecs, l'or n'est pas une production du pays. On n'y voit en circulation

que celui que le commerce a introduit. Les monnaies de Venise y sont d'un usage plus universel, ce qui a fait soupçonner que cette nation avait trouvé la pierre philosophale. L'onyx est la seule pierre précieuse que fournisse la péninsule. Les gens riches la portent à leur doigt, au-dessus de leur coude, ou sur leur ceinture.

Les animaux sont plus multipliés que les minéraux. Dans tous les lieux qui fournissent quelque pâturage, vous verrez des chameaux, des mulets, des vaches, des brebis, des chèvres; deux sortes d'ânes, les uns assez ressemblans aux nôtres, les autres grands, beaux, courageux. Il y a aussi deux espèces de chevaux. Les communs, dont la race est inconnue; et ceux dont la généalogie est constatée depuis plusieurs siècles par des témoins sur lesquels on peut compter, à cause du préjugé généralement établi que celui qui aurait fait sur cette matière un faux serment causerait la destruction de sa famille entière. Ces derniers chevaux sont divisés en plusieurs familles plus ou moins estimées. Leur stature n'est pas toujours dans les meilleures proportions; mais on leur attribue des qualités supérieures, principalement pour la guerre. Ils peuvent soutenir les plus excessives fatigues, et conserver tout leur feu des journées entières sans nourriture. On les voit se jeter avec impétuosité sur l'ennemi. Sont-ils blessés et hors d'état de se soutenir, il se retirent de la mêlée. Leur maître est-il par terre, ils restent près de

lui, et ne cessent de hennir jusqu'à ce qu'on l'ait secouru. Aussi, soit vérité, soit erreur, les généraux et les principaux officiers turcs, persans, mogols, ne veulent-ils pas monter d'autres chevaux un jour de bataille.

La culture est assez variée. Elle s'étend au froment, à l'orge, au maïs, au millet, au sucre, aux fèves, aux lentilles, au coton, à l'indigo, au séné, à la garance, et à quelques autres plantes nécessaires pour la teinture. Parmi les arbres fruitiers il faut compter le cocotier, le grenadier, l'abricotier, le pêcher, l'amandier, le poirier et le figuier. La vigne même n'est pas négligée, quoique la religion interdise l'usage du vin. Son fruit est séché au soleil, réduit en sirop, et quelquefois converti en vin par les Juifs.

Tous les monumens attestent que l'Arabie était peuplée dans la plus haute antiquité. Si ses premiers habitans ne furent pas indigènes, ils dûrent lui venir de la Syrie ou de la Chaldée. On ignore à quelle époque ils commencèrent à être policés, et s'ils acquirent eux-mêmes des lumières, ou s'ils les reçurent des Indes. Il paraît que le sabéisme fut leur religion, avant même qu'ils connussent la haute Asie. De bonne heure ils eurent des idées sublimes de la Divinité. Ils rendaient un culte aux astres, comme à des corps animés par des esprits célestes. Leur religion n'était ni atroce, ni absurde; et, quoique susceptibles de ces enthousiasmes subits si communs chez les peuples

méridionaux, le fanatisme ne les infesta que très-tard. Les Arabes du désert avaient un culte moins éclairé. Plusieurs adorèrent le soleil, et quelques-uns lui immolèrent des victimes humaines. Il y a une vérité qui se prouve par l'étude de l'histoire et par l'inspection du globe. Les religions ont toujours été cruelles dans les pays arides, sujets aux inondations, aux volcans; et elles ont toujours été douces dans les pays que la nature a bien traités. Toutes portent l'empreinte du climat où elles sont nées.

L'Arabie entière ne reçut en aucun temps des lois étrangères. Jamais les Scythes, jamais d'autres barbares n'entreprirent de l'asservir. S'il est vrai que le héros de la Macédoine ait eu l'idée de cette invasion pour se rendre maître du commerce de l'univers par le moyen d'Aden et d'Alexandrie, ce grand projet resta sans exécution. Les Arabes craignirent même si peu un événement qui les aurait mis aux fers, qu'ils n'envoyèrent pas des ambassadeurs à l'homme devant qui la terre se taisait, au conquérant qui venait de subjuguer la Perse et l'Égypte, limitrophes de leur territoire. Auguste et Trajan poussèrent leur légions vers l'Arabie Pétrée; mais elles n'en purent parcourir qu'un espace excessivement borné; ce que les Grecs, ce que les Romains n'avaient pas exécuté, aucune nation ne le tenta. Les Arabes, gardés par leurs déserts et par leur courage, conservèrent toujours leur liberté, et n'attentèrent

pas à celle des contrées voisines ou éloignées jusqu'à Mahomet.

Cet homme extraordinaire naquit l'an 579 de l'ère chrétienne. Quarante années de sa vie s'étaient écoulées avant qu'on eût entendu parler de lui. A cet âge, soit conviction, soit inquiétude, il attaqua le culte des astres, il attaqua les génies mitoyens, il attaqua d'autres erreurs plus révoltantes, que l'ignorance et la superstition avaient mêlée à l'adoration de l'Être suprême. L'autorité, qui craint toujours les innovations, le menaça. Sa réponse fut dans son caractère, et la manière de s'exprimer dans le génie de sa nation. *Vous viendriez*, dit-il aux magistrats, *le soleil à votre droite et la lune à votre gauche, que je ne reculerais pas.* Cette fierté lui donna quelques disciples. Leur nombre s'accrut davantage, lorsque Omar, le plus ardent de ses persécuteurs, se fut écrié dans une assemblée publique : *J'atteste qu'il n'y a qu'un dieu, et que Mahomet est son prophète.*

Cependant les adversaires du nouvel apôtre étaient encore plus puissans que ses sectateurs. On proscrivit sa tête. Les troupes chargées de l'exécution de la sentence furent complètement battues ; et cette victoire, regardée comme miraculeuse, ne permit plus de révoquer en doute la vérité d'une mission jusqu'alors contestée. Les portes de la Mecque s'ouvrirent à l'arrivée de Mahomet. Les provinces imitèrent l'exemple de la capitale ; et en peu de temps l'Arabie entière se trouva sou-

mise à l'Alcoran. Son auteur, à la fois conquérant, monarque et pontife, à la tête d'une armée bien diciplinée et remplie d'enthousiasme, se disposait à aller établir au loin son empire et à faire adopter sa doctrine, par la persuasion ou par la force, lorsqu'à soixante-quatre ans il trouva un tombeau à Médine, qui avait été le berceau de sa gloire.

Ses élèves se remplirent de son esprit, et se montrèrent dignes de l'avoir eu pour maître. Poussés par l'impulsion qu'il leur avait donnée, les califes, qui, à son exemple et suivant ses ordres, réunissaient l'autorité du trône et celle de la religion, subjuguèrent la Perse, la Chaldée, une partie de la Tartarie, presque toute l'Asie mineure, la Syrie, les îles de la Méditerranée, l'Égypte, l'Afrique, l'Espagne, et portèrent la terreur jusqu'au centre de la France. Ce fut pendant cinq ou six siècles un torrent qui ne trouvait point de digues. Il étendit ses ravages des mers de l'Occident à celles de la Chine, des Canaries aux Moluques.

Dans le cours rapide de tant d'expéditions trop souvent ensanglantées, les Arabes recueillirent quelques connaissances utiles, qu'ils donnèrent perfectionnées aux contrées qu'ils asservissaient. Ces conquérans furent moins heureux dans les beaux-arts, où ils montrèrent à la vérité quelque génie, mais aucune idée de ce goût que la nature donna quelque temps après aux peuples qui se firent leurs disciples.

Peut-être le génie, enfant de l'imagination qui crée, appartient-il aux pays chauds, féconds en productions, en spectacles, en événemens merveilleux qui excitent l'enthousiasme; tandis que le goût, qui choisit et moissonne dans les champs où le génie a semé, semble convenir davantage à des peuples sobres, doux et modérés, qui vivent sous un ciel heureusement tempéré. Peut-être aussi ce même goût, qui ne peut être que le fruit d'une raison épurée et mûrie par le temps, demande-t-il une certaine stabilité dans le gouvernement, mêlée d'une certaine liberté dans les esprits; un progrès insensible de lumières qui, donnant une plus grande étendue de génie, lui fait saisir des rapports plus justes entre les objets, et une plus heureuse combinaison de ces sensations mixtes qui font les délices des âmes délicates. Ainsi les Arabes, presque toujours poussés par la guerre et le fanatisme en des climats brûlans, n'eurent jamais cette température de gouvernement et de situation qui forme le goût. Mais ils apportèrent dans le pays de leurs conquêtes les sciences qu'ils avaient comme pillées dans le cours de leurs ravages, et tous les arts nécessaires à la prospérité des nations.

Quand la puissance des califes commença à décliner, les Arabes, à l'exemple des peuples qu'ils avaient soumis, secouèrent le joug de ces faibles princes, et le pays reprit peu à peu l'ancienne forme de son gouvernement, ainsi que

ses premières mœurs. A cette époque la nation, divisée en tribus comme autrefois, sous la conduite de chefs différens, retomba dans son premier caractère, dont le fanatisme et l'ambition l'avaient fait sortir.

Les Arabes, avec une petite taille, un corps maigre, une voix grêle, ont un tempérament robuste, le poil brun, le visage basané, les yeux noirs et vifs, une physionomie ingénieuse, mais rarement agréable. Ce contraste de traits et de qualités, qui paraissent incompatibles, semble s'être réuni dans cette race d'hommes pour en faire une nation singulière, dont la figure et le caractère tranchent assez fortement entre les Turcs, les Egyptiens et les Persans, dont ils sont environnés. Graves et sérieux, ils attachent de la dignité à leur longue barbe, parlent peu, sans gestes, sans s'interrompre, sans se choquer dans leurs expressions. Ils se piquent entre eux de la plus exacte probité, par une suite de cet amour propre et de cet esprit patriotique qui, joints ensemble, font qu'une nation, une horde, un corps s'estime, se ménage, se préfère à tout le reste de la terre. Plus ils conservent leur caractère phlegmatique, plus ils sont redoutables dans la colère qui les en fait sortir. Ce peuple a de l'intelligence, et même de l'ouverture pour les sciences; mais il les cultive peu, soit défaut de secours ou même de besoins, aimant mieux souffrir sans doute les maux de la nature que les peines du

travail. Les Arabes de nos jours n'ont aucun monument de génie, aucune production de leur industrie qui les rende recommandables dans l'histoire de l'esprit humain.

Ceux d'entre eux qui sont le plus dégradés occupent la plus occidentale des trois Arabies, qu'on a nommée Pétrée. C'est un amas confus de sables, de rochers, de montagnes, de marbres de couleurs diverses. Jamais de terre, jamais de source, jamais de pluie, jamais de verdure. Le peu d'arbustes qui sortent des fentes de quelques rochers sont tous rabougris. S'il se trouve de loin en loin des puits plus ou moins profonds, l'eau en est saumâtre ou sulfureuse, et très-désagréable, mais sans être malsaine. Au froid occasionné durant la nuit par des rosées abondantes, par des brouillards épais, succèdent le jour les ardeurs d'un soleil brûlant. Sa chaleur est si forte et si continue, que les cadavres sont comme subitement desséchés, et perdent l'humidité qui pourrait les disposer à la putréfaction ; de sorte qu'ils subsistent plusieurs années sans tomber en poussière.

La population doit être peu considérable dans un pays privé de tous les alimens de la vie. Aussi n'y voit-on dans l'intérieur des terres qu'un petit nombre de familles errantes, et plus misérables qu'on ne saurait dire. Les hommes sont un peu plus multipliés sur le rivage du golfe Arabique, où ils ont la ressource de la pêche, et un peu plus aussi

aux frontières de la Palestine et de l'Egypte, où croissent quelques dattiers. Les tribus les plus voisines du Caire ont même pour leur subsistance une ressource qui pourra paraître singulière.

Leurs chefs vont assez régulièrement dans cette cité immense. Ils y reçoivent annuellement un présent des Grecs, qui sont dans l'usage de naviguer sur la mer Rouge, et s'engagent à les protéger en cas de naufrage. Lorsque ce malheur arrive, les musulmans sont massacrés sans miséricorde; mais les chrétiens trouvent les secours de l'hospitalité la plus généreuse. Si l'Arabe avec lequel ils ont formé des liaisons se trouve éloigné, on trace avec la pointe d'une lame un cercle dans lequel sont placés et les effets qui ont échappé à la fureur des vagues, et leurs infortunés possesseurs. Il est sans exemple que cet asile ait été violé. Arrive le plus tôt qu'il est possible avec ses chameaux le cheik averti du désastre de ses amis. Il les nourrit gratuitement, et les transporte sans rien exiger, eux et leurs marchandises, au lieu de leur destination.

Quoique moins maltraitée par la nature que l'Arabie Pétrée, l'Arabie appelée Déserte est encore une des parties les plus stériles du globe. Elle est partagée en un grand nombre de hordes plus ou moins nombreuses, mais toutes indépendantes les unes des autres. Leur gouvernement est simple. Un chef héréditaire, assisté de quelques

vieillards, termine les différends, punit les criminels. S'il est humain, juste, bienfaisant, on l'adore. Est-il fier, cruel, avare, on le met en pièces, et on lui donne un successeur de sa famille.

Ces peuplades campent dans toutes les saisons. Elles n'ont point de demeure fixe, et s'arrêtent partout où elles trouvent de l'eau, des fruits, des pâturages. Cette vie errante leur paraît pleine de délices, et très-préférable au séjour empesté des cités. Elles vivent du lait et de la chair de leurs troupeaux. Leurs habits, leurs tentes, leurs cordages, les tapis sur lesquels elles couchent, tout se fait avec la laine de leurs brebis, avec le poil de leurs chèvres et de leurs chameaux. C'est l'occupation des femmes dans chaque famille; et dans tout le désert il n'y eut jamais un ouvrier. Ce qu'ils consomment de tabac, de café, de riz, de dattes, est payé par le beurre qu'ils portent sur la frontière, par vingt mille chameaux qu'ils vendent annuellement en Perse ou dans la Syrie, et par les chevaux qu'ils élèvent dans tous les cantons où se trouvent quelques maigres pâturages, et un sol propre à la culture de l'orge. De tous les pays du monde, on cherche à s'en procurer pour embellir et pour réparer les races de cette espèce animale qui n'a pas son égale sur la terre. Les maîtres vivent avec eux comme avec des domestiques sur le service, sur l'attachement desquels ils peuvent compter; et il

leur arrive, ce qui est commun à tous les peuples nomades, c'est que les animaux et les hommes prennent quelque chose des mœurs et de l'esprit les uns des autres.

Comme ce que ces Arabes peuvent vendre est insuffisant pour balancer ce qu'il leur faut acheter, ils ont imaginé de mettre à contribution les caravanes que la superstition mène dans leurs sables. La plus nombreuse, qui va de Damas à la Mecque, achète sa sûreté par un tribut de cent bourses, ou de cent cinquante mille livres, auquel le grand-seigneur s'est soumis, et qui, par d'anciennes capitulations, se partage entre toutes les hordes. Les autres caravanes s'arrangent avec les hordes sur le territoire desquelles il leur faut passer. Si quelque marchand, les armes à la main, ou sans aucun moyen de défense, entreprend de traverser secrètement le pays, dans la vue de ne pas payer l'impôt exigé de temps immémorial dans ces contrées, il est aussi inhumainement dépouillé que le contrebandier, ou même le simple voyageur qui, dans notre Europe, voudrait se soustraire à l'avidité des douanes.

Indépendamment de cette resssource, les Arabes de la partie du désert qui est le plus au nord en ont cherché une autre dans leurs brigandages. Ces hommes si fidèles, si désintéressés entre eux, sont féroces et avides avec les nations étrangères. Hôtes bienfaisans et généreux sous leurs tentes, ils dévastent habituellement les bourgades et les

petites villes de leur voisinage. On les trouve bons pères, bons maris, bons maîtres; mais tout ce qui n'est pas de leur famille est leur ennemi. Leurs courses s'étendent souvent fort loin; et il n'est pas rare que la Syrie, que la Mésopotamie, que la Perse en soient le théâtre.

Les Arabes qui se vouent à cette espèce de profession s'associent avec les chameaux pour un commerce ou une guerre dont l'homme a tout le profit, et l'animal la principale peine. Comme ces deux êtres doivent vivre ensemble, ils sont élevés l'un pour l'autre. L'instituteur forme son chameau, dès la naissance, aux exercices et aux rigueurs qu'il doit supporter toute sa vie; il l'accoutume à travailler beaucoup et à consommer peu. L'animal passe de bonne heure les jours sans boire, et les nuits sans dormir. On l'exerce à plier ses jambes sous le ventre pour laisser charger son dos de fardeaux, qu'on augmente insensiblement à mesure que ses forces croissent par l'âge et par la fatigue. Dans cette éducation singulière, dont il paraît que les rois se servent quelquefois pour mieux dompter les peuples, à proportion qu'on double ses travaux on diminue sa subsistance; on le forme à la course par l'émulation. Un cheval est le rival qu'on présente au chameau; celui-ci, moins prompt et moins léger d'abord, lasse à la fin son vainqueur dans la longueur des routes. Quand le maître et le disciple sont prêts et dressés pour le brigandage, ils

partent ensemble, traversent les sables du désert, et vont attendre le marchand ou le voyageur pour le piller. L'homme dévaste, massacre, enlève, et le chameau porte le butin. Si ces compagnons de fortune sont poursuivis, ils hâtent leur fuite. Le voleur monte son chameau favori, pousse la troupe, fait jusqu'à trois cents lieues en huit jours sans décharger ses bêtes, ni leur donner qu'une heure de repos par jour, avec un morceau de pâte pour toute nourriture. Souvent ils passent tout ce temps-là sans boire, à moins qu'ils ne sentent par hasard une source à quelque distance de leur route : alors ils doublent le pas, et courent à l'eau avec une ardeur qui les fait boire, en une seule fois, pour la soif passée et pour la soif avenir. Tel est cet animal si souvent célébré dans la Bible, dans le Coran, et dans les romans orientaux.

L'Arabie heureuse, plus étendue que l'Arabie pétrée, moins vaste que l'Arabie déserte, n'est pas généralement digne du beau titre qu'elle porte. Une partie de ce pays si vanté ne compte que peu d'habitans, auxquels le sol et le climat refusent même les moindres jouissances un peu agréables. Il n'y a de vraiment intéressant que l'Yémen ; encore ses plaines, connues sous le nom de *Tehama*, qui bordent le golfe Arabique, et qui vont jusqu'à sept ou huit lieues de profondeur, sont-elles arides, sèches et brûlées. On n'y voit que quelques dattiers, quelques cotonniers qui

doivent fournir aux besoins des hommes ignorans, grossiers et orgueilleux qui occupent ces misérables plages.

Combien le spectacle qu'offrent les montagnes est différent de celui que présente le Tehama ! Sur ces hauteurs on jouit constamment d'un ciel serein, d'un climat tempéré, d'un air salubre, d'un vent régulier et doux, de pluies propres aux saisons. La terre y est partout excellente, d'une exploitation facile, bien arrosée, propre aux grains, aux fruits, aux légumes, aux aromates, à toutes les productions. C'est un jardin, c'est le plus agréable des jardins. Les paisibles cultivateurs de ces campagnes fortunées sont parvenus à toute la liberté, à toute l'aisance, à tout le bonheur que leur état comporte.

Les propriétaires, les marchands, les ouvriers fixés dans les petites mais nombreuses villes dont l'Yémen est rempli, partagent ces avantages. Il a été cent et cent fois assuré que l'amusement chéri de la plupart d'entre eux était de faire des vers galans ou amoureux. Leurs compositions sont, a-t-on dit, d'une grâce, d'une mollesse, d'un raffinement, soit d'expression, soit de sentiment dont n'approche aucun peuple ancien ou moderne. La langue qu'ils parlent dans ce monde à leurs maîtresses semble être celle qu'ils parleront dans l'autre à leurs houris. C'est une espèce de musique si touchante, c'est un murmure si doux, ce sont des comparaisons si riantes et si fraîches,

que leur poésie est parfumée comme leur contrée. Ce qu'est l'honneur dans les mœurs de nos paladins, les imitations de la nature le sont dans les poëmes arabes. Là c'est une quintessence de vertu; ici c'est une quintessence de volupté. On les voit abattus sous les ardeurs de leurs passions et de leur climat, ayant à peine la force de respirer. Ils s'abandonnent sans réserve à une langueur délicieuse, qu'ils n'éprouveraient pas peut-être sous un autre ciel.

Si tout cela fut vrai autrefois, il a depuis long-temps cessé de l'être. La vie des habitans aisés ou riches de l'Yémen se passe à fumer, à prendre du café, de l'opium, du sorbet; à faire brûler des parfums exquis, dont ils reçoivent la fumée dans leurs habits légèrement imprégnés d'une aspersion d'eau rose. Comme dans cette contrée la musique et la danse passent pour ignobles, que les jeux de hasard sont interdits, que l'austère retraite des femmes empêche toute galanterie, que les plaisirs de la table sont comptés pour rien, que les boissons fortes ne sont pas permises, que les visites sont très-rares, que les lieux de débauche n'existent pas, les habitans, qui tous ou la plupart aiment passionnément la société, sont réduits à l'aller chercher dans les foires, que le besoin de se communiquer a rendues fréquentes, presque journalières. Cette vie errante et dissipée a sans doute fait perdre aux montagnards de l'Yémen ce ton fier ou dédaigneux qu'on reproche

aux autres musulmans, et procuré aux voyageurs de quelque pays, de quelque religion qu'ils fussent, une sûreté et des égards tels que les présentent les empires les plus civilisés. La multitude des affaires qui se traitent dans ces grands marchés, et la confusion des rangs, qui y est ordinaire, ont dû naturellement inspirer au peuple le désir de savoir lire, de savoir écrire; et aux citoyens d'un ordre supérieur celui de se former aux calculs, de rimer de bons ou de mauvais vers, de s'instruire de ce qu'il y a de plus raisonnable dans les meilleurs interprètes du Coran. Ce sont là toutes les sciences du pays.

Quoique, prise dans son ensemble, l'Arabie soit très-vaste, elle est partagée en un grand nombre de hordes errantes ou sédentaires, toutes si bornées, qu'aucune n'est digne d'attention. Il n'y a que trois états assez étendus pour avoir chacun dans l'intérieur des terres une ville, et une ville capitale.

Celle de l'Yémen est Sana, très-anciennement bâtie, à cinquante lieues de la mer, au pied d'une montagne. Un mur flanqué de tours enveloppe sa circonférence, et une citadelle placée sur une hauteur voisine la défend. Une terre durcie au soleil est seule employée dans les maisons des simples citoyens. C'est avec de la brique ou avec des pierres de taille que les mosquées, que les caravanserais, que tous les édifices publics sont construits. Le palais du prince et les hôtels des

grands ont toute la majesté que comporte le goût arabesque. Dans la plupart, les appartemens sont rafraîchis par des jets d'eau, et meublés par ce que l'Inde et la Perse offrent de plus élégant et de plus agréable. La cour de l'Yémen est plus nombreuse que brillante. Les voyageurs assurent que la cité est grande, fort peuplée, quoique remplie de jardins, et que rien n'y manque de ce qu'exigent les besoins, les délices même de la vie. Son commerce riche, étendu, varié, est en grande partie dans les mains des Juifs, là comme ailleurs trop avilis, et dans celles des banians. Ces marchands indiens doivent tous les mois une redevance au gouvernement, qui hérite même de tous ceux d'entre eux qui meurent sans laisser des parens dans le pays.

Quoique la contrée où est située Sana ne soit pas une des plus belles contrées de l'Yémen, elle ne laisse pas de réunir plusieurs avantages. L'air y est pur et tempéré. Sur les bords des nombreux ruisseaux qui l'arrosent sont des prairies riantes, des vergers abondans en fruits délicieux, des vignobles, dont les raisins mûrissent à une si grande distance l'un de l'autre, qu'on en a de frais la plus grande partie de l'année. Dans les terrains privés de sources ont été creusés des réservoirs profonds qu'on remplit à l'époque des grandes pluies, et qu'on ouvre dans les temps secs. Où il eût été trop difficile ou trop dispendieux de se ménager cette ressource, on a eu recours a des puits où les seaux sont très-multipliés. Ce qui man-

que le plus, ce sont les bois de charpente ou de chauffage. Les montagnes y sont trop arides pour alimenter de grands végétaux.

L'Hedjaz, situé à l'occident de la péninsule, peut avoir deux cent soixante lieues de long sur cent quarante de large. La plus grande partie de ce vaste espace n'est pas susceptible de culture. On y compte, comme dans l'Arabie pétrée et dans l'Arabie déserte, beaucoup de tribus errantes ou sédentaires, la plupart très-faibles, et toutes indépendantes les unes des autres. Deux villes, chères aux musulmans, ont pu seules fixer un peu l'attention sur cette stérile contrée.

A trente ou trente-cinq milles de la mer Rouge, se voit Médine, élevée dans une plaine peu étendue, généralement couverte de dattiers. On la dit petite, passablement bâtie, et entourée d'un mauvais mur. Tout ce qu'elle a de célébrité, elle le doit au tombeau de Mahomet, qui en lui-même n'a rien de remarquable, mais qui est couvert par un édifice qui a de la majesté. Dans cette belle coupole sont réunies les riches offrandes que les princes, que les riches sectateurs du Coran y font passer depuis tant de siècles. La garde de ces immenses trésors est confiée à quarante eunuques, auxquels on a vraisemblablement supposé moins de pente pour le pillage, parce qu'ils ne laissent point de postérité. Tout le bâtiment est tapissé extérieurement d'une étoffe superbe, brodée d'or sur un fond vert. Elle se fabrique à Da-

mas, et on la renouvelle chaque fois que la fête du sacrifice tombe un vendredi, ou que Constantinople reçoit un nouveau sultan. Il n'y a point de loi qui commande de visiter ce sanctuaire, tout révéré qu'il est : aussi n'y a-t-il guère que les caravanes de l'Egypte et de la Syrie qui, au retour de la ville sainte, se détournent un peu pour y faire leurs dévotions. Médine eut long-temps ses souverains particuliers. Depuis quelques années, elle obéit au chérif de la Mecque.

A quelques milles de cette fameuse capitale de l'Arabie croissent sur d'agréables coteaux des fruits abondans et variés, des légumes d'un goût exquis, d'autres productions plus ou moins précieuses; mais sur le sol sec, aride et sablonneux où elle est placée, on ne voit dans aucune saison la moindre verdure, pas même un de ces buissons qu'on trouve toujours dans les déserts les plus affreux. L'air n'est pas plus favorable que la terre, et les chaleurs sont insupportables la plus grande partie de l'année. C'est cependant le séjour des hommes les plus distingués et les plus riches de l'Hedjaz, qui y ont bâti des maisons aussi agréables et aussi commodes que le climat et les matériaux pouvaient le comporter. Si depuis deux siècles ils boivent de l'eau salubre, ils le doivent à la porte ottomane, qui la fait arriver à grands frais du mont Aarafat.

Si la ville est chère aux Arabes, elle le doit à la Kaba ou maison de Dieu, dans laquelle ils

pensent généralement qu'Abraham faisait ses dévotions. L'architecture n'en est pas recherchée. C'est un petit édifice carré où l'on monte par une échelle. Il ne s'ouvre que deux fois l'an, et encore n'en permet-on l'entrée qu'aux personnes de la plus grande considération. Dans son mur extérieur est enchâssé, un peu au-dessus de terre, une pierre noire qu'on assure avoir été portée par l'ange Gabriel, et que tous les mahométans s'empressent de baiser. Plus haut, le temple entier est enveloppé de la célèbre étoffe de soie noire que fabrique l'Egypte, qui est changée tous les ans, et sur laquelle sont brodés en or les plus belles maximes de l'Alcoran. Autour et à quelque distance de la kaba règne un rang de piliers de bronze où sont suspendus des candelabres et des lampes d'argent. Tout auprès sont les quatre maisons de prières des quatre sectes musulmanes regardées comme orthodoxes. Dans la même place se voient trois autres bâtimens ; l'un couvre un puits produit ou découvert par un miracle ; et dans les deux autres sont déposés les ustensiles qui servent au culte. Tous ces monumens sacrés sont environnés d'un vaste édifice où l'on compte six minarets, et qui repose sur trois rangs de colonnes. C'est sous ces portiques que les négocians étalent leurs marchandises, et que les pèlerins se réfugient aux heures des plus grandes chaleurs.

De temps immémorial on accourait en foule de toutes parts à la kaba. Mahomet fit une loi de

ce qui n'avait été jusqu'alors qu'un usage. Il voulut que tous ceux qui se soumettraient au Coran fissent une fois en leur vie ce pèlerinage, si leur santé, si leur fortune le leur permettaient. Aussitôt on vit se former en Syrie, en Egypte, en Barbarie, à Bagdad, de grandes caravanes, qui prirent la route de la ville sainte. Des vaisseaux très-multipliés y en portèrent de la Nubie, de la côte orientale de l'Afrique, des îles répandues dans les mers d'Asie, de l'Indostan, du golfe Persique. Il en arriva en petites troupes de toutes les parties de l'Arabie. Peu à peu leur nombre s'éleva annuellement à douze ou quinze cent mille. Il s'est successivement réduit au septième ou au huitième de ce qu'il fut dans les temps de ferveur, et encore la plupart de ces pèlerins sont-ils des misérables que des héritiers religieux paient pour satisfaire à une obligation que leurs pères avaient négligé ou méprisé de remplir. Le prophète ordonne que tous les voyageurs pieux ou mercenaires achètent ou fassent bénir cinq pièces de toile de coton pour former leur suaire, ou pour en servir à ceux de leurs proches ou de leurs amis que des raisons valables auront empêchés d'accomplir le précepte.

XX. Commerce général de l'Arabie, et celui des Anglais en particulier.

Cette politique devait faire de la Mecque le centre d'un commerce immense. Le camp qu'occupent autour de ses murailles les musulmans étrangers est devenu en effet un des marchés les plus florissans du globe. On y trouve réuni ce que

l'Orient a de plus précieux, et tout est enlevé. Les pèlerins, la plupart plus ou moins marchands, emploient d'autant plus volontiers leurs propres capitaux et ceux qui leur ont été confiés, qu'en traversant le désert ils évitent plusieurs douanes toutes oppressives, et que dans celles qu'il ne leur est pas possible de franchir, ils sont, à raison de leur état, traités avec une indulgence que n'éprouvent jamais les autres négocians.

Malheureusement très-peu des objets qui forment cette circulation sortent du sol ou des ateliers de l'Arabie. Elle n'y fournissait guère anciennement que de l'encens, de la myrrhe, de l'aloës, du séné, du baume de la Mecque, quelques simples pour la médecine, quelques matières pour la teinture. Ce n'est que tard, que très-tard que le café lui a donné plus de part à ce grand trafic.

Le cafier vient originairement de la haute Ethiopie, où il est cultivé de temps immémorial. On croit communément qu'un mollah nommé Chadely fut le premier Arabe qui fit usage de son fruit, dans la vue de se délivrer d'un assoupissement continuel qui ne lui permettait pas de vaquer d'une manière convenable à ses prières nocturnes. Ses derviches l'imitèrent; leur exemple entraîna les gens de loi. On ne tarda pas à s'apercevoir que cette boisson purifiait le sang, dissipait les pesanteurs de l'estomac, égayait l'esprit; et ceux mêmes qui n'avaient pas besoin de se tenir éveillés l'adoptèrent. De Médine, de la

Mecque, elle passa par les pèlerins dans tous les pays mahométans.

Dans ces contrées où les mœurs sont peu libres, où la jalousie des hommes et la retraite des femmes rendent la société moins vive, furent établies des maisons publiques où le café se distribuait. Celles de Perse devinrent bientôt des lieux infâmes, où de jeunes Géorgiens vêtus en courtisannes représentaient des farces impures et se prostituaient pour de l'argent. Lorsque la police eut fait cesser des dissolutions si scandaleuses, ces maisons furent un asile honnête pour les gens oisifs, et un lieu de délassement pour les hommes occupés. Les politiques s'y entretenaient de nouvelles ; les poëtes y récitaient leurs vers, et les moines y débitaient des sermons qui étaient ordinairement payés de quelques aumônes.

Les choses ne se passèrent pas si paisiblement à Constantinople. On n'y eut pas plus tôt ouvert des cafés, qu'ils furent fréquentés avec fureur. On n'en sortait point. Le muphti, désespéré de voir les mosquées abandonnées, décida que cette boisson était comprise dans la loi de Mahomet qui proscrit les liqueurs fortes. Le gouvernement, qui sert souvent la superstition dont il est quelquefois la dupe, fit aussitôt fermer des lieux qui alarmaient si fort le sacerdoce, chargea même ses agens les plus actifs de s'opposer à l'usage de cette liqueur dans l'intérieur des familles. Un penchant déclaré triompha de toutes ces sévérités. On con-

tinua de boire du café, et même les endroits où on le distribuait se trouvèrent bientôt en plus grand nombre.

Je dirais volontiers aux souverains : Si vous voulez que vos lois soient observées, qu'elles ne contrarient jamais la nature. Je dirais aux prêtres : Que votre morale ne s'oppose pas aux plaisirs innocens. Tonnez, menacez les uns et les autres tant qu'il vous plaira ; ouvrez à nos yeux des cachots, les enfers sous nos pas, vous n'étoufferez pas en moi le vœu d'être heureux. Je veux être heureux est le premier article d'un code antérieur à toute législation, à tout système religieux.

Vers le milieu du dernier siècle, le grand-visir Kuproli se transporta, déguisé, dans les principaux cafés de Constantinople. Il y trouva une foule de mécontens, qui, persuadés que les affaires du trône sont aussi celles des citoyens, s'en entretenaient avec chaleur, et censuraient très-librement la conduite des généraux et des ministres. Il passa de là dans les tavernes où l'on vendait du vin : elles étaient remplies de gens simples, la plupart soldats, qui, accoutumés à ne voir dans les intérêts de l'état que ceux du prince, chantaient gaiement, parlaient de leurs amours, de leurs exploits guerriers. Ces dernières sociétés lui parurent devoir être tolérées ; mais il jugea les premières dangereuses sous un gouvernement absolu. Avec plus de réflexion, il aurait vu qu'elles n'étaient pas plus à craindre que les autres ; même

dans un état despotique, il faut laisser au peuple qu'on opprime la liberté de se plaindre, qui le soulage. Le mécontentement qui s'évapore n'est pas celui qu'il faut redouter. Les révoltes naissent de celui qui, renfermé, s'exalte par la fermentation intérieure, et se développe par des effets aussi prompts que terribles. Malheur aux souverains lorsque leur vexation s'accroît et que le murmure des peuples cesse.

Quoi qu'il en soit, ce règlement, qui ne s'étend pas plus loin que la capitale de l'empire, n'y a pas diminué l'usage du café, et en a peut-être étendu la consommation. Les rues, les marchés en offrent de tout fait. Dans la plupart des familles on en prend du matin au soir; il est offert et accepté dans toutes les visites.

Dans le temps précisément qu'on fermait les cafés à Constantinople, on en ouvrait à Londres. Cette nouveauté y fut introduite par un marchand nommé Edouard, qui revenait du Levant. Elle se trouva du goût des Anglais, et fut bientôt adoptée par toutes les nations de l'Europe, mais avec une modération inconnue dans les climats où la religion défend le vin.

Le cafier croît dans plusieurs cantons de l'Yémen, mais beaucoup plus généralement dans une chaîne de montagnes éloignées de vingt-cinq à trente milles de la mer Rouge. Il couvre toutes ces hauteurs, coupées en terrasses. Sur ce vaste et magnifique amphithéâtre les pieds de l'arbre sont

placés si près les uns des autres, qu'avec le temps ils forment un ombrage impénétrable aux rayons du soleil. Jamais un fer barbare ne les a mutilés, comme l'usage s'en est introduit en Amérique; et le cultivateur leur permet d'atteindre l'élévation que la nature leur avait destinée. Quelques-uns doivent leur fécondité à la pluie seule. La plupart sont arrosés par les eaux recueillies avec soin dans des réservoirs creusés à la cime des collines. Quoique leur fruit soit de bonne qualité partout, celui qui sort du territoire d'Aden a une grande supériorité.

Les Arabes ont tous, sans exception, la passion du café; mais la plupart d'entre eux en préfèrent la pellicule, qui ne leur donne qu'une douce agitation, à la fève même, qu'ils jugent trop échauffer leur sang. Ils pilent l'une et l'autre au lieu de les moudre; et cette pratique, adoptée par tous les musulmans, a paru à beaucoup d'Européens préférable à celle que nous avons imaginée. Le mélange du lait et du sucre avec cette boisson est inconnu en Arabie.

Bet-el-faki, situé au centre du Tehama, à quatre lieues des montagnes, et à huit de la mer, est le grand marché de cette riche production. C'est une ville considérable, quoique moderne, entourée d'un terrain naturellement stérile, et pourtant assez cultivé. Ses premières maisons ne furent que de boue; mais elles acquièrent peu à peu de la solidité et de la grandeur. On lui a donné une

citadelle, qui, malgré les vices de sa construction, sera toujours suffisante contre des ennemis qui dans les plus grands siéges ne font aucun usage du canon.

Jusqu'au commencement du dix-huitième siècle le globe entier ne connut de café que celui que produisait l'Yémen. On l'a depuis cultivé dans quelques îles d'Asie et d'Afrique, et principalement dans le Nouveau-Monde. Cependant celui de l'Arabie a été constamment de beaucoup préféré à tous les autres, et ne perdra jamais vraisemblablement cette préférence. Quelques balles s'en écoulent par terre, mais la plus grande partie est embarquée sur la mer Rouge.

On y arrive de l'Océan indien par un détroit large de cinquante lieues, long de cent cinquante, formé d'un côté par le cap de Gardafui, et de l'autre par le cap de Fartaque. Ce détroit se rétrécit peu à peu, au point qu'il ne reste plus que cinq ou six lieues d'un rivage à l'autre. Au milieu de ce passage, que les géographes européens ont nommé Bab-el-Mandeb, se trouve l'île stérile et inhabitée de Perim. Quoique les deux canaux qu'elle forme soient également praticables, la plupart des navigateurs préfèrent celui qui a le moins de profondeur, parce que les courans y sont moins rapides. Là s'ouvre la mer Rouge, qui baigne les côtes d'Ethiopie et d'Arabie durant trois cent cinquante lieues, et qui sépare les deux régions par une largeur de trente à quarante.

Ce golfe est rempli d'îles qui ne sont la plupart que des rochers stériles et inhabités. Il a peu d'endroits qu'on puisse sonder, et à peine peut-on jeter l'ancre à quelques toises du rivage. La marée y est peu sensible au milieu ; mais elle est assez violente sur les côtes. Des vents périodiques règlent la navigation. Celui du nord pousse les vaisseaux, depuis avril jusqu'en octobre, de Suez à Bab-el-Mandeb ; et celui du sud, depuis novembre jusqu'en mars, de Bab-el-Mandeb à Suez.

Les parages de la mer Rouge furent fréquentés dans la plus haute antiquité. Leur prospérité s'accrut lorsque l'Occident se passionna pour les productions de l'Orient. L'Europe tomba dans la barbarie du gouvernement féodal, et ces communications languirent. Elles se ranimèrent à l'époque des prodigieuses conquêtes des Arabes. Aucun peuple de leur temps n'entendit le commerce aussi bien qu'eux ; aucun peuple n'eut un commerce aussi vaste. Ils s'en occupaient dans le cours même de leurs expéditions. De l'Espagne au Tonquin ils avaient des négocians et des entrepôts, et les autres nations tiraient d'eux les lumières, les arts, les denrées utiles aux commodités, à la conservation, à l'agrément même de la vie. Les Portugais doublèrent le Cap de Bonne-Espérance, et la plupart des marchandises de l'Inde, que nous recevions par le golfe Arabique et par l'Egypte, nous arrivèrent par la nouvelle route. Il ne vient guère maintenant par

l'ancien chemin, dans la Méditerranée, que les productions propres aux deux rives du golfe. La perte de cet important débouché n'a pas cependant réduit à rien la mer Rouge. Il s'y fait encore des affaires assez importantes.

Aden, bâti au pied d'une très-haute montagne, hors du détroit de Bab-el-Mandeb, sur la mer des Indes, est la plus forte place et le meilleur port de l'Arabie. Son heureuse position en fit pendant plusieurs siècles un des plus florissans entrepôts de l'Asie. En 1513 le grand Albuquerque l'attaqua, et fut repoussé. Quinze ans après les Turcs s'en rendirent les maîtres, mais pour se le voir enlever par le souverain de l'Yémen, auquel il avait appartenu. Vers 1740, un homme entreprenant l'enleva de nouveau à l'iman de Sana, et la postérité de l'usurpateur le possède encore, ainsi que le territoire très-resserré qui en dépend.

Les liaisons, autrefois si étendues, de cette ville renommée ont été successivement réduites à très-peu de chose. Sa communication la plus suivie est maintenant avec l'île de Zeigla, située vis-à-vis d'elle, sur la côte d'Afrique. Ses navigateurs y portent du café qu'ils ont tiré de l'intérieur des terres, et de grosses toiles qui leur ont été fournies par le Malabar. Ils reçoivent en échange des grains, des bestiaux, de la myrrhe, quelques autres objets de peu de valeur, que l'état d'Adel peut leur livrer.

Moka est le premier port qu'on trouve dans

l'Arabie, après avoir passé le détroit de Bab-el-Mandeb. Il est formé par deux langues de terre, sur chacune desquelles on a élevé un petit fort où l'artillerie est faible et mal disposée. L'ancrage y est très-bon, sur un fond de sable, sans aucun de ces coraux qui déchirent les câbles dans toutes les rades de cette partie du globe. Quelquefois le vent du sud-ouest s'y fait trop sentir, mais n'y cause jamais ou n'y cause que très-rarement du dommage aux navires. La ville, entourée de murailles, est bien bâtie en partie, et en partie de boue et de paille. Son territoire, privé de sources et de pluie, est généralement aride. Cependant, avec le secours des puits, on est parvenu à y faire croître un grand nombre de dattiers, et même à y former quelques jardins utiles et agréables.

Il y a quatre siècles que Moka n'était rien. Le commerce actif et passif de l'Yémen était alors entièrement concentré dans Zébid, la cité la plus vaste, la plus belle, la plus peuplée du Tehama. Chalefka, qui lui servait de rade, devint impraticable, et ce fut une nécessité que les affaires prissent une autre direction. Quelques-unes se portèrent à Hodeida et à Lohéia. Les plus considérables passèrent à Moka, qui était déjà important lorsque les Ottomans s'en emparèrent, et qui le devint bien davantage après que l'iman de Sana s'en fut remis en possession.

Ce grand marché reçoit actuellement du Bengale du riz, des soieries, des mousselines; du

Coromandel, une grande quantité de toiles, la plupart bleues; du Malabar, du poivre, du gingembre, du safran, du cardamome; de Surate, une immense quantité de toiles grossières et quelques chales; de Bombay, du fer, du plomb, du cuivre, qui y ont été portés d'Europe; du golfe Persique, des dattes, du tabac, du blé, de l'eau de rose; de Socotora, le meilleur aloës que l'on connaisse; de la côte orientale de l'Afrique, de l'or et des esclaves; des Maldives, du benjoin, du bois d'aigle, que ces îles se sont procurés par des échanges, et du kaire que leur fournit leur sol.

Ces objets, dont la valeur peut s'élever à six ou sept millions de livres, sont la plupart achetés par des banians qui disparaissent aussitôt que leur fortune est faite, et qui sont remplacés par d'autres Indiens également impatiens de rapporter au Malabar le fruit de leur industrie. Rien ne serait pourtant plus aisé que de fixer dans le pays ces négocians économes, actifs et intelligens. Pour y réussir, il suffirait de substituer aux humiliations dont on les accable quelques marques de considération et de bienveillance. Mais là, comme ailleurs, on connaît le prix de tout, excepté de l'homme. Les nations les plus policées n'en sont pas encore venues jusque-là. J'en atteste la multitude des peines capitales infligées partout, et souvent pour des délits assez frivoles. Il n'y a pas d'apparence que les sociétés où l'on condamne à mort une jeune fille de dix-huit ans, un homme

sain et vigoureux de trente ans pour un vol léger, aient médité sur ces tables de la probabilité de la vie qu'on a si savamment calculées, puisqu'elles ignorent combien la cruauté de la nature immole d'individus avant d'en amener un à cet âge. On répare, sans s'en douter, un petit dommage fait à la société par un plus grand. Par la sévérité du châtiment on pousse le coupable du vol à l'assassinat. Quoi donc! est-ce que la main qui a brisé la serrure d'un coffre-fort, ou même enfoncé le poignard dans le sein d'un citoyen n'est plus bonne qu'à être coupée? Quoi donc! parce qu'un débiteur infidèle ou indigent n'est pas en état de s'acquitter, faut-il le réduire à l'inutilité pour la société, à l'insolvabilité pour vous en l'enfermant dans une prison? Ne conviendrait-il pas mieux à l'intérêt public et au vôtre qu'il fît usage de son industrie et de ses talens, sauf à l'action que vous avez légitimement intentée contre lui, à le suivre partout, et à s'y saisir d'une portion de son lucre par quelque sage loi. Mais il s'expatrierait? Et que vous importe qu'il soit errant ou dans un cachot? en serez-vous moins déchu de votre créance? Si vous étendez un peu vos idées, vous concevrez que le débiteur qui vous échappe par la fuite ne peut faire fortune chez l'étranger sans s'acquitter d'une portion de sa dette par ses besoins et par les échanges réciproques des nations. C'est des vins de France qu'il s'enivrera à Londres; c'est des

soieries de Lyon que sa femme se vêtira à Cadix et à Lisbonne. Mais ces spéculations sont trop abstraites et trop patriotiques pour un créancier cruel qui, tourmenté de son avarice et de sa vengeance, aime mieux tenir son malheureux débiteur dans les fers, couché sur la paille, et l'y nourrir de pain et d'eau, que de le rendre à la liberté. Elles n'auraient pas dû échapper aux gouvernemens, aux législateurs; et c'est à eux qu'il faut s'en prendre des barbares absurdités qui existent encore à cet égard dans nos nations prétendues policées.

Les cargaisons acquises par les banians ou par d'autres négocians trouvent en détail leur débouché dans l'Yémen, à Socotora, sur les plages d'Adel, et en avaient autrefois un fort considérable à Dancali et à Azab de l'autre côté du golfe.

L'étroit canton qu'on a nommé royaume de Dancali occupe sur la rive occidentale de la mer Rouge l'espace qui sépare le territoire d'Adel de celui d'Azab. C'est un sol généralement aride. Il n'y coule que deux faibles rivières, qui même, dans les grandes chaleurs, se perdent dans les sables. Il ne reste dans cette saison que quelques eaux amères et saumâtres; encore tarissent-elles quelquefois; et il faut alors que les hommes, que les brebis, que les chèvres aillent chercher au loin leur boisson. Les habitans du pays sont tous mahométans et tous noirs. Si quelques-uns d'entre eux n'ont pas les cheveux laineux, cela doit venir

de leur mélange avec quelques-uns de leurs voisins qui ont des cheveux lisses.

Les Dancalis reçurent autrefois de Moka, par la baie de Bayboul, qui leur sert de port, beaucoup de marchandises qu'ils répandaient dans l'intérieur de l'Afrique. Des guerres continuelles et destructives ont mis fin à cette circulation. On ne porte plus guère à cette peuplade que le peu qu'elle est en état de consommer. Son occupation principale est maintenant de recueillir le sel fossile, qui est abondant dans la contrée. On le porte régulièrement sur des chameaux en Abyssinie, où s'en fait une grande consommation, où il sert même de monnaie.

C'est une très-ancienne tradition chez les Abyssins que la fameuse reine de Saba tenait sa cour à Azab lorsqu'elle quitta ses états pour aller admirer en Judée la sagesse et la magnificence de Salomon. On cite même à l'appui de cette fable de superbes ruines qui doivent se trouver au voisinage de cette ancienne capitale, quoique aucun homme digne de foi ne les ait jamais vues.

Quoique cette contrée n'ait point de port et qu'on ne puisse jeter l'ancre sur la côte qu'à l'île de Crab, qui en est assez éloignée, elle eut une grande célébrité dans les siècles les plus reculés. Elle la devait à l'avantage qu'elle avait de posséder, même sans culture, les aromates que l'Arabie s'appropria depuis, et qui tous prospérèrent plus ou moins sur ce nouveau sol, à l'exception de la

myrrhe, qui n'a jamais été de bonne qualité que dans sa patrie originaire.

Comme Azab a de l'eau, des troupeaux et des subsistances, ce serait une excellente relâche pour les navigateurs, s'il n'était occupé par les Gallas, les plus faux, les plus perfides des hommes. Aussi le négociant de Moka, auquel leur caractère est bien connu, ne leur confie-t-il les marchandises qui doivent passer par leurs mains pour être transportées au-delà des montagnes, qu'en prenant des précautions inconnues dans les autres places de commerce, et souvent même qu'après avoir reçu des otages.

Après Moka se trouvent les ports d'Hodeida et de Lohéia, dont l'emploi principal est de recevoir les cafés qui lui viennent de Bet-el-faki, et de les porter à Moka et à Djedda.

La rade de cette dernière ville est très-vaste, mais remplie de hauts-fonds, de petites îles, de rochers à fleur d'eau qui brisent l'agitation des vagues. Dans presque toute son étendue elle a assez de profondeur pour les plus grands vaisseaux. Seulement près de la ville il se trouve si peu d'eau, que, quelque médiocrement que les moindres barques soient chargées, elles doivent attendre le flux pour arriver et pour partir. Outre la marée journalière, qui à peine monte à un pied, il y en a une annuelle beaucoup plus forte ; c'est dans les mois où le vent du sud souffle sans interruption. La sûreté dont jouissent les bâtimens

dans le port même, ils ne la trouveraient pas à leur entrée et à leur sortie, si leurs pilotes manquaient d'attention ou d'expérience.

Un mur en ruine entoure la cité. Elle est gardée, comme la Mecque, Médine et Yambo, par une garnison moitié arabe et moitié turque. Les Ottomans sont les descendans de ces braves janissaires qui y passèrent du temps de Sélim ou de Soliman, et qui n'ont rien conservé de l'énergie de leurs pères. Toute l'artillerie de la place se réduit à un petit nombre de faibles canons destinés à saluer les navires à leur arrivée et à leur départ. Quelques maisons du côté de la mer ont une assez belle apparence; le reste n'est qu'un amas confus de misérables cabanes.

La côte orientale de l'Arabie sur la mer Rouge est généralement malsaine. Djedda l'est plus que tout le reste, et le territoire encore plus insalubre que la ville. Des bourbiers infects y corrompent l'air dans toutes les saisons. Le sol n'y vaut pas mieux que le climat. Ce sont d'affreuses campagnes qu'aucune source, qu'aucune pluie n'humectent jamais. Quelques dattiers qui s'y montrent de loin en loin ne donnent que peu et de mauvais fruit. Il faut toute la persévérance des Bédouins qu'on y voit épars pour obtenir de ces sables brûlans et arides une très-petite quantité de lait et de beurre, réservée pour les citoyens les plus opulens.

Un lieu si maltraité par la nature devait être,

ce semble, éternellement désert. Cependant il est devenu un des plus grands entrepôts que l'on connaisse. Mais comment cela est-il arrivé? Par une raison très-simple. Mahomet ordonna que ses sectateurs visiteraient la Mecque. Il fallut pourvoir à leurs besoins, à leurs goûts, à leurs fantaisies; et Djedda, placé à une journée du temple révéré, se trouva seul propre à remplir ce ministère. Peu à peu on y vit arriver ce que le globe entier a de plus nécessaire, de plus agréable et de plus précieux. Ce que les pèlerins n'achetaient pas pour leur usage ou pour le répandre dans les contrées d'où ils étaient partis, trouvait un débouché dans l'Hedjaz même, ou dans d'autres marchés plus importans.

Masouah est le premier qui se présente. C'est une île située sur la côte occidentale de la mer Rouge, à demi-portée de canon des rivages africains. Quoiqu'elle n'ait pas un mille de long, quoique l'eau vive lui manque toute l'année, quoique son climat soit brûlant et meurtrier, quoiqu'il lui faille tirer ses subsistances de très-loin à travers l'aride et dangereux désert de Samhar, l'excellence de son port l'éleva fort anciennement à de grandes prospérités. C'était par son canal que l'or, l'ivoire, les éléphans, les peaux de buffles, les esclaves que les Abyssins avaient à vendre passaient à l'Egypte, à l'Arabie, aux mers d'Asie; c'était par son canal que l'écaille, que les perles qui se pêchaient à Dahalac et dans les pa-

rages voisins trouvaient un débit avantageux à la Chine. La tyrannie des Portugais diminua les exportations; elles cessèrent presque entièrement lorsque les Turcs, désespérant de pouvoir dominer aux Indes, tournèrent leurs avides regards vers l'Abyssinie. Masouah leur parut la meilleure porte pour y entrer, et ils s'en emparèrent avec le secours de la tribu de Belaoui, la plus puissante de celles qui habitent sur la côte au-dessous des montagnes des Hababds, au quatorzième degré de latitude.

Le grand-seigneur ne tarda pas à voir que son divan avait embrassé une chimère. Le poste qu'on occupait ne lui parut pas mériter la défense qu'entraînait sa conservation. Il n'y fut plus envoyé de pacha; et le chef des alliés, auquel on avait d'abord accordé le gouvernement civil de l'île, s'en trouva le véritable souverain avec le titre de naïb. Il s'engagea à la vérité à payer une redevance à la Porte; mais cette obligation a été ou n'a pas été remplie, selon les circonstances.

Depuis cette révolution le commerce s'est un peu ranimé. Masouah tire de Djedda pour les besoins des Abyssins ou pour d'autres peuples une immense quantité de toiles fines fabriquées dans l'Inde, et de grossières sorties des ateliers de l'Yémen; beaucoup de coton en laine, plusieurs sortes d'épicerie, de la verroterie de Venise, des cristaux, du verre, des miroirs, articles d'un très-grand débit; du vieux cuivre dont les

Gallas font leurs bracelets; des coquillages pêchés à Hodéida et ailleurs, qui servent de monnaie dans les contrées occidentales. Les affaires deviendront plus vives, si les douanes deviennent modérées, et la perception des droits moins arbitraire.

Au nord de Masouah est Suakem, île qui n'est éloignée du continent que de cinquante à soixante toises, dont la circonférence n'est que de demi-lieue, mais à laquelle la nature a donné un des meilleurs ports de l'univers. Les écueils et les bas-fonds qui l'entourent lui tiennent lieu de fortifications.

Ce rocher était anciennement une dépendance de la Nubie, de cette Nubie habitée dans l'origine par les célèbres pasteurs qui se virent trois fois maîtres de l'Égypte. Cette région fut subjuguée au huitième siècle par les Arabes. En 1504, les nègres Schillooks, sortis des rives occidentales du fleuve Blanc, en firent la conquête, prirent le nom de *Fungis* lorsqu'ils passèrent de l'idolâtrie au mahométisme, et bâtirent Sennaar, dont ils firent la capitale de leur nouvel empire. Ceux de nos lecteurs qui seraient curieux de connaître le singulier gouvernement que ces sauvages établirent, peuvent lire les voyages de Bruce, cet habile et infatigable Anglais qui le premier est remonté aux sources du Nil, qu'avant lui on avait cherchées si long-temps inutilement. Des lois que ce philosophe rapporte, nous ne copierons que la plus remarquable.

Le prince appelé par sa naissance au trône n'y peut monter qu'après avoir consenti à subir la mort, si, dans un conseil formé par les grands-officiers de l'état, il est décidé que le bien de la nation exige la fin de son règne. Un membre de sa famille doit être chargé de l'exécution de la sentence, et ce parent est toujours grand-maître de sa maison, est toujours à ses côtés. Ce bourreau privilégié n'a pas de voix dans le tribunal qui prononce la peine; mais il n'en est pas moins honoré, quelque nombre de rois qu'il ait massacrés. Sur vingt de ces monarques huit ont subi ce châtiment.

Quoique la plus grande partie de la Nubie soit malsaine, stérile et inhabitée, ses échanges avec l'Arabie et avec l'Inde devaient être suffisans pour donner de l'action à Suakem, la seule rade par où ils se faisaient. Un grand concours de pèlerins qui se rendaient à la Mecque ou qui en revenaient vint augmenter le mouvement. Les Ottomans jugèrent que ce serait un bon établissement, et s'en emparèrent. Ils y portèrent l'esprit de rapine qui les suivait partout, et ne l'abandonnèrent que lorsqu'ils n'y virent plus rien à prendre. Depuis que la retraite de ces brigands a fait repasser l'autorité aux aborigènes, ce port a recouvré un commencement de vie. Cependant ses liaisons, autrefois si étendues, ne sont encore qu'avec Djedda.

Djedda trouvait aussi autrefois un assez grand

débouché pour ses marchandises à Cosseir, petit port sur la côte occidentale de la mer Rouge dans la Haute-Egypte. Les caravanes de Dongola, de Sennaar, de quelques autres contrées plus éloignées, venaient échanger dans cette rade leur or, leur ivoire, leurs plumes d'autruche, leur séné contre les productions de l'Arabie et des Indes. Depuis que ces sauvages ont abandonné ce marché tout à changé de face; il n'en part plus annuellement que quatre ou cinq petites cargaisons de blé pour Médine ou pour la Mecque, qui sont échangées contre des toiles plus ou moins grossières que doit consommer la Haute-Égypte. Heureusement le cours des affaires ne s'est pas ralenti à Suez.

A l'extrémité du golfe Arabique s'élevait très-anciennement une cité célèbre, que les Arabes nommaient Kolsoum, la même vraisemblablement que les Grecs appelèrent Cléopâtre ou Arsinoë. Des sables ayant comblé cette rade, la seule ou la principale par laquelle l'Egypte communiquait avec les mers orientales, il fallut chercher un port au voisinage, et on le trouva à Suez. Son territoire n'est qu'un rocher recouvert de sable. Il n'y a pas ombre de végétation. On n'y voit ni puits, ni source, ni arbre, ni verdure, ni aucune espèce de productions. La ville ne vaut pas mieux que le sol.

L'air y est brûlant. A l'exception d'un petit nombre d'hôtelleries passablement construites, ses

maisons ne sont que des cabanes. Ses moindres subsistances lui viennent de trois journées. C'est un vrai désert, hors le temps du départ et du retour des flottes. Elle est absolument sans defense; et les brigands qui l'entourent l'auraient mille fois pillée, mille fois détruite, s'ils n'avaient jugé plus avantageux pour eux de continuer à voiturer ses marchandises, et à lui vendre à très-haut prix une eau détestable.

Tel est l'entrepôt du commerce que le Caire fait dans la mer Rouge. De cette immense capitale, qui en est éloignée de trente lieues, il faut porter sur des chameaux, dans le chantier du port, le bois, le fer, le chanvre, tout ce qu'exigent la construction, l'équipement, l'approvisionnement des navires. Une vingtaine, de huit cents à seize cents tonneaux, sont expédiés annuellement pour Djedda à une époque déterminée. Ceux qui appartiennent aux particuliers sont principalement chargés de riz, d'orge, de sucre, d'huile, de légumes, de draps, de cochenille, de verroterie de Venise, de pèlerins, surtout de métaux précieux. Il ne se trouve guère sur les trois ou quatre du gouvernement que du blé envoyé en présent par le grand-seigneur au peuple de la Mecque. Ces vaisseaux prennent à Tor des pilotes et de l'eau, et arrivent en peu de jours à leur destination. Ils en repartent dans la mousson convenable, et en remportent en échange de leurs denrées, de leurs marchandises, de leur or, de leur argent, prin-

cipalement, six à sept millions pesant de café ; et en toiles, en étoffes de soie, en porcelaines, en épiceries, en aromates, en diamans et en perles, pour sept ou huit millions de livres. La partie de ces riches cargaisons, que l'Égypte ne consomme pas, passe à Constantinople, à Smyrne, dans la Natolie, à l'Archipel, aux états barbaresques, et même à quelques états chrétiens de la Méditerranée.

Les capitaux employés dans cette navigation appartiennent tous aux Turcs, aux Juifs, aux Syriens établis au grand Caire. Quoique chacun de ces négocians travaille pour son compte, leurs prix sont aussi uniformes que s'ils étaient réunis en corps. Les vexations qu'ils éprouvent habituellement n'empêchent pas que leurs bénéfices ne soient énormes. Aussi se sont-ils toujours vivement opposés au projet formé de loin en loin, par quelques Européens, pour partager avec eux ces bénéfices ; aussi s'opposeront-ils toujours avec un égal succès à ceux qui pourraient être tentés de renouveler cette entreprise. Quand même le gouvernement le plus stupide et le plus corrompu que l'on connaisse pourrait résister à leurs intrigues et à leurs présens, toute ressource ne leur serait pas encore ôtée. Ils atteindraient sûrement leur but, en lâchant des hordes toujours vénales d'Arabes errans, sur des rivaux dont la concurrence pourrait leur nuire.

On ne voyait originairement voguer sur la mer

Rouge que de très-petits bâtimens arabes, égyptiens, persans ou indiens. Les Portugais, n'ayant pu réussir à interrompre entièrement cette navigation, voulurent y prendre part. Leur exemple fut suivi par les nations qui après eux doublèrent le Cap de Bonne-Espérance. Elles allaient échanger leur fer, leur plomb, leur cuivre, leur argent contre du café. Le Nouveau-Monde cultiva cette excellente fève, et alors le bénéfice que donnait celle de l'Yémen ne fut plus suffisant pour couvrir les frais qu'exigeaient les expéditions faites directement d'Europe. Ce fut l'Inde elle-même qui mit en état de soutenir un commerce devenu ruineux. Les différentes associations purent le continuer au moyen du profit qu'elles faisaient sur les marchandises expédiées de leurs comptoirs pour ce golfe. Souvent même elles se servirent, pour faire arriver le café dans leurs loges, des vaisseaux particuliers qui s'en chargeaient pour un fret modique.

Avec le temps même les sociétés privilégiées se dégoûtèrent presque entièrement d'un négoce moins lucratif que celui qu'elles faisaient dans les autres régions soumises à leur monopole. Celle des Provinces-Unies y renonça la première ; et comme toute opération particulière est interdite dans ces établissemens, on n'entendit plus parler des Hollandais dans la mer Rouge. Les Français, moins gênés par leurs commettans, y firent quelques expéditions heureuses ; mais, ruinés par des

guerres désastreuses, ils se virent réduits à la nécessité d'abandonner cette source de prospérité. Toutes ou la plupart des affaires tombèrent alors dans les mains des agens de la compagnie anglaise, ou des négocians britanniques libres qui commercent dans l'Inde sous sa protection. Avec leurs fonds, avec les fonds des naturels du pays qui prennent intérêt dans leurs opérations, ils envoient annuellement cinq ou six vaisseaux à Moka, neuf ou dix à Djedda, dont les cargaisons réunies sont vendues plus de vingt millions. A peine la dixième partie de cette valeur est-elle convertie en productions ou en marchandises. C'est l'or semé par les pèlerins, c'est l'or apporté de Suez, c'est l'or produit par le café, qui doit combler le vide immense qui reste à remplir.

XXI. Révolutions qu'a éprouvées le commerce dans le golfe Persique.

Le golfe Persique s'étend depuis le cap Moçandon jusqu'à l'embouchure de l'Euphrate. Il est borné au sud et à l'ouest par l'Arabie, à l'est et au nord-est par la Perse. On lui donne deux cents lieues de long sur trente et quarante de large.

Au commencement du dix-huitième siècle, des aventuriers arabes fondèrent sur la côte orientale du golfe une monarchie qui subsista neuf cents ans. Le Portugal leur enleva Ormuz, leur capitale, ainsi que les autres îles qu'ils occupaient; et Chah-Abbas les subjugua sur le continent. Ils ne tardèrent pas à recouvrer leur indépendance, mais sans former proprement une nation. Ce ne furent plus que de très-petites tribus, qui ne te-

tenaient les unes aux autres par aucun lien, qui même se haïssaient en secret ou publiquement, et se faisaient souvent la guerre. Vainement on tenta à plusieurs reprises de les asservir de nouveau ; aussitôt qu'elles se voyaient menacées du côté de terre, où aucune propriété digne d'être conservée ne les attachait, elles se réfugiaient dans les îles très-multipliées sur leurs parages, qui leur offraient un asile sûr.

Des rochers et des sables forment généralement le territoire que ces peuples occupent. Aussi la culture n'est-elle pas une de leurs ressources. Ils vivent de dattes, et surtout de poisson. La multitude de leurs rades leur donne partout la facilité de sortir sur leurs bâtimens de pêche ; et il faut que la mer soit bien agitée pour qu'ils ne lui demandent pas le principal de leurs alimens. C'est l'occupation des cheiks comme des autres. Par leur travail ils doivent fournir à leurs besoins et aux besoins de leur famille. La côte occidentale du golfe est en tout semblable à la côte orientale. Sur les deux rives opposées, les habitans ont le même sol, la même nourriture, le même gouvernement ; ils ont les mêmes dissensions, les mêmes travaux, les mêmes habitudes. Un moyen qui leur est également commun pour acheter ce qui leur manque, c'est la pêche des perles qui se fait à Baharein.

C'est, à l'occident du golfe, un groupe de trois ou quatre îles peu étendues, dont la principale

portait le nom d'Aual dans le moyen âge. Le petit archipel était de temps immémorial dans la dépendance de la Perse lorsque les Arabes le lui enlevèrent. Ces hommes entreprenans en furent chassés par les Portugais, qui à leur tour se virent forcés de le restituer à ses premiers maîtres. Depuis plus d'un siècle les tribus voisines s'en disputaient la possession avec un extrême acharnement, lorsque Nadir-Chah le rattacha à son empire. Ce fier usurpateur avait alors le plus vaste plan de domination; il voulait régner sur deux mers, dont il possédait quelques bords. Mais, s'étant aperçu qu'au lieu d'entrer dans ses vues ses sujets les traversaient, il imagina, par une de ces volontés tyranniques qui ne coûtent rien aux despotes, de porter ses esclaves du golfe Persique sur la mer Caspienne, et ses esclaves de la mer Caspienne sur le golfe Persique. Cette double transmigration lui paraissait propre à rompre les liaisons que les deux peuples paraissaient avoir formées avec ses ennemis, et à lui assurer leur fidélité au défaut de leur amour. Sa mort anéantit ses grands projets, et l'anarchie où retomba la Perse offrit au cheik d'Abouchehr l'occasion de s'emparer de Baharein, où il règne encore.

Cet archipel, célèbre par ses perles à l'époque même où les autres îles du golfe entraient en concurrence avec lui, est devenu bien plus important depuis que les autres bancs sont épuisés, sans que les siens aient essuyé une diminution

sensible. Cette pêche commence en avril, et finit en octobre. Elle s'étend à quatre ou cinq lieues. Tous ceux qui s'y livrent revoient chaque soir leur foyer, à moins que les vents ne les empêchent de gagner la terre. Autrefois ils payaient un droit à des galiotes établies pour le recevoir. Depuis la dernière révolution, le trop faible souverain ne l'obtient que de ses sujets.

Les perles de Baharein sont moins blanches que celles de Ceylan, mais beaucoup plus grosses. Si elles tirent un peu sur le jaune, elles conservent plus long-temps et mieux leur éclat que celles du Malabar. La coquille des unes et des autres, connue sous le nom de *nacre de perle*, sert en Asie à beaucoup d'usages.

Le produit annuel de la pêche qui se fait à Baharein est de trois à quatre millions de livres. Les perles inégales passent la plupart à Constantinople et dans le reste de la Turquie, où l'usage en est très-étendu. Celles qui sont sans défaut se répandent dans tout l'Indostan. On ne doit pas craindre d'y en voir diminuer le prix ou la consommation. Outre que cette production de la mer est la grande passion des femmes, elle est encore un objet de superstition. Il n'est point de gentil qui ne se fasse un point de religion de percer au moins une perle à son mariage. Quel que soit le sens mystérieux de cette pratique chez un peuple où la morale et la politique sont en allégories, et où l'allégorie devient culte, cet emblème de la pu-

deur virginale est utile au commerce des perles. Celles qui n'ont pas été nouvellement forées entrent bien dans la parure, mais ne peuvent pas servir aux noces; aussi valent-elles vingt-cinq ou trente pour cent moins que les autres.

La Perse, qui donna son nom au golfe dont il vient d'être parlé, est un des empires dont les annales du monde s'occupèrent davantage. Sa fondation remonte aux époques les plus reculées. Il fut célèbre dès son origine. Jamais peuple n'éprouva des destinées plus variées. On le vit alternativement opulent et pauvre, éclairé et sans lumières, de mœurs austères et de mœurs corrompues, se livrant avec ardeur aux plus rudes travaux et plongé dans la mollesse, fier et rampant, ravissant la liberté des autres et perdant la sienne, l'admiration de ses voisins et l'objet de leur mépris. La fortune ne lui épargna aucune des révolutions ordinaires aux vastes et despotiques dominations de l'Asie. Son sort était déplorable lorsqu'en 1499 il sortit du joug des Tartares pour subir celui des sophis, braves Arabes, qui prétendaient descendre du quatrième calife Aly, et tirèrent sa secte de l'obscurité où elle était tombée.

Chah-Abbas, surnommé *le Grand*, qui monta sur le trône en 1585, fut le prince le plus renommé de la nouvelle dynastie. Il conquit le Candahar, Bassora, plusieurs places sur la mer Noire, et chassa les Turcs de la Géorgie, de l'Arménie, de la Mésopotamie, de tous les pays

dont ils s'étaient emparés au-delà de l'Euphrate.

Les succès obtenus à la guerre rendirent de la force à l'autorité. Les grands avaient profité de la faiblesse du gouvernement pour se rendre comme indépendans : on les abaissa ; et les postes importans furent tous confiés à des étrangers qui ne pouvaient ni ne voulaient former des factions. La milice était en possession de disposer du sceptre selon ses caprices. On la contint par des troupes étrangères qui avaient une religion et des habitudes différentes. L'anarchie avait rendu les peuples enclins à la sédition : on plaça dans les villes et dans les campagnes des colonies choisies entre les nations dont le caractère tranchait le plus avec le leur. Il sortit de ces arrangemens le despotisme le plus absolu peut-être qui eût jamais opprimé aucune partie du globe.

La tyrannie ne fut pas cependant sans quelques avantages. Les dissensions cessèrent, les lois acquirent de la force. Les travaux reprirent leur cours. Chacun put jouir paisiblement de sa fortune. Abbas attira tous les arts à lui, et les établit dans sa capitale et dans ses provinces. Les étrangers qui apportaient dans ses états un talent utile étaient honorés, étaient récompensés. Des Arméniens appelés à Ispahan introduisirent au centre du royaume l'esprit de commerce. Bientôt ces négocians et ceux des Persans qui surent profiter de leurs leçons furent envoyés dans l'Orient, en Hollande, en Angleterre, dans la Méditerra-

née et dans la Baltique, partout où les affaires étaient vives et considérables. Le sophi s'associait lui-même à leurs entreprises, et leur avançait des sommes considérables qu'ils faisaient valoir dans les marchés les plus accrédités de l'univers. Ils étaient obligés de lui rendre ses fonds aux époques convenues; et s'ils les avaient accrus par leur industrie, il leur accordait des gratifications. Les toiles de l'Inde formaient la branche principale de ce grand trafic. Les Arméniens se transportaient eux-mêmes dans cette région, achetaient du coton, le distribuaient aux fileuses, le livraient aux fabricans, suivaient avec soin les procédés nécessaires pour donner aux ouvrages la beauté dont ils étaient susceptibles, et les envoyaient à leurs associés, qui les répandaient dans tout l'empire, dans les contrées limitrophes, dans les états du grand-seigneur, et jusqu'en Europe, où l'on contracta l'habitude de les appeler *perses*. Telle est l'influence des noms sur les opinions, que l'erreur populaire qui attribue à la Perse les toiles des Indes passera peut-être avec le cours des siècles pour une vérité incontestable dans l'esprit des savans à venir.

XXII. Liaison des Anglais avec la Perse.

Les Portugais, qui s'aperçurent qu'une partie du commerce des Indes avec l'Asie et avec l'Europe allait prendre sa direction par la Perse, mirent tout en œuvre pour rendre cette route impraticable. Abbas, également offensé de leurs ruses et de leurs violences, proposa aux Anglais, aussi

aigris que lui contre cette nation orgueilleuse et oppressive, de joindre leurs forces de mer à ses forces de terre pour la chasser d'Ormuz. La place fut attaquée par les deux alliés, et prise en 1623, après quelque résistance. Les vainqueurs s'en partagèrent le butin, et la ruinèrent de fond en comble.

A quatre ou cinq lieues de ce rocher s'offrait, sur la côte orientale du golfe Persique, le port de Gambron, qu'on a depuis appelé Bender-Abassi. La nature ne paraissait pas l'avoir destiné à être habité. Il est situé au pied de très-hautes montagnes. L'air qu'on y respire est embrasé sans interruption. Des vapeurs mortelles s'y élèvent nuit et jour des entrailles de la terre. Les campagnes en sont noires et arides comme si le feu les avait brûlées. Malgré tant d'inconvéniens, l'avantage de sa position fit choisir cette rade par Abbas pour servir d'entrepôt au grand commerce qu'il se proposait de faire dans les mers d'Asie. Les Anglais furent associés à ce projet. On leur accorda une exemption perpétuelle de tous les droits, et la moitié du produit des douanes, à condition qu'ils entretiendraient constamment deux vaisseaux de guerre dans ces parages, pour les mettre à l'abri du ressentiment des Portugais et des brigandages de leurs corsaires.

Peu à peu Bender-Abassi, qui n'avait été jusqu'alors qu'un vil hameau de pêcheurs, devint une ville florissante. Les Anglais y portaient tous les objets de l'Orient et de l'Europe qui pouvaient

être consommés dans l'empire. Ils recevaient en échange des soies à cette époque plus recherchées qu'elles ne l'ont été depuis que la culture en est établie dans nos régions ; des laines de Karmanie, qui ressemblent beaucoup à celles de vigogne, et qu'on employait avec succès dans la fabrique des chapeaux et dans quelques étoffes ; des turquoises, qui entraient dans la parure des femmes ; des brocarts d'or d'un prix supérieur à ce qu'ont produit les plus célèbres manufactures ; des tapis, qui furent long-temps un des plus riches meubles des appartemens ; de l'eau rose, des dattes, des cuirs, des chevaux, des armes, des racines pour la médecine, des gommes pour la teinture, plusieurs autres articles dont les uns se consommaient aux Indes, et les autres dans l'Occident.

Les guerres civiles qui bouleversèrent la Grande Bretagne ne permirent pas à ses sujets de remplir long-temps les engagemens contractés avec le gouvernement de Perse, ni de profiter des avantages que leur assuraient les transactions ; mais dès que le calme fut rétabli dans leur patrie, on vit reparaître leur pavillon à Bender-Abassi. Ils y trouvèrent les Hollandais établis sur leurs ruines, et bientôt après y furent suivis par les Français. Aucune des trois nations n'y prospéra. Le trône fut continuellement occupé par des tyrans ou des imbécilles, dont les cruautés et les sottises tendaient à rompre les liaisons de leur peuple avec les autres peuples. L'un de ces des-

potes était si feroce, qu'un grand de sa cour disait que *toutes les fois qu'il sortait des appartemens du roi, il tâtait sa tête avec ses deux mains pour voir si elle était encore sur ses épaules.* Lorsqu'on annonçait à son successeur que les Ottomans envahissaient les plus belles provinces de l'empire, il repondait froidement *qu'il s'embarrassait peu de leurs progrès, pourvu qu'ils lui laissassent la ville d'Ispahan.* Il eut un fils si bassement livré aux plus petites pratiques de sa religion, qu'on l'appelait par dérision *le moine* ou *le prêtre Hossein* : caractère moins odieux peut-être pour un prince, mais bien plus dangereux pour ses peuples que celui d'impie ou d'ennemi des dieux. Sous ces méprisables souverains, les affaires, abandonnées aux eunuques, comme elles l'ont été constamment dans les gouvernemens arbitraires de l'Orient, devenaient tous les jours plus languissantes. Les Afghans les réduisirent à rien.

Ces Afghans sont un peuple de Candahar, pays montueux situé au nord de l'Inde. Tantôt ils furent soumis aux Mogols, tantôt aux Persans, et le plus souvent indépendans. Ceux qui n'habitent pas la capitale vivent sous des tentes à la maniere des Tartares. Ils sont petits et mal faits, mais nerveux, robustes, adroits à tirer de l'arc, à manier un cheval, endurcis aux fatigues. Leur manière de combattre est remarquable. Des soldats d'élite, partagés en deux troupes, fondent sur l'ennemi, n'observant aucun ordre, et ne cher-

chant qu'à faire jour à l'armée qui les suit. Dès que le combat est engagé, ils se retirent sur les flancs et à l'arrière-garde, où leur fonction est d'empêcher que personne ne recule. Si quelqu'un veut fuir, ils tombent sur lui le sabre à la main, et le forcent de reprendre son rang.

Vers le commencement du siècle, on vit ces hommes féroces sortir de leurs montagnes, se jeter sur la Perse, y porter partout la désolation, et finir par lui donner des fers, après vingt ans de carnage. A la même époque, les provinces où ils n'avaient pas pénétré sont ravagées par les Russes, par les Turcs et par les Tartares. Nadir-Chah réussit à chasser de sa patrie tous ces brigands, mais en se montrant plus barbare qu'eux. Sa mort violente devient une nouvelle source de calamités. L'anarchie ajoute aux cruautés de la tyrannie. Un des plus beaux empires du monde n'est plus qu'un vaste cimetière, monument à jamais honteux de l'instinct destructeur des hommes sans police, mais suite inévitable des vices du gouvernement despotique.

Dans cette confusion de toutes choses, les navigateurs s'éloignèrent de Bender-Abassi. Il fut même abandonné sans retour par les Anglais, après que les Français eurent pris et spolié, en 1760, cet établissement dégénéré. Le peu qui s'y faisait encore de commerce se porta presque tout entier à Bassora.

XXIII. État actuel

C'est une grande ville que le calife Omar fit bâ-

du comm ce dans l golfe Pers que, et d celui des A glais en p ticulier.

tir, en 636, dans l'Irak-Arabi, quinze lieues au-dessous de la jonction du Tigre et de l'Euphrate, et à quelques milles du golfe Persique, où ces fleuves réunis vont se perdre. Une population immense s'y est réduite peu à peu à quarante ou cinquante mille âmes. Son sol, naturellement sec, et que les pluies fécondent rarement, ne produit guère qu'un peu de coton, et beaucoup de dattes.

Ce port devint, comme son fondateur l'avait prévu, un entrepôt considérable. Les marchandises de l'Europe et d'une partie de l'Asie y arrivaient par l'Euphrate, et celles des Indes par la mer. La tyrannie des Portugais, devenus maîtres d'Ormuz, interrompit cette communication. Elle se serait rouverte dans le temps de leur décadence, si ce malheureux pays ne fût devenu un théâtre perpétuel de discorde entre les Turcs et les Persans. Des succès répétés l'assurèrent enfin, en 1668, au grand-seigneur. Depuis cette époque la rade a recouvré une partie de son importance.

Cette amélioration ne s'est pas faite sans difficulté. Les habitans ne voulaient recevoir les navigateurs que dans la rivière. Ils prévoyaient que, si ces étrangers avaient la liberté de se fixer dans la ville, on ne pourrait leur faire la loi, et qu'ils garderaient dans leurs magasins ce qu'ils n'auraient pas vendu pendant une mousson, pour s'en défaire plus utilement dans un autre temps.

A cette raison d'une avidité mal entendue se joignaient des idées de superstition. On prétendit qu'il était contraire au respect dû à la religion que des infideles habitassent dans une cité consacrée par le sang de tant de martyrs, par les cendres de tant de saints personnages musulmans. Pour lever les obstacles, il fallut corrompre le gouvernement, qui pensait ou qui feignait de penser comme le peuple. L'or dissipa tous les scrupules, et il fut permis aux Européens de former des comptoirs, de les décorer même de leur pavillon.

Les Hollandais accourent les premiers dans le nouveau marché. Leurs affaires y prospéraient et pouvaient acquérir une plus grande extension encore, lorsqu'en 1748 leur comptoir fut insulté, et fut pillé sous de vains prétextes. Kniphausen, qui le dirigeait, et qui sous les occupations d'un facteur cachait l'âme d'un homme d'état, se réfugia sur-le-champ, avec ses subordonnés, avec ce qu'il put sauver de la fortune de ses commettans, avec les navires à ses ordres, dans la petite île de Karek. Il s'y fortifie, s'empare des bâtimens chargés pour ses persécuteurs, et se fait restituer autant ou plus qu'on ne lui a pris. La réputation de son intégrité, de sa capacité, attire d'abord auprès de lui les caboteurs du golfe, et, bientôt après, des navigateurs plus éloignés. Le succès allait toujours croissant. Malheureusement un de ses successeurs se laissa chasser de sa place vers

la fin de 1765 par un corsaire arabe. La compagnie perdit un poste important, et pour plus de deux millions en artillerie, en vivres et en marchandises. Cet échec la degoûta de Bassora.

Les Français s'y étaient originairement portés avec la vivacité qui leur est particulière. Leurs expéditions ne furent pas toujours lucratives, mais elles le furent assez souvent pour les engager à les continuer. Ils n'y renoncèrent qu'après s'être vus deux fois dépouillés de tous leurs établissemens dans l'Inde par des guerres aussi témérairement entreprises que follement conduites, et lorsqu'il ne leur resta pas assez de capitaux pour reprendre un commerce de quelque importance.

Celui de Bassora tomba alors presque entièrement dans les mains des Anglais, dominateurs sans contradiction sur toutes les côtes et sur toutes les mers d'Asie. Eux seuls portent dans ce marché ce que le Bengale, le Coromandel, le Malabar, le Guzurate et les îles répandues dans ces différens parages peuvent lui fournir des productions de leur sol, d'ouvrages de leur industrie. Ce n'est que depuis peu qu'il leur est survenu un concurrent.

Dans la partie de l'Arabie située sur la mer des Indes est l'Oman, contrée tempérée, fertile et bien arrosée. Au pied de ses montagnes se voit Mascate, port excellent, et que du temps même d'Arrien on regardait comme un point très-impor-

tant de communication entre l'Arabie, la Perse et l'Inde. Albuquerque s'en empara en 1507, et en ruina le commerce, pour le concentrer tout entier à Ormuz. Les Portugais voulurent l'y rappeler après la perte de cette île célèbre, mais leurs efforts furent inutiles. On craignait les hauteurs de ces hommes superbes, et personne ne voulut se fier à leur bonne foi. La rade ne voyait arriver de vaisseaux que ceux qu'ils y conduisaient eux-mêmes. Elle n'en reçut même plus d'aucune nation après que ces maîtres impérieux en eurent été chassés en 1648. Leur orgueil, l'emportant sur leur intérêt, leur ôta l'envie d'y aller; et ils étaient encore assez puissans pour empêcher qu'on y entrât et qu'on en sortît.

Le déclin de leur puissance invita l'habitant de Mascate à cette même piraterie dont il avait été si long-temps la victime. Il fit des descentes sur les côtes de ses anciens oppresseurs; et ses succès l'enhardirent à attaquer les petits bâtimens maures ou européens qui fréquentaient le golfe Persique. Mais il fut si sevèrement châtié de ses brigandages, qu'il fut forcé d'y renoncer. La ville tomba alors dans une obscurité que les troubles intérieurs firent durer trop long-temps. Un meilleur esprit s'y forma. On y connut, on y pratiqua la justice aussi sévèrement que dans aucun lieu du monde. Cette révolution dans les mœurs y rappela, vers 1750, les Banians, qui ne s'en étaient éloignés qu'à regret. Leur retour ranima les tra-

vaux. Les peuples eurent plus d'objets à vendre; ils en purent acheter davantage. Bientôt même les opérations ne se réduisirent pas à de simples échanges. La rade reçut beaucoup de marchandises qui devaient être réexportées sur les rives de l'Euphrate; et voici pourquoi.

Les douanes sont fort modérées et fort indulgentes à Mascate, tandis qu'à Bassora elles sont exorbitantes et plus que sévères. Il est vrai que les cargaisons expédiées du premier de ces ports pour le second devraient acquitter les mêmes droits que celles qui y arrivent directement des autres marchés; mais telle est l'adresse des Arabes à se soustraire à cette obligation, qu'on a trouvé une grande économie à se servir de leur ministère. Les marchands anglais qui travaillent pour leur compte trouvent un avantage particulier dans cet usage, qu'ils ont peut-être introduit et sûrement beaucoup accrédité. Ils sont dispensés à Mascate de l'imposition de cinq pour cent qu'il leur faudrait payer à Bassora, comme dans tous les autres lieux où leur compagnie a formé des établissemens.

Les objets que l'Arabie et l'Inde envoient annuellement à Bassora, et dont les trois quarts appartiennent aux sujets de la Grande-Bretagne ou à leurs associés, doivent s'élever à douze ou quinze millions de livres. Tous se vendent au comptant. Ce sont les Grecs, les Juifs, les Arméniens qui servent de courtiers. On emploie

les Banians à changer les monnaies courantes dans le port en espèces plus recherchées dans les Indes.

Trois canaux s'offrent habituellement pour l'exportation des marchandises que le pays ne consomme pas. Les caravanes persanes en achètent une grande partie. Elles soldèrent quelque temps avec les diamans et les autres pierres précieuses que les armées de Nadir-Chah avaient pillées dans l'Indostan. Ce genre de richesse ne pouvait durer, et il fallut recourir au cuivre, dont, malgré l'abondance des mines, il ne reste plus que ce qui est absolument nécessaire pour la circulation intérieure. Il est maintenant remplacé par l'or et par l'argent que la tyrannie avait fait cacher dans les entrailles de la terre. Si l'état ne sort de ses ruines, ces métaux s'épuiseront, et l'on sera réduit à renoncer à des jouissances qu'une longue habitude avait rendues si chères.

Le second débouché est plus assuré. Il a lieu par Bagdad, par Alep, et par toutes les villes intermédiaires. Les toiles, le café, les épiceries qui prennent cette route sont payés avec de l'or, avec des noix de gale, avec une infinité plus ou moins considérable d'objets tous tirés de la chrétienté.

C'est le désert qui ouvre la troisième communication. Les Arabes voisins de Bassora se rendent tous les printemps en Syrie pour y vendre leurs chameaux. On leur confie des mousselines

et d'autres articles de peu de volume, dont, avec une probité qui ne s'est jamais démentie, ils rapportent, en automne, les valeurs en draps, en corail, en quincaillerie, en glaces et en verroterie de Venise. La sûreté, la célérité, le bon marché de cette route lui procurerait toute préférence, si le pacha de Bagdad, qui a établi des péages en différens endroits de son gouvernement, ne prenait les plus grandes précautions pour la fermer. Ce n'est qu'en surprenant la vigilance de ses lieutenans ou en les corrompant qu'on parvient à s'en servir.

XXIV. Description de la côte de Malabar.

Le Malabar proprement dit n'est que le pays situé entre le cap Comorin et la rivière de Neliceram. Cependant, pour rendre la narration plus claire, en nous conformant aux idées généralement reçues en Europe, nous appellerons de ce nom tout l'espace qui s'étend depuis l'Indus jusqu'au cap Comorin.

La partie de cette région qui est le plus au sud offre une perspective unique dans les Indes. D'une plage généralemeut un peu basse, où la mer baigne les racines du cocotier sans les offenser, la vue s'élève insensiblement jusqu'à une longue chaîne de hautes montagnes qui terminent l'horizon. Sur quelque partie de ce magnifique amphithéâtre que l'œil s'arrête, il rencontre des sites heureux, des arbres toujours verts, des prairies émaillées de fleurs, d'innombrables sources, des chutes d'eau pittoresques, une infinité de villes, de bourgades et de hameaux.

Le poivre est la principale production de cette contrée, plus agréable que riche. L'arbrisseau qui le donne a une racine fibreuse et noirâtre. Sa tige, sarmenteuse et flexible comme celle de la vigne, a besoin pour s'élever d'un arbre ou d'un échalas. Elle est rameuse, garnie de nœuds, de chacun desquels part une feuille ovale-aiguë, très-lisse, et marquée de cinq nervures, dont l'odeur est forte et le goût piquant. Vers le milieu des rameaux, et plus souvent aux extrémités, l'on voit de petites grappes semblables à celles du groseillier, qui portent environ trente fleurs, composées de deux étamines et d'un pistil. Le fruit qui succède est d'abord vert, puis rouge, de la grosseur d'un pois. On le cueille communément en octobre, quatre mois après la floraison, et on l'expose pendant sept ou huit jours au soleil. La couleur noire qu'il acquiert alors lui a fait donner le nom de poivre noir. On le rend blanc en le dépouillant de sa pellicule extérieure. Le plus gros, le plus pesant et le moins ridé est le meilleur.

Le poivrier se plaît dans les îles de Java, de Sumatra, de Ceylan, mais plus particulièrement sur la côte de Malabar. On ne le sème point; on le plante; et le choix des rejetons demande une attention sérieuse. Il ne donne du fruit qu'au bout de trois ans. La première année de sa fécondité et les deux qui suivent sont si abondantes, qu'il y a des arbustes qui produisent jusqu'à six ou sept livres de poivre. Les récoltes vont en-

suite en diminuant, et elles sont nulles à la douzième année.

La culture du poivrier n'est pas difficile. Il suffit de le placer dans des terres grasses, et d'arracher avec soin, surtout les trois premières années, les herbes qui croissent en abondance autour de sa racine. Comme le soleil lui est très-nécessaire, on doit, lorsque le poivrier est prêt à porter du fruit, élaguer les arbres qui lui servent d'appui, afin que leur ombre ne nuise pas à ses productions. Après la récolte, il convient de l'émonder par le haut. Sans cette précaution, on aurait beaucoup de bois et peu de fruit.

L'exportation du poivre peut s'élever à dix millions pesant. A dix sols la livre, c'est une valeur de cinq millions d'argent. Le safran d'Inde, le cardamome, la fausse cannelle, le gingembre et le bois de sapan, qui sortent du pays, doivent rendre la moitié de cette somme. C'est tout ce qu'il faut pour payer les marchandises de l'Europe et de l'Asie que le pays consomme; mais il n'y a rien de trop.

Le nord du Malabar n'a pas un aspect aussi riant que le midi; aucune épicerie n'y prospère. Mais son riz, son blé, son sucre, son coton, ses manufactures l'élevèrent de bonne heure à un degré de prospérité où peu de contrées des deux mondes ont pu atteindre.

Surate fut le premier comptoir que les Anglais formèrent dans le Malabar. En 1610, on y en-

voya le capitaine Middleton pour charger les marchandises dont la fabrication avait été ordonnée. Vingt bâtimens portugais l'attendaient à la vue du port pour l'intercepter. C'était une nécessité de perdre son voyage ou de combattre des forces supérieures. Son courage ne lui permit pas de balancer : il attaqua ses ennemis, prit plusieurs de leurs vaisseaux, et dissipa le reste. L'intrigue rendit ce succès inutile. Non-seulement il ne fut pas possible au vainqueur de remplir l'objet de sa commission, mais les facteurs qui conduisaient les affaires de sa nation furent encore obligés de s'embarquer avec lui, sans même avoir pu obtenir le temps de faire le recouvrement des sommes qui leur étaient dues.

Thomas Best se présenta l'année suivante avec quatre gros navires pour rétablir une loge qui ne pouvait que très-difficilement être remplacée. Les marchands qu'il portait furent reçus sans contradiction, et même avec une sorte d'enthousiasme. La jalousie, qui dort rarement, se montra de nouveau à découvert. Ce ne fut qu'après avoir deux fois complètement battu les Portugais que l'amiral anglais put se flatter d'avoir donné quelque solidité à son ouvrage. Ses succès lui procurèrent un avantage que probablement il n'avait pas prévu. Le grand Mogol, charmé de l'humiliation d'un peuple qui jusqu'alors avait fait trembler tous les autres, invita la nation triomphante à former des établissemens dans toutes les

parties de la côte qui étaient sous sa puissance. On mit à profit cette faveur, et les prospérités britanniques augmentèrent. Elles cessèrent presque entièrement durant les guerres civiles qui bouleversèrent les trois royaumes, mais pour reprendre à la paix leur cours. Un événement inespéré contribua encore à les augmenter.

En 1662, Charles II épousa une princesse de Portugal, qui lui porta en dot l'île de Bombay. Ce prince dissipateur espéra un gros revenu de son acquisition. Voyant qu'elle lui coûtait plus qu'elle ne lui rendait, il la céda quelques années après à la compagnie des Indes, qui en fit le centre de son commerce au Malabar, et l'entrepôt de ses forces maritimes. L'association privilégiée jouissait pleinement depuis vingt ans des avantages propres à un port excellent dans des mers où il n'y en point d'autres, lorsqu'elle se vit à la veille de le perdre.

Des dépenses sagement ordonnées, que la corruption du gouvernement avait rendues inutiles, avaient forcé le monopole à faire partir ses vaisseaux pour l'Inde sans les fonds nécessaires pour former des cargaisons, mais avec l'ordre à ses facteurs de les rassembler sur son crédit. Comme il n'avait jamais manqué à ses engagemens, on trouva assez facilement six à sept millions de livres. Rien n'est plus extraordinaire que la manière dont on s'y prit pour se débarrasser de cette dette.

Josias Child, qui de directeur de la compagnie en était devenu le tyran, fit passer, dit-on, à l'insu de ses collègues, des ordres aux Indes pour que les prêteurs fussent frustrés de leur créance, sous quelque prétexte que ce pût être. C'est à son frère Jean Child, gouverneur de Bombay, que l'exécution de ce mystère d'iniquité fut plus particulièrement confiée. Aussitôt cet homme avide, inquiet et féroce, annonce aux lieutenans du grand Mogol des prétentions plus folles les unes que les autres. Ces demandes ayant été accueillies comme elles le méritaient, il fond sur les navires qui appartenaient aux sujets de la cour de Delhy, et de préférence sur ceux de Surate comme plus riches. Il ne respecte pas même les bâtimens qui naviguaient munis de ses passe-ports, et il pousse l'audace jusqu'à s'emparer d'une flotte chargée de vivres pour une armée du souverain. Ce brigandage, qui dura toute l'année de 1688, causa sur cet océan des dommages inappréciables.

Aurengzeb, qui tenait les rênes de l'empire d'une main ferme, ne différa pas d'un moment la punition d'un si grand outrage. Un de ses généraux débarque au commencement de 1689 avec vingt mille hommes à Bombay. A son approche, Magazan lui est abandonné avec ce qu'il renferme d'argent, de vivres, d'armes et de munitions. Enhardi par ce premier succès, le guerrier indien attaque les Anglais dans la plaine, les

bat et les réduit à se réfugier dans la forteresse principale, dans laquelle il les investit, et où il espère les forcer bientôt à se rendre.

Child, aussi lâche dans le péril qu'il avait paru audacieux dans ses pirateries, envoie sur-le-champ des députes à la cour pour demander grâce. Après bien des supplications, bien des bassesses, ces envoyés sont admis devant l'empereur les mains liées derrière le dos et la face prosternée contre terre. Aurengzeb, qui voulait conserver une liaison qu'il croyait utile à ses états, ne fut pas inflexible. Après avoir parlé en souverain irrité, en souverain qui pouvait et devait peut-être se venger, il céda au repentir, aux soumissions. L'eloignement de l'auteur des troubles, un dédommagement convenable pour ceux de ses sujets qu'on avait pillés, tels furent les actes de justice auxquels le despote le plus absolu qui fut jamais réduisit ses volontés suprêmes. A ces conditions si moderées il fut permis aux Anglais de continuer à jouir des prérogatives qui leur avaient été jusqu'alors accordées.

Tel fut le dénouement d'une des plus étranges scènes qui se fussent passées en Asie depuis que les Européens avaient commencé d'en fréquenter les mers. Elle interrompit le commerce britannique pendant plusieurs années. Elle occasionna une depense de neuf à dix millions. Elle causa la perte de cinq gros vaisseaux et d'un plus grand nombre de moindre grandeur. Elle coûta la vie

à plusieurs milliers d'excellens matelots. Elle se termina par la ruine du crédit et de l'honneur de la nation, deux choses dont la valeur est au-dessus de tous les calculs, et dont les deux Child auraient dû payer la perte de leur tête.

Les Anglais avaient à regagner dans le Malabar la considération et la confiance qu'ils avaient perdue. Ils y réussirent plus tôt et plus facilement qu'ils ne l'avaient peut-être espéré. Leur commerce reprit son activité, et s'accrut paisiblement pendant près d'un siècle. Si à la fin ils s'écartèrent de cet heureux plan, ce fut la nécessité et non l'ambition qui les en fit sortir.

XXV. Histoire des pirates Angria.

Les Marattes, maîtres de quelques postes sur les rivages de la mer, au nord de Goa, infestaient cet océan de leurs brigandages. Leurs bâtimens corsaires étaient tous très-légers, et portaient à l'avant des canons de dix-huit et de vingt-quatre. Voguant également bien à la voile et à la rame, ils profitaient des calmes fréquens dans ces parages pour attaquer par les côtés le navire qui tentait leur cupidité. L'abordage était le genre d'engagement qui leur convenait le mieux. Ceux qui les montaient étaient dans l'usage de jeter sur le pont ennemi des pots de terre très-fragiles et remplis de chaux en poudre qui mettait hors de combat ceux dans les yeux desquels elle s'insinuait. Jamais ils n'insultaient, jamais ils ne mutilaient, jamais ils ne réduisaient à l'esclavage ceux qu'ils avaient vaincus. Rarement même re-

tenaient-ils les bâtimens qu'ils avaient forcés à se rendre. Leurs cargaisons étaient tout ce qu'ils voulaient.

Cette piraterie offensa vivement le mogol, qui venait d'asservir les parties septentrionales de la côte. Pour protéger la navigation de ses sujets, il créa une flotte principalement destinée à réprimer cet esprit de rapine. A cette époque les deux puissances se heurtèrent. Dans les combats journaliers et sanglans, le Maratte Couagy Angria montra des talens si distingués, qu'on lui défera la direction des forces maritimes de sa nation, et bientôt après le gouvernement de l'importante forteresse de Sueradroog, bâtie sur une petite île, à peu de distance du continent.

Cet homme entreprenant n'avait vaincu que pour lui. Il fit adopter son plan d'indépendance par les compagnons de ses victoires, et avec leur secours s'empara des navires qu'il avait si long-temps et si heureusement commandés. Les efforts qu'on fit pour le faire rentrer dans la soumission furent impuissans. L'attrait du pillage et la réputation de sa générosité attirèrent même autour de lui un si grand nombre de braves aventuriers, qu'il lui fut facile de devenir conquérant. Son empire s'étendit quarante lieues sur la côte; et dans les terres, depuis vingt jusqu'à trente milles, selon la disposition des lieux et la facilité de la défense. Cependant il dut ses plus grands succès et toute sa renommée à des opérations

navales, qui furent continuées avec la même activité et la même intelligence par les héritiers de son nom et de ses états.

Ces corsairesn'attaq uaient d'abord que les navires indiens, maures ou arabes, qui n'avaient pas acheté d'eux un passe-port. Avec le temps ils insultèrent le pavillon des Européens, qui ne purent plus naviguer que sous convoi. Cette précaution était très-dispendieuse, et se trouva insuffisante. Les vaisseaux d'escorte furent souvent assaillis eux-mêmes, et quelquefois enlevés à l'abordage. Nos associations privilégiées se déterminèrent alors à un tribut annuel, sans que cette humiliation leur procurât une sûreté entière.

Les déprédations duraient depuis cinquante ans, lorsqu'en 1722 les Anglais joignirent leurs forces à celles des Portugais contre ces pirates. L'expédition fut honteuse et malheureuse. Celle qui, deux ans après, fut entreprise par les Hollandais avec sept vaisseaux de guerre et deux galiotes à bombe ne réussit pas mieux. Enfin une escadre britannique commandée par Watson, des troupes de débarquement aux ordres de Clive, tentèrent ce qui n'avait pu être exécuté. La résistance des postes subalternes fut presque nulle, et celle de la capitale, abandonnée par son chef, fut beaucoup moindre qu'on ne l'avait craint. Ghériah, attaquée par terre et par mer, se rendit à discrétion, le 13 février 1756. On y trouva deux cents pièces de canon, six mortiers de fonte, une

immense quantité de munitions de guerre et de bouche, et en argent environ trois millions, qui furent distribués aux soldats et aux équipages. La flotte, qui était nombreuse, fut brûlée dans le port.

XXVI. Marattes.

Pour empêcher les Marattes de traverser un projet dont le succès était utile à tous les navigateurs, il avait fallu malheureusement promettre de les mettre en possession du territoire, dont on dépouillerait les Angria. Cet engagement, qui fut scrupuleusement rempli, étendit sur la côte l'empire d'un peuple déjà trop puissant, et lui donna de nouvelles facilités pour suivre les vues que depuis long-temps il avait tournées vers Surate.

XXVII. Révolution arrivées à Surate. Suite de l'influence qu'acquièrent les Anglais.

Le port de cette place fut, durant plusieurs années, le seul par lequel l'empire mogol put se débarrasser de son superflu, le seul par lequel il put pourvoir à ses besoins. Pour le contenir et pour le défendre, il fut construit une citadelle, dont le commandant n'avait aucune autorité sur celui de la ville. On avait même l'attention de choisir deux gouverneurs qui ne fussent pas de caractère à se réunir pour l'oppression du commerce. Des pirateries qui interceptaient la navigation, et qui empêchaient les dévots musulmans de faire le voyage de la Mecque, donnèrent naissance à un troisième pouvoir. Ce fut la création d'une place d'amiral, qui fut confiée au chef d'une colonie de Cafres, récemment établie à Rajepour, et à laquelle on attacha trois lacks de roupies, ou

sept cent vingt mille livres d'appointemens. La somme n'ayant pas été regulierement payée, l'amiral s'empara du château, et de ce fort il vexait la rade. Tout alors tomba dans la confusion ; et l'avarice des Marattes, toujours inquiète, devint plus vive que jamais. Depuis long-temps ces barbares, qui avaient étendu leurs usurpations jusqu'aux portes de Surate, recevaient le tiers des impositions, pour qu'ils ne troublassent pas la circulation des marchandises qui étaient versées dans l'intérieur des terres. Ils s'étaient accommodés de ce partage tant que les circonstances ne leur avaient pas permis d'en espérer un plus considérable ; mais, lorsqu'ils virent la fermentation des esprits, ils ne doutèrent pas que quelqu'une des factions qui déchiraient ce grand marché ne leur en ouvrît les portes, et ils s'approchèrent en force des murailles. Des négocians qui se voyaient toujours à la veille d'une ruine entière appelèrent les Anglais à leur secours, et en 1759 les aidèrent à s'emparer de la citadelle. Le soin de la tenir sous leur garde ainsi que le service de l'amirauté leur furent aussitôt assurés par la cour de Delhy, avec le revenu attaché aux deux postes. Cette révolution rendit quelque calme à Surate et à son nabab, mais en les mettant dans la dépendance de la force qu'on avait invoquée.

XXVIII. Établissement des Anglais à Bombay.

Avant que cette augmentation d'influence eût mis dans ses mains le commerce de Surate et des contrées voisines, Bombay était devenu le grand

point de communication du Guzurate et de Cambaie avec le reste de l'Inde ; il fournissait, beaucoup plus qu'aucun autre marché, aux besoins des montagnes des Gates. Ses douanes rendaient alors annuellement douze à quinze cent mille livres, somme suffisante pour fournir aux frais des comptoirs établis sur cette longue côte. Mais bientôt la compagnie anglaise voulut être conquérante au Malabar comme elle l'était au Coromandel et dans le Bengale. Ses directeurs ordonnèrent de nouvelles fortifications à Bombay ; des chantiers et des arsenaux où les plus grands vaisseaux pussent trouver à réparer tout ce que la guerre ou les élémens auraient pu leur causer de dommage ; une très-grande augmentation dans les troupes du pays et dans celles de l'Europe. Pour suffire à tant de dépenses, on imagina de demander, en 1769, aux Marattes la cession de l'île de Salsette, qui fournissait des subsistances à la colonie anglaise ; Baçaïm, d'où elle obtenait ses bois de construction, et la portion de revenu que jusqu'alors ils avaient tirée de Surate. Ces propositions furent repoussées avec l'indignation qu'elles méritaient. Comme ceux qui se les étaient permises n'étaient pas en état de les appuyer par la force, ils cherchèrent des ressources d'un autre côté.

Leurs regards s'arrêtèrent sur Barokia, grande ville très-anciennement célèbre par la richesse de son sol et par l'abondance de ses manufactures, à trente-cinq milles de l'embouchure du Ner-

boddah, qui se jette dans le golfe de Cambaie. Cinq cents blancs et mille noirs partirent de Bombay, en 1771, pour s'emparer de la place sous les plus frivoles prétextes. L'expédition échoua par l'incapacité de l'officier qui en était chargé. Elle fut reprise l'année suivante. Les assiégés, enhardis par un premier succès, et peut-être encore plus par une ancienne tradition qui leur assurait que leur ville ne serait jamais prise, se défendirent avec opiniâtreté, mais à la fin leurs murailles furent emportées d'assaut.

Durant tout le siége la mère du nabab n'avait pas quitté son fils, bravant comme lui le ravage du canon et des bombes. Ils sortirent de la place lorsqu'elle ne fut plus tenable. On les poursuivit. *Allez*, dit cette héroïque femme au compagnon de sa fuite, *allez chercher un asile et des secours chez vos alliés; je retarderai la fuite de nos ennemis, et leur échapperai peut-être.* Se voyant serrée de trop près, on lui vit prendre un parti assez ordinaire aux personnes de son sexe dans l'Indostan. Elle se perça le cœur pour éviter de porter des fers.

On prétendit dans le temps que les Anglais ne s'étaient déterminés à la conquête qu'ils venaient de faire que dans la vue de l'offrir en échange des objets qu'ils n'avaient pu obtenir par la voie de la négociation. Si ce fut réellement leur projet, ils l'abandonnèrent aussitôt que les troubles civils eurent remplacé chez les Marattes

cette union jusqu'alors inaltérable qui les avait rendus si puissans et si redoutables. Le conseil de Bombay, convaincu que les factions ne suspendraient point leurs animosités pour le seul intérêt de leur patrie, porta toutes ses forces sur Salsette.

L'usurpation de cette île se trouva moins aisée qu'on ne l'avait espéré. La cidatelle de Tana, qui en faisait toute la force, fut défendue avec une intelligence, avec une opiniâtreté inconnue dans ces contrées. Sommé de se rendre, le commandant, âgé de quatre-vingt-douze ans, répondit fièrement : *Je n'ai pas été envoyé pour cela;* et il redoubla d'activité et de courage. Ce ne fut qu'après qu'il eut été tué, qu'après que ses braves compagnons eurent soutenu un assaut très-meurtrier depuis sa mort, que les troupes britanniques entrèrent dans la place le 28 décembre 1774.

XXIX. Description de l'île de Salsette.

Alors seulement le vainqueur se trouva le maître d'un territoire qui n'a que vingt milles de long sur quinze milles de large; mais qui est un des plus fertiles, des plus peuplés de l'Asie. Au centre est la montagne de Kéneri, remplie d'excavations vastes et profondes, toutes pratiquées dans le roc vif. Ce sont des pagodes, rangées ordinairement de suite, mais quelquefois placées les unes au-dessus des autres. Des figures et des inscriptions taillées ou gravées sur la pierre les couvrent presque généralement. On retrouve les

mêmes singularités dans l'île Eléphanta, voisine de Salsette.

Des ouvrages si étonnans ont beaucoup occupé les esprits. Un philosophe, qui admet avec Mairan et Buffon le refroidissement successif du globe, conjecture que la zone torride fut autrefois comme inhabitable; qu'à ces époques reculées les hommes n'y soutenaient pas les ardeurs du soleil; qu'ils furent réduits à creuser sous terre des demeures d'où ils ne sortaient que la nuit; qu'avec le temps ils purent respirer un air plus doux sous un ciel moins brûlant, et qu'alors ils consacrèrent aux dieux des antres destinés dans des jours moins heureux à d'autres usages.

Si l'on en croyait le vulgaire, les cavernes auraient été creusées, il y a cinq cent mille ans, par des divinités d'un ordre inférieur. Quelques brames ont imaginé follement que c'était l'ouvrage du petit nombre de Macédoniens qu'Alexandre avait placés sur les côtes. Il est raisonnable d'espérer que les Anglais, auxquels l'Europe doit tant de lumières sur l'Asie, n'oublieront rien pour arriver à l'intelligence de ces monumens, qui peuvent jeter un si grand jour sur l'histoire et la religion des Indes.

A peine le gouvernement de Bombay eut-il acquis la propriété des domaines qui lui paraissaient nécessaires à sa sûreté, que des vues plus étendues le décidèrent à prendre part aux discordes dont il venait de tirer un premier avantage. Pour

juger cette résolution sans partialité, il faut remonter assez loin dans le passé.

XXX. Agrandissement des Marattes. Leurs guerres avec les Anglais.

Tous ceux auxquels les révolutions arrivées dans l'Indostan ne sont pas absolument étrangères doivent savoir que les Marattes, concentrés dans les Gates il y a seulement un siècle, ont, à travers la plus grande largeur de cette péninsule, étendu successivement leur empire depuis les frontières septentrionales du Guzarate jusqu'au golfe du Bengale. Durant ce prodigieux accroissement de puissance, l'état avait un souverain de la caste des Rajeputes, et les affaires intérieurés étaient conduites par un conseil de huit bramines, qui occupaient les premières places sous l'inspection d'un d'entre eux, grand-visir, avec le titre de pèchoua.

Corrompu par une suite de succès inouïs, le rajah Sahou se plongea dans la plus puérile, dans la plus honteuse mollesse, et livra le gouvernement à son premier ministre Bellagi. Fils et successeur de cet homme tout-puissant, Baghirao endormit de plus en plus son maître dans le sein des voluptés, l'entoura d'une vaine splendeur, lui fit rendre les hommages accoutumés, l'enferma dans Satarah, et transféra le siége de l'empire à Pounah, où il fixa sa cour. A sa mort, arrivée en 1760, la place de pèchoua, qu'il avait eu soin de faire déclarer héréditaire, passa sans contradiction à l'aîné de ses deux enfans.

Comme Madurao n'avait que quatorze ans,

Ragoba, son oncle paternel, fut nommé régent. Les bramines, qui avaient compté sur la faiblesse d'une longue minorité pour affermir et pour étendre leurs prérogatives, déconcertés par la vigilance du nouvel administrateur, réussirent à le rendre suspect à son pupille et à le faire arrêter. Alors toute l'autorité tomba dans leurs mains, et y resta jusqu'à ce que le pèchoua eût atteint l'âge convenable pour l'exercer. Quoique jeune encore, il montrait de grands talens, lorsqu'une maladie de langueur vint l'avertir que la fin de sa carrière était prochaine. Ce qu'il avait éprouvé lui-même de l'ambition sacerdotale lui inspira des précautions pour l'avenir. Dans la vue d'en écarter les mauvais effets, il rendit la liberté à Ragoba, lui confia le soin de l'état, et le conjura de servir de guide et d'appui à Navinrao son frère, dont le caractère léger et l'esprit borné étaient généralement connus.

La seconde régence fut aussi orageuse que l'avait été la première. Les mêmes artifices eurent le même résultat. Le nouveau mineur, servile instrument des prêtres, exila d'abord son conducteur, et le fit jeter ensuite dans un cachot. Cet ennemi terrassé, ceux qui avaient vaincu ne purent s'accommoder entre eux. Ils formèrent deux partis qui se vouèrent la plus violente haine. Celui qui pouvait craindre de succomber se détermina à massacrer Navinrao, et proclama pèchoua Ragoba, seul rejeton du sang de Bel-

lagi, premier auteur de l'élévation de sa famille.

Le nouveau souverain, comme c'était l'usage, reçut de Satarah la confirmation de sa dignité; il vit à ses pieds les grands de l'empire et les citoyens de tous les ordres. Cependant il ne crut pas devoir se confier aux troupes du pays, et obtint du général maratte qui gouvernait le Bérar un corps considérable de cavalerie, avec lequel il espéra se procurer l'argent qui lui manquait, et rattacher au corps de l'état quelques provinces qui en avaient été récemment démembrées. Mais à peine était-il entré en campagne, que la faction bramine, qui lui était contraire, ayant prévalu, envoya une armée pour le combattre. La victoire qu'il remporta sur elle ne lui servit de rien. Ses ennemis, qui avaient répandu que la veuve de Navinrao était grosse, assurèrent qu'elle était accouchée d'un garçon, et en firent un pèchoua. Inutilement Ragoba soutint que c'était un enfant supposé. Ses drapeaux furent presque universellement abandonnés; et il fut réduit à regarder comme un bonheur de pouvoir aller se jeter dans les bras des Anglais.

Le 6 mars 1775 le prince proscrit et dépouillé signa avec ses nouveaux amis un traité par lequel il leur cédait plusieurs postes importans, leur assurait des avantages immenses pour leur commerce, s'engageait à leur rembourser toutes les dépenses que la guerre leur aurait coûtées, et leur donnait au sud et au nord de Surate un territoire qui de-

vait leur former un revenu de six millions. Tant de sacrifices n'étaient achetés que par un secours de deux mille cinq cents hommes, dont sept cents au moins devaient être Européens, et par un train d'artillerie convenable.

Lorsque ce faible corps eut joint les troupes auxquelles il devait l'exemple de la subordination et du courage, l'armée se trouva de trente-six mille combattans. Quelque médiocres que fussent ces forces, elles auraient été vraisemblablement suffisantes pour l'objet qu'on se proposait, si elles se fussent rapidement portées sur Pounah, où les bramines dominateurs s'étaient de nouveau divisés, et où ils avaient été abandonnés par un grand nombre de leurs plus zélés partisans. Le malheur voulut que Ragoba s'opiniâtrât à commencer les opérations militaires par le Guzurate. Il y avait eu de grands succès, lorsque la saison des pluies l'obligea d'y prendre ses quartiers d'hiver. Cette inaction forcée ruina ses affaires; et voici comment.

Le parlement avait arrêté en 1773 que dans la suite aucun établissement britannique dans l'Inde ne pourrait faire la guerre ou la paix sans l'aveu du conseil suprême, qu'à cette époque il institua dans le Bengale. Ce tribunal, assemblé pour la première fois à Calcutta, au commencement d'octobre 1774, n'eut pas été plus tôt instruit de ce qui s'était passé à Bombay, qu'il y ordonna la suspension des hostilités. Il fit partir en même

temps le colonel Upton pour Pounah, avec des pouvoirs suffisans pour terminer les différends qui divisaient les deux nations. Après une négociation extrêmement traversée, il fut arrêté, dans les premiers mois de 1776, au fort de Pourander, que les Anglais resteraient en possession de Salsette et des îles adjacentes, et qu'on leur formerait une propriété autour de Barokia : deux objets dont le revenu pouvait s'élever à trois millions. On s'engageait de plus à leur payer douze lacks de roupies pour les indemniser des frais de la guerre. Un article du traité portait que la maison domestique de Ragoba serait composée de deux cents personnes; que mille chevaux et quelque infanterie formeraient sa garde, qu'il recevrait annuellement deux cent mille livres pour ses dépenses personnelles, mais sous la condition formelle qu'il résiderait dans la place maratte qui serait désignée, et qu'il ne pourrait changer de domicile que du consentement du ministère du pèchoua.

Aucune des parties ne fut satisfaite des arrangemens qui venaient d'être convenus. Toutes faisaient des objections plus ou moins fondées contre la pacification de Pourander. L'aigreur augmentait de jour en jour, et elle ralluma la guerre. Hastings, qui la voulait, et qui avait entraîné le conseil suprême dans son opinion, imagina un moyen de succès qu'avant lui personne n'avait soupçonné. Pour étonner les potentats de l'Inde,

et leur prouver qu'à quelque distance que les établissemens britanniques fussent les uns des autres ils pouvaient se secourir, il fit partir du Bengale un corps de sept mille hommes, qui, à travers d'immenses contrées peu connues ou mal disposées, devait se rendre et se rendit en effet au Malabar, après avoir surmonté pendant six mois plus d'obstacles qu'on ne saurait dire. Il arriva dans les premiers jours de 1779 à Surate, où tout était dans la consternation.

Pour obtenir sans partage la gloire et le butin qu'une folle présomption faisait regarder comme assurés, le conseil de Bombay n'avait pas voulu attendre les secours qui lui venaient du Gange, et s'était déterminé à commencer les hostilités, quoique ses forces ne montassent qu'à sept ou huit mille hommes, dont sept ou huit cents seulement étaient Européens. Entrée sur le territoire maratte, le 23 octobre 1778, cette faible armée resta un mois entier dans l'inaction, avec l'espoir bien ou mal fondé de se voir joindre par les partisans de Ragoba. Voyant que rien ne paraissait, elle se mit en mouvement, et arriva à cinq lieues de Pounah sans avoir eu de grandes difficultés à surmonter. Une cavalerie innombrable la cerna au bourg d'Ouagâm. Après beaucoup de sang répandu de part et d'autre, les Anglais, qui ne pouvaient ni avancer, ni reculer, ni se procurer des subsistances, furent obligés de demander la paix. Elle leur fut accordée, le 14 janvier 1779,

à condition qu'ils livreraient Ragoba, qui était avec eux, qu'ils donneraient des otages, et qu'ils renonceraient à toutes les concessions qui leur avaient été faites à Pourander. Les vaincus avaient dû craindre, et avaient craint qu'on ne les retînt tous prisonniers; et ce fut une grande consolation pour eux de se voir conduire sur la côte par un gros détachement, qui ne les perdit de vue qu'après les avoir vus embarqués.

Les deux premiers articles du traité d'Ouargâm avaient été exécutés sur le champ même de bataille. Les restitutions ne pouvaient être faites qu'à Bombay, qui s'y refusa sous prétexte que ceux qui avaient contracté cet engagement n'y étaient pas autorisés. Goddard, qui commandait les troupes venues de Calcutta, et que le traité condamnait à repartir pour les lieux d'où il arrivait, rejeta avec hauteur une obligation qui lui avait été forcément imposée par des hommes dont il ne dépendait pas. Le conseil suprême compta également pour rien les stipulations solennellement jurées. Cette triple opposition donna naissance à des négociations qui de jour en jour se compliquaient davantage, et dont les gens sages n'espéraient rien.

Goddard avait profité avec beaucoup d'intelligence et d'activité du temps qu'on perdait en vaines disputes pour bien organiser son armée. Dès qu'il l'eut mise en état d'agir vigoureusement, de concert avec Fetisingh, feudataire des Marattes,

il attaqua, au commencement de 1780, le Guzurate, qui devait lui fournir des moyens de guerre sans être à charge à ses commettans. Il eut des succès brillans et soutenus. Les forces qu'on lui opposa furent toutes détruites ou dispersées. Avant les pluies, la plus belle province de l'ennemi qu'il combattait était totalement conquise.

Le général se remit en campagne aussitôt que la saison lui permit d'agir. Le 11 novembre ses efforts se dirigèrent contre Baçaïm, qui ne se rendit qu'à la fin de décembre. Il employa le mois de janvier 1781 à soumettre quelques forts construits dans la plaine, et, dans le mois suivant, força les gorges qui devaient lui ouvrir le chemin de la capitale des Marattes. Goddard se disposait à suivre la carrière de gloire où il était entré avec tant d'ardeur, lorsqu'un ordre inexplicable du conseil de Bombay l'obligea de rétrograder, sous prétexte qu'il fallait couvrir les conquêtes déjà faites et s'en assurer le produit. Heureusement pour son pays les mesures qu'Hastings avait prises réparèrent les vices de cette lâche conduite.

Au commencement de 1779, les Marattes avaient envahi une partie du pays de Godh, qui couvre les états d'Oude, et se disposaient à en envahir le reste. Le président du conseil suprême jugea sagement qu'en les occupant de ce côté-là, il ferait une diversion utile à Bombay, et envoya au souverain dépouillé un puissant secours. Popham, qui le conduisit, battit complètement ces bri-

grands, et réussit à s'emparer de la forteresse de Gaulier, jugée imprenable, mais dont ils s'étaient emparés par stratagème.

A ce voisinage se trouvaient cinq rajahs, tributaires de la cour de Pounah, et toujours disposés à en secouer le joug. Hastings voulait qu'on se liguât avec eux pour fondre de concert sur les provinces orientales des Marattes. Ce projet, dont l'utilité n'était pas douteuse, fut contrarié par la majorité du conseil, alors déterminée à traverser toutes les vues de son chef. Les personnes ou les opinions changèrent, et, au commencement de 1781, il fut permis à cet homme prévoyant de suivre la politique qui dix-huit mois auparavant lui avait paru la seule raisonnable. Sans perdre un moment, les troupes britanniques, jointes à celles des princes indiens, entrèrent sur le territoire de l'ennemi commun, et y eurent de grands avantages.

Dans le même temps un gros détachement, sorti aussi du Bengale, ravageait les états particuliers du Maratte Madagi Scindia, remportait sur lui deux victoires complètes, et s'emparait de ses meilleures places. Ces revers lui firent désirer un accommodement personnel avec ses vainqueurs, qui le lui accordèrent, à condition qu'il emploierait ce que sa puissance et son caractère lui donnait d'influence dans les conseils de sa nation pour les décider à une prompte réconciliation avec l'Angleterre. La médiation eut le suc-

cès qu'on en espérait. Par le traité de paix conclu à Salbey, le 18 mars 1782, la cour de Pounah recouvra les provinces qu'on lui avait enlevées; mais elle abandonna pour toujours Salsette. Elle céda également Barokia, qui avait été promis à Scindia s'il réussissait à rapprocher les parties belligérantes, et qui lui fut en effet donné par le conseil suprême aussitôt qu'il l'eut mis en état de réunir tous ses moyens contre la formidable confédération formée au Coromandel.

XXXI. Guerre des Anglais avec Haïder-Aly.

L'acte qui devait terminer les différends des Anglais et des Marattes n'était pas encore ratifié, lorsqu'en septembre Humberton fut chargé d'attaquer les états que Haïder possédait au Malabar. Ce brave officier, après quelques avantages facilement obtenus sur la côte, pénétra dans l'intérieur des terres. Il y avait fait des progres rapides, et il pouvait s'en promettre de plus grands, si Tippo-Saïb ne fût arrivé à la tête de trente mille hommes pour couvrir ou pour recouvrer les provinces de son père. Devant des forces si supérieures il fallut rétrograder jusqu'à Paniano. A peine avait-on eu vingt-quatre heures pour s'y retrancher, qu'on fut attaqué par une armée qui ne manquait ni d'expérience ni de discipline, et qui de plus était encouragée par l'exemple de mille Français commandés par le célèbre Lalley. Cependant ces cohortes si nombreuses et si aguerries furent repoussées par un petit nombre de bataillons, et obligées de renoncer à leur entre-

prise, laissant le champ de bataille jonché d'un grand nombre de leurs morts. Quelques jours après cette action sanglante, Tippo reprit le chemin du Carnate, soit qu'il y crût sa présence nécessaire, soit qu'il voulût s'éloigner du théâtre où il avait si malheureusement combattu.

On n'avait pas été plus tôt instruit à Bombay du danger où se trouvait Humberton, que Mathews avait été envoyé à son secours avec tout ce qu'il avait été possible de rassembler de troupes. A son débarquement à Goa, ce général apprit la victoire du détachement, la retraite de Tippo, et la mort d'Haïder. Les circonstances pour agir ne pouvaient jamais devenir plus favorables. Dans le mois de janvier 1783, il emporta d'assaut ou prit par capitulation Merguy, Onore, Condapore, et se rendit maître des gorges des montagnes qui du côté de la mer couvraient la capitale du Canara, connue anciennement sous le nom de Beduore, qu'elle avait perdu depuis peu pour porter celui d'Haïder-Nagor, ou ville royale, d'Haïder qui l'avait conquise. Cette cité, de temps immémorial une des plus vastes, des plus peuplées, des plus belles de l'Inde, avait acquis un plus grand éclat sous son nouveau souverain. Il en avait fait le siége de son gouvernement. Son principal harem y était fixé. Ses murs renfermaient la plus grande partie de ses trésors. Les grands de son empire y avaient la plupart établi leur domicile. Aucun genre d'agrément ou de grandeur ne lui manquait.

Cette riche proie ne coûta pas un homme aux Anglais. Ils se présentèrent en février, et la place se rendit. La capitulation portait que la propriété des citoyens serait respectée, et que ce qui appartenait au fisc passerait dans les mains du vainqueur. On ne distribua que douze lacks de roupies à l'armée, et le général, qui, dans toutes ses opérations, avait montré une avidité désordonnée, d'accord avec Ghayat-Saïb, gouverneur de la ville, s'empara du reste. Les relations varient sur la partie du butin qu'il s'appropria. Les unes le font monter à trente, les autres à quarante-huit lacks de pagodes, sans compter une immense quantité de diamans et de bijoux. L'étendue de ce brigandage ne fut jamais bien constatée, parce que le frère de Mathews, auquel il avait été confié, fut pris avec son dépôt et massacré par les Mogols.

Beduore soumise, quelques troupes furent détachées pour aller investir Mangalor, l'unique ou le meilleur port du Canara. La place fit d'abord une assez bonne contenance; mais la grosse artillerie, avec de plus grandes forces, étant arrivée, et la brèche se trouvant praticable, ce fut une nécessité de se soumettre. Une marine telle qu'on n'en avait jamais vu se former dans ces mers y prenait de la consistance. Trois vaisseaux de cinquante à soixante canons étaient presque achevés. Sur les chantiers s'en trouvaient un plus grand nombre de grandeurs diverses. Tout ce qu'il fal-

lait pour équiper une flotte nombreuse était assemblé.

Averti de ce qui se passait dans la partie la plus intéressante de la brillante succession qu'il venait de recueillir, Tippo-Saïb se détermina à laisser respirer les Anglais au Coromandel pour les aller combattre dans le Malabar. Si Mathews eût été homme de guerre, il aurait occupé les défilés, qui étaient très-bien fortifiés, qu'on regardait comme inexpugnables, et qui auraient préservé de l'invasion la plupart des conquêtes qu'un heureux hasard lui avait données. Son ignorance et sa présomption l'égarèrent. Avec deux mille hommes il ne craignit pas d'attaquer en plaine une armée qui couvrait un terrain immense. Il fut battu comme il devait l'être, et obligé de se réfugier dans Beduore, où, au bout de dix-sept jours de tranchée ouverte, il fut obligé de se rendre le 28 avril. La capitulation portait que les effets publics seraient restitués. Pour éluder cet engagement, le général autorisa les officiers à exiger du trésorier tout l'argent dont ils croiraient avoir besoin. Les caisses se trouvèrent bientôt sans une roupie. Indigné de cette basse supercherie, le vainqueur fit mettre Mathews aux fers, où il périt de poison ou de misère avec ses principaux associés, en punition des cruautés et des vexations qu'ils avaient commises dans tous les lieux où ils avaient porté leurs pas ensanglantés.

Une terreur panique ayant saisi les Anglais

qui gardaient les gorges des montagnes, et ceux qui à leur voisinage formaient les garnisons des places fortes, le sultan, tranquille pour ses derrières, put conduire ses troupes victorieuses à Mangalor et en entreprendre le siége. Après bien des travaux, bien des dangers et bien des pertes, les Français, qui faisaient la principale force de son armée, étaient parvenus à faire une brèche aux murailles, et se disposaient à donner l'assaut, lorsque la nouvelle de la paix entre leur patrie et la Grande-Bretagne arriva au camp. Vainement on employa les plus puissans moyens de séduction pour engager ces braves gens à continuer leur service ; ils ne voulurent pas même rester dans l'armée. Leur retraite fit abandonner un projet qui ne pouvait réussir que par leur intelligence et leur intrépidité. L'année suivante, l'Inde entière, trop long-temps dévastée, vit cesser les divisions qui la déchiraient. Depuis cette heureuse époque le Malabar a été sans trouble.

Les Danois, les Hollandais, les Français, les Portugais, les Mogols, occupent quelques postes sur cette longue côte. Plusieurs de ces nations y furent autrefois plus ou moins puissantes. Avec le temps, leur influence s'y est réduite à rien ou à peu de chose. Quatre souverains en ont successivement partagé l'empire.

XXXII. Royaume de Travancor.

Le moins redoutable et le plus pacifique d'entre eux est l'état de Travancor, qui s'étend quarante lieues sur les rivages de l'Océan, depuis le cap

Comorin jusqu'à Cochin. Il fut long-temps très-obscur. Vraisemblablement il ne dut qu'à sa pauvreté la conservation de son indépendance, lorsque les Mogols s'emparèrent du Maduré. Un monarque qui monta sur le trône vers 1730, et qui l'occupa près de quarante ans, donna à cette couronne une dignité qu'elle n'avait jamais eue. C'était un homme d'un sens exquis et profond. Il recevait d'un de ses voisins deux ambassadeurs, dont l'un avait commencé une harangue prolixe, que l'autre se disposait à continuer. *Ne soyez pas long, la vie est courte*, lui dit ce prince avec un visage austère. Son règne ne fut taché que par une faiblesse. Il était naïre, et se trouvait humilié de ne pas appartenir à la première des castes. Dans la vue de s'y incorporer autant qu'il était possible, il fit fondre en 1752 un veau d'or, y entra par le mufle, et en sortit par la partie opposée. Ses édits furent datés depuis du jour d'une si glorieuse renaissance; et, au grand scandale de l'Indostan, il fut reconnu pour brame par ceux de ses sujets qui jouissaient de cette grande prérogative.

Par les soins d'un Français nommé Lanoye, ce roi était parvenu à former l'armée la mieux disciplinée qu'on eût jamais vue dans l'Inde. Avec ces forces il comptait, dit-on, conquérir le Malabar entier; et peut-être le succès aurait-il couronné son ambition, si les nations européennes ne l'eussent traversée. Malgré ces obstacles il

réussit à reculer considérablement les frontières de ses provinces, et, ce qui était beaucoup plus difficile, à rendre ses usurpations utiles à ses peuples. Au milieu du tumulte des armes, l'agriculture fut encouragée, l'industrie s'accrut, les impositions continuèrent à être modérées, il y eut toujours de l'argent dans les caisses publiques; et, ce qui est peut-être sans exemple dans l'Asie, cet ordre de choses s'est perpétué.

Deux comptoirs européens, dont l'objet principal est l'achat du poivre, ont été formés dans le Travancor. La loge des Danois est à Coleschey; et celle des Anglais, beaucoup plus active, se trouve placée à Anjinga, à l'embouchure d'une petite rivière obstruée par des sables durant une grande partie de l'année.

Territoire d'Anjinga, tu n'es rien! mais tu as donné naissance à Éliza. Un jour ces entrepôts de commerce, fondés par notre avarice sur les côtes d'Asie, ne subsisteront plus. L'herbe les couvrira, ou l'Indien vengé aura bâti sur leurs débris avant que quelques siècles se soient écoulés. Mais, si mes écrits ont quelque durée, le nom d'Anjinga restera dans la mémoire des hommes. Ceux qui me liront, ceux que les vents pousseront vers ces rivages, diront : « C'est là que naquit Éliza Draper; » et s'il est un Breton parmi eux, il se hâtera d'ajouter avec orgueil, « et qu'elle y naquit de parens anglais ».

Qu'il me soit permis d'épancher ici ma dou-

leur et mes larmes ! Eliza fut mon amie. O lecteur, qui que tu sois, pardonne-moi ce mouvement involontaire ! laisse-moi m'occuper d'Eliza. Si je t'ai quelquefois attendri sur les malheurs de l'espèce humaine, daigne aujourd'hui compatir à ma propre infortune. Je fus ton ami sans te connaître ; sois un moment le mien ; ta douce pitié sera ma récompense.

Éliza finit sa carrière dans la patrie de ses pères, à l'âge de trente-trois ans. Une âme céleste se sépara d'un corps céleste. Vous qui visitez le lieu où reposent ses cendres sacrées, écrivez sur le marbre qui les couvre : Telle année, tel mois, tel jour, à telle heure, Dieu retira son souffle à lui, et Éliza mourut.

Auteur original, son admirateur et son ami, ce fut Éliza qui t'inspira tes ouvrages, et qui t'en dicta les pages les plus touchantes. Heureux Stern, tu n'es plus, et moi je suis resté. Je t'ai pleuré avec Éliza ; tu la pleurerais avec moi ; et si le ciel eût voulu que vous m'eussiez survécu tous les deux, tu m'aurais pleuré avec elle.

Les hommes disaient qu'aucune femme n'avait autant de grâce qu'Éliza. Les femmes le disaient aussi. Tous louaient sa candeur, tous louaient sa sensibilité, tous ambitionnaient l'honneur de la connaître. L'envie n'attaqua point un mérite qui s'ignorait.

Anjinga, c'est à l'influence de ton heureux climat qu'elle devait sans doute cet accord presque

incompatible de volupté et de décence qui accompagnait toute sa personne, et qui se mêlait à tous ses mouvemens. Le statuaire qui aurait eu à représenter la volupté l'aurait prise pour modèle; elle en aurait également servi à celui qui aurait eu à peindre la pudeur. Cette âme, inconnue dans nos contrées, le ciel sombre et nébuleux de l'Angleterre n'avait pu l'éteindre. Quelque chose que fît Éliza, un charme invincible se répandait autour d'elle. Le désir, mais le désir timide la suivait en silence. Le seul homme honnête aurait osé l'aimer, mais n'aurait osé le lui dire.

Je cherche partout Éliza, je rencontre, je saisis quelques-uns de ses traits, quelques-uns de ses agrémens épars parmi les femmes les plus intéressantes. Mais qu'est devenue celle qui les réunissait? Dieux, qui épuisâtes vos dons pour former une Éliza, ne la fîtes-vous que pour un moment, pour être un moment admirée, et pour être toujours regrettée!

Tous ceux qui ont vu Éliza la regrettent. Moi, je la pleurerai tout le temps qui me reste à vivre. Mais est-ce assez de la pleurer? Ceux qui ont connu sa tendresse pour moi, la confiance qu'elle m'avait accordée, ne me diront-ils pas? Elle n'est plus, et tu vis!

Éliza devait quitter sa patrie, ses parens, ses amis pour s'asseoir à côté de moi et vivre parmi les miens. Quelle félicité je m'étais promise! quelle

joie je me faisais de la voir recherchée des hommes de génie, chérie des femmes du goût le plus difficile? Je me disais, Éliza est jeune, et tu touches à ton dernier terme. C'est elle qui te fermera les yeux. Vaine espérance! ô renversement de toutes les probabilités humaines! ma vieillesse a survécu à ses beaux jours. Il n'y a plus personne au monde pour moi. Le destin m'a condamné à vivre et à mourir seul!

Éliza avait l'esprit cultivé; mais cet art on ne le sentait jamais. Il n'avait fait qu'embellir la nature; il ne servait en elle qu'à faire durer le charme. A chaque moment elle plaisait plus; à chaque moment elle intéressait davantage. C'est l'impression qu'elle avait faite aux Indes; c'est l'impression qu'elle faisait en Europe. Éliza était donc très-belle? Non; elle n'était que belle; mais il n'y avait point de beauté qu'elle n'effaçât, parce qu'elle était la seule comme elle.

Éliza a écrit; et les hommes de sa nation qui ont mis le plus d'élégance et de goût dans leurs ouvrages n'auraient pas désavoué le petit nombre de pages qu'elle a laissées.

Lorsque je vis Éliza, j'éprouvai un sentiment qui m'était inconnu. Il était trop vif pour n'être que de l'amitié; il était trop pur pour être de l'amour. Si c'eût été une passion, Éliza m'aurait plaint, elle aurait essayé de me ramener à la raison, et j'aurais achevé de la perdre.

Éliza disait souvent qu'elle n'estimait personne

autant que moi. A présent, je le puis croire.

Dans ses derniers momens, Éliza s'occupait de son ami, et je ne puis tracer une ligne sans avoir sous les yeux le monument qu'elle m'a laissé. Que n'a-t-elle pu douer aussi ma plume de sa grâce et de sa vertu! Il me semble du moins l'entendre. « Cette muse sévère qui te regarde, « me dit-elle, c'est l'Histoire, dont la fonction « auguste est de déterminer l'opinion de la posté- « rité. Cette divinité volage qui plane sur le globe, « c'est la Renommée, qui ne dédaigna pas de « nous entretenir un moment de toi : elle m'ap- « porta tes ouvrages, et prépara notre liaison par « l'estime. Vois ce phénix immortel parmi les « flammes : c'est le symbole du génie qui ne « meurt point: Que ces emblèmes t'exhortent « sans cesse à te montrer le défenseur *de l'hu-* « *manité, de la vérité, de la liberté.* »

Du haut des cieux, ta première et dernière patrie, Éliza, reçois mon serment. *Je jure de ne pas écrire une ligne où l'on ne puisse reconnaître ton ami.*

XXXIII. Le Canara conquis par Haïder-Aly.

Au nord de Travancor est le Canara, la contrée la plus fertile du Malabar. Elle eut long-temps des maîtres particuliers, et prospéra sous leur sage administration. Une femme altière qui la gouvernait depuis la mort de son époux refusa de remettre l'autorité à l'héritier légitime, parvenu à l'âge prescrit par les lois ou par les usages. Pour obtenir justice, le jeune prince s'adressa à

Haïder, dont les exploits guerriers occupaient alors l'Indostan entier. Ce conquérant, qui, dans l'espoir d'étendre ses relations de commerce et de politique, désirait passionnément une propriété sur les rivages de l'Océan, fit acheter son appui par la cession de Mangalor et d'une lisière de pays qui s'étendait depuis le Maïssour jusqu'à ce port. Le traité avait été entièrement exécuté, lorsque la mère et le fils, réconciliés, formèrent un complot contre la vie d'un ambitieux qu'ils regardaient comme leur commun oppresseur. Averti à temps du danger qui le menaçait, Haïder fit périr les conspirateurs, s'appropria les trésors accumulés depuis plusieurs siècles, et réunit cet état florissant à ses autres usurpations. La facilité qu'il avait trouvée dans l'exécution de ses projets lui inspira, en 1766, le dessein d'asservir ou de rendre tributaires les petites principautés voisines; et il en vint aisément à bout.

Ses plus utiles instrumens dans cette occasion furent les Mapelets. C'étaient les descendans de quelques Arabes qui avaient eu autrefois commerce avec des femmes indiennes, et s'étaient fort multipliés dans cette partie du Malabar, où ils étaient les principaux marchands, les banquiers les plus actifs et les seuls navigateurs. Les services qu'ils avaient rendus à Haïder, les services qu'il en attendait leur méritèrent sa confiance. Cette faveur les enhardit à exiger le paiement des sommes immenses qui leur étaient dues par les

petits despotes de ces contrées, et par les naïres qui formaient leur cour, qui composaient leurs troupes. La hardiesse de ces créanciers indigna leurs débiteurs, qui, d'un accord unanime, arrêtèrent la mort de ces malheureux, et en massacrèrent en effet le plus grand nombre. Tous auraient péri, si leur protecteur ne fût accouru. Son arrivée déconcerta les assassins, qui avaient uni tous leurs moyens pour rentrer dans leurs premiers droits. Leurs forces, quoique très-nombreuses, ne tinrent pas contre des armées plus aguerries et mieux disciplinées. La colère du vainqueur fut terrible. Les souverains, les généraux, les soldats qui avaient osé lui résister étaient tous ou presque tous naïres. Il déclara ces nobles déchus de leurs priviléges; il réduisit au dernier rang leur caste, la première de toutes après celle des bramines; il les dépouilla du droit de porter les armes, droit qui fut accordé aux autres tribus qui jusqu'alors en avaient été privées; il permit, il ordonna aux derniers des Indiens, aux parias même, de tuer sans miséricorde ceux de ces hommes dégradés qu'on verrait armés.

Cet édit rendait impossible la soumission des naïres, qui devaient préférer la mort à un avilissement inconnu dans ces contrées. Haïder le comprit, et s'engagea à rétablir dans leur prééminence tous ceux de ces proscrits qui embrasseraient le mahométisme. Quelques-uns des plus lâches prirent le turban. Le plus grand nombre

préféra une vie errante dans les forêts, une vie disetteuse dans les régions éloignées.

Le roi de Calicut était le chef des confédérés. Il offrit de rendre hommage à la France. Malheureusement pour lui cette nation n'était pas en état de le protéger. Privé de cet appui, il perdit la tête, et se laissa persuader qu'il ne lui restait de parti honorable à prendre que celui de finir ses jours. On l'entraîna dans un coin de son palais rempli de matières combustibles ; et ses courtisans, quel que fût leur espoir, quelles que fussent leurs vues, se hâtèrent d'y mettre le feu. Ses domaines, ainsi que ceux de ses alliés, devinrent à cette époque une des propriétés d'Haïder.

C'était beaucoup, mais ce n'était pas assez au gré d'un homme qui aspirait à devenir une puissance maritime. Les Maldives entrèrent dans le plan de son agrandissement, et ses lieutenans les lui soumirent.

XXXIV. Iles Maldives.

Ce sont des îles voisines de la côte de Malabar, qui, dans une longueur de trois cents lieues, s'étendent depuis le huitième degré de latitude septentrionale jusqu'au quatrième degré de latitude méridionale. Elles forment treize archipels qu'on nomme *atollons*. Cette division est l'ouvrage de la nature, qui a entouré chaque atollon d'un banc de pierre, qui le défend mieux que les meilleures fortifications contre l'impétuosité des vagues ou les attaques de l'ennemi. Les naturels du pays font monter à douze mille le nombre de ces îles,

dont les plus petites n'offrent que des monceaux de sable submergés dans les hautes marées, et les plus grandes n'ont que peu de circonférence. De tous les canaux qui les séparent, il n'y en a que quatre qui puissent recevoir des navires. Les autres sont si peu profonds, qu'on y trouve rarement plus de trois pieds d'eau.

Peu après leur arrivée aux Indes, les Portugais mirent les Maldives sous leur joug tyrannique. La garnison qui les opprimait fut exterminée, et elles recouvrèrent leur indépendance pour la perdre de nouveau.

La culture n'est rien ou presque rien dans cet amas de sable ; mais les poissons sont très-abondans sur les côtes. Un de ceux qui y sont le plus multipliés, c'est la bonite, qu'on sale et qu'on sèche au soleil après l'avoir réduit en très-petits filets. Il est principalement envoyé à Sumatra, où il est payé avec de l'or et avec du benjoin. L'or reste dans les Maldives, et le benjoin est échangé à Moka contre trois ou quatre cents balles de café que consomment les insulaires.

Une pêche beaucoup plus importante est celle des cauris, coquilles blanches et luisantes, qui servent de monnaie dans le pays, ainsi que dans tout l'Indostan, qui donne, de son côté, du riz, des toiles et du sucre. C'est dans le Bengale, où elles sont portées en plus grande abondance, que les Européens achètent ce qu'il leur en faut pour leur commerce d'Afrique.

Cependant les deux objets dont on vient de parler sont bien peu de chose en comparaison des ressources que fournit aux Maldives le cocotier. C'est un arbre d'une très-belle forme, qui s'élève à la hauteur de quarante, et plus communément de soixante pieds. Il tient à la terre par un grand nombre de racines menues et fibreuses qui le mettent en état de résister aux plus violentes tempêtes sur un sol mouvant. Son tronc, légèrement courbé vers la base, est droit dans le reste de sa longueur, d'une forme cylindrique, d'une grosseur médiocre, marqué de plusieurs inégalités circulaires, formées par la bâse des feuilles qui sont tombées. Son bois léger et spongieux ne peut être employé, ni dans la construction des navires, ni dans aucun édifice solide; et les bateaux formés de ce bois sont fragiles et de peu de durée. La tête du cocotier se couronne de dix à douze feuilles ailées, rétrécies vers le sommet, fort larges à leur origine, et couvertes dans leur premier âge d'un réseau particulier dont on fait des tamis. Leur côte principale, longue de douze pieds, est profondément sillonnée sur la surface intérieure. On forme avec les feuilles les toits des maisons; on en fait des parasols, des voiles, des filets pour la pêche; les plus jeunes même peuvent être substituées au papier, et recevoir l'impression des caractères tracés avec un stylet. Du milieu de cette touffe s'élève une spathe ou enveloppe épaisse, membraneuse, roulée sur elle-même, renflée

dans son milieu, et terminée en pointe. Lorsqu'elle est parvenue à une grosseur déterminée, elle s'ouvre d'un côté et laisse apercevoir un panicule fort considérable, dont chaque rameau porte deux fleurs femelles et un plus grand nombre de fleurs mâles. Celles-ci ont un calice à six divisions profondes et autant d'étamines; dans celles-là, les étamines sont remplacées par un pistil qui devient un fruit de forme ovale, légèrement triangulaire, et de plus d'un demi-pied de diamètre. L'assemblage de plusieurs fruits tenant à une même panicule se nomme régime. Le même arbre donne successivement plusieurs régimes dans une seule année.

Ce fruit a une écorce filandreuse, épaisse de trois doigts, connue sous le nom de *caire*, dont on fabrique quelques étoffes grossières et des cordages pour les vaisseaux. Elle recouvre une noix fort dure, de la grosseur et de la forme d'un petit melon, percée de trois trous à l'une de ses extrémités, propre à faire de petits vases et des ustensiles de ménage. La pulpe qui tapisse l'intérieur de cette noix fournit une nourriture très-saine, dont on exprime au pressoir une huile qui est fort douce dans sa nouveauté, et d'un grand usage aux Indes. Elle contracte de l'amertume en vieillissant, et alors elle n'est bonne qu'à brûler. Le marc qui reste dans le pressoir sert à la nourriture des bestiaux, de la volaille, et même du bas peuple, dans des temps de disette. Le centre de

la noix est rempli d'une eau claire, rafraîchissante, légèrement sucrée, qui sert à désaltérer le cultivateur et le voyageur. Dans les fruits anciens cette eau se dissipe, et fait place à une amande qui remplit bientôt toute la cavité, et devient propre à la germination. On trouve quelquefois dans son intérieur une concrétion pierreuse, à laquelle les Indiens attachent de grandes vertus : ils la regardent comme le gage d'un heureux succès, et ne manquent guère de s'en munir dans leurs entreprises.

Les avantages qui viennent d'être rapportés ne sont pas les seuls que procure le cocotier. Si l'on coupe la pointe des bourgeons des fleurs avant leur parfait développement, il en découle une liqueur blanche qui est reçue dans un vase attaché à leur extrémité. Bue dans sa nouveauté, elle est douce. C'est la manne du désert. Qui sait même si l'idée de celle-ci n'a pas été prise dans les livres plus orientaux que ceux de l'Arabie et de l'Egypte? L'Inde est, dit-on, le berceau de beaucoup de fables, de beaucoup d'allégories, de beaucoup de religions. Les curiosités de la nature sont une source féconde pour l'imposture; elle convertit des phénomènes singuliers en prodiges. L'histoire naturelle d'un pays devient surnaturelle dans un autre. Les faits, comme les plantes, s'altèrent en s'éloignant de leur origine. Les vérités se changent en erreurs, et la distance des temps et des lieux, faisant disparaître les causes

occasionnelles des fausses opinions, donne aux mensonges populaires un droit imprescriptible sur la confiance des ignorans et sur le silence des savans. Les uns n'osent douter, les autres n'osent disputer.

Quoi qu'il en soit des rapports qu'il peut y avoir entre la nourriture des Israélites et la boisson des Indiens, si la liqueur du cocotier ne s'évanouit pas au soleil comme la manne, elle ne tarde pas à s'aigrir et à se convertir en un vinaigre très-utile. Distillée dans sa plus grande force, elle donne une eau-de-vie très-spiritueuse; et, en la faisant bouillir avec un peu de chaux vive, on en tire du sucre de médiocre qualité. Les bourgeons qui donnent cette liqueur avortent nécessairement, et ne se développent plus, parce qu'ils ont perdu la matière qui devait servir à la formation et à l'accroissement des fruits.

Quoique le cocotier se trouve généralement sous la zone torride, on ne le voit guère prospérer dans l'intérieur des terres. Il ne se plaît que sur les rivages sablonneux de l'Océan, et plus particulièrement que partout ailleurs aux Maldives. Celui de ces îles fournit des cordages et des câbles à presque toute la marine des Indes. Le désir qu'eut Haïder de s'approprier exclusivement cet instrument de navigation put seul le déterminer à soumettre à ses lois les lieux qui le produisaient. Si la tyrannie européenne souffre que cette nouvelle force prenne de la consistance, les succes-

seurs du conquérant ne négligeront rien pour retenir sous leur puissance cette usurpation.

Les Marattes, long-temps réduits à leurs montagnes, ont successivement étendu leur domination jusqu'à la mer, à travers un terrain très-inégal de trente à quarante milles de largeur. C'est comme vainqueurs des Portugais, c'est comme successeurs des Angrias qu'ils sont devenus les maîtres de la longue côte qui commence près de Goa, et ne se termine qu'à Surate. Leurs propriétés ne sont coupées que par les petites principautés de Varry, de Colapour, de Seddy et de Colabas, qui ne leur causent point d'ombrage, et dont ils seront les maîtres quand ils le voudront un peu opiniâtrément. L'esprit de rapine que ces brigands portent dans les contrées qu'ils ne font que parcourir, ils le perdent dans les provinces qu'ils ont asservies. Les impôts y sont modérés, et ni l'industrie, ni l'agriculture n'y sont étouffées par des gênes ou des vexations. Les parages voisins ne sont pas si favorablement traités. Les Marattes ne se contentent pas de piller les navigateurs trop faibles pour leur résister, ils accueillent encore dans leurs rades les pirates étrangers qui consentent à leur faire part du fruit de leur brigandage. Leur gouvernement a laissé percer plus d'une fois l'ambition d'avoir un jour des flottes. Si, contre toute apparence, il réussissait à joindre à ses forces de terre des forces maritimes de quelque importance, on ne tarderait pas à voir

les Anglais déchoir de l'élévation où ils sont parvenus dans le Malabar.

Ce n'est pas à ses comptoirs d'Anjinga et de Tellichery, quoique assez animés; ce n'est pas même à l'espèce de souveraineté dont deux postes importans la font jouir à Surate que la Grande-Bretagne doit l'ascendant qu'elle a pris dans cette partie du globe. Bombay seul y a décidé de sa destinée.

XXXV. Description de l'île de Bombay.

Cette île, située au dix-neuvième degré de latitude septentrionale, éloignée d'une lieue et demie du continent, et qui n'a pas plus de vingt ou vingt-cinq milles de circonférence, fut longtemps un objet d'horreur. Personne ne voulait se fixer sur un terrain si malsain, qu'il était passé en proverbe *que deux moussons à Bombay étaient la vie d'un homme.* Les campagnes étaient alors remplies de bambous, de rizières et de cocotiers; c'était avec du poisson pourri qu'on fumait les arbres. Des marais infects corrompaient les côtes. Ces principes de destruction auraient sans doute dégoûté les Anglais de leur colonie, s'ils n'y avaient été retenus par un port très-vaste, très-sûr, très-profond, très-commode, même avant qu'on y eût creusé trois bassins où trois vaisseaux peuvent être construits ou radoubés dans le même temps. Un avantage unique sur ces mers leur fit désirer de pouvoir donner de la salubrité à l'air, et ils y réussirent en ouvrant le pays, et en procurant de l'écoulement aux eaux.

Alors se portèrent en foule dans cet établissement les habitans des contrées voisines, attirés par la douceur du gouvernement.

Jetez un coup-d'œil sur le globe depuis l'origine des temps historiques, et vous verrez les hommes poursuivis par le malheur s'arrêtant où il leur est permis de respirer. N'est-il pas surprenant que la généralité et la constance de ce phénomène n'aient pas encore appris aux maîtres de la terre que l'unique moyen de prévenir les émigrations est de faire jouir leurs sujets d'une situation assez douce pour les fixer dans la région qui les a vus naître ?

On compte actuellement à Bombay plus de cent mille habitans de nations de sectes diverses. Quelques manufactures de soie et de coton y occupent les plus intelligens ou les moins robustes d'entre les colons. Comme les grandes productions ne pouvaient pas prospérer sur un roc vif, où le sol a peu de profondeur, la multitude a tourné ses soins vers la culture d'un excellent ognon qui, avec le poisson qu'on fait sécher avec le sel ramassé sur les rivages, est avantageusement vendu dans les marchés les plus éloignés. Ces travaux ne s'exécutent pas avec l'indolence ordinaire sous ce ciel ardent. L'Indien s'est montré susceptible d'émulation, et son caractère a été changé en quelque sorte par l'exemple des infatigables parsis. Ces derniers ne sont pas seulement pêcheurs et agriculteurs; la construction,

l'équipement, l'expédition des navires, tout ce qui concerne la rade ou la navigation, est confié à leur activité, à leur industrie.

Les bâtimens anglais expédiés d'Europe pour la mer Rouge, pour le golfe Persique, pour le Malabar, abordaient anciennement aux différens marchés où ils devaient déposer leur argent ou leurs marchandises, où ils devaient prendre leur chargement. C'est à Bombay qu'ils se rendent depuis que le corps qui les emploie, devenu amiral du grand-mogol, a pu réunir sans frais dans son port tout ce qu'ils doivent emporter, a pu disperser sans frais tout ce qu'ils offraient en échange. A la même époque toute la navigation de Surate et des autres grands entrepôts de ces contrées, ainsi que la plus grande partie de leur riche commerce, sont tombés dans les mains des négocians de la Grande-Bretagne.

Pour donner de la consistance à tant de prospérités, on a mis hors d'insulte les points de l'île où une descente a paru praticable. On a entouré d'ouvrages la magnifique rade où doivent hiverner et se radouber les escadres envoyées par l'Angleterre dans l'Océan indien. Ces fortifications sont toutes défendues par une nombreuse garnison, partie blanche et partie noire : peut-être encore ces précautions seraient-elles insuffisantes contre les nations guerrières et entreprenantes de l'Europe; mais, c'est certainement plus qu'il n'en fallait contre les Marattes, la seule puissance du pays

avec laquelle il soit possible d'avoir des démêlés de quelque importance.

Si les hostilités entre les deux nations se renouvellent, ce sera très-vraisemblablement l'ambition des Anglais qui en sera la cause. Les promontoires de Baçaïm et de Chaul forment une baie profonde où se trouve Bombay, qui a étendu sa domination sur les îles voisines, partie stériles et partie cultivées, de Salsette, de Carcuja, d'Eléphanta, de Canary et des Cochons. Ses insatiables possesseurs ont désiré l'acquisition de Chaul, mais plus vivement celle de Baçaïm, dont le territoire produit beaucoup de riz, beaucoup de sucre, beaucoup de bois de construction, et dont la forteresse dans des mains habiles serait imprenable. Les propositions souvent répétées pour déterminer la cour de Pounah à cette cession ont toujours été repoussées avec une indignation marquée. Tout porte à penser que les armes décideront un peu plus tôt, un peu plus tard, un procès auquel de part et d'autre on met le plus grand intérêt. Le Guzuratte sera encore entre les deux nations un objet perpétuel de discorde. Nous permettra-t-on de dire que la Grande-Bretagne ferait sagement de vivre en paix avec les Marattes, et de tourner ses vues vers l'Indus, trop négligé depuis Alexandre ?

Dans le golfe, où, après un cours de neuf cent lieues, ce fleuve se décharge par plusieurs embouchures, les bâtimens anglais relâcheraient au

port de Deyboul, où ils trouveraient des rafraîchissemens et les autres secours dont ils pourraient avoir besoin. A vingt lieues de la mer est Tatta, ville très-anciennement bâtie sous un ciel tempéré, dans un sol fertile, à l'extrémité occidentale de l'Indostan, près des déserts qui le séparent de la Perse, et capitale d'une province qui fournit des chameaux et des chevaux aux contrées méridionales de l'empire. Ce commerce, une assez bonne culture et quelques manufactures communes, ont mis le pays en état de fournir au fisc une contribution annuelle de six millions de livres. L'impôt est payé aux Seïks, depuis peu en possession de cette partie de l'Inde. Il faudrait les en avoir chassés avant de pouvoir s'y établir; mais la résistance d'un peuple qui n'a pas encore l'usage des armes à feu ne serait pas bien opiniâtre. Peut-être même les déterminerait-on à une cession volontaire en les aidant à conquérir quelques territoires qu'ils désirent, et qui leur conviendraient mieux. Maîtres de Tatta et de ses dépendances, les Anglais pousseraient leurs liaisons à des distances immenses par le moyen de l'Indus.

En le remontant, ils trouveraient Moultan, où se fabriquent des toiles peintes d'un grand débit, quoiqu'elles n'aient ni l'éclat ni la durée de celles de Coromandel. C'est là que depuis les siècles les plus reculés jusqu'à ces derniers temps ont toujours été faits les échanges réciproques des In-

diens et des Persans. Cette liaison fut interrompue après la mort de Nadir-Chah, mais elle a recommencé depuis quelques années; et un des empires a recouvré, avec les seuls ouvrages de son industrie, une grande partie de l'or, de l'argent, des pierreries que l'autre lui avait arrachés par la violence. L'Anglais n'enleverait pas ce commerce aux Moultanis; il le partagerait avec eux, et lui communiquerait, selon les apparences, plus d'activité.

Quatre rivières qui, avant de grossir l'Indus, ont fait du Pendjab un des plus fertiles pays du globe, conduiraient l'Anglais jusqu'à Lahor, rivale d'Agra, par la quantité d'armes qui s'y fabriquent, et fort supérieures par les qualités. Aussi les guerriers qui cherchent à se distinguer dans leur profession veulent-ils tous avoir des arcs, des flèches, des sabres sortis de ses ateliers. Cette grande ville est encore le marché où sont conduits les chevaux de Perse, du Turkestan et de Sarmacande, qui doivent servir à monter l'innombrable cavalerie des provinces septentrionales de l'Indostan, qui elles-mêmes n'en élèvent que peu et de très-mauvais.

Par d'autres rivières qui se jettent également dans l'Indus, mais du côté opposé, on arriverait à Caboul, en possession de fournir des fruits secs et frais à une partie considérable de l'Indostan, et à lui porter des vins qui, quoique de qualité médiocre par la négligence des cultivateurs, ne

laissent pas de trouver un débouché avantageux. La province est couverte de moutons plus hauts, plus forts que ceux de l'Europe, et dont la laine est très-blanche, très-longue, très-fine, très-abondante. Telle est cependant l'ignorance de la nation, qu'elle ne sait pas mettre en œuvre ces toisons précieuses ; et telle est son inertie, qu'elle ne s'est pas encore avisée de les vendre aux étrangers. Transportées dans nos climats, ce serait un aliment de plus pour nos meilleures manufactures.

Sans s'écarter à droite ni à gauche, mais en suivant le cours de l'Indus, les Anglais se trouveraient à Cachemire, arrosé par une grande rivière qui porte ses eaux à ce fleuve.

XXXVI. Description du Cachemire.

C'est une vallée de trente lieues de long sur dix ou douze de large, formée dans la partie la plus septentrionale de l'Indostan par deux branches de l'Imaüs. Le revers des montagnes tournées vers le sud est couvert des arbres et des plantes propres aux pays chauds, tandis que sur le revers opposé prospèrent les arbres et les plantes des régions froides ou tempérées.

L'intérieur du pays offre un autre spectacle. Du sommet des hauteurs couvertes de pins ou de chênes, le terrain s'abaisse insensiblement jusquà leur base. Ces espèces d'amphithéâtres sont occupés par d'agréables hameaux, par de riches productions. La plaine est encore plus abondante en fruits, en grains, en troupeaux. Des sources

vives, multipliées et salubres, y forment une rivière, qui, après avoir rafraîchi l'air, fertilisé les terres, embelli la capitale, et entouré de ses eaux de cristal un grand nombre d'îles toutes pittoresques, va se précipiter dans l'Indus, en offrant aux yeux étonnés une des plus singulières cascades que l'on connaisse.

Les habitans de cette délicieuse province, communément appelée *le jardin des Indes*, ont toujours été regardés comme les plus intelligens, les plus actifs de l'Indostan. Ils étaient même trop fins et trop entreprenans au gré d'Aurengzeb, qui, comme ses prédécesseurs, passait l'été parmi eux avant que cette possession eût échappé à la cour de Delhy. Ce prince célèbre finissait toujours sa prière du matin par ces paroles remarquables : *O Dieu clément, Dieu miséricordieux, daigne conserver les récoltes de Cachemire.* Un de ses domestiques favoris osa lui demander un jour la raison de cette singularité. « Ne vois tu pas, lui dit l'em« pereur, que, si la disette affligeait le Cachemire, « ses habitans inonderaient la capitale de l'em« pire, s'y empareraient des arts, des affaires, du « commerce, et feraient mourir de faim nos « benêts d'Indiens, et nos paresseux Mogols. »

Cette crainte était exagérée, parce que dans le Cachemire l'industrie est encore supérieure à la culture. Plusieurs ouvrages sortis de ses ateliers sont recherchés des peuples voisins ; mais la réputation de ses chales a infiniment plus d'éten-

due. C'est une étoffe faite avec la toison d'une chèvre particulière au Tibet. On ne connaît pas de laine aussi longue, aussi agréable, aussi moelleuse. Elle prend toutes les couleurs, et son tissu est plus ou moins fin, plus ou moins serré, selon le pays où elle doit être consommée. Sa destination est de couvrir la tête et la partie supérieure du corps.

Parmi les gens aisés, l'usage des chales est général dans l'Indostan. La Perse n'a que peu adopté ce luxe; mais il est devenu une passion chez les Turcs et chez les Arabes. Depuis quelques années il s'est introduit en Angleterre, et se glisse insensiblement chez ses voisins. Lahor et Moultan ont voulu partager le bénéfice que donnait la fabrication de ces étoffes. Leurs essais n'ont pas été heureux; et les Cachemiriens en sont restés seuls en possession. C'est pour eux un profit annuel de plusieurs millions.

On croirait qu'un peuple qui jouit de tous les avantages des arts et de la nature n'en voudrait pas altérer la douceur par un trafic infâme; on se tromperait.

La dépravation des Mogols et l'avidité des nations qu'ils ont subjuguées ont introduit aux Indes l'usage barbare d'y vendre de jeunes vierges. Quelquefois ces tristes victimes de l'incontinence musulmane sont tirées du sein même de leurs familles; plus souvent on les prend dans des dépôts où leurs propres mères les avaient conduites.

De quelque manière que se fasse l'acquisition, c'est toujours sous les yeux du magistrat, et avec toutes les formalités pratiquées dans les autres actes. Le contrat porte le nom de la personne sacrifiée, son pays, son âge, quelques signes extérieurs propres à la faire reconnaître, et enfin la somme comptée à ceux dont elle dépendait. Ces honteux marchés se voient partout; mais ils sont plus communs à Cachemire, dont les beautés vont généralement peupler les principaux harems de la Perse et de l'Indostan.

Nous ne ferons pas aux Anglais l'injure de penser qu'un négoce si désordonné entrerait dans leurs savantes spéculations. Leur ambition pourrait être satisfaite par la part qu'ils prendraient aux versemens réciproques d'une province à l'autre, aux envois plus considérables encore qu'elles font dans les marchés étrangers, surtout par l'introduction des draps et d'autres marchandises de leur pays qu'ils feraient circuler dans ces régions : mouvement très-lucratif dont Tatta deviendrait le centre. Alors la Grande-Bretagne ne jugerait pas sa position au Malabar inférieure à celle qu'elle s'est procurée sur les côtés de Coromandel et d'Orixa, qui s'étendent depuis le cap Comorin jusqu'au Gange.

XXXVII. État de la côte de Coromandel à l'arrivée des Européens.

Les géographes distinguent toujours ces deux contrées limitrophes, occupées par des peuples dont les habitudes ne se ressemblent point; ils diffèrent aussi par le langage. Ceux d'Orixa ont

un idiome particulier, tandis que leurs voisins parlent généralement le malabare. Cependant, comme le commerce qui se fait dans ces régions est à peu près le même, et qu'il s'y fait de la même manière, nous les désignerons sous l'unique nom de Coromandel. Les deux côtes ont d'autres traits de ressemblance. Sur l'une et sur l'autre les chaleurs sont très-vives; mais, depuis le commencement de juin jusqu'au milieu d'octobre, les vents de mer qui s'élèvent à dix heures du matin, et qui soufflent jusque vers les dix heures du soir, rendent le climat supportable. Il est encore plus rafraîchi durant les mois où les pluies sont en quelque manière continuelles.

Cette immense plage est couverte, dans l'espace d'environ un mille, d'un sable tout-à-fait stérile, où viennent se briser avec violence les vagues de l'Océan indien. On n'y trouve point de port. Sur toute son étendue règne une barre qui se rétrécit constamment en allant du nord au sud, mais partout suffisante pour empêcher les moindres navires de toucher à la côte. Les anciens n'y abordaient que dans des bateaux construits avec des planches légères cousues avec de la bourre du cocotier, et liées de telle manière que, sans se rompre ni se détacher, ils pouvaient obéir au banc qu'ils rencontraient. Les premiers Européens qui parurent sur ces rivages voulurent employer des bâtimens plus grands et plus solides. Des malheurs répétés les guérirent de leur présomption.

Ils comprirent avec le temps que rien n'était plus raisonnable que se conformer à une pratique qui ne leur avait paru d'abord digne que d'un peuple sans lumières et sans expérience.

Plusieurs raisons firent d'abord négliger cette région par les premiers Européens qui passèrent aux Indes. Elle était séparée par des montagnes inaccessibles du Malabar, où ces hardis navigateurs travaillaient à s'établir. On n'y trouvait pas les aromates, les épiceries qui fixaient principalement leur attention. Enfin les troubles civils en avaient banni la tranquillité, la sûreté et l'industrie.

A cette époque l'empire de Bisnagar, qui donnait des lois à ce grand pays, s'écroulait de toutes parts. Les premiers monarques de ce bel état avaient dû leur pouvoir à leurs talens. On les voyait à la tête de leurs armées pendant la guerre. Durant la paix ils dirigeaient leurs conseils, ils visitaient leurs provinces, ils administraient la justice : la prospérité les corrompit. Ils contractèrent peu à peu l'habitude de se montrer rarement aux peuples, d'abandonner le soin des affaires à leurs généraux et à leurs ministres. Cette conduite, qui a partout amené la ruine des empires, préparait la leur. Les gouverneurs de Visapour, de Carnate, de Golconde, d'Orixa, se rendirent indépendans sous le nom de rois. Ceux de Maduré, de Tanjaour, de Maïssour, de Gingi, et quelques autres usurpèrent aussi l'autorité sou-

veraine, mais sans quitter leur ancien titre de naïk. Cette grande révolution était récente lorsque les Européens se montrèrent sur la côte de Coromandel.

Le commerce avec l'étranger y était alors peu de chose. Il se réduisait aux diamans de Golconde, qui étaient portés à Calicut, à Surate, et de là à Ormuz ou à Suez, d'où ils se répandaient en Europe et en Asie. Masulipatnam, la ville la plus riche, la plus peuplée de ces contrées, était le seul marché qu'on connût pour les toiles. Dans une grande foire qui s'y tenait tous les ans, elles étaient achetées par les navigateurs arabes et malais qui fréquentaient sa rade, et par des caravanes qui s'y rendaient de l'intérieur des terres. Ces toiles avaient la même destination que les diamans.

XXXVIII. Comment les Européens ont établi leur commerce à la côte de Coromandel, et quelle extension ils lui ont donnée.

Le goût qu'on commençait à prendre parmi nous pour les manufactures du Coromandel inspira la résolution de s'y établir à toutes les nations européennes qui fréquentaient les mers des Indes. Elles n'en furent détournées ni par la difficulté de faire arriver les marchandises de l'intérieur des terres qui n'offraient pas une seule rivière navigable, ni par la privation totale de ports dans des mers qui ne sont pas tenables une partie de l'année, ni par la stérilité des côtes, la plupart incultes et inhabitées, ni par la tyrannie et l'instabilité du gouvernement. On pensa que l'industrie viendrait chercher l'argent; que le

Pégu fournirait des bois pour les édifices, et le Bengale des grains pour la subsistance; que sept à huit mois d'une nagivation paisible seraient plus que suffisans pour les chargemens; qu'il n'y aurait qu'à se fortifier pour se mettre à couvert des vexations des faibles despotes qui opprimaient ces contrées.

Les premières colonies furent établies sur les bords de la mer. Quelques-unes dûrent leur origine à la force; la plupart se formèrent du consentement des souverains : toutes eurent un terrain très-resserré. Leurs limites étaient fixées par une haie de plantes épineuses qui formait toute leur défense. Avec le temps on éleva des fortifications. La tranquillité qu'elles procuraient, et la douceur du gouvernement, multiplièrent en peu de temps le nombre des colons. L'éclat et l'indépendance de ces établissemens blessèrent plus d'une fois les princes dans les états desquels ils s'étaient formés; mais leurs efforts pour les anéantir furent inutiles. Chaque colonie vit augmenter ses prospérités selon la mesure des richesses et de l'intelligence de la nation qui l'avait fondée.

Aucune des compagnies qui exercent leurs priviléges exclusifs au-delà du Cap de Bonne-Espérance n'entreprit le commerce des diamans. Il fut toujours abandonné aux négocians particuliers; et par degrés il tomba tout entier entre les mains des Anglais et des Juifs, des Arméniens,

des Banians qui vivaient sous leur protection. Aujourd'hui ce grand objet de luxe se réduit à peu de chose. Les révolutions arrivées dans l'Indostan ont écarté les hommes de ces riches mines; et l'anarchie dans laquelle est plongé ce malheureux pays ne permet pas d'espérer qu'ils s'en rapprochent. Toutes les spéculations de commerce à la côte de Coromandel se réduisent à l'achat des toiles de coton.

On y achète des toiles blanches, dont la fabrication n'est pas assez différente de la nôtre pour que ces détails puissent nous intéresser ou nous instruire. On y achète des toiles imprimées, dont les procédés, d'abord servilement copiés en Europe, ont eté depuis simplifiés et perfectionnés par notre industrie. On y achète enfin des toiles peintes que nous n'avons pas entrepris d'imiter, parce que la nature ne nous a pas donné les matières qui entrent dans ces brillantes et ineffaçables couleurs qui font le principal mérite des ouvrages de l'Inde. Elle nous a surtout refusé les eaux nécessaires pour les mettre heureusement en œuvre.

Les Indiens ne suivent pas partout la même méthode pour peindre leurs toiles, soit qu'il y ait des pratiques minutieuses, particulières à certaines provinces, soit que les différens sols produisent des drogues différentes, propres aux mêmes usages.

Ce serait abuser de la patience de nos lecteurs

que de leur tracer la marche lente et pénible des Indiens dans l'art de peindre leurs toiles. On dirait qu'ils le doivent plutôt à leur antiquité qu'à la fécondité de leur génie. Ce qui semble autoriser cette conjecture, c'est qu'ils se sont arrêtés dans la carrière des arts sans y avoir avancé d'un seul pas depuis plusieurs siècles, tandis que nous l'avons parcourue avec une rapidité extrême, et que nous voyons avec une émulation pleine de confiance l'intervalle immense qui nous sépare encore du terme. A ne considérer même que le peu d'invention des Indiens, on serait tenté de croire que depuis un temps immémorial ils ont reçu les arts qu'ils cultivent de quelque peuple plus industrieux. Mais, quand on réfléchit que ces arts ont un rapport exclusif avec les matières, les gommes, les couleurs, les productions de l'Inde, on ne peut s'empêcher de voir qu'ils y sont nés.

Une chose qui pourrait surprendre, c'est la médiocrité du prix des toiles où l'on fait entrer toutes les couleurs. Elles ne coûtent guère plus que celles où il n'en entre que deux ou trois. Mais il faut observer que les marchands du pays vendent à la fois à toutes les associations européennes une quantité considérable de toiles, et que, dans les assortimens qu'ils fournissent, on ne leur demande qu'une petite quantité de toiles peintes de toutes couleurs, parce qu'elles ne sont pas fort recherchées en Europe.

Quoique toute la partie de l'Indostan qui s'é-

tend depuis le cap Comorin jusqu'au Gange offre quelques toiles de toutes les espèces, on peut dire que les belles se fabriquent dans la partie septentrionale, les communes au milieu, et les grossières à la partie la plus méridionale. On trouve des manufactures dans les comptoirs européens et sur la côte. Elles deviennent plus abondantes à cinq ou six lieues de la mer, où le coton est plus beau et plus cultivé, où les vivres sont à meilleur marché. On y fait des achats, qu'on pousse trente à quarante lieues dans les terres. Des marchands indiens établis dans nos colonies sont toujours chargés de ces opérations.

On convient avec eux de la quantité et de la qualité des marchandises. Le prix en est réglé sur des échantillons. Ces agens reçoivent, en passant le contrat, le quart ou le tiers de l'argent qu'elles doivent coûter. Cet arrangement tire son origine de la nécessité où ils sont eux-mêmes de faire, par le ministère de leurs associés ou de leurs commissionnaires répandus partout, des avances aux ouvriers, de les surveiller pour la sûreté de ces fonds, et d'en diminuer successivement la masse, en retirant des ateliers tout ce qui est fini. Sans ces précautions, l'Europe ne recevrait jamais ce qu'elle demande. Les tisserands fabriquent à la vérité pour leur compte ce qui sert à la consommation intérieure. Ces entreprises, qui n'exigent qu'un faible capital, et un capital qui rentre toutes les semaines, sont rarement au-dessus des

facultés du plus grand nombre ; mais peu d'entre eux ont des moyens suffisans pour exécuter sans secours des toiles fines destinées à l'exportation ; et ceux qui le pourraient ne se le permettraient pas, dans la crainte bien fondée des exactions trop ordinaires sous un gouvernement si oppresseur.

Les compagnies qui ont de la fortune ou de la conduite tiennent toujours dans leurs établissemens une année de fonds d'avance. Cette méthode leur assure pour le temps le plus convenable la quantité de marchandises dont elles ont besoin, et de la qualité qu'elles les désirent. D'ailleurs leurs ouvriers, leurs marchands, qui ne sont pas un instant sans occupation, ne les abandonnent jamais.

Les nations qui manquent d'argent et de crédit ne peuvent commencer leurs opérations de commerce qu'à l'arrivée de leurs vaisseaux. Elles n'ont que cinq ou six mois au plus pour l'exécution des ordres qu'on leur envoie d'Europe. Les marchandises sont fabriquées, examinées avec précipitation. On est même réduit à en recevoir qu'on connaît pour mauvaises, et qu'on aurait rebutées dans un autre temps. La nécessité de compléter les cargaisons, et d'expédier les bâtimens avant le temps des ouragans, ne permet pas d'être difficile.

On se tromperait en pensant qu'on pourrait déterminer les entrepreneurs du pays à faire fabriquer pour leur compte, dans l'espérance de ven-

dre avec un bénéfice convenable à la compagnie à laquelle ils sont attachés. Outre qu'ils ne sont pas la plupart assez riches pour former un projet si vaste, ils ne seraient pas sûrs d'y trouver leur profit. Si des événemens imprévus empêchaient le corps qui les occupe de faire ses armemens ordinaires, ces marchands n'auraient aucun débouché pour leurs toiles. L'Indien, dont le vêtement, par sa forme, exige d'autres largeurs, d'autres longueurs que celles des toiles fabriquées pour nous, n'en voudrait pas, et les autres compagnies européennes se trouvent pourvues ou assurées de tout ce que l'étendue de leur commerce demande, de tout ce que leurs facultés leur permettent d'acheter. La voie des emprunts, imaginée pour lever cet embarras, n'a été ni ne pouvait être utile.

C'est un usage immémorial dans l'Indostan que tout citoyen qui emprunte donne un titre par écrit à son créancier. Cet acte n'est admis en justice qu'autant qu'il est signé de trois témoins, et qu'il porte le jour, le mois, l'année de l'engagement, avec le taux de l'intérêt auquel il a été contracté. Lorsque le débiteur manque à ses obligations, il peut être arrêté par le prêteur lui-même. Jamais il n'est renfermé, parce qu'on est bien assuré qu'il ne prendra pas la fuite. Il ne se permettrait pas même de prendre la moindre nourriture sans en avoir obtenu la permission de son créancier.

Les Indiens distinguent trois sortes d'intérêts : l'un qui est péché ; l'autre qui n'est ni péché ni vertu ; un troisième qui est vertu ; c'est leur langage. L'intérêt qui est péché est de quatre pour cent par mois. L'intérêt qui n'est ni péché ni vertu est de deux pour cent par mois. L'intérêt qui est vertu est d'un pour cent par mois. Le dernier est à leurs yeux un acte de bienfaisance qui n'appartient qu'aux âmes les plus héroïques. Quoique ce traitement soit celui qu'obtiennent les nations européennes qui sont réduites à emprunter, on sent bien qu'elles ne peuvent profiter de cette facilité sans courir à leur ruine.

Le commerce extérieur du Coromandel n'est point dans les mains des naturels du pays. Il n'y a guère que Porto-Novo qui en ait conservé une très-faible partie.

Cette ville est située au bord de la mer, et baignée au sud par une rivière. Les ruines qui l'entourent paraissent démontrer qu'elle eut autrefois des fortifications. La cour de Lisbonne la compta long-temps parmi ses possessions. Ceux de ses sujets qui s'y établirent durant ce période y ont laissé d'assez nombreux descendans généralement dégradés par leur inertie, par leur pauvreté, par la plus incroyable superstition, entretenue avec soin par un prêtre ignorant envoyé de Goa. Ils n'ont conservé de leur origine qu'une fierté telle que pouvaient l'avoir leurs ancêtres conquérans des Indes. Leur langage est un portugais corrompu. Ce

jargon est devenu d'un usage général sur la côte entière. On l'emploie dans les affaires, on l'emploie dans les conversations. Les Européens eux-mêmes sont la plupart réduits à s'en servir dans l'intérieur de leurs maisons, parce que les femmes blanches nées, élevées dans le pays, ou ne savent pas ou n'aiment pas à parler un autre idiome.

Les Hollandais, les Danois et les Français avaient établi des loges à Porto-Novo. Elles furent pillées en 1740 par les Marattes. Ces rapines dégoûtèrent les trois nations d'un marché sans défense, exposé aux violences du premier brigand qui s'y porterait avec quelques forces. Leur retraite fit rentrer toutes les affaires dans les mains des choulias, qui s'étaient vus avec regret privés des plus importantes. Ces mahométans, issus d'un Arabe et d'une Indienne, font, comme ceux de Naour, avec lesquels il ont une origine commune, des expéditions pour Achem, pour Merguy, pour Siam, pour la côte de l'Est. Outre les bâtimens assez considérables qu'ils emploient dans ces voyages, ils ont de moindres embarcations pour le petit cabotage, pour Ceylan, pour la pêche des perles. Les Indiens de Masulipatnam ont un autre genre de trafic. Ils vont chercher au Bengale des toiles blanches, qu'ils teignent ou qu'ils impriment, et vont les revendre, avec un bénéfice de trente-cinq ou quarante pour cent, dans les lieux mêmes d'où ils les ont tirées.

Si vous en exceptez ces liaisons de peu d'im-

portance, toutes les affaires ont passé aux Européens, qui ont souvent pour associés quelques banians, quelques Arméniens fixés dans leurs établissemens. On peut évaluer à quatre millions de livres les toiles qu'ils tirent du Coromandel pour les différens marchés de l'Inde. Celles qu'ils expédient pour nos parages leur coûtent neuf ou dix millions. L'Asie donne en échange des épiceries, du riz, du blé, du sucre, des dattes; et l'Europe donne des draps, du fer, du plomb, du cuivre, du corail, d'autres articles moins considérables. Ces objets réunis peuvent valoir cinq millions. Le Coromandel ne reçoit donc en argent que huit à neuf millions.

XXXIX. Causes des guerres entre les Français et les Anglais à la côte de Coromandel.

Tel était l'état du commerce dans cette partie de l'Inde lorsque la mort de l'empereur Charles VI devint entre la France et l'Angleterre une source de discorde. La cour de Versailles crut convenable à ses intérêts de partager entre divers prétendans des états qui, réunis, avaient plus d'une fois déconcerté ses projets. De son côté, le ministère britannique jugea qu'il ne devait rien négliger pour affermir l'indivisibilité qu'il avait garantie d'un héritage qui pourrait occuper dans le continent un peuple qui lui paraissait trop fort et trop entreprenant. Une politique si diamétralement opposée brouilla les deux nations en 1744. Elles se firent une guerre vive sur plusieurs points du globe, et, plus vivement qu'ailleurs, au Carnate, où étaient leurs meilleurs établissemens

d'Asie. Les Français battirent les Anglais sur mer, leur enlevèrent l'importante place de Madras, les forcèrent à lever le siége de Pondichéry; mais ils achetèrent tant de gloire par la perte de leurs vaisseaux marchands et des grandes richesses qu'ils portaient. Le traité d'Aix-la-Chapelle, conclu en 1748, rétablit au Coromandel les propriétés dans leur état primitif. Malheureusement la paix y eut peu de durée; et voici pourquoi.

L'empire mogol est partagé en grands gouvernemens, qu'on nomme soubabies. La plus vaste de toutes est celle du Décan, qui s'étend sur la côte depuis le cap Comorin jusqu'assez près du Gange, et s'enfonce très-profondément dans les terres. On lui donne généralement trente-cinq ou trente-six millions d'habitans. Celui qui occupe cette grande place a inspection sur tous les princes indiens, sur tous les commandemens tartares qui sont dans l'étendue de sa juridiction; et c'est dans ses mains que sont déposées les contributions qui doivent enrichir le trésor public. Il peut obliger ses subalternes à le suivre dans toutes les expéditions militaires qu'il juge à propos de faire dans ces contrées soumises à ses volontés; mais, sans un ordre formel du chef de l'état, il ne lui est pas permis de les conduire sur un sol étranger.

Cette importante dignité étant devenue vacante, les Français, par une suite de révolutions dont on verra les détails ailleurs, se trouvèrent en mesure

pour y élever Salabetzingue, l'un des enfans du dernier vice-roi. Un pareil succès devait assurer des avantages considérables à tous leurs établissemens répandus sur la côte de Coromandel; mais le Carnate, où était situé Pondichéry, leur parut mériter une attention particulière. Ils firent nommer au gouvernement de cette province Chundasaeb, connu par ses intrigues, par ses malheurs, par ses faits de guerre, et sur le dévouement duquel ils croyaient pouvoir compter.

Les Anglais ne virent pas sans inquiétude l'ascendant que prenaient leurs ambitieux rivaux. Ils mirent tout en œuvre pour susciter des ennemis à Salabetzingue, et opposèrent Mahomed-Aly, fils du dernier nabab, à Chundasaeb. Sous les drapeaux des deux concurrens, les deux nations européennes recommencèrent une guerre sanglante et opiniâtre. Le protégé des Français ayant été pris et massacré, leur chef continua les hostilités avec un nouvel acharnement. Ses armes ayant cessé d'être heureuses, il tenta d'obtenir par la négociation ce qu'il n'avait pu se procurer par la force. Le second moyen ne réussit pas mieux à Dupleix que le premier. Les prétentions qu'il formait furent jugées inadmissibles; et ce fut pour lui une nécessité de combattre encore, quoique avec un désavantage qui de jour en en jour devenait plus marqué. Godeheu, qui le remplaça dans ces circonstances embarrassantes, arriva dans l'Inde avec l'ordre le plus précis de

faire la paix, et il y trouva très-disposé le conseil de Madras, qui pensait avec raison qu'il valait mieux envoyer de riches cargaisons à ses commettans que de verser inutilement du sang aux extrémités de l'Asie.

Le traité signé le 31 décembre 1754 eut peu d'approbateurs. Les deux nations s'y trouvèrent également lésées. Comme ses suites se réduisirent à la suspension momentanée de quelques hostilités, ce serait un soin bien inutile que d'en discuter les stipulations. L'acte n'avait pas encore obtenu la sanction des cours de Londres et de Versailles lorsque de plus grands intérêts rallumèrent le flambeau de la discorde entre les deux peuples.

Ce nouvel incendie, allumé d'abord dans les forêts du Canada, embrasa très-rapidement le globe entier. Les Français furent battus, humiliés, dépouillés dans les quatre parties du monde, mais nulle part aussi généralement qu'aux Indes. Jamais on ne vit tant de folies, tant de crimes et tant de malheurs. A juger des généraux, des administrateurs, des colons, des flottes, des armées, par leurs discours et par leurs actions, on eût pu croire qu'ils avaient tous conspiré contre leur patrie. Ce n'était à leurs yeux avides qu'une proie qu'il était permis de dévorer. Cet esprit de rapine, commun à toutes les factions qui déchiraient la colonie, ne tarda pas à anéantir les moyens d'attaque, les mêmes moyens de défense

qu'on aurait pu trouver dans le pays, ou qui étaient envoyés d'Europe. Ce dénuement de toutes choses, joint à des idées romanesques, à des dissensions interminables, à une indiscipline telle qu'on n'en avait peut être jamais vu, fit tomber au pouvoir des Anglais des établissemens qui avaient coûté un siècle de travaux, beaucoup de sang et des trésors immenses. La pacification de 1763 les restitua à la puissance qui les avait perdues, mais ne lui rendit qu'un amas de ruines sans territoire, et encore avec l'humiliante condition de renoncer aux belles et fertiles provinces qu'elles avait reçues de la reconnaissance de Salabetzingue.

Un article du traité causa pourtant de l'inquiétude aux agens de la compagnie anglaise qui conduisaient les affaires au Coromandel : c'était celui par lequel les cours de Londres et de Versailles reconnaissaient Mahomed-Aly pour légitime nabab du Carnate. Ils craignirent que ce prince ne voulût profiter de ce droit avoué pour sortir de l'esclavage où on le retenait ; peut-être même pour se jeter dans les bras d'une nation européenne moins tyrannique. Lequel des deux partis qu'il eût pris, on n'aurait pu l'accuser d'ingratitude. Depuis son élévation, il avait livré à des protecteurs insatiables toute la partie de son revenu, dont les ravages des armées ne l'avaient pas privé. Pour aider à défendre Madras, il avait vendu ses bijoux et ses pierreries. C'était à ses dépens que s'était fait le siége de Pondichéry :

tous ces sacrifices, en diminuant ses forces, n'avaient fait que resserrer ses fers. Ils devinrent insupportables après que les Français eurent été entièrement chassés de l'Indostan, parce qu'alors le vainqueur crut n'avoir plus besoin d'un nom et d'une alliance qui l'avaient si bien servi jusqu'à cette époque.

La pacification de Paris fit succéder un système de séduction à un système de violence. Durant les longues hostilités qui avaient désolé le Carnate, plusieurs de ses tributaires avaient secoué le joug, et un plus grand nombre s'étaient, sous différens prétextes, dispensés de payer leurs redevances. La réputation et les besoins du nabab lui faisaient également une loi de tout faire rentrer dans l'ordre. Les Anglais lui offrirent leur secours, mais y mirent un grand prix. Dabord ils se firent céder différens districts qui pouvaient leur donner deux millions de rente, et bientôt après un territoire autour de Madras qui devait produire trois millions. Pour une garnison européenne dans l'importante forteresse de Trichenapali, il leur fut accordé une somme annuelle de neuf cent mille livres. La compagnie avait arrêté que son état militaire au Coromandel ne serait que de deux mille huit cents blancs et de quatre mille noirs. On persuada à Mahomed-Aly que le nombre de ces cipayes, si braves et si bien disciplinés, était insuffisant pour les opérations projetées; et il consentit à en solder lui-même six mille de plus, sur

la paie desquels se trouva l'entretien des autres. Un fort n'avait pas été plus tôt pris, que les troupes britanniques s'en emparaient, et, sous les plus frivoles prétextes, faisaient des demandes exorbitantes. Ajoutez à ces vexations l'obligation où était le nabab de fournir aux frais de son administration intérieure, d'une très-mauvaise armée de vingt mille hommes, et vous ne serez pas étonné que sa dette envers la compagnie anglaise ou ses employés s'élevât à quarante millions, quoique le produit de ses possessions ne passât pas en pleine paix vingt-quatre millions, après même qu'on eut obtenu de l'empereur Chah-Allum, par les soins de Clive, que le Carnate serait affranchi de la dépendance où il avait toujours été de la soubabie du Décan et du tribut qu'il n'avait pas discontinué de lui porter. Tel était l'état des choses lorsqu'une nouvelle calamité vint fondre sur le Carnate.

Au temps de leur prospérité les Français avaient élevé Salabetzingue à la soubabie du Décan. Abandonné par eux, il fut dépouillé de son autorité. Le traité de Paris l'ayant rétabli dans tous ses droits, Nizam-Aly, son frère, qui ne lui avait laissé qu'un vain titre, jugea convenable à ses intérêts de le faire mourir, et se proclama lui-même souba. Le nouveau souverain avait à craindre les Anglais, qui avaient obtenu de son prédécesseur la propriété de Masulipatnam et d'un assez vaste territoire. Pour les mettre hors d'état

de lui nuire, il porta le fer et le feu dans les possessions de leur allié, n'y laissa ni troupeaux ni habitans, et tourna ensuite ses armes contre les Marattes, qui s'étaient emparés du Bérar, de tout temps dépendant du Décan. Tandis qu'il était occupé de cette guerre, le conseil de Madras prit possession des provinces de Montafanagar, d'Elour, de Raghimendry, de Chicakol, connues sous le nom de Circars du nord, dont Chah-Allum venait de faire don à la compagnie. Nizam ne balança pas à conclure une trève avec l'ennemi qu'il combattait, et se disposa à ravager de nouveau le Carnate. Cette expédition destructive n'eut pas lieu. Un traité d'alliance la remplaça. Il fut convenu qu'en payant au soubab une redevance annuelle d'un million de livres, les Anglais auraient la pleine jouissance d'une concession qui devait leur en rendre plus de douze. Ce ne fut pas tout. On signa une ligue défensive et offensive qui parut visiblement dirigée contre Haïder-Aly, dont l'ambition était également suspecte aux parties contractantes.

XL. Haïder-Aly.

Cet homme extraordinaire, qui n'occupa guère moins l'Europe que l'Asie, dut le jour à Nadim-Saïd, auquel, pour quelques services rendus à la guerre, le roi de Maïssour avait donné la forteresse de Benguelor avec ses dépendances. A l'âge de vingt-un ans il fit, à la tête de deux cent cinquante hommes, ses premières armes à la côte de Coromandel, où il prit des connaissances mi-

litaires qu'il n'aurait pas acquises dans son pays. La mort de son père le rendit propriétaire d'une citadelle importante, d'un territoire assez étendu, et de quinze mille hommes de troupes passablement exercées. L'usage qu'il sut faire de ces moyens l'éleva bientôt au commandement général des armées de son maître, qu'il ne tarda pas à réduire à un rôle purement passif. On perdit peu à peu de vue l'automate couronné, et tous les regards se fixèrent sur un sujet qui faisait des conquêtes en son propre nom. Par sa valeur, par son application et par son intelligence, Haïder était parvenu à se faire un empire très-vaste, et qui prenait encore tous les jours de l'accroissement, lorsqu'il fut instruit des intrigues formées par les Anglais pour le dépouiller. Sans perdre un moment, il envoie partout des ambassadeurs ou des émissaires pour prouver la nécessité d'une confédération contre eux.

Ces étrangers, dit-il aux princes voisins plus ou moins puissans, ont usurpé généralement vos droits. Leur conduite est également hardie et artificieuse. Les avantages que l'indulgence des Indiens leur avait accordés ont été tournés par eux en dessein de fraude et d'oppression. Le pays qui les avait reçus comme marchands les a vus bientôt devenir oppresseurs. Sous l'apparence d'un commerce innocent ils cachent les instrumens de la mort et de la désolation. Les superfluités que nous avons reçues de leurs navigateurs

nous ont coûté notre population et notre honneur. Le fruit de nos travaux a été échangé contre leurs maladies et contre leurs vices; ceux de nos souverains que leur crédulité ou leurs malheurs avaient jetés dans leurs bras n'ont été à leurs yeux que l'objet d'un trafic infâme. Leurs trahisons sont aussi multipliées que leurs engagemens. Une rapacité que rien ne peut assouvir est le seul ressort de leur politique. Hâtez-vous de les écraser, si vous ne voulez devenir leur victime.

La conviction d'un danger commun fait accourir sous les drapeaux d'Haïder les peuples qui jusqu'alors s'étaient combattus avec le plus d'acharnement. Le soubab du Décan, Aly même, qui venait de former des liaisons en apparence si intimes avec les Anglais, se joint à lui contre eux; mais il fallait du temps pour régler les mouvemens d'un corps si compliqué. Avant qu'il pût agir, l'armée britannique, formée par cinq mille Européens et par vingt mille Asiatiques, avait pris plusieurs places importantes qu'il fallut abandonner pour couvrir les états de Mahomed-Aly. On n'y pouvait pénétrer que par trois gorges. Le général Smith se méprit sur celle que choisirait Haïder, et l'entrée se fit sans opposition. Peu de temps après le passage des défilés, il y eut une action sanglante sur les rives du Polier. Elle fut glorieuse pour les Anglais, sans être décisive. Heureusement pour eux le colonel Wood les joignit dans ces circonstances avec un gros détachement, et les mit

en état de remporter, vers la fin de 1767, à Trinomaly, une victoire complète sur Haïder.

A cette époque Tippo-Saïb, détaché du camp indien avec une cavalerie nombreuse et aguerrie, ravageait le Carnate. Il pénétra jusqu'à Madras, où un événement si peu prévu causa la plus grande consternation. Son inexpérience seule l'empêcha de piller la ville Noire, et peut-être de se rendre maître de la forteresse sans coup férir.

A peine le jeune prince s'était-il éloigné pour rejoindre son père, que sa dernière défaite mettait dans la nécessité de réunir ses forces, qu'il fut ordonné à Smith de rentrer dans le Maïssour, et d'y porter le même esprit de destruction qu'avaient éprouvé les états de Mahomed-Aly. C'était tout ce qu'Haïder pouvait désirer. En homme de guerre, il prit un camp inexpugnable entre ses possessions et celles de ses ennemis. Par cette position il forçait les Anglais d'abandonner leurs conquêtes, et s'assurait la facilité de détruire le territoire de leur allié. Tout fut mis en œuvre par le général européen pour amener quelque grand combat. Ses efforts furent inutiles durant une campagne entière. Son rival, intimement persuadé de l'infériorité de son infanterie et de son artillerie, ne se laissa prendre à aucun des piéges qu'on lui tendit, sans se jamais commettre. Il harcela constamment l'armée britannique, lui coupa les vivres, et lui enleva ses fourrageurs, tandis que sa cavalerie renouvelait les scènes

d'horreur qu'elle avait données l'année précédente. A la fin il s'approcha avec toutes ses forces de Madras, et offrit la paix, qui fut acceptée le 3 avril 1769.

Les conditions furent plus modérées que n'avaient droit de l'espérer des hommes qui, renfermés dans leurs murailles, n'osaient plus se montrer en campagne. Celui qui les dictait y trouva cependant un avantage, depuis long-temps l'objet de ses vœux les plus ardens. Dans la carrière de son ambition, il avait été toujours traversé par les Marattes, qu'il n'avait jamais pu renvoyer dans leurs montagnes qu'en leur prodiguant ses trésors. Leurs attaques pouvaient se renouveler, devenir même plus vigoureuses. Aucun de ses voisins ne lui offrait un secours suffisant pour contenir ou pour réprimer ces brigands; les Anglais seuls lui parurent en état d'assurer sa tranquillité, et il profita de la supériorité qu'il venait d'acquérir sur eux pour les obliger de signer avec lui un traité défensif par lequel les deux puissances se garantissaient réciproquement leurs possessions.

Telle fut la fin d'une guerre que, sans consulter ni ses moyens, ni les volontés de ses supérieurs, le conseil de Madras avait entreprise dans l'espoir chimérique d'étendre au Coromandel l'empire britannique comme il l'avait été depuis peu dans le Bengale. Elle fut encore plus follement conduite qu'elle n'avait été témérairement com-

mencée. Les contrats passés pour le service de l'armée étaient tous, sous des noms supposés, au profit des principaux agens du corps privilégié, et par conséquent très-dispendieux. Les troupes manquèrent souvent de subsistances, et les vivres que de loin en loin on leur fournissait étaient toujours de mauvaise qualité. Faute d'attelages pour le transport de l'artillerie, les mouvemens les plus nécessaires furent trop souvent retardés. L'ineptie de trois inspecteurs, sans l'aveu desquels on ne pouvait rien entreprendre, déconcerta opiniâtrément les projets du général. Plusieurs des principaux officiers, qui trouvaient cette subordination humiliante, quittèrent leur poste, et ceux à qui leur position ne leur permettait pas de prendre ce parti remplirent leur devoir avec négligence. Quelques-uns même allèrent vendre leur expérience aux ennemis les plus invétérés de leur patrie. Les places vacantes furent le plus souvent conférées à des aventuriers dont les brigandages et les cruautés surpassèrent tout ce qu'on lit de plus vil et de plus barbare dans l'histoire. Enfin les forteresses les plus importantes furent livrées par leurs commandans avec une facilité qu'il faut plutôt attribuer à la trahison qu'à la lâcheté.

XLI. Guerre du Maduré.

Les plaies de cette guerre humiliante et désastreuse n'étaient encore que très-imparfaitement fermées lorsqu'on se décida à attaquer le Tanjaour, la partie du Coromandel la plus fer-

tile. Dès 1762 Mahomed-Aly avait demandé aux Anglais leur assistance pour forcer le prince indien qui la gouvernait à remplir les obligations de son vasselage, dont depuis long-temps il se dispensait. Quels que fussent les motifs du conseil de Madras, il s'était refusé à ce service, et avait despotiquement décidé que le tribut du raja, qui jusqu'alors avait été de trois millions, ne serait plus que de douze cent mille livres; mais qu'à différentes époques il serait payé six millions six cent mille livres pour les arrérages qui étaient dus. La politique des serviteurs de la compagnie se trouva tout-à-fait changée en 1771. On leur donna neuf millions six cent mille livres, et les troupes qui étaient à leur disposition se portèrent à la fin de septembre devant la capitale du Tanjaour. La brèche se trouva praticable après vingt-huit jours de tranchée ouverte, et tout se disposait pour un assaut, lorsque le fils aîné du nabab, qui commandait le siége, conclut inopinément la paix. Il obtint deux millions quatre cent mille livres pour deux années de tribut qui étaient dues, dix millions sept cent cinquante mille livres pour les frais de la guerre, un présent considérable pour lui et pour son frère, et quelques districts de peu de valeur.

Quoique ce traité, fait sans son aveu, eût beaucoup déplu au conseil de Madras, il ne laissa pas de vendre de nouveau l'année suivante le sang de ses soldats pour attaquer le Maduré. C'est un

pays situé sur la côte, au voisinage du Tanjaour. Ses habitans, simples et laborieux, jouirent de temps immémorial de leurs terres, avec la seule condition de combattre sous leurs chefs lorsque l'état était attaqué. Jamais vraisemblablement ils ne furent tout-à-fait subjugués, parceque des montagnes inaccessibles, des forêts impénétrables leur offraient toujours un asile assuré. Cependant les nababs du Carnate étaient parvenus à leur extorquer la promesse d'un tribut. Sous le prétexte de quelque lenteur à remplir cette obligation, Mahomed-Aly les fit attaquer par les Anglais. L'armée n'éprouva aucune opposition dans sa marche. Les Indiens ne défendirent que Ramanadaporam, capitale de la province, siége du gouvernement, résidence de leurs princes, et dépôt de ce qu'ils avaient de plus précieux. La place fut emportée d'assaut au commencement de 1773. Un très-petit nombre de ses trois mille défenseurs échappèrent au glaive; la plupart se firent tuer sur la brèche, ou se précipitèrent du haut des murailles. C'était trop peu de carnage pour des tigres altérés de sang. Quelques-uns de leurs traîneurs avaient été mis à mort. Il leur plut de regarder ces actes d'une légitime défense comme des assassinats. Dans leur rage ils massacrèrent les cultivateurs qui n'avaient pas quitté leurs charrues, mirent le feu à leurs chaumières, et emportèrent tout ce qui pouvait tenter leur cupidité. Ces féroces stipendiaires ne quittèrent ce théâtre de leur igno-

minie que lorsqu'il n'y eut plus de victimes à immoler, plus de butin à faire.

Cette folle expédition était à peine terminée qu'une autre non moins blâmable lui succéda. Il passait pour constant que le raja du Tanjaour avait des trésors immenses. Les Anglais et Mahomed-Aly les convoitaient également. On accusa leur possesseur d'avoir trop favorablement accueilli les habitans du Maduré qui s'étaient réfugiés dans ses états; de s'être donné de grands mouvemens pour susciter des ennemis puissans au Carnate; de viser à une indépendance entière; et les forces combinées du nabab et de son allié se portèrent, dans les premiers jours d'août 1773, devant sa capitale, qui fut emportée d'assaut le 17 septembre. Une prison sévère devint le partage du prince, de ses femmes, de ses généraux; et le pays se soumit sans résistance au vainqueur.

Jusqu'à cette conquête le sort de Mahomed-Aly avait été vraiment déplorable. Depuis 1750, il avait versé cent soixante-douze millions dans les coffres de la compagnie. L'appui des principaux agens de ce corps privilégié ne lui avait guère moins coûté. La perception de ses revenus l'avait forcé à avoir toujours sur pied une armée assez nombreuse. Pour avoir la paix avec les Marattes, il avait fallu leur prodiguer de l'or. Des guerres presque continuelles, et trop souvent malheureuses, avaient dévasté ses possessions. L'acqui-

sition du Tanjaour lui parut le terme de ses infortunes. Il compta être bientôt débarrassé de l'énorme dette qui l'écrasait, et se procurer ensuite la liberté de ses mouvemens. Ses espérances furent trompées.

XLII. Conquête du Tanjaour.

On craignit en Angleterre que la paisible possession du Tanjaour ne rendît le nabab trop puissant. Pour le tenir toujours asservi, il fut décidé que cette belle province serait restituée à son ancien maître; et Pigot fut envoyé aux Indes pour opérer la nouvelle révolution. Les prières et les menaces furent employées pendant quatre mois pour faire entrer Mahomed-Aly dans les vues de la compagnie : il fut inflexible. Malgré ses réclamations, le raja fut tiré des fers, et proclamé souverain le 11 avril 1776, mais à des conditions qui dévoilaient toute la politique de ses libérateurs. Il fallut que le prince rétabli s'engageât à n'avoir désormais que six cents soldats, à recevoir pour toujours une garnison britannique dans sa capitale, et à assigner un revenu fixe de quatre millions pour son entretien. Ces stipulations ne mettaient pas seulement sous le joug des Anglais une contrée en possession de nourrir la plus grande partie du Carnate, elles leur donnaient encore toutes les facilités qu'ils pouvaient désirer pour élever leur commerce sur les ruines de celui des nations rivales.

Cependant des arrangemens aussi favorables à ceux qui les avaient exigés entraînèrent d'abord

plus d'inconvéniens qu'ils ne procurèrent d'avantages. Le conseil de Madras, qui s'était prêté à la conquête du Tanjaour, et qui très-vraisemblablement l'avait provoquée pour l'intérêt particulier de la plupart de ses membres, fut inconsolable de voir son avarice trompée, ses plans hautement censurés, son ouvrage détruit. Son ressentiment tomba sur Pigot, quoiqu'il n'eût fait qu'exécuter les ordres qu'il avait reçus à son départ d'Europe. On le destitua de sa placce de gouverneur. Un cachot devint sa demeure. Personne n'eut la liberté de l'approcher. L'officier chargé de le garder lui signifia que le moindre mouvement pour rompre ses fers lui coûterait la tête. Ses amis furent dépouillés ou dispersés, et le chef des conspirateurs occupa son poste. La déposition du souverain qui avait été rétabli dans une partie de ses droits fut le seul crime que les factieux ne se permirent pas. Ils craignirent sans doute d'augmenter le mécontentement de la colonie, dont les dispositions n'étaient pas douteuses, de voir attaquer la région confiée à leur vigilance par les puissances voisines indignées des forfaits antérieurs, d'attirer sur eux le ressentiment de leurs commettans, qui, sur ce point important, avaient si énergiquement manifesté leurs volontés.

La nouvelle d'un événement unique dans les annales de la compagnie ne fut pas plus tôt arrivée en Angleterre, que les propriétaires décidèrent

que Pigot serait rétabli dans le plein exercice des pouvoirs dont il avait été revêtu, et que ceux qui l'en avaient si violemment dépouillé seraient déchus de leurs fonctions. L'intrigue fit résoudre une nouvelle assemblée qui ordonna que tous ceux qui étaient intéressés dans cette étrange affaire viendraient en Europe défendre personnellement leur cause; et ce jugement inique, qui ne distinguait pas l'opprimé des oppresseurs, fut confirmé par le parlement, qui, dans cette occasion comme dans beaucoup d'autres, eut trop de déférence pour le ministère. Heureusement pour l'infortuné prisonnier, ce honteux traitement n'aggrava pas ses maux. Avant que la connaissance en fût parvenue aux Indes, il avait terminé sa déplorable carrière le 18 mai 1777, après neuf mois d'une trop scandaleuse captivité.

XLIII. Confédération contre les Anglais.

A cette époque, les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale levaient l'étendard de l'indépendance. Elle fut bien ou mal à propos assez rapidement reconnue par Louis XVI. Cette démarche hardie fut connue aux Indes dans le mois de juillet 1778. Hastings jugea en habile homme que les hostilités entre les cours de Londres et de Versailles devaient alors être commencées. Dans cette persuasion, il s'empara, sans perdre un moment, des établissemens français qu'on avait laissés sans forces, et fit attaquer le mois suivant Pondichéry, qui ne se rendit qu'après la défense la mieux entendue et la plus opiniâtre. C'était

quelque chose, mais c'était moins qu'il ne fallait pour conjurer l'orage qui se formait contre les Anglais dans le pays même.

Depuis que la régence de Madras avait été en quelque manière forcée en 1769 de signer un traité défensif avec Haïder-Aly, elle n'avait cessé de regarder cet acte comme le comble de l'humiliation. Dans cet esprit, elle s'était toujours refusée aux obligations stipulées par l'alliance. Bien plus, tous ses moyens avaient été employés à contrarier, tantôt à découvert et tantôt clandestinement les projets de ce puissant prince. Une animosité si soutenue lui en avait inspiré une semblable, ou plus forte encore, dont deux événemens redoublèrent la violence.

Les Français possédaient sur la côte de Malabar l'établissement de Mahé, dans le territoire d'un raja tributaire du Maïssour. Averti que les Anglais allaient se porter sur ce comptoir, Haïder signifia qu'il regarderait cette attaque comme faite contre lui-même. Cette déclaration n'arrêta rien, et l'entreprise fut exécutée malgré ses plaintes et malgré ses menaces.

En 1765, Chah-Allum avait fait don aux Anglais des cinq provinces connues sous le nom des Circars du nord, disposition qui, en 1766 et 1768, fut confirmée par Nizam-Aly, soubab du Décan, dont elles étaient une dépendance. Cependant les nouveaux propriétaires ne devaient entrer en jouissance de celle de ces provinces qui porte le nom de

Gouton ou de Montafanagar, qu'à la mort de Bazaletzingue, frère du soubab. L'acquisition de ce beau district, qui interceptait la communication entre le Carnate et le vaste territoire qu'on venait d'obtenir, pouvait être renvoyée à un temps très-éloigné. Le conseil de Madras se donna tous les mouvemens possibles pour l'abréger. Fatigué de tant d'instances, et craignant vraisemblablement quelques violences, le jeune prince prit à son service un petit corps de déserteurs français. Il pouvait aller plus loin, et livrer à cette nation son port de Montapilly. Dans ces circonstances des émissaires adroits lui firent craindre de voir son pays d'Adoui usurpé par Haïder, qui avait poussé jusque-là ses conquêtes, et lui persuadèrent que la compagnie britannique seule était en état de le défendre. Ces considérations le déterminèrent à renvoyer les Européens qu'il soudoyait, à livrer son circar aux Anglais pour un revenu égal à celui que jusqu'alors il avait touché, et à mettre le reste de ses états sous la protection de ieurs armes jusqu'alors communément victorieuses. Le traité fut signé au mois de janvier 1779.

Nizam-Aly fut offensé, comme il devait l'être, d'un accord qui n'aurait pu se faire que de son aveu. Son ressentiment lui inspira le projet d'une confédération de toutes les puissances de l'Inde contre les Anglais. Dans ce plan, qui fut aisément adopté, il devait porter ses armes sur les

circars du nord; Haïder sur le Carnate, Pounah sur le Malabar, le raja de Bérar sur la partie méridionale, et les feudataires marattes sur les frontières orientales du Bengale, la cour de Delhy sur la soubabie d'Oude. Que pouvaient, pour conjurer ce terrible orage, les conseils de Bombay, de Madras, de Calcutta, formés à cette époque par des hommes divisés et cupides, sans lumières et sans prévoyance? La grandeur britannique allait s'évanouir aussi rapidement qu'elle s'était élevée, si le génie de Hastings n'avait veillé à sa destinée. Les ressorts que ce grand politique fit mouvoir pour déconcerter, pour séduire, pour brouiller, pour corrompre, ou pour effrayer des alliés qu'un intérêt commun, que de vifs ressentimens avaient unis, sont la plupart restés jusqu'ici dans l'obscurité; mais le résultat en est connu. On sait que, malgré les basses intrigues de quelques-uns de ses collègues, qui avaient l'insolence d'être jaloux de lui; que, malgré les imprudences d'un grand nombre d'autres serviteurs de la compagnie, il parvint à retenir dans l'inaction plusieurs des ennemis de son pays, et à en réduire plusieurs à demander promptement la paix. Haïder-Aly fut le seul qu'aucun motif ne put empêcher de suivre ses premières résolutions.

Les immenses préparatifs qu'on voyait faire à ce guerrier, le plus actif et le plus habile que l'Indostan eût vu naître dans son sein depuis plusieurs siècles, auraient dû fixer toute l'attention

de ceux contre lesquels ils étaient évidemment dirigés. Il n'en fut pas ainsi. A cette époque les membres du conseil de Madras étaient mal avec Mahomed-Aly; ils étaient brouillés entre eux. Le danger commun ne rapprocha pas les esprits, les aigrit même davantage. On se querella au lieu d'agir Les forteresses du Nabab restèrent sans réparation, sans garnison, sans aucun moyen de défense; et ses bataillons, sans solde, sans discipline, sans esprit militaire. Les troupes britanniques, dispersées sur un trop vaste espace, ne furent pas rapprochées. Les deux alliés manquaient également d'argent, de subsistances, de munitions, d'attelages pour traîner l'artillerie, de tous les nerfs de la guerre; et nul soin ne fut pris d'aucun côté pour se procurer ces secours d'une nécessité indispensable.

Tel était l'état du Carnate, lorsqu'en juillet 1780, Haïder y fondit à la tête de près de cent mille hommes, la plûpart très-accoutumés au maniement des armes. Comme nulle digue ne s'opposait à la violence de ce torrent, ses ravages furent tels, qu'on n'en trouverait peut-être pas d'aussi affreux dans les annales du monde. Dans une étendue de plus de cent lieues, depuis les Gattes jusqu'au Crichna, les champs furent ravagés, les troupeaux enlevés, les villages détruits, les temples renversés, les puits comblés, les étangs desséchés. Il périt un million d'Indiens de tout rang, de tout âge, de tout sexe; et ceux qui

avaient échappé à la faim, au feu, au glaive, aux tortures, furent traînés en captivité dans une région étrangère. L'ouragan avait porté une désolation entière dans l'intérieur des terres, y avait entassé ruines sur ruines, et s'approchait des côtes, qu'aucune mesure n'était encore arrêtée pour lui résister.

Ce ne fut qu'à la fin d'août que l'armée anglaise se mit en mouvement. Monro, qui la commandait, devait être renforcé par un détachement que Baillie lui amenait des circars. Ces deux corps n'étaient plus qu'à quelques milles l'un de l'autre lorsque Haïder assaillit le moins considérable. Repoussé deux jours de suite, après d'énormes pertes, il voulut, malgré les supplications de ses meilleurs généraux, tenter encore une fois la fortune. La jonction, que son intérêt était d'empêcher, ne pouvait se faire que par un vallon très-resserré. Il y plaça en embuscade une partie de son infanterie, et, avec le reste de ses forces, occupa le poste qui lui parut le plus favorable pour soutenir une attaque qui ne pouvait manquer d'être vigoureuse. Le 10 septembre, au point du jour, les troupes britanniques, marchant en colonnes dans le défilé, eurent leurs flancs foudroyés par des canons chargés à mitraille, et se virent entourées par vingt-cinq mille chevaux, par trente régimens de cipayes bien disciplinés, par un corps d'Européens et par une artillerie formidable. Ces dangers inattendus n'ébranlèrent pas leur cou-

rage. Elles firent leurs évolutions avec autant de vivacité, d'ordre et de sang-froid que dans un jour de parade. Quoique étonné d'une fermeté si rare, leur ennemi combattit avec plus d'acharnement qu'il ne l'avait fait dans les actions précédentes, et ne se disposa à quitter le champ de bataille qu'en voyant ses rangs rompus partout, sa cavalerie dispersée, et la terre couverte des membres épars de ses plus intrépides guerriers. Au moment où commençait la retraite, les tombereaux qui contenaient les munitions des Anglais sautèrent tous avec une explosion épouvantable. Ceux de ces hommes intrépides que ce cruel désastre avait épargnés firent des efforts incroyables pour conserver leur premier avantage. Ces prodiges de valeur furent honorables sans être utiles. Baillie, voyant que la plupart de ses soldats avaient mordu la poussière après avoir mille fois affronté et mille fois donné la mort, gagna une éminence d'où, avec le peu de compagnons qui lui restaient, il repoussa treize attaques, toutes vives et toutes bien ordonnées. Quelques-uns d'entre eux furent écrasés sous les pieds des éléphans; d'autres massacrés par des barbares, irrités d'une résistance dont ils n'auraient pas été capables. Le plus grand nombre périrent en perçant de leurs baïonnetes ceux qui tentaient de les approcher. Ce qui avait échappé à tant de carnage fut réduit à mettre bas les armes.

Dans ces scènes d'horreur, les Anglais perdirent

quatre mille noirs et six cents blancs. Baillie fut fait prisonnier avec deux cents Européens, criblés comme lui de blessures. Si pendant l'action Monro eût fondu sur l'arrière-garde d'Haïder, l'armée indienne eût été très-certainement dispersée, prise ou taillée en pièces. Le malheur de la Grande-Bretagne voulut que son général manquât de ce coup-d'œil rapide qui à la guerre maîtrise en quelque sorte les événemens. Pour avoir laissé échapper ce moment décisif, il se vit réduit à enclouer son canon, à brûler ses équipages, à gagner précipitamment Madras.

La nouvelle de ce grand désastre ne fut pas plus tôt arrivée au Bengale, que Hastings, malgré le danger où se trouvait alors cette région plus immédiatement confiée à sa vigilance, en fit partir pour le Coromandel, avec quelques secours d'hommes et d'argent, Eyre Coote, dont les talens militaires étaient universellement avoués. Arrivé à sa destination le 5 décembre, le général trouva les affaires encore plus désespérées qu'on ne le lui avait dit. Le pays était absolument détruit. Nul passage n'était gardé. Les meilleures places s'étaient rendues sans résistance, et ce qui en restait devait avoir bientôt le même sort. Les sujets de Mohamed-Aly, ses officiers, ses soldats, ses secrets, tout était vendu à son ennemi. Il n'y avait dans les magasins ni munitions ni subsistances. Les cipayes désertaient en foule, et les troupes européennes étaient elles-mêmes découragées.

Les forces d'Haïder avaient toujours augmenté de plus en plus, à mesure que celles des Anglais s'étaient affaiblies.

L'acquisition du Tanjaour occupait depuis longtemps toutes les pensées de ce prince. Déjà une partie d'un si beau pays s'était soumise à ses armes. Pour parvenir à se rendre maître de la capitale, il attaqua à la fois Vandervachy et Permacoil, dont la conquête aurait intercepté la communication de Madras avec cette importante forteresse. Quelque faible que fût Coote, il ne balança pas à se porter où les intérêts de sa patrie l'appelaient. A son approche les deux siéges furent levés, mais pour le combattre. Son objet était rempli, et il jugea sagement qu'il ne lui convenait pas d'exposer le sort du Carnate au risque d'une bataille. On le vit rentrer dans son camp du mont, d'où il était sorti le 17 janvier 1781. Ses savantes manœuvres le mirent en état, dans les mois suivans, de ravitailler les places les plus exposées, de recouvrer une partie du pays, de former de nouvelles frontières, d'assembler des vivres et des munitions, de rendre aux troupes leur première audace. Trichenapaly lui parut menacée en juillet, et il vola à son secours, déterminé à attaquer avec dix mille hommes une armée de cent cinquante mille.

Le plan du général anglais était de prendre son ennemi en flanc. Haïder, qui demêla cette intention, fit des mouvemens si rapides et si bien

combinés, qu'il fallut le combattre par tout son front. Cette sagacité ne lui servit de rien. Chaque individu du faible corps de Coote se comporta comme si l'événement de la journée eût dépendu de ses seuls efforts ; et, pour nous servir de l'expression de leur digne chef, les nerfs de tous furent mis en action jusqu'à leur dernier degré de tension. Les troupes maïssouriennes ne purent résister à une valeur qui aurait honoré les Grecs et les Romains. Elles firent une retraite précipitée, laissant sur le champ de bataille quatre mille de leurs plus braves soldats, et un grand nombre de leurs meilleurs officiers.

Cet événement força Tippo-Saïb d'abandonner le siège de Vandervachy pour renforcer son père, et donna à l'armée britannique la facilité de joindre le secours qui lui venait par terre du Bengale. Coote, se voyant alors à la tête de vingt mille hommes, attaqua Trepassore, qui capitula le 23 août. Sans perdre un moment, il marcha à Haïder, qui avait accouru pour sauver la place, et le trouva avantageusement posté sur le terrain même où Baillie avait été battu l'année précédente. L'action s'engagea le 27, à neuf heures du matin, et dura jusqu'à la nuit. Peu de batailles furent aussi vives, aussi meurtrières, aussi opiniâtres. Sur ce théâtre de carnage, les combattans avaient des deux côtés des motifs particuliers pour disputer la victoire jusqu'à la dernière extrémité. Les uns désiraient ne pas perdre l'honneur d'un

premier succès, et les autres brûlaient de réparer la honte ou le malheur d'une défaite. Les Maïssouriens se surpassèrent, et n'en furent pas moins réduits à prendre la fuite dans un assez grand désordre.

On ne leur donna point de relâche. Ils furent poursuivis très-vivement, et forcés, un mois après, à recevoir une nouvelle bataille tout près de Morlingour. Quoiqu'elle n'eût commencé qu'à quatre heures après midi, ils y perdirent plus de cinq mille hommes. Le vainqueur retira de ce succès l'avantage de pouvoir ravitailler quelques-unes de ses places qui étaient bloquées où menacées, et de se rendre maître de Chittore.

Au commencement de janvier 1782, l'importante forteresse de Vélore se trouvant dans la plus grande détresse, Coote y marcha pour lui fournir ce dont elle avait besoin. Sur la route se trouvait un marais profond qu'on ne pouvait éviter. A peine y fut-il engagé que cent foudres d'airain tonnèrent sur lui. Son artillerie fit taire celle des assaillans, et porta la mort dans tous les rangs. Cette perte ne les empêcha pas d'attaquer au même endroit l'armée anglaise, qui y repassait après avoir rempli ses vues. Cette tentative nouvelle ne réussit pas mieux que la première, et donna lieu à une bataille le lendemain 13 janvier. Les Maïssouriens furent encore battus, et obligés de fuir après de très-grandes pertes.

Tandis qu'au nord du Carnate Coote tenait en

échec toutes les forces d'Haïder, et en triomphait chaque fois qu'on en venait aux mains, le sud de cette contrée avait aussi ses agitations. Les Hollandais, avertis que leur république venait de se brouiller avec la Grande-Bretagne, s'occupèrent du soin de mettre en défense le bel établissement de Négapatnam, qu'ils possédaient dans le Tanjaour. Cette place pouvait et devait servir de magasin et d'arsenal au gros corps de Français qu'on attendait de jour en jour. Il parut important au conseil de Madras de s'en emparer, et l'amiral Hughes eut ordre de la bloquer par mer tandis que Monro l'attaquerait par terre. L'armée anglaise arriva devant la ville le 22 octobre 1781, emporta d'asssaut, le 29, les lignes qui en défendaient l'approche, ouvrit la tranchée le 3e novembre, et entra le 12 dans la forteresse.

De grands avantages suivirent cette conquête. Elle mit le vainqueur en possession d'une nombreuse artillerie, de beaucoup de munitions de guerre et de bouche, de tous les effets qui appartenaient à la compagnie hollandaise. La plupart des soldats européens qui formaient la garnison aimèrent mieux se ranger sous des drapeaux où ils pouvaient espérer de l'avancement et du butin, que de languir ou de mourir dans des prisons. Les parties du Tanjaour qu'occupaient les troupes maïssouriennes furent toutes évacuées, et les poligars du Maduré et de Tinavelli, qui s'étaient joints à ses ennemis, rentrèrent dans l'obéissance.

Mais un revers inattendu ne tarda pas à balancer ce succès. Le colonel Braithwaite devait, avec deux mille soldats, deux cent cinquante chevaux et treize pièces de campagne, couvrir le Tanjaour et les provinces qui en sont voisines. Il était campé dans une vaste plaine, sur les bords du Coleron, et s'y croyait à l'abri de toute surprise, parce qu'il fallait traverser plusieurs grandes rivières pour arriver jusqu'à lui.

Tippo-Saïb, instruit de la sécurité du général anglais, résolut de surmonter les difficultés, et en vint à bout. Vingt mille hommes en entourèrent deux mille deux cent cinquante qui n'étaient nullement préparés à les recevoir. Cependant l'action, qui commença le 16 février 1782, et ne finit que le 18, n'en fut pas moins terrible. Pendant vingt-six heures de ces trois jours on combattit avec un acharnement qui n'avait point d'exemple dans ces contrées. Sous le feu le plus violent, Braithwaite avait réussi à former ses troupes en bataillon carré, à disposer ses faibles canons sur tous les fronts, à placer son petit corps de cavalerie au centre ; ce qui le mettait en état de faire face à toutes les attaques. Elles se renouvelaient sans interruption. La plupart étaient conduites par Tippo lui-même, qui voulait avec son infanterie rompre la ligne pour donner à sa cavalerie la facilité d'y pénétrer. Ses efforts furent inutiles. On le recevait avec un déluge de mitraille et de mousqueterie qui abattait

les siens par centaines, et ceux qui avaient échappé étaient poursuivis par les escadrons anglais, qui ne reprenaient leur poste qu'après avoir massacré ceux dont la fuite avait été la moins précipitée.

Les assaillans, découragés par leurs énormes pertes, demandaient hautement qu'on abandonnât une entreprise qui leur coûtait tant de sang, lorsque le fils d'Haïder se détermina à une dernière tentative. Par son ordre, Lalley, avec les quatre cents Européens qu'il commandait, s'avança, la bayonnette au bout du fusil, sur le côté qui lui paraissait le plus affaibli, tandis qu'une nombreuse artillerie, très-bien soutenue, faisait un feu infernal sur les trois autres. La moitié des cipayes et de leurs officiers avaient péri. Ceux qui vivaient étaient couverts de blessures. Leur épuisement seul les empêcha d'opposer une résistance insurmontable à un corps très-aguerri qui n'avait pas encore donné, et appuyait une grande armée. Presque tous furent tués sans qu'aucun eût quitté son rang. Le peu qui échappèrent au glaive allèrent souffrir les maux d'un long et cruel emprisonnement dans la capitale du Maïssour.

Les esprits n'étaient pas encore revenus de l'étonnement qu'avait causé cette terrible scène, lorsque le 11 mars deux mille Français prirent terre à Porto-Novo. Un corps considérable d'Indiens les ayant joints, ils attaquèrent Goudelour,

qui se rendit le 8 avril. Coote craignit pour Vandervachy. Cette inquiétude lui fit choisir, sans perdre un moment, la position qui lui parut la plus favorable pour couvrir la place. Son espoir était qu'il y serait attaqué par une armée quatre fois plus nombreuse que la sienne. Voyant son attente trompée, il alla lui-même chercher son ennemi, qui, fidèle au système défensif qu'il avait adopté, gagna des hauteurs inexpugnables. Pour l'en tirer, il menaça Arnée, ne doutant pas qu'Haïder ne vînt au secours d'une forteresse qui renfermait tous ses magasins. Le stratagème réussit. Les bandes maïssouriennes se précipitèrent comme un torrent des montagnes qui leur avaient servi d'asile, et engagèrent une grande action le 2 juin. Le général anglais fut réduit à former dans un fond sa ligne sous le feu de plusieurs batteries bien servies qui dominaient son camp. Mais, étant parvenu à réduire les diverses attaques à un point déterminé, la fortune ne tarda pas à se décider pour lui.

C'était la cinquième bataille que Coote gagnait contre Haïder en moins d'un an. Dans toutes il montra un génie supérieur à celui de ce guerrier le plus redoutable qui eût paru dans l'Indostan depuis plusieurs siècles. Cependant aucune ne fut décisive. Les Anglais manquèrent quelquefois des attelages nécessaires pour traîner un petit nombre de canons, et n'eurent jamais la cavalerie qu'il leur aurait fallu pour mettre à profit

leurs victoires, pour s'emparer de l'artillerie, des bagages, des munitions de leur ennemi, pour intercepter ses convois, pour le réduire à demander la fin des hostilités.

Elles furent assez languissantes depuis le combat d'Arnée jusqu'à la fin de la campagne. Les deux armées ne firent guère que s'observer. Leur soin principal parut être de se procurer des subsistances dans un pays totalement détruit, où l'on ne voyait pas apparence de culture, et dont la famine engloutissait le peu d'habitans qui avaient échappé au glaive. Les troupes avaient beaucoup souffert, et les généraux plus encore que les troupes. Dès que la saison des pluies eut fait prendre les quartiers d'hiver, Coote se rendit dans le Bengale pour essayer d'y rétablir une santé totalement détruite par les fatigues, et Haïder finit peu après une carrière également brillante et agitée. Les Anglais avaient déjà fait la paix avec les Marattes, et ne tardèrent pas à se réconcilier avec les Français. C'était pour Tippo-Saïb un allié de moins, et très-vraisemblablement un ennemi de plus. Il ne perdit cependant pas courage; et ce ne fut que le 11 mars 1784 qu'il signa son accommodement avec Madras dans des circonstances où, malgré sa capacité, son orgueil et ses ressentimens, son père lui-même l'aurait désiré, et peut-être sollicité.

XLIV. Pacification de 1784.

Par ce traité, les places prises de part et d'autre étaient restituées. Les prisonniers de guerre, en

quelque nombre qu'ils fussent, recouvraient sans rançon leur liberté. Ceux des habitans qu'on avait enlevés de force, ou qui s'étaient volontairement expatriés, pouvaient regagner sans opposition leurs anciens foyers. En rentrant dans leurs premiers liens, les tributaires réfractaires étaient à l'abri de toute punition. Tippo renonçait aux prétentions qu'il avait manifestées sur le Carnate, et réintégrait le commerce anglais dans tous les priviléges dont avant les troubles il avait joui. Une amitié sincère et durable devait s'établir entre les parties contractantes.

Cette transaction acheva de dissiper l'orage qui avait menacé avec tant d'éclat l'empire immense que la valeur et la politique britannique avaient formé dans l'Inde. Loin d'être démembré par les intrigues et par les armées des nombreux ennemis conjurés pour sa ruine, il s'agrandit, au Malabar, de l'île de Salsette; au Coromandel, de la ville et du territoire de Négapatnam; au Bengale, de la principauté de Bénarés. Ce succès inattendu fut dû principalement au génie de Hastings, dont les conceptions furent toujours vastes, les mesures toujours bien combinées, les instrumens toujours judicieusement choisis, et qui, malgré les dépenses qu'exigeait la conservation des provinces situées sur le Gange, sut, durant le cours de cette terrible guerre, fournir quatre-vingt-dix-neuf millions à Bombay, et soixante à Madras.

Malgré tant de secours, à la paix la dernière

colonie se trouva chargée d'une dette de vingt millions de livres, sans aucun moyen pour la liquider. Plus de la moitié des habitans du Carnate avaient péri par le fer, par le feu ou par la famine. Les villages et les lieux ouverts étant généralement détruits, il ne restait ni un bœuf, ni un buffle pour le labourage. Hors des établissemens européens, on ne voyait pas un seul métier. Le coton manquait absolument. Nulle trace dans la contrée ni de culture ni d'industrie. Les ressources que le comptoir avait jusqu'alors trouvées dans son propre territoire, dans ses douanes et dans les revenus du nabab, se réduisaient à rien, ou à peu de chose. Eût-il reçu de sa métropole des fonds suffisans pour des riches cargaisons, il eût été dans l'impossibilité de les former. A peine ces profondes plaies commençaient à se cicatriser, qu'une nouvelle guerre parut devoir les rouvrir.

Peu après que les Portugais se furent montrés aux Indes, le territoire borné mais fertile et agréable de Cranganor leur parut une acquisition à faire. Ils en poussèrent les habitans dans l'intérieur du pays, et y fondèrent à une lieue de la mer, sur une assez grande rivière, une ville qui, avec le temps, devint florissante. Les Hollandais les en chassèrent en 1662, en resserrèrent les limites, et avec les matériaux des grands édifices qu'ils avaient détruits élevèrent quelques fortifications. La place avait sans doute perdu ce

qu'elle eut autrefois d'importance, puisque ses maîtres offrirent en 1788 au roi de Travancor de la lui vendre. Ce prince riche et sage trouva qu'une possession qui devait étendre et couvrir son domaine lui convenait beaucoup, et ne dissimula pas le plaisir que cette ouverture lui causait.

Tippo-Saïb, instruit à temps de la négociation, prit les armes pour la traverser, et ne les quitta pas même après que le traité eut été conclu. Il craignit ou parut craindre que l'agrandissement d'un voisin déjà puissant, et qui pouvait être soutenu par un allié beaucoup plus puissant encore, n'exposât plus tôt ou plus tard ses états du Malabar à l'invasion.

A cette époque les Anglais jouissaient en paix des grandes conquêtes qu'ils avaient faites dans l'Indostan. Nul peuple n'y pouvait troubler leur tranquillité. Cette situation de choses leur permettait de réunir leurs forces contre l'ennemi qu'ils auraient intérêt à se donner. Ils avaient de grandes vengeances à exercer contre Tippo; et leur politique paraissait exiger qu'ils le réduisissent à l'impossibilité de traverser désormais leurs entreprises. Les hostilités que cet ambitieux fils d'Haïder s'était permises contre leur ami étaient un prétexte trop honorable pour ne le pas saisir, et ils lui déclarèrent la guerre. Cornwallis, qui avait montré des talens et des vertus en Amérique, et qui était alors le chef de sa nation en Asie, se mit à la tête de l'armée. Plus actif que

ses prédécesseurs, ou mieux servi par les circonstances, il ne donna pas à son ennemi le temps de ravager encore une fois le Carnate. Ce fut le Maïssour même qui devint le théâtre des dévastations. Avant la fin de la seconde campagne, le général européen dicta la loi. Les conditions en furent honteuses et ruineuses pour celui que des défaites répétées forçaient à la recevoir; glorieuses et utiles au vainqueur.

Dans l'état actuel des choses, le Carnate entier peut être regardé comme une propriété britannique. Les agens de cette nation y donnent partout des ordres, et ces ordres n'éprouvent que très-rarement quelque contradiction. Cet ascendant a causé une sorte de révolution dans le commerce. Les tisserands fixés dans l'intérieur des terres, qui fabriquaient autrefois indifféremment leurs toiles pour tous les peuples commerçans établis sur la côte, qui leur faisaient des avances, sont maintenant, la plupart, forcés à ne travailler que pour les comptoirs anglais.

Celui de Négapatnam est le plus au nord. Les Hollandais, qui le possédèrent plus d'un siècle, y avaient attiré une grande population et formé des manufactures florissantes. Le fruit de leurs travaux devint, en 1782, la proie d'un ennemi redoutable que l'intrigue leur avait suscité. Ces républicains dégénérés, du moins aux Indes, ne s'affligèrent pas seuls de l'événement. Les Français et les Danois, leurs voisins, jugèrent aisé-

ment que le rival que la conquête venait de leur donner serait plus dangereux pour eux que celui dont ils étaient délivrés; et les suites n'ont que trop confirmé ces inquiétudes.

XLV. Possessions anglaises à la côte de Coromandel.

Divicoté est l'établissement anglais le plus rapproché de Négapatnam. Lawrence s'en empara en 1749. Des considérations politiques déterminèrent le roi de Tanjaour à céder ce qu'on lui avait pris, et à y ajouter un territoire de trois milles de circonférence. On espérait alors que ce serait un jour une possession importante. C'était une opinion assez généralement reçue que le Coleram, qui baigne ses murs, pouvait être mis en état de recevoir les plus grands vaisseaux. Le Coromandel n'aurait plus été sans port; et la puissance en possession de la seule rade qui s'y serait trouvée aurait eu un moyen de guerre et de commerce dont auraient été privées les autres nations. Ce songe s'est évanoui; et le petit fort est resté dans l'obscurité où on l'avait trouvé.

En 1686, les Anglais obtinrent, pour sept à huit cent mille francs, Goudelour avec un espace de huit milles sur la côte, et de quatre milles dans l'intérieur des terres. Le marché qu'ils avaient fait avec un prince indien fut ratifié par les Mogols, qui, peu de temps après, se rendirent maîtres du pays. Faisant réflexion dans la suite que la ville qu'ils avaient trouvée tout établie était à quelque distance de la mer, et qu'on pouvait lui couper aisément les vivres, ils bâtirent, à la portée du

canon, la forteresse de Saint-David, à l'entrée d'une rivière et au bord de l'Océan indien. Ces ouvrages, détruits en 1758 par les Français, n'ont pas été rétablis depuis. On s'est contenté de mettre Goudelour à l'abri d'un coup de main.

Ce comptoir, qui jouit d'un sol fertile et bien arrosé, fut brillant dès son origine, et ses prospérités ont depuis toujours augmenté. Il compte quatre-vingt mille habitans, tous occupés à manufacturer des toiles de toutes les espèces, à teindre celles qui lui sont apportées d'ailleurs, à fabriquer les plus beaux basins de l'univers. Sa garde et son administration ne sont pas à charge à la compagnie. Ses propres revenus suffisent à cette double dépense.

Masulipatan, située à l'embouchure du Chrichna, fut très-anciennement le marché le plus actif, le plus fréquenté, le plus riche de l'Indostan. Il l'était encore lorsque les nations européennes firent voir leur pavillon aux Indes; et la plupart y placèrent des comptoirs. Les grands établissemens qu'elles formèrent successivement sur la côte de Coromandel lui firent perdre beaucoup de son importance. Ses avantages étaient cependant, en 1750, assez considérables pour en faire désirer la possession par les Français. Elle leur fut accordée, mais pour passer, neuf ans après, dans les mains des Anglais, qui depuis en ont joui paisiblement.

Les nouveaux souverains n'ont pas réussi à

rendre à la place son premier éclat; mais leurs efforts n'ont pas été tout-à-fait perdus. Comme les plantes qui servent à teindre et à imprimer les toiles sont plus abondantes et de meilleure qualité sur son territoire que partout ailleurs, l'usage en a été étendu et multiplié. Cependant l'acquisition sera toujours moins utile aux Anglais par les marchandises qu'ils y achèteront que par celles qu'ils y pourront vendre. De temps immémorial les peuples de l'intérieur venaient en caravanes s'y pourvoir de sel. Ils y accourent encore, et emportent avec cette denrée, d'absolue nécessité, beaucoup de lainages, beaucoup d'autres ouvrages de l'industrie européenne. Ce mouvement, en lui-même très-rapide, est accéléré par celui qu'y occasionnent les provinces de Condavir, de Montafanagar, d'Elour, de Raghimendri, de Chicacol, devenues propriétés britanniques depuis 1766, et qui, occupant six cents milles sur les rivages de la mer, s'enfoncent depuis trente jusqu'à quatre-vingt-dix milles dans les terres.

Quoique ces vastes contrées, plongées durant des siècles dans l'anarchie, aient beaucoup changé depuis qu'elles ont subi le joug anglais, l'image du désordre s'y offre encore de toutes parts. Mais, à mesure que les zemindars, qui n'étaient originairement que des fermiers, sont dépouillés de l'autorité absolue qu'ils avaient usurpée; à mesure qu'on les réduit à l'impossibilité de se faire mutuellement la guerre; à mesure que les dis-

tricts soumis à leur juridiction souffrent moins de leurs vexations, le pays se repeuple, les campagnes offrent un aspect moins hideux, les ateliers se raniment. Encore quelques années de tranquillité, quelques années d'une administration vigilante, et la nature n'aura pas inutilement prodigué ses dons à cette bonne et douce portion du genre humain. Le gouvernement travaillerait pour lui comme pour elle, s'il se déterminait à préserver des inondations du Crichna et du Guadavery un espace immense qu'ils couvrent six mois de l'année; si leurs eaux étaient sagement distribuées pour l'arrosement, si ces deux fleuves étaient joints par un canal de navigation. Les anciens Indiens eurent l'idée de ces travaux. Peut-être même furent-ils commencés. Les gens éclairés les jugent au moins peu dispendieux et très-praticables.

Cette amélioration n'étendrait pas seulement les affaires de Masulipatan, son influence s'étendrait jusqu'à Visigapatnam. C'est un comptoir anglais très-anciennement formé dans la province de Raghimendri. Il était renommé pour la finesse de ses toiles, avant qu'en 1756 les Français l'eussent pillé et fait sauter ses fortifications. Le nombre des métiers diminua beaucoup après ce désastre; mais ils doivent s'être rétablis depuis que ses maîtres sont devenus les souverains de ces contrées. Tout porte même à penser qu'ils se multiplieront toujours de plus en plus; et voici pourquoi.

L'empire britannique à la côte d'Orixa est séparé des embouchures du Gange par le Katek ou Bérar, dont Nagpour est la capitale. Les peuples qui habitent cette région peu connue sont les moins sociables de tous les Indiens, et se refusèrent toujours opiniâtrément aux liaisons qu'on voulait former avec eux. Le pays fut subjugué en 1740 par quarante mille cavaliers marattes qui, contens de percevoir un tribut suffisant pour les faire vivre commodément, laissèrent leurs nouveaux sujets sous la direction immédiate de leurs anciens rajas. Le chef de cette milice n'a pas oublié ses droits au trône de Sattarah, et se propose bien de les faire valoir lorsque les circonstances le lui permettront. Comme les Anglais peuvent principalement seconder son ambition, il les a toujours menagés avec une attention extrême ; et l'on ne peut guère douter qu'il ne soit disposé à favoriser leur commerce, soit en leur permettant d'établir une loge sur ses rivages, soit en facilitant les exportations vers Visigapatnam.

Au treizième degré trente minutes de latitude septentrionale, au quatre-vingtième de longitude, et presqu'au centre des établissemens anglais formés dans le Coromandel, s'élève Madras sur une plage sablonneuse, stérile, et privée d'eau potable. On a beaucoup varié sur les motifs qui déterminèrent Guillaume Langhorne en faveur d'un si mauvais emplacement. N'est-il pas naturel de

penser qu'il n'eut pas la liberté du choix, et que le souverain qui l'accueillait espéra qu'une colonie étrangère vivifierait un peu plus tôt, un peu plus tard cette partie jusqu'alors inutile de ses possessions ? Si ce prince eut une idée si bien raisonnée, l'événement prouva qu'il avait conjecturé heureusement. Plusieurs causes se réunirent pour élever très-rapidement le nouveau comptoir à d'assez grandes prospérités.

Il fut établi à l'époque si célèbre en Angleterre sous le nom de *restauration*. Avec le gouvernement les mœurs changèrent d'abord à Londres, et peu à peu dans le reste du royaume. Charles II introduisit parmi ses sujets plusieurs des jouissances qu'il avait trouvées dans les contrées qu'il avait parcourues au temps de ses infortunes, et plus particulièrement le luxe dans les vêtemens, que la sévérité républicaine avait proscrit. Mais, comme le climat repoussait les étoffes d'or et d'argent, on se jeta avec une espèce de passion sur les toiles des Indes, dont jusqu'alors l'usage n'avait pas été commun. Madras pouvait fournir seul à cette consommation, sur laquelle il y avait de gros gains à faire ; et il fallut multiplier les ateliers. La chose ne fut pas difficile.

Les nations européennes qui ont acquis quelque territoire dans l'Inde choisissent, la plupart, pour leurs fermiers des naturels du pays, dont elles exigent des avances si considérables, que pour les payer

ils sont obligés d'emprunter à un intérêt exorbitant. L'état violent où ces fermiers avides se sont mis volontairement les réduit à la nécessité d'exiger des habitans auxquels ils sous-louent quelques portions de terre un prix si considérable, que ces malheureux abandonnent leurs aldées, et les abandonnent pour toujours. Le traitant, ruiné par cette fuite qui le rend insolvable, est renvoyé pour faire place à un successeur, qui a communément la même destinée ; de sorte qu'il arrive le plus souvent qu'il n'y a de payé que les premières avances, ou fort peu de chose au-delà. Madras suivit une marche différente. Ses administrateurs avaient remarqué que les villages étaient formés par plusieurs familles, qui la plupart tenaient les unes aux autres, et cette observation leur fit bannir l'usage des fermiers. Chaque champ fut taxé à une redevance annuelle, et le chef de la famille fut caution pour ses parens, pour ses alliés. Cette méthode lia les colons les uns aux autres, et leur donna la volonté et les moyens de se soutenir réciproquement. L'humanité qu'on avait pour les cultivateurs s'étendit aux tisserands, et cet esprit de modération attira un grand nombre des uns et des autres dans la colonie.

L'Europe offrait un débouché avantageux à leur industrie. La modération des douanes, la sûreté pour les choses et pour les personnes, attirèrent à Madras une foule de négocians anglais,

indiens, juifs, arméniens, qui lui ouvrirent d'autres canaux dans les mers d'Asie et d'Afrique. L'obligation imposée à tous les comptoirs britanniques formés dans cette partie du globe de recevoir leurs fonds de cet établissement principal, et d'y envoyer leurs marchandises, accrut considérablement le mouvement qui lui était propre. Il s'arrêta lorsque les Français se furent emparés de cette importante place, mais pour redevenir plus rapide que jamais, après que les premiers possesseurs l'eurent recouvrée; après qu'ils se furent rendus en quelque manière les maîtres du Carnate sous le nom du souverain qu'ils lui avaient donné; après qu'ils eurent procuré à leur territoire l'extension qui convenait à leur ambition.

Madras est divisée en ville Blanche et en ville Noire. La première, plus connue en Europe sous le nom de fort Saint-George, n'est habitée que par les Anglais. Elle n'eut pendant long-temps que peu et de mauvaises fortifications. Les ouvrages ont été multipliés, ont été perfectionnés dans les derniers temps; et c'est Mohamed-Aly qui en a fait principalement la dépense. La ville Noire, autrefois entièrement ouverte, est maintenant entourée d'un large fossé plein d'eau, d'un mur très-épais, flanqué de quelques bastions. Ces précautions l'ont mise à l'abri d'un coup de main, et lui permettraient même d'arrêter quelques jours une armée entière, s'il était possible et raison-

nable d'y placer une garnison telle que l'exigerait une circonférence qui renferme quatre cent mille âmes.

A un mille de ce grand établissement est Chepâk, où la cour du nabab est fixée depuis 1769.

Le territoire de Madras n'était rien anciennement. Depuis il s'est étendu cinquante milles à l'ouest, cinquante milles au nord, cinquante milles au sud. Ce grand espace est aussi bien cultivé qu'il puisse l'être; et il s'y est formé, comme dans la ville, des manufactures florissantes. Il ne manque à ce magnifique établissement qu'un port; mais cette privation est la même pour toutes les colonies européennes élevées sur cette côte, généralement trop basse.

Pour donner de la stabilité à tant d'avantages, il reste à régler l'ordre de la succession. Mohamed-Aly, d'abord la créature des Anglais, et ensuite leur soutien, a deux fils; l'un doux, juste, pacifique, mais indolent, et trop livré à son harem; l'autre actif, perfide, opiniâtre, et toujours occupé d'intrigues ou d'affaires. Si le vieux nabab termine sa carrière sans s'être choisi un héritier, sa dépouille sera certainement ensanglantée. L'aîné voudra faire valoir son droit de primogéniture; le cadet, auquel la prédilection de son père a valu des richesses et le commandement de l'armée, aura aussi des prétentions. Les peuples se partageront entre les deux concurrens, et les puissances voisines prendront part à

ces démêlés, dans l'espoir bien fondé de s'approprier quelques parties d'un état en proie à des convulsions domestiques, et d'affaiblir l'influence britannique sur leurs frontières. C'est au cabinet de Saint-James à juger s'il ne serait pas d'une saine politique de prévenir ces fâcheux événemens. L'opposition qu'il pourra trouver dans les employés de la compagnie ne doit pas l'arrêter. Il est connu que ces hommes avides attendent impatiemment une mort que leurs persécutions peuvent hâter, parce qu'ils sont bien assurés que les deux factions achèteront leur appui par des millions de roupies.

XLVI. Révolutions arrivées dans le Bengale.

Le Bengale est la partie la plus orientale de l'Indostan, ou du pays qui est renfermé entre l'Indus et le Gange. Son étendue le long de la mer est de cent lieues; mais il était très-borné dans l'intérieur des terres avant qu'on y eût annexé les belles et fertiles provinces de Bahar et de Patna.

Le pays est arrosé et coupé par le Gange, qui prend sa source dans les monts Himala, puis traverse un pays montagneux, d'où il sort par le defilé d'Herdouar, pour entrer dans les plaines de l'Indostan. Une pieuse tradition, à laquelle ce lieu doit son nom, qui signifie *porte de Vichenou*, y attire une foule innombrable d'adorateurs de Brama. Ils y viennent pour se purifier de leurs souillures dans les eaux du fleuve. C'est à l'époque de l'entrée du soleil dans le signe du bé-

lier que les pèlerins accourent dans cet endroit sacré. Le fleuve, après avoir formé dans son cours plusieurs îles étendues, fertiles et peuplées, va se perdre dans l'Océan par plusieurs embouchures.

L'espace qui les sépare au bord de la mer est occupé par les bois de Sandery. Ce terrain était peuplé, était cultivé, il y a deux siècles, comme le reste du Bengale. Alors des pirates qui occupaient Chatigan, et qu'on nommait Alogs, commencèrent à se faire connaître par leurs brigandages. Ils furent joints successivement par les Portugais que flétrissaient les lois, que poursuivait l'inquisition, que les Hollandais chassaient de leurs domaines; par tous les déserteurs, tous les banqueroutiers, tous les scélérats de cette nation dégénérée. La prise de quelques frêles bâtimens devint bientôt insuffisante pour assouvir l'avidité de ces forbans devenus nombreux. Ils se jetèrent sur les petites îles formées dans le bas du fleuve, les pillèrent, et en enlevèrent les habitans, qu'ils allaient vendre dans tous les marchés d'esclaves. La cour de Delhy, réveillée par le cri des peuples, mit enfin un terme à tant de calamités; mais à cette époque le Sandery était désert, et il est resté depuis un désert. On n'y voit plus que des tigres, en possession de dévorer les équipages des navires que les vagues jettent trop souvent sur ces plages dangereuses.

Il est connu que le Gange sort assez régulièrement de son lit au mois de juin pour n'y ren-

trer que dans le mois d'août, et qu'on regarde cette saison comme très-meurtrière. Le Bengale est alors sous l'eau. On ne saurait douter que le pays ne doive à ces débordemens périodiques l'étonnante fécondité qui le distingue des contrées même les plus fortunées, puisque, quand il a le malheur d'en être privé, la disette est universelle.

L'art n'a rien ajouté à ces dons d'une nature peut-être trop libérale. On ne voit dans le Bengale ni belles chaussées, ni commodes caravenserais, ni étangs creusés à grands frais, ni magnifiques pagodes, ni plantations qui offrent aux voyageurs un ombrage délicieux, ni aucun de ces monumens de grandeur et de bienfaisance si communs dans le reste de l'Inde. Les bâtimens même de nécessité première ont un aspect hideux. Dans les campagnes, ce sont partout des maisons de boue, des charpentes de bambou, des toits de chaume. Les villes n'ont guère plus de commodités ou plus d'élégance. Partout l'habillement est digne de l'habitation. Si les terres paraissent moins négligées, c'est que leur aptitude à tout produire dispense de beaucoup de soins. Peu de bras suffisent pour en obtenir de quoi nourrir le pays, de quoi alimenter les nations étrangères. La plupart des Bengalis, encore plus indolens que les autres habitans des climats brûlans, se livrent à des fabriques sédentaires qui demandent un travail plus assidu que fatigant.

Au confluent du Djemnah et du Gange fut au-

trefois une ville nommée Palibothra. Elle était si ancienne, que Diodore de Sicile ne craignait pas d'assurer qu'elle avait été bâtie par cet Hercule auquel les Grecs attribuaient tout ce qui s'était fait de grand dans le monde. Ses richesses, du temps de Pline, étaient célèbres dans tout l'univers. C'était le marché général de toutes les marchandises de l'Asie. L'histoire perd de vue le Bengale, et ne recommence à s'en occuper qu'à la fin du seizième siècle. Akbar, grand-père d'Aurengzeb, en entreprit la conquête, et la finit en moins de cinq ans. Depuis cette époque elle n'a pas cessé de reconnaître les Mogols pour ses souverains. Leur lieutenant a fait successivement sa résidence à Raja-Mahol, à Daca, à Moxoudabad, en d'autres lieux encore. Plusieurs nababs, plusieurs rajas furent toujours subordonnés à ce vice-roi nommé soubab.

Ce furent long-temps les fils du chef de l'empire qui occupèrent ce poste important. Ils abusèrent si souvent, pour troubler l'état, des forces et des richesses dont ils disposaient, qu'on crut devoir en confier l'administration à des hommes moins accrédités et plus dépendans. Les nouveaux gouverneurs ne firent pas, à la vérité, trembler la cour de Delhy, mais ils se montrèrent peu exacts à faire passer au trésor public les tributs qu'ils recueillaient. L'infidélité passa toutes les bornes après que Nadir-Chah eut tout bouleversé dans l'Indostan.

XLVII. Mœurs anciennes des Indiens retrouvées dans le Bisnapore.

Dans ces mouvemens divers, le Bengale continua à gémir, comme le reste de l'empire, sous le gouvernement le plus arbitraire. Cependant l'oppression fut toujours forcée de s'arrêter sur les frontières d'une de ses parties situées à l'ouest. Ce canton fortuné, qui peut avoir cent soixante milles d'étendue, se nomme Bisnapore. Il est conduit de temps immémorial par un brame Rajepoute. C'est là qu'on retrouve sans altération la pureté et l'équité de l'ancien système politique des Indiens. On a vu jusqu'ici avec trop d'indifférence ce gouvernement unique, le plus beau monument, le monument le plus intéressant qu'il y ait dans le monde. Il ne nous reste des anciens peuples que de l'airain et des marbres, qui ne parlent qu'à l'imagination et à la conjecture, monumens peu fidèles des mœurs et des usages qui ne sont plus. Le philosophe transporté dans le Bisnapore se trouverait tout à coup témoin de la vie que menaient, il y a plusieurs milliers d'années, les premiers habitans de l'Inde ; il converserait avec eux ; il suivrait les progrès de cette nation, qui fut célèbre, pour ainsi dire, au sortir du berceau ; il verrait se former une législation qui, n'ayant pour base que des préjugés heureux, que des mœurs simples et pures, que la douceur des peuples, que la bonne foi des chefs, a survécu à cette foule innombrable de législations qui n'ont fait que paraître sur la terre avec les générations qu'elles ont tourmentées ; plus solide, plus

durable que ces édifices politiques, qui, formés par l'imposture et par l'enthousiasme, sont les fléaux du genre humain, et destinés à périr avec les folles opinions qui les ont élevés; le gouvernement du Bisnapore, ouvrage de l'attention qu'on a donnée à l'ordre et aux lois de la nature, s'est établi, s'est maintenu sur des principes qui ne changent point, et n'a pas souffert plus d'altération que ces mêmes principes. La position singulière de cette contrée a conservé ses habitans dans leur bonheur primitif et dans la douceur de leur caractère, en les garantissant du danger d'être conquis, ou de tremper leurs mains dans le sang des hommes. La nature les a environnés d'eaux prêtes à inonder leurs possessions; il ne faut pour cela qu'ouvrir les écluses des rivières. Les armées envoyées pour les réduire ont été si souvent noyées, qu'on a renoncé au projet de les asservir. Il a fallu se contenter d'une apparence de soumission.

La liberté et la propriété sont sacrées dans le Bisnapore. On n'y entend parler ni de vol particulier, ni de vol public. Un voyageur, quel qu'il soit, n'y est pas plus tôt entré, qu'il fixe l'attention des lois, qui se chargent de sa sûreté. On lui donne gratuitement des guides qui le conduisent d'un lieu à un autre, et qui répondent de sa personne et de ses effets. Lorsqu'il change de conducteur, les nouveaux donnent à ceux qu'ils relèvent une attestation de leur conduite, qui est

enrégistrée et envoyée ensuite au raja. Tout le temps qu'il est sur le territoire, il est nourri et voituré avec ses marchandises aux dépens de l'état, à moins qu'il ne demande la permission de séjourner plus de trois jours dans la même place; il est alors obligé de payer sa dépense, s'il n'est retenu par quelque maladie, ou par un autre accident forcé. Cette bienfaisance pour des étrangers est la suite du vif intérêt que les citoyens prennent les uns aux autres. Ils sont si éloignés de se nuire, que celui qui trouve une bourse ou quelque autre effet de prix les suspend au premier arbre et en avertit le corps de garde le plus prochain, qui l'annonce au public au son du tambour. Ces principes de probité sont si généralement reçus, qu'ils dirigent jusqu'aux opérations du gouvernement. De sept à huit millions qu'il reçoit annuellement, sans que la culture ni l'industrie en souffrent, ce qui n'est pas consommé par les dépenses inséparables de l'état est employé à son amélioration. Le raja peut se livrer à des sentimens si humains, parce qu'il ne donne aux Mogols que le tribut qu'il juge à propos, et lors qu'il le juge à propos.

Lecteurs, dont les âmes sensibles viennent s'épanouir de joie au récit des mœurs simples et de la sagesse du gouvernement de Bisnapore; vous qui, fatigués des vices et des désordres de votre contrée, vous êtes sans doute expatriés plus d'une fois par la pensée, pour devenir les témoins de

la vertu et partager le bonheur de ce recoin du Bengale ; c'est avec regret que je vais peut-être détruire la plus douce des illusions et répandre de l'amertume dans vos cœurs ; mais la vérité m'y contraint. Hélas ! ce Bisnapore, et tout ce que je vous en ai raconté, pourrait bien n'être qu'une fable.

Je vous entends. Vous vous écriez avec douleur : Une fable ! Quoi ! il n'y a donc que le mal qu'on dit de l'homme qui soit vrai ! Il n'y a que sa misère et sa méchanceté qui ne puissent être contestées. Cet être né pour la vertu, dont il s'efforcerait inutilement d'étouffer le germe qu'il en a reçu, qu'il ne blesse jamais sans remords, et qu'il est forcé de respecter lors même qu'elle l'afflige ou l'humilie, est donc méchant partout. Cet être qui soupire sans cesse après le bonheur, la base de ses vrais devoirs et de sa félicité, est donc malheureux partout ; partout il gémit sous des maîtres impitoyables ; partout il tourmente ses égaux, et il en est tourmenté ; partout l'éducation le corrompt, et le préjugé l'empoisonne en naissant ; partout il est livré à l'ambition, à l'amour de la gloire, à la passion de l'or, aux mêmes bourreaux qui se relaient pour nous déchirer, nous, leurs tristes victimes, qu'elles n'abandonnent qu'au bord du tombeau. Quoi ! le crime s'est emparé de toute la terre. Ah ! laissez du moins à l'innocence cette étroite enceinte sur laquelle vous avez attaché nos regards, et que notre imagina-

tion, franchissant l'intervalle immense qui nous en sépare, se plaisait à parcourir.

La peine que vous avez éprouvée, je l'ai ressentie, lecteur. Vos réflexions, je les ai faites lorsque je me suis trouvé entre deux autorités presque d'un poids égal, l'une pour, l'autre contre l'existence du Bisnapore. Nous avons en notre faveur le témoignage d'un voyageur anglais qui a demeuré trente ans dans le Bengale. Le témoignagne opposé est d'un voyageur de la même nation qui a fait aussi un séjour assez long dans cette contrée. Voyez, choisissez.

XLVIII. Productions, manufactures, exportations du Bengale.

Quoique le reste du Bengale soit bien éloigné de la félicité réelle ou fabuleuse du Bisnapore, il ne laisse pas d'être la province la plus riche et la plus peuplée de l'Indostan. Aussi toutes les nations de l'Europe qui ont doublé le Cap de Bonne-Espérance ont-elles cherché à y former des établissemens. Maîtres d'y pénétrer par toutes les bouches du Gange, leurs agens préférèrent, et avec raison, la plus occidentale, ou la rivière d'Ougly, quoique la navigation y soit lente, difficile et orageuse.

Les premiers comptoirs furent placés assez près de la mer, à Balassore et à Piply. On ne tarda pas à comprendre qu'il serait utile de s'approcher des grands marchés, et le gouvernement du pays ne s'y opposa pas. Il consentit même que les nouveaux établissemens fussent défendus par quelques fortifications, mais seulement jusqu'à

Ougly, alors un des entrepôts les plus florissans de la contrée. Des loges sans défense étaient seules permises au-delà de cette ville célèbre. Un peu plus loin, même les moindres magasins étaient interdits. Les régnicoles auraient craint que, si les étrangers eussent pu s'approcher de Patna, ils ne fussent parvenus avec le temps à s'emparer du commerce immense qui s'y faisait.

La valeur de ce qui en sortait se calculerait difficilement. Les exportations avaient lieu pour le Moultan, le Lahor, le Cachemire, le Caboul, le Candahar, la Perse et la Tartarie. Il s'en faisait pour Aracan, Assam et le Tibet. Il s'en faisait pour tout l'Indostan et pour le nord de la mer Caspienne. Les productions et les manufactures propres au Bengale entraient pour beaucoup dans ces envois; mais ils roulaient aussi sur les soieries de la Chine, sur les épiceries des Moluques, sur la cannelle du Ceylan, sur les toiles du Coromandel, sur les draps, les coraux, les bijoux, les ouvrages d'horlogerie et d'orfévrerie versés par les navigateurs de l'Europe sur les bords du Gange. Jamais peut-être aucune place située dans l'intérieur des terres n'avait vu dans ses murs un tel mouvement. C'était là que les négocians de tant de nations diverses traitaient avec les plus riches négocians du pays.

Ces liaisons avaient commencé très-anciennement, mais elles n'avaient reçu l'accroissement prodigieux dont nous parlons que sous le règne

d'Aurengzeb. Ce despote faisait régner dans ses vastes états une police et une justice inconnues avant lui. On voyageait d'une extrémité de l'empire à l'autre sans aucun danger, et tous les engagemens étaient remplis avec la fidélité la plus inviolable. Par ces heureuses innovations, les peuples les plus éloignés les uns des autres purent faire aisément et sûrement tous les échanges que leur situation leur permettait. Telle est la force des institutions d'une utilité générale, que cette libre communication continua encore après celui dont elle était l'ouvrage, quoique sa mort eût allumé des troubles civils dans tout l'Indostan. Cependant l'anarchie devint à la fin si générale, que les opérations furent languissantes; peut-être même auraient-elles cessé entièrement, si les régions qui y prenaient plus ou moins de part avaient pu se passer de l'opium et du sel qu'elles tiraient du Bengale.

A la même époque s'arrêta aussi le commerce que faisait le Bengale avec Delhy, avec Agra, avec les provinces voisines de ces superbes capitales. A l'exception de quelques étoffes précieuses et du café d'Arabie, le reste de leurs incroyables consommations leur arrivait par le Gange et par le Djemna. Ces objets réunis montaient annuellement à quarante millions de livres. Une somme si énorme ne passait pas dans le pays, mais elle y faisait rester une somme à peu près égale qui en serait sortie pour les tributs ou pour d'autres usages.

Les royaumes de Delhy et d'Agra étonnaient alors toute l'Asie par leur magnificence. Ils devaient bien en partie cet éclat à leurs manufactures d'armes, à l'excellence de leur indigo, à d'autres productions, à d'autres genres d'industrie ; mais ils le devaient encore plus aux richesses que toutes les parties de l'Indostan y versaient sans interruption. Ces deux sources d'opulence sont entièrement taries. Les lieutenans du mogol, devenus indépendans, ne versent plus aucune redevance dans le trésor public ; et ces belles contrées ont été détruites ou usurpées par des barbares.

Les deux chefs-lieux de l'empire n'ont pas moins souffert de ces funestes révolutions que les campagnes qui les entourent. Delhy, Agra n'offrent plus au voyageur étonné que des décombres. Les trois quarts de ces immenses cités ont été démolis, et le reste tombe en ruine. Le ravage s'est étendu jusqu'au palais du despote. Sa cour n'a rien d'imposant, rien de pompeux. A travers les efforts que fait un ancien orgueil pour masquer une situation désespérée, on démêle aisément la parcimonie la plus humiliante. Sans les respects que l'habitude fait prodiguer au prince, personne ne le prendrait pour le descendant de ces Mogols si fiers, si puissans et si redoutables.

Il est aisé de voir que tant de calamités ont dû réduire à fort peu de chose la communication de ces malheureuses contrées avec le Bengale. Celle

qu'il avait, avec une partie du Tibet, n'a pas éprouvé la même diminution, mais aussi n'avait-elle pas la même étendue. Les habitans de ces montagnes viennent toujours chercher eux-mêmes à Patna les toiles, les draps, le fer, tous les objets dont ils ont besoin, et ils continuent de les payer avec de l'or, du musc et de la rhubarbe.

Le besoin impérieux de sel appela dans tous les temps les peuples d'Assam dans le Bengale, et les y attire encore. En échange de cette denrée et d'autres marchandises qui leur conviennent, ils donnent leur argent, leur ivoire, leur bois d'aigle, leur gomme-laque et leur soie. Cette soie, unique en son espèce, n'exige aucun soin. Elle vient sur les arbres où les vers naissent, se nourrissent, font toutes leurs métamorphoses. On n'a que la peine de la ramasser. Les cocons oubliés renouvellent la semence. Pendant qu'elle se développe l'arbre pousse de nouvelles feuilles qui servent successivement à la nourriture des nouveaux vers. Ces révolutions se répètent douze fois dans l'année, mais moins utilement dans les temps de pluie que dans les temps secs. Les étoffes fabriquées avec cette soie ont beaucoup de lustre et peu de durée.

A mesure que les exportations du Bengale diminuaient dans le continent, elles acquéraient par la voie de la mer une extension qui remplissait le vide. Mais le soin de les répandre passait des mains des Bengalis dans celles des Euro-

péens, et il était impossible que ce fût autrement : comment des hommes faibles, circonspects, opprimés, ne voguant que lentement le long des côtes sur de très-petits bâtimens, auraient-ils pu lutter avec succès contre ces étrangers d'un caractère entreprenant, jouissant de prérogatives particulières dans le Gange même, et sur toutes les autres plages, bravant l'élément des tempêtes sur de grands vaisseaux ?

La navigation ouverte avec toutes les parties du globe est préparée par la communication des rameaux très-multipliés du Gange qui portent les denrées et les marchandises de toute la province dans les grands entrepôts. De petites flottes, composées de quatre-vingts, cent bateaux, ou même davantage, servent à cet usage. Jusqu'à ces derniers temps, on y plaçait des soldats noirs ou blancs, nécessaires pour réprimer l'avidité des nababs, des rajas qui se trouvaient sur la route. Un seul obstacle traverse maintenant tant d'opérations utiles. En quelques endroits du fleuve l'eau est insuffisante deux ou trois mois de l'année. Cet inconvénient sera levé, si un canal, depuis long-temps projeté, est enfin exécuté. Les nouveaux dominateurs y devraient être d'autant plus portés, que leur empire sera d'une défense plus facile.

Les liaisons maritimes du Bengale sont avec l'Asie et avec l'Europe. La première de ces communications paraissait difficile à établir dans une

région qui refuse généralement ce qu'exige la construction des navires. On eut recours aux chantiers de Pégu ou d'Ava.

Cette vaste contrée était anciennement partagée entre les Abassis, qui occupaient le Pégu, et les Birmans, qui possédaient Ava. Les deux peuples avaient la même croyance. Ils adoraient Brama, mais sans être divisés en castes. Le système de la métempsycose était même si affaibli parmi eux, que les plus religieux se nourrissaient sans scrupule de toutes sortes d'animaux. Cette conformité dans le culte n'empêcha pas Ava de subjuguer le Pégu en 1685, mais pour en être subjugué à son tour cinquante ans après. Les Abassis jouissaient insolemment de leur conquête, quand un laboureur birman, suivi de vingt mille de ses compagnons, leur arracha le sceptre des deux pays, et le prit lui-même. Sa haine contre les oppresseurs de sa patrie était telle, qu'il détruisit de fond en comble la célèbre ville de Syriam, pour lui substituer celle de Rangoun, qu'il fit élever sur la même rivière. Aussitôt qu'un navire mouille dans ce port, le seul qui se trouve sur cette longue côte, le gouvernail, l'artillerie, les moindres armes, tout est porté à terre et enfermé dans des magasins. On y dépose aussi les effets commerçables, qui ne peuvent être mis en vente qu'après que le despote en a pris le dixième en nature, qu'après que tous les autres droits ont été acquittés ; alors se fait l'échange de quelques

productions, de quelques marchandises de l'Asie et de l'Europe contre de la cire, de l'étain, de l'ivoire, des rubis, des chevaux, des bois de charpente et de construction, principalement contre des vaisseaux mal construits et de peu de durée.

L'opium est regardé avec raison comme la branche la plus importante du Bengale avec le reste de l'Inde. C'est le produit du pavot blanc, dont toutes les parties rendent un suc laiteux. La plante, qui périt tous les ans, a des feuilles oblongues, sinuées, couleur de vert de mer, disposées alternativement sur une tige lisse, peu rameuse, et de trois pieds de hauteur. Chaque rameau est presque nu, et terminé par une fleur assez grande, composée d'un calice à deux feuilles, quatre pétales blancs ou roses, et beaucoup d'étamines attachées sous le pistil qu'elles entourent. Celui-ci devient une coque ou tête sphérique, garnie d'un chapiteau rayonné et rempli d'un nombre prodigieux de semences arrondies, blanches et huileuses. Lorsque le pavot est dans la force de sa sève, et que la tête commence à grossir, on lui fait une ou plusieurs incisions, d'où découlent quelques larmes de la liqueur laiteuse qu'elle contient, et que l'on recueille lorsqu'elle est figée. L'opération se répète jusqu'à trois fois; mais le produit va toujours en diminuant pour la quantité et pour la qualité. Après que l'opium a été recueilli, on l'humecte et on le pétrit avec de l'eau et du miel jusqu'à

ce qu'il ait acquis la consistance, la viscosité et l'éclat de la poix bien préparée. Il est réduit en petits pains. On estime celui qui est un peu mou, qui obéit sous le doigt, qui est inflammable, d'une couleur brune, d'une odeur forte et puante. Selon les différentes préparations qu'on lui donne ou les doses qu'on en prend, il assoupit, il procure des idées agréables, ou il rend furieux.

Le méconium ou opium commun se prépare en exprimant les têtes déjà incisées. Le suc qui en sort, mêlé avec les larmes les moins belles, est pétri, arrosé d'eau et figuré en pain, que l'on porte en Europe. Comme il est souvent mélangé, on le purifie avant de l'employer.

Le pavot est principalement cultivé dans le Bahar, province assez limitée, mais la première du Bengale pour la richesse de son sol, pour la variété de ses denrées, pour les avantages de sa situation. Le pays est très-heureusement arrosé par le Gange, qui le coupe en deux parties, par deux belles rivières qui se perdent dans ce grand fleuve, par une foule d'abondantes sources dont les eaux sont vives et pures. Tous les champs y sont bordés d'arbres ou de haies. Une nombreuse population est la suite de tant d'avantages. Elle ne languit pas, elle ne se corrompt pas, ainsi qu'ailleurs, dans les villes. On la voit semée pour ainsi dire de tous les côtés; et cette distribution des hommes en petites habitations est infiniment favorable au bon état des campagnes.

L'est de l'Asie est le grand débouché de l'opium. Tous les peuples sans exception y ont pour lui le goût le plus vif. Vainement les lois de la Chine ont condamné au feu les vaisseaux qui en porteraient dans l'empire, les maisons qui le recevraient : cette sévérité n'en a que peu diminué la consommation. Elle est encore plus considérable à Malacca, à Bornéo, dans les Moluques, à Java, à Macassar, à Sumatra, dans toutes les îles de cet archipel immense. Ces insulaires le fument avec le tabac. Ceux d'entre eux qui veulent tenter quelque action désespérée s'enivrent de cette fumée. Dans leur ivresse, ils se jettent sur le premier objet qui se présente, sur un homme qu'ils n'ont jamais vu comme sur l'ennemi le plus implacable. Ces atrocités n'ont pas convaincu les Hollandais, maîtres des lieux où l'opium a de plus dangereuses influences, de l'obligation d'en arrêter ou même d'en borner l'usage. Plutôt que de se priver du bénéfice que sa vente leur procurait, ils ont autorisé tous les citoyens à massacrer ceux de ces furieux qui courraient les rues avec des armes. Ainsi certaines législations introduisent ou nourrissent des passions ou des opinions dangereuses ; et quand on a donné ces maladies aux peuples, on ne sait d'autre remède que la mort ou les supplices.

L'opium entre bien pour quelque chose dans les cargaisons qu'expédie le Bengale pour les autres marchés de l'Inde ; mais ce n'en est pas la

partie la plus importante. On porte au Coromandel beaucoup de riz et beaucoup de sucre, qui sont payés avec du sel et de l'or. On porte au Malabar des toiles, et à Surate des soies, qui donnent en échange des épiceries et du coton. On porte de la gomme-laque, du riz, des toileries dans le golfe Persique, et l'on en retire des fruits secs, de l'eau rose, des dattes et de l'argent. C'est avec du café, c'est avec des aromates, c'est surtout avec des métaux précieux que la mer Rouge acquiert les riches cargaisons qui lui arrivent du Gange. De ce fleuve partent encore du riz, de grosses toiles, des soieries pour les Maldives, qui lui fournissent du kaire et des cauris qui servent de monnaie sur ses rives, et qui en vont servir dans quelques parties de l'Afrique occidentale. Cette action, cette réaction, doivent faire entrer chaque année vingt-cinq à trente millions de numéraire dans le Bengale.

Quoiqu'un commerce si rapide et si suivi passe presque entièrement par les mains des Européens et se fasse sous leur pavillon, il n'est pas exclusivement pour leur compte. Ces négocians ont généralement pour associés des Indiens, des Mogols, des Juifs et des Arméniens. Cependant, si quelqu'un, d'une intelligence reconnue et d'un caractère respecté, ne veut partager ses bénéfices avec personne, il trouve de l'argent à un intérêt de neuf pour cent. Il ne le paie guère plus chèrement que lorsqu'il est réduit à l'emprunter des Chetz.

C'est une famille puissante de temps immémorial sur le Gange. Ses richesses mirent dans ses mains la banque de la cour, la ferme générale du pays, la direction des monnaies. Souvent elle prêta jusqu'à cent millions au gouvernement. Lorsque le fisc manqua de moyens ou de volonté pour la rembourser, les peuples étaient livrés à ses vexations. Une fortune si extraordinaire se soutint au centre même de la tyrannie, parce que les Chetz eurent toujours une influence décisive à la cour de Delhy; que tous les grands de l'empire s'étaient mis dans leur dépendance; que le soubab lui-même était soutenu dans sa place ou en était précipité par leurs intrigues. Des hommes avides et puissans furent sans doute tentés plus d'une fois d'envahir tant de trésors. Une considération les arrêta. Les financiers dont on convoitait la dépouille avaient des parens et des capitaux dans tous les marchés. On ne pouvait leur faire qu'un demi-mal; et il devait leur rester toujours assez de ressources pour tirer une vengeance éclatante de ceux qui auraient cherché à les opprimer.

Heureusement cette maison, qui mit toujours ses secours à un prix exorbitant, eut peu d'influence sur les opérations des compagnies européennes qui trafiquaient dans le Bengale. Ce fut avec leurs capitaux que les vaisseaux qu'elles avaient expédiés formèrent des cargaisons, composées en partie des marchandises étrangères à cette région; mais plus particulièrement avec le

borax, le salpêtre, la soie, les mousselines, cent autres espèces de toiles qui lui sont propres.

Le borax, qui sort de la province de Patna, est une substance saline que les chimistes ont vainement tenté de contrefaire. Quelques-uns d'entre eux le regardent comme un sel qui se trouve tout formé dans cette riche partie de l'Indostan; d'autres veulent qu'il soit le produit des volcans ou des incendies souterrains. Ce qui est certain, c'est qu'il facilite la fusion, la purification des métaux; que, converti en verre par l'action du feu, il se charge des matières étrangères avec lesquelles ils sont combinés; qu'il est d'une nécessité indispensable pour leur soudure et pour l'essai des mines. Les seuls Hollandais savent le purifier. Ce secret leur fut, dit-on, apporté par quelques familles vénitiennes, qui cherchaient dans les Provinces-Unies une liberté qu'elles ne trouvaient pas sous le joug de leur aristocratie.

Patna fournit aussi le salpêtre. Il est tiré d'une argile tantôt noire, tantôt blanchâtre, et quelquefois rousse. Cette terre est mise successivement dans deux fosses remplies d'eau, où les matières grossières se précipitent, tandis que les plus subtiles surnagent. Ces dernières forment une espèce de bouillie qui est jetée dans des chaudières, écumée avec soin tout le temps de la cuisson, et retirée du feu lorsqu'elle est devenue un sel de nitre infiniment supérieur à celui qu'on trouve ailleurs. Les Européens en exportent pour

les besoins de leurs colonies d'Asie, ou pour leurs métropoles dix à douze millions pesant. La livre se paie sur les lieux trois sous au plus, et est vendue dans nos régions au prix que les circonstances permettent d'exiger.

Cassimbazar, île formée par le Gange, longue de cinq à six lieues, couverte de mûriers nains, enrichie de la ruine de Rajamahol et de Molde, est le marché général de la soie; et c'est son territoire qui en fournit la plus grande partie. On y fabrique une grande quantité d'étoffes de soie, de coton et soie. La plupart des premières se consomment à Delhy et dans nos régions septentrionales; les autres trouvent leur débouché dans plusieurs contrées de l'Asie. L'Europe ne demandait autrefois au Bengale que peu de ses soies en nature; mais depuis quelques années les Anglais en tirent une grande quantité pour leur usage et pour celui des autres nations. Elle est en général mal filée, et ne prend aucun éclat dans la teinture. On ne peut guère l'employer que pour la trame dans des étoffes brochées.

Le coton a plus de perfection. Il est propre à tout. On l'emploie avec succès dans une grande variété de toiles qui servent à l'habillement ou à la parure sur le globe entier. Celle dont la consommation est le plus générale, et qui est la plus particulière au Bengale, c'est la mousseline unie, rayée et brodée. La fabrication en est facile dans la saison pluvieuse, parce que les matières

prêtent plus et cassent moins. Durant le reste de l'année, les tisserands remplacent, autant qu'il est possible, cette humidité de l'air par les vases d'eau qu'ils ne manquent jamais de mettre sous leurs métiers.

Quoique les ateliers d'où sortent les toiles soient répandus dans la majeure partie du Bengale, ils sont plus communs que partout ailleurs à Daca, et dans les environs de cette antique et immense ville. Jusqu'à ces derniers temps l'empereur et le soubab en tiraient les toiles qu'exigeaient leurs besoins ou leurs fantaisies. Chacun des deux princes y entretenait un agent chargé de les faire fabriquer. Il avait une autorité indépendante du magistrat sur tous les ouvriers dont l'industrie avait quelque rapport à l'objet de sa commission. Malheur à ceux qui paraissaient trop habiles, parce qu'on les forçait à ne travailler que pour le gouvernement, qui les payait mal, et les tenait dans une sorte de captivité. Ce n'était que lorsque les caprices de la tyrannie étaient satisfaits qu'il était permis aux régnicoles et aux autres étrangers de commencer leurs achats; et encore étaient-ils obligés d'employer des courtiers choisis par le ministère et aussi corrompus que lui. Qu'il nous soit permis de le dire : les gênes qu'éprouvait le commerce n'ont pas diminué depuis qu'une nation européenne a mis sous ses lois ce beau pays.

XLIX. Conquête du Bengale, Ce ne fut qu'en 1640 que les Anglais firent voir leur pavillon dans le Bengale. Il leur fut alors

permis d'y former un comptoir, mais sous la condition formelle qu'ils ne pourraient y entretenir que trente soldats. Le nouvel établissement fut bientôt vexé, et à tel point vexé, qu'en 1685 les facteurs se disposaient à l'abandonner, lorsqu'ils y furent retenus par quelques faveurs du chef de l'empire, et par un meilleur traitement de la part de ses lieutenans.

comment et par qui elle a été faite.

Des rajas voisins du Gange se révoltèrent en 1696 contre le gouvernement mogol; et les nations européennes fixées sur les bords du fleuve furent autorisées à se mettre en état de défense. A cette occasion les Anglais élevèrent quelques bastions à Calcutta.

Cette possession, bornée à ses murailles, s'agrandit, deux ans après, de trois villages, dont le territoire s'étendait à trois milles sur le rivage, et à un mille dans l'intérieur des terres. On obtint le consentement du soubab par quelques présens, et en s'obligeant à l'impôt payé jusqu'alors par le zémindar qui faisait la vente. Satisfaite de cette condescendance, de quelques priviléges qui ne se firent pas attendre, de l'augmentation de commerce qui en fut la suite, la compagnie délivra, en 1707, sa colonie du Bengale de la dépendance où elle avait toujours été de Madras, et y fit passer une garnison de trois cents hommes, sans qu'on parût en prendre de l'ombrage.

Deux agens envoyés en 1715 à Delhy obtinrent, au moyen de quelques intrigues adroite-

ment formées dans le sérail, que dorénavant les marchandises anglaises entreraient, circuleraient dans tout le Bengale sans payer aucun des droits auxquels les autres nations étaient assujetties, et que celles qui en sortiraient pour l'Angleterre jouiraient du même privilége. Quoique cette grande prérogative blessât essentiellement les intérêts du soubab, il en laissa jouir paisiblement ceux auxquels on l'avait accordée, et crut peut-être devoir fermer les yeux sur l'abus qu'ils ne tardèrent pas d'en faire. Calcutta devint très-rapidement un entrepôt considérable, d'où étaient expédiés, sur des bâtimens qu'il n'était pas permis d'inspecter, tous les objets que les négocians du pays voulaient faire passer aux différens ports de l'Inde. Cette fraude avait déjà donné des richesses au comptoir, et ces richesses allaient s'accroître encore, si l'irruption de Nadir-Chah n'en eût affaibli ou tari la source.

A peine, chargé des dépouilles de l'Indostan, ce trop fameux conquérant eut-il repris la route de la Perse, que les Marattes se présentèrent pour revendiquer la partie du chotai qui leur était due par les provinces. Dans l'impuissance de leur résister ou de les payer, le malheureux Mohamed les invita à aller chercher eux-mêmes dans le Bengale ce qu'il était hors d'état de leur donner. Ils y entrèrent avec cent mille chevaux, et le pillèrent ou le ravagèrent pendant neuf ou dix ans. Chassés en 1750, ils y rentrèrent trois

ans après; et, pour s'en délivrer, on leur céda en toute propriété la plus grande partie de l'Orixa.

Le prince avec lequel ces brigands eurent toujours à combattre ou à négocier portait le nom d'Alaverdikan. Il s'était lui-même proclamé soubab du Bengale, du Bahar, de l'Orixa; et telle était alors la faiblesse de la cour de Delhy, qu'elle se vit obligée de confirmer cette usurpation. Cet homme entreprenant n'était pas sans talens. Il réussit à maintenir ses sujets dans l'ordre à l'époque même où le pays était le plus dévasté. Par sa volonté, les Anglais et les Français restèrent tranquilles sur son territoire, tandis que leurs nations se faisaient une guerre très-vive dans le voisinage. Les établissemens européens furent tous forcés de lui fournir des secours pécuniaires, parce qu'il lui parut juste que tout ce qui profitait de l'appui du gouvernement contribuât à ses besoins. Se voyant sans postérité, il adopta en 1753 un des petits-fils de son frère, que sa mort, arrivée au mois d'avril 1756, mit en possession d'un des plus beaux héritages qu'il fût possible de recueillir.

La préférence accordée à Serajah Doulah sur des parens plus âgés ou plus éclairés que lui n'avait pas obtenu une approbation universelle. Ceux qui s'étaient déclarés le plus hautement contre cette disposition périrent successivement par le fer ou par le poison. Quelques-uns qui avaient eu le bonheur d'échapper à ces horreurs

se réfugièrent dès les premiers jours du nouveau règne à Calcutta, où, soit générosité, soit avarice, on refusa de les rendre. La ville fut investie le 20 juin, et bientôt forcée de se soumettre. Cent cinquante Anglais y furent faits prisonniers et enfermés dans un cachot étroit, où, à l'exception de vingt-trois, tous furent étouffés en douze heures. Inutilement ces malheureux offrirent de grandes récompenses à la garde qui était à la porte de leur prison, si elle voulait avertir le prince de leur situation; personne ne l'osa. *Il dort*, disait-on aux mourans; et il n'y avait pas peut-être un homme dans cette région qui pensât que, pour sauver la vie à des infortunés, il fallût ôter un moment de sommeil au tyran.

Qu'est-ce qu'un tyran? ou plutôt, qu'est-ce qu'un peuple accoutumé au joug de la tyrannie? Est-ce le respect, est-ce la crainte qui le tient courbé? Si c'est la crainte, le tyran est donc plus redoutable que les dieux, auxquels l'homme adresse sa plainte ou sa prière dans les temps de la nuit ou dans les heures du jour. Si c'est le respect, on peut donc amener l'homme à respecter les auteurs de sa misère. Qu'est-ce qui vous étonne le plus, ou de la férocité du despote qui dort, ou de la bassesse de celui qui ne se permet pas de l'éveiller?

Les Anglais n'eurent pas plus tôt appris au Coromandel les malheurs de leur nation, qu'ils en firent partir Clive avec huit ou neuf cents soldats

européens et quinze cents cipayes, tous embarqués sur deux vaisseaux de ligne et sur trois frégates aux ordres de l'amiral Watson. Ces forces, accrues de quelques hommes timides que la fuite avait dérobés à l'infortune de leurs compatriotes, parurent à la fin de décembre devant Calcutta, qui ouvrit ses portes à la première sommation. Sans perdre un moment, la petite troupe alla se former à quatre milles de la place, battit un grand corps qui vint l'attaquer, consentit à un accommodement avantageux, viola ses engagemens, et le 26 juin 1757 remporta dans les champs de Plassey une victoire complète sur le soubab même.

Un tel succès obtenu par un très-petit nombre d'hommes à la solde de quelques marchands sur les forces réunies d'un état vaste, riche et peuplé, paraît inconcevable. Mais si les Anglais dûrent en partie leur triomphe à la supériorité de leur discipline et à l'ascendant marqué que les Européens ont toujours eu dans les combats sur les nations de l'Inde, ils furent encore plus utilement servis par l'ambition des lieutenans du prince, par la cupidité de ses ministres, par la nature d'un gouvernement qui n'a d'autres ressorts que l'intérêt du moment ou la crainte. Serajah était détesté de ses peuples, comme l'ont été, comme le seront à l'avenir les despotes. Ses principaux officiers vendirent leur crédit à ses ennemis. Il fut trahi à la tête de son armée, dont la plus

grande partie refusa de combattre; et il tomba lui-même au pouvoir des vainqueurs, qui le firent étrangler en prison.

Quatre jours après la bataille, ils disposèrent de la soubabie en faveur de Mir-Jaffier, chef de la conspiration. Pour arriver au trône, le perfide Mogol s'était engagé à donner vingt-huit millions de livres à la compagnie, à laquelle il devait son rang, et la moitié de cette somme à l'armée et à la flotte qui avaient opéré la révolution. Il s'était engagé à donner quatorze millions quatre cent mille livres aux Anglais, six millions aux naturels du pays, deux millions quatre cent mille livres aux Arméniens dont les effets avaient été pillés ou brûlés à Calcutta. Malheureusement pour lui, les trésors de son prédécesseur se trouvèrent insuffisans pour remplir ces obligations. Il ne put d'abord livrer que dix-neuf millions. Les autres paiemens furent encore moindres, et arrivaient très-lentement. C'était beaucoup, mais c'était moins qu'une avarice impatiente de jouir n'exigeait. Les passions se heurtèrent : elles enfantèrent des animosités, qui furent envenimées par les moyens mêmes imaginés pour les étouffer. A la fin le prince chercha sourdement les moyens de s'affranchir du joug trop pesant qu'il s'était imposé. Ses desseins furent pénétrés; et, en 1760, il fut arrêté au milieu de sa propre capitale.

Cossim-Aly-Khan, son gendre, fut proclamé à sa place. Son élévation, quoique achetée peut-

être plus qu'elle ne valait, n'en fut pas plus respectée. Plusieurs membres du conseil se déclarèrent ouvertement contre une autorité qui n'avait pas obtenu leur suffrage, et la plupart des facteurs répandus dans les provinces crurent de leur intérêt de s'unir à cette faction. Les uns et les autres saisissaient ou faisaient naître chaque jour les occasions d'avilir le soubab, de maltraiter ses agens, d'opprimer ses peuples. Depuis peu les Anglais avaient obtenu la liberté de faire le commerce intérieur, réservé jusqu'alors aux aborigènes. Peu contens de cette grande prérogative, ils se permirent l'achat et la vente des objets assujettis à des droits plus ou moins onéreux, et n'en voulurent acquitter aucun. Cette usurpation réduisit les Bengalis à l'impossibilité de payer leurs taxes, à l'impossibilité même de subsister, et beaucoup d'entre eux prirent le seul parti qui leur restait, celui de l'émigration. Pour remédier à un désordre qui très-rapidement devait achever la ruine d'un état naguère si florissant, Cossim ne vit d'autre moyen que de décharger ses sujets d'un fardeau que seuls ils portaient. Il espéra que les marchands du pays, débarrassés de toutes les charges comme les usurpateurs, et ayant sur eux l'avantage des connaissances locales, recouvreraient peu à peu ce qu'ils avaient perdu. Malheureusement ceux qui tenaient à Calcutta les rênes du gouvernement exigèrent la révocation d'un édit le plus modéré qu'il eût été possible de porter.

C'était une nécessité de souffrir cette nouvelle humiliation ou de recourir aux armes. Le premier de ces partis ne convenait pas à la fierté du prince, et le second entraînait pour le moment de trop grands dangers. Préparer un avenir plus supportable était tout ce qu'il y avait de plus sensé à faire ; et ce fut vers ce but que furent dirigées toutes ses pensées.

Cette politique aurait pu être aperçue de Calcutta. Le soubab s'éloigna de cette inspection en quittant Mourchedabad, et en portant sa cour à Monghir, deux cents lieues plus loin en remontant le Gange. Réduire les dépenses de sa maison à ce qu'elles devaient être ; rétablir une autorité avilie et contestée ; extirper les abus sans nombre qui avaient dénaturé le gouvernement ; faire rentrer au fisc des arrérages retenus par des mains avides ; mettre dans les finances un ordre invariable qui n'y avait jamais été connu ; s'assurer des fonds suffisans pour des occasions importantes que les circonstances pouvaient faire naître d'un jour à l'autre, tels furent les premiers soins de Cossim. Ensuite il fortifia ses places, disciplina ses troupes à la manière de l'Europe, attira à son service les Tartares, les Arméniens, les Persans, tous les aventuriers dont les talens militaires pouvaient lui être utiles, donna à son armée un excellent train d'artillerie, et fit arrêter tous ceux des étrangers ou de ses sujets que des liaisons suivies avec ses ennemis lui rendaient suspects.

Quelle qu'en puisse être la raison, il paraît prouvé que la connaissance de tant d'innovations menaçantes ne parvint que tard aux Anglais. Ils n'en furent pas plus tôt instruits, qu'en juillet 1763 le major Adams se mit en campagne. Cet officier, jusqu'alors inconnu, gagna quatre batailles, toutes très-meurtrières, força cinq ou six retranchemens construits avec art, emporta deux forteresses vaillamment défendues, s'empara de cinq cents pièces de canon, et fit en moins de quatre mois la conquête de tout le Bengale. Cependant l'infatigable et vigilant Cossim n'avait pas tout perdu. Il avait sauvé sa personne, qui était d'un grand poids, et ses richesses, qu'on disait immenses. Il alla tout offrir à son voisin Soujah-Doulah, le soubab d'Oude, qui se montra digne de tant de confiance.

Le vainqueur, épuisé par les efforts auxquels ses hauteurs et ses rapines l'avaient entraîné, aurait bien voulu éviter de nouvelles hostilités ; mais il n'en fut pas le maître. L'ennemi puissant que le souverain dépouillé venait de lui susciter s'avança en forces jusqu'à Patna. Carnach, que la mort d'Adams avait placé à la tête de l'armée anglaise, ne balança pas à l'attaquer, et réussit à le vaincre. Son successeur Hector Monro eut ordre de convertir la guerre défensive en offensive, et par des marches forcées eut bientôt atteint les contrées tributaires d'Oude. Le 22 octobre 1764, il s'y trouva, à Buxar, en présence d'une armée qui n'était pas préparée à sitôt combattre. L'action

n'avait commencé qu'à neuf heures du matin, et avant midi les Indiens avaient pris la fuite, laissant sur le champ de bataille six mille morts, cent trente pièces de canon, des provisions sans nombre, et leurs tentes toutes dressées.

La retraite volontaire ou forcée du général victorieux fit passer le commandement à Robert Fletcher, qui, le 14 janvier 1765, leva le camp de Benarès pour dissiper des troupes qu'on croyait totalement découragées par l'humiliation qu'elles avaient récemment éprouvée. Toutefois elles se présentèrent deux fois assez fièrement, et se retirèrent deux fois en bon ordre. Ce ne fut que lorsqu'elles se virent encore menacées qu'on les vit se débander. Leur dispersion fit tomber au pouvoir de l'armée britannique les postes, les forteresses, les provinces dont la défense leur avait été confiée.

Au milieu de tant de pertes, Soujah osa ne pas désespérer de sa fortune. Il rassembla ceux de ses soldats qui avaient échappé au carnage. Il obtint des Marattes de puissans secours, et avec ces moyens se présenta de nouveau au combat. Cornach, qui pour la seconde fois conduisait les Anglais, ne se fit pas attendre. Le 20 juin 1765, il l'attaqua à Calpy; et, dans cette occasion comme dans les autres, la valeur l'emporta sur le nombre.

Après cette défaite, un prince naguère si puissant se trouva avoir tout perdu, tout, hors l'honneur. Il eût évité une si déplorable destinée en

livrant Cossim ; mais les plus vives instances n'avaient jamais pu le déterminer à une infidélité si ordinaire dans l'Orient. Cette grandeur d'âme se soutint jusqu'à la fin. Ce ne fut qu'après avoir permis au malheureux réfugié de s'échapper qu'il alla baisser le front devant un vainqueur que tant de magnanimité devait plutôt confondre qu'adoucir.

A cette époque reparut le trop célèbre Clive sur le théâtre ensanglanté où cinq ou six ans auparavant il avait joué un si grand rôle. Il était autorisé à faire, avec un comité choisi de cinq personnes, tous les arrangemens qui seraient jugés convenables aux intérêts et à la réputation de la compagnie, jusqu'alors ruinée et déshonorée par des serviteurs sans intelligence et sans probité. Les esprits étaient partagés à son arrivée sur le sort qu'il fallait faire au soubab d'Oude : « Messieurs, dit-il, à ceux qui délibéraient avec lui, « Soujah-Doulah est entreprenant, ferme et populaire ; il est cher à ses sujets. Si vous le dégradez ou le dépouillez, toutes les puissances de « l'Inde prendront sa défense. Rétablissez-le franchement, sans délai, dans ses domaines, et « faites-en le meilleur de vos amis. C'est la plus « forte barrière que vous puissiez avoir contre les « Marattes et contre les autres brigands du nord, « qui sont ou ne tarderont pas à devenir vos ennemis. » L'opinion du chef devint l'opinion de tous. Le 16 août 1761, le vaste et fertile pays d'Oude

rentra, pour quinze millions donnés ou promis, sous la domination de son légitime maître. Deux articles du traité furent plus particulièrement favorables à ceux qui en dictaient les conditions. Par le premier, leur commerce devait être exempt des droits supportés par les naturels eux-mêmes ; et par le second, les troupes qu'ils pourraient fournir devaient être magnifiquement payées, quoique celles qu'ils exigeraient ne dussent pas obtenir de leur part la moindre solde.

La fortune était alors si bien déclarée pour les Anglais, que, neuf jours après avoir fait cet arrangement, ils en conclurent un plus avantageux encore. L'empereur mogol Chah-Allum, chassé de Delhy par des nations féroces, errait de province en province, cherchait un asile dans ses propres états, et demandait vainement du secours à tous ses vassaux. Abandonné de ses sujets, trahi par ses alliés, sans appui, sans armée, il fut frappé de la puissance des Anglais, et implora leur protection. On lui promit de le rétablir sur son trône. Des marchands enorgueillis de leurs succès, et étrangers à toute saine politique, se persuadèrent aisément que, sous le nom d'un roi de leur création, ils allaient étendre leur domination sur tout l'Indostan. Ce chimérique espoir ne séduisit pas Clive. Il forma un plan bien mieux combiné, et le fit signer à Chah-Allum le 12 mai 1765.

L'empereur céda en toute propriété à la com-

pagnie les provinces de Bourdouan, de Midnapore, de Chittagon, et la nomma douan ou receveur perpétuel du Bengale, du Bahar et d'Orixa, sous condition qu'elle lui paierait tous les ans sept millions huit cent mille livres, qu'elle serait chargée de la défense du pays, et qu'elle fournirait aux frais du gouvernement civil du soubab. Cet acte était d'une grande importance. Il légitimait les usurpations anglaises aux yeux des Indiens, pleins de respect pour le sang de Tamerlan, et convaincus que toute autorité qui n'avait pas reçu la sanction de ses descendans était criminelle et n'avait point de base.

Un pareil firman réduisait à rien le soubab. Ce n'était plus ce Jaffier tiré de prison, après la chute de Cossim, pour figurer une seconde fois dans une place avilie. Depuis quelques mois il était descendu dans la tombe, et avait eu pour successeur son fils aîné Nedjem-oul-Doulan, généralement jugé propre au rôle passif qui lui était destiné. Le jeune prince ne démentit pas l'opinion qu'on s'était formée de son caractère. Sans murmurer trop ouvertement, il consentit, le 30 septembre, que le revenu de ses provinces tombât tout entier dans les mains de ceux qui faisaient semblant de le protéger. Pour le consoler de ce grand sacrifice, il lui fut accordé une pension de seize millions de livres, dont cinq étaient destinées à l'entretien de sa famille, et le surplus devait être employé sous l'inspection de ministres qui n'é-

taient pas de son choix, au paiement de troupes nécessaires à l'éclat de sa cour ou à différens objets d'administration. On exigea même qu'il se chargeât de toutes les iniquités qu'il plairait à ses oppresseurs de commettre. Car, malgré leur orgueil, les Anglais crurent devoir conserver l'image des formes anciennes dans un pays où elles ont le plus grand pouvoir, et peut-être le seul pouvoir qui soit sûr et durable.

Étrange indignité, de vouloir exercer des vexations sans paraître injuste; de vouloir retirer le fruit de ses rapines, et d'en rejeter l'odieux sur un autre; de ne pas rougir de la tyrannie, et de rougir de la qualité de tyran! O combien l'homme est méchant! et combien l'homme le serait davantage, s'il pouvait avoir la conviction que ses forfaits seront ignorés, et qu'un innocent en subira le châtiment et l'ignominie!

Les importantes transactions dont on vient de parler n'eurent pas été plus tôt passées, que Clive en instruisit ses commettans. « Regardez-vous, « leur disait-il, comme les souverains réels du « Bengale. Vos revenus monteront l'an prochain « à soixante-quinze millions, et très-vraisem-« blablement s'accroîtront encore. Le tribut de « l'empereur est fixé à sept millions huit cent « mille livres. On a déjà réduit la pension du « soubab à douze millions six cent mille livres. « Vos établissemens civils et militaires n'excéde-« ront jamais en temps de paix dix-huit millions.

« Il vous restera donc chaque année trente-six « millions en pur bénéfice. » C'était au premier coup-d'œil un grand avantage pour le conquérant. Mais voyons ce qui en résulta pour le pays conquis.

Sous le gouvernement des empereurs mogols, les soubabs, chargés de l'administration des revenus, étaient forcés par la nature des choses d'en abandonner la perception aux nababs, aux paléagars, aux zemindars, qui les sous-affermaient à d'autres Indiens, et ceux-ci encore à d'autres ; de manière que le produit de ces terres passait et se perdait en partie dans une multitude de mains intermédiaires avant d'arriver au trésor du soubab, qui n'en rendait lui-même qu'une très-faible portion au chef de l'état. Cette administration, vicieuse à beaucoup d'égards, avait du moins cela de favorable aux peuples, que, les fermiers ne changeant point, le prix des fermes était toujours le même, parce que la moindre augmentation, en ébranlant cette chaîne où chacun trouvait graduellement son profit, aurait infailliblement causé une révolte; ressource terrible, mais la seule qui reste en faveur de l'humanité dans les pays opprimés par le despotisme.

Sans doute qu'au milieu de cet ordre de choses il y avait une foule d'injustices particulières. Mais du moins, la perception des deniers publics se faisant toujours sur un taux fixe et modéré, l'émulation n'était pas absolument éteinte. Les cul-

tivateurs, sûrs de conserver le produit de leur récolte en payant exactement le prix de leur ferme, secondaient par leur travail la fécondité du sol. Les tisserands, maîtres du prix de leurs ouvrages, libres de choisir l'acheteur qui leur convenait le mieux, s'attachaient à perfectionner et à étendre leurs manufactures. Les uns et les autres, tranquilles sur leur subsistance, se livraient avec joie au plus doux penchant de la nature, au penchant dominant dans ces climats; et ils ne voyaient dans l'augmentation de leur famille qu'une augmentation d'aisance. Telles sont évidemment les causes du degré de splendeur auquel l'industrie, l'agriculture et la population s'étaient élevées dans le Bengale.

Combien ces prospérités devaient s'accroître sous l'influence d'un peuple libre et ami de l'humanité! Les plus éclairés des Bengalis n'en doutaient pas. Ils avaient appris avec surprise et admiration que dans les îles britanniques le monarque ne faisait des lois qu'avec la nation; que la nation seule réglait les impositions; que ce n'était qu'avec les secours volontaires de la nation que la guerre pouvait être faite; que toutes les propriétés étaient également sous la sauvegarde de la nation; que les différens ordres de la nation avaient les mêmes droits et les mêmes obligations; que les membres de la nation, quelles que fussent leur naissance, leur fortune, ou leur dignité, étaient jugés par leurs pairs. Ces avantages et les

autres bienfaits du meilleur des gouvernemens étaient devenus le sujet le plus ordinaire des conversations. On les demandait au ciel. Beaucoup de citoyens favorisaient en secret les armes anglaises, et quelques-uns même très-publiquement. L'illusion ne fut pas longue.

Selon l'usage reçu dans tout l'Indostan, en sa qualité de douan, la compagnie ne devait proprement que lever les revenus et en rendre compte. C'était beaucoup trop peu pour un corps dont les armes prévalaient partout. Il voulut être indépendant, ou ne reconnaître qu'une subordination qui ne l'obligeât à rien. Il méconnut le prince qui occupait alors le trône de l'empire. Celui dont de grands intérêts lui avaient fait avouer les droits était réduit à l'état de pensionnaire, et ne devait qu'à la bienveillance de ses protecteurs une subsistance bornée et précaire. L. Mesures tyranniques prises par les Anglais au Bengale.

Le vice-roi ou soubab de la province fut dépouillé de toutes les prérogatives dont il avait joui. Il ne lui fut plus permis de faire la guerre ou la paix, de commander ses armées, de nommer ses ministres, de diriger ses finances, de rendre la justice à ses sujets. On alla jusqu'à former sa maison, jusqu'à régler sa dépense, jusqu'à le retenir captif dans son palais, jusqu'à corrompre ses domestiques, jusqu'à l'entourer d'espions qui devaient rendre compte de sa conduite privée et publique. C'était pourtant sous son nom que les Anglais percevaient les contributions. Ce soubab,

qui était à leur nomination, à leurs gages, semblait donner des ordres. C'est de lui que paraissaient émanés les actes publics, les décrets qui avaient été réellement délibérés à Calcutta; de manière qu'après avoir changé de maître, les peuples pouvaient croire encore qu'ils étaient courbés sous le même joug.

Les vexations que de loin en loin avaient éprouvées les nations européennes établies sur les bords du Gange se multipliaient de jour en jour, par l'avidité de la nation dominante. Si les directeurs de ces faibles comptoirs s'adressaient au gouvernement de Calcutta pour obtenir le redressement de quelqu'un de ces griefs les plus oppresseurs, et qu'il fît semblant de leur accorder sa protection, c'était toujours comme bon office. Il voulait bien qu'on le crût le vrai souverain du pays; mais, pour épargner des embarras à sa métropole, il désirait que cette opinion s'établît plutôt par ses actions que par son aveu.

LI. Affreuses déprédations commises par les agens anglais dans le Bengale.

Les anciens n'envisageaient les finances que sous leur rapport avec le bien général. Cet objet, d'abord secondaire, est devenu avec le temps le premier de tous. Ce n'est plus du bonheur des nations que nos modernes administrateurs s'occupent. Le peu qu'ils ont d'application ou d'intelligence est uniquement tourné vers l'or. A leurs yeux le peuple est une éponge qu'il faut pressurer sans relâche pour qu'il ne perde pas l'habitude de la soumission. Tout est bien, pourvu que les

tributs puissent suffire aux caprices du despote, à l'ambition des ministres, à l'avidité des courtisans. Ces exécrables maximes, dont les institutions même les mieux ordonnées ont bien de la peine à se défendre, ne pouvaient manquer d'être saisies par une société de marchands qui, contre toute apparence, venait d'envahir une région où les métaux précieux du globe entier allaient se perdre depuis une infinité de siècles. Une tyrannie méthodique y succéda à l'autorité arbitraire. L'oppression y devint générale, régulière et continuelle. Les impôts anciennement établis furent exigés avec une sévérité impitoyable, et très-rapidement augmentés. Bientôt on eut recours à des taxes inconnues. Les monopoles se succédèrent avec une célérité effrayante. Il y eut une grande augmentation dans les douanes. On altéra les monnaies, et l'altération s'éleva aux deux cinquièmes. De tous les particuliers européens, les Anglais eurent seuls la liberté de prendre part au commerce de l'intérieur. Pour étendre indirectement l'exclusif jusqu'aux corps privilégiés des autres nations, il fut commandé pour la Grande-Bretagne plus de marchandises que le Bengale n'en pouvait fournir. La compagnie n'aurait pu former un système plus habituellement destructeur, quand son but unique aurait été de corrompre la confiance et la félicité publiques.

Les serviteurs furent encore plus tyrans que leur barbare maître. Leur premier plan fut d'ac-

quérir des richesses par procuration. C'était pour eux que des traîtres aborigènes pillaient les provinces, et les pillaient avec d'autant plus d'audace, que le crédit de leurs commettans les assurait d'une impunité entière. Mais s'ils n'avaient rien à craindre d'un magistrat faible, corrompu et dépendant, ils avaient tout à redouter de ceux avec lesquels ils devaient partager leurs brigandages. Pour leur faire regorger la partie du butin que de sacriléges conventions semblaient devoir leur assurer, leurs méprisables associés les mettaient aux fers, les attachaient à des poteaux, les faisaient expirer dans les tourmens. Avec le temps, les Anglais s'aguerrirent à l'infamie, et firent eux-mêmes sans pudeur ce qu'ils avaient voulu couvrir d'abord d'un voile imposteur. Alors cette malheureuse contrée devint un théâtre de désolation telle que peut-être on ne l'avait jamais vue dans les empires dévorés par le despotisme le plus insensé. La cruauté et l'injustice marchèrent avec audace sous une protection armée. Des exacteurs levèrent des tributs énormes pour le fisc, et en exigèrent de plus grands encore pour eux-mêmes. La vexation se porta sur toutes les fortunes. Le riche fut dépouillé de ce qu'il avait, quelquefois puni même de n'avoir pas assez; et le pauvre avili, persécuté à raison de sa misère même. L'or versé à pleines mains justifiait tous les forfaits; il n'y avait de coupables que les indigens ou les avares. Il fallait que tout Bengali livrât ses mar-

chandises au prix, quel qu'il fût, que ses oppresseurs offraient, et qu'il achetât les leurs, n'en eût-il pas besoin, à celui qu'il leur plaisait d'y mettre; il fallait qu'il arrachât les plantes de son choix pour leur substituer celles qui devaient être plus utiles à ses tyrans. Ma plume se refuse à continuer des détails humilians pour une nation généreuse, qui a montré de la grandeur, même dans ses monopoles.

Jusqu'à la conquête du Bengale, la compagnie anglaise avait eu une conduite supérieure à celle des autres compagnies. Ses agens, ses facteurs étaient bien choisis. Les principaux étaient des jeunes gens de famille, qui ne craignaient point d'aller servir leur patrie au-delà des mers, de ces mers immenses que la nation regarde comme une partie de son empire. La compagnie avait vu le plus souvent le commerce en grand, et l'avait presque toujours fait comme une société de vrais politiques autant que comme une société de négocians. Enfin ses colons, ses marchands, ses militaires avaient conservé plus de mœurs, plus de discipline, plus de vigueur que ceux des autres nations.

Qui aurait imaginé que ce corps, changeant tout à coup de conduite et de système, ferait regretter au peuple du Bengale le despotisme de leurs anciens maîtres? Il faut le dire, la corruption à laquelle les Anglais se livrèrent dès les premiers momens de leur puissance, l'oppression

qui en fut la suite, les abus qui se multipliaient de jour en jour, l'oubli profond de tous les principes, tout cela forma un contraste révoltant avec leur première conduite dans l'Inde, avec la constitution actuelle de leur gouvernement en Europe. Mais cette espèce de problème moral se résoudra facilement si l'on considère avec attention l'effet naturel des événemens et des circonstances.

Dominateurs sans contradiction dans un empire où ils n'avaient été que négocians, il était bien difficile que les Anglais n'abusassent pas de leur pouvoir. Dans l'éloignement de sa patrie, l'on n'est plus retenu par la crainte de rougir aux yeux de ses concitoyens. Dans un climat chaud, où le corps perd de sa vigueur, l'âme doit perdre de sa force; dans un pays où la nature et les usages conduisent à la mollesse, on s'y laisse entraîner; dans des contrées où l'on est venu pour s'enrichir, on oublie aisément d'être juste.

Peut-être qu'au milieu d'une position si périlleuse les Anglais auraient conservé du moins quelque apparence de modération et de vertu, s'ils eussent été retenus par le frein des lois; mais il n'en existait aucune qui pût les diriger ou les contraindre. Les règlemens faits par la compagnie pour l'exploitation de son commerce ne s'appliquaient point à ce nouvel ordre de choses; et le ministère britannique n'y voulut voir qu'une augmentation de richesses pour la nation.

Le premier moyen imaginé pour mettre fin à des attentats qui revoltaient également les deux hémisphères serait couvert du plus profond mépris, s'il n'excitait la plus vive indignation. Afin d'arrêter les vexations que les serviteurs de la compagnie s'étaient jusqu'alors permises, le comité, présidé par Clive, jugea devoir, disait-il, donner une base plus sûre et plus honnête à la fortune qu'ils étaient venus chercher à travers les vagues de l'Océan. Il leur accorda donc la vente exclusive du sel, du tabac, du bétel, objets d'une consommation générale dans le Bengale. Les droits mis sur ces productions devaient rendre deux millions quatre cent mille livres au corps privilégié, et les profits de ce commerce être partagés aux membres de la société, composée de tous ses officiers civils et militaires. Que devait-il arriver? et qu'arriva-t-il? Les employés de la compagnie et les vils instrumens de leur avarice se répandirent généralement partout, et partout s'emparèrent de ce qui était soumis à leur monopole. Marchands, soldats et conquérans tout à la fois, ils ne trouvèrent aucune résistance à leurs volontés suprêmes. Tout dans leurs mains s'éleva à un prix inconnu depuis l'origine des choses. A quel tribunal les opprimés auraient-ils pu demander justice, puisque les mêmes hommes qui avaient formé, qui exécutaient un plan si inhumain, étaient les maîtres, et les maîtres absolus de la contrée? Ils ne livrèrent d'abord leurs denrées que pour de l'argent;

LII. Moyens adoptés pour mettre un terme aux excès.

il fallut les échanger dans la suite contre des effets plus ou moins précieux. Les meubles les plus grossiers et les plus nécessaires eurent leur tour. Avec le temps il ne resta aux malheureux Indiens que le chagrin d'être privés des seules jouissances qui leur faisaient supporter la vie.

Les soins de Clive se tournèrent ensuite vers l'armée. Avant la fin de 1763, l'esprit de mutinerie s'y était glissé. Deux cents Français l'avaient quittée, et au commencement de l'année suivante, plusieurs compagnies européennes, quelques bataillons indiens suivirent ce funeste exemple. On donna cent cinquante livres à chaque soldat blanc, soixante-quinze à chaque soldat noir, le double à chaque sous-officier, et le mécontentement fut apaisé. La plupart des déserteurs rejoignirent même leurs drapeaux. L'insubordination ne tarda pas à recommencer, et elle recommença dans un temps où l'on était engagé dans une guerre très-embarrassante contre le soubab d'Oude. Les Anglais couraient le plus grand risque d'être chassés de leurs possessions. Heureusement pour eux, il leur vint de Bombay, dans ces circonstances, un puissant renfort. Son chef, sûr des troupes qu'il amenait, fit poursuivre, deux jours après son arrivée, un grand nombre de cipayes qui s'éloignaient fièrement du camp, et les y fit rentrer. Vingt-cinq de ces malheureux furent attachés à la bouche du canon, et leurs membres palpitans poussés au milieu de leurs complices. Tout le

corps des Indiens, frappé d'horreur, courut aux armes; mais douze cents Européens rangés en bataille avec dix canons chargés, leur en imposèrent. Des largesses répandues à propos achevèrent ce que la crainte avait si bien commencé.

Ces mutineries répétées donnaient de l'inquiétude. Clive se flatta de les prévenir en composant l'armée de trois régimens d'infanterie européenne de mille hommes chacun, de trente mille cipayes aussi en grandes masses, et de huit cents artilleurs Anglais. Cette organisation, qui obtint la sanction de ses commettans, lui parut avec raison fort supérieure à des pelotons isolés, sans instruction, sans discipline, sans émulation. Le succès semblait avoir répondu aux espérances, lorsqu'un nouvel incident vint ressusciter l'esprit primitif.

Les troupes avaient joui durant la guerre d'une solde extraordinaire. On voulut supprimer cette espèce de gratification quelque temps après la fin des hostilités. Cette économie blessa vivement une milice qui avait donné de vastes provinces et de grandes richesses à la société marchande qui ordonnait le retranchement. Dans leur indignation, les officiers résolurent unanimement de résigner le même jour leur commission. Le complot allait s'exécuter lorsqu'une querelle d'ivrognes découvrit la conspiration. Sans perdre un moment, Clive se porta où le danger était le plus pressant, et avec le secours des trois chefs

de brigade qui n'avaient pas été mis dans le secret, il réussit à ramener les esprits, et à tout faire rentrer dans l'ordre. Pour mettre fin à des associations si dangereuses, les troupes, jusqu'alors réunies, furent distribuées sur toute l'étendue de la domination, où elles devaient appuyer quand il le faudrait, par la force, les collecteurs des impositions. On ne se dissimula pas sans doute que c'était en quelque manière livrer les peuples à une soldatesque féroce, avide et licencieuse; mais on crut avoir écarté cet inconvénient en subordonnant au gouvernement civil l'autorité du général, qui jusqu'alors avait été sans bornes.

Un nouvel objet de la plus grande importance occupa peu de temps après le président du comité. Il avait reçu des sommes immenses pour élever ou pour renverser des trônes, pour commencer des guerres ou pour les finir. Non-seulement on l'avait laissé jouir de ces brigandages, on l'en avait encore récompensé. Cette impunité, ces honneurs enhardirent ses successeurs à multiplier les révolutions. Tout lui parut perdu si ce désordre continuait, et il demanda une loi qui défendît aux agens du corps privilégié de recevoir pour leur compte particulier aucun présent des princes indiens. L'ouverture fut favorablement accueillie. La nation était généralement indignée du faste insolent que venaient étaler à ses yeux des aventuriers que leurs besoins ou leur mauvaise conduite avaient fait naguère sortir de leur patrie;

et la compagnie, assurée de l'approbation publique, entra avec joie dans les salutaires vues de Clive. Ses employés furent obligés de jurer que jamais ils ne s'écarteraient des obligations qu'on leur imposait. Sans doute ce serment fut souvent violé ; mais il dut aussi arrêter ceux d'entre ces hommes avides qui n'avaient pas renoncé à toute morale et à toute pudeur.

LIII. Le Bengale est ravagé par la famine.

Tandis qu'on était dans l'attente de ce que ces grandes réformes pouvaient opérer, de nouveaux malheurs vinrent fondre sur le Bengale. Comme si les élémens, d'accord avec les hommes, eussent voulu réunir sur un même peuple toutes les calamités qui désolent successivement l'univers, une sécheresse, dont il n'y avait jamais eu d'exemple dans ces climats, prépara une famine épouvantable dans le pays du globe le plus fertile.

Il y a deux récoltes dans le Bengale, l'une en avril, l'autre en octobre. La première, qu'on appelle la petite récolte, est formée par de menus grains ; la seconde, désignée sous le nom de grande récolte, consiste uniquement en riz. Ce sont les pluies, qui commencent régulièrement au mois d'août, et finissent au milieu d'octobre, qui sont la source de ces productions diverses ; et c'est la sécheresse arrivée en 1769, dans la saison où l'on attendait les pluies, qui fit manquer la grande récolte de 1769, et la petite récolte de 1770. Le riz qui croît sur les montagnes souffrit

fort peu, il est vrai, de ce dérangement des saisons; mais à peine pouvait-il suffire au dixième des besoins.

Ce qui devait arriver fut prévu par les Anglais, et prévu pour leur seul avantage. Pour accélérer une fortune déjà trop considérable, la plupart d'entre eux accaparèrent le peu qui restait de subsistances. Le conseil de Calcutta en fit aussi verser beaucoup dans ses magasins pour la nourriture de ses ouvriers et de ses soldats. On l'accusa même d'avoir outré cette précaution, dans la vue d'exercer le plus odieux des monopoles. Ce soupçon nous paraît destitué de vraisemblance. Il est impossible qu'une pareille atrocité soit entrée tout à la fois dans la tête et dans le cœur de plusieurs hommes qui délibèrent et qui agissent pour les intérêts des autres.

Cependant le fléau ne tarda pas à se faire sentir dans toute l'étendue du Bengale. La livre de riz, qui le plus ordinairement n'y valait que quatre deniers, s'éleva graduellement à quatre, cinq et six sols. On vit alors les malheureux Indiens errans dans leurs aldées, sur les grandes routes, au milieu des villes, pâles, défaits, exténués, déchirés par la faim; les uns couchés par terre, et rendant leur dernier soupir; les autres se traînant avec peine pour chercher autour d'eux quelques alimens; plusieurs embrassant les genoux des riches, et les suppliant de les recevoir pour esclaves. Ici c'étaient des enfans abandonnés; là des enfans

qui expiraient sur le sein tari de leur mère; partout des morts et des mourans; partout les gémissemens de la douleur et les cris lamentables du désespoir. Tel fut le spectacle qu'offrit cette région pendant six semaines.

Durant tout ce temps le Gange fut rempli de cadavres; les campagnes et les chemins en furent jonchés. Des exhalaisons infectes remplirent l'air. Les maladies se multiplièrent. Peu s'en fallut qu'un fléau succédant à l'autre, la peste n'enlevât le reste des habitans de ce trop infortuné pays. Il en périt le quart, c'est-à-dire trois millions ou plus.

Un peuple qui aurait eu de l'énergie aurait exterminé ses tyrans. Mais telle est la douceur ou plutôt l'inertie physique et morale des Indiens, que, pressés par le plus impérieux de tous les besoins, ils ne tentèrent rien pour leur conservation. Les magasins, les énormes magasins de leurs oppresseurs furent respectés. Les maisons particulières le furent également. Aucune révolte, point de meurtres, pas la moindre violence. Les Bengalis, livrés à un désespoir tranquille, se bornaient à implorer des secours qu'ils n'obtenaient pas, et ils attendaient paisiblement la fin de leur carrière. Eh quoi! auraient-ils pu dire aux trop insensibles auteurs de leur misère:

« Ce n'est donc que pour nous opprimer que « vous êtes féconds en moyens? Les trésors im- « menses qu'une longue suite de siècles avaient

« accumulés dans cette contrée, vous en avez fait « votre proie ; vous les avez transportés dans « votre patrie ; vous avez augmenté les tributs ; « vous les faites percevoir par vos agens ; vous « êtes les maîtres de notre commerce intérieur ; « vous faites seuls le commerce du dehors. Vos « nombreux vaisseaux, chargés des productions « de notre sol et de notre industrie, vont enrichir « vos comptoirs et vos colonies. Toutes ces choses « vous les ordonnez, vous les exécutez pour votre « seul avantage. Mais qu'avez-vous fait pour notre « conservation ? Quelles mesures avez-vous prises « pour éloigner de nous le fléau qui nous mena- « çait ? Privés de toute autorité, dépouillés de « nos biens, accablés sous un pouvoir terrible, « nous n'avons pu que lever les mains vers vous « pour implorer votre assistance. Vous avez en- « tendu nos gémissemens, vous avez vu la fa- « mine s'avancer à grands pas. Alors vous vous « êtes éveillés ; vous avez moissonné le peu de « subsistances échappées à la stérilité ; vous en « avez rempli vos magasins, vous les avez dis- « tribuées à vos satellites. Et nous, tristes jouets « de votre cupidité, malheureux tour à tour, et « par votre tyrannie et par votre indifférence, « vous nous traitez comme des esclaves tant que « vous nous supposez des richesses ; et quand « nous n'avons plus que des besoins, vous oubliez « que nous sommes des hommes. De quoi nous « sert-il que l'administration des forces publiques

« soit tout entière dans vos mains ? Où sont « ces lois et ces mœurs dont vous êtes si fiers ? « Quel est donc ce gouvernement dont vous « nous vantez sans cesse la sagesse ? Avez-vous « arrêté la prodigieuse exportation de vos négo- « cians particuliers ? Avez-vous changé la des- « tination de vos vaisseaux ? Ont-ils parcouru les « mers qui nous environnent pour y chercher « des subsistances ? En avez-vous demandé aux « contrées voisines ? Ah ! pourquoi le ciel a-t-il « permis que vous ayez brisé la chaîne qui nous « attachait à nos anciens souverains ! Moins avides « et plus humains que vous, ils auraient appelé « l'abondance de toutes les parties de l'Asie ; ils « auraient facilité les communications ; ils au- « raient prodigué leurs trésors ; ils auraient cru « s'enrichir en conservant leurs sujets. »

Ce discours, quelle qu'eût été sa véhémence, n'aurait fait dans l'Orient aucune impression sur des hommes de sang qui sacrifiaient froidement des millions d'ouvriers ou de laboureurs à une soif insatiable de richesses, et il n'aurait pas ému davantage ceux de qui ces monstres recevaient leurs ordres. Les directeurs de la compagnie n'eurent pas été plus tôt instruits en Europe des innombrables calamités qui avaient désolé le Bengale, qu'ils parurent vouloir confirmer l'opinion déjà établie, que nulle tyrannie n'était comparable à celle d'une société marchande. Le quart de leurs sujets avait péri. Ceux qui avaient échappé

au trépas étaient languissans et faibles. Les plus heureux avaient vendu les instrumens de leurs ateliers ou de leurs cultures. A peine restait-il un Bengali en état de suffire aux besoins les plus ordinaires. Et voilà l'époque où les chefs du corps privilégié écrivent à leurs agens. « C'est l'instant « même de mettre en usage tous les moyens « pour profiter des avantages que nous promet « la possession de la douane. »

Jamais système ne fut suivi avec plus d'audace, plus de vivacité et plus de persévérance. On augmenta les tributs. Des exactions se multiplièrent. L'impunité du vol, de l'assassinat, de la fornication, de la sorcellerie, eut un prix fixe. Les confiscations devinrent d'un usage général. Les amendes furent affermées comme partie essentielle du revenu public. Des maîtres barbares paraissaient se faire un plaisir d'aggraver les rigueurs réunies par la nature et par l'art sur leurs esclaves. Où ce système dévastateur conduisit-il ceux qui l'avaient conçu, et qui le suivaient opiniâtrément ? On va le voir.

D'abord les trésors accumulés de temps immémorial sur les bords du Gange s'écoulèrent par plusieurs canaux, tous plus ou moins connus. Les rapines que les particuliers anglais, premiers oppresseurs du Bengale, firent passer en espèces dans leur patrie, diminuèrent ce grand numéraire. Il devint plus rare lorsque la compagnie eut pris le parti de tirer de sa conquête les sommes

nécessaires pour les achats qu'elle ordonnait à la Chine, au Coromandel, au Malabar, et qui jusqu'à cette époque avaient été envoyées de l'Europe. Le vide fut porté au comble par la nécessité de payer la pension accordée à Chah-Allum, et de fournir aux dépenses du tiers de l'armee britannique employée à couvrir les deux grands districts qui lui avaient été accordés pour sa résidence. Il est généralement reçu que ces exportations d'argent s'élevèrent en moins de dix ans à six ou sept cent millions de livres.

Il n'y eut point de remplacement. Le corps privilégié, qui exploitait toutes les branches de son commerce aux dépens de la province, était bien éloigné d'y envoyer des métaux précieux, quoiqu'il lui demandât plus de marchandises qu'il ne l'avait fait en aucun temps. Les Hollandais, les Danois et les Français n'y en portaient pas davantage. Les uns et les autres trouvaient plus utile et plus commode de former leurs cargaisons avec les lettres de change qu'on leur donnait sur les agens de la compagnie, singulièrement attentifs à dérober à leurs commettans la connaissance des énormes et injustes fortunes qu'ils avaient faites. L'or de la Perse n'y coulait plus depuis que ce beau royaume était déchiré par des guerres intestines, telles que peut-être on n'en vit jamais dans les régions les plus infortunées. La balance même qui, avec les autres parties de l'Inde avait toujours prodigieusement penché de son côté, ne lui fut

plus favorable, après que la famine lui eut ravi sa population la plus précieuse, et que la tyrannie eut étouffé ou ralenti son industrie.

Tandis que les ressources diminuaient si sensiblement dans la province, les dépenses y augmentaient avec une rapidité effrayante. Suivant les calculs très-bien raisonnés de Clive, le gouvernement civil et militaire ne devait jamais excéder dix-huit millions ; et telles furent la prodigalité, l'incapacité de ses successeurs, qu'il s'éleva bientôt beaucoup au-dessus du double. A la même époque où vingt-trois mille soldats, dont quatre mille étaient Européens, ne coûtaient annuellement à Madras que sept millions deux cent mille livres, trente mille, dont trois mille six cents seulement étaient Européens, coûtaient vingt-quatre millions dans le Bengale. A la même époque où cent quatorze employés civils ne coûtaient à Madras que douze cent mille livres, cent soixante-dix coûtaient dans le Bengale sept millions deux cent mille livres. C'était la même déprédation dans tous les autres départemens.

Loin de remédier au désordre, la direction l'augmenta encore. La cour de Versailles avait envoyé d'assez nombreuses troupes à l'Ile-de-France; des nuages s'étaient élevés à l'occasion des îles Falkland. La compagnie crut le Bengale menacé, et y fit passer des forces et des munitions. Elle y ordonna même de nouveaux ouvrages qui coûtèrent trois fois plus qu'ils n'auraient dû coûter.

Inutiles ou nécessaires, ces précautions occasionnèrent des dépenses qui mirent le comble au désordre extrême où des abus de tous les genres avaient déjà plongé les finances. Le mal paraissait sans remède, lorsqu'au commencement de 1772, Hastings fut appelé au gouvernement de ce pays trop infortuné.

LIV. Réformes opérées par Hastings.

Cet homme célèbre, qui s'était si fort distingué dans les emplois de confiance qu'il avait successivement remplis, ne tarda pas à surpasser la haute opinion qu'on avait de ses talens. Jusqu'à lui, l'apparence de l'autorité avait été conservée au soubab. C'était de son divan que sortaient tous les décrets qui réglaient le sort des peuples. Le nouveau gouverneur jugea que cette comédie durait depuis trop long-temps, et que ceux qui étaient véritablement les maîtres ne devaient plus craindre de le paraître. Mourchedabad, jusqu'alors le centre de l'empire, tomba dans l'oubli, et le siége de la souveraineté fut ouvertement établi à Calcutta.

Cette innovation devait occasionner, et occasionna en effet de grands changemens. Celui qui l'avait imaginée réduisit à rien ou presqu'à rien le traitement pécuniaire accordé jusqu'alors au soubab, qui cessait d'être même un personnage de théâtre. Les seigneurs mogols désertèrent aussitôt une cour où il ne restait aucun espoir de fortune. Ces ennemis secrets du joug anglais furent remplacés dans les emplois où il fallait des abo-

rigènes par des hommes obscurs qui obtenaient des postes auxquels ils n'avaient jamais pu aspirer. Cette élévation inattendue les attacha au conquérant auquel ils devaient leur avancement.

Alors purent être attaqués avec quelque espérance de succès des attentats qui depuis trop long-temps désolaient ces belles contrées. Elles coûtaient à la compagnie plus qu'elles ne lui rendaient. Les revenus se perdaient dans les mains chargees de leur perception. L'armée éparse répendait partout l'oppression et la terreur. L'innocence et la faiblesse ne trouvaient que des tyrans dans les tribunaux. Les monopoles suspendaient les opérations naturelles du commerce. Le péculat se montrait avec arrogance. Le mécontentement était universel et se taisait ; mais c'etait le silence du désespoir et de la révolte.

C'était une nécessité de terrasser tant de monstres ; et Hastings se présenta fièrement au combat. Calcutta, le centre de la corruption, reçut ses premiers coups. Il y supprima les emplois sans nombre que l'intrigue, la corruption, la faiblesse, avaient successivement créés. Les postes jugés nécessaires ne reçurent plus que des appointemens proportionnés à leur importance. Tout se fit mieux et à meilleur marché dans tous les départemens. Les lois, et surtout l'exemple, mirent quelques bornes au ton d'ostentation qui avait tourné toutes les têtes. Un besoin passager ou de vains caprices ne réglèrent plus la recette et la dépense. Les

différens membres du corps politique qui n'avaient jamais formé d'ensemble furent enfin tous réunis sous l'inspection d'un conseil digne de son chef.

De Calcutta, l'attention de Hastings se porta sur les provinces. Dans toutes furent établis des bureaux de finance qui avaient d'autres bureaux au-dessous d'eux. Il fut défendu, sous les peines les plus graves, aux uns et aux autres, d'exiger d'autres contributions que celles qui seraient ordonnées par le gouvernement. On plaça à côté d'eux des cours de justice revêtues d'une autorité suffisante pour empêcher les actes répétés d'usurpation qui avaient ruiné également et les peuples et la compagnie. Une sage économie présida à ces heureuses institutions et à cent autres, également le fruit de l'activité la plus vigilante.

Les Anglais ne cachaient pas la haine qu'ils portaient au réformateur qui mettait fin à leurs brigandages. Mais il était dédommagé de leurs malédictions par les vœux que faisaient pour lui les Bengalis. La nation entière était à ses pieds. Son nom était dans toutes les bouches. Les pères l'apprenaient à leurs enfans. Tous se croyaient au terme de leur esclavage et de leurs souffrances. Telle était la disposition des esprits lorsqu'un événement inattendu vint partager l'attention publique.

LV. Agrandissement des

On doit se souvenir que, pour obtenir le revenu des possessions envahies par les armées bri-

Anglais au Bengale.

tanniques sur les bords du Gange, la compagnie s'était obligée à payer annuellement à Chah-Allum sept millions huit cent mille livres, et lui avait assuré les provinces d'Allahabad et de Cora. Un corps de dix mille hommes fut chargé de couvrir ce beau territoire, et le prince y fixa son séjour. L'Angleterre ne tarda pas à juger que ces dépenses épuiseraient avec le temps le numéraire du Bengale, et ordonna, en 1768, d'en retirer les troupes, si ce parti n'entraînait pas de trop grands inconvéniens. Ce rappel, disaient les directeurs, peut produire un autre effet très-salutaire. L'empereur, convaincu que nous ne seconderons jamais les vues de son ambition, s'adressera à quelque autre puissance pour le conduire à Delhy; et nous pourrons nous faire un prétexte de cette démarche pour cesser de lui payer le tribut auquel nous nous sommes engagés.

La conjecture se vérifia bientôt. Vers la fin de 1771, Chah-Allum, ne comptant plus sur les promesses des Anglais, se jeta dans les bras des Marattes, qui le conduisirent en triomphe dans la capitale de l'empire, mais sans vouloir ou sans pouvoir rattacher au trône les états que l'ambition et l'anarchie en avaient détachés. Ils ne le firent régner que sur un territoire beaucoup plus borné que les provinces d'Allahabad et de Cora qu'ils s'étaient fait céder.

Cette cession parut un coup de fortune à M. Hastings. Il se crut autorisé à supprimer la

pension dont jouissait Chah-Allum, et à se remettre en possession du domaine qui avait été abandonné à ce prince. Allahabad et Cora étaient à un trop grand éloignement du Bengale pour que cette propriété pût lui devenir jamais avantageuse. On crut plus utile de les livrer au soubab d'Oude, qui de son côté assura quinze millions à la compagnie, et s'obligea de payer chaque mois, pour la brigade anglaise qui serait à son service, six cent trente mille livres, au lieu de soixante-douze mille qu'il avait données jusqu'à cette époque.

Cet arrangement, signé à Benarès en octobre 1773, paraissait dicté par une saine politique. Il mettait Soujah-Doulah en état de résister aux efforts que les Marattes ne devaient pas tarder à faire pour se mettre en possession des provinces qui leur avaient été abandonnées ; et il préservait les conquêtes britanniques des incursions que ces barbares seraient toujours disposés à y tenter. Malheureusement le traité portait que les deux nations contractantes uniraient leurs forces pour envahir le pays des Rohillas, que la propriété en serait assurée au soubab, et que celui-ci paierait douze millions à la compagnie.

La contrée que les alliés se proposaient d'asservir est défendue au nord par les montagnes du Tibet, au sud et à l'ouest par le Gange. C'était un jardin délicieux, où les regards s'arrêtaient avec complaisance sur ce que la nature et l'art peuvent offrir de plus brillant. On y voyait

deux classes d'habitans. Les plus anciens, doux, modestes, bienfaisans, laborieux, pacifiques, se livraient sans inquiétude à l'agriculture, au commerce, aux manufactures. Ce bon peuple avait été subjugué depuis moins d'un siècle par une nombreuse horde de Patanes, qui, contre l'usage de leur nation, n'avaient pas porté dans leur conquête l'esprit dévastateur. Contens de vivre des fruits de la terre sans prendre la peine de la cultiver, et de ne pas mêler leur sang à celui de leurs sujets, ils avaient constamment régné avec une modération et une justice qui auraient fait honneur aux souverains que l'histoire a le plus vantés. Loin que le Rohilcound eût perdu quelque chose de ses prospérités premières, elles paraissaient s'être accrues sous leur vigilante administration.

Tel était le territoire dont l'usurpation avait été solennellement jurée. Les armées combinées y pénétrèrent au commencement de 1774. Quarante mille Patanes les attaquèrent le 23 avril, et combattirent avec toute la vaillance possible pour leur pays et pour leur liberté. Vains efforts ! il fallut céder à la tactique, à la discipline et à l'artillerie de l'Europe.

Tout le temps que dura la bataille, le soubab, à la tête des siens, se tint à une grande distance de tous les dangers ; mais il n'eut pas plus tôt vu ses ennemis massacrés ou en déroute, qu'il lâcha sa nombreuse cavalerie pour piller leur camp et

pour détruire leur pays. Les plaines, fécondées et embellies par plusieurs siècles de travaux et de vertus, furent toutes mises à feu ou à sang; et les troupes britanniques, aux ordres d'un barbare, traînees de place en place pour en forcer les portes. Des cruautés sans exemple anéantirent en quelques mois un peuple dont tout le crime était d'avoir été plus sage et plus heureux que ses voisins. Quelle honte pour les Anglais de s'être faits pour quelque argent les instrumens de tant de crimes! Peut-être les trouvera-t-on plus vils et plus odieux que l'homme exécrable auquel ils ne rougissaient pas d'obéir. Celui-ci pouvait du moins alléguer, pour diminuer l'horreur de ses forfaits, qu'il s'assurait d'une excellente barrière contre les nations qui entreprendraient de dévaster ou d'envahir ses domaines.

Soujah-Doulah survécut peu aux maux incalculables que son ambition avait causés. Il termina une carrière agitée dans les premiers mois de 1775, et eut pour successeur son fils Asoph-oul-Doulah, qui se vit contraint d'acheter une protection nécessaire au prix que le conseil de Calcutta voulut bien y mettre. Aucune des conditions onéreuses imposées au père ne fut abrogée, et on obligea le nouveau souverain à augmenter les subsides stipulés pour les troupes anglaises qui étaient ou pourraient être un jour au service de la soubabie à ne souffrir à sa cour ni sous ses drapeaux aucun Européen, à livrer même tous

ceux qui pourraient s'y présenter; à céder à la compagnie la belle province de Benarès, agrandie depuis quelque temps des riches districts de Chunar et de Gazipour.

C'était, à raison de son revenu et de sa situation, la meilleure acquisition que les Anglais pussent faire. Nulle ville dans les Indes n'est aussi bien bâtie que la capitale de cet état. Dans sa population, qui est de quarante à quarante-cinq mille âmes, se trouvent six à sept mille brames. Ceux d'entre eux que la contemplation des choses célestes, que des études profondes n'absorbent pas, sont occupés à distribuer les eaux du Gange, bénites avec des cérémonies très-imposantes, aux pèlerins qui viennent acheter l'absolution de leurs égaremens. Le nombre, la beauté des édifices sacrés surpassent de beaucoup tout ce qui se voit ailleurs. C'est le dépôt des ouvrages saints ou profanes qui ont échappé aux ravages du temps ou aux invasions, et la seule académie de l'Indostan. Autour de la cité sont des jardins agréables où, par un usage sagement perpétué depuis les anciens brahmanes, les professeurs instruisent la jeunesse que le désir ou le besoin du savoir ont attirée à leur école. Plus loin, des cultures et des manufactures florissantes couvrent les campagnes.

Lorsque l'acquisition de Benarès eut mis enfin un terme aux vues exagérées d'agrandissement qu'avaient toujours manifestées les agens de la

compagnie, on vit s'affermir l'ordre qui avait commencé à s'établir dans le Bengale. L'empire des lois y prit quelque consistance. Le calme succéda aux tempêtes. Plusieurs des fugitifs que la tyrannie avait expatriés regagnèrent leurs premiers foyers. La culture fut moins négligée, et l'industrie plus encouragée. Les ventes et les achats reprirent leur cours. L'oppression diminua. On liquida les immenses dettes contractées au nom du corps privilégié, et les comptoirs subalternes reçurent les secours qu'ils attendaient. Une meilleure administration s'établissait également dans toutes les possessions britanniques qui embrassaient les côtes presque entières de l'Indostan. Ces prospérités étaient l'ouvrage de Hastings, qui, après avoir été bien ou mal à propos contrarié par le tribunal suprême qui le reconnaissait pour son président, était enfin parvenu à le subjuguer.

LVI. Confédération contre les Anglais.

Les grandes puissances de cette belle partie de l'Asie furent effrayées de la consistance que prenaient sur leurs frontières les établissemens anglais. Toutes se crurent menacées d'un honteux asservissement. Le glaive suspendu sur leurs têtes les fit recourir aux armes. Elles jurèrent de périr ou d'exterminer une horde de brigands étrangers qui, par un système combiné de rapines et d'usurpations, visaient à l'empire universel. Les forces de terre et de mer de la France vinrent augmenter l'audace et les espérances de la ligue.

Jamais l'empire britannique dans l'Inde n'avait couru d'aussi grands dangers. Les plus confians en crurent d'abord la chute infaillible : mais Hastings veillait à sa conservation. Une expérience consommée, des lumières étendues, un caractère inébranlable, réunirent dans ses mains un pouvoir absolu que sa place ne lui donnait pas. Cette espèce d'usurpation, s'il faut ainsi parler, était nécessaire et devint très-avantageuse. Les opérations militaires, les combinaisons politiques furent constamment dirigées vers le même but ; et plus d'une fois les intrigues du cabinet réparèrent les infortunes de la guerre. Rien n'était plus propre que cette harmonie à déconcerter les peuples de l'Inde, qui agissaient sans concert, étaient jaloux les uns des autres, avaient des intérêts opposés, et que des succès trop éclatans ou des pertes décisives devaient également diviser. Aussi les plus éclairés d'entre leurs chefs pensèrent-ils toujours que le champ de bataille ne leur resterait que parce qu'à la longue les ressources pécuniaires manqueraient à leur ennemi. Ils se trompèrent.

Lorsque les caisses et le crédit de la compagnie se trouvèrent épuisés, Hastings eut recours aux princes qui devaient tribut à ses commettans. C'était un usage constant dans ces régions que le suzerain qui se trouvait dans quelque grand danger fût puissamment secouru par ses feudataires. La raja de Benarès fut sommé, en 1778, de rem-

plir cette obligation. On savait que son père lui avait laissé de grands trésors, qu'il les avait lui-même beaucoup augmentés; et les demandes furent proportionnées aux facultés que l'opinion publique lui donnait. Chet-Sing paya les trois premières années, en alléguant toujours son impuissance; mais à la quatrième il refusa avec toute l'humilité possible et son argent et sa cavalerie, qui lui était demandée pour aider à couvrir le Bengale qui paraissait menacé.

Irrité d'une résistance qu'il n'avait pas encore éprouvée, Hastings se transporte sans délai à Benarès, et en met le souverain aux arrêts. La populace, indignée de l'affront fait à son maître, tombe sur les cipaies chargés de sa garde, et les met en pièces. Si, comme on a voulu le faire croire, le raja eût eu le projet de se rendre indépendant, il aurait lâché cette multitude sur le gouverneur-général, qu'une très-faible escorte n'aurait pu défendre. Sa mort aurait été vraisemblablement suivie de celle de ses compatriotes dispersés dans la province, et le massacre général de ces étrangers aurait rendu la liberté au Bengale. Loin de tirer avantage de sa position, le timide Chet-Sing prit la fuite devant les cohortes anglaises, dont ses irrésolutions avaient permis le rassemblement. Ses troupes, ses forteresses, ses richesses, tout tomba au pouvoir de ses persécuteurs, qui, le 30 novembre 1781, lui donnèrent pour successeur son neveu, à condition que la con-

tribution annuelle serait portée de sept à douze millions de livres.

Durant le peu de mois que les troupes britanniques avaient employés à s'emparer du Benarès entier, le faible et trop malheureux Chet-Sing, poussé de poste en poste, avait invité, par un manifeste plein de raison et de sensibilité, les souverains des contrées limitrophes à se réunir pour expulser du plus beau pays du globe des hommes féroces qui portaient partout la désolation. « Voyez, disait-il, mes territoires, et voyez « les leurs. Leurs aspects différens en marquent « plus visiblement la division que les limites que « la nature ou l'art auraient pu prescrire. Mes « champs sont cultivés, mes villes et mes villages « sont remplis d'habitans; mon pays est un jar- « din, et mes sujets sont heureux. Grâce à la « sûreté de mon gouvernement, les principaux « marchands de l'Inde se rendent dans ma capi- « tale, et y fixent leur résidence. C'est la banque « de l'Inde. Elle contient les trésors des Marattes, « des Djâts, des Seikes, des Indiens, des Euro- « péens. C'est ici que la veuve et l'orphelin dé- « posent toutes leurs richesses, et qu'ils y trou- « vent un asile contre l'avarice et contre la rapine. « Le voyageur et l'étranger peuvent, d'un bout « de mes états à l'autre, déposer leurs fardeaux « et dormir en sûreté. Dans les provinces deve- « nues anglaises, la famine et la misère mar- « chent ensemble à travers les terres incultes et

« les villages déserts. On n'y rencontre que des
« vieillards, et des pauvres infirmes incapables
« de fuir, ou des brigands préparés au vol ou à
« l'assassinat. Quand les Anglais ont passé sur
« mes territoires, on les a traités avec toutes sortes
« d'égards, et on a fourni à tous leurs besoins.
« Partout mes officiers ont eu soin de leur fournir
« des vivres et des voitures à mes dépens. Ils les
« ont accompagnés, prêts à exécuter leurs ordres
« comme ils exécutent les miens. Demandez à
« mes sujets si quelqu'un d'eux a trouvé un trai-
« tement semblable dans les terres de la compa-
« gnie, N'ont-ils pas au contraire presque tou-
« jours été volés et exposés à perdre la vie? »

Ce tableau était très-ressemblant. La vérité en frappait tous les esprits. Mais telle était la terreur qu'avaient inspirée les Anglais, qu'il ne produisit qu'une stérile compassion. L'indifférence ou la pusillanimité des princes voisins ôtèrent tout espoir aux peuples de Benarès, qui s'étaient généralement soulevés dans la vue de secourir leur maître. Qu'auraient pu sans chef des hommes naturellement timides, et qui n'avaient jamais manié des armes? Aussi les attroupemens se dissipèrent-ils avec la même célérité qu'ils s'étaient formés. Le laboureur retourna à sa charrue, l'artisan retourna à son atelier. Villes, hameaux, campagnes, tout reprit son aspect ordinaire. On n'aurait pas soupçonné qu'il fût arrivé une révolution dans le gouvernement. Pour en effacer,

s'il était possible, jusqu'au souvenir, une amnistie générale fut proclamée par ordre du conseil suprême.

A cette époque, le pays d'Oude était bouleversé par des troubles intérieurs. Ils tiraient leur origine des désordres du nouveau gouvernement. Depuis qu'il avait commencé, un jour serein ne s'était pas levé sur une contrée autrefois si florissante. Les premières et les dernières classes de citoyens avaient été également vexées. Ni la faiblesse de l'âge, ni la dignité des rangs, ni les priviléges de la religion n'avaient garanti de l'oppression. Elle s'était étendue jusqu'aux parens, jusqu'à l'aïeule, jusqu'à la mère du soubab, qu'on avait bassement dépouillés des terres et des trésors que la loi leur assurait, qu'on avait réduits à une pension insuffisante, et qui même n'était pas payée. Tant d'atrocités, ordonnées en secret par un agent anglais, et publiquement exécutées par les troupes britanniques, tirèrent à la fin les naturels de leur apathie. Ce n'était pas contre leur souverain, dont ils blâmaient la faiblesse, mais qu'ils ne haïssaient pas, que leur rage était dirigée. Elle avait pour objet la nation insatiable pour qui toutes ces horreurs se commettaient. Le mal devint à la fin si grand, qu'au mois de mars 1784, Hastings fut obligé de se transporter sur les lieux pour calmer les esprits, et pour rétablir l'ordre.

Il était encore à Luknau, capitale de la pro-

vince, lorsque le fils aîné de l'empereur Chah-Allum vint le supplier de tirer son père du dur et humiliant esclavage où ses propres ministres le retenaient. On doit penser qu'un homme qui avait écrit à ses commettans que l'Asie devait dédommager la Grande-Bretagne des pertes qu'elle faisait en Amérique était très-disposé à profiter de toutes les occasions qui se présenteraient d'étendre les possessions de la compagnie. S'il se refusa aux ouvertures qu'on lui faisait, s'il repoussa les avantages qui lui étaient offerts, c'est qu'il jugea déraisonnable d'engager sa nation dans une nouvelle guerre avant que les plaies que celle qui venait de finir avait ouvertes fussent fermées.

LVII. État des possessions Anglaises à la paix de 1784.

Elles étaient très-profondes, lorsque la pacification de 1784 rendit la tranquillité à l'Indostan. Tous les établissemens anglais y avaient éprouvé des désastres dans le cours des hostilités, et il n'y en avait aucun qui ne fût fort obéré. Le Bengale même, le seul qui n'eût pas vu ses campagnes ravagées, devait à cette époque soixante-dix millions. Un revenu de cent vingt millions paraissait bien devoir lui donner de grandes facilités pour se libérer; mais on commençait à penser que ces tributs ne se soutiendraient pas, et qu'ils baisseraient plus ou moins rapidement. Ceux qui se déclaraient pour cette opinion disaient qu'il était sorti du pays un numéraire immense pour mettre le Malabar et le Coromandel en état de combattre les Marattes, Haïder et les

Français. Ils disaient que les serviteurs de la compagnie avaient fait passer à leurs correspondans et à leurs protecteurs, en or et en diamans, le scandaleux produit de leurs incalculables rapines. Ils disaient qu'en fuyant Cossim et Chet-Sing avaient emporté des richesses prodigieuses. Ils disaient que les Mogols opulens, réduits à obéir où jusqu'alors ils avaient commandé, s'étaient expatriés avec toute leur fortune. Ils disaient que la compagnie n'envoyait plus de fonds pour les cargaisons de jour en jour plus considérables qu'elle ordonnait, et tirait même de quoi payer les marchandises que ses autres comptoirs lui fournissaient. Ils disaient que les nations rivales, trouvant dans les agens de la puissance dominante, qui voulaient faire passer clandestinement leurs gains en Europe, l'argent dont elles pouvaient avoir besoin pour leurs achats, n'importaient que peu et rarement. Ces considérations les inclinaient à décider que la rareté des métaux précieux forcerait les nouveaux maîtres du Bengale, quelle que fût leur avidité, à se relâcher sur les contributions.

Cette manière de voir trouva des contradicteurs, et fut combattue avec chaleur par ceux qui ne l'avaient pas adoptée. Selon leurs lumières, le numéraire sorti du Bengale y avait été en partie remplacé par celui qui y avait afflué du Rohilcound, d'Oude, de Benarès, et devait l'être encore par celui qui commençait à arriver du

Boutan, avec lequel on venait de former des liaisons suivies. Les golfes de Perse et d'Arabie n'avaient pas discontinué d'en fournir; et les autres marchés de l'Inde, délivrés du fléau destructeur des combats, ne pouvaient pas tarder à recommencer leurs remises. Les peuples, habitués de temps immémorial à convertir les trois quarts de leur or en bijoux, s'accoutumaient peu à peu à en faire un emploi utile. L'argent, enterré depuis l'origine du monde, et plus généralement depuis la découverte de l'Amérique, sortait insensiblement des entrailles de la terre. Il fallait bien que l'Europe envoyât une plus grande quantité de métaux précieux, ses achats s'étant graduellement élevés de vingt à trente millions. Les capitaux en circulation n'avaient pas manqué à l'agriculture, aux arts, au commerce, puisque l'intérêt n'avait pas haussé, et que le prix des marchandises n'était pas tombé. De ces observations on concluait que les impôts pourraient être continués tels qu'ils avaient d'abord été établis.

A s'en rapporter même à quelques hommes plus hardis ou plus éclairés que les autres, le revenu public devait un jour augmenter; et leurs conjectures n'étaient pas sans vraisemblance. Le tiers du Bengale, quoique le sol en soit excellent, est depuis long-temps en friche, et, au moyen de quelques avances, il sera aisé d'y attirer des cultivateurs qui, dans les contrées limitrophes, gémissent sous le joug le plus oppresseur. Le vide

occasionné par la famine de 1770, si funeste aux peuples qui l'éprouvèrent, si honteuse pour l'administration qui ne la prévint pas, se comble tous les jours; et bientôt il n'en restera de souvenir que dans l'histoire malheureusement trop longue des calamités humaines. On a déjà attaché des terres à quelques places plus ou moins importantes confiées à des aborigènes. Cet essai a été heureux. Ne doit-on pas espérer que l'usage généralement établi des fermes sera peu à peu aboli; et que la propriété, cette grande base des sociétés politiques, accroîtra l'économie, le travail et l'industrie. La perception des taxes, qui absorbe le quart de leur produit, doit-elle toujours rester la même? Ne passera-t-elle jamais dans des mains plus pures et moins protégées dans leurs rapines? Peut-on croire que l'infidélité dans les douanes sera éternelle? Leurs inspecteurs, accoutumés à faire entrer et à faire sortir en fraude leurs marchandises, ne seront-ils pas réprimés et punis un jour ou l'autre? Enfin la compagnie ne se souviendra-t-elle point qu'elle doit préférer sa souveraineté à son monopole? Rien ne peut être plus opposé à l'intérêt de la compagnie anglaise, considérée comme souverain, que le monopole qu'elle veut établir dans le Bengale. Presque partout le souverain tire son revenu de celui du peuple. Plus le peuple est riche, plus le revenu du sol et de l'industrie est grand, plus le peuple peut y participer.

Le souverain qui gouverne le Bengale est plus particulièrement encore intéressé à sa conservation, son revenu étant presque uniquement tiré de la vente des fonds de terre. Cette vente est nécessairement proportionnée à la quantité et à la valeur des productions; et l'une et l'autre s'accroît par un débit étendu. La quantité se règlera toujours plus ou moins sur la consommation de ceux qui ont de quoi payer la denrée, et le prix sur l'empressement et la concurrence des acheteurs. Il est donc de l'intérêt du souverain d'un pays ainsi constitué d'ouvrir aux productions de son territoire le débouché le plus étendu, de laisser au commerce la plus entière liberté pour augmenter le nombre et la concurrence des acheteurs. Il faut donc qu'il abolisse non-seulement tous les monopoles, mais encore toute espèce de prohibitions et de restrictions sur le transport des denrées de son pays d'une province à l'autre; sur leur exportation, sur l'importation des objets de change. C'est ainsi qu'il augmentera la quantité et la valeur des productions de son pays, et par conséquent la part qu'il en perçoit, son revenu propre.

Mais il semble qu'une compagnie de marchands est incapable de se considérer elle-même comme un souverain lorsqu'elle l'est devenue. Ils continuent le commerce, à acheter et vendre comme leur principale affaire. Par une étrange absurdité, la qualité de souverain leur paraît un accessoire

de celle de marchand, et ils ne se servent de l'autorité suprême que pour acheter à bon marché dans l'Inde, afin de vendre en Europe avec plus de profit. Ils s'efforcent d'écarter autant qu'ils peuvent les compétiteurs de leurs emplètes, et par là de réduire le surplus vendable des productions de leur pays, au moins sur quelques articles, à ce qu'il leur convient d'acheter, et qu'ils espèrent de revendre avec le profit qu'ils estiment raisonnable. Leurs habitudes mercantiles les engagent presque nécessairement, mais insensiblement, à préférer le profit passager et médiocre d'un monopoleur au revenu permanent et immense du souverain.

Mais si l'esprit de ce gouvernement a des vices aussi incurables, même par rapport à la direction qui réside en Europe, c'est bien pis encore pour l'administration dans l'Inde. Le gouvernement y est nécessairement composé de négocians, profession respectable sans doute en elle-même, mais qui en aucun pays du monde n'en impose par son propre poids, et par cette autorité à laquelle le peuple cède volontairement et sans contrainte. Une régence pareille ne peut se faire obéir qu'au moyen d'une armée, et par conséquent son administration sera nécessairement militaire et despotique.

Son affaire propre est cependant le trafic ; c'est de vendre pour le compte de ses maîtres les marchandises qui lui sont consignées, et d'acheter

pour faire les retours celles qui se débitent en Europe; de vendre aussi cher et d'acheter à aussi bon marché qu'il est possible, et pour cet effet d'écarter toute rivalité, toute concurrence du voisinage de leur boutique. En ce point, l'esprit de l'administration aux Indes ne diffère pas de celui de la direction en Europe. Il tend à soumettre le gouvernement à l'intérêt du monopole, et par conséquent à réduire certaines productions au point de satisfaire les demandes de la compagnie, et rien de plus.

Mais outre cela tous ceux qui participent à cette administration négocient plus ou moins pour leur compte particulier. Il est inutile de vouloir le leur défendre. Croire qu'un ordre du chef empêchera à trois mille lieues de distance les commis d'une grande maison de commerce de faire quelques affaires pour leur compte, c'est montrer trop de simplicité. Abandonneraient-ils sur une simple injonction les moyens de fortune qu'ils ont en main pour se contenter de modiques salaires? salaires qui ne peuvent être augmentés, parce qu'ils sont proportionnés aux profits de la compagnie. Dans cet état de choses, défendre aux facteurs de la compagnie de négocier pour leur compte, c'est uniquement mettre les chefs en état d'opprimer, sous peine de punir les contraventions, ceux d'entre les subalternes qui ont le malheur de leur déplaire. Il est naturel aux employés de la compagnie d'imiter s'ils peu-

vent en leur faveur le monopole que la compagnie établit pour elle.

Si on les laisse faire, ils agiront au moins avec candeur et directement, en défendant à toute autre personne les articles de commerce qu'ils se sont réservés; et peut-être cette manière est-elle la moins oppressive. Si les ordres d'Europe ne permettent pas d'en user ainsi, le facteur ne laissera pas d'aller au monopole du mieux qu'il pourra, par une voie secrète, oblique, et plus destructive. Il emploiera toute l'autorité du gouvernement, il pervertira l'administration de la justice pour persécuter et ruiner ceux qui se mêleront d'une branche de commerce qu'il entreprend lui-même par des agens secrets ou non avoués.

Le commerce des commis de la compagnie s'étend à beaucoup plus d'articles que celui de la compagnie elle-même. Celle-ci se borne aux marchandises propres pour l'Europe; elle n'embrasse qu'une partie du commerce extérieur du pays conquis. Le commerce des facteurs peut entreprendre sur tous les articles de commerce intérieur et extérieur. Le monopole de la compagnie n'arrête et ne limite qu'une certaine classe de production; celui de ses employés arrête toute production dont ils s'avisent de trafiquer, soit celles qui se consomment dans le pays, soit celles qui sont propres à l'exportation. En un mot, il dégrade toute culture, et parconséquent la popu-

lation. Il y a à diminuer tout ce que le pays rapporte, même les denrées de première nécessité. Si les employés de la compagnie jugent à propos d'en faire le commerce, ils tâcheront qu'il n'y en ait pas plus qu'ils n'espèrent d'en vendre, avec le profit qu'ils estiment devoir faire.

D'ailleurs, par la manière dont les facteurs de la compagnie sont placés, ils seront enclins à soutenir avec beaucoup plus de vigueur leur intérêt contre celui du pays qu'ils gouvernent que leurs maîtres ne le sont à soutenir le leur propre. Le pays appartient à la compagnie, qui ne peut être tout-à-fait insensible au soin de sa propriété; mais il n'appartient point du tout aux facteurs. L'intérêt véritable des commettans est au fond le même que celui du pays; s'ils ne le comprennent pas ainsi, s'ils sont oppresseurs, c'est par une suite des préjugés mercantiles les plus abjects. Il n'en est pas de même des employés. Leur intérêt est très-distinct de celui du pays, et en les éclairant on ne mettrait point fin à leurs oppressions.

C'est une singulière et bien fatale espèce de gouvernement que celle où tous les membres de l'administration ne désirent que d'en sortir le plus tôt qu'ils pourront, en emportant avec eux toute leur fortune; en sorte qu'il leur est très-égal que la terre engloutisse le pays entier au moment où ils en sortiront.

Ainsi les compagnies exclusives sont nuisibles

à tous égards, plus ou moins désavantageuses au pays qui les établit, destructives pour les provinces qui ont le malheur d'en être gouvernées.

Arrêtons-nous. La solution du problème doit appartenir à la savante association qui depuis quelques années s'est formée dans le Bengale. Quoique principalement établie pour répandre la connaissance des langues orientales et pour dissiper les ombres dont l'Asie s'est enveloppée, ses membres ne s'en occupent pas moins des intérêts de leur patrie et du bonheur des peuples qui lui sont asservis. C'est à eux à décider si les ressources du fisc peuvent être accrues sans que la félicité publique soit altérée.

XVIII. Description de Calcutta.

Cette académie, dont les premiers travaux ont obtenu une approbation universelle, est composée des Anglais du Bengale, nés avec une inclination décidée pour les sciences, et de ceux auxquels une louable émulation en a heureusement inspiré le goût. Elle tient ses assemblées à Calcutta, originairement très-faible comptoir établi sur le bord oriental de la rivière d'Ougly, mais devenu avec le temps le plus grand marché de l'Asie. La navigation, les manufactures, le commerce, la banque, l'agiotage, les tribunaux, la tolérance, les intérêts politiques, la curiosité, les jouissances de tous les genres, y ont attiré une foule d'Arméniens, de Grecs, de Turcs, de Syriens, d'Arabes, de Chinois, de Persans, de Guèbres, d'Abyssins, de Tartares, d'Indiens, de

Juifs et d'Européens. Leur nombre s'est rapidement élevé à cinq ou six cent mille, qui tous ou la plupart sont restés fidèles aux usages, aux mœurs, à la religion de leur première patrie. Avec un peu de prévoyance on aurait tracé le plan d'une cité, qui, sans aucun sacrifice de la part du fisc, se serait trouvée une des plus régulières, une des plus agréables du globe. Il n'en est pas ainsi. On dirait que c'est la possession d'un peuple à peine sorti de la barbarie. Dans cette capitale de l'empire britannique, les maisons sont généralement construites de boue et couvertes de chaume. Quelques édifices publics ou particuliers, plus solidement bâtis, manquent d'ensemble, de commodités et de noblesse. Les rues sont tortueuses et si étroites, que deux personnes peuvent difficilement y marcher de front. Rien de plus sale et de plus puant que tous les lieux d'approvisionnement. La moitié de la ville est inondée une grande partie de l'année. On cherche vainement dans les quartiers que borne le Gange les quais que la salubrité de l'air, que l'agrément des citoyens, que les commodités du commerce sollicitaient. La ville n'a qu'une place mal disposée, mal tenue, mal entourée, et défigurée encore par un lourd obélisque qui écrase de son poids les ossemens des malheureux qui, en 1756, furent étouffés par la chaleur dans leur prison. Les tentatives faites de loin en loin pour arriver à un meilleur ordre de choses ont toujours

été inutiles. Des intérêts particuliers ou les dissensions des administrateurs ont contrarié sans interruption l'établissement d'une police exacte et sévère. Elle n'a pas pu même se former depuis que le dixième des loyers a été accordé pour cet important objet, parce que les fonds qui y étaient destinés se sont honteusement perdus dans les mains des principaux agens du gouvernement. Un seul bien s'est opéré. C'est le dessèchement de quelques marais voisins qui remplissaient tout l'horizon de vapeurs mortelles. Le climat n'est maintenant guère plus meurtrier qu'il le serait dans la plupart des lieux où les hommes seraient également entassés.

LIX. Moyens de défense du Bengale.

La défense du Bengale a plus occupé les Anglais que son amélioration ou son embellissement. Ils y entretiennent une armée formée par trois mille six cents blancs, et par trente mille noirs.

Les premiers, que le climat ou la débauche font périr trop rapidement, ont bien cette fierté, ce sang-froid, cette indifférence pour la vie qui sont propres à leur nation; mais ils manquent de ce maintien brillant qui, dans les combats, impose presque autant que la valeur même. A les juger un peu sévèrement, on les prendrait pour des recrues. Des chefs intelligens les ont constamment conduits à la victoire. Les succès auraient été quelquefois plus décisifs, si ces officiers n'eussent sacrifié avant le temps prescrit par l'âge ce qu'ils avaient d'expérience au plaisir

de venir jouir dans leur patrie d'une fortune bien ou mal acquise.

Cependant ce n'est pas à la valeur des troupes britanniques, ce n'est pas aux manœuvres de leurs généraux que doivent être exclusivement attribués les avantages remportés depuis trente ou quarante ans dans le Bengale. Si leurs entreprises n'ont pas été appuyées par une nombreuse cavalerie du pays, proscrite comme plus dispendieuse qu'utile, elles ont été puissamment secondées par une excellente infanterie, composée presque uniquement de mahométans, beaucoup plus guerriers que les Gentils. Leur uniforme, d'un drap léger, tient de l'habit européen, et de celui qui est ordinaire aux soldats de l'Indostan. Ils ont pour coiffure un turban très-pittoresque. Chaque bataillon porte le nom d'une province, et a le plus souvent un Anglais pour commandant. Ces cipaies sont tous très-bien exercés, très-bien disciplinés, très-bien armés, et bravent très-audacieusement le feu et les baïonnettes. En troupe, ils ont même un air martial qui manque communément à leurs maîtres et à leurs modèles.

Lorsque la guerre ne réunit pas les troupes sous ses drapeaux, elles sont placées où on les croit le plus utiles. Des compagnies noires détachées vont assurer la subordination, la tranquillité, le recouvrement des impôts dans les lieux les plus écartés.

Une brigade de huit mille hommes qui comptait douze cents Européens, et qui était pourvue

d'une artillerie convenable, fut originairement placée à Denapour, sur la frontière des contrées qu'on venait d'asservir. Le soubab d'Oude, devenu tributaire de l'Angleterre, en eut besoin pour contenir ses sujets ou pour repousser ses ennemis, et alors on la poussa jusqu'à la jonction du Gange et du Djemna, en attendant que les circonstances la fassent aller plus loin.

Un second corps, en tout semblable au premier, occupa d'abord et occupe encore au centre du pays le poste de Berampour. Sa principale destination est de contenir les peuples dans l'obéissance.

La troisième brigade, qui n'est ni plus ni moins forte que les deux autres, doit défendre les ouvrages qui couvrent la capitale de l'empire. Du côté de la mer les forts de Boudje-Boudja se présentent les premiers. Ce sont des batteries élevées sur les deux rives du Gange, cinq d'un côté, et une seule sur le côté opposé, mais presque aussi grande que les autres réunies. Elles sont toutes enfermées d'un excellent parapet, d'un fossé plein d'eau, d'un chemin couvert bien palissadé, et remplies d'une artillerie formidable. Leur destination est d'arrêter ou de détruire les bâtimens ennemis qui entreprendraient de monter le fleuve ; et ce but serait très-vraisemblablement atteint. Quelle est l'escadre qui pourrait se présenter impunément devant un amas de feux si bien disposés, et dans une rivière aussi rapide, aussi périlleuse ?

Du point où chacun de ses vaisseaux pourrait être battu, jusqu'au point où l'on cesserait de le voir, il recevrait, sans compter les bombes, trois à quatre mille coups de canon; les plus éloignés de cinq à six cents toises, les plus proches de soixante toises; et les moyens, qui seraient les plus nombreux, depuis cent cinquante jusqu'à trois cents toises.

Si, par des hasards singuliers qu'on ne saurait faire entrer dans les calculs ordinaires, des forces maritimes avaient surmonté les obstacles que présente Boudje-Boudja, elles trouveraient, après cinq lieues d'une nouvelle navigation, le fort Guillaume qui sert de citadelle à Calcutta.

C'est un pentagone irrégulier, composé de cinq grands bastions, et de deux demi-bastions. Les derniers flanquent la courtine qui borde le Gange. La place n'est pas attaquable par ce front, quoiqu'il ne soit composé que de deux demi-bastions, d'un simple rempart, d'une petite demi-lune, et d'un chemin couvert. Le pied du glacis aboutit au fleuve qui met cette partie du fort à l'abri de toute insulte.

Les cinq bastions du côté de terre forment trois polygones ou trois fronts qui, d'une capitale à l'autre, peuvent avoir trois cents toises de développement.

Les bastions sont très-grands, d'une maçonnerie épaisse qui soutient un très-gros terrassement. Ils portent quatorze embrasures sur chaque face.

Le fossé est large et profond. Il eût été facile de le remplir d'eau ; mais, pour la salubrité, on a préféré de le laisser à sec, à la réserve d'une cunette de douze pieds de large, et de trois à quatre pieds de profondeur, qui reçoit ses eaux du Gange par une écluse. Cette cunette est palissadée des deux côtés.

Les courtines sont couvertes d'une demi-lune entre les deux bastions. Elles sont très-vastes, et d'une construction égale au reste.

L'angle saillant de chaque bastion est défendu par une contre-garde régulière, ce qui doit faire juger de la largeur relative du fossé.

Le rempart est construit sur une berme de douze pieds de largeur. Cette berme est à la hauteur du revêtement du fossé ; de sorte qu'on ne peut le voir qu'en se plaçant sur le bord de la contrescarpe. Aux angles de chaque bastion, cette berme est percée de huit embrasures haut et bas, Les demi-lunes ont également une berme, dont les angles forment aussi des batteries basses. De cette manière, les branches du chemin couvert et ses places d'armes sont protégées par des feux intérieurs bien appuyés et bien cachés.

Le chemin couvert est rempli de traverses et palissadé dans tout son pourtour. Le glacis n'a qu'une pente douce, et se joint insensiblement à la vaste esplanade qui environne le fort.

Les ouvrages du côté des terres sont extrêmement rasans. Les bastions ne s'élèvent au-dessus

du chemin couvert que de la hauteur des merlons. On n'aperçoit de ces différens points que le haut du terrassement des demi-lunes et des contre-gardes. Le sol étant plus élevé du côté du Gange, on voit dans cette partie une portion du rempart quatre ou cinq pieds au-dessus du cordon.

Il y a assez de souterrains pour les munitions, pour les vivres, pour le logement de trois à quatre mille hommes.

Trois vastes casernes, des logemens suffisans pour le commandant et les autres personnes nécessaires au service de la place, une grande place d'armes, un jardin, quelques ateliers pour les ouvriers et des corps-de-garde, un parc d'artillerie rempli de canons, de mortiers, de bombes, de boulets de tout calibre, voilà ce qui occupe l'intérieur du fort. Ses trois portes principales sont surchargées de trois gros pavillons.

Une vaste plaine très-découverte, où la vue n'aperçoit pas même un buisson qui pût nuire à la défense, entoure la forteresse. Les maisons même de la ville qui en sont les plus voisines sont à la distance de quatre cents toises.

Tous les ouvrages sont de brique et d'une excellente construction. Leur maçonnerie n'a pas moins de douze pieds d'épaisseur, et l'on n'y découvre aucun signe de dégradation. Si les murs qui bordent le Gange ont un peu souffert, c'est le poids du terrassement, joint aux efforts du

fleuve qui a causé ce léger dommage. Comme le bas du mur n'avait pas été ébranlé, le désordre a été facilement réparé.

Jusqu'à ces derniers temps, les Européens qui s'établissaient au Bengale plaçaient leur défense au-dessus de leurs établissemens de commerce, parce qu'ils n'avaient des précautions à prendre que contre les naturels du pays. Les Anglais ont renversé cet ordre. Leur ville est en haut, et leur citadelle en bas. Ils ne craignaient rien des ennemis qui pourraient descendre le fleuve; mais ils ont pris des précautions contre ceux qui pourraient le monter.

Il est connu que le fort Guillaume et les batteries de Boudje-Boudja ont occasionné une dépense de vingt-cinq millions de livres. C'est sans doute plus que ces ouvrages n'auraient dû coûter, si les travaux en avaient été conduits avec autant de probité que d'intelligence. Cependant doit-on beaucoup regretter une dépense une fois faite, qui assure la possession tranquille du plus riche territoire que les Européens aient jamais acquis aux Indes.

Les Marattes ou d'autres brigands pourront mettre un jour à feu et à sang le Bengale. Si ces dévastations arrivent, les Anglais seront punis de la présomption qui leur a fait négliger de couvrir les défilés qui donnent entrée dans leurs conquêtes. Mais jamais vraisemblablement les Indiens, quelque révolution qui se fasse dans leurs

idées, n'oseront arrêter leurs regards sur le fort Guillaume. Avec une garnison de deux mille blancs, de trois mille noirs, il braverait même les efforts de quinze mille Européens les plus aguerris, combattant sous un ciel brûlant, dans un continent malsain, avec des moyens apportés de six mille lieues, et par conséquent insuffisans.

Ceux-là se tromperaient bien grossièrement qui penseraient que la prise du fort Guillaume ne serait pour des hommes déterminés qu'un coup de main. On serait certainement réduit à procéder contre lui comme on procède contre les plus fortes places. Les mines, les sapes, les galeries couvertes, ces énormes travaux des plus grands siéges, seraient d'une nécessité indispensable. Le logement du chemin couvert, le passage du fossé sous cette multitude effroyable de feux cachés qui se flanquent et se croisent tous, seraient deux actions des plus importantes qui se fassent à la guerre.

Mais quelqu'une des plus puissantes nations de notre Europe ne pourrait-elle pas débarquer en force à Balassor, remonter le Berdouan, obliger les postes britanniques de se replier, s'emparer des batteries de Boudje-Boudja, et fermer à Calcutta toute communication avec l'Océan? Maître de la campagne, l'assaillant se trouverait dans une grande abondance de toutes choses, et réduirait l'assiégé, enfoui dans ses fortifications, à consommer les vivres de ses magasins, à boire

l'eau de ses citernes, sans espoir ni moyen de renouveler ses provisions. La place tomberait ainsi un peu plus tôt, un peu plus tard, sans avoir été proprement attaquée. L'invasion, possible par la bouche occidentale du Gange, pourrait être également tentée par sa bouche orientale.

A l'est du Bengale existe une vallée longue de quatre cents milles, et large de cinquante à soixante, connue sous le nom d'*Assam*. Elle est formée au sud et au nord par deux chaînes de hautes montagnes. L'air qu'on y respire est malsain dans la saison des pluies; mais son sol est d'une fertilité remarquable. Ce pays, trop peu connu, trop peu fréquenté, est arrosé dans toute son étendue par un fleuve qui, sorti du Tibet, mêle ses eaux aux eaux du Gange au-dessous de Daca, et va se jeter ensuite dans la mer sous le nom de rivière de *Brakmapoutren*. Chatigan en défend l'entrée; mais les fortifications qui l'entourent sont médiocres, et n'arrêteraient que peu un ennemi entreprenant qui, après ce succès facilement obtenu, remonterait la rivière jusqu'à Daca. C'est la capitale de la province la plus peuplée, la plus riche, la plus remplie de manufactures de tout le Bengale, et la seule que les calamités de la guerre aient respectées depuis près d'un siècle. De ce canton fécond en ressources on se porterait où l'on voudrait, et vraisemblablement au fort Guillaume, qui succomberait de la manière que nous avons dit.

Il ne sera pas inutile d'observer que par quelque des deux branches du Gange que l'expédition fût tentée, elle ne pourrait être exécutée qu'avec des forces supérieures à celles que le Bengale renferme dans son sein, et à celles que la Grande-Bretagne ne manquerait pas d'y joindre. Qu'on juge s'il est en Europe un peuple en état de faire des efforts suffisans pour surmonter ces difficultés. Hélas! avec toutes nos lumières et tout notre orgueil, dans quel abîme de maux ne sommes-nous pas plongés! Voyons si les Chinois sont plus heureux.

LX. Commerce de la Chine avec les régions voisines.

La Chine est le pays de la terre où il y a le moins de gens oisifs. Dans une région trop peuplée, malgré l'abondance de ses productions, l'attente de la disette qui s'avance remplit tous les citoyens d'activité, de mouvement et d'inquiétude. Ils doivent être intéressés, bas et trompeurs.

Cet esprit d'avidité réduisit les Chinois à renoncer dans leur commerce intérieur aux monnaies d'or et d'argent qui étaient d'un usage général. Le nombre des faux monnayeurs, qui augmentait chaque jour, ne permettait pas une autre conduite. On ne fabriqua plus que des espèces de cuivre.

Ce métal étant devenu rare, par des événemens dont l'histoire ne rend pas compte, on lui associa les coquillages si connus sous le nom de *cauris*. Le gouvernement s'étant aperçu que le

peuple se dégoûtait d'un objet si fragile, ordonna que les ustensiles de cuivre répandus dans l'empire fussent tous livrés aux hôtels des monnaies. Ce mauvais expédient n'ayant pas fourni des ressources proportionnées aux besoins publics, quatre cents temples de Foé furent rasés, et leurs idoles furent fondues. Dans la suite le ministère paya l'armée et les magistrats partie en cuivre et partie en papier. Une innovation si dangereuse révolta les esprits, et il fallut y renoncer. Depuis cette époque, qui remonte à plus de trois siècles, le cuivre est la seule monnaie légale.

Malgré le caractère avide des Chinois, leurs liaisons extérieures furent long-temps très-peu de chose. Ils dédaignaient toute communication avec des peuples qu'ils méprisaient souverainement. Ce ne fut qu'après avoir été forcée de plier la tête sous le joug des Tartares que la nation commença à perdre un peu de son arrogance. Ses marchands crurent pouvoir s'enrichir aux dépens des barbares de leurs frontières sans se dégrader, et ses navigateurs tournèrent ouvertement leurs voiles vers les ports étrangers, que jusqu'alors ils n'avaient pu fréquenter que par la tolérance intéressée des commandans des provinces maritimes. Un peuple dont la sagesse était célèbre ne pouvait manquer d'être accueilli favorablement. Il profita de la haute opinion qu'on avait de lui pour établir le goût des marchandises qu'il pouvait fournir.

Actuellement la Chine trafique avec la Corée, qu'on croit avoir été originairement peuplée par les Tartares, qui a été sûrement plusieurs fois asservie par eux, et qui, après avoir été alternativement esclave et indépendante des Chinois, a fini par être leur tributaire. Ils y portent du thé, de la porcelaine, des étoffes de soie, et reçoivent en échange des toiles de chanvre ou de coton, et du ginseng médiocre.

Les Tartares, qu'on peut regarder comme étrangers, achètent des Chinois des étoffes de laine, du riz, du thé, du tabac, qu'ils paient avec des bœufs, des moutons, des fourrures, et principalement avec du ginseng. C'est une racine tantôt simple, tantôt divisée en deux; la tige se renouvelle tous les ans, et laisse en tombant une impression sur le collet de la racine, de sorte qu'on connaît l'âge de la plante par le nombre des impressions, et l'âge en augmente le prix. Cette tige, basse, simple, garnie seulement de deux ou trois feuilles divisées en cinq folioles, se termine en une petite ombelle de fleurs. Les fleurs sont composées de cinq pétales et d'autant d'étamines portées sur un pistil, qui, recouvert de son calice, devient un petit fruit charnu, rempli de deux ou trois petites semences. Il avorte dans quelques fleurs.

La racine de ginseng a plusieurs vertus, dont les deux les plus reconnues sont de fortifier l'estomac et de purifier le sang. On lui donne de la

transparence par un procédé fort simple, et lorsqu'il est ainsi préparé, les Chinois l'achètent à tout prix.

Le gouvernement fait cueillir tous les ans cette plante par dix mille soldats tartares, dont chacun doit rendre deux onces du meilleur ginseng. Ils reçoivent pour le surplus un poids égal en argent. Cette récolte est interdite aux particuliers; mais la défense est mal observée. Sans cette contravention à une loi injuste, les peuples seraient hors d'état de payer les marchandises qu'ils tirent de l'empire, et réduits par conséquent à s'en passer.

L'ambition rapprocha, vers le milieu du dernier siècle, les Chinois et les Russes, que la nature avait séparés par des déserts immenses. Bientôt se formèrent entre eux quelques liaisons de commerce, qui s'étendirent avec le temps. Leurs échanges annuels s'étaient graduellement élevés à la valeur de vingt millions de livres lorsque des mécontentemens réciproques vinrent, il n'y a que peu d'années, interrompre une liaison utile aux deux nations. Des esprits modérés s'occupent du soin de rouvrir cette communication, et tout fait espérer qu'ils y réussiront.

La petite Boukharie reçoit de la Chine du thé, du tabac, des étoffes de laine, et lui donne en retour les grains d'or qu'elle ramasse dans ses torrens et dans ses sables. Si les mines abondantes qui se trouvent dans cette partie du globe étaient

un jour exploitées, ce serait un débouché important pour le seul de ses voisins qui pourrait fournir à ses fantaisies.

Tels sont les seuls marchés que les Chinois ont fréquentés jusqu'ici dans le continent. L'Océan indien leur en a ouvert un plus grand nombre et de plus riches. Ils portent à tous ou à la plupart du thé, des porcelaines, des meubles vernissés, des soieries, quelques articles de fantaisie. Au Japon, ces objets sont payés avec de l'or et du cuivre ; aux Philippines, avec des piastres ; à Bornéo et à Sumatra, avec du poivre ; à Batavia, avec des épiceries ; à Siam, avec des bois de teinture et des vernis ; au Tonquin, avec des soies grossières ; à la Cochinchine, avec de l'or et du sucre. Ces retours réunis peuvent s'élever à la valeur de trente-cinq à quarante millions de livres. Dans la plupart des ports, les Chinois ont pour agens ou pour associés les descendans de ceux de leurs concitoyens qui refusèrent de se soumettre aux Tartares.

Les liaisons qui, d'un côté, se terminent au Japon, et de l'autre aux détroits de Malacca et de la Sonde, auraient acquis plus d'extension, si les constructeurs et les navigateurs chinois eussent consenti à s'instruire à l'école des Européens. Mais, opiniâtrément attachés à leurs anciens usages, ils n'ont pas discontinué de donner aux deux extrémités de leurs navires une élévation démesurée, qui présente beaucoup trop de surface au

vent. Leurs ancres sont toujours de bois, leurs voiles toujours de natte, leurs câbles toujours de rotin. L'illusion n'a pas été même dissipée par de fréquens naufrages.

On imaginerait sans peine que ce dédain d'un peuple pour les connaissances d'un autre peuple est un des principaux caractères de la barbarie, ou peut-être même de l'état sauvage. Cependant il est aussi le vice d'une nation policée. Un sot orgueil lui persuade qu'il sait tout, ou que la chose qu'il ignore ne vaut pas la peine d'être apprise. Elle ne fait aucun progrès dans les sciences, et ses arts persistent dans une médiocrité dont ils ne se tireront que par un hasard que le temps peut amener ou ne pas amener. Il en est alors d'une contrée comme d'un cloître; et c'est une image très-juste de la Chine, que la lumière environne sans pouvoir y pénétrer, comme s'il n'y avait aucun moyen d'en bannir l'ignorance sans y laisser entrer la corruption. Où en seraient les nations de l'Europe, si, infectées d'une vanité masquée de quelque préjugé, elles ne s'étaient éclairées réciproquement. Celle-ci doit à celle-là le germe de la liberté; l'une et l'autre à une troisième les vrais principes du commerce; et cette espèce d'échange est bien d'une autre importance pour leur bonheur que celui de leurs denrées.

LXI. Commerce des Européens avec la Chine.

Les premiers Européens que leur inquiétude ou leur avarice poussèrent vers les côtes de la Chine furent admis indistinctement dans le peu

de rades qui s'y trouvent. L'expérience démontra que la plus méridionale était la seule propre aux opérations d'un grand commerce, et tous les vaisseaux dirigèrent leurs voiles vers Canton.

C'est une ville coupée par un mur épais en deux parties inégales, dont l'une est habitée par les seuls Chinois, et l'autre par les seuls Tartares. Les rues, étroites et irrégulières, sont propres et bien pavées : elles sont formées par quelques maisons de bois occupées par les dernières classes du peuple, et assez généralement par des maisons de brique, qui toutes, ou la plupart, ont sur leurs derrières deux ou trois cours entourées des appartemens des femmes. Les différens quartiers en sont séparés par des barrières toujours fermées à l'entrée de la nuit, et qui ne s'ouvrent que très-difficilement avant le retour du jour. Nul édifice n'a de la majesté. La vue ne s'arrête avec complaisance que sur un vaste et magnifique quai, construit par les associations européennes pour leurs magasins, et pour la demeure de leurs facteurs.

Le jésuite Lecomte, le premier écrivain connu qui ait parlé de la population d'une cité qui, avec ses faubourgs, a dix milles de circonférence, la portait à quinze cent mille âmes. Son confrère Duhalde ne lui en donna long-temps après qu'un million. La diminution s'est successivement accrue, et un voyageur moderne la réduit à soixante-quinze mille habitans de tout âge et de tout sexe.

Ces calculs nous paraissent tous également erronés. On n'a pas fait attention dans les uns qu'à Canton, ainsi que dans le reste de la Chine, les habitations n'ont qu'un étage, qu'il n'y loge jamais qu'une famille, et que la plus grande partie du terrain est sans bâtimens. On a oublié dans les autres que les hommes puissans ont depuis cinq jusqu'à vingt femmes, et les gens aisés trois ou quatre; que les enfans sont plus multipliés que dans nos régions, et que le nombre des domestiques est double ou triple de celui dont la raison s'indigne dans les contrées de l'Europe où ce genre de luxe a fait le plus de progrès. Pesez mûrement ces considérations, et vous approcherez plus de la vérité que ne l'ont fait jusqu'ici vos guides.

C'est le Tigre qui conduit à une ville que nos marchands et nos missionnaires ont rendue si célèbre. Les navires n'en ont pas plus tôt franchi l'embouchure, mal défendue par deux très-faibles châteaux, qu'ils naviguent entre deux rives souvent submergées, et toujours coupées par des rivières. Plus loin ils trouvent des coteaux couverts de bananiers, de cannes à sucre et de cotonniers. Après avoir fait neuf lieues, ils s'arrêtent à Wampo, soit que le fleuve n'ait pas assez de profondeur pour les porter plus loin, soit que la politique de l'empire l'ait ainsi voulu. Cet inconvénient a ses avantages. Il est vraisemblable que, si nos bâtimens fussent arrivés sous les murs de

Canton, les mœurs dures, grossières, licencieuses de nos matelots, auraient révolté les Chinois, si flegmatiques, si circonspects, si cérémonieux, et que l'Europe aurait perdu avec le temps une branche de commerce à laquelle elle attache bien ou mal à propos une si grande importance.

Pendant qu'au voisinage de Wampo les équipages se morfondent ou dépérissent dans des îles malsaines, on s'occupe à Canton, qui n'en est éloigné que de deux lieues, du soin de former des cargaisons et de celui de les faire arriver aux bâtimens chargés de les recevoir. On n'est pas réduit, comme dans l'Indostan, à en ordonner d'avance la fabrication, et à les mettre sous la protection d'une forteresse. Dans ce grand marché, le commerce se fait avec la même facilité, avec la même sécurité que dans nos régions. A l'exception des belles soies de Nankin et des étoffes de soie, qu'on ne reçoit que trois mois après avoir compté les deux tiers de leur valeur, le reste n'est payé qu'à l'époque de la livraison. Des subrécargues, qui disparaissaient avec les navires qui les avaient portés, furent d'abord chargés de ces achats. Le bon sens dictait que des facteurs fixés sur les lieux parviendraient à une connaissance plus approfondie de la qualité des marchandises, à les obtenir même à meilleur marché, s'ils avaient à leur disposition des fonds suffisans pour profiter des circonstances que le temps amène toujours; et les nations de l'Eu-

rope qui fréquentèrent ces mers adoptèrent toutes une pratique dont l'utilité fut bientôt démontrée. Le succès aurait été plus grand encore, si ces hommes, instruits par une longue expérience, n'eussent été toujours obligés de se réfugier à Macao au départ du dernier de leurs vaisseaux, pour ne regagner leurs comptoirs qu'à la mousson suivante.

Les agens de ces opérations importantes jouirent, dans l'origine, de toute la liberté que comportait le maintien des lois. La conduite de plusieurs d'entre eux ne fut pas aussi réservée qu'il l'aurait fallu sous un gouvernement rempli de formalités. En punition de ces imprudences, l'accès direct chez le premier dépositaire de l'autorité publique fut fermé à tous. Tous furent concentrés dans un seul quartier, qu'aucun ne pouvait quitter que sous le cautionnement d'un citoyen très-accrédité. Les fers furent encore resserrés en 1760. La cour, avertie par les Anglais des vexations criantes de ses délégués, fit partir de Pékin des commissaires qui se laissèrent séduire par les accusés. Sur le rapport de ces hommes corrompus, tous les Européens furent confinés dans leurs comptoirs, où ils ne purent traiter qu'avec une compagnie armée d'un privilége exclusif. Ce monopole n'est plus aussi oppresseur qu'il le fut d'abord; mais les autres gênes sont toujours les mêmes.

Ces humiliations n'ont pas dégoûté les Euro-

péens de leurs liaisons avec la Chine. La première chose qu'ils lui demandèrent, ce fut la porcelaine, qu'on ne doit pas peut-être regarder comme une des plus merveilleuses inventions de l'homme, mais qui est incontestablement une des plus agréables. C'est une espèce de poterie, ou plutôt c'est la plus parfaite de toutes les poteries. Elle est plus ou moins transparente. La transparence ne lui est pas même tellement essentielle, qu'il n'y en ait beaucoup et de fort belle sans cette propriété.

LXII. Origine, nature et propriétés de la porcelaine que les Européens achètent à la Chine.

La porcelaine est couverte ordinairement d'un vernis blanc, ou d'un vernis coloré. Ce vernis n'est autre chose qu'une couche de verre fondu et glacé, qui ne doit jamais avoir qu'une demi-transparence. On donne le nom de *couverte* à cette couche qui constitue proprement la porcelaine. Celle qui n'a pas reçu cette espèce de vernis se nomme biscuit de porcelaine. Celle-ci a bien le mérite intrinsèque de l'autre, mais elle n'en a ni la propreté, ni l'éclat, ni la beauté.

Le mot de *poterie* convient à la définition de la porcelaine, parce que, comme toutes les autres poteries plus communes, sa matière est prise immédiatement dans les substances de la terre même, sans autre altération de l'art qu'une simple division de leurs parties. Il ne doit entrer aucune substance métallique ni saline dans sa composition, pas même dans sa couverte, qui doit se faire avec des matières aussi simples, ou peu s'en faut.

La meilleure porcelaine, et communément la plus solide, sera celle qui sera faite avec le moins de matières différentes, c'est-à-dire avec une pierre vitrifiable, et une belle argile blanche et pure. C'est de cette dernière terre que dépend la solidité et la consistance de la porcelaine et de toute la poterie en général.

Les connaisseurs divisent en six classes la porcelaine qui nous vient d'Asie : la porcelaine truitée, le blanc ancien, la porcelaine du Japon, celle de la Chine, le japon chiné, et la porcelaine de l'Inde. Toutes ces dénominations tiennent plutôt au coup-d'œil qu'à un caractère bien décidé.

La porcelaine truitée, qu'on appelle ainsi sans doute parce qu'elle a de la ressemblance avec les écailles de la truite, paraît la plus ancienne, et celle qui tient de plus près à l'enfance de l'art. Elle a deux imperfections : la pâte en est toujours fort grise, et la couverte en est gercée en mille manières. Cette gerçure n'est pas seulement dans la couverte, elle prend aussi sur le biscuit : de là vient que cette porcelaine n'est presque jamais transparente, qu'elle n'est point sonore, qu'elle est très-fragile, et qu'elle tient au feu plus facilement qu'une autre. Pour cacher la difformité de ces gerçures, on l'a bariolée de couleurs différentes. Cette bigarrure a fait son mérite et sa réputation. La facilité avec laquelle on l'a imitée a convaincu les gens attentifs que cette espèce de porcelaine n'est qu'une porcelaine manquée.

Le blanc ancien est certainement d'une grande beauté, soit qu'on s'en tienne à l'éclat de sa couverte, soit qu'on en examine le biscuit. Cette porcelaine est précieuse, assez rare et de peu d'usage. Sa pâte paraît très-courte, et on n'en a pu faire que de petits vases, ou des figures et des magots, dont la forme se prête à son défaut. On la vend dans le commerce comme porcelaine du Japon, quoiqu'il paraisse certain qu'il s'en fait de très-belle de la même espèce à la Chine. Il y en a de deux teintes différentes, l'une qui a le blanc de la crème précisément, l'autre qui joint à sa blancheur un léger coup-d'œil bleuâtre, qui semble annoncer plus de transparence.

Il est plus difficile qu'on ne pense de bien distinguer ce qu'on appelle porcelaine du Japon de ce que la Chine fournit de plus beau en ce genre. Un fin connaisseur que nous avons consulté prétend qu'en général ce qu'on appelle véritablement japon a une couverture plus blanche et moins bleuâtre que la porcelaine de la Chine, que les ornemens y sont mis avec moins de profusion, que le bleu y est plus éclatant, que les dessins et les fleurs y sont moins baroques, mieux copiées de la nature. Son témoignage paraît confirmé par les écrivains, qui disent que les Chinois qui trafiquent au Japon en rapportent quelques pièces de porcelaine qui ont plus d'éclat et moins de solidité que les leurs, et qu'ils s'en servent pour la décoration de leurs appartemens, mais jamais

pour l'usage, parce qu'elles soutiennent difficilement le feu. Il croit de la Chine tout ce qui est couvert d'un vernis coloré, soit en vert céladon, soit en couleur bleuâtre, soit en violet-pourpre. Tout ce que nous avons ici du Japon nous est venu ou nous vient par la voie des Hollandais, les seuls Européens à qui l'entrée de cet empire ne soit pas interdite. Il est possible qu'ils l'aient choisi dans les porcelaines que les Chinois y apportent annuellement, qu'ils l'aient acheté à Canton même. Dans l'un et l'autre cas, la distinction entre la porcelaine du Japon et celle de la Chine serait fausse au fond, et n'aurait d'autre base que le préjugé. Il résulte cependant de cette opinion que tout ce qui porte parmi nous le titre de porcelaine du Japon est toujours de très-belle porcelaine.

Il y a moins à douter sur ce qu'on appelle porcelaine de la Chine. La couverte est plus bleuâtre, elle est plus chargée de couleurs, et les dessins en sont plus bizarres que dans celles qu'on nomme du Japon. La pâte elle-même est communément plus blanche, plus liée, plus grasse, son grain plus fin, plus serré, et on lui donne moins d'épaisseur. Parmi les diverses porcelaines qui se fabriquent à la Chine il y en a une qui est fort ancienne. Elle est peinte en gros bleu, en beau rouge, et en vert de cuivre. Elle est fort grossière, fort massive, et d'un poids fort considérable. Il s'en trouve de cette espèce qui est truitée. Le grain en

est souvent sec et gris. Celle qui n'est pas truitée est sonore ; mais l'une et l'autre ont très-peu de transparence. Elle se vend sous le nom d'*ancien-chine ;* et les pièces les plus belles sont censées venir du Japon. C'était originairement une belle poterie plutôt qu'une porcelaine véritable. Le temps et l'expérience l'ont perfectionnée. Elle a acquis plus de transparence, et les couleurs appliquées avec plus de soin ont eu plus d'éclat. Cette porcelaine diffère essentiellement des autres en ce qu'elle est faite d'une pâte courte, qu'elle est très-dure et très-solide. Les pièces de cette porcelaine ont toujours au-dessous trois ou quatre traces de supports, qui ont été mis pour l'empêcher de fléchir dans la cuisson. Avec ce secours on est parvenu à fabriquer des pièces d'une hauteur et d'un diamètre considérables. Les porcelaines qui ne sont pas de cette espèce, et qu'on appelle *chine moderne*, ont la pâte plus longue, le grain plus fin, et la couverte plus glacée, plus blanche, plus belle. Elles ont rarement des supports, et leur transparence n'a rien de vitreux. Tout ce qui est fabriqué de cette pâte est tourné facilement ; en sorte que la main de l'ouvrier paraît avoir glissé dessus ainsi que sur une excellente argile. Les porcelaines de cette espèce varient à l'infini pour la forme, pour les couleurs et pour le prix.

Une cinquième espèce de porcelaine est celle à qui nous donnons le nom de *japon chiné*,

parce qu'elle réunit aux ornemens de la porcelaine qu'on croit du Japon ceux qui sont plus dans le goût de la Chine. Parmi cette espèce de porcelaine, il s'en trouve une enrichie d'un très-beau bleu avec des cartouches blancs. Cette couverture a cela de particulier, qu'elle est un véritable émail blanc, tandis que les autres couvertes ont une demi-transparence; car les couvertures de la Chine ne sont jamais tout-à-fait transparentes.

Les couleurs s'appliquent en général de la même manière sur toutes les porcelaines de la Chine, sur celles même qu'on a faites à son imitation. La première, la plus solide de ces couleurs, est le bleu, qu'on retire du safre, qui n'est autre chose que la chaux de cobalt. Cette couleur s'applique ordinairement à cru sur tous les vases avant de leur donner la couverte et de les mettre au feu, en sorte que la couverte qu'on met ensuite par-dessus lui sert de fondant. Toutes les autres couleurs, et même le bleu qui entre dans la composition de la palette, s'appliquent sur la couverte, et ont besoin d'être unies préalablement avec une matière saline ou une chaux de plomb qui favorise leur ingrez dans la couverte. Une manière particulière et assez familière aux Chinois de peindre la porcelaine, est de colorer la couverte tout entière. Pour lors la couleur ne s'applique ni dessus, ni dessous la couverte, mais on la mêle et on l'incorpore dans la couverte

elle-même. Il se fait des choses de fantaisie très-extraordinaires en ce genre. De quelque manière que les couleurs soient appliquées, elles se tirent communément du cobalt, de l'or, du fer, des terres martiales, et du cuivre. Celle de cuivre est très-délicate, et demande de grandes précautions.

Toutes les porcelaines dont on vient de parler se font à King-to-Ching, bourgade immense de la province de Kiang-si. Elles y occupent cinq cents fours et un million d'hommes. On a essayé à Pékin et dans d'autres lieux de l'empire de les imiter. Les expériences ont été partout malheureuses, malgré la précaution qu'on avait prise de n'y employer que les mêmes ouvriers et les mêmes matières. Aussi a-t-on universellement renoncé à cette branche d'industrie, excepté au voisinage de Canton, où l'on fabrique la porcelaine connue parmi nous sous le nom de porcelaine des Indes. La pâte en est longue et facile; mais en général les couleurs, le bleu surtout, et le rouge de mars, y sont très-inférieurs à ce qui vient du Japon et de l'intérieur de la Chine. Toutes les couleurs, excepté le bleu, y relèvent en bosse, et sont communément mal appliquées. On ne voit de pourpre que sur cette porcelaine; ce qui a fait imaginer follement qu'on le peignait en Hollande. La plupart des tasses, des assiettes, des autres vases que portent nos négocians, sortent de cette manufacture, moins estimée à la Chine que ne le sont dans nos contrées celles de faïence.

Nous avons cherché à naturaliser parmi nous l'art de la porcelaine. La Saxe s'en est occupée plus heureusement que les autres états. Il n'y a point de porcelaine dont la couverte soit plus agréable à la vue, plus égale, plus unie, plus solide et plus fixe. Elle résiste long-temps au plus grand feu. Ses couleurs jouent agréablement, et ont un ton très-mâle. On n'en connaît point d'aussi bien assorties à la couverte. Elles ne sont ni trop, ni trop peu ondées. Elles ont du brillant sans être noyées et glacées. Ces perfections n'ont pas empêché quelques chimistes d'avancer que les Saxons ne possédaient que leur secret, et n'avaient pas réellement l'art de la porcelaine. Leur opinion est fondée sur ce qu'on n'y emploie qu'une espèce de pâte, une pâte fort compliquée, une pâte très-dispendieuse. Cette proscription s'étendrait sur toutes les autres manufactures d'Allemagne, dont la mie et le grain sont à peu près semblables; et bien plus décidément encore sur celle de Sèvres.

On sait que la porcelaine qui sortait originairement de ses ateliers n'était faite qu'avec des frittes, c'est-à-dire avec des pierres infusibles par elles-mêmes, auxquelles on faisait prendre un commencement de fusion en y ajoutant une quantité de sel plus ou moins considérable. Aussi était-elle plus vitreuse, plus fusible, plus cassante que toutes les autres, sans en excepter celle d'Angleterre. Aussi sa couverte avait-elle toujours un coup-d'œil jaunâtre sale, qui décélait le plomb

dont elle était chargée. Aussi n'avait-elle d'autre mérite que celui que pouvaient lui donner des dessinateurs et des peintres du premier ordre.

Un hasard heureux fit découvrir dans le Limousin une terre très-blanche et très-fusible. On vit aussitôt Paris et son territoire se remplir de fours de porcelaine. Tous tirèrent leurs matériaux de cette province éloignée de la capitale, mais plus ou moins parfaits, selon la partie de la couche très-étendue d'où on les tirait. Sèvre abandonna peu à peu sa pâte de fritte pour une meilleure. La nouvelle est beaucoup plus solide que l'ancienne, la mie en est plus belle, le grain plus agréable, la transparence moins vitreuse. On lui applique une couverte d'une plus grande beauté. En changeant ainsi sa composition, cette manufacture s'est rapprochée de la nature de la vraie porcelaine, et a simplifié ses procédés. Cependant, comme la terre dont on se sert à Sèvres est fort courte, et que la partie argileuse, qui peut seule donner du liant, de la facilité au travail, de la solidité dans la cuisson, entre peu dans la composition de cette terre, les ouvrages qui sortiront de cette manufacture seront toujours nécessairement très-chers pour cette raison, et encore pour les supports.

Toute porcelaine, au moment qu'elle reçoit son dernier coup de feu, se trouve dans un état de fusion commencée. Elle a pour lors de la mollesse, et pourrait être maniée comme le fer lors-

qu'il est embrasé. On n'en connaît point qui ne souffre, qui ne se tourmente lorsqu'elle est dans cet état. Si les pièces qui sont tourmentées ont plus d'épaisseur et de saillie d'un côté que de l'autre, aussitôt le fort emporte le faible; elles fléchissent de ce côté, et la pièce est perdue. On pare à cet inconvénient par des morceaux de porcelaine faits de la même pâte, de différentes formes, qu'on applique au-dessous ou contre les parties qui font plus de saillie et courent plus de risque de fléchir que les autres. Comme toute porcelaine prend une retraite au feu à mesure qu'elle cuit, il faut non-seulement que la matière dont on fait les supports puisse se retraire aussi, mais encore que sa retraite ne soit ni plus ni moins grande que celle de la pièce qu'elle est destinée à soutenir. Les différentes pâtes ayant des retraites différentes, il s'ensuit que le support doit être de la même pâte que la porcelaine.

Plus une porcelaine est tendre au feu et susceptible de vitrification, plus elle a besoin de support. C'est par cet inconvénient que pèche essentiellement la porcelaine de Sèvres, dont la pâte est d'ailleurs fort chère, et qui en consomme souvent plus en supports qu'il n'en entre dans la pièce de porcelaine même. La nécessité de ce moyen dispendieux entraîne encore un autre inconvénient. La couverte ne peut cuire en même temps que la porcelaine, qui est obligée d'aller deux fois au four. La porcelaine de la Chine et

celles qui lui ressemblent étant faites d'une pâte plus solide, moins susceptible de vitrification, ont rarement besoin d'être soutenues, et se cuisent avec la couverture. Elles consomment donc beaucoup moins de pâte, souffrent moins de perte, demandent moins de temps, de soins et de feu.

Malgré la solidité, malgré le bon marché des porcelaines de la Chine, l'Europe n'en demande maintenant que peu; et il ne faut pas s'en étonner. Les superbes vases de pure ostentation ne dépérissent pas. On les voit passer du cabinet d'un curieux dans le cabinet d'un curieux, du palais d'un grand dans le palais d'un grand, de la maison d'un riche dans la maison d'un riche. Ils s'y sont accumulés depuis trois siècles, et ce serait les avilir que de les multiplier encore. Quoique les pièces d'un usage ordinaire qui sortent de nos ateliers soient beaucoup plus chères que celles qui sont portées d'Asie, elles sont assez généralement préférées par les gens aisés, parce qu'ils les ordonnent telles qu'ils les veulent, ou qu'ils ont la facilité de choisir dans des magasins bien assortis les formes, les dessins, les couleurs qui leur plaisent davantage. Pour la multitude, la perfection acquise par la faïence et par d'autres poteries l'ont fait renoncer sans regret au peu qu'elle consommait de cette production étrangère. Cette indifférence ne s'est pas étendue jusqu'au vernis.

Le vernis est une résine particulière qui dé- LXIII. Les Euro-

péens achètent des vernis et du papier à la Chine. Digression sur les arts de cet empire.

coule d'un arbre nommé au Japon *sitz-dsiu*, et *tsi-chu* à la Chine. Il est peu rameux et de la hauteur du saule. Son écorce est blanchâtre et raboteuse, son bois cassant et rempli de moelle. Ses feuilles, disposées alternativement sur l'extrémité des rameaux, ressemblent à celles du frêne, et laissent échapper de leur aisselle des grappes de fleurs qui sont mâles sur un individu, et femelles sur un autre. Les premières ont un calice à cinq divisions, cinq pétales, et autant d'étamines. On trouve dans les secondes, au lieu d'étamines, un pistil couronné de trois styles, qui devient un fruit jaunâtre, gros comme un pois, légèrement comprimé sur les côtés, et rempli d'un noyau osseux. Cet arbre vient fort bien de graine, mais on préfère de le multiplier de marcotte. Pour cet effet, on choisit en automne les branches dont on veut faire de nouveaux plants. Leur base est entourée d'une boule de terre détrempée, contenue avec de la filasse jusqu'au temps des gelées, et entretenue fraîche par des arrosemens. Au printemps, lorsque la branche a poussé des racines dans cette terre, on la scie au-dessous de la boule, et on la transplante.

Cet arbre ne croît que dans quelques provinces tempérées de la Chine et du Japon. Il prospère dans tous les terrains et dans toutes les expositions; mais son produit n'est pas égal partout en quantité et en qualité. Sa culture exige peu de soin. Il suffit de remuer la terre à son pied, et

d'y rassembler quelques feuilles mortes. Le tronc de celui qui croît sans culture dans les montagnes a quelquefois un pied de diamètre. Il est beaucoup moindre dans les arbres cultivés qui ne durent que dix ans; ce qu'il faut attribuer aux incisions faites à leur écorce pour en tirer le vernis. Cette liqueur laiteuse, contenue dans toutes les parties de l'arbre, découle par les entailles sous la forme d'une poix liquide. Exposée à l'air, elle prend une couleur roussâtre qui se change bientôt en un noir brillant. Des coquilles placées à chaque fente reçoivent la liqueur, qui est ensuite versée dans de plus grands vases. Le vernis frais exhale une vapeur dangereuse. Il est des moyens connus et pratiqués pour se garantir de cette malignité.

La récolte du vernis se fait en été, et se répète jusqu'à trois fois dans la même saison sur le même arbre; mais le premier qui découle est le meilleur. Lorsque l'arbre paraît épuisé, on coupe son tronc, et la racine pousse de nouveaux rejetons propres à donner du vernis au bout de trois ans.

Siam, Camboge, le Tonquin, peut-être quelques autres contrées orientales, produisent un vernis grossier qui ne devrait être employé qu'à enduire les ustensiles les plus communs, mais que les Chinois mêlent quelquefois avec le leur et avec celui qu'ils tirent du Japon, l'un et l'autre très-supérieurs. Les deux derniers n'exigent pas beaucoup de préparation. Il suffit de les passer à

travers un linge pour en séparer les matières étrangères. On en fait encore évaporer au soleil l'eau surabondante, et on ajoute au vernis du fiel de porc pour lui donner du corps.

Le vrai vernis s'emploie de deux manières. Dans la première, l'on frotte le bois d'une huile particulière aux Chinois; et dès qu'elle est sèche, on applique le vernis. Sa transparence est telle, que les veines du bois paraissent peintes, si l'on ne met que deux ou trois couches. Il n'y a qu'à les multiplier pour donner au vernis l'éclat du miroir.

L'autre manière est plus compliquée. Avec le secours d'un mastic, on colle sur le bois une espèce de carton : ce fond, uni et solide, reçoit successivement plusieurs couches de vernis. Il ne doit être ni trop épais ni trop liquide; et c'est à saisir le juste milieu que consiste principalement le mérite de l'artiste.

De quelque manière que le vernis soit employé, il rend le bois comme incorruptible. Les vers ne s'y établissent que très-difficilement, et l'humidité n'y pénètre presque jamais. Il ne faut même qu'un peu d'attention pour empêcher que l'odeur même ne s'y attache.

L'agrément du vernis répond à sa solidité. Il se prête à l'or, à l'argent, à toutes les couleurs. On y peint des hommes, des campagnes, des palais, des chasses, des combats. Il ne laisserait rien à désirer, si de mauvais dessins ne le déparaient généralement.

Les ouvrages de vernis exigent des soins extrêmement suivis. On leur donne au moins neuf ou dix couches, qui ne sauraient être trop légères. Il faut laisser entre elles un intervalle suffisant pour qu'elles puissent bien sécher. L'espace doit être plus considérable entre la dernière couche et le moment où l'on commence à polir, à peindre et à dorer. Pour tous ces travaux un été suffit à peine à Nankin, dont les ateliers fournissent la cour et les principales villes de l'empire. A Canton on va plus vite. Comme les Européens demandent beaucoup d'ouvrages, qu'ils les veulent assortis à leurs idées, et qu'ils ne donnent que peu de temps pour les exécuter, tout se fait avec précipitation. L'artiste, forcé de renoncer au bon, borne son ambition à produire des effets qui puissent arrêter agréablement la vue.

Les Chinois écrivaient originairement avec un poinçon de fer sur des tablettes de bois qui, réunies, formaient des volumes. Dans la suite, ils tracèrent leurs caractères sur des pièces de soie ou de toile, auxquelles on donnait la longueur et la largeur dont on avait besoin. Enfin le secret du papier fut trouvé il y a, dit-on, seize siècles.

Le papier de la Chine est de deux sortes. Celui dont on s'y sert pour l'écriture et pour l'impression est fabriqué avec des chiffons de coton et de chanvre, par des procédés assez semblables à ceux qui sont en usage dans les manufactures de l'Europe. Il est comparable, et à quelques égards

supérieur à celui dont nous nous servons. Sa finesse et sa transparence ont fait imaginer qu'il était composé de soie. Mais ceux qui ont donné cours à cette opinion ignoraient que la soie, quoique réduite en très-petites molécules, ne se mêle pas à l'eau, et ne peut jamais devenir une étoffe solide sur les formes.

Dans le papier de la seconde espèce sont employées les écorces intérieures du mûrier, de l'orme, du cotonnier, et surtout du bambou. Après avoir été pourries dans des eaux bourbeuses avec de la chaux, ces matières sont hachées, blanchies à la rosée et au soleil, triturées dans des mortiers, et réduites dans des chaudières en une pâte fluide. Cette pâte, étendue sur des formes faites avec de petites baguettes de rotin passées à la filière, donne ces feuilles de papier qui ont quelquefois douze pieds de long, quatre de large, et qui servent généralement de tapisserie aux maisons chinoises. Quelquefois elles sont destinées pour l'écriture ou pour l'impression; mais il faut alors les faire passer à une dissolution d'alun; et encore après cette préparation ne peut-on écrire ou imprimer que sur l'une des deux faces.

Quoique ce papier se coupe, qu'il prenne l'humidité, et que les vers l'attaquent, il est devenu un objet de commerce. L'Europe a emprunté de l'Asie l'idée d'en meubler des cabinets, d'en composer des paravents. Les figures tracées sur ces papiers offrent des grâces dans les attitudes et dans

les ajustemens; mais quoiqu'on y voie des têtes dont le trait a quelque chose d'agréable, cependant elles ne sont point correctement dessinées; les yeux, dans une tête de face, sont fréquemment présentés sous l'aspect qu'ils auraient dans des têtes de profil; et les mains sont toujours pitoyablement rendues. De plus, on n'y voit point d'ombres, et les objets sont comme éclairés de tous les côtés. Ils ne portent pas même d'ombre sur le terrain, et sont en quelque sorte diaphanes. Aussi peut-on dire que les Chinois n'ont point du tout l'art de la peinture; car il n'y a point de peinture où il n'y a ni arrondissement, ni demi-teintes, ni ombres, ni reflets. Ce sont tout au plus de légères enluminures. Dans leurs dessins on aperçoit bien quelque idée de la diminution perspective et du fuyant des objets, mais on n'y voit rien qui fasse présumer qu'ils aient quelque connaissance de la perspective démontrée géométriquement.

Comme ces connaissances théoriques sont moins nécessaires dans la sculpture, celle des Chinois a fait de plus grands progrès. On trouve dans beaucoup de leurs figures à tête mobile des détails d'une nature vraie, et exécutés avec beaucoup de soin, mais cependant sans goût dans le travail, et servilement rendus, comme parmi nous à la renaissance des arts. Ces artistes ne savent point voir la nature par ses beautés, ce qui doit venir de ce qu'ils n'étudient point le nu, et qu'ils

ne se permettent pas d'aller plus loin que leurs prédécesseurs.

Cependant il est possible que cette façon bornée d'étudier ait produit un bien relativement à leur porcelaine. Elle peut avoir contribué à conserver à leurs vases les formes les plus simples et les premières trouvées. Ce sont en effet les plus analogues à ce genre de sculpture. Elles sont les plus convenables à la nécessité de supporter un feu violent sans se déformer. Leurs formes, le plus souvent droites ou avec des sinuosités très-coulantes, paraissent plus propres à soutenir l'effet de la cuisson. Notre surabondance de génie, et le désir de produire toujours du nouveau, nous engagent à tenter toutes sortes de courbes, et souvent des choses en l'air qui ont de la peine à réussir, et qui, rendues irrégulières par l'action du feu, produisent beaucoup de défectuosités et font perdre beaucoup de pièces. Il faut espérer que le temps, l'expérience et le défaut de succès dans beaucoup de tentatives, ramèneront dans cet art la simplicité qui lui convient.

Depuis qu'on a imaginé de peindre le papier, d'abord en Angleterre, et depuis dans le reste de l'Europe, celui de la Chine est moins recherché. Il n'en est pas ainsi de ses soies et de ses soieries.

LXIV. ...s Européens achè...nt de la ... à la Chi... En quoi

Les annales de la Chine attribuent la découverte de la soie à une des femmes de l'empereur Hoang-ti. Ces princesses se firent depuis une agréable occupation de nourrir des vers, et de

mettre leurs produits en œuvre. On assure même qu'il y avait dans l'intérieur du palais un terrain destiné à la culture des mûriers. Les impératrices, suivies des dames les plus distinguées de leur cour, se rendaient en cérémonie dans le verger, et y cueillaient elles-mêmes les feuilles de quelques branches qu'on abaissait à leur portée. Une politique si bien entendue encouragea tellement cette branche d'industrie, que bientôt la nation, qui jusqu'alors n'avait été couverte que de peaux, se trouva habillée de soie. En peu de temps, l'abondance fut suivie de la perfection. On dut ce dernier avantage aux écrits de plusieurs hommes éclairés, de quelques membres même du gouvernement, qui n'avaient pas dédaigné de porter leurs observations sur cet art nouveau. La Chine entière s'instruisit dans leur théorie de tout ce qui pouvait y avoir rapport.

elle diffère de la nôtre.

Cette découverte passa aux Indes et en Perse, où elle ne fit pas des progrès rapides. S'il en eût été autrement, Rome, jusqu'à la fin du troisième siècle, n'aurait pas donné une livre d'or pour une livre de soie. La Grèce ayant adopté cette industrie cinq cents ans après, les soieries se répandirent un peu davantage, mais sans devenir communes. Ce fut encore une magnificence propre aux souverains. Roger, roi de Sicile, appela enfin d'Athènes des ouvriers en soie, et la culture des mûriers s'étendit de cette île au continent voisin. D'autres contrées de l'Europe voulurent jouir d'un avan-

tage qui donnait des richesses à l'Italie, et plusieurs parvinrent à se l'approprier. Cependant la nature du climat, et peut être d'autres causes n'ont pas permis d'avoir partout le même succès.

Les soies de Naples, de Sicile, de Reggio, sont toutes d'une qualité inférieure. On les emploie pourtant en trame, et elles sont même nécessaires pour les étoffes brochées, pour les broderies, pour tous les ouvrages qui exigent de la soie forte.

Celles de Venise, de Novi, de Toscane, de Milan, du Montferrat, de Bergame et du Piémont, sont employées en organsin pour chaîne. Les soies de Bologne eurent long-temps la préférence sur les autres. Depuis que celles de Piémont ont été perfectionnées, elles tiennent le premier rang pour l'égalité, la finesse, la légèreté. Celles de Bergame sont celles qui en approchent le plus.

Quoique les soies que fournit l'Espagne soient en général fort belles, celles de Valence ont une grande supériorité. Les unes et les autres sont propres à tout. Leur défaut est d'être trop chargées d'huile, ce qui leur fait beaucoup perdre à la teinture.

Les soies de France, supérieures à la plupart des soies de l'Europe, ne le cèdent qu'à celles de Piémont et de Bergame pour la légèreté. Elles ont d'ailleurs plus de brillant en teint que celles de Piémont, plus de nerf que celles de Bergame.

La diversité des soies que recueille l'Europe ne l'a pas mise en état de se passer de celle de la

Chine, qui se trouve principalement dans la province de Tche-Kiang, mais qui est connue sous le nom de *nankin*, lieu où elle est mise plus généralement en œuvre. Seule, dans l'univers entier, elle a la blancheur brillante et inaltérable qu'exigent les blondes et les gazes. On n'en employait que peu dans le dernier siècle. Ce n'est que depuis que les parures auxquelles elle est absolument nécessaire sont devenues d'un usage général que la consommation s'en est étendue. Cette soie unique, employée sans mélange, ou mêlée avec d'autres soies plus ou moins communes, sert à la frabrication des étoffes qui nous arrivent de la Chine.

Celles où il entre de l'or et de l'argent sont très-défectueuses. Leurs manufacturiers n'ont jamais su passer ces métaux par la filière, et leur industrie s'est toujours bornée à rouler leurs soies dans des papiers dorés ou argentés, ou à appliquer les étoffes sur les papiers mêmes. Quoique parmi nous on soit en général plus frappé du nouveau que de l'excellent, ces étoffes, malgré leur brillant, ne nous ont jamais séduits. Nous n'avons été guère moins rebutés de la défectuosité de leur dessin. On n'y voit que des figures estropiées et des groupes sans intention. Personne n'y a aperçu le moindre talent pour distribuer les jours et les ombres, ni cette grâce, ni cette facilité qui se font remarquer dans les ouvrages de nos bons artistes. Il y a dans toutes leurs productions

quelque chose de roide et de mesquin qui déplaît au gens d'un goût un peu délicat. Tous y portent le caractère particulier du génie chinois, qui manque de feu et d'élévation. Ce qui nous fait supporter ces énormes défauts dans ceux de leurs ouvrages qui représentent des fleurs, des oiseaux, des arbres, c'est qu'aucun de ces objets n'est en relief. Les figures sont peintes sur les étoffes mêmes, avec des couleurs presque ineffaçables. Cependant l'illusion est si entière, qu'on croirait tous ces objets brochés ou brodés.

Les étoffes unies de la Chine n'ont pas besoin d'indulgence. Le tissu en est parfait, et les couleurs, le vert, le rouge en particulier, sont au-dessus de tous les éloges. Son damas, où il n'entre jamais que de la soie de Tche-Kiang, a un agrément infini. Sa chaîne, comme celle du nôtre, est débouillie à fond, mais sa trame n'est cuite qu'à demi, méthode qui lui conserve un peu de fermeté. Les blancs en sont roux sans être jaunâtres, et délicieux à la vue sans avoir ce grand éclat qui la fatigue. Aussi est-ce, de toutes les étoffes qui arrivent de cette extrémité de l'Asie en Europe, celle qui y est plus vivement recherchée.

LXV. lles sont connais- es qu'on ır le thé les Eu- iensachè- nt à la ;hine.

Le thé est un arbrisseau d'une forme agreste, haut de cinq à six pieds, commun à la Chine et au Japon. Il se plaît dans les lieux escarpés. On le trouve le plus souvent sur le penchant des collines et le long des rivières. Les Chinois en

sèment des champs entiers ; les Japonais se contentent d'en garnir les lisières de leurs campagnes. Il ne parvient qu'au bout de sept ans à sa plus grande hauteur. On coupe alors la tige pour obtenir de nouveaux rejetons, dont chacun donne à peu près autant de feuilles qu'un arbrisseau entier.

Ces feuilles, la seule partie qu'on estime dans le thé, sont alternes, ovales, aiguës, lisses, dentelées dans leur contour, et d'un vert foncé. Les plus jeunes sont tendres et minces. Elles deviennent plus fermes et plus épaisses en vieillissant. A leur base se trouvent des fleurs isolées qui ont un calice à cinq ou six divisions, autant de pétales blancs souvent réunis par le bas, un grand nombre d'étamines placées autour du pistil; celui-ci se change en une capsule ligneuse, arrondie, à trois côtes et trois loges remplies chacune d'une semence sphérique ou de plusieurs semences anguleuses.

Outre ce thé, connu sous le nom de *thé bouy*, on peut distinguer deux autres espèces bien caractérisées. L'une est le thé vert, dont la fleur est composée de neuf pétales ; l'autre le thé rouge, qui a une grande fleur à six pétales rouges, et garnie dans son centre d'une houppe d'étamines réunies à leur base. On ignore s'il existe un plus grand nombre d'espèces. Des trois dont il a été fait mention, la première est la plus commune. On cultive le thé bouy dans la plupart des pro-

vinces de la Chine; mais il n'a pas le même degré de bonté partout, quoique partout on ait l'attention de le placer au midi et dans les vallées. Celui qui croît sur un sol pierreux est fort supérieur à celui qui sort des terres légères, et plus supérieur encore à celui qu'on trouve sur les terres jaunes. De là les variétés qu'on qualifie improprement du nom d'espèces.

La différence des terrains n'est pas la seule cause de la perfection plus ou moins grande du thé. Les saisons où la feuille est ramassée y influent encore davantage.

La première récolte se fait sur la fin de février. Les feuilles, alors petites, tendres et délicates, forment ce qu'on appelle le *fie-ki-tsiaa*, ou thé impérial, parce qu'il sert principalement à l'usage de la cour et des gens en place. Les feuilles de la seconde récolte, qui est au commencement d'avril, sont plus grandes et plus développées, mais de moindre qualité que les premières. Elles donnent le *too-tsiaa*, ou le thé chinois, que les marchands distinguent en plusieurs espèces. Enfin les feuilles cueillies au mois de juin, et parvenues à leur entière croissance, donnent le *cantsiaa*, ou le thé grossier, réservé pour le peuple.

Un troisième moyen de multiplier les variétés du thé consiste dans la différente manière de le préparer.

Les Japonais, au rapport de Kœmpfer, ont des bâtimens particuliers qui contiennent une suite

de petits fourneaux couverts chacun d'une platine de fer ou de cuivre. Lorsqu'elle est échauffée, on la charge de feuilles, qui auparavant ont été plongées dans l'eau chaude ou exposées à la vapeur. On les remue avec vivacité jusqu'à ce qu'elles aient acquis un degré de chaleur suffisant. On les place ensuite sur des nattes, et on les roule entre les mains. Ces procédés, répétés deux ou trois fois dans l'intervalle de deux ou trois mois, en absorbent toute l'humidité, qui serait surtout préjudiciable au thé supérieur, qui, devant être employé en poudre, demande une dessiccation plus complète. Ce thé précieux se conserve dans des vases de porcelaine ; celui de moindre qualité dans des pots de terre ; le plus grossier dans des corbeilles de paille. La préparation de ce dernier n'exige pas autant de précautions que les deux autres. On le dessèche à moins de frais à l'air libre.

La pratique des Chinois sur la culture, sur la récolte et sur la préparation du thé, est moins connue ; mais il ne paraît pas qu'elle s'éloigne de celle des Japonais. C'est une erreur de croire que les uns et les autres ajoutent à leur thé une teinture végétale, et que sa couleur verte soit due à un mélange de couperose ou à l'action de la platine sur laquelle la feuille a été desséchée.

Le thé est la boisson ordinaire des Chinois. Ce ne fut pas un vain caprice qui en introduisit l'usage. Dans presque tout leur empire, les eaux

sont malsaines et de mauvais goût. De tous les moyens qu'on imagina pour les améliorer, il n'y eut que le thé qui eut un succès complet. L'expérience prouva qu'il avait d'autres vertus, et que c'était un excellent dissolvant qui purifiait le sang, qui fortifiait la tête et l'estomac, qui facilitait la digestion et la transpiration. Cette opinion est devenue celle du nord de l'Europe et de l'Amérique, celle de la plupart des régions où l'atmosphère est chargée de vapeurs, où l'air est épais et la nourriture grasse. Elle commence même à se répandre dans des climats plus fortunés, quoiqu'il ne soit pas démontré que cette feuille ait toutes les propriétés qu'on lui attribue dans le lieu de son origine. Mais on aurait tort de s'en étonner. Il est tout simple que ses effets ne soient pas ici aussi sensibles qu'en Asie. On sait que les Chinois gardent pour eux le thé le mieux choisi et le mieux soigné. On sait qu'ils mêlent souvent au thé qui sort de l'empire d'autres feuilles qui, quoique ressemblantes pour la forme, peuvent avoir des propriétés différentes. On sait que la grande exportation qui se fait de thé les a rendus moins difficiles sur le choix des terrains, et moins exacts pour les préparations. Notre manière de le prendre se joint à ces négligences, à ces infidélités. Nous le buvons trop chaud et trop fort. Nous y mêlons toujours beaucoup de sucre, souvent des odeurs, et quelquefois des liqueurs nuisibles. Indépendamment de

ces considérations, le long trajet qu'il ferait par mer suffirait pour lui faire perdre la plus grande partie de ses sels bienfaisans.

On ne pourra juger définitivement du thé que lorsqu'il aura été naturalisé dans nos contrées. Si on n'y a pas encore réussi, c'est que les expériences n'ont été tentées qu'avec des graines qui, de leur nature très-huilcuse, sont sujettes à rancir. Enfin le célèbre Linné reçut, il y a quelques années, cet arbrisseau germant, et parvint à le conserver hors des serres en Suède même. Quelques pieds en ont été portés depuis dans la Grande-Bretagne, où ils vivent, fleurissent et se multiplient en plein air. La France s'en est aussi procuré plusieurs, et peut espérer de les voir réussir un jour dans ses provinces méridionales. Ce sera un très-grand avantage de cultiver nous-mêmes une plante qui ne peut que très-difficilement autant perdre à changer de sol qu'à moisir sur l'Océan dans une traversée de sept à huit mois.

Outre les objets dont on vient de parler, et qui sont exclusivement propres à la Chine, nos navigateurs y trouvent du camphre, du borax, du rotin, de la gomme-laque, de la rhubarbe, des toiles de coton jaunes appelées *nankin*; et ils y achetaient autrefois de l'or.

En Europe, un marc d'or vaut à peu près quatorze marcs et demi d'argent. S'il existait un pays où il en valût vingt, nos négocians y en porte-

raient pour l'échanger contre de l'argent. Ils nous rapporteraient cet argent pour l'échanger encore contre de l'or, auquel ils donneraient la même destination. Cette activité continuerait jusqu'à ce que la valeur relative des métaux se trouvât à peu près la même dans les deux contrées. Le même intérêt fit envoyer long-temps à la Chine de l'argent pour le troquer contre de l'or. On gagnait à cette mutation depuis quarante jusqu'à cinquante pour cent. Les compagnies exclusives ne firent jamais ce commerce, parce que ce bénéfice eût été inférieur à celui qu'elles se promettaient sur les marchandises. Leurs agens, qui n'avaient pas la liberté du choix, se livrèrent à ces spéculations pour leur propre compte; mais avec le temps ils ne trouvèrent pas un avantage suffisant pour les continuer. Elles ne pourraient être utilement reprises que par des Espagnols, qui expédieraient directement leurs piastres du Mexique pour la Chine.

Toutes les nations européennes qui doublent le Cap de Bonne-Espérance ont pris un peu plus tôt ou un peu plus tard la route de cet empire. Les achats qui y furent faits, en 1766, par vingt-trois de leurs navires, s'élevèrent à 26,754,494 liv. Le paiement s'en fit en piastres ou en marchandises. La Suède donna 1,935,168 liv. en argent; et en fer ou en plomb 427,100 livres. Le Danemark, 2,161,630 livres en argent; et en fer, en plomb et en pierres à fusil, 231,000 livres. La

France, 4,000,000 en argent, et 400,000 livres en draperies. La Hollande, 2,735,400 livres en argent, 44,600 l. en lainages, et 4,000,150 liv. en productions de ses colonies. La Grande-Bretagne, 5,443,566 liv. en argent, 2,000,475 liv. en étoffes de laine, et 3,375,000 liv. en divers objets tirés de diverses parties de l'Inde. Ces sommes réunies formèrent un total de 26,754,494 liv. On n'a pas fait entrer dans ce calcul dix millions en argent que les Anglais portèrent au-delà de cette somme, parce qu'ils étaient destinés à payer les dettes qu'ils avaient contractées, ou à former un fonds d'avance pour négocier dans l'intervalle des voyages.

Il est assez généralement connu que les productions de la Chine arrivées en Europe s'y vendent à peu près le double de ce qu'elles ont originairement coûté. Ainsi les cargaisons de 1766 dûrent rendre cinquante millions au moins à leurs propriétaires. Le thé forma plus des quatre cinquièmes de cette valeur. Les Suédois en portèrent deux millions quatre cent mille livres pesant, les Danois la même quantité, les Français deux millions cent mille livres, les Hollandais quatre millions cinq cent mille livres, les Anglais six millions. Mais où ces dix-sept millions quatre cents livres pesant de thé trouveront-ils un débouché? dans la Grande-Bretagne principalement.

Ce furent les lords Burlington et Ossory qui,

en 1666, l'y firent connaître à leur retour de Hollande. Leurs femmes le mirent à la mode parmi les personnes d'un rang distingué. Le goût s'en répandit peu à peu chez les citoyens riches, et plus particulièrement chez les marchands et les gens de mer. Le peuple commença à l'adopter vers 1715, et avec le temps il devint la passion dominante de la multitude. Le fisc, qui ne l'avait d'abord chargé que d'un droit médiocre, fut déterminé par ses besoins à le porter successivement si haut, qu'une denrée dont la compagnie ne vendait que pour treize à quatorze millions de livres, en rendait dix-huit au gouvernement. Cette avidité donna naissance à une contrebande si lucrative, qu'elle rendait jusqu'à quatre-vingts pour cent de bénéfice. La fraude augmentait rapidement, et devait s'accroître encore, malgré les mesures prises pour la traverser. Ce ne fut qu'en 1784 que le ministère se décida au seul remède qui pouvait arrêter le mal. Il réduisit l'imposition à douze et demi pour cent de la valeur de la production.

Les avantages qu'on se promettait du nouvel arrangement ne se firent pas attendre. Dès l'année qui le suivit, le corps privilégié, qui jusqu'alors n'avait annuellement vendu que six millions pesant de thé, en vendit seize millions pesant, et gagna sur cette augmentation seule huit millions de livres.

Les consommateurs se trouvèrent également

bien de cet ordre de choses. La même quantité de thé, qui précédemment leur aurait coûté cent vingt millions, ne leur en coûta guère que soixante.

Le revenu public fut accru, parce que les droits qu'il perçut sur le thé se trouvèrent plus considérables qu'on ne l'avait présumé, lorsque le parlement avait accordé en dédommagement un impôt sur les maisons.

Les manufactures auxquelles on n'avait demandé des étoffes que pour deux millions trouvèrent un débouché pour quatre.

Il fallut expédier un plus grand nombre de vaisseaux; et ce fut une occupation de plus pour ces intrépides matelots, que l'état regarde avec raison comme un des pivots de sa puissance.

Enfin la nation retient dans son sein un immense numéraire qui allait vivifier des marchés étrangers; et ces capitaux, en des mains habiles, prendront une direction aussi utile que celle qu'ils suivaient était ruineuse.

Voilà une nouvelle source de prospérité pour la Grande-Bretagne, et nous n'avons pas tout dit. Le thé a été jusqu'ici la base du commerce de l'Europe avec la Chine. Il en formait plus des huit dixièmes. Nos navigateurs ne l'allaient chercher que dans l'espoir de l'introduire clandestinement en Angleterre. Maintenant que ce débouché leur manque, continueront-ils leurs expéditions? Il est douteux si les bénéfices à

faire sur le peu qui se consomme ailleurs de cette feuille et sur les autres objets qui nous viennent de cette extrémité de l'Asie seraient suffisans pour encourager à un si long et si dispendieux voyage. Le fussent-ils encore, ces profits ne continueront que peu. La nation qui fera seule beaucoup plus d'achats que toutes les autres nations réunies ne tardera pas à donner sa volonté pour loi, et, s'il le faut, se déterminera aux sacrifices nécessaires pour écarter une concurrence qui, quelque faible qu'elle fût, pourrait lui causer de l'ombrage.

Mais les Anglais eux-mêmes conserveront-ils long-temps cette branche de commerce? Rien n'est moins certain. L'opinion des Chinois sur les spéculations mercantiles n'est pas la même que la nôtre. Elles ne leur paraissent convenables pour une région très-habitée qu'autant qu'elles la débarrassent d'objets superflus pour lui en procurer de nécessaires. Nos liaisons avec eux sont en contradiction avec ce système. En échange de choses d'une utilité générale, nous ne leur donnons, disent-ils, que de magnifiques bagatelles, qu'un argent qui augmente la cherté des denrées dans tous les marchés. Aussi les voit-on plus portés à nous fermer leurs ports que disposés à étendre nos opérations. Ces idées de la nation entière deviennent celles du gouvernement à mesure que l'esprit tartare s'affaiblit, et que les conquérans se pénètrent des maximes du peuple subjugué. De là viennent ces gênes humiliantes qui ont

remplacé les égards marqués qu'on eut d'abord pour les Européens. De cette situation équivoque à une expulsion entière, il n'y a pas bien loin. Ce parti aurait été sûrement conseillé par le philosophe Kouent-Thé, qui disait, il y a deux mille ans :

« Il n'y a de commerce long-temps avantageux « que celui des échanges nécessaires et utiles. Le « commerce des objets de faste, de délicatesse, « ou de curiosité, soit qu'il se fasse par échange « ou par achat, suppose le luxe. Or, le luxe, « qui est l'abondance du superflu chez certains « citoyens, suppose le manque du nécessaire chez « beaucoup d'autres. Plus les riches mettent de « chevaux à leur char, plus il y a de personnes « qui vont à pied ; plus leurs maisons sont vastes « et magnifiques, plus celles des pauvres sont pe- « tites et misérables ; plus leur table est couverte « de mets, plus il y a de gens réduits à ne vivre « que de riz. Ce que les hommes en société peu- « vent faire de mieux, à force d'industrie et de « travail, d'économie et de sagesse, dans un « royaume bien peuplé, c'est d'avoir tous le né- « cessaire, et de procurer le commode à quelques- « uns. »

LXVI. Quelle idée il faut se former de la colonie anglaise de Sainte-Hélène.

Quelque parti que prenne la Chine, la Grande-Bretagne aura toujours besoin d'un lieu de relâche où ceux de ses navigateurs qui iront d'Europe aux Indes, ou qui reviendront des Indes en Europe, puissent trouver des rafraîchissemens. Les Portu-

gais, les Hollandais, les Français, en ont de très-commodes et de très-bien placés. Celui des Anglais est à Sainte-Hélène.

Cette île, située vers le seizième degré de latitude, au milieu de l'Océan atlantique, à quatre cents lieues des côtes d'Afrique, et à six cents de celles d'Amérique, fut découverte en 1502 par les Portugais, qui la dédaignèrent. Les Hollandais y formèrent dans la suite un petit établissement que les événemens de la guerre donnèrent aux Anglais, qui, depuis 1673, n'ont pas discontinué de l'occuper.

C'est un rocher presque rond, d'environ vingt-quatre milles de circonférence, et si généralement inégal, qu'on trouve à peine dans son étendue cent arpens d'un sol bien uni. Tout démontre que c'est un volcan plus ou moins anciennement éteint. La terre qui le couvre n'est qu'une lave qui serait pourtant propre à la végétation, si les pluies ne lui manquaient pas. Malheureusement une sécheresse, qu'on peut dire habituelle, a détruit successivement toutes les cultures qui ont été tentées. Les productions du pays se sont peu à peu réduites à quelques fruits, aux légumes que peuvent fournir des jardins mal arrosés, aux herbages nécessaires pour nourrir un petit nombre de chèvres et de vaches. Les sources même sont si rares et si peu abondantes, qu'il faut les ménager avec une extrême circonspection pour qu'elles puissent suffire aux besoins ordinaires de la vie.

Deux mille cinq cents habitans, la plupart esclaves, et une garnison de cinq cents hommes, forment la population. Un grand nombre d'entre eux vont presque nus et vivent de leur pêche. Ce qu'il faut de grains et de vêtemens pour les autres est porté des Indes. Les six ou sept cent mille livres que la compagnie verse annuellement dans la colonie doivent suffire à tous les besoins.

L'île n'est accessible que par deux vallées : à celle qui est au vent, la mer est si violemment agitée, qu'il serait plus que téméraire d'y tenter une descente. Sous le vent, où se voit la seule bourgade qui soit dans le pays, l'ancrage est si mauvais, les courans sont si rapides, que la tentative d'un débarquement n'y serait guère moins périlleuse. Cependant l'une et l'autre position sont défendues par des fortifications bien entendues et par une artillerie formidable. Aussi la colonie n'a-t-elle jamais été attaquée ; aussi ne le sera-t-elle vraisemblablement jamais.

Les vaisseaux anglais qui reviennent des Indes en Europe trouvent à Sainte-Hélène un port excellent, un air salubre, un peu d'eau, quelques bœufs, et en temps de guerre des escadres qui assurent leur arrivée dans la métropole. Mais les vents du sud-est qui soufflent constamment dans ces parages ne permettent pas aux navires qui vont de la Grande-Bretagne dans les mers d'Asie d'y aborder. Cet inconvénient fait désirer depuis long-temps à la cour de Londres un établisse-

ment plus convenable. Le cap de Bonne-Espérance et l'Ile-de-France doivent avoir principalement fixé son attention. Les circonstances décideront de quel côté seront dirigés ses foudres.

LXVII. A quel usage les Anglais font servir les îles de Comore.

En attendant une acquisition que les événemens peuvent également accélérer ou retarder, plusieurs des bâtimens expédiés d'Angleterre pour les Indes, principalement ceux qui sont destinés pour le Malabar, touchent aux îles de Comore, afin d'échapper aux ravages presque inséparables des trop longues navigations. Elles sont au nombre de quatre, situées dans le canal du Mozambique, entre la côte de Zanguebar et Madagascar. Celle qui donne le nom au petit archipel est peu connue. Les Portugais qui y abordèrent dans leurs premières expéditions y commirent de si grandes cruautés, que tous les Européens qui osèrent s'y montrer après eux furent repoussés ou massacrés sans miséricorde. L'approche de Mayotte et de Moély est difficile, et le mouillage n'y est pas sûr. Anjouan seul est fréquenté.

C'est là que la nature, dans un contour de trente lieues, étale toute sa richesse avec toute sa simplicité. Des coteaux toujours verts, des vallées toujours riantes, y forment partout des paysages variés et délicieux. Trente mille habitans, distribués en soixante-treize villages, en partagent les productions. Leur langue est l'arabe, et leur religion un mahométisme mêlé de beaucoup de

fables. On leur trouve des principes de morale plus épurés que ceux qui sont établis à leur voisinage. L'habitude de vivre de lait et de végétaux leur a donné pour le travail une aversion insurmontable. De cette paresse est née l'habitude de laisser croître excessivement leurs ongles. Pour tourner cette négligence en agrément, ils les teignent d'un rouge tirant sur le jaune.

Ce peuple, né pour l'indolence, a perdu la liberté que très-vraisemblablement il était venu chercher du continent voisin. Un riche Arabe, menacé au Mozambique d'une peine capitale pour avoir tué un noble portugais, se jeta dans un bateau qui le conduisit à Anjouan. Il profita si heureusement de la supériorité de ses lumières, qu'il acquit une autorité absolue que ses descendans exercent encore. Cette révolution dans le gouvernement ne priva les Anglais d'aucune des commodités que jusqu'alors ils avaient trouvées dans l'île. Ils continuèrent à mettre paisiblement leurs malades à terre, où la bonté du climat, des fruits, des eaux, des alimens, les rétablissaient promptement. On fut seulement réduit à payer les provisions dont on avait besoin un peu plus cher, et voici pourquoi.

Les Arabes ont pris la route d'une île où régnait un Arabe. Ils y ont fait connaître, ils y ont fait aimer les toiles des Indes. Les noix de coco, les cauris qu'ils prenaient en échange ne se sont pas trouvés d'une assez grande valeur pour payer

le nouveau luxe. Alors il a fallu que les insulaires, qui jusqu'alors avaient livré aux navigateurs leurs bœufs, leurs chèvres, leurs volailles pour des grains de verre ou pour d'autres bagatelles d'un aussi vil prix, en exigeassent de l'argent, et en exigeassent de jour en jour davantage.

LXVIII. Situation de la compagnie anglaise *.

Telle est l'étonnante carrière que les Anglais ont parcourue aux Indes. On croirait voir une des plus grandes nations du globe déployant toute sa puissance; et il se trouve que ce n'est qu'une association de marchands à peine connue il y a un demi-siècle. Que ce tableau paraîtra singulier à la postérité, s'il sort jamais des mains d'un grand-maître ! Pour nous, qui ne pouvons aspirer qu'à la gloire d'être vrais, nous nous bornerons à dire simplement quelle est la position actuelle des acteurs qui ont donné tant de scènes mémorables.

Au Bengale, la domination britannique s'étend, du sud au nord, depuis le Katek jusqu'aux montagnes du Boutan; et de l'est à l'ouest, depuis le royaume d'Aracan jusqu'au-delà de Luknau, et non loin de Delhy. Que les diverses parties de cet immense empire soient gouvernées par les agens du conquérant, ou qu'elles le soient par ses tributaires, sa volonté est partout également la loi suprême. On ne connaît point de région plus riche et plus fertile; aussi fournit-elle à ses heu-

* En 1790.

reux possesseurs des trésors qui paraissent devoir les mettre en état de conserver, d'étendre même leurs acquisitions.

Sur la côte de Coromandel, les Anglais règnent depuis Ganjam, voisin du Gange, jusqu'au cap de Comorin. Ils ont ravi aux princes indiens ou mahométans qui y occupent des trônes jusqu'à l'ombre de la souveraineté; et aucun des faibles comptoirs européens, plus ou moins anciennement formés sur ces industrieuses plages, ne pourrait raisonnablement leur causer aucune inquiétude.

Dans le Malabar, le territoire du corps privilégié est très-borné; mais il y possède l'excellent port de Bombay, où les flottes nationales trouvent une sûreté entière, et toutes les facilités qu'elles peuvent désirer pour réparer les dommages que les élémens ou les combats leur auraient causés; Bombay, qui lui assure le commerce presque exclusif de Surate, du Guzurate, du golfe Persique et de la mer Rouge; Bombay, dont les forces le mettent en état de contenir les deux plus grandes puissances de l'Indostan, le souverain de Maïssour et les Marattes, ou de faire une diversion utile lorsque ses intérêts l'exigent.

Ces possessions ont pour défenseurs treize mille blancs, et quatre-vingt mille noirs. Les premiers ont, pour la gloire et pour les intérêts de leur patrie, cette passion ardente qu'un gouvernement libre et bien ordonné ne manque jamais d'inspirer. Les seconds, presque tous Mahométans qui,

il y a vingt ou trente ans, frémissaient à la vue d'une arme à feu ou d'une arme blanche, sont devenus peu à peu d'excellens soldats. Depuis qu'ils ont été formés à notre tactique, ils se battent avec une ardeur égale derrière des remparts et en rase campagne. Cette milice aime son état, est fidèle à ses drapeaux, montre un zèle actif pour des maîtres qui la traitent bien, et a l'avantage de pouvoir soutenir des fatigues qui épuiseraient des Européens.

Le nouvel empire fondé par les Anglais en Asie n'a pas seulement ajouté à leur puissance, il a prodigieusement accru leurs richesses. La vente publique des marchandises qu'ils en tirent s'élève annuellement à quatre-vingts millions. On estime douze millions celles qui sont portées en fraude. La valeur des diamans doit être de quatre à cinq millions. C'est rester au-dessous de la vérité que de réduire à huit millions les fonds avancés dans l'Inde aux commerçans des autres nations, et qui rentrent toujours dans la Grande-Bretagne avec plus ou moins de bénéfices. Les fortunes qu'à leur retour dans leur patrie portent avec eux les négocians libres et les agens du corps privilégié sont nécessairement immenses. Nous ne craindrons pas d'être accusés d'exagération par les gens instruits, quand nous assurerons que l'Orient vaut tous les ans à l'Angleterre plus de cent vingt millions. Ses heureux habitans consomment une partie des objets qui lui viennent

de ces régions lointaines. Le reste est vendu à l'Europe, à l'Afrique, et à l'Amérique.

LXIX. Conjectures sur l'état futur de la compagnie.

Mais, disent de vains discoureurs, cette grandeur a-t-elle une base bien solide? Les Indiens, maintenant si timides, ne peuvent-ils pas un jour s'aguerrir? le trône des Mogols ébranlé ou détruit ne peut-il pas se relever? des peuples barbares ne seront-ils pas attirés de nouveau dans ce doux climat? les princes du pays ne mettront-ils pas fin à leurs discordes? et ne se réuniront-ils pas pour leur liberté commune? est-il impossible que les soldats asiatiques qui font actuellement la principale force de l'usurpateur tournent contre lui les armes dont il leur a montré l'usage? Les nations européennes qui naviguent, qui trafiquent dans ces mers éloignées souffriront-elles toujours patiemment les insultes faites à leur pavillon, les entraves mises à leur commerce? les dominateurs eux-mêmes ne s'affaibliront-ils pas à force de s'étendre, et le colosse qu'ils ont élevé ne sera-t-il pas tôt ou tard écrasé par son propre poids?

Toutes ces suppositions paraîtront absolument destituées de vraisemblance aux bons esprits qui ont étudié l'Indostan avec quelque soin. Que jamais dans ses conquêtes la Grande-Bretagne ne s'écarte des principes d'administration qui ont fait prospérer les grands comme les petits états, et son empire reposera sur des fondemens inébranlables. Un désordre universellement établi de temps immémorial dans cette grande partie de

l'Asie lui offre même un moyen particulier de s'attacher pour toujours les cœurs. Jusqu'ici les peuples ont été simplement fermiers, et fermiers très-opprimés des terres qu'ils arrosaient de leurs sueurs. Qu'on leur partage les campagnes qui les ont vus naître, qu'on les fasse jouir des douceurs de la propriété, et, enchaînés par ce bienfait beaucoup plus qu'ils ne l'étaient par la crainte, leur amour sera sans bornes. Ils instruiront leurs enfans à admirer, à chérir un gouvernement si bien ordonné; et les générations successives se transmettront avec leurs héritages les sentimens de leur félicité et celui de leur reconnaissance.

Alors les amis de l'humanité applaudiront, Anglais, à vos succès; ils se livreront à l'espérance de voir renaître la prospérité sur un sol que la nature embellit, et que le despotisme n'a cessé de ravager. Il leur sera doux de penser que les calamités qui affligeaient ces contrés en seront écartées pour jamais. Ils vous pardonneront des usurpations qui n'ont dépouillé que des tyrans; et ils vous inviteront à de nouvelles conquêtes en voyant l'influence de votre constitution sublime s'étendre jusqu'aux extrémités de l'Asie pour y faire éclore la liberté, la propriété, le bonheur.

Ce vœu de tous les hommes sensibles serait très-vraisemblablement exaucé, si les nombreuses provinces asservies par la compagnie étaient un jour réunies au domaine de la nation. Le projet en fut formé par milord North; et l'on peut croire

que, sans la guerre d'Amérique, il l'aurait exécuté. Ses successeurs dans le ministère ont vu comme lui combien il serait avantageux d'ajouter au revenu public une rente annuelle de soixante millions de livres, qu'une meilleure administration pourrait porter beaucoup plus haut assez rapidement. S'ils ont retardé cette opération importante, c'est peut être qu'ils n'ont osé braver ni une trop forte opposition, ni des réclamations trop animées. Ce danger nous paraît exagéré.

Depuis 1773, les actionnaires n'ont reçu qu'un dividende de huit pour cent, et n'en peuvent raisonnablement jamais espérer un plus considérable, parce qu'à cette époque il fut arrêté par le parlement que les trois quarts des gains que pourrait faire la compagnie au-dessus de cette répartition appartiendraient au fisc, et que le surplus serait mis en réserve pour les cas imprévus. Aucun des intéressés dans les fonds du corps privilégié ne se flatte que cet arrangement sera un jour annulé. On les trouvera donc très-disposés à faire le sacrifice de leurs possessions territoriales, et à se borner aux bénéfices de leur commerce, qui se sont constamment élevés à douze ou douze et demi pour cent. Ils ne craindront pas de voir diminuer leur profit. Tous ou presque tous les marchés où se font leurs achats, où se font leurs ventes restant sous les lois de leur nation, ils y jouiront d'une protection dont leurs concurrens seront sûrement privés.

Mais peut-être l'Indostan entier sera-t-il encore livré au génie oppresseur du monopole. En ce cas, « malheureux Indiens, tâchez de vous « accoutumer à vos fers. En vain on avait porté « vos supplications au ministère, au sénat, au « peuple. Le ministère ne pense qu'à lui, le sé« nat est en délire, la portion sage du peuple « est muette, ou parle en vain. L'avide et féroce « association de commerçans qui a causé vos « malheurs les aggrave et en jouit tranquille« ment. Brigands privilégiés, vous qui tenez de« puis si long-temps une grande partie du globe « sous les chaînes de la prohibition, et qui l'avez « condamnée à une éternelle pauvreté, cette ty« rannie ne vous suffisait-elle pas? Fallait-il l'ag« graver par des forfaits qui rendissent exécrables « le nom de votre patrie?

« Qu'ai-je dit, votre patrie! Est-ce que vous « en avez une? Mais si la voix de l'intérêt est la « seule à laquelle votre oreille puisse s'ouvrir, « écoutez-la donc. C'est elle qui vous crie par ma « bouche : Vous vous perdez, vous vous perdez, « vous dis-je. Votre tyrannie touche à sa fin. « Après l'usage que vous avez fait de votre auto« rité, renouvelée ou non, elle finira. Croyez« vous que la nation, dont il faudra que la dé« mence et l'ivresse finissent, ne vous demandera « pas compte de vos vexations; que la perte de « vos criminelles richesses, et peut-être l'effusion « de votre sang impur, n'expieront pas vos for-

« faits? Si vous vous en promettez l'oubli, vous « vous trompez. Le spectacle de tant de vastes « contrées pillées, ravagées, réduites à la plus « cruelle servitude, reparaîtra. La terre couvre les « cadavres de plusieurs millions d'hommes que « vous avez laissés ou fait périr. Maisils seront ex- « humés ; ils demanderont vengeance au ciel et « à la terre, et ils l'obtiendront. Le temps et les « circonstances n'auront que suspendu votre châ- « timent. Oui, je vois arriver le temps de votre « rappel et de votre terreur. Je vous vois traîner « dans les cachots que vous méritez. Je vous en « vois sortir. Je vous vois pâles et tremblans de- « vant vos juges. J'entends les cris d'un peuple « furieux rassemblé autour de leurs tribunaux. « Le discours de l'orateur intimidé est interrom- « pu. La pudeur et la crainte l'ont saisi ; il a « abandonné votre défense. La confiscation de « vos biens, l'arrêt de votre mort sont prononcés. « Peut-être vous souriez de mépris à ma menace : « vous vous êtes persuadé que celui qui peut « jeter des masses d'or dans la balance de la jus- « tice la fait pencher à son gré. Peut-être même « vous promettez-vous que la nation corrompue, « en prorogeant votre octroi, s'avouera coupable « des crimes que vous avez commis, et complice « de ceux que vous commettriez encore. »

Non, non ; il faut que tôt ou tard justice soit faite. S'il en arrivait autrement, je m'adresserais à la populace ; je lui dirais : Peuples, dont les ru-

gissemens ont fait trembler tant de fois vos maîtres, qu'attendez-vous ? Pour quel moment réservez-vous vos flambeaux et les pierres qui pavent vos rues ? Arrachez-les...... Mais les citoyens honnêtes, s'il en reste quelques-uns, s'élèveront enfin. On verra que l'esprit du monopole est petit et cruel. On verra qu'il est insensible au bien public. On verra qu'il n'est contenu ni par le blâme présent, ni par le blâme à venir. On verra qu'il n'aperçoit rien au-delà du moment. On verra que, dans son délire, il a prononcé cet arrêt, et qu'il l'a prononcé dans tous les temps et chez toutes les nations.

« Périsse mon pays ! périsse la contrée où je « commande ! périsse le citoyen et l'étranger ! pé-« risse mon associé, pourvu que je m'enrichisse « de sa dépouille ! Tous les lieux de l'univers me « sont égaux. Lorsque j'aurai dévasté, sucé, ex-« ténué une région, il en restera toujours une « autre où je pourrai porter mon or et en jouir « en paix ».

LIVRE QUATRIÈME.

VOYAGES, ÉTABLISSEMENS, GUERRES ET COMMERCE DES FRANÇAIS DANS LES INDES ORIENTALES.

En commençant cet ouvrage, je fis le serment d'être vrai, et jusqu'ici j'ai la conscience de ne l'avoir pas oublié. Puisse ma main se dessécher, s'il arrivait que, par une prédilection qui n'est que trop commune, je m'en imposasse à moi-même et aux autres sur les fautes de ma nation! Je n'atténuerai ni le bien ni le mal que nos ancêtres ont fait; et ce sont les Portugais, les Hollandais, les Anglais même, que j'attesterai de mon impartialité. Qu'ils me lisent et me jugent. S'ils découvrent que je me sois relâché avec les Français de la sévérité avec laquelle je les ai traités, je consens qu'ils me rangent au nombre des flatteurs qui, depuis deux mille ans, ont empoisonné les peuples et leurs souverains; qu'ils ajoutent mes volumes à la multitude des monumens de la bassesse dans le même genre; qu'ils me soupçonnent d'avoir ouvert l'entrée de mon âme à la terreur ou aux espérances. Je m'abandonne à tout leur mépris.

I. Anciennes révolutions du commerce de France.

Les anciens Gaulois, presque toujours en guerre les uns avec les autres, n'avaient entre eux d'autre communication que celle qui peut convenir à des

peuples sauvages, dont les besoins sont toujours très-bornés. Leurs liaisons au-dehors étaient encore plus resserrées. Quelques navigateurs de Vannes portaient dans la Grande-Bretagne de la poterie, qu'ils échangeaient contre des chiens, des esclaves, de l'étain et des fourrures. Ceux de ces objets qui ne trouvaient pas des acheteurs dans la Gaule même passaient à Marseille, où ils étaient payés avec des vins, des étoffes, des épiceries, que les négocians de l'Italie ou de la Grèce y avaient apportés.

Ce genre de trafic ne s'étendait pas à tous les Gaulois. On voit dans César que les habitans de la Belgique avaient proscrit chez eux les productions étrangères comme capables de corrompre les mœurs. Ils trouvaient leur sol assez fertile pour suffire à tous leurs besoins. La police des Celtes et des Aquitains était moins rigide. Pour être en état de payer les marchandises que leur offrait la Méditerranée, ces peuples se livrèrent à un travail dont ils ne s'étaient pas avisés jusqu'alors : ils ramassèrent avec soin les paillettes d'or que plusieurs de leurs rivières charriaient avec leurs sables.

Quoique les Romains n'aimassent ni n'estimassent le commerce, il devint nécessairement plus considérable dans la Gaule après qu'ils l'eurent soumise, et en quelque sorte policée. On vit se former des ports sur les deux mers qui baignaient ses rivages. Il fut construit de toutes parts de

grandes et magnifiques voies, dont les débris nous causent encore de l'étonnement. Toutes les rivières navigables eurent des compagnies de marchands auxquelles on avait accordé de grands priviléges, et qui, sous le nom de *nautes*, étaient les agens de la plupart des échanges qui pouvaient avoir lieu à cette époque.

Les Francs envahirent la Gaule au cinquième siècle ; et ses habitans, qui avaient été comptés pour peu de chose par les plus fiers des conquérans, ne furent pas plus importans aux yeux du féroce Clovis, aux yeux de ses sanguinaires ou imbécilles descendans. La rage de ces barbares s'étendit aux cirques, aux amphithéâtres, aux chemins, aux monumens de tous les genres élevés par Rome, qu'on détruisit ou qu'on laissa tomber. Autun, Lyon, Arles, Marseille, ces cités si florissantes sous leurs lois municipales, ne furent plus que des masures. Les dévastateurs avaient sous leurs mains la pierre, le marbre, les plus beaux bois, et ils ne construisaient que des baraques de boue couvertes de feuillages.

L'assassinat, l'empoisonnement, l'adultère, le viol, tous les forfaits étaient évalués en argent. La passion de ces sauvages pour l'or était si aveugle, qu'eux-mêmes en tarissaient la source par leurs vexations. Un bateau qui arrivait à une ville devait un droit pour son entrée, un droit pour le salut, un droit pour le pont, un droit pour approcher du bord, un droit d'ancrage, un droit pour

la liberté de décharger, un droit pour le lieu où il devait placer ses marchandises. Les voitures de terre n'étaient pas traitées plus favorablement. Des commis, répandus partout, partout exigeaient des taxes arbitraires. Les excès furent poussés au point que quelquefois le prix des effets conduits au marché n'était pas suffisant pour payer les frais préliminaires à la vente. Une oppression si soutenue amena un découragement universel.

Bientôt il n'y eut plus d'industrie, de manufactures que dans le cloître. Les moines n'étaient pas alors corrompus par l'oisiveté, par l'intrigue et la débauche. Des soins utiles remplissaient tous les instans d'une vie édifiante et retirée. Les plus humbles, les plus robustes d'entre eux partageaient avec leurs serfs les travaux de l'agriculture. Ceux à qui la nature avait donné moins de force ou accordé plus d'intelligence recueillaient dans des ateliers les arts fugitifs et abandonnés. Les uns et les autres servaient dans le silence et la retraite une patrie dont leurs successeurs troublèrent trop souvent la tranquillité, dévorèrent trop souvent la substance.

Quand ces solitaires n'auraient employé aucune des voies iniques qui les ont conduits au degré d'opulence que nous leur voyons, et qui nous indigne, il fallait qu'ils y arrivassent avec le temps. C'était une suite nécessaire de leur régime. Les fondateurs des monastères ne pensèrent point à une des conséquences assez simples de l'austérité

qu'ils imposaient aux moines; je veux dire à un accroissement de richesse dont il est impossible de fixer la limite, du moment où le revenu excède la dépense d'une année commune. Cette dépense, restant toujours la même, et ne subissant de variation que celle des circonstances qui font hausser ou baisser le prix des denrées, ce surplus du revenu s'entassant continuellement, quelque faible qu'on le suppose, doit à la longue former une grande masse. Les lois prohibitives publiées contre les gens de main-morte, peuvent donc ralentir, mais ne peuvent jamais arrêter les progrès de l'opulence monastique. Il n'en est pas ainsi des familles des citoyens qui ne sont assujettis à aucune règle. Un fils dissipateur succède à un père avare. Les dépenses ne sont jamais les mêmes. Ou la fortune s'éboule, ou elle se refait. Ceux qui dictèrent les constitutions religieuses ne se proposèrent que de faire des saints, et ils tendirent plus directement, plus sûrement à faire des riches.

A la fin du septième et au commencement du huitième siècle furent établies deux foires, l'une dans Paris même, et l'autre à deux lieues de cette capitale du royaume. Aussitôt accoururent à ces points de réunion, alors très-rares, les Saxons avec l'étain et le plomb de l'Angleterre ; les Esclavons avec les métaux du nord ; les Juifs avec des ouvrages d'orfèvrerie ; les Grecs, les Italiens, les Espagnols avec les productions de leur terri-

toire, avec les marchandises des Indes qu'ils avaient reçues par la Syrie et par l'Égypte. On n'avait guère que des serfs à leur donner en paiement, et on leur en livrait un très-grand nombre. De pareils échanges ne pouvaient durer longtemps, et ils avaient à peu près cessé lorsque Charlemagne monta sur le trône.

Ce prince, inspiré par son seul génie, ou instruit par ses voyages d'Italie, entreprit de tirer ses états de la misère où il les avait trouvés réduits. On pourrait lui reprocher de s'être écarté du but qu'il s'était proposé en réglant le prix des étoffes, et en assignant à chaque ordre de citoyens l'habillement qu'il lui serait permis de porter; mais ce que cette erreur pouvait entraîner d'inconvéniens fut plus que compensé par des vues d'une utilité incontestable. Il établit dans les domaines royaux, et sous sa direction immédiate, des cultures de tous les genres, et tous les arts alors connus. Son exemple fut suivi par tous les grands propriétaires, et, avec le temps, par la plupart de ses sujets. On était encouragé à ces travaux par la facilité d'en faire circuler le produit dans un empire immense qu'aucun trouble n'agitait; par la sûreté qu'on trouvait à lui faire franchir des frontières généralement respectées; par la commodité de l'expédier par des rivières et par des côtes bien défendues. La navigation de la France, jusqu'alors réduite à ses seuls parages, s'étendit jusqu'aux contrées les plus reculées du levant,

grâces à l'attention qu'avait eue son souverain de former des liaisons avec les maîtres de ces régions, beaucoup plus civilisées à cette époque que l'Europe. Les projets de Charlemagne pour la prospérité de ses peuples s'étendaient bien plus loin encore. Il voulait qu'un canal tiré du Rhin au Danube établît une communication suivie entre l'Océan et le Pont-Euxin. Son mariage, arrêté avec Irène, l'affermissait de plus en plus dans cette résolution. Déjà il voyait les empires d'Orient et d'Occident réunis sur sa tête, lorsque le patrice Nicéphore s'empara d'une nouvelle couronne qui lui était destinée.

Le bien opéré dans un royaume, le premier, presque le seul de l'Occident, devait tenter la cupidité des pirates de la mer Baltique, qui, sous le nom de Normands, avaient depuis quelque temps contracté l'habitude d'aller chercher sur des côtes et dans des îles mal gouvernées ou mal défendues des richesses que leur âpre climat leur refusait. Sur leurs bâtimens grossièrement construits, mais qui allaient à la rame et à la voile, ils entassaient l'argent, les meubles, tout le butin qu'ils avaient fait; ils chargeaient le bétail qu'ils avaient trouvé; ils amenaient comme esclaves les hommes, les femmes, et jusqu'aux enfans, qu'ils comptaient associer un jour à leurs brigandages. Ces horreurs se renouvelaient tous les ans, et souvent plus d'une fois chaque année. Pour préserver ses immenses possessions d'un fléau si de-

structeur, Charlemagne s'était vu réduit à construire des vaisseaux dans tous ses ports, depuis l'embouchure du Tibre jusqu'à l'embouchure de l'Elbe. Ils restaient toujours équipés et toujours armés. Les seigneurs avaient ordre d'y servir en personne comme dans les armées de terre. Boulogne, où s'embarquaient les Romains pour passer dans la Grande-Bretagne, était le principal rassemblement de ces forces maritimes. On y avait relevé le phare, que le temps avait détruit.

Ces précautions avaient garanti la France des ravages qui désolaient tant d'autres contrées. Mais les Normands ne virent pas plus tôt dans la tombe le vigilant et redoutable monarque qui les avait prises, qu'ils se jetèrent sur son héritage. Dès 843 ils entrèrent dans la Seine et dans la Loire, pillèrent Rouen, Tours, les lieux plus ou moins riches situés sur les bords des deux fleuves, et ne s'en éloignèrent que lorsqu'il n'y resta plus rien à prendre. Ce furent l'année suivante des calamités nouvelles. En 845 ils arrivèrent jusqu'à la capitale de l'état, dont ils brûlèrent les maisons de bois après les avoir dépouillées du peu que leurs fugitifs propriétaires y avaient laissé. Charles le Chauve, retranché au voisinage, obtint la retraite de ces corsaires en leur donnant un argent qui leur servit à se rendre maîtres de Bordeaux. S'étant dans la suite établis en Hollande, ils passèrent la Somme, ils passèrent l'Oise, et, en 882, arrivèrent par terre et par mer sous les murs de Paris.

L'attaque de cette ville dura dix-huit mois ; trois assauts furent livrés ; toutes les horreurs du plus terrible siége se firent sentir, sans que les Parisiens laissassent entrevoir le moindre signe d'impatience ou de faiblesse. Leur courage et leur constance forcèrent l'assaillant à se désister de son entreprise, mais pour aller piller Sens, et mettre à feu et à sang la Bourgogne entière. Après des dévastations cent et cent fois répétées, parut Rollon, qui, dégoûté de la vie vagabonde de ses compatriotes, s'occupa sérieusement du soin de se faire un établissement fixe et considérable. En 912 il s'empara de Rouen, déjà deux fois pris, et en fit une place d'armes d'où il menaçait un trône chancelant. Pour obtenir la paix de cet ambitieux, Charles le Simple lui proposa sa fille en mariage et le don de la province où il se trouvait tout établi. Ces offres furent acceptées ; et les rois de France eurent un vassal qui plus d'une fois fit trembler ses suzerains. La Neustrie ne tarda pas à perdre son nom et à prendre celui de Normandie, qui sonnait plus agréablement à l'oreille de ses nouveaux possesseurs.

Au milieu de tant de désastres, où les peuples ne songeaient qu'à éviter l'esclavage ou la mort, les grands, chargés de l'administration des provinces, s'en étaient insensiblement rendus les maîtres, et avaient réussi à rendre leur autorité héréditaire. Ils n'avaient pas rompu tout lien avec le chef de l'empire, mais, sous le nom modeste de

vassaux, ils n'étaient guère moins redoutables à l'état que les rois voisins de ses frontières. On les confirma dans leurs usurpations, à l'époque mémorable qui fit passer le sceptre de la famille de Charlemagne dans celle des Capets. Dès-lors il n'y eut plus d'assemblée nationale, plus de tribunaux, plus de lois, plus de gouvernement. Dans cette confusion meurtrière le glaive tenait lieu de justice; et ceux des citoyens qui n'étaient pas encore serfs furent obligés de le devenir pour acheter la protection d'un chef en état de les défendre.

Il était impossible que le commerce prospérât sous les chaînes de l'esclavage et au milieu des troubles continuels qu'enfantait la plus cruelle des anarchies. L'industrie ne se plaît qu'à l'ombre de la paix : elle craint surtout la servitude. Le génie s'éteint lorsqu'il est sans espérance, sans émulation; et il n'y a ni espérance, ni émulation où il n'y a point de propriété. Rien ne fait mieux l'éloge de la liberté, et ne prouve mieux les droits de l'homme que l'impossibilité de travailler avec succès pour enrichir des maîtres barbares.

Le délire des croisades changea un peu l'état des choses. Ce n'est pas que cette inconcevable épidémie ouvrît les yeux d'aucun des souverains de la France sur le principe qu'on vient d'établir; mais le désir de recouvrer leur autorité, suppléa au défaut de lumière. Ils protégèrent de toutes leurs forces les affranchissemens, et parvinrent

ainsi à donner un frein à ces tyrans subalternes qui, en écrasant les malheureux qui leur étaient asservis, perpétuaient les calamités de la monarchie.

Saint Louis fut le premier des souverains de sa dynastie qui fit entrer dans le système du gouvernement le commerce, jusqu'alors l'ouvrage du hasard et des circonstances. Jusqu'à son règne, les agens du fisc avaient vendu le droit de trafiquer et accablé les consommations de taxes. Il remédia à l'un et à l'autre désordre; et, pour mettre les marchands et les artisans en état de repousser l'oppression, si elle tentait de renaître, il les rangea en différens corps de communautés, avec des statuts qui, bien ou mal, servirent de modèles dans les siècles les plus éclairés.

Cette heureuse innovation en amena une bien plus importante. Depuis trop long-temps la loi défendait sous des peines capitales de faire sortir du royaume aucune de ses productions territoriales. Cette folle prohibition paralysait les bras du cultivateur, condamnait à la stérilité plusieurs parties d'un sol excellent, occasionnait même des disettes que l'on avait cherché à prévenir. Moins timide ou plus habile que ses prédécesseurs, le sage monarque abattit des barrières qui s'opposaient si obstinément à la prospérité publique. Il espéra avec raison que la liberté des exportations ferait rentrer dans l'état les trésors que son imprudente expédition d'Asie en avait fait sortir.

Des événemens politiques secondèrent ces vues salutaires. Avant saint Louis, les rois avaient peu de ports sur l'Océan, et n'en avaient aucun sur la Méditerranée. Les côtes septentrionales étaient partagées entre les comtes de Flandre, les ducs de Bourgogne, les maîtres de la Bretagne et les Anglais. Les méridionales appartenaient aux comtes de Toulouse et de Provence, aux rois d'Aragon et de Majorque. Par cette disposition des choses, les provinces alors attachées au trône ne pouvaient que très-difficilement avoir quelque communication avec les marchés étrangers. La réunion de quelques parties du Languedoc à la couronne permit de former des liaisons avec des nations qui offraient aux denrées de la France un débouché avantageux.

Philippe le Bel entreprit en faveur de l'industrie ce que son aïeul avait exécuté pour l'agriculture. Il défendit la sortie des laines que les étrangers avaient toujours enlevées, et voulut qu'elles fussent toutes mises en œuvre dans le royaume. Sous son règne le ministère guida pour la première fois l'artiste. La largeur, la qualité, l'apprêt des draps furent fixés. Ces règlemens eurent un succès entier. Les manufactures d'Arras, d'Amiens, de Reims, de Beauvais, n'habillèrent pas seulement les nationaux, elles se trouvèrent du goût des états voisins. Les toiles acquirent bien autant ou plus de perfection que les étoffes de laine; mais elles eurent moins de débit, parce

que l'usage du linge était encore très-borné.

Malheureusement le bien que le prince faisait d'une main, il le détruisait de l'autre. Il accabla de droits à leur sortie les ouvrages mêmes qu'on pouvait dire de sa création. Les monnaies n'avaient été aussi scandaleusement altérées à aucune époque. Le fisc exigea successivement le centième, le cinquantième de la valeur de tous les meubles, de tous les immeubles. C'était chaque jour un nouvel impôt, et chaque impôt enfantait une révolte. A l'oppression générale se joignaient les vexations particulières. Engagé par son inquiétude dans de plus grandes entreprises que les forces de son état ne le comportaient, le tyran avait toujours de nouveaux besoins. Ses coffres étaient un tonneau où l'on versait sans cesse, et qui jamais ne se remplissait. Cependant, de tous les moyens qu'il imagina pour se procurer de l'or, le plus funeste par ses suites fut la vente de la noblesse.

Dans toutes les régions, dans tous les siècles, dans toutes les sociétés politiques, il y eut des citoyens riches et des citoyens pauvres, des citoyens distingués par leur mérite et des citoyens obscurs, des citoyens appelés aux grandes places, et des citoyens réduits à une condition privée. Cette inégalité de fortune, de talent et de pouvoir dut se trouver dans les provinces asservies par Clovis comme sur le reste du globe. Mais, Francs et Gaulois, vainqueurs et vaincus, tous

étaient censés de la même nature, tous jouissaient des mêmes prérogatives, tous avaient le même droit aux dignités, tous devaient contribuer de la même manière aux besoins publics. La puissance royale se trouva sans force. Ses principaux agens profitèrent de cette faiblesse pour s'élever sur les ruines du trône. Devenus en quelque sorte souverains du territoire dont on leur avait confié l'administration, ils appelèrent fiefs leurs usurpations, et se donnèrent exclusivement le titre de nobles.

L'acquisition des fiefs et de la noblesse ne tarda pas à devenir la passion de ceux qui étaient privés de ces avantages. Ce ne fut cependant que sous Philippe le Bel que les plus ardens réussirent à les obtenir. Le premier il permit aux seigneurs de vendre leurs fiefs à des roturiers; le premier il accorda la noblesse à des roturiers, sans même qu'ils fussent devenus possesseurs de fiefs. Ce rapprochement des membres d'une société, auquel les bonnes institutions doivent tendre sans relâche, a été opéré dans les bons gouvernemens par de grandes vertus, de grandes lumières ou de grands services. Il eut en France une origine impure, et y fut toujours le prix de l'argent. Cette vénalité y a été constamment le plus grand obstacle aux progrès du commerce.

Jusque vers le milieu du quatorzième siècle les négocians étrangers n'avaient pu se promettre ni sûreté, ni justice dans le royaume. Le plus

sage de ses monarques, Charles v, publia enfin une loi qui assurait leur succession à leurs héritiers, si la mort les surprenait dans ses états, et la liberté de se retirer avec leurs effets, si la guerre survenait entre lui et leur patrie. Cet acte de probité et de politique contribua beaucoup aux heureux événemens qui le suivirent. Le prince qui l'avait porté renvoya au-delà de mers les Anglais qui avaient envahi plusieurs de ses provinces, récompensa généreusement ceux qui avaient bien servi la nation, mit de la dignité dans ses dépenses, forma une bibliothèque de neuf cents volumes, collection immense avant l'invention de l'imprimerie; ne foula jamais ses sujets, et laissa pourtant un trésor tel qu'on n'en avait point vu depuis la fondation de la monarchie.

Sa mort réveilla des factions qui n'étaient qu'assoupies, et rendit le courage aux insulaires qu'il avait dépouillés de leurs conquêtes. Le double fléau d'une guerre civile et d'une guerre étrangère bouleversa l'état pendant plus de soixante ans. Ce fut durant le cours de ces convulsions que Jacques Cœur appela à Montpellier le commerce dont Marseille avait été jusqu'alors le théâtre. Ses opérations étaient si étendues, qu'il occupait trois cents facteurs au Levant ou en Italie; et si heureuses, que des chimistes trop crédules ne doutaient pas qu'il n'eût trouvé la pierre philosophale. Il n'acquérait pas des richesses pour lui seul; le fisc obtint de lui l'argent nécessaire

pour le recouvrement de la Normandie, et la plupart des courtisans étaient ses débiteurs. Les motifs qui indisposèrent Charles VII contre un homme si nécessaire ne sont pas venus jusqu'à nous. On sait seulement qu'en 1452 il le livra au parlement qui, sous les plus frivoles prétextes, le condamna à la perte de tous ses biens. Un second arrêt du même tribunal lui rendit depuis sa réputation ; mais alors toute sa fortune avait été dévorée par les favoris, par les maîtresses, et par les grands, qui avaient si long-temps rampé à ses pieds.

Cependant le goût que les Français avaient pris en Orient durant les croisades pour toute sorte de magnificence, et qui s'était accru du temps de Jacques Cœur par la facilité qu'ils avaient trouvée à le satisfaire, augmenta encore à l'époque de leurs expéditions en Italie. Ils se passionnèrent plus particulièrement pour l'orfévrerie de Venise, et pour les étoffes d'or et d'argent qui ne se fabriquaient alors qu'à Milan. Louis XII, naturellement économe, jugea ce luxe trop cher pour ses sujets, et leur défendit de s'y livrer. Ce bon prince ignorait que les lois somptuaires sont injustes, parce qu'elles privent le citoyen du droit qu'il a essentiellement de se loger, de se nourrir, de s'habiller comme il lui plait, pourvu qu'il ne blesse aucun intérêt. Il ignorait que les lois somptuaires sont inutiles, parce que le désir de se distinguer invente toujours plus de moyens pour les éluder que le législateur n'en imagine pour les mainte-

nir. La seule manière légitime de rapprocher les dépenses, c'est de rapprocher les fortunes ; mais c'était une mesure qu'on n'avait pas prise : aussi les ordonnances n'eurent-elles pas un instant de force.

Le successeur de Louis, François Ier, obtint en 1535 que ses sujets et ceux des navigateurs étrangers auxquels il accorderait son pavillon pourraient seuls trafiquer dans l'empire ottoman. C'était livrer à la France tout le commerce du Levant, et la partie assez considérable de celui des Indes orientales, qui se faisait encore par cette voie. Un pareil privilège devait attirer en Provence, depuis peu réunie à la couronne, non-seulement les négocians nationaux, mais les négocians de toutes les nations qui voudraient former avec ces riches contrées des liaisons plus ou moins importantes, plus ou moins suivies. Ce monopole ne dura que peu. Les troubles civils, qui ne tardèrent pas à bouleverser le royaume, décidèrent la Porte à admettre, en 1580, dans ses états la bannière de saint Marc, celle de l'Angleterre en 1599, et avec le temps celle de tous les peuples maritimes de l'Europe.

A cette époque désastreuse, où toutes les factions semblaient avoir conspiré contre la patrie, se renouvelèrent toutes les absurdités des siècles les plus barbares. Les matières étrangères, qui jusqu'alors avaient servi d'alimens aux manufactures nationales, furent accablées de taxes

à leur entrée dans le royaume. On n'obtint qu'au plus haut prix la liberté d'exporter des grains ou des vins. Le gouvernement ordonna qu'une partie des meilleurs vignobles serait arrachée. Pour comble de folie ou de tyrannie, Henri III déclara solennellement qu'aucun de ses sujets n'avait le droit de travailler sans son aveu; et il obligea les maîtres et les apprentis, les marchands et les artisans à en acheter la permission aux conditions qu'il lui plut d'y mettre.

Henri IV, devenu enfin paisible possesseur d'un trône qui lui avait coûté tant de travaux et tant de sang, travailla sans relâche, avec son ministre Sully, à retirer la France de ses ruines. Ils agrandirent et embellirent Paris. Ils réparèrent les maisons royales; ils bâtirent la galerie du Louvre, et y logèrent les meilleurs artistes, qu'ils encourageaient par leurs regards et par leurs bienfaits. Ils creusèrent le canal qui joint la Seine à la Loire. Ils introduisirent la culture du mûrier, dont le produit avait jusqu'alors enrichi exclusivement l'Espagne et l'Italie. Ils dérobèrent à Venise l'art de fondre et de polir les glaces. Ils établirent à Lyon des étoffes mêlées de soie, d'or et d'argent, qui ne tardèrent pas à devenir les premières, presque les seules de l'Europe. Ils créèrent des manufactures de tapisserie, qui surpassèrent tout ce qu'on connaissait de plus beau en ce genre. Et, ce qui est plus important encore, ils réprimèrent l'avidité des financiers; ils

mirent de l'économie dans les dépenses ; ils payèrent les dettes de l'état ; ils encouragèrent l'exportation des denrées ; ils soulagèrent les campagnes , et assurèrent à tous les citoyens la jouissance tranquille de leur fortune. Que de biens l'état pouvait se promettre des soins réunis de ces deux grands hommes , si le monarque n'eût été assassiné , et si le serviteur n'eût été proscrit après la fin tragique de son maître !

Malheureusement les restaurateurs de la France ne laissèrent point de successeurs. Après eux le royaume fut gouverné par Richelieu et par Mazarin , livrés tous deux aux traitans ; occupés , l'un de sa domination et de sa vengeance ; l'autre , d'intrigues et de brigandages.

Aucun des souverains de cette belle monarchie n'avait pensé sérieusement aux avantages que pouvait procurer le commerce des Indes ; et l'éclat qu'il donnait aux autres nations n'avait pas réveillé l'émulation des Français. Ils consommaient plus de productions orientales que les autres peuples ; ils étaient aussi favorablement situés pour les aller chercher à leur source , et ils se bornaient à payer à l'activité étrangère une industrie qu'il ne tenait qu'à eux de partager.

II. Premiers voyages des Français aux Indes.

Cependant quelques marchands de Rouen avaient , dès 1503 , expédié un faible bâtiment pour ces régions lointaines. Gonneville , qui le commandait , fut accueilli au Cap de Bonne-Espérance par une tempête qui le jeta sur une terre

inconnue, qu'il nomma Inde méridionale. Cette découverte, qui pouvait devenir une source de gloire et de fortune, n'eut aucune suite. On ne donna pas plus d'attention aux édits du gouvernement qui, en 1537 et en 1578, exhortèrent les peuples aux voyages de long cours. Le ministère était alors trop haï et trop décrié pour que ses lumières ou ses promesses pussent inspirer la moindre confiance.

En 1601, une société, formée en Bretagne, fit partir deux navires pour prendre part, s'il était possible, aux richesses de l'Orient. Pyrard, qui était embarqué sur l'un des deux, arriva aux Maldives, et ne revit sa patrie qu'après dix ans d'une navigation malheureuse.

Gérard le Roy, qui avait fait plusieurs voyages dans les mers d'Asie sur des vaisseaux hollandais, offrit ce qu'il avait acquis d'expérience à quelques négocians qu'il savait disposés à se réunir pour le commerce des Indes. Un privilége leur fut accordé en 1604; mais les fonds manquèrent. Sept ans après, Gérard réussit à former une nouvelle association, dont l'inaction fut la même que celle de la première, et pour la même cause. Enfin l'infatigable Flamand vint à bout de créer, en 1615, une troisième compagnie, qui, jointe à la seconde, se trouva en état de faire partir l'année suivante pour l'île de Java deux très-bons navires pourvus de tout ce qui était nécessaire pour remplir l'objet qu'on se proposait.

Les bâtimens arrivèrent très-heureusement à leur destination. Le bonheur ne les abandonna pas dans leurs ventes et dans leurs achats. Satisfaits de leurs voyages, ils se disposaient gaîment à leur retour, lorsque la jalousie, qui ne dort jamais, vint détruire leurs espérances. Le chef du comptoir hollandais ordonna aux sujets de la république embarqués sur ces navires de les quitter sans délai. Cet ordre, qui privait les Français de la moitié de leurs équipages, les réduisit à vendre à vil prix un de leurs navires, et à entasser dans l'autre, le moins mal qu'il leur fut possible, la majeure partie de leurs marchandises.

Comme, malgré un désastreux événement qui ne devait pas se répéter, l'expédition avait été sans perte, on fit partir de Honfleur, le 2 octobre 1619, deux vaisseaux de quatre cents et de quatre cent cinquante tonneaux, et un aviso de soixante-quinze. Leur destination était pour Sumatra, et ils formèrent à Achem deux des plus belles cargaisons de poivre qui fussent jamais sorties de ce port, alors fort célèbre. Malheureusement un des deux gros navires se perdit sur la côte de Java, ou, comme le bruit s'en répandit, fut coulé à fond, avec ceux qui le montaient, par les Hollandais; et l'autre, commandé par l'intrépide, par le vertueux Beaulieu, entra au Havre-de-Grâce le 1er décembre de l'an 1620.

Alors changèrent les projets du monopole. On lui avait donné une haute idée de l'île de Mada-

gascar. Il jugea convenable d'y former un grand établissement, dans la persuasion que cé serait un moyen infaillible d'assurer le succès de ses premières vues. Vaines espérances. Vingt ans s'écoulèrent sans qu'il eût été expédié un seul bâtiment aux Indes, sans même que la colonie qui devait frayer un si facile chemin au riche commerce de ces contrées eût réellement acquis un commencement d'existence.

L'association était ruinée pour avoir aveuglément adopté et opiniâtrément suivi un plan détestable. Celle qui, en 1642, la remplaça ne se montra pas plus sage. Jamais son pavillon ne flotta sur les mers d'Asie, et toute son action se borna encore à Madagascar. Avec d'énormes dépenses elle réussit à y élever quatre ou cinq bourgades situées sur la côte, construites de planches, couvertes de feuilles, entourées de pieux, et décorées du nom imposant de forts, parce qu'on y voyait quelques canons. Ces misérables huttes avaient pour défenseurs une centaine de brigands, dont les cruautés et les rapines augmentaient chaque jour la haine vouée à leur nation. Quelques districts abandonnés par les naturels du pays, quelques cantons plus étendus, que la violence forçait à un tribut en denrées, c'était tout ce qu'avaient produit vingt ans de travaux et de profusions.

Le maréchal de La Meilleraie, auquel tous les moyens de fortune étaient égaux, et qui se croyait

homme d'état, voulut, en 1654 suivre, pour son utilité particulière, une entreprise qui ne lui paraissait avoir échoué que par la sottise ou par la folie de ceux qui l'avaient jusqu'alors conduite. Il expédia deux ou trois navires pour Madagascar; mais avec si peu de succès, qu'à sa mort tout ce qui lui appartenait dans la colonie ne fut vendu que vingt mille francs.

III. On établit en France une compagnie pour les Indes. Encouragemens accordés à cette société.

Enfin Colbert entreprit, en 1664, de donner le commerce des Indes à la France. Cette liaison avec l'Asie présentait de grands inconvéniens. Elle ne pouvait guère procurer que des objets de luxe; elle retardait le progrès des arts qu'on travaillait à établir si heureusement; elle ne procurait que peu de débouchés aux denrées, aux manufactures nationales; elle devait occasionner une grande exportation de métaux. Des considérations de cette importance étaient bien propres à faire balancer un administrateur dont les travaux n'avaient pour but que d'étendre l'industrie, que de multiplier les richesses du royaume. Mais, à l'exemple des autres peuples de l'Europe, les Français montraient un goût décidé pour les superfluités de l'Orient. On pensa qu'il serait plus utile, plus honorable même de les aller chercher à travers un océan immense que de les recevoir de ses rivaux, peut-être de ses ennemis.

La manière de fournir cette carrière était toute tracée. Il était alors si généralement reçu qu'un privilége exclusif pouvait seul conduire des opé-

rations si délicates et si compliquées, que le spéculateur le plus hardi ne se serait pas permis un doute. Il fut donc créé une compagnie avec tous les priviléges dont jouissaient celles de Hollande et d'Angleterre. On alla même plus loin. Colbert, considérant qu'il y a naturellement pour les grandes entreprises de commerce une confiance dans les républiques qui ne se trouve pas dans les monarchies, eut recours à tous les expédiens propres à la faire naître.

Le privilége exclusif fut accordé pour cinquante ans, afin que la compagnie fût enhardie à former de grands établissemens dont elle aurait le temps de recueillir le fruit.

Tous les étrangers qui y prendraient un intérêt de vingt mille livres devenaient régnicoles sans avoir besoin de se faire naturaliser.

Au même prix, les officiers, à quelques corps qu'ils fussent attachés, étaient dispensés de résidence, sans rien perdre des droits et des gages de leurs places.

Ce qui devait servir à la construction, à l'armement, à l'avitaillement des vaisseaux, était déchargé de tous les droits d'entrée et de sortie, ainsi que des droits de l'amirauté.

L'état s'obligeait à payer cinquante francs par tonneau des marchandises qu'on porterait de France aux Indes, et soixante-quinze livres pour chaque tonneau qu'on en rapporterait.

On s'engageait à soutenir les établissemens de

la compagnie par la force des armes, à escorter ses convois et ses retours par des escadres aussi nombreuses que les circonstances l'exigeraient.

La passion dominante de la nation fut intéressée à cet établissement. On promit des honneurs et des titres héréditaires à tous ceux qui se distingueraient au service de la compagnie.

Les fonds de la nouvelle société devaient être de quinze millions, somme à peu près égale à ce que nous appelons aujourd'hui trente millions. Comme l'argent n'était pas alors fort abondant, et que les idées de la nation n'étaient pas encore tournées vers les grandes opérations de commerce, le gouvernement s'engagea à prêter le cinquième de ce capital sans intérêt pendant dix ans. Les grands, les magistrats, les citoyens de tous les ordres, furent invités à prendre part au reste. La nation, jalouse de plaire à son prince, qui ne l'avait pas encore écrasée du poids de sa fausse grandeur, s'y porta avec un empressement extrême.

Madagascar fut encore destiné à être le berceau de la nouvelle association. Les malheurs répétés qu'on y avait éprouvés n'empêchèrent pas de penser que c'était la meilleure base pour le vaste édifice qu'on travaillait à élever. Pour juger sainement de ces vues, il faut prendre de cette île célèbre la connaissance la plus approfondie qu'il sera possible.

Madagascar, séparé du continent de l'Afrique IV. Les Françai

ɛnt des nies à ıgascar. ription ɛtte île.

par le canal de Mozambique, est situé à l'entrée de l'Océan indien, entre le douzième et le vingt-cinquième degré de latitude, entre le soixante-deuxième et le soixante-dixième de longitude. Il a trois cent trente-six lieues de long, cent vingt de large, et huit cents de circonférence.

Les côtes de cette grande île sont généralement malsaines. Ce malheur tient à des causes physiques qu'on pourrait changer. La terre que nous habitons n'est devenue salubre que par les travaux de l'homme. Dans son origine elle était couverte de forêts et de marécages qui corrompaient l'air. C'est l'état actuel de Madagascar. Les pluies, comme dans les autres pays situés entre les tropiques, y ont des temps marqués. Elles forment des rivières, qui, cherchant à se dégorger dans l'Océan, trouvent leur embouchure fermée par des sables que le mouvement de la mer y a poussés durant la saison sèche, c'est-à-dire lorsque les eaux n'avaient pas assez de volume et de vitesse pour se faire jour. Arrêtées par cette barrière, elles refluent dans la plaine, y sont quelque temps stagnantes, et remplissent l'horizon d'exhalaisons meurtrières, jusqu'à ce que, surmontant l'obstacle qui les retenait, elles se ménagent enfin une issue. Ce système paraîtra d'une vérité sensible, si l'on fait attention que les côtes ne sont malsaines que dans la mousson pluvieuse, que la colonne d'air corrompu ne s'étend jamais bien loin, que le ciel

est toujours pur dans l'intérieur des terres, et que le rivage est constamment salubre dans tous les lieux où, par des circonstances locales, le cours des rivières est libre sans interruption.

Par quelque vent que le navigateur arrive à Madagascar, il n'aperçoit qu'un sable aride. Cette stérilité finit à une ou deux lieues. Dans le reste de l'île, le sol, abandonné à lui-même, se couvre d'un grand nombre de plantes particulières à la zone torride, et a été trouvé très-favorable à toutes les productions qui peuvent se cultiver sous ce ciel ardent. Les palmiers, les cocotiers, les orangers, les bois de construction et d'ameublement sont également communs dans les plaines et sur les montagnes.

« Quel admirable pays que Madagascar, s'é-
« criait, il y a dix ou douze ans, Commerson, un
« des plus exacts, des plus infatigables botanistes
« de notre siècle ! Ce n'est pas dans une course
« rapide qu'on peut parvenir à reconnaître ses
« riches productions. Ce serait l'étude d'une lon-
« gue suite de siècles, et encore faudrait-il des
« académies entières pour une si abondante mois-
« son. C'est dans cette île qu'est la véritable terre
« de promission pour les naturalistes. C'est là que
« la nature semble s'être retirée dans un sanctuaire
« particulier pour y travailler sur d'autres mo-
« dèles que ceux auxquels elle est asservie dans
« d'autres contrées. Les formes les plus insolites
« et les plus merveilleuses s'y rencontrent à chaque

« pas. A leur vue, Linné lui-même conviendrait
« qu'on n'a encore soulevé qu'un coin du voile
« qui couvre les productions éparses de la nature.
« On ne peut s'empêcher, à la vue des trésors
« répandus à pleines mains sur cette terre fertile,
« de regarder en pitié ces sombres spéculateurs de
« cabinet qui passent leur vie à forger de vains
« systèmes, et dont tous les efforts n'aboutissent
« qu'à faire des châteaux de cartes. »

Il n'y a proprement de culture à Madagascar que celle du riz. On arrache le jonc qui croît dans les marais. La semence y est jetée à la volée. Des troupeaux les traversent ensuite, et par leur piétinement enfoncent le grain dans la terre. Le reste est abandonné au hasard. Une autre espèce de riz est cultivée dans la saison des pluies sur les montagnes avec la même négligence. Ces contrées ne sont pas fécondées par les sueurs de l'homme. La fertilité du sol et des eaux bienfaisantes y doivent tenir lieu de tous les travaux.

Des bœufs, des moutons, des porcs, des chèvres paissent jour et nuit dans les prairies sans cesse renaissantes que la nature a formées à Madagascar. On n'y voit ni chevaux, ni buffles, ni chameaux, ni aucune espèce de bêtes de charge ou de monture, quoique tout annonce qu'elles y dussent prospérer.

On a cru trop légèrement que l'or et l'argent étaient des productions de l'île. Mais il est prouvé que, non loin de la baie d'Antongil, il se trouve

des mines de cuivre assez abondantes, et des mines d'un fer très-pur dans l'intérieur des terres.

L'origine des Madecasses se perd, comme celle de la plupart des peuples, dans des fables extravagantes. Sont-ils indigènes, ont-ils été transplantés? C'est vraisemblablement ce qui ne sera jamais éclairci. Cependant on ne peut s'empêcher de penser qu'ils ne sont pas tous sortis d'une souche commune, quand on réfléchit aux différentes formes qui les distinguent.

Cette variété tient sans doute à la formation générale des îles. Toutes ont été liées à quelque continent dans des temps antérieurs à l'origine de la navigation, et en ont été séparées par ces bouleversemens qui ne se renouvellent que trop souvent. Si la rupture a été subite, l'île ne vous offrira qu'une seule race d'hommes. Si les contrées adjacentes ont été menacées long-temps avant le déchirement, alors le péril mit les différens peuples en mouvement. Chacun courut en tumulte vers le lieu où il se promettait quelque sécurité. Cependant le terrible phénomène s'exécuta; et l'espace entouré d'eaux renferma des races qui n'avaient ni la même couleur, ni la même stature, ni la même langue.

Tout porte à croire qu'il en a été ainsi à Madagascar. Ses côtes offrent des hommes qui ressembleraient parfaitement aux esclaves que fournit l'Afrique occidentale, s'ils étaient aussi vigoureux. Les peuples de l'intérieur n'ont pas, comme leurs

voisins, le nez aplati, les lèvres grosses, les cheveux crépus : moins noirs et plus faibles, ils ont des traits et une physionomie qui les rapprochent des Chinois. Il n'y a pas deux siècles qu'on voyait dans plusieurs cantons un grand nombre d'habitans dont la couleur tenait du blanc et du rouge, et qu'on croyait originairement Arabes. Le bruit s'est enfin répandu de nos jours qu'il existe à l'ouest de l'île un peuple appelé Quimosse, qui n'a communément que quatre pieds, et qui ne s'élève jamais à plus de quatre pieds quatre pouces. On le croit réduit à quinze mille âmes. Il devait être plus nombreux avant la guerre meurtrière et malheureuse qui lui fit quitter ses premiers foyers. Forcé de s'expatrier, il se réfugia dans une vallée très-fertile et entourée de hauteurs escarpées, où il vit sans communication avec ses voisins. Lorsque ses anciens vainqueurs se réunissent pour l'attaquer dans cette position heureuse, il lâche un grand nombre de bœufs sur la croupe de ses montagnes. Les assaillans, qui n'avaient que ce butin en vue, s'emparent des troupeaux, et quittent les armes pour les reprendre lorsqu'ils peuvent encore réussir à former une confédération assez puissante pour déterminer les Quimosses à acheter de nouveau la paix.

Cet expédient, qui convient aux faibles et timides Quimosses, s'il est vrai qu'ils existent, ne conviendrait nullement à une nation puis-

sante. Le souverain ou le ministre pusillanime qui achète la paix invite son ennemi à la guerre, et le fortifie de tout l'argent qu'il lui accorde et dont il s'affaiblit. C'est un mauvais politique, qui se conduit comme s'il ne lui restait que quelques années à vivre, et qui se soucie fort peu de ce que l'empire deviendra après sa mort.

Madagascar est divisé en plusieurs peuplades plus ou moins nombreuses, mais indépendantes les unes des autres. Chacune de ces faibles associations habite un canton qui lui est propre, et se gouverne elle-même par ses usages. Un chef, tantôt électif, tantôt héréditaire, et quelquefois usurpateur, y jouit d'une assez grande autorité. Cependant il ne peut entreprendre la guerre que de l'aveu des principaux membres de l'état, ni la soutenir qu'avec les contributions et les efforts volontaires de ses peuples.

Le dépouillement des champs ensemencés, le vol des troupeaux, l'enlèvement des femmes et des enfans, telles sont les sources ordinaires de leurs divisions. Ces peuples agrestes sont tourmentés de la rage de jouir par l'injustice et la violence aussi vivement que les nations les plus policées. Leurs hostilités ne sont pas meurtrières; mais les prisonniers deviennent toujours esclaves.

On n'a pas à Madagascar une idée fort étendue de ce droit de propriété d'où dérive le goût du travail, le motif de la défense et la soumission au gouvernement. Aussi les peuples y montrent-

ils peu d'attachement pour les lieux qui les ont vus naître. Des raisons de mécontentement, de convenance ou de nécessité, leur font aisément quitter leur demeure pour une autre contrée plus abondante ou plus éloignée de leurs ennemis. Souvent même, par pure inconstance, un Madecasse se choisit une autre patrie pour en changer encore lorsqu'il aura un nouveau caprice, ou qu'il craindra quelque châtiment pour un acte de fureur ou pour un larcin. Il est assuré de trouver partout des terres à cultiver. Jamais elles ne sont partagées. C'est ordinairement la commune qui les ensemence et qui en partage ensuite les productions. Ainsi le droit civil est peu de chose dans ces régions : mais le droit politique y est encore moins étendu.

Quoique les Madecasses admettent confusément la doctrine si répandue des deux principes, ils n'ont point de culte. Ils ne soupçonnent pas l'existence d'une autre vie, et cependant ils croient aux revenans : mais doit-on chercher des idées mieux liées parmi des barbares qu'on n'en trouve chez les nations les plus éclairées? Le plus funeste de leurs préjugés est celui qui a établi des jours heureux et malheureux. On fait inhumainement mourir les enfans nés sous des auspices peu favorables. C'est une erreur cruelle qui empêche ou détruit la population.

Peu de nations supportent la douleur et les événemens fâcheux avec autant de patience que

les Madecasses. La vue même de la mort, dont l'éducation ne les a pas accoutumés à redouter les suites, ne les trouble pas. Ils attendent avec une résignation qu'on a peine à comprendre le moment de leur destruction, si désespérant pour nous. C'est peut-être une consolation pour eux d'avoir la certitude qu'ils ne seront pas oubliés lorsqu'ils auront cessé d'exister. Le respect pour les ancêtres est poussé très-loin dans ces régions sauvages. Il est ordinaire d'y voir des hommes de tous les âges aller pleurer sur le tombeau de leurs pères, et leur demander des conseils dans les actions les plus intéressantes de la vie.

Ces insulaires, robustes et assez bien faits, n'ont pas la même indifférence pour le présent que pour l'avenir. Comme ils ne sont jamais gênés dans leurs goûts par le frein de la morale ou de la religion, ni par cette police éclairée qui arrête les penchans de l'homme pour établir l'ordre de la société, ils sont tout entiers à leurs passions. Ils aiment avec transport les fêtes, le chant, la danse, les liqueurs fortes, et surtout les femmes. Tous les instans d'une vie oisive, sédentaire et abondante s'écoulent dans les plaisirs des sens, refusés par la nature aux sauvages du nord, qui épuisent leurs facultés physiques dans la recherche des alimens nécessaires à leur misérable et précaire existence. Outre la compagne qu'ils épousent en cérémonie, les Madecasses prennent autant de concubines qu'ils peuvent en avoir. Le

divorce est commun chez eux, quoique rien n'y soit plus rare que la jalousie. La plupart se tiennent même honorés d'avoir des enfans adultérins, quand ils sont de race blanche. L'illustration de l'origine fait passer sur l'irrégularité de la naissance.

On aperçoit un commencement de lumière et d'industrie chez ces peuples. Avec de la soie, du coton, du fil d'écorce d'arbre, ils fabriquent quelques étoffes. L'art de fondre et de forger le fer ne leur est pas entièrement inconnu. Leurs poteries sont assez agréables. Dans plusieurs cantons ils pratiquent la manière de peindre la parole par le moyen de l'écriture. Ils ont même des livres d'histoire, de médecine, d'astrologie, sous la garde de leurs *ombis*, qu'on a pris mal à propos pour des prêtres, et qui ne sont réellement que des imposteurs qui se disent et peut-être se croient sorciers. Ces connaissances, plus répandues à l'ouest que dans le reste de l'île, y ont été portées par des Arabes qui, de temps immémorial, y viennent trafiquer.

On a calomnié les Madecasses, lorsque sur un petit nombre d'actes isolés d'emportement et de rage, commis dans l'accès de quelque passion violente, on n'a pas craint d'accuser la nation entière de férocité. Ils sont naturellement sociables, vifs, gais, vains, et même reconnaissans. Tous les voyageurs qui ont pénétré dans l'intérieur de l'île y ont été accueillis, secourus dans

leurs besoins, traités comme des hommes, comme des frères. Sur les côtes, où la défiance est communément plus grande, les navigateurs n'ont que rarement éprouvé des violences et des perfidies. Vingt-quatre familles arabes qui, très-anciennement, avaient usurpé l'empire dans la province d'Anossi, en ont long-temps joui sans trouble, et l'ont perdu en 1771, sans être ni chassées, ni massacrées, ni opprimées. Enfin la langue de ces insulaires se prête aisément à l'expression des sentimens les plus tendres, et c'est un préjugé très-favorable de la douceur de leurs mœurs, de leur sociabilité.

v. Conduite des Français à Madagascar. Ce qu'ils pouvaient et devaient y faire.

Tel était Madagascar lorsqu'en 1665 il y arriva quatre vaisseaux français. Le corps qui les avait expédiés était résolu à former un établissement solide dans cette île. Ce projet était sage, et l'exécution n'en devait pas être fort coûteuse.

Toutes les colonies que les Européens ont établies en Amérique pour en obtenir des productions, ou au Cap de Bonne-Espérance, dans les îles de France, de Bourbon, de Sainte-Hélène, pour l'exploitation de leur commerce aux Indes, ont exigé des dépenses énormes, un très-long temps, et des travaux considérables. Plusieurs de ces régions étaient entièrement désertes, et l'on ne voyait dans les autres que des habitans qu'il n'était pas possible de rendre utiles. Madagascar offrait au contraire un sol naturellement fertile, et un peuple nombreux, docile, intelligent, qui

n'avait besoin que d'instruction pour seconder efficacement les vues qu'on se proposait.

Ces insulaires étaient fatigués de l'état de guerre et d'anarchie où ils vivaient continuellement. Ils soupiraient après une police qui pût les faire jouir de la paix, de la liberté. Des dispositions si favorables ne permettaient pas de douter qu'ils ne se prêtassent facilement aux efforts qu'on voudrait faire pour leur civilisation.

Rien n'était plus aisé que de la rendre très-avantageuse. Avec des soins suivis, Madagascar devait produire beaucoup de denrées convenables pour les Indes, pour la Perse, pour l'Arabie et pour le continent de l'Afrique. En y attirant quelques Indiens et quelques Chinois, on y aurait naturalisé tous les arts, toutes les cultures de l'Asie. Il était facile d'y construire des navires, parce que les matériaux s'y trouvaient de bonne qualité et en abondance; de les armer même, parce que les hommes s'y montraient propres à la navigation. Toutes ces innovations auraient eu une solidité que les conquêtes des Européens n'auront pas aux Indes, où les naturels du pays ne prendront jamais nos lois, nos mœurs, notre culte, ni par conséquent cette disposition favorable qui attache les peuples à une domination nouvelle.

Une si heureuse révolution ne devait pas être l'ouvrage de la violence. Un peuple brute et nombreux n'aurait pas présenté ses mains aux fers dont une poignée de féroces étrangers auraient

voulu le charger. C'était par la voie douce de la persuasion ; c'était par l'appât si séduisant du bonheur ; c'était par l'attrait d'une vie tranquille ; c'était par les avantages de notre police, par les jouissances de notre industrie, par la supériorité de notre génie qu'il fallait amener l'île entière à un but également utile aux deux nations.

La législation qu'il convenait de donner à ces peuples devait être assortie à leurs mœurs, à leur caractère, à leur climat. Elle devoit s'éloigner en tout de celle de l'Europe, corrompue et compliquée par la barbarie des coutumes féodales. Quelque simple qu'elle fût, les points divers n'en pouvaient être proposés que successivement, et à mesure que l'esprit de la nation se serait éclairé, qu'il se serait étendu. Peut-être même n'aurait-il pas fallu songer à y amener les hommes dont l'âge aurait fortifié les habitudes ; peut-être aurait-il fallu s'attacher uniquement aux jeunes gens qui, formés par nos institutions, seraient devenus avec le temps des missionnaires politiques qui auraient multiplié les prosélytes du gouvernement.

Le mariage des filles madecasses avec les colons français aurait encore plus avancé le grand système de la civilisation. Ce lien, si cher et si sensible, aurait éteint ces distinctions odieuses qui nourrissent des haines éternelles et qui séparent à jamais des peuples habitant la même région, vivant sous les mêmes lois.

Il eût été contre toute justice, contre toute politique de prendre arbitrairement des terres pour y placer les nouvelles familles. On aurait demandé à la nation assemblée celles qui n'auraient pas été occupées ; et, pour assurer plus de consistance à l'acquisition, le gouvernement en aurait donné un prix qui pût plaire à ces insulaires. Ces champs, légitimement acquis, auraient eu pour la première fois des maîtres. Le droit de propriété se serait établi de proche en proche. Avec le temps, toutes les peuplades de Madagascar auraient librement adopté une innovation dont aucun préjugé ne peut obscurcir les avantages.

Plus les colonies qu'il s'agissait de fonder à Madagascar pouvaient réunir de genres d'utilité, mieux il fallait choisir les situations propres à les faire éclore, à les multiplier, à les vivifier, à les conserver. Indépendamment d'un établissement qu'il était peut-être convenable de placer dans l'intérieur de l'île pour obtenir de bonne heure la confiance des Madecasses, il était indispensable d'en former quatre sur les côtes. L'un à la baie de Saint-Augustin, qui aurait ouvert une communication facile au continent d'Afrique ; le second à Louquez, où une chaleur vive et continue devait faire prospérer toutes les plantes de l'Inde ; le troisième au fort Dauphin, qu'une température douce et saine rendait propre au blé et à la plupart des productions de l'Europe ; le

quatrième enfin à Tametave, la contrée la plus fertile, la plus peuplée, la plus cultivée du pays. Cette dernière position méritait même d'être choisie pour être le chef-lieu de la colonie, et voici pourquoi.

On ne voit à Madagascar qu'un très-petit nombre d'anses et de rivières où les navires puissent aborder. Partout ailleurs ils sont obligés de mouiller au large, et réduits à faire la traite avec leurs bateaux, ou même seulement avec des pirogues. Il n'y a point de port connu dans l'île. C'est une erreur de croire qu'il serait possible d'en former un au fort Dauphin en élevant un môle sur des récifs qui s'avancent dans la mer. Les travaux d'une si grande entreprise ne seraient pas seulement immenses, la dépense en serait encore inutile. Jamais un môle ne mettrait à l'abri des ouragans des vaisseaux que les montagnes elles-mêmes n'en garantissent pas. D'ailleurs ce port factice, ouvert en partie à la fureur des vagues, aurait nécessairement peu d'étendue. Les navires n'y auraient point de chasse. Un seul démarré les ferait tous échouer; et ils périraient sans ressource sur une côte où la mer est toujours agitée, où les sables sont mouvans partout.

Il n'en est pas ainsi à Tametave. La baie, débarrassée de cette incommode barre qui s'étend sur toute la côte de l'est de Madagascar, est très-spacieuse. Le mouillage y est bon. Les vaisseaux y sont à l'abri des plus fortes brises. Le débar-

quement y est facile. Il suffirait de faire creuser l'espace d'une lieue et demie la grande rivière qui s'y jette pour faire arriver les plus gros bâtimens à l'étang de Nosse-Bé, où la nature a formé un excellent port. Au milieu est une île dont l'air est très-pur, et dont la défense serait aisée. Cette position a cela d'heureux, qu'avec quelques précautions on en pourrait fermer l'entrée aux escadres ennemies.

Tels étaient les avantages que la compagnie de France pouvait retirer de Madagascar. La conduite de ses agens ruina malheureusement ces brillantes espérances. Ils détournèrent sans pudeur une partie des fonds dont ils avaient l'administration ; ils consumèrent en dépenses folles ou inutiles des sommes plus considérables ; ils se rendirent également odieux, et aux Européens dont ils devaient encourager les travaux, et aux naturels du pays qu'il fallait gagner par la douceur et par des bienfaits. Les crimes et les malheurs se multiplièrent à un tel excès, qu'en 1670 les associés crurent devoir remettre au gouvernement une possession qu'ils tenaient de lui. Le changement de domination n'amena pas un meilleur esprit. La plupart des Français qui étaient restés dans l'île furent massacrés deux ans après. Ceux qui avaient échappé à cette mémorable boucherie s'éloignèrent pour toujours d'une terre qui était moins souillée par leur sang que par leurs forfaits.

La cour de Versailles a jeté de loin en loin quelques regards sur Madagascar, mais sans en sentir jamais vivement le prix. Il fallait que cette puissance perdît tout son commerce, toute sa considération dans l'Inde pour se pénétrer de l'importance d'une île dont la possession lui aurait vraisemblablement épargné ces calamités. Depuis cette funeste époque on l'a vue occupée du désir de s'y établir. Les trois tentatives de 1770, 1773 et de 1776, ne doivent pas l'avoir découragée, parce qu'elles ont été faites sans plan, sans moyens, et qu'au lieu d'y employer le superflu des habitans de Bourbon, hommes pacifiques, sages et acclimatés, on n'y a envoyé que des vagabonds ramassés dans les boues de l'Europe. Des mesures plus sages et mieux combinées la conduiront sûrement au but qu'elle se propose. Ce n'est pas seulement la politique qui veut qu'on se roidisse contre les difficultés inséparables de cette entreprise, l'humanité doit parler plus haut, plus énergiquement encore que l'intérêt.

Quelle gloire ce serait pour la France de retirer un peuple nombreux des horreurs de la barbarie! de lui donner des mœurs honnêtes, une police exacte, des lois sages, une religion bienfaisante, des arts utiles et agréables; de l'élever au rang des nations instruites et civilisées! Hommes d'état, puissent les vœux de la philosophie, puissent les vœux d'un citoyen aller jusqu'à vous! S'il est

beau de changer la face du monde pour faire des heureux ; si l'honneur qui en revient appartient à ceux qui tiennent les rênes des empires, sachez qu'ils sont comptables à leur siècle et aux générations futures, non-seulement de tout le mal qu'ils font, mais de tout le bien qu'ils pourraient faire et qu'ils ne font pas. Vous êtes jaloux d'une véritable gloire parmi vos contemporains; et quelle plus grande gloire que celle que je vous propose? Vous désirez que votre nom s'immortalise ; songez que les monumens élevés en bronze sont plus ou moins rapidement détruits par le temps. Confiez le soin de votre réputation à des êtres qui se perpétueront en se régénérant. Le marbre est muet; l'homme parle. Faites-le donc parler de vous avec éloge. Si la corruption s'introduit dans la législation sage que vous aurez instituée , c'est alors que vous serez véritablement révérés. C'est alors qu'on reviendra sur le siècle où vous existâtes , et qu'on donnera des larmes à votre mémoire. Je vous promets les pleurs de l'admiration pendant votre vie, et les pleurs du regret de longs siècles après votre mort.

La compagnie des Indes n'avait pas des desseins si élevés lorsqu'elle jugea, en 1670, qu'il lui convenait d'abandonner Madagascar. Trois ans auparavant avaient été expédiés de cette île, pour les mers d'Asie, quelques bâtimens chargés d'élever des comptoirs dans les lieux qui seraient jugés les plus convenables. On réussit assez faci-

lement à Bantam, qui devait fournir une grande abondance de poivre, alors une des productions les plus recherchées de l'Orient. Mazulipatnam était encore le premier de tous les marchés pour les belles toiles d'Orixa, du Coromandel et du Bengale. Marcara, né Persan, mais attaché à la France, obtint, malgré les intrigues des Hollandais et des Anglais, la permission d'y former un établissement avec des priviléges supérieurs à tous ceux qui avaient été accordés. Cependant ce fut Surate qui fut choisie pour être le centre de toutes les affaires que l'association se proposait de faire dans les régions soumises à son monopole.

C'était de cette ville que devaient partir les ordres pour toutes les loges subalternes. C'était dans cette ville que devaient se réunir leurs marchandises. C'était là enfin que devaient se faire les grands achats, et y être embarqués pour l'Europe avec ce qui y aurait été envoyé des autres comptoirs. Le lieu était propre à sa destination, parce que c'était l'entrepôt des productions des manufactures de plusieurs contrées, et principalement du Guzurate.

VI. Les Français font de Surate le centre de leur commerce. Idée du Guzurate, où cette ville est située.

Le Guzurate est une presqu'île de cent lieues de long sur presque autant de large, entre le golfe de Cambaie et l'Indus. Ses habitans ne sont pas noirs comme la plupart des Indiens, mais blancs, ou plutôt jaunes comme les Marattes. On vante leur douceur, leur humanité et leur goût pour le travail. Outre l'idiome qui leur est particulier,

la plupart parlent la langue générale de l'Indostan, et un très-grand nombre le persan, mais un peu corrompu. Un sol excellent et bien arrosé, des manufactures multipliées suffisaient au bonheur de ce peuple nombreux et pacifique, lorsqu'une colonie étrangère vint augmenter ses prospérités.

Dans le septième siècle, le dernier roi de Perse, de la dynastie des Sassanides, fut détrôné par les Mahométans. Plusieurs de ses sujets, mécontens du peuple vainqueur, se réfugièrent dans le Kohestan. d'où, cent ans après, ils descendirent à l'île d'Ormuz. Bientôt ils firent voile pour l'Inde, et abordèrent heureusement à Diu. Peu satisfaits encore de cet asile, ils se rembarquèrent, et les flots les poussèrent sur une plage riante, entre Daman et Baçaïm. Le prince qui donnait des lois à ce canton ne consentit à les recevoir qu'à condition qu'ils dévoileraient les mystères de leur croyance, qu'ils quitteraient leurs armes, qu'ils parleraient l'idiome du pays, qu'ils feraient paraître leurs femmes en public sans voile, et qu'ils célébreraient leurs mariages à l'entrée de la nuit, selon la pratique généralement reçue. Comme ces stipulations n'avaient rien de contraire au culte qu'ils professaient, les réfugiés les acceptèrent sans difficulté.

Du territoire très-resserré où on les avait reçus, ils se répandirent bientôt dans les états voisins, à Surate, et principalement dans le Guzurate,

qui ouvrait une carrière plus vaste et plus utile à leurs talens pour l'agriculture. L'habitude du travail, contractée et perpétuée par une heureuse nécessité, les fit prospérer. Assez sages pour ne se mêler ni du gouvernement, ni de la guerre, ils jouirent d'une paix profonde au milieu des révolutions. Cette circonspection et une grande aisance augmentèrent beaucoup leur nombre. Ils formèrent toujours, sous le nom de *Parsis*, un peuple séparé, par l'attention qu'ils eurent de ne point se mêler avec les Indiens, et par l'attachement aux principes religieux qui leur avaient fait quitter leur patrie. Ce sont ceux de Zoroastre, mais un peu altérés par le temps, par l'ignorance, et par l'avidité des prêtres.

L'industrie, l'activité de ces nouveaux habitans, se communiquèrent à la nation hospitalière qui les avait si sagement accueillis. Le sucre, le blé, l'indigo, d'autres productions, furent naturalisés sur un sol que des rizières avaient jusqu'alors principalement couvert. On multiplia, on varia, on perfectionna les fruits et les troupeaux. Les campagnes de l'Inde offrirent pour la première fois ces haies, ces enclos, ces autres agrémens utiles et champêtres qui embellissent ou enrichissent quelques-unes de nos contrées. Les ateliers firent les mêmes progrès que les cultures. Le coton prit de plus belles formes, et la soie fut enfin mise en œuvre dans la province. L'accroissement des subsistances, des travaux et

de la population, étendit avec le temps les relations extérieures.

L'éclat que jetait le Guzurate excita l'ambition de deux puissances redoutables. Tandis que les Portugais le pressaient du côté de la mer par les ravages qu'ils faisaient, par les victoires qu'ils remportaient, par la conquête de Diu, regardé avec raison comme le boulevart du royaume, les Mogols, déjà maîtres du nord de l'Inde, et qui brûlaient d'avancer vers les contrées méridionales, où étaient le commerce et les richesses, le menaçaient dans le continent.

Badour, Patane de nation, qui gouvernait alors le Guzurate, sentit l'impossibilité de résister à la fois à deux ennemis si acharnés. Il crut avoir moins à craindre d'un peuple dont les forces étaient séparées de ses états par des mers immenses que d'une nation puissamment établie aux frontières de ses provinces. Cette considération le réconcilia avec les Portugais. Les sacrifices qu'il leur fit les déterminèrent même à joindre leurs troupes aux siennes contre Akbar, dont ils ne redoutaient guère moins que lui l'activité et le courage.

Cette alliance déconcerta des hommes qui avaient compté n'avoir affaire qu'à des Indiens. Ils ne pouvaient se résoudre à combattre des Européens qui passaient pour invincibles. Les naturels du pays, encore pleins de l'effroi que ces conquérans leur avaient causé, les peignaient aux

soldats mogols comme des hommes descendus du ciel ou sortis des eaux, d'une espèce infiniment supérieure aux Asiatiques en valeur, en génie, et en connaissances. Déjà l'armée, saisie de frayeur, pressait ses généraux de la ramener à Delhy, lorsqu'Akbar, convaincu qu'un prince qui entreprend une grande conquête doit lui-même commander ses troupes, vole à son camp. Il ne craint pas d'assurer ses troupes qu'elles battront un peuple amolli par le luxe, les richesses, les délices, les chaleurs des Indes, et que la gloire de purger l'Asie de cette poignée de brigands leur est réservée. L'armée, rassurée, applaudit à l'empereur et marche avec confiance. La bataille s'engage. Les Portugais, mal secondés par leurs alliés, sont enveloppés et taillés en pièces. Badour s'enfuit et disparaît pour toujours. Toutes les villes du Guzurate s'empressent d'ouvrir les portes au vainqueur. Ce beau royaume devient en 1565 une province du vaste empire qui doit bientôt envahir tout l'Indostan.

Le gouvernement mogol, qui était alors dans sa force, ne fit pas d'abord au Guzurate le mal que sa tyrannie lui a fait depuis. Nulle occupation ne cessa, nulle occupation ne devint languissante. Les consommations dans ce pays, les exportations chez l'étranger, furent ce qu'elles avaient été avant la conquête. Les nouveaux dominateurs ne pouvaient pas donner à leur acquisition les ports et les rades que la nature lui avait refusés;

mais ils ne la gênèrent pas dans l'usage où elle était d'envoyer tous ou presque tous les objets de son commerce à Surate.

VII. Commencemens et progrès de Surate.

Au commencement du treizième siècle ce n'était encore qu'un vil hameau formé par des cabanes de pêcheurs sur la rivière de Tapti, à quelques milles de l'Océan. Quoique les grands vaisseaux n'y pussent pas arriver, quoique le mouillage y fût mauvais, même pour les plus petits bâtimens, la position fut jugée encore assez heureuse pour y attirer quelques ouvriers et quelques marchands. Ils furent pillés trois ou quatre fois par des pirates; et ce fut pour arrêter ces incursions destructives que fut construite en 1524 une forteresse. La place acquit à cette époque une importance qui avait beaucoup augmenté lorsque les Mogols s'en rendirent maîtres. Comme c'était la seule ville maritime qui eût alors subi leur joug, ils contractèrent l'habitude de s'y pourvoir de toutes leurs consommations de luxe. De leur côté les Européens, qui n'avaient aucun des grands établissemens qu'ils ont formés depuis dans le Bengale et au Coromandel, y achetaient la plupart des marchandises des Indes. Elles s'y trouvaient toutes rassemblées par l'attention qu'avait eue Surate de former une marine supérieure à celle de ses voisins.

Ses vaisseaux, qui duraient des siècles, étaient la plupart de mille ou douze cents tonneaux. Ils étaient construits d'un bois très-dur qu'on ap-

pelle *teck*. Loin de lancer les bâtimens à l'eau par des apprêts coûteux et des machines compliquées, on introduisait dans le chantier, comme nous l'avons pratiqué depuis, la marée, qui les enlevait. Les cordages, faits de bourre de cocotier, étaient plus rudes, moins maniables que les nôtres, mais ils avaient autant ou plus de solidité. Si leurs voiles de coton n'étaient ni aussi fortes ni aussi durables que celles de lin et de chanvre, elles se pliaient avec plus de facilité et se déchiraient plus rarement. Au lieu de poix, ils employaient la résine d'un arbre nommé *damar*, qui valait autant, ou mieux. Leur extrême propreté, la nature de leurs alimens, les préservaient du scorbut, des autres maladies qui partout ailleurs attaquent si généralement et si opiniâtrément la santé ou la vie de ceux que la passion du gain, que les fureurs de la guerre font voguer sur l'Océan. La capacité de leurs officiers, quoique médiocre, était suffisante pour les mers, pour les saisons où ils naviguaient. A l'égard de leurs matelots, communément nommés *lascars*, les Européens les ont trouvés bons pour les voyages d'Inde en Inde. On s'en est même quelquefois servi sans inconvénient pour ramener dans nos parages orageux des navires qui avaient perdu leurs équipages.

Nous soupçonnions à peine que le commerce pût avoir des principes, et ils étaient connus, pratiqués dans cette partie de l'Asie. On y trou-

vait de l'argent à bas prix et des lettres de change pour tous les marchés des Indes. Les assurances pour les navigations les plus éloignées y étaient d'une ressource très-usitée. Il régnait tant de bonne foi, que les sacs étiquetés et cachetés par les banquiers circulaient des années entières sans être ni comptés ni pesés. Les fortunes étaient proportionnées à cette facilité de s'enrichir par l'industrie. Celles de cinq à six millions n'étaient pas rares, et il y en avait de plus considérables.

VIII. Mœurs des habitans de Surate.

Elles étaient la plupart entre les mains des Banians, presque tous originaires du Guzurate. Ces négocians, grands calculateurs, n'avaient pas pour la navigation et les longs voyages la même répugnance que les autres Indiens. Le Bengale, le Coromandel, le Malabar, le golfe Persique, les côtes et les îles des mers d'Asie, tout en était rempli. Leur activité les poussait quelquefois dans l'intérieur des terres. De nos jours même ils se sont établis en assez grand nombre à Astracan et à Orenbourg, deux villes considérables que la Russie s'efforce de rendre commerçantes.

Au temps dont nous parlons, les Banians étaient fort renommés pour leur franchise. Quelques momens leur suffisaient pour terminer les affaires les plus importantes. Elles se traitaient généralement dans les bazars. Celui qui voulait vendre annonçait en peu de mots et à voix basse la valeur de sa marchandise. On lui répondait en

mettant une main dans la sienne, sous quelque voile. L'acheteur marquait par le nombre des doigts qu'il pliait ou qu'il étendait ce qu'il prétendait diminuer du prix demandé; et le plus souvent le marché se trouvait conclu sans qu'on eût proféré une parole. Pour le ratifier, les contractans se prenaient une seconde fois la main, et un accord fait avec cette simplicité était toujours inviolable. Si, ce qui était infiniment rare, il survenait des difficultés, ces hommes sages conservaient dans les discussions les plus compliquées une égalité et une politesse dont nous ne nous formerions pas aisément l'idée.

Leurs enfans, qui assistaient à tous les marchés, se formaient de bonne heure à ces mœurs paisibles. A peine avaient-ils une lueur de raison, qu'ils étaient initiés dans tous les mystères du commerce. Il était ordinaire d'en voir de dix ou douze ans en état de remplacer leur père. Quel contraste, quelle distance de cette éducation à celle que nos enfans reçoivent! et cependant quelle différence entre les lumières des Indiens et les progrès de nos connaissances!

Les Banians qui avaient quelques esclaves abyssins, ce qui était rare chez des hommes si doux, les traitaient avec une humanité qui doit nous paraître bien singulière. Ils les élevaient comme s'ils eussent été de leur famille, les formaient aux affaires, leur avançaient des fonds, ne les laissaient pas seulement jouir des bénéfices, ils leur

permettaient même d'en disposer en faveur de leurs descendans, lorsqu'ils en avaient.

La dépense des Banians ne répondait pas à leur fortune. Réduits, par principes de religion, à se priver de viandes et de liqueurs spiritueuses, ils ne vivaient que de fruits et de quelques ragoûts simples. On ne les voyait s'écarter de cette économie que pour l'établissement de leurs enfans. Dans cette occasion unique tout était prodigué pour le festin, pour la musique, la danse, les feux d'artifice. Leur ambition était de pouvoir se vanter de la dépense que leur avaient coûté ces noces. Elle montait quelquefois à cent mille écus.

Leurs femmes même avaient du goût pour ces mœurs simples. Leur unique gloire était de plaire à leurs époux. Peut-être la grande vénération qu'elles avaient pour le lien conjugal venait-elle de l'usage où l'on était de les engager dès l'âge le plus tendre. Ce sentiment était à leurs yeux le point le plus sacré de leur religion. Jamais elles ne se permettaient le plus court entretien avec des étrangers. Moins de réserve n'aurait pas suffi à des maris qui ne pouvaient revenir de leur étonnement quand on leur parlait de la familiarité qui régnait en Europe entre les deux sexes. Ceux qui leur assuraient que des manières si libres n'avaient aucune influence sur la conduite ne les persuadaient pas. Ils répondaient en secouant la tête par un de leurs proverbes qui signifie que, si

l'on approche le beurre trop près du feu, il est bien difficile de l'empêcher de fondre.

Les Parsis, avec d'autres usages, avaient un caractère encore plus respectable. C'étaient des hommes robustes, bien faits et infatigables. Ils étaient propres à tous les travaux; mais ils excellaient surtout dans la construction des vaisseaux et dans l'agriculture. Telles étaient leur douceur et leur droiture, qu'on ne les cita jamais devant le magistrat pour aucun acte de violence ou quelque engagement de mauvaise foi. La sérénité de leur âme se peignait sur tous leurs traits, dans tous leurs regards; et une gaîté douce animait toujours leur conversation. La poésie rimée les charmait; et rarement parlaient-ils, même dans les affaires les plus sérieuses, autrement qu'en vers. Ils n'avaient point de temple; mais tous les matins et tous les soirs ils s'assemblaient sur le grand chemin ou auprès d'une fontaine pour adorer le soleil levant, le soleil couchant. La vue même du plus petit feu interrompait toutes leurs occupations, et élevait leur âme tendre à la contemplation de cet astre bienfaisant. Au lieu de brûler les cadavres de leurs morts comme les Indiens, il les déposaient dans des tours extrêmement élevées, où ils servaient de pâture aux oiseaux de proie. Leur prédilection pour les sectateurs de leur religion ne les empêchait pas d'être sensibles au malheur de tous les hommes; il les secouraient avec générosité, et leur pitié s'étendait

jusqu'aux animaux. Une de leurs plus grandes passions était d'acheter des esclaves, de leur donner une éducation soignée, et de les rendre ensuite à la liberté. Leur nombre, leur union et leurs richesses les rendirent quelquefois suspects au gouvernement; mais ces préjugés ne tinrent jamais long-temps contre la conduite paisible et mesurée de ce bon peuple. On ne pouvait le blâmer que d'une saleté dégoûtante, sous les apparences d'une propreté recherchée, et de l'usage trop fréquent d'une boisson enivrante, qui lui était particulière. Tels étaient les Parsis à leur arrivée aux Indes. Tels ils se conservèrent au milieu des révolutions qui bouleversèrent si souvent l'asile qu'ils avaient choisi; et tels ils sont encore.

Combien les Mogols s'éloignaient de ces mœurs pures et austères! Ces Mahométans ne se virent pas plus tôt en possession de Surate, qu'ils s'y embarquèrent en foule pour aller visiter la Mecque. Beaucoup de ces pèlerins s'arrêtaient au port avant le voyage; un plus grand nombre à leur retour. Les commodités, qui étaient plus multipliées dans cette fameuse cité que dans le reste de l'empire, y fixèrent même plusieurs des plus opulens. Leurs jours s'écoulaient dans l'inaction ou dans les plaisirs. Le soin d'arquer leurs soucils, d'arranger leur barbe, de peindre leurs ongles et l'intérieur de leurs mains, emportait une partie de la matinée. Le reste du temps était employé à monter à

cheval, à fumer, à boire du café, à se parfumer, à se coucher sur des lits de rose, à entendre des histoires fabuleuses et à cultiver le pavot, espèce d'exercice qui avait pour eux de puissans attraits.

Les fêtes que ces hommes voluptueux se donnaient souvent, pour prévenir l'ennui d'une vie trop monotone, commençaient par une profusion étonnante de rafraîchissemens, de sucreries, de parfums les plus exquis. Des tours de force ou d'adresse, exécutés ordinairement par des Bengalis, suivaient ces amusemens tranquilles. Ils étaient remplacés par une musique que des oreilles délicates auraient peut-être reprouvée, mais qui était du goût de ces Orientaux. La nuit, qu'ouvraient des feux d'artifice d'une lumière plus tendre que les nôtres, était occupée par des danseuses, dont les bandes se succédaient plus ou moins souvent, suivant le rang ou la richesse de ceux qui les appelaient. Lorsque la satiété des plaisirs invitait au repos, on faisait entrer une espèce de violon, qui par des sons doux, uniformes et souvent répétés, provoquait au sommeil. Les plus corrompus allaient se jeter dans les bras d'un jeune esclave abyssin, et employaient des moyens connus dans ces contrées pour prolonger cette jouissance infâme.

Jamais les femmes n'étaient admises à ces divertissemens; mais elles appelaient aussi des danseuses, et se procuraient d'autres distractions. La préférence que leurs maris donnaient géné-

ralement à des courtisannes étouffaient dans leur cœur tout sentiment d'affection pour eux, et par conséquent de jalousie entre elles : aussi vivaient-elles dans une union assez étroite. C'était au point de se réjouir lorsqu'on leur annonçait une nouvelle compagne, parce que c'était une augmentation de société. Cependant elles avaient une grande influence dans les affaires importantes ; et un Mogol se décidait presque toujours par le conseil de son harem. Celles de ses épouses qui n'avaient point d'enfans sortaient assez souvent pour visiter les parens de leur sexe. Les autres auraient pu jouir de la même liberté, si elles n'avaient préféré l'honneur de leurs fils, singulièrement attaché à l'opinion qu'on a de la sagesse de leurs mères. Elles les élevaient elles-mêmes avec beaucoup de soin et de tendresse, et ne s'en séparaient jamais, pas même lorsqu'ils quittaient la maison paternelle.

Si la magnificence et les commodités pouvaient remplacer l'amour, les harems auraient été les demeures les plus délicieuses. Tout ce qui pouvait procurer des sensations agréables était prodigué dans ces retraites impénétrables pour des hommes. L'orgueil des Mogols avait même réglé que les femmes qui y seraient admises en visite recevraient la première fois des présens très-riches, et toujours un accueil accompagné des voluptés propres à ces climats. Les Européennes, dont la familiarité avec l'autre sexe cho-

quait les préjugés asiatiques, et que, pour cette raison, on croyait d'une tribu très-inférieure, eurent rarement la liberté de pénétrer dans cette espèce de sanctuaire. Une d'elles, fort connue en Angleterre par ses talens, par ses grâces et par son esprit d'observation, fut distinguée des autres. Les préférences qu'on accordait à madame Draper la mirent à portée de tout voir, de tout examiner. Elle ne trouva pas à ces malheureuses créatures, qui vivaient emprisonnées, cet air dédaigneux ou embarrassé que le peu de développement de leurs facultés aurait pu leur donner. Leurs manières lui parurent franches et aisées. Quelque chose de naïf et de touchant distinguait leur conversation.

Quoique les autres nations établies à Surate n'outrassent pas, comme les Mogols, tous les genres de volupté, elles ne laissaient pas d'avoir des jouissances dans une ville où les édifices publics manquaient généralement de goût et de symétrie. Les maisons particulières n'avaient à la vérité aucune apparence; mais on voyait dans toutes celles des hommes riches des jardins remplis des plus belles fleurs, des souterrains pratiqués contre les chaleurs étouffantes d'une partie de l'année, des sallons où jaillissaient, dans des bassins de marbre, des fontaines dont la fraîcheur et le murmure invitaient à un doux sommeil.

Une des pratiques les plus universelles était de

se baigner, et, après le bain, de se faire masser ou pétrir, si l'on peut s'exprimer ainsi. Cette opération donnait du ressort aux différentes parties du corps, et une circulation facile à ses fluides. On se croyait presque un nouvel être après l'avoir éprouvée. L'espèce d'harmonie qu'elle rétablissait dans toute la machine était une sorte d'ivresse, source féconde des sensations les plus délicieuses. Cet usage était, dit-on, passé de la Chine aux Indes ; et quelques épigrammes de Martial, quelques déclamations de Sénèque paraissent indiquer qu'il n'était pas inconnu aux Romains dans le temps où ils raffinaient sur tous les plaisirs, comme les tyrans qui mirent aux fers ces maîtres du monde raffinèrent dans la suite sur tous les supplices.

IX. Portrait des Balliadères, plus voluptueuses à Surate que dans le reste de l'Inde.

Surate offrait un autre plaisir plus piquant peut-être. C'était celui que procuraient ses danseuses ou *balliadères*, nom que les Européens leur ont toujours donné d'après les Portugais.

Elles étaient réunies en troupes dans des séminaires de volupté. Les sociétés de cette espèce les mieux composées sont consacrées aux pagodes riches et fréquentées. Leur destination est de danser dans les temples aux grandes solennités, et de servir aux plaisirs des brames. Ces prêtres, qui n'ont pas fait le vœu artificieux et imposteur de renoncer à tout, pour mieux jouir de tout, aiment mieux avoir des femmes qui leur appartiennent que de corrompre à la fois le

célibat et le mariage. Ils n'attentent pas aux droits d'autrui par l'adultère; mais ils sont jaloux des danseuses, dont ils partagent et le culte et les vœux avec leurs dieux, jusqu'à ne permettre jamais sans répugnance qu'elles aillent amuser les rois et les grands.

On ignore comment cette institution singulière s'est formée. Il est vraisemblable qu'un brame, qui avait sa concubine ou sa femme, s'associa d'abord avec un autre brame qui avait aussi sa concubine ou sa femme; mais qu'à la longue le mélange d'un grand nombre de brames et de femmes occasionna tant d'infidélités, que les femmes devinrent communes entre tous ces prêtres. Réunissez dans un seul cloître des célibataires des deux sexes, et vous ne tarderez pas à voir naître la communauté des hommes et des femmes.

Il est vraisemblable qu'au moyen de cette communauté d'hommes et de femmes, la jalousie s'éteignit, et que les femmes virent sans peine le nombre de leurs semblables se multiplier, et les hommes le nombre des brames s'accroître. C'était moins une rivalité qu'une conquête nouvelle.

Il est vraisemblable que, pour pallier aux peuples le scandale d'une vie si licencieuse, toutes ces femmes furent consacrées au service des autels. Il ne l'est pas moins que les peuples se prêtèrent d'autant plus volontiers à cette espèce de super-

stition, qu'elle renfermait dans une seule enceinte les désirs effrénés d'une troupe de moines, et mettait ainsi leurs femmes et leurs filles à l'abri de la séduction.

Il est vraisemblable qu'en attachant un caractère sacré à ces espèces de courtisannes, les parens virent sans répugnance leurs plus belles filles, entraînées par cette vocation, quitter la maison paternelle pour entrer dans ce séminaire, d'où les femmes surannées pouvaient retourner sans honte dans la société; car il n'y a aucun crime que l'intervention des dieux ne consacre, aucune vertu qu'elle n'avilisse. La notion d'un être absolu est, entre les mains des prêtres qui en abusent, une destruction de toute morale. Une chose ne plaît pas aux dieux parce qu'elle est bonne, mais elle est bonne parce qu'elle plaît aux dieux.

Il ne restait plus aux brames qu'un pas à faire pour porter l'institut à sa dernière perfection : c'était de persuader aux peuples qu'il était agréable aux dieux, honnête et saint, d'épouser une balliadère de préférence à toute autre femme, et de faire solliciter comme une grâce spéciale le reste de leurs débauches.

Il est des troupes moins choisies dans les grandes villes pour l'amusement des hommes riches, et d'autres pour leur harem. Un plus grand nombre, conduites par de vieilles femmes qui, d'élèves de ces sortes de séminaires en sont à la fin devenues directrices, parcourent les provinces. On

en trouve jusque dans les maisons bâties par la bienfaisance sur les grands chemins pour le soulagement ou la commodité des voyageurs. Toutes les religions, toutes ces castes peuvent appeler *les servantes des dieux*, ainsi qu'on les nomme assez souvent, et ce droit est fréquemment exercé. Des personnes de leur sexe, ce sont presque les seules dans l'Indostan entier qui sachent lire, écrire, danser, chanter, jouer des instrumens ; presque les seules avec lesquelles on puisse avoir une conversation agréable et intéressante.

Par un contraste bizarre, et dont l'effet est toujours choquant, ces belles filles traînent à leur suite un musicien difforme et d'un âge avancé, dont l'emploi est de battre la mesure avec un instrument de cuivre, que nous avons depuis peu emprunté des Turcs pour ajouter à notre musique militaire, et qui aux Indes se nomme *tam*. Celui qui le tient répète continuellement ce mot avec une telle vivacité, qu'il arrive par degrés à des convulsions affreuses, tandis que les balliadères, échauffées par le désir de plaire et par les odeurs dont elles sont parfumées, finissent par être hors d'elles-mêmes.

En public, et surtout dans les établissemens européens, les danses sont pour l'ordinaire graves et modestes. Elles ne peignent le plus souvent que quelques vérités morales, que quelques faits de guerre. L'extrême licence est réservée pour l'intérieur des maisons et pour les nationaux. Ce

ne sont guère alors que des pantomines d'amour. Le plan, le dessein, les attitudes, les mesures, les sons et les cadences de ces ballets, tout respire cette passion, et en exprime les voluptés et les fureurs.

Tout conspire au prodigieux succès de ces femmes voluptueuses : l'art et la richesse de leur parure, l'adresse qu'elles ont à façonner leur beauté. Leurs longs cheveux noirs, épars sur leurs épaules ou relevés en tresses, sont chargés de diamans et parsemés de fleurs. Des pierres précieuses enrichissent leurs colliers et leurs bracelets. Elles attachent même des bijoux à leurs narines; et des voyageurs attestent que cette parure, qui choque au premier coup-d'œil, est d'un agrément qui plaît et relève tous les autres ornemens par le charme de la symétrie, et d'un effet inexplicable, mais sensible avec le temps.

Rien n'égale surtout leur attention à conserver leur sein, comme un des trésors les plus précieux de leur beauté. Pour l'empêcher de grossir ou de se déformer, elles l'enferment dans deux étuis d'un bois très-léger, joints ensemble et bouclés par-derrière. Ces étuis sont si polis et si souples, qu'ils se prêtent à tous les mouvemens du corps, sans aplatir, sans offenser le tissu délicat de la peau. Le dehors de ces étuis est revêtu d'une feuille d'or parsemée de brillans. C'est là, sans contredit, la parure la plus recherchée, la plus

chère à la beauté. On la quitte, on la reprend avec une légèreté singulière. Ce voile qui couvre le sein n'en cache point les palpitations, les soupirs, les molles ondulations; il n'ôte rien à la volupté.

La plupart de ces danseuses croient ajouter à l'éclat de leur teint, à l'impression de leurs regards, en formant autour de leurs yeux un cercle noir, qu'elles tracent avec une aiguille de tête teinte d'une poudre d'antimoine. Cette beauté d'emprunt, relevée par tous les poëtes orientaux, après avoir paru bizarre aux Européens, qui n'y étaient pas accoutumés, a fini par leur être agréable.

Cet art de plaire est toute la vie, toute l'occupation, tout le bonheur des balliadères. On résiste difficilement à leur séduction. Elles obtiennent même la préférence sur ces belles Cachemiriennes qui remplissent les sérails de l'Indostan, comme les Géorgiennes et les Circassiennes peuplent ceux d'Ispahan et de Constantinople. La modestie, ou plutôt la réserve naturelle à de superbes esclaves séquestrées de la société des hommes ne peut balancer les prestiges de ces courtisannes exercées.

x. Étendue du commerce de Surate. Révolutions qu'il a éprouvées.

Nulle part elles n'étaient à la mode comme à Surate, la ville la plus riche, la plus peuplée de l'Inde. Elle commença à déchoir en 1664. Le fameux Sévagi la saccagea, et en emporta vingt-cinq à trente millions. Le pillage eût été infiniment plus considérable, si les Anglais et les Hol-

landais n'avaient échappé au malheur public, par l'attention qu'ils avaient eue de fortifier leurs comptoirs, et si le château où l'on avait retiré tout ce qu'on avait de plus précieux n'eût été hors d'insulte. Cette perte inspira des précautions. On entoura la ville de murs pour prévenir un pareil désastre. Il était réparé lorsque les Anglais arrêtèrent en 1686, par une coupable et honteuse avidité, tous les bâtimens que Surate expédiait pour différentes mers. Ce brigandage, qui dura trop long-temps, détourna de ce fameux entrepôt quelques branches de commerce.

D'autres pirates ont depuis infesté ses parages et troublé à diverses reprises ses expéditions. Ses caravanes même, qui transportaient les marchandises à Agra, à Delhy, dans tout l'empire, n'ont pas été toujours respectées par les sujets des rajas indépendans, qu'on trouve sur différentes routes. On avait imaginé autrefois un moyen singulier pour la sûreté de ces caravanes : c'était de les mettre sous la protection d'une femme ou d'un enfant d'une race sacrée, chez les peuples qu'on avait à craindre. Lorsque ces brigands approchaient pour piller, le gardien menaçait de se donner la mort, s'ils persistaient dans leur résolution; et si l'on ne cédait pas à ses remontrances, il se la donnait effectivement. Les hommes irreligieux que le respect pour un sang révéré de leur nation n'avait pas arrêtés, étaient excommuniés, dégradés, exclus de leur caste. La crainte

de ces peines rigoureuses enchaînait quelquefois l'avarice ; mais, depuis que tout est en combustion dans l'Indostan, aucune considération n'y peut éteindre la soif de l'or.

Malgré ces malheurs, Surate est encore une ville de grand commerce. Les belles provinces que baigne l'Indus, le Guzurate, les contrées voisines du Nerboddah, et du Tapti, continuent de verser dans ses magasins le produit de leurs innombrables manufactures. Une faible partie est transportée dans l'intérieur des terres ; le reste passe, par le moyen d'une navigation suivie, dans toutes les parties du globe. Les marchandises les plus connues sont les douttis, grosse toile écrue qui se consomme en Perse, en Arabie, en Abyssinie, sur la côte orientale de l'Afrique, et les toiles bleues qui ont la même destination, et que les Européens placent utilement dans leur commerce de Guinée.

Les toiles de Cambaie, à carreaux bleus et blancs, qui servent de mante en Arabie et en Turquie. Il y en a de grossières, il y en a de fines, il y en a même où l'on mêle de l'or, pour l'usage des gens riches.

Les toiles blanches de Barokia, si connues sous le nom de *baftas*. Comme elles sont d'une finesse extrême, elles servent pour le caftan d'été des Turcs et des Persans. L'espèce de mousseline terminée par une raie d'or, dont ils font leurs turbans, se fabrique dans le même lieu.

Les toiles peintes d'Amedabad, dont les couleurs sont aussi vives, aussi belles, aussi durables que celles de Coromandel; on s'en habille en Perse, en Turquie, en Europe. Les gens riches de Java, de Sumatra, des Moluques, en font des pagnes et des couvertures.

Les gazes de Baïrapour : les bleues servent en Perse et en Turquie à l'habillement d'été des hommes du commun, et les rouges à celui des gens plus distingués. Les Juifs, à qui la Porte a interdit la couleur blanche, s'en servent pour leurs turbans.

Les étoffes mêlées de soie et de coton, unies, rayées, satinées, mêlées d'or et d'argent. Si leur prix n'était pas si considérable, elles pourraient plaire à l'Europe même, malgré la médiocrité de leurs dessins, par la vivacité des couleurs, par la belle exécution des fleurs. Elles durent peu : mais c'est à quoi l'on ne regarde guère dans les sérails de Turquie et de Perse, où s'en fait la consommation.

Quelques étoffes purement de soie appelées tapis. Ce sont des pagnes de plusieurs couleurs, fort recherchées dans l'est de l'Inde. Il s'en fabriquerait davantage, si l'obligation d'y employer des matières étrangères n'en augmentait trop le prix.

Les chales, draps très-légers, très-chauds et très-fins, qui servent à l'habillement d'hiver en Turquie, en Arabie, et dans les contrées de l'In-

dostan ou le froid se fait sentir. On y joint des turbans fabriqués avec la même toison.

Indépendamment de la quantité prodigieuse de coton que Surate emploie dans ses manufactures, elle en envoie annuellement sept ou huit mille balles au moins dans le Bengale. La Chine, la Perse et l'Arabie réunies en reçoivent beaucoup davantage lorsque la récolte est très-abondante. Si elle est médiocre, tout le superflu va sur le Gange, où le prix est toujours plus avantageux.

Quoique Surate reçoive en échange de ses exportations des porcelaines de la Chine, des soies de Bengale et de Perse, des mâtures et du poivre de Malabar, des gommes, des dattes, des fruits secs, du cuivre, des perles de Perse, des parfums et des esclaves d'Arabie, beaucoup d'épiceries des Hollandais, du fer, du plomb, des draps, de la cochenille, quelques clincailleries des Anglais, la balance lui est si favorable, qu'il lui revient tous les ans en argent vingt-cinq ou vingt-six millions. Le profit augmenterait de beaucoup si la source des richesses de la cour de Delhy n'était pas détournée.

Cette balance cependant ne pourrait jamais redevenir aussi considérable qu'elle l'etait lorsqu'en 1668 les Français s'établirent à Surate. Leur chef se nommait Caron. C'etait un négociant d'origine française, qui avait vieilli au service de la compagnie de Hollande. Hamilton raconte que cet ha-

bile homme, qui s'était rendu agréable à l'empereur du Japon, en avait obtenu la permission de bâtir dans l'île où était le comptoir qu'il dirigeait une maison pour le compte de ses maîtres. Ce bâtiment devint un château, sans aucune défiance des naturels du pays, qui n'entendent rien aux fortifications. Ils surprirent des canons qu'on envoyait de Batavia, et instruisirent la cour de ce qui se passait. Caron reçut ordre d'aller à Iedo rendre compte de sa conduite. Comme il ne put alléguer rien de raisonnable pour sa justification, il fut traité avec beaucoup de sévérité et de mépris. On lui arracha poil à poil la barbe, on lui mit un bonnet et un habit de fou; on l'exposa en cet état à la risée publique, et il fut chassé de l'empire. L'accueil qu'il reçut à Java acheva de le dégoûter des intérêts qu'il avait embrassés; et un motif de vengeance l'attacha à la compagnie française, dont il devint l'agent.

XI. [...]treprises [...] Français [...] l'île de [...]lan et sur [...] Thomé. [...]r établis[...]nent à [...]dichéry.

Surate, où on l'avait fixé, ne remplissait pas l'idée qu'il s'était formée d'un établissement principal. Il en trouvait la position mauvaise. Il gémissait d'être obligé d'acheter sa sûreté par des soumissions. Il voyait du désavantage à négocier en concurrence avec des nations plus riches, plus instruites, plus accréditées. Il voulait un port indépendant au centre de l'Inde dans quelqu'un des lieux où croissent les épiceries, sans quoi il croyait impossible qu'une compagnie pût se soutenir. Punto de Gale, dans l'île de Ceylan, lui

parut réunir ces avantages ; et dans le temps même où Louis XIV envahissait la Hollande, il attaqua cette forteresse avec seize vaisseaux, commandés par La Haye, mais dont il devait diriger les opérations. La flotte, vivement repoussée, se porta sur Trinquemale, qui se rendit sans résistance, et où fut laissée une garnison de six cents hommes, qui, abandonnée à elle-même, ne tarda pas à capituler. Cependant les vivres manquaient absolument. L'espoir d'en obtenir fit tourner toutes les voiles vers la côte de Coromandel, qui ne put pas ou ne voulut pas en fournir. Le désespoir décida l'attaque de Saint-Thomé, où l'on était instruit qu'il régnait une grande abondance.

Cette ville, long-temps florissante, avait été bâtie depuis plus d'un siècle par les Portugais. Le roi de Golconde, ayant conquis le Carnate, ne vit pas sans chagrin dans des mains étrangères une place de cette importance. Il la fit attaquer, en 1662, par ses généraux, qui s'en rendirent maîtres. Ses fortifications, quoique considérables et bien conservées, n'arrêtèrent pas les Français, qui les emportèrent d'assaut dans les derniers jours de 1672. Ils s'y virent bientôt investis, et forcés, deux ans après, de se rendre, parce que les Hollandais joignirent leurs armes à celles des Indiens.

Ce dernier événement aurait achevé de rendre inutile la dépense que le gouvernement avait faite

en faveur de la compagnie, si Martin n'avait été du nombre des négocians envoyés sur l'escadre de La Haye. Il recueillit les débris des colonies de Ceylan et de Saint-Thomé, et il en peupla la petite bourgade de Pondichéry, qu'on lui avait nouvellement cédée, et qui devenait une ville lorsque la compagnie conçut les plus belles espérances d'un nouvel établissement qu'on eût occasion de former dans l'Inde.

XII. ...s Français ...t appelés ...iam. Des...iption de royaume.

Quelques prêtres des missions étrangères avaient prêché l'évangile à Siam. Ils s'y étaient fait aimer par leur morale et par leur conduite. Simples, doux, humains, sans intrigue et sans avarice, ils ne s'étaient rendus suspects ni au gouvernement, ni aux peuples; ils leur avaient inspiré du respect et de l'amour pour les Français en général, pour Louis XIV en particulier.

Un Grec, d'un esprit inquiet et ambitieux, nommé Constantin Phaulcon, voyageant à Siam, avait plu au prince, et en peu de temps il était parvenu à l'emploi de principal ministre ou barcalon, charge à peu près semblable à celle de nos anciens maires du palais.

Phaulcon gouvernait despotiquement le peuple et le roi. Ce prince était faible, valétudinaire et sans postérité. Son ministre forma le projet de lui succéder, peut-être même celui de le détrôner. On sait que ces entreprises sont aussi faciles et aussi communes dans les pays soumis aux despotes qu'elles sont difficiles et rares dans les pays

où le prince règne par la justice; dans les pays où son autorité a pour principes, pour mesure et pour règles des lois fondamentales et immuables, dont la garde est confiée à des corps de magistratures éclairés et nombreux. Là, les ennemis du souverain se montrent les ennemis de la nation; là, ils se trouvent arrêtés dans leurs projets par toutes les forces de la nation, parce qu'en s'élevant contre le chef de l'état, ils s'élèvent contre les lois, qui sont les volontés communes et immuables de la nation.

Phaulcon imagina de faire servir les Français à son projet, comme quelques ambitieux s'étaient servis auparavant d'une garde de six cents Japonais, qui avaient disposé plus d'une fois de la couronne de Siam. Il envoya en 1684 des ambassadeurs en France pour y offrir l'alliance de son maître, des ports aux négocians français, et pour y demander des vaisseaux et des troupes.

La vanité fastueuse de Louis XIV tira un grand parti de cette ambassade. Les flatteurs de ce prince digne d'éloges, mais trop loué, lui persuadèrent que sa gloire, répandue dans le monde entier, lui attirait les hommages de l'Orient. Il ne se borna pas à jouir de ces vains honneurs; il voulut faire usage des dispositions du roi de Siam en faveur de la compagnie des Indes, et plus encore en faveur des missionnaires. Il fit partir une escadre sur laquelle il y avait plus de jésuites que de négocians; et dans le traité qui fut conclu entre

les deux rois, les ambassadeurs de France, dirigés par le jésuite Tachard, s'occupèrent beaucoup plus de religion que de commerce.

La compagnie avait cependant conçu les plus grandes espérances de l'établissement de Siam, et ces espérances étaient fondées.

Ce royaume, quoique coupé par une chaîne de montagnes qui va se réunir aux rochers de la Tartarie, est d'une fertilité prodigieuse dans la plus grande partie des terres cultivées. Il y en a même qui, sans les travaux du laboureur, sans le secours de la semence, prodiguent d'abondantes récoltes de riz. Moissonné comme il est venu, sans soin et sans attention, ce grain, abandonné pour ainsi dire à la nature, tombe et meurt dans le champ où il est né, pour se reproduire dans les eaux du fleuve qui traverse le royaume.

Peut-être n'y a-t-il point de contrée sur la terre où les fruits soient en aussi grande abondance, aussi variés, aussi sains que dans cette terre délicieuse. Elle en a qui lui sont particuliers; et ceux qui lui sont communs avec d'autres climats ont un parfum, une saveur qu'on ne leur trouve point ailleurs.

La terre, toujours chargée de ces trésors sans cesse renaissans, couvre encore sous une légère superficie des mines d'or, de cuivre, d'aiman, de fer, de plomb et de calin, cet étain si recherché dans toute l'Asie.

Le despotisme le plus affreux rend inutile tant

d'avantages. Un prince corrompu par sa puissance même, opprime du fond de son sérail par ses caprices, ou laisse opprimer par son indolence les peuples qui lui sont soumis. A Siam il n'y a que des esclaves, et point de sujets. Les hommes y sont divisés en trois classes. Ceux de la première composent la garde du monarque, cultivent ses terres, travaillent aux ateliers de son palais. La seconde est destinée aux travaux publics, à la défense de l'état. Les derniers servent les magistrats, les ministres, les premiers officiers du royaume. Jamais un Siamois n'est élevé à un emploi distingué qu'on ne lui donne un certain nombre de gens de corvée : ainsi les gages des grandes places sont bien payés à la cour de Siam, parce que ce n'est pas en argent, mais en hommes, qui ne coûtent rien au prince. Ces malheureux sont inscrits dès l'âge de seize ans dans des registres. A la première sommation, chacun doit se rendre au poste qui lui est assigné, sous peine d'être mis aux fers, ou condamné à la bastonnade.

Dans un pays où les hommes doivent six mois de leur travail au gouvernement sans être payés ni nourris, et travaillent les autres six mois pour gagner de quoi vivre toute l'année, dans un tel pays la tyrannie doit s'étendre des personnes aux terres ; il n'y a point de propriété. Les fruits délicieux, qui sont la richesse des jardins du monarque et des grands, ne croissent pas impunément chez les particuliers. Si les soldats envoyés

pour la visite des vergers y trouvent quelque arbre dont les productions soient précieuses, ils ne manquent jamais de le marquer pour la table du despote ou de ses ministres. Le propriétaire en devient le gardien; et quand le temps de cueillir les fruits est arrivé, il en est responsable sous des peines ou des traitemens sévères.

C'est peu que les hommes y soient esclaves de l'homme, ils le sont même des bêtes. Le roi de Siam entretient un grand nombre d'éléphans. Ceux de son palais sont traités avec des honneurs et des soins extraordinaires. Les moins distingués ont quinze esclaves à leur service, continuellement occupés à leur couper de l'herbe, des bananes, des cannes à sucre. Ces animaux, qui ne sont d'aucune utilité réelle, flattent tellement l'orgueil du prince, qu'il mesure plutôt sa puissance sur leur nombre que sur celui de ses provinces. Sous prétexte de les bien nourrir, leurs conducteurs les font entrer dans les terres et dans les jardins pour les dévaster, à moins qu'on ne se rédime de cette vexation par des présens continuels. Personne n'oserait fermer son champ aux éléphans du roi, dont plusieurs sont décorés de titres honorables, et élevés aux premières dignités de l'état.

Ces horreurs nous révoltent; mais avons-nous le droit de ne pas y ajouter foi, nous qui nous vantons de quelque philosophie et d'un gouvernement plus doux, et qui cependant vivons dans un empire où le malheureux habitant de la cam-

pagne est jeté dans les fers s'il ose faucher son pré ou traverser son champ pendant l'appariade ou la ponte des perdrix ; où il est obligé de laisser ronger le bois de sa vigne par des lapins, et ravager sa moisson par des biches, des cerfs, des sangliers ; et où la loi l'enverrait aux galères s'il avait eu la témérité de frapper du fouet ou du bâton un de ces animaux voraces?

Tant d'espèces de tyrannie font que les Siamois détestent leur patrie, quoiqu'ils la regardent comme le meilleur pays de la terre. La plupart se dérobent à l'oppression en fuyant dans les forêts, où ils mènent une vie sauvage, cent fois préférable à celle des sociétés corrompues par le despotisme. Cette désertion est devenue si considérable, que, depuis le port de Mergui jusqu'à Juthia, capitale de l'empire, on marche huit jours entiers sans trouver la moindre population dans des plaines immenses bien arrosées, dont le sol est excellent, et où l'on découvre les traces d'une ancienne culture. Ce beau pays est abandonné aux tigres.

On y voyait autrefois des hommes. Indépendamment des naturels du pays, il était couvert de colonies qu'y avaient successivement formées toutes les nations situées à l'est de l'Asie. Cet empressement tirait son origine du commerce immense qui s'y faisait. Tous les historiens attestent qu'au commencement du seizième siècle il arrivait tous les ans un très-grand nombre de vais-

seaux dans ses rades. La tyrannie, qui commença peu de temps après, anéantit successivement les mines, les manufactures, l'agriculture. Avec elles disparurent les négocians étrangers, les nationaux même. L'état tomba dans la confusion et dans la langueur, qui en est la suite. Les Français, à leur arrivée, le trouvèrent parvenu à ce point de dégradation. Il était en général pauvre, sans arts, soumis à un despote qui, voulant faire le commerce de ses états, ne pouvait que l'anéantir. Le peu d'ornemens et de marchandises de luxe qui se consommaient à la cour et chez les grands étaient tirés du Japon. Les Siamois avaient un respect extrême pour les Japonais, un goût exclusif pour leurs ouvrages.

XIII. Avantages que les Français pouvaient tirer de Siam. Fautes qui les en privèrent.

Il était difficile de faire changer cette opinion; et il le fallait cependant, pour donner quelque débit aux productions de l'industrie française. Si quelque chose pouvait amener le changement, c'était la religion chrétienne, que les prêtres des missions étrangères avaient annoncée avec succès; mais les jésuites, trop livrés à Phaulcon, qui devenait odieux, et abusant de leur faveur à la cour, se firent haïr, et cette haine retomba sur leur religion. Des églises furent bâties avant qu'il y eût des chrétiens. On fonda des maisons religieuses, et on révolta ainsi le peuple et les Talapoins. Ce sont des moines, les uns solitaires, les autres intrigans. Ils prêchent au peuple les dogmes et la morale de Sommonacodom. Ce législateur des

Siamois fut long-temps honoré comme un sage, et il a été honoré depuis comme un dieu, ou comme une émanation de la Divinité, un fils de Dieu. Il n'y a pas de merveille qu'ils n'en racontent. Il vivait avec un grain de riz par jour. Il arracha un de ses yeux pour le donner à un pauvre auquel il n'avait rien à donner. Une autre fois il donna sa femme. Il commandait aux astres, aux rivières, aux montagnes ; mais il avait un frère qui le contrariait beaucoup dans ses projets de faire du bien aux hommes. Dieu le vengea, et crucifia lui-même ce malheureux frère. Cette fable avait indisposé les Siamois contre la religion d'un dieu crucifié ; et ils ne pouvaient révérer Jésus-Christ, parce qu'il était mort du même genre de supplice que le frère de Sommonacodom.

S'il n'était pas possible de porter des marchandises à Siam, on pouvait travailler à en inspirer peu à peu le goût, préparer un grand commerce dans le pays même, et se servir de celui qu'on trouvait en ce moment, pour ouvrir des liaisons avec tout l'Orient. La situation du royaume entre deux golfes où il occupe cent soixante lieues de côte sur l'un, et environ deux cents sur l'autre, aurait ouvert la navigation de toutes les mers de cette partie de l'univers. La forteresse de Bankok, bâtie à l'embouchure du Menan, qu'on avait remise aux Français, était un excellent entrepôt pour toutes les opérations qu'on aurait voulu faire à la Chine, aux Philippines, dans tout l'est de

l'Inde. Le port de Mergui, le principal de l'état, et l'un des meilleurs d'Asie, qu'on leur avait aussi cédé, leur donnait de grandes facilités pour la côte de Coromandel, surtout pour le Bengale. Il leur assurait une communication avantageuse avec les royaumes de Pégu, d'Ava, d'Aracan, de Lagos, pays plus barbare encore que Siam, mais où l'on trouve les plus beaux rubis de la terre, et de la poudre d'or. Tous ces états offrent, de même que Siam, l'arbre d'où découle cette gomme précieuse avec laquelle les Chinois et les Japonais composent leur vernis; et quiconque possédera le commerce de cette denrée en fera un très-lucratif à la Chine et au Japon.

Outre l'avantage de trouver de bons établissemens tout formés, qui ne coûtaient rien à la compagnie, et qui pouvaient mettre dans ses mains une grande partie du commerce de l'Orient, elle aurait pu tirer de Siam, pour l'Europe, de l'ivoire, du bois de teinture semblable à celui qu'on coupe à la baie de Campêche, beaucoup de casse, cette quantité de peaux de buffle et de daim qu'y allaient chercher autrefois les Hollandais. On aurait pu y cultiver le poivre, et peut-être d'autres épiceries qu'on n'y recueillait point parce qu'on en ignorait la culture, et que le malheureux habitant de Siam, indifférent à tout, ne réussissait à rien.

Les Français ne s'occupèrent point de ces objets. Les facteurs de la compagnie, les officiers,

les troupes, les jésuites, n'entendaient rien au commerce; ils ne songeaient qu'aux conversions et à se rendre les maîtres. Enfin, après avoir mal secouru Phaulcon au moment où il voulait exécuter ses desseins, ils furent entraînés dans sa chute; et les forteresses de Mergui et de Bankok, défendues par des garnisons françaises, furent reprises par le plus lâche de tous les peuples.

XIV. Vues des Français sur le Tonquin et la Cochinchine. Description de ces deux contrées.

Pendant le peu de temps que les Français furent établis à Siam, la compagnie chercha à s'introduire au Tonquin. Elle se flattait de pouvoir négocier avec sûreté, avec utilité, chez une nation que les Chinois avaient pris soin d'instruire il y avait environ sept siècles. Le théisme y domine. C'est la religion de Confucius, dont les dogmes et les livres y sont révérés plus qu'à la Chine même. Mais il n'y a pas comme à la Chine le même accord entre les principes du gouvernement, la religion, les lois, l'opinion et les rites. Aussi, quoique le Tonquin ait le même législateur, il s'en faut bien qu'il ait les mêmes mœurs. Il n'a ni ce respect pour les parens, ni cet amour pour le prince, ni ces égards réciproques, ni ces vertus sociales qui règnent à la Chine. Il n'en a pas le bon ordre, la police, l'industrie, et l'activité.

Cette nation, livrée à une paresse excessive, à une volupté sans goût et sans délicatesse, vit dans une défiance continuelle de ses souverains et des étrangers, soit qu'il y ait dans son caractère un

fonds d'inquiétude, soit que son humeur séditieuse vienne de ce que la morale des Chinois, qui a éclairé le peuple, n'a pas rendu le gouvernement meilleur. Quel que soit le cours des lumières, qu'elles aillent de la nation au gouvernement ou du gouvernement à la nation, il faut toujours que l'un et l'autre se perfectionnent à la fois et de concert, sans quoi les états sont exposés aux plus grandes révolutions. Aussi dans le Tonquin voit-on un choc continuel des eunuques qui gouvernent et des peuples qui portent impatiemment le joug. Tout languit, tout dépérit au milieu de ces dissensions ; et le mal doit empirer jusqu'à ce que les sujets aient forcé leurs maîtres à s'éclairer, ou que les maîtres aient achevé d'abrutir leurs sujets. Les Portugais, les Hollandais qui avaient essayé de former quelques liaisons au Tonquin s'étaient vus forcés d'y renoncer. Les Français ne furent pas plus heureux. Il n'y a eu depuis entre les Européens que quelques négocians particuliers de Madras ou du Bengale qui aient suivi, abandonné et repris cette navigation. Ils partagent avec les Chinois l'exportation du cuivre et des soies communes, les seules marchandises de quelque importance que fournisse le pays.

La Cochinchine était trop voisine de Siam pour ne pas attirer aussi l'attention des Français ; et il est vraisemblable qu'ils auraient cherché à s'y fixer, s'ils avaient eu la sagacité de prévoir ce que cet état naissant devait devenir un jour. L'Europe

doit à un voyageur philosophe le peu qu'elle sait avec certitude de ce beau pays. Voici à quoi ces connaissances se réduisent.

Lorsque les Français arrivèrent dans ces contrées éloignées, il n'y avait pas plus d'un demi-siècle qu'un prince du Tonquin, fuyant devant son souverain qui le poursuivait comme un rebelle, avait franchi avec ses soldats et ses partisans le fleuve qui sert de barrière entre le Tonquin et la Cochinchine. Les fugitifs, aguerris et policés, chassèrent bientôt des habitans épars, qui erraient sans société policée, sans forme de gouvernement civil, et sans autres lois que celles de l'intérêt mutuel et sensible qu'ils avaient à ne point se nuire réciproquement. Ils y fondèrent un empire sur la culture et la propriété. Le riz était la nourriture la plus facile et la plus abondante; il eut les premiers soins des nouveaux colons. La mer et les rivières attirèrent des habitans sur leurs bords par une profusion d'excellent poisson. On éleva des animaux domestiques, les uns pour s'en nourrir, les autres pour s'en aider au travail. Les arbres les plus utiles furent plantés, et le cotonnier, qui devait fournir le vêtement, obtint une attention particulière. Les montagnes et les forêts, qu'il n'était pas possible de défricher, donnèrent du gibier, des métaux, des gommes, des parfums et des bois admirables. Ces productions servirent de matériaux, de moyens et d'objets de commerce. On construisit les cent

galères qui défendent constamment les côtes du royaume.

Tous ces avantages de la nature et de la société étaient dignes d'un peuple qui a les mœurs douces, un caractère humain, dont il est en partie redevable aux femmes, soit que l'ascendant de ce sexe tienne à sa beauté, ou que ce soit un effet particulier de son assiduité au travail et de son intelligence pour les affaires. En général, dans le commencement des sociétés, les femmes sont les premières à se policer. Leur faiblesse même et leur vie sédentaire, plus occupée de détails variés et de petits soins, leur donnent plutôt ces lumières et cette expérience, ces attachemens domestiques qui sont les premiers instrumens et les liens les plus forts de la sociabilité. C'est peut-être pour cela qu'on voit chez plusieurs peuples sauvages les femmes chargées des premiers objets de l'administration civile, qui sont une suite de l'économie domestique. Tant que l'état n'est qu'une espèce de ménage, elles gouvernent l'un et l'autre. C'est alors sans doute que les peuples sont le plus heureux, surtout quand ils vivent sous un climat où la nature n'a presque rien laissé à faire aux hommes.

Tel est celui qu'habitent les Cochinchinois. Aussi ce peuple goûte-t-il dans l'imperfection de sa police un bonheur qu'on ne saurait trop lui envier dans le progrès d'une société plus avancée. Il ne connaît ni voleurs, ni mendians. Tout le

monde a droit d'y vivre dans son champ ou chez autrui. Un voyageur entre dans une maison de la peuplade où il se trouve, s'assied à table, mange, boit, se retire sans invitation, sans remercîment, sans question. C'est un homme; dès-lors il est ami, parent de la maison. Fût-il d'un pays étranger, on le regarderait avec plus de curiosité; mais il serait reçu avec la même bonté.

Ce sont les suites et les restes du gouvernement des six premiers rois de la Cochinchine, et du contrat social qui se fit entre la nation et son conducteur avant de passer le fleuve qui sépare les Cochinchinois du Tonquin. C'étaient des hommes las d'oppression. Ils prévirent un malheur qu'ils avaient éprouvé, et voulurent se prémunir contre les abus de l'autorité, qui d'elle-même transgresse ses limites. Leur chef, qui leur avait donné l'exemple et le courage de se révolter, leur promit un bonheur dont il voulait jouir lui-même, celui d'un gouvernement juste, modéré, paternel. Il cultiva avec eux la terre où ils s'étaient sauvés ensemble. Il ne leur demanda jamais qu'une seule rétribution annuelle et volontaire pour l'aider à défendre l'état contre le despote tonquinois, qui les poursuivit longtemps au-delà du fleuve qu'ils avaient mis entre eux et sa tyrannie.

Ce contrat primitif a été religieusement observé durant plus d'un siècle sous cinq ou six succes-

seurs de ce brave libérateur; mais il s'est enfin altéré et corrompu. Cet engagement réciproque et solennel se renouvelle encore tous les ans, à la face du ciel et de la terre, dans une assemblée générale de la nation qui se tient en plein champ, où le plus ancien préside, où le roi n'assiste que comme un particulier. Ce prince honore et protége encore l'agriculture, mais sans donner l'exemple du labourage comme ses ancêtres. En parlant de ses sujets, il dit encore : *ce sont mes enfans ;* mais ils ne le sont plus. Ses courtisans se sont appelés ses esclaves, et lui ont donné le titre fastueux et sacrilége de *roi du ciel.* Dès ce moment les hommes n'ont dû être devant lui que des insectes rampans sur la terre. L'or qu'il a fait déterrer dans les mines a desséché l'agriculture. Il a méprisé le toit simple et modeste de ses pères ; il a voulu un palais. On en a creusé l'enceinte d'une lieue de circonférence. Des milliers de canons autour des murailles de ce palais le rendent redoutable au peuple. On n'y voit plus qu'un despote. Bientôt on ne le verra plus sans doute ; et l'invisibilité qui caractérise la majesté des rois de l'Orient fera succéder le tyran au père de la nation.

La découverte de l'or a naturellement amené celle des impôts ; et le nom d'administration des finances ne tardera pas à remplacer celui de législation civile et de contrat social. Les tributs ne sont plus des offrandes volontaires, mais des

exactions par contrainte. Des hommes adroits vont surprendre au palais du roi le privilége de piller les provinces. Avec de l'or ils achètent à la fois le droit du crime et de l'impunité ; ils corrompent les courtisans, se dérobent aux magistrats, et vexent les laboureurs. Déjà les grands chemins offrent aux voyageurs des villages abandonnés par leurs habitans, et des terres négligées. Le *roi du ciel,* semblable aux dieux d'Épicure, laisse tomber les fléaux et les calamités sur les campagnes. Il ignore et les maux, et les larmes de ses peuples. Bientôt on les verra dans le néant où sont ensevelis les sauvages qui leur cédèrent leur territoire. Ainsi périssent, ainsi périront les nations gouvernées par le despotisme. Si la Cochinchine rentre dans le chaos dont elle est sortie il y a environ cent cinquante ans, elle deviendra indifférente aux navigateurs qui fréquentent ses ports. Les Chinois, qui sont en possession d'y faire le principal commerce, en tirent aujourd'hui, en échange des marchandises qu'ils y portent, des bois de menuiserie, des bois pour la charpente des maisons et la construction des vaisseaux.

Une immense quantité de sucre brut, blanc et candi, à très-bas prix.

De la soie de bonne qualité, des satins agréables et du pitre, filament d'un arbre ressemblant au bananier, qu'ils mêlent en fraude dans leurs manufactures.

Du thé noir et mauvais, qui sert à la consommation du peuple.

De la cannelle si parfaite, qu'on la paie trois ou quatre fois plus cher que celle de Ceylan. Il y en a peu ; elle ne croît que sur une montagne toujours entourée de gardes.

Du poivre excellent et du fer si pur, qu'on le forge sortant de la mine sans le faire fondre.

De l'or au titre de vingt-trois karats. Il y est plus abondant que dans aucune autre contrée de l'Orient.

Du bois d'aigle, qui est plus ou moins parfait, selon qu'il est plus ou moins résineux. Les morceaux qui contiennent le plus de cette résine sont communément tirés du cœur de l'arbre ou de sa racine. On les nomme calunbac, et ils sont toujours vendus au poids de l'or aux Chinois, qui les regardent comme le premier des cordiaux. On les conserve avec un soin extrême dans des boîtes d'étain, pour qu'ils ne sèchent pas. Quand on veut les employer, on les broie sur un marbre avec des liquides convenables aux différentes maladies qu'on éprouve. Le bois d'aigle inférieur, qui se vend au moins cent francs la livre, est porté en Perse, en Turquie et en Arabie. On l'y emploie à parfumer les habits, et même, dans les grandes occasions, les appartemens, en y mêlant de l'ambre. Il a encore une autre destination. C'est un usage chez ces peuples que ceux qui reçoivent une visite de quelqu'un auquel on

veut témoigner de la considération, lui présentent à fumer; suit le café, accompagné de confitures. Lorsque la conversation commence à languir, arrive le sorbet, qui semble annoncer le départ. Dès que l'étranger se lève pour s'en aller, on lui présente une cassolette où brûle du bois d'aigle, dont on fait exhaler la fumée sous sa barbe, qu'on parfume d'eau de rose.

Quoique les Français, qui ne pouvaient guère porter que des draps, du plomb, de la poudre à canon et du soufre, à la Cochinchine, eussent été réduits à y faire le commerce, principalement avec de l'argent, il fallait le suivre en concurrence avec les Chinois. Les bénéfices qu'on aurait faits sur les marchandises envoyées en Europe, ou qui se seraient vendues dans l'Inde, auraient fait disparaître cet inconvénient. Mais il n'est plus temps de revenir sur ses pas. La probité et la bonne foi, qui sont essentiellement la base d'un commerce actif et solide, disparaissent de ces contrées, autrefois si florissantes, à mesure que le gouvernement y devient arbitraire, et par conséquent injuste. Bientôt on ne verra pas dans leurs ports un plus grand nombre de navigateurs que dans ceux des états voisins dont on connaît à peine l'existence.

Quoi qu'il en soit de ces observations, la compagnie française chassée de Siam, et n'espérant point de s'établir aux extrémités de l'Asie, commença de regreter son comptoir de Surate, où

elle n'osait plus se montrer depuis qu'elle en était sortie sans payer ses dettes. Elle avait perdu le seul débouché qu'elle pût avoir pour ses marchandises, et le seul marché où se trouvassent réunis les objets qu'appelaient les fantaisies de la mère-patrie et les besoins de ses colonies. En faisant face à ses engagemens, elle eût pu recouvrer la liberté dont elle s'était privée. Le gouvernement mogol, qui désirait une plus grande concurrence dans sa rade, l'en pressa souvent. Soit défaut de probité, d'intelligence ou de moyens, elle n'effaça pas la honte dont elle s'était couverte. Toute son attention se bornait à se fortifier à Pondichery, lorsqu'elle vit ses projets arrêtés par une guerre sanglante, dont l'origine était éloignée.

XV. Les Français perdent et recouvrent Pondichéry, leur principal établissement.

Les barbares du nord, qui avaient renversé l'empire romain, maître du monde, établirent une forme de gouvernement, qui ne leur permit pas de pousser leurs conquêtes, et qui maintint chaque état dans ses limites naturelles. La ruine des lois féodales et les changemens qui en furent les suites nécessaires semblaient annoncer pour une seconde fois l'établissement d'une sorte de monarchie universelle; mais la puissance autrichienne, affaiblie par la grandeur même de ses possessions et par la distance où elles étaient les unes des autres, ne réussit pas à renverser les boulevards qui s'élevaient contre elle. Après un siècle de travaux, d'espérances et de revers, elle fut réduite à céder son rôle à une nation que ses forces,

sa position et son activité rendaient plus redoutable aux libertés de l'Europe. Si Louis XIV, qu'on doit peut-être moins regarder comme le plus grand monarque de son siècle que comme celui qui représenta sur le trône avec plus de dignité, eût voulu modérer l'usage de sa puissance et le sentiment de sa supériorité, il est difficile de prévoir jusqu'où il aurait poussé sa fortune. Sa vanité nuisit à son ambition. Après avoir plié ses sujets à ses volontés, il voulut y assujettir ses voisins. Son orgueil lui suscita plus d'ennemis que son ascendant et son génie ne pouvaient lui procurer d'alliés et de ressources. Le goût qu'il semblait prendre aux flatteries de ses panégyristes et de ses courtisans, qui lui promettaient l'empire universel, servit plus que l'étendue même de son pouvoir à faire naître la crainte d'une conquête et d'une servitude générales. Les pleurs et les satires de ses sujets protestans, dispersés par un fanatisme tyrannique, mirent le comble à la haine que ses succès et l'abus de ses prospérités avaient inspirée.

Le prince d'Orange, esprit juste, ferme, profond, doué de toutes les vertus que n'exclut pas l'ambition, devint le centre de tant de ressentimens, qu'il fomentait depuis long-temps par ses négociations et ses émissaires. La France fut attaquée par la plus formidable confédération dont l'histoire ait conservé le souvenir, et la France fut partout et constamment triomphante.

Elle ne fut pas aussi heureuse en Asie qu'en Europe. Les Hollandais essayèrent d'abord de faire attaquer Pondichéry par les naturels du pays, qui ne pouvaient être jamais contraints de le restituer. Le prince indien auquel ils s'adressèrent ne fut pas tenté par l'argent qu'on lui offrit de se prêter à cette perfidie. *Les Français*, répondit-il constamment, *ont acheté cette place*, *il serait injuste de les en déloger*. Ce que ce raja refusait de faire fut exécuté par les Hollandais eux-mêmes. Ils assiégèrent la place en 1693, et furent forcés de la rendre, à la paix de Riswick, en beaucoup meilleur état qu'ils ne l'avaient prise.

Martin y fut placé de nouveau comme directeur, et y conduisit les affaires de la compagnie avec la sagesse, l'intelligence et la probité qu'on attendait de lui. Cet habile et vertueux négociant attira de nouveaux colons à Pondichéry, et il leur en fit aimer le séjour, par le bon ordre qu'il y fit régner, par sa douceur et par sa justice. Il sut plaire aux princes voisins, dont l'amitié était nécessaire à une colonie faible et naissante. Il choisit ou forma des sujets excellens, qu'il envoya dans les différens marchés d'Asie, et chez les différens princes. Il avait persuadé aux Français, qu'étant arrivés les derniers dans l'Inde, s'y trouvant sans force, et n'y ayant aucune espérance d'être secourus par leur patrie, ils ne pouvaient y réussir qu'en y donnant une idée avantageuse de leur ca-

ractère. Il leur fit perdre ce ton léger et méprisant qui rend si souvent leur nation insupportable aux étrangers. Ils furent doux, modestes, appliqués. Ils surent se conduire selon le génie des peuples, et suivant les circonstances. Ceux qui ne se bornaient pas aux emplois de la compagnie, répandus dans les différentes cours, y apprirent à connaître les lieux où se fabriquaient les plus belles étoffes, les entrepôts des marchandises les plus précieuses, et enfin tous les détails du commerce intérieur de chaque pays.

Préparer de loin des succès à la compagnie par l'opinion qu'il donnait des Français, par le soin de lui former des agens, par les connaissances qu'il faisait prendre, et par le bon ordre qu'il savait maintenir dans Pondichéry, où se rendaient de jour en jour de nouveaux habitans, c'était le seul service que Martin pouvait rendre; mais ce n'était pas assez pour donner de la vigueur à un corps atteint dès son berceau de maladies visiblement mortelles.

XVI. Décadence de la compagnie de France. Causes de son dépérissement.

Les infortunes de la compagnie commencèrent à Madagascar même. Ceux qui y conduisaient ses affaires manquèrent généralement d'application, d'intelligence et de probité. Le libertinage, l'oisiveté, l'insolence des premiers colons qu'elle y fit passer, ne lui causèrent guère moins de dommage que la mauvaise conduite de ses agens.

La jalousie poursuivit Mascara aux Indes. Ses ennemis réussirent à rendre sa fidélité suspecte.

On oublia trop aisement les services qu'il avait rendus, et on lui donna des dégoûts qui nuisirent beaucoup aux progrès de l'important établissement formé par ses soins. Son innocence fut à la fin hautement reconnue; mais cette tardive justice ne répara pas le mal qu'avait produit l'accueil fait à la calomnie.

C'était l'ouvrage du perfide Caron, qui avait voulu perdre le seul homme qui lui fit ombrage et qui pût le démasquer. Il avait besoin d'un crédit illimité et d'une confiance aveugle pour oser pousser ses rapines aussi loin qu'il le faisait. Les yeux ne s'ouvrirent que lorsqu'à son retour en Europe, avec l'escadre de la Haie, cet insatiable et trop accrédité facteur eut péri sur les côtes de Portugal avec le fruit de ses brigandages.

A ces calamités, qu'on peut dire domestiques, se joignit la guerre où les Provinces-Unies se trouvèrent engagées contre Louis XIV. Quelle que dût être l'issue de ces hostilités dans nos régions, aux Indes elles ne pouvaient qu'être désastreuses pour les Français, qui n'y étaient rien encore, et favorables aux Hollandais, qui à cette époque y étaient tout-puissans.

Ajoutez à ces intrigues, à ces crimes, à ces malheurs, le dégoût que prirent les actionnaires pour une entreprise où la plupart n'avaient consenti à placer leur nom que par complaisance pour le souverain, ou pour obtenir des faveurs du ministère. Peu d'entre eux remplirent les en-

gagemens de leur souscription avec l'exactitude qu'exigent les opérations du commerce.

Le monopole durait depuis dix ans, lorsqu'en 1675 on fit, pour la première fois, une assemblée générale. Par le compte qui fut rendu, il se trouva que toutes les ventes réunies ne s'étaient élevées qu'à quatre millions sept cent mille livres, et que des cinq millions fournis par les associés et des quatre millions prêtés par le gouvernement, il ne restait plus que deux millions cinq cent mille livres. Ce tableau était effrayant. Pour rassurer un peu les esprits, le roi donna ce qu'il n'avait qu'avancé. On espéra déterminer ceux des associés qui étaient en retard de se mettre en règle, en faisant une répartition de dix pour cent à ceux qui avaient fourni leur capital ou qui le fourniraient en deux mois; et l'année suivante les marchandises de la compagnie furent toutes déchargées des droits d'entrée et de sortie auxquels elles avaient été jusqu'alors assujetties.

Ces faveurs produisirent si peu d'effet, que, vers la fin de 1681, la compagnie demanda elle-même au ministère que les particuliers pussent trafiquer aux Indes, à condition qu'ils se serviraient de ses navires; que leurs marchandises en retour seraient déposées dans ses magasins, vendues avec les siennes, et lui paieraient dix pour cent. L'empressement du public à mettre à profit ces facilités fit espérer aux administrateurs que ces pe-

tits bénéfices multipliés allégeraient un peu le poids du fardeau sous lequel ils succombaient. Mais les actionnaires, moins touchés des médiocres avantages qu'ils tiraient de cet arrangement que blessés de la fortune que faisaient les marchands libres, voulurent au bout de deux ans redonner toute son étendue à leur privilége.

Depuis 1675 jusqu'en 1684, la compagnie expédia quatorze navires, dont les retours ne produisirent que quatre millions quatre cent mille livres. Durant ces neuf années le capital diminua encore, et se vit réduit à deux millions. Alors il fut arrêté que, pour former de nouveaux fonds, tous les associés seraient tenus de verser dans les caisses du monopole un quart au-dessus des sommes dont ils étaient propriétaires, et que ceux qui se refuseraient à cette décision seraient déchus de leur propriété, en recevant le remboursement du quart de leurs actions. Cette loi, trop sévère peut-être, procura quelque secours. On en obtint encore par un moyen que ne se serait pas permis un peuple vraiment commerçant.

Dès l'origine, tout l'extérieur d'un corps imposant et majestueux avait été donné à la compagnie. Outre l'administration fixée à Paris, elle eut des chambres de direction dans toutes les grandes places du royaume. C'étaient généralement des soins gratuits dont on comptait bien être dédommagé par les grâces ou par l'estime de Colbert. Après la mort du ministre, pour régir

des affaires que deux ou trois hommes laborieux auraient facilement conduites, on nomma vingt directeurs auxquels furent assignés de bons appointemens, mais sous la condition formelle que chacun d'eux prendrait dans le monopole un intérêt de soixante mille livres. L'argent que produisit ce mauvais arrangement, et celui qu'on avait comme arraché aux associés, mirent en état d'expédier quelques navires, dont les cargaisons furent riches et bien assorties, parce qu'elles n'avaient pas été formées à crédit. Leur vente augmenta le goût que la nation avait déjà pour tout ce qui venait des Indes. Cette espèce de passion ne tarda pas à être traversée.

Les fermiers du revenu public avaient vu avec chagrin les priviléges accordés à la compagnie. Cependant ils continrent leur mécontentement tout le temps qu'il y aurait eu pour eux du danger à le laisser éclater. Mais le protecteur de ces immunités ne fut pas plus tôt descendu dans la tombe, qu'ils les attaquèrent sans ménagement, réussirent à faire annuler les plus importantes, et à rendre inutiles celles mêmes qu'ils n'avaient pu faire révoquer.

La passion pour les toiles peintes de l'Indostan était générale dans l'Europe, et plus vive en France que partout ailleurs. Seulement on aurait désiré que les dessins en eussent été moins défectueux. La compagnie imagina la première de les tirer blanches, et de les faire imprimer

plus correctement. Ce nouveau genre de perfection, joint à une attention très-suivie de saisir les caprices de la mode, en étendit de plus en plus la consommation. Cette industrie ne fut pas seulement proscrite : on poussa la sévérité jusqu'à détruire les outils qui l'avaient formée, et qui auraient pu servir un jour à la ressusciter.

La proscription ne s'étendit pas d'abord aux étoffes d'or, d'argent, de soie de l'Orient ; mais cette indulgence ne dura que peu. Il ne parut pas même suffisant aux financiers d'en interdire l'usage dans le royaume ; ils exigèrent que la vente à l'étranger en fût prohibée, pour le forcer, disaient-ils, à tirer son vêtement des ateliers de France.

La compagnie introduisait presque annuellement six à sept mille livres pesant de soie, qui, après avoir payé des droits considérables au fisc, étaient la plupart versées dans les états voisins. On jugea cette importation nuisible aux soies du royaume, et elle fut défendue.

Rarement six mois s'écoulaient sans quelque règlement nouveau. C'était un flux, c'était un reflux continuel de contradictions dans une partie d'administration qui aurait exigé des principes réfléchis et invariables. Aussi était-ce alors une opinion généralement reçue en Europe, que le commerce s'établirait, se fixerait difficilement dans un empire où tout dépend des intérêts ou des fantaisies d'un seul homme.

Il restait peu de chose à perdre à la compagnie lorsque la guerre de 1689 vint achever sa ruine. D'innombrables corsaires, sortis des ports du royaume, désolèrent, par leur activité et par leur courage, la navigation de la Hollande et de l'Angleterre. Dans leurs riches prises se trouva une prodigieuse quantité de marchandises des Indes. Elles se répandirent à vil prix. Le corps privilégié, forcé par cette concurrence à vendre à perte le peu qu'il avait pu faire arriver dans ses magasins, se trouva sans la moindre ressource, lorsque le traité de Riswick rendit, en 1697, la paix aux nations.

Jusqu'alors la compagnie n'avait fait aucune expédition pour la Chine, quoique cette région fût comprise dans son octroi, et qu'il y eût des bénéfices plus considérables à faire que partout ailleurs. Un marchand, nommé Jourdan, voulut entreprendre seul ce que depuis trente-six ans une association nombreuse et protégée n'avait su ou pu opérer, et, en s'obligeant à payer cinq pour cent du produit de ses retours, obtint la liberté d'envoyer un navire à cette extrémité de l'Asie. Le succès de ce voyage donna lieu à un second, qui ne fut pas moins lucratif que le premier. Mais la guerre pour la succession d'Espagne arrêta cette activité naissante. La compagnie elle-même ne fit partir que quatre vaisseaux, et encore, pour en venir à bout, fallut-il qu'elle suspendît le paiement de ses billets, qu'elle prît de l'argent à une

grosse de soixante-quinze pour cent, et que le gouvernement lui prêtât huit cent cinquante mille livres.

Ces opérations ne permettaient pas de douter que les affaires du corps privilégié ne fussent dans le plus grand désordre. On en eut la démonstration lorsqu'en 1708 un arrêt défendit à ses créanciers toute poursuite contre lui, mais en les autorisant à prendre toutes les précautions qu'ils jugeraient convenables pour s'assurer de ce qui leur était dû. Malgré leur vigilance, la plupart furent mal payés, et le furent tous très-tard. Après cet éclat, il ne fut plus possible au monopole de faire le moindre armement. Cependant le gouvernement désirait que le commerce des Indes ne fût pas tout-à-fait interrompu. Crozat, le plus riche, le plus habile, le plus intègre des négocians du royaume, consentit à faire partir deux navires, et à donner même à ceux dont il prenait la place quinze pour cent sur ses retours, et un fret gratuit pour dix tonneaux de marchandises.

Pendant que ce traité s'exécutait, la compagnie vendit à quelques navigateurs de Saint-Malo le temps qui lui restait à jouir de son privilége. Mais, comme l'exercice en devait finir en 1715, le ministère, qui désirait la mettre en état d'acquitter les créances qu'elle avait encore, prorogea l'octroi pour dix ans. Ce nouvel arrangement fut traversé par la plus incroyable révolution qui soit jamais arrivée dans les finances du royaume.

La cause et les effets en seront mieux saisis par ceux qui remonteront avec nous aux époques les plus reculées de la monarchie.

XVII. Révolutions arrivées dans les finances de la France depuis les premiers temps de la monarchie.

On ignore absolument de quelle manière les premiers Gaulois fournissaient aux différens besoins des confédérations dont ils étaient membres. Sous la domination romaine, leurs descendans donnèrent pour toute contribution le cinquième du fruit de leurs arbres, la dîme du produit de leurs moissons en nature.

L'invasion des Francs fit disparaître cet impôt sans le remplacer par d'autres. Pour fournir à ses dépenses particulières, et même aux besoins publics, le souverain n'avait de revenu que celui de ses terres, qui étaient vastes et nombreuses. On y voyait des bois, des étangs, des haras, des troupeaux, des esclaves sous la direction d'un administrateur actif, chargé de maintenir l'ordre, d'animer les travaux, de faire naître l'abondance. La cour allait vivre successivement dans ces domaines, uniquement employés en productions utiles; et ce qu'elle ne consommait pas était vendu pour d'autres usages. C'était le peuple qui fournissait les chariots nécessaires pour les voyages du prince, et les grands qui le logeaient et le nourrissaient. On lui faisait à son départ un présent plus ou moins considérable; et ce témoignage d'amour devint une imposition sous le nom de *droit de gîte*, lorsque les chefs de l'état se dégoûtèrent d'une vie si errante. Avec ces fai-

bles ressources et quelques secours toujours très-légers, que les assemblées de la nation accordaient rarement dans le champ de mars; les rois ne laissèrent pas de bâtir de magnifiques églises, de fonder de riches évêchés, de repousser des ennemis puissans, de faire des conquêtes importantes.

Au commencement du huitième siècle, le maire du palais, Charles-Martel, jugea ces fonds insuffisans pour la défense du royaume violemment attaqué par les Sarrasins, redoutables par leur nombre, par leur valeur et par leurs victoires. Il parut à ce fameux dépositaire de l'autorité royale qu'une guerre contre les infidèles devait être soutenue par des biens sacrés; et sans aucun de ces ménagemens auxquels il a fallu recourir depuis, qui même ont été souvent employés sans succès, il s'empara des richesses ecclésiastiques, qui étaient immenses. Si le clergé se flatta que la paix le rétablirait dans ses possessions, les événemens trahirent ses espérances. Les monarques restèrent les maîtres des plus riches évêchés, les grands des meilleures abbayes, et les simples gentilshommes des bénéfices moins considérables. Ce furent des fiefs qui obligeaient leurs possesseurs, ou, si l'on veut, leurs usurpateurs, à un service militaire proportionné à leur importance. On ne les tint d'abord qu'à vie; mais ils devinrent héréditaires dans la décadence de la famille de Charlemagne. Alors ils entrèrent dans la circulation comme toutes les

autres propriétés. On les donna, on les vendit, on les partagea. Une cure servait souvent de dot à une jeune personne, qui en affermait la dîme et le casuel.

Les premiers rois de la troisième race se laissèrent persuader qu'il était de leur religion et de leur justice de rendre au sanctuaire ce qu'on lui avait ravi. Le sacrifice était d'autant plus grand, que ces princes ne pouvaient attendre aucun secours d'une nation morcelée qui ne s'assemblait plus ; qu'il ne leur restait de leur ancien domaine que ce qui s'était trouvé situé dans l'enceinte du territoire borné qui était resté immédiatement soumis à leurs ordres, lorsque le gouvernement était devenu totalement féodal. Ce furent les Juifs qui, le plus souvent, remplirent le vide que ces révolutions avaient occasionné dans les caisses royales.

Trente-sept ans après la mort du Messie, Titus attaqua et prit Jérusalem. Il périt durant le siége des milliers de Juifs ; un grand nombre furent faits esclaves, et le reste de la nation se dispersa. Une partie passa dans les Gaules, où elle éprouva des traitemens divers, suivant le temps et les circonstances.

Quelquefois les Juifs achetèrent le droit de former dans l'état un peuple isolé. Ils avaient alors des tribunaux particuliers, un sceau qui leur était propre, des cimetières hors des murs des villes, des synagogues où il ne leur était permis

de prier qu'à voix basse, un signe sur leurs habits qui ne permettait pas de les méconnaître.

Si de temps en temps on voulait les forcer de se faire chrétiens, plus souvent encore il leur était défendu de l'être. Un Juif qui changeait de religion tombait en forfaiture. Ses biens étaient confisqués. On le dépouillait de tout, parce qu'on perdait pour l'avenir le droit de l'accabler de taxes.

Ordinairement on livrait la nation aux usures de ces hommes pervers; mais, dans quelques occasions, toute liaison avec eux était interdite. La loi défendait de prendre des Juifs pour domestiques, de tenir d'eux aucune ferme, d'accorder sa confiance à leurs médecins, de nourrir ou même d'élever leurs enfans.

On les accusa souvent d'avoir empoisonné les puits, d'avoir égorgé des enfans, d'avoir crucifié un homme le jour remarquable du saint vendredi. L'or, l'or seul pouvait les justifier de tant d'atrocités, également destituées de vérité et de vraisemblance.

La tyrannie leur donna souvent des fers. Leurs personnes, leurs biens, leurs meubles, tout appartenait au seigneur du lieu où ils habitaient. Il pouvait les poursuivre s'ils changeaient de domicile; et le souverain lui-même n'avait pas le droit de les retenir lorsqu'ils étaient réclamés. C'était un effet dans le commerce; on vendait ces sortes d'esclaves avec la terre, ou même séparé-

ment, plus ou moins, selon qu'ils avaient des talens et de l'industrie.

Il arriva qu'on les obligeait de se racheter. Ces âmes basses auraient préféré une servitude qui ne les empêchait pas de s'enrichir à une indépendance qui devait les dépouiller de leurs richesses; mais on ne leur laissait pas la liberté du choix. Il fallait expirer dans les supplices, ou tirer des entrailles de la terre les trésors qu'ils y avaient cachés.

Lorsque ces sangsues insatiables avaient dévoré la substance de l'état entier, on leur faisait regorger leurs rapines, et on les chassait. Pour obtenir la permission de recommencer leurs brigandages, elles sacrifiaient une partie de l'or qu'elles avaient sauvé de leur naufrage, et se servaient de l'autre pour regagner plus encore qu'on ne leur avait ôté.

Quoique les barons eussent tous plus ou moins de part aux vexations dont on accablait les Juifs, les rois, dont cette nation perverse dépendait plus spécialement, en tiraient toujours le principal avantage. C'est avec cette funeste et odieuse ressource qu'ils soutinrent quelque temps une autorité faible et contestée. Dans la suite, l'abus des monnaies leur fournit de nouveaux secours.

Les gouvernemens anciens étaient bien éloignés de faire un profit sur les monnaies. C'était toujours l'état qui faisait la dépense de leur fabrication. On ignore quelle est la nation qui perçut

la première un droit sur cet instrument universel d'échanges. Si la France donna ce funeste exemple, les rois de la première et de la seconde race dûrent tirer peu d'avantage de cette pernicieuse innovation, parce que les paiemens se faisaient, comme chez les Romains, avec des métaux qu'on donnait au poids, et que les espèces n'étaient connues que dans les détails du commerce. Cet usage diminua beaucoup dans la suite; et les rois n'en furent que plus portés à augmenter un impôt qui leur devenait de jour en jour plus avantageux. Ils allèrent bientôt plus loin, et ils se permirent la plus grande des infidélités, celle d'altérer les monnaies au gré de leur caprice ou selon leurs besoins. C'étaient des refontes continuelles; c'étaient des alliages toujours plus impurs.

Ce fut avec ces odieux secours; avec le revenu d'un territoire excessivement borné; avec quelques fiefs qui devenaient vacans ou qu'on confisquait; avec des offrandes volontaires, et que pour cette raison on appelait *dons de bénévolence;* avec quelques droits qu'on exerçait sur les barons, mais qui étaient plutôt des marques de supériorité que de vrais impôts; ce fut avec ces moyens que la couronne se soutint, qu'elle s'agrandit même tout le temps qu'elle n'eut pour ennemis que des vassaux plus faibles qu'elle. Alors les guerres ne duraient que des semaines; les armées n'étaient pas nombreuses; le service se faisait gratuitement; les dépenses de la cour étaient si bor-

nées, que, jusqu'au funeste règne de Charles VI, elles ne passèrent jamais 94,000 livres.

Mais aussitôt que l'épidémie des croisades eut entraîné les Français loin de leurs frontières, aussitôt que des ennemis étrangers se portèrent en force sur la France, il fallut des fonds réguliers et considérables. Les rois auraient bien voulu ordonner eux-mêmes ces contributions. Plus d'une fois ils le tentèrent. La réclamation des gens éclairés les avertit de leurs usurpations, et les révoltes des peuples les forcèrent d'y renoncer. Il fallut reconnaître que cette autorité appartenait à la nation assemblée, et n'appartenait qu'à elle. Ils jurèrent même à leur sacre que ce droit sacré, inaliénable, serait à jamais respecté; et ce serment eut quelque force durant plusieurs siècles.

Tout le temps que la couronne n'avait eu d'autre revenu que le produit de son domaine, c'étaient ses sénéchaux, ses baillis qui, chacun dans leur département, étaient chargés du recouvrement des deniers publics; en sorte que l'autorité, la justice et la finance se trouvaient réunies dans la même main. Il fallut établir un nouvel ordre de choses, lorsque les impositions devinrent générales dans le royaume. Soit que les taxes portassent sur la personne ou sur les maisons des citoyens; soit qu'on leur demandât le cinquième ou le dixième de leurs récoltes, le cinquantième ou le centième de leurs biens meubles et immeubles; soit qu'on fît d'autres combinaisons plus ou

moins heureuses, c'était une nécessité d'avoir des agens pour recueillir ces différens tributs, et le malheur de l'état voulut qu'on les allât chercher en Italie, où l'art de pressurer les peuples avait déjà fait des progrès immenses.

Ces financiers, connus sous le nom de *lombards*, ne tardèrent pas à montrer un génie fertile en inventions frauduleuses. On essaya cent fois inutilement de mettre un frein à leur insatiable cupidité. Un abus réprimé se trouvait à l'instant remplacé par un abus d'un autre genre. Si l'autorité poursuivait quelquefois avec rigueur ces odieux brigands, ils trouvaient un appui certain dans des hommes puissans dont ils avaient acheté le crédit. A la fin cependant le désordre fut poussé si loin, qu'aucune protection ne les put sauver. On confisqua les avances ruineuses que ces pernicieux étrangers avaient faites au gouvernement et aux particuliers; on les dépouilla des immenses trésors qu'ils avaient entassés, et ils furent bannis du royaume, où jamais ils n'auraient dû être admis. Après leur expulsion, les états-généraux, qui ordonnaient les subsides, se chargèrent d'en faire la levée; et cet arrangement continua jusqu'à Charles VII, qui le premier se permit d'établir un impôt sans le consentement de la nation, et qui s'appropria le droit de les faire tous percevoir par ses délégués.

Sous le règne de Louis XII, le revenu public, qui s'était accru par degrés, fut porté à 7,650,000

livres. Le marc d'argent valait alors onze livres, et le marc d'or cent trente. Cette somme représentait trente-six de nos millions actuels.

A la mort de François 1er, le fisc recevait 15,730,000 livres, à quinze francs le marc d'argent, et à cent soixante-cinq le marc d'or : c'était cinquante-six de nos millions. Sur cette somme il fallait prélever 60,416 livres 3 sous 4 deniers pour les rentes perpétuelles créées par ce prince, et qui, au denier douze, représentaient un capital de 725,000 livres : c'était une innovation. Ce n'est pas que quelques-uns de ses prédécesseurs n'eussent connu la funeste ressource des emprunts; mais c'était toujours sous la caution de leurs agens, et l'état n'était jamais engagé.

Quarante ans de guerres civiles, de fanatisme, de déprédations, de crimes et d'anarchie, plongèrent les finances du royaume dans un désordre dont il n'y avait qu'un Sully qui pût les tirer. Ce ministre économe, éclairé, vertueux, appliqué, courageux, éteignit pour sept millions de rentes, diminua les impositions de trois millions, et laissa à l'état vingt-six millions, grevés seulement de 6,025,666 livres 2 sous 6 deniers de rente. Toutes charges déduites, il entrait donc vingt millions dans le trésor royal : 15,500,000 livres suffisaient pour les dépenses publiques, et les réserves étaient de 4,500,000 livres. L'argent valait alors 22 livres le marc.

La retraite forcée de ce grand homme, après la fin tragique du meilleur des rois, fut une calamité qu'il faut déplorer encore. La cour s'abandonna d'abord à des profusions qui n'avaient point d'exemples dans la monarchie; et les ministres formèrent dans la suite des entreprises que les forces de la nation ne comportaient pas. Ce double principe d'une confusion certaine ruina de nouveau le fisc. En 1661, les impositions montèrent à 84,222,096 livres; mais les dettes absorbaient 52,377,172 livres. Il ne restait par conséquent pour les dépenses publiques que 31,844,924 livres, somme évidemment insuffisante pour les besoins de l'état. Telle était la situation des finances lorsque l'administration en fut confiée à Colbert.

Ce ministre, dont le nom est devenu si fameux chez toutes les nations, porta en 1683, qui fut la dernière année de sa vie, les revenus du monarque qu'il servait à 116,873,476 livres. Les charges ne montaient qu'à 23,375,274 livres. Il entrait par conséquent dans les coffres du roi 93,498,202 livres. L'argent valait alors 28 livres 10 sous 10 deniers le marc. On est réduit à regretter que la funeste passion de Louis XIV pour la guerre, que son goût désordonné pour toutes les dépenses qui avaient de l'éclat, aient privé la France d'une partie des avantages qu'elle pouvait se promettre d'un si grand administrateur.

Après la mort de Colbert, les affaires retom-

hèrent dans le chaos d'où son application et ses talens les avaient fait sortir. La France jeta encore quelque éclat au-dehors ; mais le dépérissement de son intérieur devenait tous les jours plus grand. Les finances, administrées sans ordre et sans principes, furent la proie d'une foule de traitans avides. Ils se rendirent nécessaires par leurs brigandages mêmes, et parvinrent à donner la loi au gouvernement. La confusion, l'usure, les mutations continuelles dans les monnaies, les réductions forcées d'intérêt, les aliénations du domaine et des impositions, des engagemens impossibles à tenir, la création des rentes et des charges, les priviléges, les exemptions de toute espèce, cent maux plus ruineux les uns que les autres furent la suite déplorable et inévitable des mauvaises administrations qui se succédèrent presque sans interruption.

Le discrédit devint bientôt universel. Les banqueroutes se multiplièrent ; l'argent disparut ; le commerce fut anéanti ; les consommations diminuèrent ; on négligea la culture des terres ; les ouvriers passèrent chez l'étranger ; le peuple n'eut ni nourriture, ni vêtement ; la noblesse fit la guerre sans appointement, et engagea ses possessions ; tous les ordres de l'état, accablés sous le poids des taxes, manquaient du nécessaire ; les effets royaux étaient dans l'avilissement : les contrats sur l'Hôtel-de-ville ne se vendaient que la moitié de leur valeur, et les papiers moins privi-

légiés perdaient infiniment davantage. Louis XIV, sur la fin de ses jours, eut un besoin pressant de huit millions; il fut obligé de les acheter par trente-deux millions de rescriptions : c'était emprunter à quatre cents pour cent.

Une usure si criante ne révoltait pas. L'état avait, il est vrai, 115,389,074 livres de revenu; mais les charges en emportaient 82,859,504 livres, et il ne restait pour les dépenses du gouvernement que 32,529,570 livres, à 30 liv. 10 sous 6 deniers le marc; encore tous ces fonds étaient-ils consommés d'avance pour plus de trois années.

Tel était le désordre des affaires lorsque le 1er septembre 1715 le duc d'Orléans prit les rênes du gouvernemeut. Les vrais amis de ce grand prince désiraient qu'il assemblât les états-généraux. C'était un moyen infaillible de conserver, d'augmenter même la faveur publique, alors ouvertement déclarée pour lui. Quelques mesures qu'eût prises la nation pour sortir de l'état de crise où les dissipations du règne précédent l'avaient précipitée, on n'aurait pu lui rien imputer. Philippe se prêtait sans effort à cet expédient. Malheureusement les perfides confidens, qui avaient usurpé trop d'empire sur ses pensées, réprouvèrent un projet où leurs intérêts particuliers ne se trouvaient pas. Il fut abandonné.

Alors quelques grands, révoltés du despotisme sous lequel gémissait la France, et ne voyant point de jour à l'ébranler, eurent l'idée d'une

banqueroute entière, qu'ils croyaient propre à tempérer l'excès du pouvoir absolu. La manière dont ils la concevaient était singulière.

Dans leur plan la couronne n'est pas élective, elle n'est pas héréditaire. C'est un fidéi-commis fait par une nation entière à une maison pour en jouir de mâle en mâle, d'aîné en aîné, tant que la famille existera. D'après ce principe, un roi de France ne tient rien de celui auquel il succède. Il arrive à son tour au trône, en vertu du droit que lui donne sa naissance, et nullement par représentation. Dès-lors les engagemens de ses prédécesseurs ne le lient pas. La loi primordiale qui lui donne le sceptre veut que la substitution soit pure, franche, libre de toute obligation.

Ces hommes hardis voulaient qu'un édit des plus solennels consacrât aux yeux de l'Europe des maximes qui leur paraissaient incontestables, et les conséquences décisives qu'ils en tiraient. Ils pensaient que la connaissance de ces vérités détournerait les étrangers et les citoyens de prêter leurs capitaux à un gouvernement qui ne pourrait donner aucune solidité à leurs créances. La cour devait dès-lors être réduite à ses revenus. Quelque considérables qu'ils fussent, c'était une nécessité que les caprices des souverains s'arrêtassent; que les entreprises dispendieuses des ministres devinssent moins longues et plus rares; que les favoris et les maîtresses missent quelques bornes à leur insatiable cupidité.

Sans adopter une politique qui leur paraissait devoir mener les princes à la tyrannie, quelques administrateurs opinaient à décharger la couronne de ses dettes, quelle que fût leur origine. Leur cœur ne soutenait pas le cruel spectacle d'une nation aimable, aigrie par les vexations de tous les genres qu'elle avait éprouvées pendant quarante ans, qui succombait sous l'énorme fardeau de sa misère actuelle, qui était désespérée de prévoir que l'avenir, cette grande ressource des infortunés, ne porterait aucun soulagement à ses maux et les aggraverait peut-être. Les créanciers de l'état, qui ne faisaient pas la millième partie des citoyens, qui n'étaient connus la plupart que par leurs rapines, dont les plus honnêtes devaient une partie de leur aisance au fisc, intéressaient moins ces administrateurs. Dans la fâcheuse nécessité d'immoler une partie de la nation à l'autre, c'était les prêteurs qu'ils opinaient à sacrifier.

Le régent, après quelques irrésolutions, se refusa à une violence qu'il jugeait devoir imprimer une tache ineffaçable sur son administration. Il préféra un examen sévère des engagemens publics à une banqueroute flétrissante, dont il croyait éviter l'éclat.

Un bureau de révision, établi le 7 décembre 1715, réduisit six cent millions d'effets au porteur à deux cent cinquante millions de billets d'état; et cependant, après cette opération, la dette nationale s'élevait à 2,062,138,001 livres.

L'énormité de ces engagemens fit adopter au mois de mars 1716 l'idée d'une chambre de justice, destinée à poursuivre ceux qui avaient causé la misère publique ou qui en avaient profité. Cette inquisition ne fit que mettre au grand jour l'incapacité des ministres qui avaient conduit les finances, les ruses des traitans qui les avaient englouties, la bassesse des courtisans qui vendaient leur crédit à qui voulait l'acheter. Les bons esprits furent affermis par cette nouvelle expérience dans l'horreur qu'ils avaient toujours eue pour un tribunal pareil. Il avilit la dignité du prince qui manque à ses engagemens, et met sous les yeux des peuples les vices d'une administration ignorante et corrompue; il anéantit les droits du citoyen, qui ne doit compte de ses actions qu'à la loi; il fait pâlir tous les hommes riches que leur fortune, bien ou mal acquise, désigne à la proscription; il encourage les délateurs qui marquent du doigt à la tyrannie ceux qu'il est avantageux de ruiner; il est composé des sangsues impitoyables qui voient des criminels partout où ils soupçonnent de l'opulence; il épargne des brigands qui savent se mutiler à propos pour dépouiller les âmes honnêtes, défendues seulement par leur innocence; il sacrifie les intérêts du fisc aux fantaisies de quelques favoris avides, débauchés et dissipateurs.

Tous les ressorts de l'état étaient ruinés avant qu'on eût essayé d'une ressource qui portait vi-

siblement l'empreinte des passions et du préjugé. La situation du corps politique devint encore plus désespérée après ce mouvement convulsif. Les membres de la république perdirent le peu qui leur restait d'action et de vie. Il fallait ranimer le cadavre. Cette résurrection n'était pas impossible, parce qu'on était généralement disposé à se prêter à tous les remèdes. La difficulté était de n'en trouver que de bons. Le célèbre Law le tenta.

XVIII. Moyens imaginés par Law pour tirer les finances de France du désordre où elles sont tombées. Part qu'a la compagnie à l'exécution de ses projets.

Cet Écossais était un de ces hommes à projets, de ces empiriques d'état qui promènent en Europe leurs talens et leur inquiétude. Il était grand calculateur; et, ce qui paraît presque incompatible, doué en même temps d'une imagination vive et ardente. Ces rapports d'esprit et de caractère plurent au regent, et bientôt le subjuguèrent. Law promit de rétablir les finances, et fit aisément goûter à ce prince, dissipateur et ingénieux, un plan qui lui faisait espérer de l'argent et de la gloire. Voici quels furent l'enchaînement et le résultat de ses opérations.

D'abord il obtint d'établir à Paris, dans le cours de mai 1716, une banque dont le fonds de six millions fut formé par douze cents actions, de mille écus chacune.

Il n'était pas permis à cette banque de faire le moindre emprunt. Tout commerce lui fut interdit, et ses engagemens devaient être à vue. Chaque citoyen, chaque étranger y pouvaient dé-

poser leur argent ; et elle s'obligeait à faire tous leurs paiemens, moyennant cinq sous par trois mille livres. Ses billets, qu'elle livrait pour un gain modique, étaient acquittés dans toutes les provinces par les directeurs des monnaies qui étaient ses correspondans, et qui, de leur côté, tiraient sur sa caisse. Son papier était également reçu dans les principales places de l'Europe, au cours où se trouvait le change aux époques de l'échéance.

Les succès du nouvel établissement confondirent les ennemis de son fondateur, surpassèrent peut-être ses espérances. Son influence se fit sentir dès les premiers jours. Une circulation rapide de l'argent, qu'une défiance universelle retenait dans l'inaction depuis si long-temps, redonna du mouvement à tout. Les arts, la culture, les ateliers furent ranimés. Les consommations reprirent leur ancien cours. Les négocians, trouvant à cinq pour cent l'avance de leurs lettres de change en effets qui valaient des métaux, recommencèrent leurs spéculations. Le cours de l'usure fut arrêté, parce que les capitalistes se virent obligés de consentir au même intérêt que prenait la banque. Lorsque les étrangers purent compter sur la nature des paiemens qu'ils auraient à faire, ils redemandèrent des productions dont ils se privaient à regret. Au grand étonnement de toutes les nations, le change remonta à l'avantage de la France.

C'était beaucoup, mais ce n'était pas tout le bien possible et nécessaire. Au mois de mars 1717 il fut arrêté que les billets de banque seraient reçus en paiement des impositions dans tous les bureaux, et qu'ils seraient acquittés à vue et sans escompte par ceux qui étaient chargés du maniement des deniers publics. Par ce règlement important on retenait le produit des tributs dans les provinces, on épargnait au prince et à la nation la voiture de l'argent, et les circuits, aussi multipliés qu'inutiles, qu'il faisait entre les mains de divers trésoriers. Cette opération, qui porta le crédit de la banque au plus haut période, ne fut pas moins utile au gouvernement. Ses recouvremens ne se firent pas seulement sans ces violences, qui depuis si long-temps décriaient l'administration et désespéraient les peuples ; il vit encore dans ses revenus une augmentation continuelle et rapide, qui ne pouvait pas manquer de changer un jour sa situation.

Le spectacle inespéré de tant d'avantages fit regarder Law comme un génie juste, étendu, élevé, qui dédaignait la fortune, qui aimait la gloire, qui voulait aller à la postérité par de grandes choses. La reconnaissance le jugeait digne des monumens publics les plus honorables. Cet étranger, hardi et entreprenant, profita d'une disposition si favorable des esprits pour accélérer l'exécution d'un projet qui l'occupait depuis très-long-temps.

Il obtint, au mois d'août 1717, la permission d'établir la compagnie d'Occident, dont les droits se bornèrent d'abord au commerce exclusif de la Louisiane et des castors du Canada. Les priviléges anciennement accordés pour le commerce d'Afrique, des Indes et de la Chine, se fondirent bientôt dans la nouvelle société. Son ambition était de rembourser les dettes de l'état. Pour la mettre en état de suivre un si grand objet, le gouvernement lui accorda la vente du tabac, les monnaies, les recettes et les fermes-générales.

Afin d'accélérer la révolution, Law voulut, le 4 décembre 1718, que la banque qu'il avait établie deux ans auparavant, et qui, ne confondant pas ses intérêts avec ceux de l'état, avait été d'une si grande utilité, fût convertie en banque royale. Ses billets tinrent lieu de monnaie entre les particuliers, et on les reçut en paiement dans toutes les caisses royales.

Les premières opérations du nouveau système subjuguèrent toutes les imaginations. Les actions de la compagnie, achetées la plupart avec des billets d'état, et qui l'une dans l'autre ne coûtaient pas réellement cinq cents livres, valurent jusqu'à dix mille francs, payables en billets de banque. Le Français, l'étranger, les gens les plus sensés, vendaient leurs contrats, leurs terres, leurs bijoux, pour jouer un jeu si extraordinaire. L'or et l'argent tombèrent dans le plus grand avilissement. On ne voulait que du papier.

Il n'était peut-être pas impossible que cet enthousiasme se soutînt assez long-temps pour être de quelque utilité, si les vues de Law avaient été suivies. Ce calculateur, malgré la hardiesse de ses principes, voulait borner le nombre des actions, quoiqu'il ne pût être jamais forcé de les rembourser; mais il était surtout déterminé à ne pas répandre pour plus d'un milliard ou douze cents millions de billets de banque. On supposait que c'était la masse du numéraire qui circulait dans le royaume; et il se flattait d'en attirer par ses opérations une assez grande quantité dans les coffres du roi pour pouvoir faire face à ceux qui voudraient changer en métaux leur papier-monnaie. Un plan dont le succès était si peu vraisemblable fut encore dérangé par la conduite du régent.

Ce prince avait reçu de la nature une pénétration vive, une mémoire rare, un sens droit et juste. Il dut au travail une éloquence noble, un discernement exquis, le goût et la pratique des arts. A la guerre il montra une valeur brillante, et dans les affaires une dextérité pleine de franchise. Son caractère et les circonstances le placèrent dans des situations délicates, où il acquit une grande connaissance des hommes et une expérience prématurée. L'espèce de disgrâce où il vécut long-temps lui donna des mœurs sociales. Il était d'un accès facile. On n'avait ni humeur, ni hauteur à craindre dans son commerce. Sa

conversation était insinuante, et ses manières remplies de grâce. Il eut de la bonté, ou du moins il en prenait le masque.

Tant de qualités aimables, tant de qualités estimables ne produisirent pas les grands effets qu'on en pouvait attendre. La faiblesse de Philippe rendit inutiles à la nation tous ces avantages. Jamais il ne put prendre sur lui de rien refuser à ses amis, à ses ennemis, à ses maîtresses, surtout à Dubois, le plus corrompu, le plus corrupteur des hommes. Cette impuissance éclata singulièrement à l'époque du système. Pour assouvir la cupidité de tous ceux qui avaient l'audace de se dire ou de se croire nécessaires, il créa six cent vingt-quatre mille actions, dont la valeur s'éleva au-dessus de six milliards, et en billets de banque pour la somme de 2,696,400,000.

Une disproportion si énorme entre le papier et l'argent serait peut-être tolérable chez un peuple libre, où elle se serait formée par degrés. Les citoyens, accoutumés à regarder la nation comme un corps permanent et indépendant, l'acceptent d'autant plus volontiers pour caution, qu'ils ont rarement une connaissance exacte de ses facultés, et qu'ils ont de sa justice une idée favorable, fondée ordinairement sur l'expérience. Avec ce préjugé, le crédit y est souvent porté au-delà des ressources et des sûretés. Il n'en est pas ainsi dans les monarchies absolues, dans celles surtout qui ont souvent violé leurs engagemens. Si dans un

instant de vertige, on leur accorde une confiance aveugle, c'est toujours pour peu de temps. Leur insolvabilité frappe bientôt les yeux les moins clairvoyans. La bonne foi du monarque, l'hypothèque, les fonds, tout paraît imaginaire. Le créancier, revenu de son premier éblouissement, revendique son argent avec une impatience proportionnée à ses inquiétudes. L'histoire du système vient à l'appui de cette vérité.

Le désir d'écarter ceux qui, revenus les premiers de la folie générale, cherchaient à convertir leur papier en métaux, fit recourir à des expédiens tels que les aurait proposés l'ennemi le plus acharné de l'opération. L'or fut proscrit dans le commerce. Il fut défendu à tous les citoyens de garder chez eux plus de cinq cent livres en espèces. Un édit annonça plusieurs diminutions successives dans les monnaies. Ces tyranniques moyens n'arrêtèrent pas seulement les demandes, ils réduisirent encore quelques hommes timides à la cruelle nécessité de porter à la banque de nouveaux fonds. Mais ce succès passager ne cachait pas même l'abîme creusé si imprudemment.

Pour étayer un édifice qui croulait de toutes parts, il fut arrêté que l'argent serait porté à 82 livres 10 sous le marc; que le billet de banque serait réduit à la moitié de sa valeur, et l'action à cinq neuvièmes. Ce rapprochement du papier et de l'argent était peut-être l'idée la moins déraisonnable qu'il fût possible de suivre dans la situa-

tion désespérée où étaient les affaires. Elle acheva cependant de tout confondre. La consternation fut universelle. Chacun pensa avoir perdu la moitié de son bien, et s'empressa de retirer le reste. Les caisses étaient vides, et il se trouva que les agioteurs n'avaient embrassé que des chimères. Alors disparut Law, et avec lui l'espoir aveuglément conçu d'obtenir le rétablissement de la fortune publique par ses lumières. Tout tomba dans la confusion.

Il ne paraissait pas possible de débrouiller le chaos. Pour y parvenir, on créa, le 26 janvier 1721, un tribunal où les contrats de rente viagère et perpétuelle, les actions, les billets de banque, tous les papiers royaux, de quelque nature qu'ils fussent, devaient être déposés dans deux mois, et leur validité discutée ensuite.

Par cet examen, si célèbre sous le nom de *visa*, le gouvernement reconnut devoir aux particuliers dix-sept cent millions de livres, au paiement desquels il fut pourvu par une création de rentes qui subsistent encore.

XIX. Situation de la compagnie des Indes à la chute du système.

Le sort de la compagnie des Indes, qui avait eu le maniement de tous les revenus publics, ne fut fixé qu'en 1723. On compta pour rien les désastreuses opérations où son nom avait été mêlé, et elle fut rétablie dans sa situation première. Cette association avait eu originairement un fonds de cent millions, pour lequel l'état lui paya dès 1717 un intérêt de cinq pour cent, qui

fut réduit à trois deux ans après, et fixé enfin de cette dernière manière à la grande époque de sa liquidation. C'était sûrement un traitement favorable pour un capital formé avec des billets d'état, qui à cette époque perdaient les deux tiers de leur valeur. Pour s'acquitter envers les intéressés et donner à leur établissement une solidité indépendante des événemens, le roi leur aliéna, à titre *d'engagement*, pour quatre-vingt-dix millions, le privilege de la ferme du tabac, qui rendait alors deux millions sept cent mille livres, et pour les autres dix millions leur assigna trois cent mille livres de revenu sur son trésor. Le nombre des actions qui demeuraient à leur charge fut de cinquante-six mille.

Jusqu'à cette époque la nouvelle compagnie des Indes, qui était entrée dans tous les droits de l'ancienne, et qui s'était obligée à en remplir les engagemens, n'avait envoyé que trois vaisseaux dans les mers d'Asie. Ils n'avaient été expédiés que vers la fin de 1720, et peu de mois avant la chute du système. Quoique richement chargés à leur départ, ils n'avaient à leur retour que peu de marchandises, parce que l'argent qu'on leur avait donné avait principalement servi à payer une partie des dettes qui depuis trop long-temps déshonoraient le nom français dans ces régions. La confusion où tombèrent les affaires durant leur voyage ne permit pas de les faire suivre par d'autres jusqu'en 1723. Ce ne fut même que deux

ans après qu'il fut constaté que les fonds réels de la société, en y comprenant les cent millions dus par le gouvernement, ne s'élevaient qu'à 137,201,547 livres.

Comme les productions et les manufactures de l'Inde n'étaient pas alors d'un usage aussi général qu'elles le sont devenues, il eût été possible, avec la partie disponible de ce capital sagement employée, et le crédit que donne toujours une administration bien ordonnée, de fournir à l'approvisionnement de la France entière. Il n'en fut pas ainsi. Malheureusement un ministère peu éclairé avait laissé à cette société plusieurs priviléges des différentes compagnies dont elle s'était formée. A la vente du tabac on avait ajouté le monopole du café, le droit de faire sans concurrens la traite des esclaves, la propriété de la Louisiane. Ces faveurs, qui mettaient des obstacles insurmontables au progrès des colonies nationales, attirèrent la principale attention du corps qui les obtenait. Ses chefs ne songèrent qu'à tirer de l'argent des cessions qui lui étaient faites en Afrique et en Amérique. L'esprit de finance, qui rétrécit les vues comme celui du commerce les étend, s'empara d'eux, et ne se ralentit qu'au moment où Orri fut chargé des finances du royaume.

XX. Succès éclatans de la compagnie. Quels sont

Ce ministre, dont l'intégrité et le désintéressement formaient le caractère, gâtait ses vertus par une rudesse qu'il justifiait d'une manière peu

ceux de ses agens qui les lui procurent.

honorable pour sa nation. *Comment cela pourrait-il être autrement*, dit-il à un de ses amis qui lui reprochait sa brutalité, *sur cent personnes que je vois par jour, cinquante me prennent pour un sot, et cinquante pour un fripon?* Il avait un frère nommé Fulvy, dont les principes étaient moins austères, mais qui avait plus de liant et de capacité. Il lui confia le soin de la compagnie, qui devait prendre nécessairement de l'activité dans de telles mains.

Les deux frères, malgré les préjugés anciens et nouveaux, malgré l'horreur qu'on avait pour un rejeton du système, malgré l'autorité de la Sorbonne qui avait déclaré le dividende des actions usuraire, malgré l'aveuglement d'une nation assez crédule pour n'être pas révoltée d'une décision si absurde, réussirent à persuader au cardinal de Fleury qu'il convenait de protéger efficacement la compagnie des Indes. Ils engagèrent même ce ministre, plus habile dans l'art de ménager les richesses que dans celui de les multiplier, à prodiguer les bienfaits du gouvernement à cet établissement. Le soin d'en conduire le commerce et d'en augmenter les forces fut ensuite confié à des sujets d'une capacité connue.

Au temps de leurs premières navigations aux Indes, les Portugais avaient découvert, entre le dix-neuvième et le vingtième degré de latitude, trois îles qu'ils appelèrent *Mascarenhas*, *Cerné* et

Rodrigue. Ils n'y trouvèrent ni hommes, ni quadrupèdes, et n'y formèrent aucun établissement.

La première, d'une forme presque ovale, peut avoir quarante lieues de tour, trois pics inaccessibles qui ont seize cents toises d'élévation; un affreux volcan, dont les environs sont toujours brûlés; d'innombrables ravins d'une pente si rapide, qu'il n'est pas possible de les défricher; des montagnes dont le sommet est constamment aride; des côtes généralement couvertes de cailloux: cette organisation physique repoussa de Mascarenhas les Français qui y relâchèrent avant d'aller se fixer à Madagascar.

Trois malfaiteurs, qui y furent jetés bientôt après, parlèrent si avantageusement du lieu de leur exil, qu'en 1654, Antoine Thaureau y passa avec sept de ses concitoyens, six nègres et quelque bétail. On oublia ce commencement d'établissement; et ceux qui l'avaient formé, blessés de l'indifférence qu'on avait pour eux, ou ennuyés de la vie solitaire à laquelle ils étaient réduits, consentirent en 1658 à suivre le capitaine d'un navire anglais qui offrit de les conduire à Madras.

Les Français, devenus de jour en jour plus odieux par les atrocités de tous les genres qu'ils se permettaient, furent dans la suite massacrés à Madagascar. Ceux qui avaient échappé à cette vengeance, malheureusement trop méritée, se jetèrent, avec les compagnes du pays qu'ils s'étaient données, dans deux pirogues, que les

vents poussèrent à Mascarenhas. Le nombre des colons fut bientôt augmenté par quelques pirates, dont le bâtiment s'était brisé sur la côte, et avec le temps par plusieurs des navigateurs qui allaient leur demander des rafraîchissemens et des subsistances. Tous ou la plupart se procurèrent des esclaves. Le soin des troupeaux fut la première occupation des blancs et des noirs transportés sous ce ciel agréable et sain. Ils cultivèrent bientôt les grains de l'Europe, les fruits de l'Asie et de l'Afrique, quelques végétaux propres à ce doux climat. Ces prospérités naissantes firent juger à la compagnie des Indes que ce serait une bonne acquisition pour le monopole ; et le gouvernement l'autorisa à substituer au premier nom celui de Bourbon, à envoyer un administrateur, à construire un fort, à s'approprier le commerce exclusif. Ces chaînes arrêtèrent si impérieusement les progrès de la colonie, qu'un demi-siècle après sa fondation elle ne comptait que neuf cents personnes libres, et onze cents esclaves.

Mais en 1717 un heureux hasard fit trouver dans l'île quelques cafiers sauvages. On jugea par cette découverte que l'arbre qui produit le café y réussirait; et l'année suivante il en fut tiré quelques pieds de la mer Rouge. Le succès répondit aux espérances. Ce que l'Arabie produisait de cette précieuse fève n'était pas suffisant pour satisfaire aux demandes qu'on en faisait, et elle n'était pas encore cultivée en Amérique. Aussi

cette production donna-t-elle une grande importance à Bourbon, et en augmenta-t-elle très-rapidement la population blanche et noire. Malheureusement la colonie n'avait point de port. Rodrigue n'en offrait pas non plus, et les regards se tournèrent vers Cerné, qui en avait deux.

Cette île a, selon les observations de La Caille, trente-un mille huit cent quatre-vingt-dix toises dans son plus grand diamètre, vingt-deux mille cent vingt-quatre dans sa plus grande largeur, et quatre cent trente-deux mille six cent quatre-vingts arpens de superficie. On y voit un grand nombre de montagnes, dont aucune n'a plus de quatre cent vingt toises d'élévation. Les campagnes sont arrosées par une soixantaine de ruisseaux, la plupart trop encaissés, et dont plusieurs n'ont de l'eau que dans la saison des pluies. Le sol est généralement couvert de pierres plus ou moins grosses, de laves, de matières ferrugineuses, de tout ce qui peut retracer des volcans éteints. Le climat est sain et l'air assez tempéré.

Les Portugais ne formèrent point d'établissement dans cette île, mais, selon leur usage, y jetèrent quelques quadrupèdes et des volailles pour les besoins de ceux de leurs navigateurs que les circonstances détermineraient à y relâcher. Nul monument ne nous apprend jusqu'à quel point cette sage précaution leur fut utile. On sait seulement que les Hollandais, qui, en 1598, abordèrent à Cerné y trouvèrent une grande abon-

dance de cochons, de chèvres et de poules qui rétablirent promptement leurs équipages. Ce bonheur inespéré fit penser à une nation dont les idées se tournaient alors vers l'Inde qu'il lui serait très-utile d'occuper un lieu qui faciliterait à ses navires le voyage de ces mers éloignées. Cependant ce ne fut que quarante ans après qu'elle se détermina à s'y fixer.

Les fondateurs de la colonie ne devaient pas borner leurs soins à préparer des rafraîchissemens. Il leur était ordonné de cultiver le tabac et l'indigo, de faire couper beaucoup de bois d'ébène, qui à cette époque était singulièrement recherché en Europe. Pour tant d'opérations il fallait des bras. On en demanda à Madagascar. Les esclaves qui en arrivèrent, accoutumés à une vie oisive, ne purent soutenir les travaux auxquels ils se voyaient condamnés, et se réfugièrent la plupart dans les forêts et dans les montagnes, d'où ils ne sortaient que pour piller ou pour détruire les productions que les sueurs de leurs compagnons, encore dans les fers, avaient fait naître. Leur vengeance fut poussée si loin, que leurs impitoyables maîtres se virent forcés de leur abandonner l'île entière.

On ne tarda pas à regretter cet établissement. Les chefs de la compagnie hollandaise jugèrent qu'avec des mesures plus sages que celles qui avaient été d'abord prises, ce serait une des meilleures relâches qu'il fût possible de se procurer.

De nouveaux colons en prirent donc la route, et à leur arrivée construisirent quelques fortifications, selon l'ordre qu'ils en avaient reçu. Ce fut bientôt un lieu d'exil pour les malfaiteurs que le corps privilégié ou n'osait pas, ou ne croyait pas devoir punir du dernier supplice. Les talens et les inclinations de ces hommes pervers trouvèrent dans peu leur emploi. Les marchandises des Indes leur étaient clandestinement vendues par les navires de leur pays que les vents ou les besoins poussaient dans leurs rades, et ils les livraient avec les mêmes précautions aux navigateurs des autres nations que l'appât du gain attirait sur leurs côtes. Ce commerce frauduleux révoltait ceux dont il blessait les intérêts, lorsque les progrès qu'avait faits leur colonie du Cap de Bonne-Espérance les mit en état de se passer de celle qu'ils appelaient Maurice. Ce fut en 1703, suivant quelques relations, et en 1710, selon le plus grand nombre, qu'ils firent abattre tous les édifices qu'on avait élevés, et qu'ils firent retirer tout ce qui pouvait être transporté.

Tout paraît indiquer que les sujets de la cour de Versailles ne tardèrent pas à fréquenter ces rivages solitaires; mais ce ne fut que le 3 septembre 1721 qu'ils en prirent solennellement possession. Alors l'île perdit le nom de *Maurice* pour prendre celui de l'Ile-de-France, qu'elle a depuis conservé.

Bourbon lui fournit d'abord quelques habitans.

On les oublia pendant quinze ans. Ils ne formaient pour ainsi dire qu'un corps de garde, chargé d'arborer un pavillon qui apprît aux nations que l'île avait un maître. La compagnie, long-temps incertaine, se décida à la conserver, et La Bourdonnais fut chargé, en 1735, de la rendre utile.

Cet homme, né à Saint-Malo, s'était embarqué à dix ans, avait rarement quitté la mer, et chaque voyage avait accru sa réputation. C'était une opinion généralement reçue qu'il était également propre à construire des vaisseaux, à les conduire et à les défendre. Ses projets avaient tous de la grandeur; et l'esprit de détail, qu'il avait supérieurement, ne rétrécissait pas ses vues. Les difficultés n'étonnaient jamais son âme; et il avait le rare talent d'élever à sa hauteur ceux qui étaient soumis à ses ordres. Ses ennemis lui reprochèrent une passion démesurée pour les richesses; et il faut convenir qu'il n'était pas délicat sur les moyens qui pouvaient lui en procurer.

Mais cette soif de l'or ne ralentit jamais dans son cœur l'amour de la gloire, et le poste qui venait de lui être confié lui parut une voie sûre pour en obtenir beaucoup. En arrivant dans ce qu'on appelait un gouvernement, il ne trouva qu'un petit nombre de vagabonds sans police, sans lois, sans morale, tout nus, vivant de leur chasse, et logés dans des huttes.

Avec de très-minces secours, qu'il sut tirer de Bourbon, de Rodrigue, de Madagascar, du continent d'Afrique et de l'Europe, il parvint en moins de neuf ans à former une colonie qui avait des troupeaux, qui cultivait le blé, le riz, le manioc; qui pratiquait tous les arts de nécessité première et construisait des vaisseaux; qui était soumise à l'ordre; qui connaissait toutes les douceurs d'une société bien ordonnée. Son ambition prit bientôt un plus grand essor. Il voulut que les navigateurs de la nation trouvassent dans leur relâche les magasins, les ateliers, les arsenaux, les rafraîchissemens, toutes les commodités auxquelles ils étaient accoutumés dans la métropole, et il réussit à les leur procurer.

Cependant ces créations, quoique opérées comme par magie, n'eurent pas l'approbation de ceux qu'elles devaient le plus intéresser. Un des directeurs ne craignit pas de lui demander comment il avait si bien fait ses affaires, et si mal celles de la compagnie. *C'est*, répondit-il, *que j'ai fait mes affaires selon mes lumières, et celles de la compagnie d'après vos instructions.*

Partout les grands hommes ont plus fait que les grands corps. Les peuples et les sociétés ne sont que les instrumens des génies transcendans. Ce sont eux qui ont fondé des états, des colonies. L'Espagne, le Portugal, la Hollande, l'Angleterre, doivent leurs conquêtes à leurs établissemens dans toutes les parties du globe, à des navigateurs,

à des guerriers, à des législateurs d'une âme supérieure. La France surtout est plus redevable de sa gloire à quelques heureux particuliers qu'à son gouvernement.

Tandis que La Bourdonnais jetait les fondemens d'une colonie importante dans une île de l'Afrique, Dupleix donnait à sa patrie des richesses sur les bords du Gange. On ignore à quelle époque précisément les Français commencèrent à remonter ce fleuve ; mais il est prouvé que ce fut en 1683 seulement qu'ils furent autorisés par Aurengzeb à commercer librement dans les provinces de Bengale, de Bahar et d'Orixa, en payant trois et demi pour cent de toutes les marchandises qu'ils vendraient ou qu'ils acheteraient, droit qui, en 1715, fut réduit à deux et demi. En vertu de ce firman, les nouveaux négocians formèrent plusieurs loges, qui toutes ressortissaient du comptoir principal établi à Ougly, alors grand entrepôt des manufactures et des productions de ces belles contrées qui devaient trouver leur débouché dans les mers de l'Asie et de l'Europe.

L'ambition des sujets de la cour de Versailles fut bientôt d'avoir comme leurs rivaux une propriété où ils pussent jouir d'une sorte d'indépendance; et ils réussirent à se la procurer à quinze ou seize lieues de l'Océan sur la rivière d'Ougly. Un air pur, un port excellent, une police exacte, une sûreté entière, attirèrent assez rapidement

à Chandernagor, ou sur son territoire de trois milles de circonférence, soixante mille Indiens avec leurs ateliers et leur industrie. Les grands même du pays se rendaient souvent dans cette ville, ou pour recouvrer leur santé, ou pour jouir des douceurs d'une société bien ordonnée. Cependant les affaires s'y réduisaient à peu de chose. La compagnie n'y envoyait que peu de navires; et son défaut d'action n'était pas compensé par l'action de ses agens.

Le commerce de l'Orient est de deux sortes: celle de l'Inde avec l'Europe, et celle qui a lieu entre les différentes parties de l'Asie. Les corps privilégiés ne se sont jamais occupés de cette dernière. Dès l'origine, ils comprirent que l'exploitation ne leur en convenait pas, et elle fut généralement abandonnée à leurs employés et aux marchands libres de leur pays. Ce sacrifice apparent leur a procuré plusieurs avantages. La population a augmenté dans leurs établissemens. Le produit de leurs douanes s'est accru des droits que cette navigation leur payait. Leur nation a été plus respectée. Ils ont quelquefois trouvé dans ces fortunes particulières des ressources dont ils se seraient difficilement passés. Entre ces marchands les plus utiles ont été les Anglais, parce que la plupart sortaient de leur patrie avec des fonds qui leur permettaient de faire des entreprises considérables. Leurs spéculations se sont surtout étendues depuis que la Grande-Bretagne

est devenue la première puissance de l'Inde. À cette époque mémorable sont tombés dans leurs mains presque tous les échanges que les diverses contrées de cette grande partie du globe avaient à faire entre elles.

Le commerce particulier n'était rien à Chandernagor lorsqu'en 1736 la direction en fut confiée à ce Dupleix devenu depuis si célèbre. Il le créa. Avec une assez grande fortune acquise par dix ans d'heureux travaux ; avec l'énergie qu'il sut donner à ses subordonnés ; avec la confiance qu'il obtint des gens riches d'une région où les métaux précieux s'étaient accumulés depuis tant de siècles, il parvint à expédier annuellement quinze ou seize bâtimens chargés d'objets plus ou moins précieux d'une rade où il n'avait pas trouvé un seul bateau. Il les envoyait dans la mer Rouge, dans le golfe Persique, à Goa, à Surate, aux Maldives, aux Philippines, dans tous les ports où il était possible de faire un commerce avantageux.

Les services que La Bourdonnais rendait à la compagnie dans l'Ile-de-France, les services que Dupleix lui rendait dans le Bengale lui étaient rendus avec un égal succès par Dumas à Pondichéry. En 1736 il obtint de la cour de Delhy, pour sa nation, la permission de battre monnaie, privilége qui lui forma un revenu annuel de quatre à cinq cent mille livres.

Sahagy venait d'hériter légitimement du Tan-

jaour, lorsqu'en 1738 il fut détrôné par un fils naturel de son prédécesseur. L'appui des Français lui parut le meilleur des moyens pour recouvrer sa couronne, et il l'acheta par le sacrifice de Karical. Ses affaires s'étant rétablies sans le secours qu'il avait imploré, il refusa de tenir la marche que sa position lui avait en quelque manière commandée. Un général mogol, campé au voisinage, attaqua la place en 1739; et la remit sur-le-champ au gouverneur de Pondichéry, dont il était l'ami. Le pays changea encore de maître l'année suivante; mais le nouveau souverain, loin de revenir sur la cession qui avait été faite, y ajouta le don de quelques villages.

Pondichéry était à peine en possession d'un établissement qui lui offrait de grandes ressources pour sa subsistance et pour son commerce, qu'il se trouva dans une situation critique. Au mois de mai 1740 quatre-vingt mille Marattes fondirent sur le Carnate. Ils en attaquèrent le nabab, qui fut vaincu et tué. Sa famille et ses sujets les plus distingués se réfugièrent à Pondichéry, où ils furent reçus avec les égards qu'on doit à des alliés malheureux. Ragogi-Boussola, général de l'armée victorieuse, demandait qu'on les lui livrât. Il voulut même exiger douze cent mille livres, en vertu d'un tribut auquel il prétendait que les Français s'étaient anciennement soumis.

Tant que les Mogols ont été les maîtres de ces contrées, répond Dumas, ils ont toujours traité

les Français avec les égards dus à l'une des plus illustres nations du globe ; et elle se fait gloire d'être à son tour l'appui de ses bienfaiteurs. Il n'est pas dans le caractère de ce peuple magnanime d'abandonner des femmes et des enfans pour les voir impitoyablement égorger. Lés fugitifs renfermés dans la ville sont sous la protection de mon souverain, qui fut toujours le père des infortunés ; et il nous désavouerait pour ses sujets, si nous préférions notre vie à leur sûreté. Il m'en coûterait la tête, s'il apprenait que j'ai pu écouter la proposition d'une redevance. Je suis résolu à défendre ma place jusqu'à la dernière extrémité ; et si la fortune m'est contraire, je retournerai en Europe sur mes vaisseaux. C'est à Ragogi à juger s'il lui convient d'exposer à une destruction entière une armée dont le plus grand bonheur doit être de s'emparer d'un monceau de ruines.

Ce ton était fier, sans avoir rien de dangereux. Les Marattes étaient hors d'état de former un siége. Aussi, après quelques vaines menaces et une espèce de négociation, se déterminèrent-ils à aller infester d'autres contrées de leurs brigandages.

Telle était la situation des Français dans les mers d'Asie, lorsque la France et l'Angleterre, qui, depuis quelques années, se combattaient comme auxiliaires, l'une pour démembrer l'héritage de l'empereur Charles VI, l'autre pour le

maintenir dans son intégrité, se firent enfin, en 1744, une guerre ouverte. Les compagnies des Indes de l'une et l'autre nation parurent également désirer une neutralité exacte pour toutes les régions soumises à leur monopole; et la cour de Versailles se laissa persuader qu'elle aurait lieu. Elle ne vit pas qu'une puissance qui a pour base principale le commerce ne pouvait pas se déterminer sérieusement à rester oisive sur l'Océan indien; et que, si elle faisait ou écoutait des propositions pacifiques, ce ne pouvait être que dans la vue de gagner du temps. Elle ne vit pas que, quand la convention aurait été faite de bonne foi de part et d'autre, mille accidens qu'il n'était pas possible de prévoir devaient déranger une harmonie dont les accords étaient si fragiles. Elle ne vit pas que l'objet qu'on se proposait ne pouvait jamais être que très-imparfaitement rempli, parce que la marine militaire des deux états n'étant pas liée par les traités des deux associations, attaquerait dans les mers d'Europe les navires de ces sociétés. Elle ne vit pas que dans les colonies même les deux parties feraient des préparatifs pour n'être pas surprises; que ces précautions mèneraient à une défiance réciproque, et la défiance à une rupture ouverte. Cet aveuglement, qui empêcha d'envoyer des forces navales dans l'Inde, fut sévèrement puni par la prise de la plupart des bâtimens français qui naviguaient dans ces mers éloignées, et par la ruine d'un commerce

qui commençait à causer de l'ombrage au ministère britannique.

A cette époque La Bourdonnais était à l'Ile-de-France. Il s'y trouvait un vaisseau de ligne et cinq navires de la compagnie, qu'il arma en guerre avec l'intelligence et la célérité qui lui étaient propres. La faiblesse de ses moyens ne l'empêcha pas, à son arrivée à la côte de Coromandel, d'attaquer l'escadre anglaise. Peyton, qui la commandait depuis la mort de Barnes, ne montra ni dans ce combat ni après sa défaite les talens et l'énergie si ordinaires aux marins de sa nation. Quoiqu'avec des forces supérieures, il n'osa plus se mesurer avec son vainqueur, et lui laissa prendre Madras le 21 septembre 1746, sans se permettre le moindre mouvement pour en troubler le siége.

C'était une très-grande perte pour la compagnie britannique. Ses agens obtinrent de La Bourdonnais qu'il leur remettrait sa conquête pour une rançon d'environ deux millions de livres. Cet accord déplut à Dupleix, chef, depuis quelques années, de tous les établissemens français dans l'Inde. Il prétendit que sans son aveu on n'avait pu disposer d'une possession devenue française, et il la fit occuper par une garnison envoyée de Pondichéry. Cet acte d'autorité brouilla irréconciliablement deux hommes déjà peu disposés à s'aimer. Leurs discussions se prolongèrent avec une égale animosité de part et d'autre. Pendant qu'elles duraient, un coup de vent réduisit à rien

des forces navales dont on attendait avec fondement la destruction de tous les comptoirs anglais. Ce malheur obligea La Bourdonnais à repasser en Europe, où un affreux cachot fut la récompense de ses glorieux travaux, et le tombeau des espérances que la nation avait fondées sur ses grands talens.

Griffin, qui dans ces circonstances arriva de la Grande-Bretagne avec quatre vaisseaux de ligne, trois de cinquante canons, et quelques frégates, qu'il renforça de tous les bâtimens de sa nation qu'il trouva dans l'Inde, ne tira aucun avantage de la détresse où se trouvaient les Français à cette époque. Aucun de leurs établissemens, quoique tous en mauvais état, ne fut inquiété; et les secours d'hommes, d'argent, de munitions, de vivres envoyés à Pondichéry, ne furent pas interceptés. Aussi la place ne manquait-elle d'aucun moyen de défense lorsque, le 30 août 1748, l'amiral Boscawen y ouvrit la tranchée. Ses efforts furent impuissans contre l'activité, la vigueur, l'intelligence de Dupleix, dont pourtant la profession n'était pas la guerre; et le 6 octobre les Anglais se virent forcés d'abandonner leur entreprise après trente-sept jours d'une attaque plus vive que savante. Bientôt le traité d'Aix-la-Chapelle rétablit les deux peuples dans la situation où ils étaient avant les hostilités.

La prise de Madras, le combat naval de La Bourdonnais et la levée du siége de Pondichéry,

donnèrent aux nations de l'Inde le plus grand respect pour les Français. Ils furent pour ces régions le premier peuple de l'Europe.

Dupleix voulut faire usage de cette disposition des esprits en faveur de sa nation. Pour juger sainement de ses projets, il faut avoir sous les yeux un tableau de la situation où se trouvait alors l'Indostan.

XXI. Tableau de l'Indostan.

Cette belle et riche partie du globe comptait un grand nombre de souverainetés plus ou moins étendues, lorsque Baber, petit-fils de Tamerlan, précipité du trône de Samarcande par les Tartares Ousbecks, se réfugia dans le Caboulistan, la seule de ses provinces qui lui fût restée fidèle. Ranguildas qui la gouvernait lui donna une armée.

« Ce n'est pas du côté du nord où t'appellerait « la vengeance que tu dois porter tes pas, lui dit « cet homme sage. Des soldats amollis par les « délices des Indes n'attaqueraient pas sans té« mérité des guerriers célèbres par leur courage « et par leurs victoires. Le ciel t'a conduit sur les « rives de l'Indus pour placer sur ta tête une des « plus riches couronnes de l'univers. Jette les « yeux sur l'Indostan. Cet empire déchiré par « les guerres continuelles des Indiens et des Pa« tanes attend un maître. C'est dans ces déli« cieuses régions qu'il faut former une nouvelle « monarchie et te couvrir d'une gloire égale à « celle de ton redoutable aïeul. »

Un conseil si judicieux fit sur l'esprit de Baber

une forte impression. On traça sans perdre de temps un plan d'usurpation, qui fut suivi avec beaucoup de vivacité et d'intelligence. Le succès le couronna. Les provinces septentrionales, Delhy même, se soumirent après quelque résistance. Un monarque fugitif eut l'honneur de fonder la puissance des Tartares Mogols, qui existe encore.

La conservation de la conquête exigeait un gouvernement. Celui que Baber trouva établi dans l'Inde était un despotisme purement civil, tempéré par les usages, par les formes, par l'opinion; en un mot, absolument conforme au caractère de douceur que ces peuples doivent à l'influence du climat et à l'influence plus puissante encore des opinions religieuses. A cette constitution paisible Baber fit succéder un despotisme violent et militaire, tel qu'on devait l'attendre d'une nation conquérante et barbare.

Si l'on peut s'en rapporter à l'autorité d'un des hommes le plus profondément versés dans les traditions de l'Inde, Ranguildas fut long-temps le témoin de la puissance du nouveau souverain. Il s'applaudissait de son ouvrage. Le souvenir de ce qu'il avait fait pour placer sur le trône le fils de son maître remplissait son âme d'une satisfaction vraie et sans trouble. Un jour qu'il faisait sa prière dans le temple, il entendit à côté de lui un Banian qui s'écriait :

« O Dieu ! tu vois les malheurs de mes frères.
« Nous sommes la proie d'un jeune homme qui

« nous regarde comme un bien qu'il peut dis-
« siper et consumer à son gré. Parmi les nom-
« breux enfans qui t'implorent dans ces vastes
« contrées, un seul les opprime tous. Venge-nous
« du tyran ! venge-nous des traîtres qui l'ont
« porté sur le trône sans examiner s'il était
« juste ! »

Ranguildas, étonné, s'approcha du Banian, et lui dit : « O toi qui maudis ma vieillesse, écoute :
« Si je suis coupable, c'est ma conscience qui
« m'a trompé. Lorsque j'ai rendu l'héritage au
« fils de mon souverain, lorsque j'ai exposé ma
« fortune et ma vie pour établir son pouvoir, Dieu
« m'est témoin que j'ai cru me conformer à ses
« sages décrets, et qu'au moment où j'ai entendu
« ta prière, je bénissais encore le ciel de m'avoir
« accordé les deux plus grands biens des derniers
« jours, le repos et la gloire.

« La gloire ! dit le Banian ; apprenez, Ranguil-
« das, qu'elle n'appartient qu'à la vertu, et non
« à des actions qui sont éclatantes sans être utiles
« aux hommes. Eh ! quel bien avez-vous fait à
« l'Indostan quand vous avez couronné le des-
« cendant d'un usurpateur ? Aviez-vous examiné
« s'il ferait le bien, s'il aurait la volonté et le
« courage d'être juste ? Vous lui avez, dites-vous,
« rendu l'héritage de ses pères, comme si les
« hommes pouvaient être légués et possédés ainsi
« que des terres et des troupeaux. Ne prétendez
« pas à la gloire, ô Ranguildas ! ou si vous vou-

« lez de la reconnaisance, allez la chercher dans « le cœur de Baber; il vous la doit. Vous l'avez « achetée assez cher par le bonheur de tout un « peuple. »

Cependant, en appesantissant le despotisme, Baber avait voulu l'enchaîner lui-même, et donner à ses institutions une telle force, que ses successeurs, quoique absolus, fussent obligés d'être justes. Le prince devait être le juge du peuple et l'arbitre de l'état. Mais son tribunal et son conseil étaient dans la place publique. L'injustice et la tyrannie aiment à se renfermer dans l'ombre; elles se cachent à ceux qu'elles oppriment. Quand le monarque ne veut agir que sous les yeux de ses sujets, c'est qu'il n'a que du bien à leur faire. Insulter en face à des hommes rassemblés est une injure dont les tyrans même peuvent rougir.

Le principal appui de l'autorité était un corps de quatre mille hommes, qui s'appelaient les premiers esclaves du prince. C'est dans ce corps que l'on choisissait les omrahs, c'est-à-dire ceux qui entraient dans les conseils de l'empereur, et à qui il donnait des terres honorées de grands priviléges. Ces sortes de fiefs étaient toujours amovibles, si le prince héritait de ceux qu'il en avait rendus possesseurs. C'est à cette condition qu'étaient données toutes les grandes places : tant il paraît de la nature du despotisme de n'enrichir des esclaves que pour les dépouiller.

Les places d'omrahs n'en étaient pas moins briguées. C'était l'objet de l'ambition de quiconque aspirait à l'administration d'une province. Pour prévenir les projets d'élévation et d'indépendance que pouvaient former ces commandans, on mettait auprès d'eux des surveillans qui ne leur étaient soumis en rien, et qui étaient chargés d'examiner l'emploi qu'ils faisaient des forces militaires qu'on était obligé de leur confier pour tenir dans le respect les Indiens assujettis. Les places fortes étaient souvent entre les mains d'officiers qui ne rendaient compte qu'à la cour. Cette cour soupçonneuse mandait souvent son délégué, le retenait ou le déplaçait selon les vues d'une politique changeante. Ces vicissitudes étaient devenues si communes, qu'un nouveau gouverneur, sortant de Delhy, resta sur son éléphant, le visage tourné vers la ville, *pour voir*, disait-il, *arriver son successeur*.

Cependant la forme de l'administration n'était pas la même dans tout l'empire. Les Mogols avaient laissé plusieurs princes indiens en possession de leurs souverainetés, et même avec pouvoir de les transmettre à leurs descendans. Ils gouvernaient selon les lois du pays, quoique relevant d'un nabab nommé par la cour. On ne leur imposait qu'un tribut, et l'obligation de rester soumis aux conditions accordées à leurs ancêtres au temps de la conquête.

Les conquérans ne cherchèrent pas d'abord,

et n'ont pas cherché depuis à faire des prosélytes. Outre qu'au milieu des rochers de la Tartarie ils n'avaient pas été formés à leur foi avec le même soin que les Turcs et les Persans, le peu qu'ils avaient d'instruction diminua très-sensiblement encore après leur arrivée dans l'Indostan. Tout entiers à l'ambition, à l'avarice, à la volupté, ils ne s'occupaient guère de leurs dogmes, où, même à leur insu et par la négligence de leurs prêtres, il se mêla beaucoup de nouvelles superstitions. Si les musulmans se multiplièrent dans l'empire, ce fut par l'attention qu'eurent les usurpateurs d'attirer de toutes parts des aventuriers de leur communion pour augmenter la force publique, et non par l'apostasie des adorateurs de brama. Aucun trait de ressemblance n'a jamais rapproché les deux nations. Elles diffèrent toujours par le culte. Elles diffèrent toujours par les manières. Elles diffèrent toujours par la physionomie, que les Mogols ont féroce et guerrière, malgré leur dégradation, tandis que leurs sujets l'ont timide et douce. Elles diffèrent toujours par les occupations. Les Indiens seuls sont cultivateurs et ouvriers. Eux-seuls remplissent les campagnes et les manufactures. Les mahométans sont dans la capitale, à la cour, dans les grandes villes, dans les camps et dans les armées.

Il paraît qu'à l'époque où les Mogols entrèrent dans l'Indostan, cette région n'était plus ce qu'elle avait été. Les propriétés foncières, qui,

dans les temps reculés, avaient eu tant de stabilité dans les mains des particuliers, étaient devenues généralement la proie des dépositaires de l'autorité. Tous les champs étaient dans les mains des souverains indiens ou patanes; et l'on peut bien croire que des conquérans féroces, livrés à l'ignorance et à la cupidité, consacrèrent cet abus, qui est le dernier excès du pouvoir arbitraire. La portion des terres de l'empire que les nouveaux souverains s'attribuèrent fut divisée en grands gouvernemens, qu'on appela soubabies. Les soubabs, chargés de l'administration militaire et civile, le furent aussi de la perception des revenus. Sous leurs ordres, des nababs exerçaient dans des districts moins étendus la même autorité, et convenaient avec des fermiers du prix qu'ils donneraient pour les terres qu'on leur abandonnait.

Il se faisait une espèce de contrat, appelé *jamabandi*, qui était déposé dans la chancellerie de la province. La transaction passée, et toutes les formes remplies, chaque agent du fisc allait chercher des cultivateurs auxquels il était obligé le plus souvent de faire des avances pour les mettre en état d'ensemencer les champs. Après la récolte, les fermiers remettaient le produit de leur bail aux officiers du nabab. Le nabab le faisait passer entre les mains du soubab, et le soubab le versait dans les trésors de l'empereur. Les baux étaient ordinairement portés à la moitié du pro-

duit des terres ; l'autre moitié servait à couvrir les frais de culture, à enrichir les fermiers, et à nourrir les cultivateurs. Indépendamment des grains, qui sont les récoltes principales, les autres productions de la terre se trouvaient enveloppées dans le même système. Le bétel, le sel, le tabac, étaient autant d'objets de ferme.

Il y avait aussi quelques douanes, quelques droits sur les marchés publics, mais aucune imposition personnelle, aucune taxe sur l'industrie. Il n'était pas venu dans la tête des despotes de demander quelque chose à des hommes à qui on ne laissait rien. Le tisserand, renfermé dans son aldée, travaillait sans inquiétude, et disposait librement du fruit de son travail.

Cette facilité s'étendait à toute espèce de mobilier. C'était véritablement la propriété des particuliers ; ils n'en devaient compte à personne ; ils pouvaient en disposer de leur vivant ; et, après leur mort, il passait à leurs descendans. Les maisons des aldées, celles des villes, et les jardins toujours peu considérables dont elles sont ornées formaient encore un objet de propriété particulière. On en héritait, et l'on pouvait les vendre.

Dans le dernier cas, le vendeur et l'acheteur se rendaient devant le cothoal. Les conditions du marché étaient rédigées par écrit, et le cothoal apposait son sceau au pied de l'acte pour lui donner de l'authenticité.

La même formalité s'observait à l'égard des es-

claves, c'est-à-dire de ces hommes infortunés qui, pressés par la misère, préféraient une servitude particulière qui les faisait subsister à l'état d'une servitude générale dans laquelle ils n'avaient aucun moyen de vivre. Ils se vendaient alors à prix d'argent, et l'acte de vente se passait en présence du cothoal, afin que la propriété du maître fût connue et inattaquable.

Le cothoal était une espèce d'officier public établi dans chaque aldée pour y faire les fonctions de notaire. C'était devant lui que se passait le petit nombre d'actes auxquels la nature d'un pareil gouvernement pouvait donner lieu. Un autre officier, du nom générique de *gencidard*, prononçait sur les contestations qui s'élevaient entre particuliers; ses jugemens étaient presque toujours définitifs, à moins qu'il ne s'agît de quelque objet important, et que la partie condamnée n'eût assez de fortune pour aller acheter un jugement différent à la cour du nabab. Le gencidard était aussi chargé de la police. Il avait le pouvoir d'infliger des peines légères; mais, lorsqu'il s'agissait de quelque crime capital, le jugement en était réservé au nabab, parce qu'à lui seul appartenait le droit de prononcer la peine de mort.

Un tel gouvernement, qui n'était rien autre chose qu'un despotisme, qui allait en se subdivisant depuis le trône jusqu'au dernier officier, ne pouvait avoir d'autre ressort qu'une force coactive toujours en action : aussi, dès que la sai-

son des pluies était passée, le monarque quittait sa capitale et se rendait dans son camp. Les nababs, les rajas, les principaux officiers étaient appelés autour de lui, et il parcourait ainsi successivement les provinces de l'empire, dans un appareil de guerre qui pourtant n'excluait pas les ruses de la politique. Souvent on se servait d'un grand pour en opprimer un autre. Le raffinement le plus odieux du despotisme est de diviser ses esclaves. Des délateurs publiquement entretenus par le prince fomentaient ces divisions, et répandaient des alarmes continuelles. Ces espions étaient toujours choisis parmi les personnes du rang le plus distingué. La corruption est au comble quand le pouvoir anoblit ce qui est vil.

Chaque année le mogol recommençait ses courses plutôt en conquérant qu'en souverain, allant rendre la justice dans les provinces comme on y va pour les piller, et maintenant son autorité par les voies et l'appareil de la force, qui font que le gouvernement despotique n'est qu'une continuation de la guerre. Cette manière de gouverner, quoiqu'avec des formes légales, est bien dangereuse pour un despote. Tant que les peuples n'éprouvent ses injustices que par le canal des dépositaires de son autorité, ils se contentent de murmurer, en présumant que le souverain les ignore et ne les souffrirait pas; mais, lorsqu'il vient à les consacrer par sa présence et par ses propres

décisions, il perd la confiance, l'illusion cesse. C'était un dieu, c'est un imbécille ou un méchant.

Cependant les empereurs mogols jouirent longtemps de l'idée superstitieuse que la nation s'était formée de leur caractère sacré. La magnificence extérieure, qui en impose au peuple plus que la justice, parce que les hommes ont une plus grande opinion de ce qui les accable que de ce qui les sert; la richesse fastueuse de la cour du prince, et la pompe qui l'environnait dans ses voyages, nourrissaient dans l'esprit des peuples ces préjugés de l'ignorance servile qui tremble devant les idoles qu'elle a faites. Ce qu'on raconte du luxe des plus brillantes cours de l'univers n'approche pas de l'ostentation du mogol lorsqu'il se montrait à ses sujets. Les éléphans, autrefois si terribles à la guerre, et qui n'y seraient plus que des masses incommodes depuis que l'on combat avec la foudre, ces colosses de l'Orient, inconnus à nos climats, donnaient aux despotes de l'Asie un air de grandeur dont nous n'avons pas l'idée. Les peuples se prosternaient devant le monarque élevé majestueusement sur un trône d'or, resplendissant de pierreries, porté par le superbe animal qui s'avançait à pas lents, fier de présenter au respect de tant d'esclaves le maître d'un grand empire. C'est ainsi qu'en éblouissant les hommes ou en les effrayant, les Mogols conservèrent, étendirent leurs conquêtes, sans que les

discordes sans cesse renaissantes dans la famille impériale fussent un obstacle à une fortune si long-temps soutenue. Les prospérités furent même plus considérables que jamais vers la fin du dix-septième siècle. Aurengzeb, à cette époque, ajouta à l'héritage de ses ancêtres les royaumes de Visapour et de Golconde, le Carnate, presque tout ce qui était resté dans la péninsule aux monarques indiens ou patanes. La partie des Gattes occupée par les Marattes, une lisière étroite dans le Malabar, échappèrent seules à l'ambition et aux perfidies d'un barbare teint du sang de son père, de ses freres et de ses neveux.

Ce despote habile, heureux, hypocrite, termina sa carrière en 1707, ayant conservé dans un corps robuste un esprit vigoureux jusqu'à l'âge de cent trois ans. La fin de ses jours devint un signal de carnage. L'incertitude du droit de succession fut la cause principale de tant de troubles. Il n'y avait qu'une seule loi généralement reconnue, celle qui ordonnait que le trône ne sortirait point de la famille de Tamerlan. D'ailleurs chaque empereur pouvait choisir son successeur, n'importe à quel degré de parenté. Ce droit indéfini était une source de discorde. De jeunes princes, que leur naissance appelait à régner, et qui se trouvaient souvent à la tête d'une province et d'une armée, soutenaient leurs prétentions les armes à la main, et ne respectaient guère les dispositions d'un despote qui n'était plus : c'est

ce qui arriva à la mort d'Aurengzeb. Sa magnifique dépouille fut ensanglantée. Dans ces convulsions du corps politique, les ressorts qui contenaient une milice de douze cent mille hommes se relâchèrent. Rien ne fut plus réglé par la loi, et tout fut conduit par le caprice ou troublé par la violence.

L'éducation des jeunes princes ne promettait aucun remède à tant de maux. Les Ottomans portèrent de leur sauvage patrie à Constantinople l'usage du lacet, pour débarrasser la maison impériale des membres qui pourraient la surcharger. En Perse on se contenta de leur crever les yeux, afin de les mettre hors d'état de causer des troubles. Pendant plusieurs siècles les monarques mogols se bornèrent à abrutir ceux qui avaient le malheur d'être de leur sang par des doses étonnantes d'opium qu'on les forçait de prendre. Le sort de ces malheureux a été encore adouci depuis; ils ne sont plus qu'enfermés dans la forteresse de la capitale, mais avec une pension si modique, qu'elle suffirait à peine aux premiers besoins d'un homme du commun; mais avec une pension si incertaine, qu'elle est rarement payée à son échéance.

Sans subir ces traitemens honteux, les fils du despote régnant n'étaient guère plus propres au gouvernement. Abandonnés aux femmes jusqu'à l'âge de sept ans, imbus pendant leur adolescence de quelques préceptes religieux, ils allaient en-

suite consommer dans la molle oisiveté d'un sérail ces années de jeunesse et d'activité qui doivent former l'homme et l'instruire dans la science de la vie. On les amollissait pour n'avoir pas à les craindre. Les conspirations des enfans contre leurs pères étaient fréquentes. Une politique soupçonneuse affaiblissait le caractère de ces jeunes gens afin qu'ils ne fussent pas capables d'un crime. De là cette pensée atroce d'un poëte oriental, que *les pères, pendant la vie de leurs fils, donnent toute leur tendresse à leurs petits-fils, parce qu'ils aiment en eux les ennemis de leurs ennemis.*

Les Mogols n'avaient plus rien de ces mœurs fortes qu'ils avaient apportées de leurs montagnes. Ceux d'entre eux qui parvenaient à quelque place importante ou à de grandes richesses changeaient de domicile suivant les saisons. Dans ces retraites plus ou moins délicieuses ils n'occupaient que des maisons bâties d'argile et de terre, mais dont l'intérieur respirait toute la mollesse asiatique, tout le faste des cours les plus corrompues. Partout où les hommes ne peuvent élever une fortune stable, ni la transmettre à leurs descendans, ils se hâtent de rassembler toutes leurs jouissances dans le seul moment dont ils soient sûrs. Ils épuisent au milieu des parfums et des femmes et tous les plaisirs et tout leur être.

Cette mollesse avait fait passer toute l'autorité dans les mains de deux scélérats qui, dans le court période de vingt ans, déposèrent cinq em-

pereurs et en firent quatre. Fatigué de leur tyrannie, Mohamed, petit-fils d'Aurengzeb, se jeta dans les bras de Nizam-Oul-Moulouk, le plus grand capitaine de l'Indostan, et peut-être alors le plus vertueux. Le nouveau visir ne tarda pas à sacrifier au ressentiment de la nation les auteurs principaux des calamités publiques; il ne tarda pas à réunir au corps de l'état les membres qui avaient profité des troubles pour s'en séparer. Le trône recouvrait peu à peu son ancien éclat, sans que celui qui en conduisait si bien les affaires en fût mieux affermi dans sa place. Un ministre austère, qui se croyait encore plus l'homme des peuples que celui du prince, déplut généralement aux ambitieux, aux courtisans, au sérail, surtout aux eunuques, qui avaient à Delhy la même influence qu'ils ont obtenue dans tous les gouvernemens despotiques de l'Asie. Il se forma une infinité de cabales contre lui. L'empereur était trop indolent, trop voluptueux pour résister longtemps aux sollicitations de tout ce qui l'entourait. Le sage Nizam le comprit; et, pour prévenir une disgrâce éclatante, il se retira dans sa vice-royauté du Décan.

Sa retraite encouragea les Patanes et les Marattes, ennemis implacables du nom mogol, à ravager les provinces, à pousser leurs pillages jusqu'aux portes de la capitale. Nizam, rappelé pour les combattre, les fit bientôt rentrer dans leurs montagnes. De nouvelles intrigues le for-

cèrent encore de s'éloigner pour venir chasser une seconde fois ces barbares. Ces derniers services furent payés comme l'avaient été les premiers. Aigri par tant d'ingratitude et par tant d'outrages, son ressentiment lui fit penser qu'il n'y avait que de grands malheurs ou même une révolution qui pussent prévenir la destruction entière de la machine politique. Dans cette persuasion il se ligua, dit-on, en 1738, avec d'autres grands pour attirer dans l'Indostan Nadir-Chah, plus connu parmi nous sous le nom de *Thamas-Koulikan*.

Les innombrables milices de l'Inde se dispersèrent sans résistance devant cent mille Persans, comme ces mêmes Persans avaient été autrefois dissipés devant trente mille Grecs instruits par Alexandre. Nadir-Chah entra victorieux dans Delhy, reçut les soumissions de Mohamed, permit à cet imbécille monarque de vivre et de régner, réunit à la Perse les provinces qui étaient à sa bienséance, et se retira chargé d'un butin immense et des dépouilles de l'Indostan.

Méprisé par son vainqueur, Mohamed ne fut rien à ses propres yeux. Une profonde mélancolie s'empara de lui. On ne le vit pas s'élever un moment au-dessus de ses infortunes. Privé de ses trésors, il crut avoir tout perdu. Dans son désespoir il répétait souvent que le nom de roi ne lui convenait point. Plein de cette idée de dégradation, les soins du gouvernement lui devinrent in-

supportables, et, durant les dix années qu'il survécut à son humiliation, il abandonna comme au hasard les rênes de l'empire.

Cette honteuse pusillanimité acheva la ruine d'un état naguère si formidable. Abdalla, l'un des généraux qui avaient accompagné Nadir-Chah, s'empara, à la mort de ce conquérant, des provinces arrachées à Mohamed en 1739. Bientôt il aspira à la possession de l'Indostan entier. Tout ce qui restait de forces fut employé à le repousser. Mais, tandis qu'elles luttaient avec plus ou moins de désavantage dans le nord, le midi secouait le joug. Tout individu qui s'y trouva assez de fortune pour soudoyer des troupes voulut être souverain. Les moins forts, les moins audacieux eurent recours à la corruption pour faire reconnaître leur indépendance. Les dignités étaient à l'enchère. La péninsule devint un marché où l'argent décidait de tout. Ce que le soubab avait acheté des visirs, il le revendait au nabab, et celui-ci au raja. D'autres plus puissans ou plus hardis ne voulurent tenir leur elévation que de leur épée. La seule formalité qu'ils observaient, c'était de contrefaire le seing de l'empereur dans un *firman*, ou brevet d'investiture. L'usurpateur se le faisait apporter et le recevait à genoux. Cette comédie était nécessaire pour en imposer au peuple, qui respectait encore assez la famille de Tamerlan pour vouloir que toute autorité parût au moins émaner d'elle.

Les scènes les plus horribles se passèrent sur ce théâtre d'anarchie; les crimes se commettaient avec d'autant plus d'audace, que ceux qui se les permettaient étaient accoutumés à n'écrire jamais qu'en termes équivoques, et n'employaient que des agens obscurs, qu'ils désavouaient lorsque leurs intérêts le demandaient. Le poison et l'assassinat devinrent des forfaits communs, qu'on ensevelissait dans l'ombre de palais impénétrables, remplis de satellites prêts à tout oser au moindre signal de leur barbare maître.

Les troupes des états voisins, appelées par les différens partis, mirent le comble aux désastres de cette trop infortunée région. Elles en emportaient les richesses ou forçaient les peuples à les enfouir. Ainsi disparurent très-rapidement les trésors amassés pendant tant de siècles. Le découragement devint général; la terre ne fut plus cultivée, et les manufactures languirent. Les peuples ne voulaient plus travailler pour des déprédateurs étrangers ou pour des oppresseurs domestiques.

Tel était l'état des choses lorsqu'au commencement de 1749 Mohamed termina sa déplorable carrière. Sa mort fut suivie de celle de Nizam-Oul-Moulouk, qui même, après avoir rompu les liens qui l'attachaient à l'empire, avait réussi à retenir dans la soumission, depuis le cap Comorin jusqu'au Gange, les nababs et les rajas qui lui étaient subordonnés en sa qualité

de soubab du Décan. Mais l'homme qui avait opéré cette espèce de prodige n'était plus, et les troubles qui avaient bouleversé le reste de l'Indostan s'avançaient très-rapidement vers le Coromandel, où étaient les principaux établissemens des nations européennes.

Jusqu'alors les facteurs de ces peuples commerçans avaient eu la plus haute idée de la puissance qui dominait dans ces contrées. On respectait ses moindres agens, on se prosternait devant eux, on achetait leur faveur, on approuvait leurs caprices, on supportait leurs vexations, on souffrait leurs insultes; la plus fière de ces nations se serait crue perdue, si elle s'était permis la moindre résistance. Le chef des Français fut le premier qui jugea que le temps de tant d'humiliations était passé.

XXII. Moyens employés par les Français pour se procurer de grandes possessions dans l'Inde.

Depuis long-temps Dupleix étudiait tout ce qui regardait l'Indostan. Il avait acquis sur cet empire des lumières qui auraient pu étonner dans un homme élevé à la cour de Delhy. Ces connaissances, profondément combinées, l'avaient convaincu qu'il pourrait un jour devenir l'arbitre des destinées d'une des plus opulentes régions du globe. Rien ne l'effrayait dans le grand rôle qu'il se disposait à jouer à six mille lieues de sa patrie. Inutilement voulut-on lui en faire craindre les dangers; il n'était frappé que de l'avantage d'étendre la gloire et la fortune de la France en lui procurant une domination nouvelle au milieu de l'Asie, et

en lui envoyant de riches cargaisons que paieraient les revenus des pays conquis. Le développement de ce système, bien ou mal conçu, ne tarda pas à éclore.

Nazerzingue, le second fils de Nizam-Oul-Moulouk, n'eut pas plus tôt vu son père dans la tombe, qu'il s'empara de ses trésors, se fit proclamer soubab du Décan, et confirma Anaverdikan dans la nababie d'Arcate, sur laquelle se trouvaient Madras et Pondichéry. Cet ordre de choses, auquel Dupleix n'avait point eu de part, et qui ne lui laissait espérer aucune influence, contrariait trop son ambition pour qu'il n'employât pas toute sa politique à le changer. Il persuada à Mousaferlingue, qui gouvernait Adoui, et qui était petit-fils d'Oul-Moulouk, de disputer la dépouille de son aïeul à son oncle, et lui donna pour conseil, pour général, pour appui, Chandasaëb, qu'il venait de tirer des mains des Marattes, dont il était prisonnier, et qui avait de la tête, du cœur, des connexions puissantes. Ces deux alliés, soutenus d'un corps de troupes françaises, attaquèrent près d'Ambour Anaverdikan, qui perdit la bataille avec la vie. Sur le théâtre même où l'on venait de combattre, son titre fut conféré à Chandasaëb, tandis qu'un de ses enfans, Mahomet-Aly, le recevait à Trichenapaly, où il s'était réfugié.

Nazerzingue ne fut pas plus tôt instruit de ce qui venait de se passer, qu'il accourut avec une très-nombreuse armée. Comme on était hors d'é-

tat de lui résister, Chandasaëb et les Français se réfugièrent à Pondichéry, tandis que son neveu se soumettait à lui. Le soubab reprenait paisiblement la route de sa capitale lorsqu'il fut massacré dans son camp au mois de décembre 1750. Dupleix fut généralement soupçonné d'avoir ourdi cette odieuse trame. Ce qui est sûr, c'est qu'il eut une grande part au partage qui fut fait des immenses trésors de ce prince infortuné. Le titre, devenu vacant, fut dans l'instant déféré à Mousaferzingue, qui, après l'avoir porté quelques jours, eut le sort de son prédécesseur. Une nouvelle révolution le fit passer au troisième fils de Nizam-Oul-Moulouk, Salabetzingue, qu'à travers mille périls les Français conduisirent à la capitale du Decan Aurengabad, où, au milieu des orages, ils établirent et maintinrent son autorité.

Pour prix de leurs services, les sujets de la cour de Versailles se firent céder de vastes possessions. À la tête de leurs acquisitions était l'île de Chéringham, formée par deux branches du Caveri. Cette île, longue et fertile, doit son nom et sa célébrité à une pagode qui est fortifiée comme la plupart des grands édifices destinés au culte public. Le temple est entouré de sept enclos carrés, éloignés les uns des autres de trois cent cinquante pieds, et formés par des murs qui ont une assez grande élévation et une épaisseur proportionnée. L'autel est au centre. Un seul monument de cette espèce, avec ses fortifications, ses mys-

tères et ses richesses, est plus propre à maintenir, à perpétuer une religion que la multiplicité des temples et des prêtres dispersés partout, avec les sacrifices, les cérémonies, les prières, les discours qui, par leur nombre, leur publicité, leur fréquente répétition, sont exposés au rebut des sens fatigués, au mépris de la raison clairvoyante, à des profanations dangereuses, ou à un oubli, à un abandon que le clergé redoute encore plus que les sacriléges. Les prêtres de l'Inde, aussi sages que ceux de l'Égypte, ont la politique de ne laisser pénétrer aucun étranger dans la pagode de Chéringham. A travers les fables qui enveloppent l'histoire de ce temple, il y a apparence qu'un philosophe savant qui pourrait y être admis trouverait dans les emblèmes la forme et la construction de l'édifice; dans les pratiques superstitieuses et les traditions particulières à cette enceinte sacrée des sources d'instruction et des lumières sur l'histoire des siècles les plus reculés. Des pèlerins de l'Indostan entier y viennent chercher l'absolution de leurs péchés, et ne se présentent jamais sans des offrandes proportionnées à leur fortune. Ces dons étaient encore si considérables au commencement du siècle, qu'ils faisaient subsister dans les douceurs d'une vie oisive et commode quarante mille personnes. Les brames, malgré les gênes d'une assez grande subordination, étaient tellement satisfaits de leur situation, qu'ils quittaient rarement leur retraite pour

se précipiter dans les intrigues et la politique.

Indépendamment des autres avantages que Chéringham offrait aux Français, ils y trouvaient une position qui leur assurait une grande influence dans les états voisins, et un empire absolu sur le Tanjaour, qu'ils pouvaient priver à leur gré des eaux nécessaires pour ses cultures.

Karical et Pondichéry, resserrés dans des limites très-étroites, virent beaucoup augmenter leur territoire. Si ces acquisitions avaient moins d'influence dans les affaires générales que celle de Chéringham, elles étaient bien plus avantageuses au commerce.

Plus loin, les Français se firent donner le Condavir, Mazulipatnam, et les provinces de Montafanagar, d'Elour, de Raghimendry et de Chicakol. Ces concessions les rendaient maîtres de la côte dans une étendue de six cents milles, et devaient leur procurer un grand revenu, et des manufactures florissantes. Les titres les plus honorables furent conférés au chef de leur nation. Il obtint le gouvernement du pays, situé entre le cap Comorin et le Crichna. On soumit à son inspection les nababs et les rajas distribués sur ce grand espace. Les tributs auxquels ces hommes puissans étaient assujettis devaient être déposés dans ses mains avant d'aller grossir les trésors du soubab. Aucune nouvelle espèce ne pouvait être jetée dans la circulation sans avoir été frappée à Pondichéry.

Les parties contractantes ne se dissimulaient pas que ces transactions déplairaient souverainement au grand-mogol ; mais son mécontentement ne les touchait guère. On voyait que l'empire avait perdu la plus grande partie de sa force, et que le peu qui lui en restait était menacé de tous les côtés.

Au nord-ouest de la péninsule, les Rajepoutes occupaient, dans les siècles les plus reculés, le pays qui s'étend depuis l'Indus jusqu'au Nerboddah ; ils en étaient encore en possession lorsque les Mogols entreprirent de les subjuguer. Leur résistance à cette barbare et belliqueuse nation fut assez opiniâtre ; mais enfin ils succombèrent, sans devenir tout-à-fait esclaves. Pour faire tomber les armes de leurs mains, le conquérant consentit que les rajas de Jossumir, de Godepour, d'Odepour, continuassent à gouverner leurs états par leurs propres lois, en lui payant un léger tribut. Le plus puissant des trois, et qu'on croit descendre de Porus, celui d'Odepour, se vit encore condamné pour toujours à donner en mariage une princesse de son sang à celui des descendans de Tamerlan qui occuperait le trône impérial.

Les Rajepoutes ont mieux conservé que les autres Indiens leurs traits, leurs mœurs et leurs habitudes originaires. C'est parmi eux qu'on trouve une plus grande vénération pour leurs dogmes primitifs, une déférence plus marquée pour les ministres de leur religion, des superstitions plus

uniformes, plus d'établissemens charitables, et plus de pagodes : aussi leur accorde-t-on une considération particulière, et se regardent-ils eux-mêmes comme fort supérieurs à leurs voisins. Un d'entre eux soutint avec sept ou huit mille hommes un combat très-vif et très-meurtrier contre une armée aguerrie et innombrable. La plupart de ses intrépides compagnons périrent à ses côtés. Avec cinq ou six cents soldats qui lui restaient, il s'ouvrit un passage et se rapprocha de sa forteresse. Sa femme lui en ferma les portes. S'il eût été tué, sa compagne se serait brûlée avec courage ; mais le gendre du grand Rana devait vaincre ou mourir.

Avec leur position, l'énergie naturelle à leurs peuples, les soixante mille chevaux et les trente mille fantassins qu'ils peuvent mettre sur pied, les trois rajas eussent pu, à des époques différentes, secouer un joug détesté; la jalousie qui les a tourmentés sans interruption a perpétué leur servitude. Ne se réuniront-ils pas un jour pour rompre leurs fers ?

Le Candahar est un pays inégal, tempéré, et, dans sa plus grande partie, susceptible de culture. Il est habité par des peuples d'un naturel féroce, formant trois tribus : celle des Adalis, celle de Rollakis et celle des Afghans, ou Patanes. La situation de cette contrée entre l'Inde et la Perse la fit souvent passer d'une domination à l'autre. Elle a profité du bouleversement des deux empi-

res pour se rendre indépendante. Son premier souverain a poussé d'un côté ses conquêtes jusqu'à la mer Caspienne, et a envahi de l'autre plusieurs provinces de l'Indostan. Il se disposait à s'y étendre davantage lorsqu'il a été arrêté par les Seïkes.

Les Seïkes, zélés adorateurs de Brama, occupaient le nord de Delhy, entre Panicot et Thénau. A la fin du dernier siècle ils furent, dit-on, désabusés des antiques superstitions par les ministres même de leur religion, ou, selon Dow, par un philosophe du Tibet. Aux préjugés détruits succéda un materialisme fort répandu en Perse. Dans ce système, l'universalité des choses compose un tout indivisible, et cette force générale, répandue dans la nature, est ce qu'on honore du nom de *dieu*. Mais ce dieu n'est autre chose que l'immensité même; de manière que les hommes, les animaux, les plantes, les astres, sont des portions de cette universalité, et par conséquent de l'Être suprême.

Ces principes dangereux excluaient tout culte: aussi les temples furent-ils généralement abandonnés. On proscrivit même les usages les plus indifférens dès qu'ils avaient le moindre rapport avec les rites religieux. Des motifs qui nous sont inconnus firent respecter le seul etablissement des castes, mais avec de grandes modifications. Il est permis de passer de l'une à l'autre, en observant quelque gradation dans ces changemens. Les

étrangers même, qui en étaient absolument éloignés, y sont maintenant admis.

Partout et dans tous les temps, les moindres innovations dans les dogmes sacrés portèrent le trouble dans les empires, et firent verser des torrens de sang. Un peuple vieilli en Asie dans les plus absurdes superstitions a, le premier, prouvé qu'une société entière pouvait passer d'une croyance à l'autre sans que son union en fût altérée. L'harmonie même est devenue plus parfaite entre ses différens membres, parce que, loin de la troubler, ses prêtres l'ont encouragée par tous les moyens que leur fournissaient leurs lumières. Le gouvernement mogol n'a pas aperçu la révolution qui se faisait dans les idées de ses sujets, ou n'y a démêlé aucun inconvénient. Tout au plus, il a regardé les Seïkas comme une secte, et non comme une nation. Ils ne l'étaient pas en effet d'abord, mais ils ne tardèrent pas à le devenir.

Des hommes qui avaient si unanimement, si fièrement rompu un joug religieux cimenté par des milliers de siècles, devaient souffrir l'esclavage civil très-impatiemment: aussi recouvrèrent-ils leur liberté originelle dès que les discussions de leurs oppresseurs leur en laissèrent entrevoir la possibilité. Les avantages dont on les vit jouir furent remarqués par leurs voisins, et ceux d'entre eux que la tyrannie de leurs brames, que les vexations de leurs despotes révoltèrent le plus, vinrent chercher un asile dans cette contrée for-

tunée. Ces nouvelles forces inspirèrent de l'ambition aux Seïkes. Ils ajoutèrent à leur territoire la province de Pendjab, la plus grande partie du Moultan et du Sindhy, les deux rives de l'Inde jusqu'à Cachemire, et tout le pays entre Lahor et Serhend.

Ces peuples vivent aujourd'hui sous une espèce d'aristocratie. Leurs six chefs, accompagnés des principaux capitaines de la nation, se rendent tous les ans à un ermitage bâti dans une situation agréable, à douze ou treize lieues au sud de Lahor. Là sont réglées en fort peu de temps les affaires publiques. Si les différens membres de cette espèce de parlement n'étaient pas d'accord, la contestation serait terminée par un souverain pontife qui a été conservé, on ne sait pourquoi, et qui est président-né de l'assemblée.

Toutes les relations s'accordent sur la prospérité des régions soumises aux Seïkes. Mais ce meilleur ordre de choses durera-t-il long-temps ? On ne le saurait croire. Les généraux ne doivent aucun compte de leur conduite au peuple, et leurs places sont héréditaires. Tarderont-ils à soumettre leur nation à ce pouvoir arbitraire qui fait le malheur de toute l'Asie?

Mais, avant que la nouvelle république fût arrivée au point de dégradation où le depotisme conduit un peu plus tôt ou un peu plus tard tous les pays qui lui sont asservis, avec ses cent mille hommes de cavalerie et ses cinquante mille fan-

tassins, elle pourrait avoir fait beaucoup de mal aux Mogols. Il ne lui faudrait que de l'artillerie pour avoir au midi, contre la cour de Delhy, les mêmes succès qu'elle a eus au nord contre le Candahar, privé comme elle d'armes à feu.

Les Djates ont toujours été traités comme une race dégénérée par les Rajepoutes, dont ils sont censés descendre. Ces peuples humains et laborieux occupaient le royaume d'Agra lorsqu'ils furent asservis par les Mogols. On réduisit leurs rajas à une condition privée; mais ils conservèrent la propriété d'un terrain suffisant pour leur subsistance. Un de leurs descendans, qui avait de l'activité, de l'ambition et du génie, profita des désordres de l'empire pour recouvrer une partie des droits dont sa nation s'était laissé dépouiller. Il s'était fait un singulier droit des gens. Sa maxime était que tout pays où son cheval avait mis le pied lui apartenait, et il s'en emparait sans scrupule. Cette politique l'avait rendu possesseur d'un assez vaste territoire avant l'irruption de Nadir-Chah dans l'Inde. L'anarchie où tomba alors cette malheureuse nation agrandit encore son domaine, et lui donna plus de consistance.

La fortune de cet homme hardi, entreprenant et heureux, ne passa pas à son successeur. C'était un enfant dont les oncles se disputèrent la tutelle les armes à la main. Ces querelles firent rentrer dans les mains des Mogols les possessions qui en étaient sorties. Il ne reste aux Djates qu'un

assez grand nombre de grosses aldées entourées de bonnes fortifications. Les remparts font la sûreté des cultivateurs et des récoltes. Un pareil état n'est plus rien ; mais il peut sortir de ses débris des soldats qui fatigueront de nouveau un empire épuisé.

Mais, de tous les ennemis du Mogol, il n'y en a pas de plus dangereux que les Marattes. Cette nation, devenue depuis quelque temps si célèbre, occupait, autant que l'obscurité de son origine et de son histoire permet de le conjecturer, très-anciennement les Gattes. Ses habitans furent joints dans leurs montagnes par beaucoup d'autres Indiens que la crainte ou les armes des Mahométans chassaient des fertiles plaines de la péninsule. Les uns et les autres portèrent bientôt le vice et la licence à tous les excès qu'on doit attendre d'un peuple ignorant qui a secoué le joug des préjugés sans mettre à leur place de bonnes lois et des lumières. Dégoûtés des occupations louables et paisibles, ils ne respiraient que le brigandage. Cependant leurs rapines se bornaient à piller qnelques villages, à détrousser quelques caravanes. Le peu de liaison qu'il y avait entre les différens cantons, l'espèce d'anarchie où chacun vivait, ne permettaient pas des entreprises plus considérables.

Dans ces contrées existait une très-ancienne famille, connue sous le nom de *Bousalo*, qui se croyait ou se disait issue d'un prince Rajepoute. Sevagi, un des rejetons de cette illustre race, se

montra digne de pareils ancêtres. Son exactitude à remplir les devoirs extérieurs de la religion, les pratiques même dont sa naissance le dispensait, le rendit agréable aux prêtres. Il gagna les gens du commun par son affabilité et par ses largesses. Son ascendant s'étendit jusque sur les grands, qui remarquaient avec plaisir qu'il donnait de la considération et du relief à leur ordre.

Avec cette bienveillance universelle, Sevagi parvint assez aisément à convaincre sa nation que la confusion où elle vivait ne la conduirait jamais à aucune prospérité, à aucune gloire; que pour être florissante au-dedans, que pour être honorée au-dehors, il fallait former un seul peuple et un grand ensemble. Le soin de cet important changement lui fut confié. Il l'exécuta heureusement pour l'état, et encore plus heureusement pour lui-même. De guide de ses concitoyens il devint insensiblement leur maître.

Le nouveau souverain se montra digne du rang où ses intrigues, où ses services, où le vœu public l'avaient appelé. Rarement le sceptre avait-il passé en des mains plus dignes de le porter. Après avoir encouragé les travaux utiles par tous les moyens possibles, Sevagi s'occupa du soin de former ses sujets aux armes. La puissance mogole, qu'il avait à craindre ou qu'il voulait abattre, était redoutable par ses chevaux arabes, persans ou tartares. C'était principalement par la supériorité de cette cavalerie sur celle qu'on lui

opposait qu'elle avait subjugué les provinces méridionales de l'Indostan. Le chef des Marattes, ne pouvant opposer à cette force une force égale, chercha un équivalent. Il créa une cavalerie dont le principal mérite était la légèreté et la constance dans les fatigues.

Pour la première fois sortirent des Gattes des hommes montés sur des chevaux petits et mal faits, mais robustes et accoutumés à une mauvaise nourriture, à des chemins presque impraticables, à des fatigues excessives. Un turban, une ceinture, un manteau, c'était tout leur équipage. Ils n'avaient pour armes qu'un cimeterre d'une trempe excellente. Les selles étaient inconnues. On n'en donnait pas même aux chevaux qui portaient le butin, les blessés et les malades. Les subsistances se réduisaient aux vivres que pouvait fournir le théâtre de la guerre.

Les hostilités se tournaient généralement en pillages. On spoliait successivement toutes les contrées asservies par les Mogols, et très-souvent plusieurs à la fois. L'orage tombait ordinairement sur celle qui s'y attendait le moins. La violence n'était guère employée que pour obliger les peuples à déclarer où étaient cachés leurs trésors. Peu de carnage, mais beaucoup de dévastations. S'il fallait évacuer un pays avant d'avoir achevé de lever les contributions, ses habitans les plus distingués, les plus accrédités, les plus riches, servaient d'otages.

Le prince maratte, qui s'appelait *le défenseur des dieux de la patrie contre le profanateur sanguinaire de leurs temples*, avait tant de prévoyance, faisait des combinaisons si sages, était si fertile en ruses, ses espions le servaient si bien, il possédait le talent de corrompre si à propos les sujets de son ennemi, que, dans une longue suite de campagnes, il ne se vit que très-rarement forcé à livrer bataille. Lorsque sa réputation ne lui permit pas de l'éviter, il s'en tira en homme de guerre.

Des ravages qui se répétaient chaque année fatiguèrent à la fin tellement la cour de Delhy, qu'on la vit se déterminer à un traité qui aurait été honteux, si la nécessité, plus forte que les préjugés, que les sermens, que les lois, ne l'eût dicté. Elle accorda à perpétuité aux Marattes le droit de chotage, ou la quatrième partie des revenus des provinces de l'empire situées au sud du royaume d'Agra. Le prince qui avait réduit les Mogols à cet excès d'humiliation ne survécut que peu à son triomphe. Sa mort, arrivée en 1680, porta la joie dans le cœur d'Aurengzeb, qui, pour la première fois, rendit justice à son ennemi. « Sevagi était, dit-il, un grand capitaine, et le « seul qui eût assez de courage, de capacité et « d'élévation pour fonder un état, tandis que je « combattais pour anéantir ce qui restait d'an- « ciennes souverainetés dans l'Inde. Je lui ai fait « la guerre pendant dix-neuf ans, et il n'a pas « cessé un instant d'agrandir ses possessions. »

Les concessions faites au fondateur de la puissance maratte n'étaient pas de nature à être toujours respectées. Aussi les héritiers de son nom et de son trône furent-ils souvent obligés d'avoir recours aux armes pour en pouvoir jouir; mais cette nécessité-là même tourna à leur avantage. Les troupes destinées à lever les tributs s'emparèrent de plusieurs états, dont quelques-uns agrandirent le territoire national, et les autres servirent de récompense à quelques-uns des meilleurs généraux, sous la condition d'une redevance annuelle et d'un service militaire. Les conquêtes devenaient de jour en jour plus considérables, lorsque des troubles civils, qui pour la première fois agitaient les esprits, en arrêtèrent le cours, firent même tomber aux mains du soubab du Décan, d'Haïder et des Anglais, des provinces acquises dans des temps plus heureux.

Mais cette anarchie ne saurait durer. Un peuple qui pense avoir reçu une grande illustration de ses ancêtres, et qui se croit obligé de la transmettre à ses descendans, ne tardera pas à rétablir, à améliorer même son gouvernement. Ses discordes domestiques l'auront régénéré. Animé d'un nouvel esprit, il reprendra son premier ascendant, et se rendra vraisemblablement plus redoutable qu'il ne le fut à aucune époque.

Quoi qu'il en soit du sort futur des Marattes et des autres peuples de l'Inde, Dupleix ne s'était pas mépris lorsqu'il avait regardé comme certain

que ses projets ne seraient pas contrariés par la cour de Delhy. Mais ils le furent, et très-vivement, par une nation européenne toujours en opposition avec la sienne. Tandis que les Français employaient tout ce qu'ils avaient de moyens pour assurer à Chandasaèb la souveraineté du Carnate, les Anglais faisaient des efforts semblables pour la donner à Mohamed-Aly-Khan. Animés par leur rivalité ordinaire et par les intérêts de leur commerce, les combattans recevaient une impulsion encore plus forte des passions de leurs chefs, Dupleix et Saunders. La victoire passa souvent de l'un à l'autre camp. Les succès auraient été moins variés si le gouverneur de Madras avait eu plus de troupes, ou le gouverneur de Pondichéry de meilleurs généraux. Tout portait à douter lequel de ces deux hommes, à qui la nature avait donné le même caractère d'inflexibilité, finirait par donner la loi; mais on était bien assuré qu'aucun d'eux ne la recevrait tout le temps qu'il lui resterait un soldat ou une roupie pour se soutenir. Cet épuisement même, malgré des dépenses excessives, paraissait fort éloigné, parce qu'ils trouvaient l'un et l'autre dans leur haine et dans leur génie des ressources que les plus habiles ne soupçonnaient pas. Il était manifeste que ces troubles ne cesseraient point au Coromandel, à moins que la paix n'y arrivât d'Europe; et l'on pouvait craindre que le feu concentré depuis cinq à six ans dans l'Inde ne se communiquât plus

loin. Les cabinets de Londres et de Versailles dissipèrent ce danger en ordonnant aux deux compagnies de se rapprocher. Elles obéirent, et une commune détresse les aurait peut-être rendues fidèles à l'accord signé dans les derniers jours de 1754, si les démélés de leurs métropoles ne les eussent forcées peu après à reprendre les armes.

XXIII. Guerre entre les Anglais et les Français. Les derniers perdent tous leurs établissemens.

Les nouvelles hostilités, nées dans les neiges de l'Amérique septentrionale, ensanglantèrent bientôt les quatre parties du monde. La France était alors gouvernée par un souverain inappliqué, par des ministres dénués de tout talent, par des femmes sans pudeur : aussi ses combinaisons pour la défense et pour l'attaque furent-elles également mauvaises. Son ineptie éclata principalement en Asie.

Elle y occupait, aux côtes d'Orixa et de Coromandel, Masulipatnam avec cinq provinces ; un grand arrondissement autour de Pondichéry, qui n'avait eu long-temps qu'une langue de sable ; un domaine à peu près égal près de Karikal, et enfin l'île fertile de Chéringham. Ces possessions formaient quatre masses trop éloignées les unes des autres pour s'étayer mutuellement. On y voyait l'empreinte de l'esprit un peu décousu, et de l'imagination souvent gigantesque de Dupleix, qui les avait acquises.

C'étaient des territoires difficiles à conserver. Pour les défendre il eût fallu des généraux habiles et expérimentés, des troupes aguerries et

disciplinées, des amiraux et des équipages accoutumés à dompter les mers, des pouvoirs sagement combinés et concourant au même but, des finances copieuses et fidèlement administrées, des magasins suffisans pour tous les besoins, des alliés sur lesquels on pût compter, un accord parfait de tous les moyens indispensables pour la tâche difficile qu'il fallait remplir : tout cela manqua.

La conduite des principaux officiers, beaucoup trop multipliés, fut telle qu'il fallait l'attendre de courtisans amollis, que la seule soif de l'or avait poussés en Asie. L'armée, dont dans d'autres climats on n'avait que difficilement contenu l'ardeur, montra à peine une ou deux fois quelque énergie; trop souvent elle fit des retraites précipitées; trop souvent elle baissa ses drapeaux devant des combattans inférieurs en nombre. L'escadre ne remplit pas plus dignement ses devoirs. Après avoir livré trois combats indécis, elle abandonna pour toujours des parages où sa coopération avec les forces de terre était d'une nécessité absolue. Les instrumens du ministère et les agens du monopole se contrarièrent avec un scandaleux acharnement. Les subsistances, les munitions, les attelages d'artillerie, les divers moyens qui assurent le succès des opérations décisives ne furent presque jamais fournis à propos. Le défaut de solde entraîna même les soldats, tous les soldats sans exception, dans une

rébellion ouverte. Quelques puissances du pays, négligées ou dédaignées, abandonnèrent la cause qu'ils auraient voulu défendre, et embrassèrent d'autres intérêts.

Lally, que l'intrigue avait fait préférer pour conduire une guerre à laquelle le cabinet de Versailles attachait une grande, et peut-être trop grande importance, était celui de ses généraux qui aurait dû le moins fixer son choix. Cet homme, dont le caractère indomptable était presque toujours en contradiction avec les circonstances, n'avait reçu de la nature aucune des qualités propres au commandement. Dominé par une imagination sombre, impétueuse, irrégulière, ses discours et ses projets, ses projets et ses démarches formaient un contraste continuel. Emporté, soupçonneux, jaloux, absolu à l'excès, la défiance, le découragement, l'aversion étaient les seuls sentimens qu'il pût inspirer. Ses opérations militaires, son administration civile, ses combinaisons politiques, tout se ressentit du désordre de ses idées.

Les Anglais, dont les opérations furent toujours bien combinées, qui reçurent à propos de puissans secours de leur métropole, et qui trouvaient des ressources comme inépuisables dans la conquête récente du Bengale, s'emparèrent assez aisément de tous les établissemens français. Pondichéry même, le seul susceptible d'une résistance un peu opiniâtre, pressé par leurs forces de terre,

pressé par leurs forces de mer, pressé par la famine, fut obligé de se rendre à discrétion le 15 janvier 1761.

En prenant possession de la place, le vainqueur fit embarquer pour l'Europe non-seulement les troupes qui l'avaient défendue, mais encore les agens du commerce, les membres de l'administration. La haine et la jalousie ne s'arrêtèrent pas à ces rigueurs. Pondichéry fut détruit de fond en comble. On n'y laissa pas pierre sur pierre, et cette ville superbe ne présenta plus qu'un monceau de ruines.

Ceux de ses habitans qu'on avait transportés en France y arrivèrent avec le désespoir d'avoir perdu leur fortune, et d'avoir vu, en s'éloignant du rivage, leurs maisons renversées. Ils remplirent le royaume entier de leurs cris; ils dénoncèrent leur chef à l'indignation publique; ils le présentèrent comme l'auteur de leurs maux, comme la cause unique de la perte d'une colonie florissante. Lally fut arrêté, et le parlement de Paris instruisit son procès. Il fut accusé de concussion, il fut accusé de trahison. La première de ces accusations fut reconnue absolument fausse; la seconde resta sans preuve; et cependant Lally fut condamné à perdre la tête.

Nous demanderons, au nom de l'humanité, quel était son crime dans l'ordre des lois? Le glaive redoutable de la justice n'a point été déposé dans les mains du magistrat pour venger des haines

particulières, ni même pour suivre les mouvemens de l'indignation publique. C'est à la loi seule qu'il appartient de marquer les victimes; et si les clameurs d'une multitude aveugle et passionnée pouvaient décider les juges à prononcer une peine capitale, l'innocence prendrait la place du crime, et il n'y aurait plus de sûreté pour le citoyen. Analysons l'arrêt sous ce point de vue.

Il déclare Lally convaincu D'AVOIR TRAHI LES INTÉRÊTS DU ROI, DE SON ÉTAT ET DE LA COMPAGNIE DES INDES. Qu'est-ce que trahir les intérêts? ou est la loi qui ordonne la peine de mort pour ce délit vague et indéfini? il n'en existe, il ne peut en exister aucune. La disgrâce du prince, le mépris de la nation, l'opprobre public, sont les châtimens destinés à l'homme incapable ou insensé qui a mal servi l'état: mais la mort, et la mort sur l'échafaud, pour la mériter, il faut des crimes d'un autre genre.

L'arrêt déclare encore Lally convaincu DE VEXATIONS, D'EXACTIONS, D'ABUS D'AUTORITÉ. Nous n'en doutons point; il en a commis sans nombre. Il a employé des moyens violens pour se procurer des ressources pécuniaires; mais cet argent a été versé dans le trésor public. Il a vexé, il a tourmenté les citoyens; mais il n'a point attenté à leur vie, il n'a point attenté à leur honneur. Il a fait dresser des gibets dans la place publique; mais il n'y a fait attacher personne.

Dans la vérité, c'était un fou noir et dangereux;

un homme odieux et méprisable; un homme essentiellement incapable de commander aux autres. Mais ce n'était ni un concussionnaire, ni un traître; et pour nous servir de l'expression d'un philosophe profond et célèbre, *tout le monde avait droit d'assommer Lally, excepté le bourreau.*

XXIV. Sources des malheurs éprouvés par les Français.

Les disgrâces qu'éprouvaient les Français en Asie avaient été prévues par tous les observateurs qui réfléchissaient sur la corruption de cette nation. Ses mœurs avaient surtout dégénéré dans le voluptueux climat des Indes. Les guerres que vers 1750 Dupleix avait engagées dans l'intérieur des terres commencèrent un assez grand nombre de fortunes. Les dons que le soubab du Décan prodigua à ceux qui le conduisirent triomphant dans sa capitale et l'affermirent sur le trône les multiplièrent et les augmentèrent. Les officiers qui n'avaient point partagé le péril, la gloire, les avantages de ces expéditions brillantes, cherchèrent à se consoler de leur infortune en réduisant à la moitié le nombre des cipaies qu'ils devaient avoir, et dont ils pouvaient facilement détourner la solde, parce qu'on leur en laissait la manutention. Les employés auxquels ces ressources étaient interdites ne rendaient à leurs commettans que la moindre partie des bénéfices qu'on faisait sur les marchandises envoyées d'Europe, et leur revendaient à très-haut prix celles des Indes qu'ils auraient dû recevoir de la première main. Ceux qui étaient chargés de la régie

de quelque possession l'affermaient eux-mêmes sous des noms supposés, ou la donnaient pour presque rien à des brigands qui avaient chèrement acheté leur infidélité. Toutes les entreprises, de quelque nature qu'elles fussent, s'accordaient clandestinement, et se concentraient dans les mains qui avaient su se rendre redoutables par leur audace. L'abus solennel aux Indes de faire et de recevoir des présens à chaque traité, avait multiplié à l'infini les engagemens. Les navigateurs qui abordaient à ces régions, éblouis des fortunes qu'ils voyaient quadrupler d'un voyage à l'autre, ne voulurent plus regarder les vaisseaux dont on leur confiait le commandement que comme une voie de trafic et de richesse qui leur était ouverte. Le désordre fut porté à son comble par les gens de qualité avilis et ruinés, qui, sur ce qu'ils voyaient, sur ce qu'ils entendaient dire, voulurent passer aux Indes, dans l'espérance d'y rétablir leurs affaires, ou d'y continuer avec impunité leurs dérèglemens. La conduite personnelle des directeurs de la compagnie les mettait dans la nécessité de fermer les yeux sur tant d'excès. On leur reprochait de ne voir dans leur place que le crédit, l'argent, le pouvoir qu'elle leur donnait. On leur reprochait de livrer les postes les plus importans à des parens sans mœurs, sans application, sans capacité. On leur reprochait de multiplier sans nombre et sans mesure le nombre des facteurs pour se menager des protecteurs à

la ville et à la cour. On leur reprochait de fournir eux-mêmes ce qu'on aurait obtenu du commerce à un prix plus modéré et de meilleure qualité. Ou le ministère ne connut pas ces crimes, ou il manqua de courage pour les réprimer. Dans l'une et l'autre suppositions, il fut, par son aveuglement ou par sa faiblesse, l'auteur ou le complice de l'opprobre de la nation et de la ruine d'un grand nombre de citoyens.

XXV. esures que n prend en ance pour rétablissement des affaires dans l'Inde.

La situation du monopole n'était pas meilleure en Europe que dans l'Orient. Le double tableau qu'à la paix de 1763 il fallut tracer porta le désespoir dans le cœur des intéressés. Les plus sages d'entre eux, craignant pour l'avenir les infortunes du passé, auraient voulu abandonner leurs propriétés au gouvernement moyennant une rente perpétuelle de soixante-quatre livres par action. Quelques personnes singulièrement intéressées à la conservation de la compagnie combattirent cette opinion, et persuadèrent au plus grand nombre des associés que de grandes prospérités sortiraient infailliblement d'une organisation plus libre. Le ministère, que de vieilles habitudes attachaient à un privilége exclusif, se prêta sans répugnance à tous les changemens qu'on désirait.

Dès 1723 la cour s'était emparée du choix des directeurs. En 1731, on leur alloua pour leurs soins trois pour cent sur les gains du commerce. En neuf ans ils partagèrent entre eux 1,005,661 l.; ce qui faisait supposer, pour le corps dont ils

conduisaient les opérations, un bénéfice réel de 33,500,000 liv. Il fut démontré, en 1740, que, loin d'avoir gagné, on avait perdu. Cette tardive découverte détermina la suppression de la gratification accordée trop long-temps à des agens infidèles; et chacun d'eux reçut tous les ans douze mille livres d'appointement.

Dans ce nouvel ordre de choses la vanité remplaça l'avarice. Pour donner une haute idée de leurs services, les administrateurs offrirent toujours à leurs commettans des bilans trompeurs. Ils y faisaient entrer comme fonds de commerce les sommes immenses employées aux Indes, aux îles de France et de Bourbon, à Lorient et à Paris, en constructions, en réparations même de ces édifices; de sorte que les actionnaires devaient se croire une grande fortune, tandis qu'il ne leur restait que des églises, des palais, des magasins et des hôpitaux.

Le corps privilégié jugea qu'il lui convenait de nommer lui-même, de surveiller lui-même ses administrateurs. La cour trouva cette prétention fondée, et se rendit à ce vœu, ainsi qu'à un autre qui n'était pas moins raisonnable.

En 1730, un commissaire du roi fut introduit dans la compagnie. Bientôt il y prit un ascendant absolu. Ses projets, bons ou mauvais, prévalurent. Les agens des associés ne furent que les aveugles instrumens de ses volontés suprêmes. Des murmures long-temps étouffés se firent à la

fin entendre. Pour les faire cesser, il fut nommé un second commissaire qui devait balancer le pouvoir arbitraire du premier. Dès ce moment il y eut deux factions. Chacun des commissaires forma des plans différens, adopta des protégés, chercha à faire prévaloir ses vues. De là les discordes, les intrigues, les délations, les haînes, dont le foyer était à Paris, mais qui s'étendirent jusqu'aux Indes, et y éclatèrent d'une manière si funeste pour la nation. Le ministère, fatigué de ces guerres interminables, y chercha un remède, et crut l'avoir trouvé en nommant un troisième commissaire. Cet expédient ne fit qu'augmenter le mal. Le despotisme avait régné lorsqu'il n'y en avait qu'un, la division lorsqu'il y en eut deux; mais, dès l'instant qu'il y en eut trois, tout tomba dans l'anarchie. On revint à n'en avoir que deux, qu'on tâcha de concilier le mieux qu'il fut possible. Il n'y en avait même qu'un à l'époque qui nous occupe.

L'intervention du gouvernement dans une entreprise de commerce dont l'économie et la liberté doivent être les premières bases est certainement un grand, un très-grand inconvénient. Mais la compagnie n'avait-elle pas rendu nécessaire cette funeste intervention? Des priviléges excessifs lui avaient été accordés. Son inquiétude et son ambition pouvaient entraîner l'état dans des guerres désastreuses. Il était possible que ses emprunts continuels croisassent les opérations du

fisc. Le trésor public s'était obéré pour elle, et lui faisait tous les jours de nouveaux sacrifices. Enfin le cinquième du capital de l'association appartenait au roi. Le ministère pouvait-il rester étranger à une administration qui intéressait si essentiellement la fortune publique? Cependant le corps privilégié n'eut pas plus tôt fait connaître le chagrin que lui causait une dépendance que ses folies, ses malheurs et ses besoins avaient rendue inévitable, que les conseils de Louis xv renoncèrent à toute influence; ils poussèrent même plus loin la générosité ou les complaisances.

Toutes les nations qui livrèrent la navigation des Indes orientales à un monopole le chargèrent de former, d'entretenir, de défendre lui-même les établissemens dont il aurait besoin pour l'exploitation de son privilége. C'eût été en effet le comble de l'injustice d'exiger des membres de l'état qu'ils contribuassent au maintien d'un commerce que, contre les droits à jamais imprescriptibles de l'ordre social, il ne leur était pas permis de faire. Comme les autres compagnies, celle de France dut faire les dépenses de souveraineté; mais, plus que les autres, s'éloignant de l'esprit de son institution, elle consuma en objets de faste les fonds destinés à des opérations lucratives. Si la détresse où une folle vanité l'avait précipitée ne détermina pas le gouvernement à la débarrasser de toutes les obligations de ce

genre, du moins prit-il sur lui la plus dispendieuse, celle d'administrer, de fortifier et de défendre les îles de France et de Bourbon, sans cependant priver un corps déjà trop favorisé de l'approvisionnement exclusif de ces possessions lointaines.

Cette faveur fut bientôt suivie d'une plus grande encore. En 1730, le ministère avait acquis onze mille huit cent trente-cinq actions, et en 1745 un nombre égal de billets d'emprunt, chacun de cinq cents livres. Après avoir abandonné pendant trois ans à la compagnie le dividende des unes et l'intérêt des autres, il se décida au sacrifice entier d'une propriété si considérable.

A cette prodigalité de la richesse publique se joignit un acte qui dérangeait la fortune d'un grand nombre de citoyens pour un corps qui depuis si long-temps ruinait l'état. Par une de ces volontés arbitraires que le gouvernement se permettait alors sans opposition, les créances à terme sur le monopole furent échangées contre des contrats perpétuels, et leur intérêt réduit de cinq à quatre pour cent.

XXVI. privilége a compa- est sus- idu. Sa iation à te époque.

C'était beaucoup; mais ce n'était pas tout ce qu'il fallait pour ressusciter un commerce absolument anéanti par l'humiliante et longue guerre qui venait d'être terminée. L'argent manquait. La compagnie s'en procura en ouvrant d'abord un emprunt de dix, et peu après de douze millions. Il était généralement connu que beaucoup d'An-

glais avaient fait aux Indes des fortunes immenses qu'ils ne faisaient que très-difficilement arriver dans leur patrie. On demanda sur eux à Londres des lettres de change pour des sommes très-considérables qui devaient être remboursées en Europe à des époques convenues. Enfin il fut fait un appel de quatre cents livres par action, somme que les associés ne consentirent à fournir que sous la condition formelle qu'il serait détaché de la portion du contrat qui se trouvait libre alors le fonds nécessaire pour former à chaque action un capital de 1600 livres, et un intérêt de 80 livres, *sans que cet intérêt et le capital fussent tenus de répondre en aucun cas, et pour quelque cause que ce fût, des engagemens que la compagnie pourrait contracter postérieurement au mois d'août* 1764.

Avec ces ressources, on expédia quelques vaisseaux en 1764 et les années suivantes. Leur voyage ne fut pas heureux, quoique l'administration se montrât plus pure, plus active, plus éclairée qu'elle ne l'avait peut-être jamais été. Cette infortune avait plusieurs causes. Le trône des Mogols était comme renversé. L'Indostan entier tombait d'une convulsion dans l'autre. Les manufactures languissaient généralement. Le peu qui sortait des ateliers passait dans les mains des Anglais, devenus les arbitres de ces contrées. C'était à ces conquérans qu'il fallait demander les marchandises dont on avait besoin, et on ne les obtenait qu'au plus haut prix et de la plus mau-

vaise qualité. Les traites qu'ils devaient acquitter étaient payées en or, qui perdait quinze ou seize contre l'argent, d'une rareté extrême. Les objets envoyés et les objets reçus ne donnaient pas le bénéfice accoutumé. Des réparations urgentes dans les comptoirs absorbèrent les fonds, principalement ou uniquement destinés au commerce. Enfin la compagnie avait recommencé ses opérations en comptant sur un plus grand capital quelle ne l'avait. Ces tristes événemens, prévus par les gens sages, avaient mis dans un tel embarras les affaires du monopole, qu'à peine soixante millions lui auraient suffi pour remplir ses engagemens et pour continuer l'exploitation de son privilége. Mais comment se procurer une somme si considérable?

L'association n'avait plus d'hypothèque à offrir. Ses suspensions de paiement, et les facilités qu'elle avait trouvées à faire dénaturer ses créances, repoussaient les capitalistes. Ses effets perdaient sur la place le quart de leur valeur, et ce n'était pas un encouragement à lui confier de nouveaux fonds. Aussi les actionnaires comptaient-ils moins sur leur crédit que sur les bienfaits du gouvernement. Ces espérances furent trompées.

Le ministère pensa qu'il serait plus utile à l'état d'en améliorer les ports, d'y ouvrir de nouveaux canaux, d'accorder un meilleur traitement à ses soldats et à ses matelots, d'alléger le poids accablant des impositions, de liquider la dette

publique que de continuer à épuiser le fisc pour un commerce de luxe que la raison devait faire abandonner, s'il ne pouvait pas se soutenir par ses bénéfices. Cette résolution des conseils du prince entraîna tous les suffrages lorsqu'on eut instruit la nation des sacrifices qu'à son insu elle avait faits à une société marchande, dont même elle achetait les effets plus chèrement qu'elle ne les aurait obtenus par toute autre voie. Les citoyens de tous les ordres n'apprirent pas sans indignation qu'on avait pris sur leurs besoins ou sur leur aisance trois cent soixante-seize millions dans l'espace de quarante-quatre ans, ou huit millions cinq cent quarante-cinq mille quatre cent cinquante livres chaque année pour soutenir un corps mal organisé, dont les opérations avaient toujours été interrompues par la guerre, et ordinairement languissantes ou ruineuses durant la paix.

Dans ce calcul ne sont pas compris les cent trente-deux millions qui, dans le cours de quarante-quatre ans, furent payés à la compagnie, parce que cet intérêt lui était acquis légitimement pour les cent millions qu'en 1717 elle avait versés dans le trésor public, et qui ne lui avaient jamais été remboursés.

Ces profusions seront crues difficilement. Nous-même, malgré tout ce qui se publiait, en avons douté, jusqu'à ce que nous en ayons eu la démonstration. Nous avons vu, dans des pièces originales et d'une foi certaine, qu'en remises, gra-

tifications, faveurs de toute espèce, la compagnie avait reçu cinquante-deux millions. Nous y avons vu qu'elle avait retiré de la ferme du tabac deux cent quarante-quatre millions au-delà de ce qui lui était dû; nous y avons vu qu'en 1747 ses administrateurs engagèrent un fisc ignorant, faible ou corrompu, à s'avouer débiteur envers elle de quatre-vingts millions, dont la moindre partie ne lui avait jamais été comptée.

La plus grande partie de ces énormes sommes passa dans les mains des associés. En 1722 le dividende pour chaque action fut de 100 livres, de 150 livres; depuis 1723 jusqu'en 1745, de 70 livres; depuis 1746 jusqu'en 1749, de 80 livres; depuis 1750 jusqu'en 1758, de 40 livres; depuis 1759 jusqu'en 1763, de 20 livres; en 1764 de 80 liv.; et depuis 1765 jusqu'en 1769, ce qu'on ne distribua pas aux intéressés fut absorbé par les dépenses inséparables du privilége, que les bénéfices du commerce ne purent couvrir à aucune époque; par les intérêts exorbitans qu'il fallut payer, et par les brigandages, les négligences inséparables d'une corporation aussi mal gouvernée que mal établie.

Les créanciers de la compagnie et ses associés les plus intelligens gémissaient sur la diminution annuelle de leur fortune. Ils ne voyaient aucun terme à leurs inquiétudes, lorsque le gouvernement, enfin désabusé de ses trop antiques préjugés, ordonna le 13 août 1769 la suspen-

sion du monopole, et accorda à tous les Français la liberté de naviguer et de commercer au-delà du Cap de Bonne-Espérance.

A cette époque la compagnie possédait ses comptoirs et les aldées qui en dépendaient; une trentaine de navires, et un nombre proportionné de bâtimens inférieurs; tous les effets de guerre et de marine nécessaires; de grands édifices au port de Lorient et en Asie; deux mille cinq cents esclaves; un vaste hôtel à Paris : objets qui, dans leur ensemble, pouvaient valoir quinze ou seize millions de livres. On lui connaissait aux Indes, aux îles de France et de Bourbon, à Saint-Domingue, des créances plus ou moins anciennes, qui devaient être comptées pour peu de chose. Elle avait quelques marchandises dans ses magasins, et en attendait pour vingt-quatre ou vingt-cinq millions. Le fisc lui devait seize millions. Sa plus grande fortune consistait dans un contrat qui, originairement de cent millions, portant trois millions d'intérêt, avait été converti en 1747, par une faveur insensée des dépositaires de l'autorité, en un contrat de cent quatre-vingts millions, avec un intérêt de neuf millions. Mais ce contrat était grevé d'une rente perpétuelle de 5,677,350 livres au capital de 118,371,946 livres; et de 3,074,899 livres de rentes viagères au capital de 30,748,936 livres; de sorte qu'il ne lui restait de libre que 247,751 livres de rente, et un capital de 30,879,064 livres, qui, par l'extinction

successive des rentes viagères, était à peu près tout ce qui devait rester à la compagnie après qu'elle aurait payé ses dettes.

XXVII. La compagnie perd l'espoir de reprendre son commerce. Elle cède tous ses effets au gouvernement.

Cette situation était déplorable. Pour sortir du chaos, la compagnie offrit au gouvernement de lui abandonner tout ce qu'elle possédait, de lui fournir même la somme de 14,768,000 livres, s'il consentait à remplir tous les engagemens qu'elle avait pris, et à assurer un sort convenable aux associés. L'ouverture fut accueillie. Le ministère accepta la cession, et se chargea de payer toutes les rentes perpétuelles et viagères constituées par le monopole, d'en acquitter les dettes chirographaires, de continuer les pensions bien ou mal accordées, et de supporter tous les frais, tous les risques d'une liquidation qui nécessairement devait durer plusieurs années.

Les actions, qui originairement étaient au nombre de cinquante-six mille, avaient été successivement réduites à celui de trente-six mille neuf cent vingt et une. En 1764 on leur avait assuré sur le contrat un capital de 1600 livres, et une rente de 80 livres. Le gouvernement régla pour chacune un capital de 2,500 livres, et un intérêt de 125 livres; cependant la rente de 125 livres fut assujettie à la retenue du dixième, et il fut décidé que le produit de ce dixième serait employé annuellement au remboursement des actions par la voie du sort, sur le pied de leur capital de 2,500 livres; de manière que la rente des actions

remboursées accroîtrait les fonds d'amortissement jusqu'au parfait remboursement de la totalité des actions.

L'accord entre les parties contractantes fut signé le 8 avril 1770, et quatorze jours après revêtu de toutes les formalités qui en devaient assurer l'exécution. Jamais il ne reçut la moindre atteinte. Ici finit l'histoire d'une association privilégiée qui occupa beaucoup, et peut-être beaucoup trop ses partisans et ses adversaires; nous la terminerons par un résumé exact de ses opérations.

Depuis 1725, époque où elle commença son commerce, jusqu'à celle de sa destruction, elle expédia 761 navires montés par 87,223 hommes d'équipage; elle chargea sur ces vaisseaux 132,632,313 liv. de marchandises, 13,442 marcs d'or, et 6,206,477 marcs d'argent. Avec ces fonds on obtint dans l'Inde 343,032,818 livres de production. Ces productions furent vendues en Europe 636,363,557 liv. Leur bénéfice de l'achat à la vente fut 292,867,623 liv. Elles payèrent au fisc, à leur entrée dans le royaume, 2,953,660 l. Les associés reçurent pour leur dividende 243,120,386 l.

XXVIII. Commerce des Français de l'Inde depuis la suppression du privilége de la compagnie jusqu'en 1778.

Trois conditions furent imposées au commerce libre qui devait remplacer le monopole. Il fut enjoint à tous les vaisseaux destinés pour les mers d'Asie de se pourvoir d'un passe-port que devaient leur délivrer gratuitement les directeurs chargés par le gouvernement de débrouiller les

affaires de la compagnie. On pensa sans doute que le nom d'un corps long-temps respecté dans ces régions ne serait pas sans utilité pour ceux qui allaient parcourir la même carrière. On craignit que sans cette précaution les souverains de l'Inde ne révoquassent les concessions ou n'aggravassent les conditions qu'ils avaient anciennement accordées.

Lorient était encore au commencement du siècle une bourgade obscure. En 1720 le roi la céda à la compagnie, pour que, dans un lieu qui lui serait propre, elle pût faire plus commodément et ses armemens et ses ventes. Bientôt ce fut une ville florissante remplie de magasins, de quais, de chantiers, d'arsenaux, de toutes les commodités qui se trouvent à peine dans les plus grands ports. Pour prévenir la ruine de tant de beaux, de tant de trop beaux ouvrages, il fut décidé que tous les navires expédiés pour l'Inde feraient leur retour dans cette rade, et y déposeraient leurs cargaisons. Peut-être appréhenda-t-on aussi que, si les marchés se multipliaient, les acheteurs, accoutumés à trouver dans le même lieu tout ce que leurs opérations exigeaient, ne portassent ailleurs leurs capitaux.

La compagnie avait toujours été chargée de la formation, de l'entretien, de la défense de tous les comptoirs qu'exigeait l'exercice de son privilége. Il parut juste au fisc, sur lequel ces dépenses devaient désormais rouler, d'y faire contribuer

ceux qui en profiteraient, et dans la proportion où ils en profiteraient. Dans cette vue, il fut établi un droit de cinq pour cent sur toutes les marchandises qui viendraient des Indes ou de la Chine, et un droit de trois pour cent sur celles qui arriveraient des îles de France et de Bourbon.

Le ministère, qui venait d'ouvrir les mers de l'Orient à tous les citoyens indistinctement, n'avait nul doute sur la bonté de son système. Il s'attendait bien à voir le commerce particulier contrarié par les agens de la compagnie supprimée, par toutes les associations européennes, par les puissances du même pays, et par les innombrables difficultés inséparables d'un nouvel ordre de choses; mais on le voyait pleinement convaincu que ces obstacles seraient surmontés par une nation riche, active, éclairée, et fortement appuyée par les dépositaires de l'autorité publique, qui avaient leurs principes à justifier, leurs innovations à soutenir.

Cette persuasion n'empêcha pas le gouvernement de faire jouer tous les ressorts qui étaient en son pouvoir pour assurer ou pour hâter les succès. Ceux qui dans l'Inde avaient occupé les premiers postes sous l'ancienne administration, et qui continuaient à les remplir sous le nouveau régime, furent invités à employer tout ce qu'ils avaient d'expérience, de crédit et de fortune en faveur d'un plan utile, encore contrarié par le préjugé. On adressa les mêmes exhortations

aux maisons de commerce, qui, dans le royaume, jouissaient d'une grande considération. Des distinctions éclatantes étaient prodiguées aux négocians qui se montraient disposés à seconder les vues de la cour. Si, dans le nombre, il s'en trouvait de moins riches ou de plus intéressés qui parussent ne pouvoir être décidés que par quelque encouragement, des vaisseaux leur étaient gratuitement prêtés. Aussi, quoique le souverain eût négligé de préparer l'action des marchands particuliers avant d'annuler le monopole, de les substituer par degrés au corps privilégié, de leur fournir des occasions d'acquérir des connaissances sur des objets peu ou mal connus, de les mettre à portée de former des liaisons dans les différens marchés qui devaient servir de théâtre à leurs spéculations ; malgré ce défaut de prévoyance, les armemens se multiplièrent assez rapidement.

Quelques vaisseaux furent expédiés pour l'Inde avec un numéraire suffisant pour atteindre le but qu'on se proposait. Ils rapportèrent en Europe des cargaisons assez bien assorties et assez complètes pour donner un bénéfice, mais un bénéfice trop modique pour fixer leurs propriétaires dans la carrière où ils étaient entrés. La plupart préférèrent de faire un autre emploi de leurs capitaux.

D'autres négocians, hors d'état de se procurer des piastres, demandèrent à Londres, pour le

Coromandel et pour le Bengale, des lettres de change dont ils s'engageaient à faire les fonds en Angleterre à des époques convenues. Il leur en coûtait d'abord une commission. Ils perdaient un cinquième sur la monnaie qu'on leur livrait dans l'Inde, et le plus souvent ils se voyaient réduits à recevoir de la seconde ou de la troisième main des marchandises qu'ils auraient payées vingt ou vingt-cinq pour cent de moins, s'ils avaient pu les faire fabriquer. Aucune de ces maisons de commerce ne prospéra, et plusieurs furent forcées de manquer à leurs engagemens.

Le plus grand nombre des armateurs commencèrent leurs opérations avec des fonds qui ne leur appartenaient pas. Les capitalistes qui les avaient fournis se détachèrent d'une association devenue ruineuse. Ceux de leurs agens que leur inquiétude ou leur situation poussaient le plus impérieusement vers les mers d'Asie, privés des ressources qu'ils avaient originairement trouvées, dûrent se former un nouveau plan. On les vit mettre à la voile avec des objets de peu de valeur qu'ils vendaient aux îles de France et de Bourbon. Avec ce mince produit, ils erraient de rade en rade jusqu'à ce que, par la réunion de leurs bénéfices multipliés, ils fussent parvenus à rassembler quelques-unes des productions de l'Inde : au peu qui leur était propre ils joignaient les marchandises que l'Anglais, enrichi dans ces régions, voulait faire passer clandestinement en

Europe, et c'était sous leur nom que s'en faisait la vente au port de Lorient.

On ne blâmera pas ces navigateurs d'avoir pris des chargemens pour une nation rivale. Ils y trouvaient leur avantage, et le fisc y trouvait le sien. Cependant il paraîtra toujours bien étrange que les Français se soient contentés d'être simples voituriers dans un pays où il leur était permis d'être acheteurs. A la vérité le consommateur n'aurait pas obtenu à plus bas prix ce qu'exigeaient ses besoins ou ses fantaisies; mais le bénéfice qu'aurait fait le marchand serait resté dans le royaume, et n'aurait pas passé au peuple, dont on regardait comme important de ne pas augmenter les propriétés. Une chose plus inconcevable encore, c'est que le commerce de la plus puissante des monarchies n'ait pas pu ou n'ait pas voulu fournir la faible somme qu'il aurait fallu pour payer les marchandises de l'Inde qui, à cette époque, y étaient portées. Ce capital n'aurait pas annuellement passé dix à onze millions de livres. On en va voir la preuve.

Depuis 1771 jusqu'en 1778 inclusivement, c'est-à-dire dans l'espace de huit années, les marchandises des Indes portées en France y furent vendues 86,081,219 liv. Celles de la Chine y furent vendues 56,046,751 liv. Celles des îles de France et de Bourbon y furent vendues 7,001,975 l. La réunion de ces sommes forma un total de 149,129,946 liv. qui, divisé en huit, porta les

ventes annuelles, à 18,641,241 liv. Les objets arrivés des Indes et de la Chine, qui devaient cinq pour cent de leur valeur au gouvernement, leur payèrent annuellement 888,299 liv. 15 s. Ceux qui venaient des îles de France et de Bourbon ne devaient que trois pour cent, et ne rendirent que 43,762 liv. 7 s. Le produit total du droit d'indult ne fut donc, année commune, que de 932,062 liv. 2 s.

XXIX. Guerre entre la France et l'Angleterre, de 1778 à 1783.

Tel était l'état des choses lorsque la guerre qui, en 1778, s'alluma entre les deux cours de Londres et de Versailles, dont l'une voulait retenir dans sa dépendance l'Amérique septentrionale, et l'autre l'aider à secouer le joug, embrasa l'Asie, ainsi que le reste du globe. Comme les comptoirs français y étaient généralement ouverts, ils se soumirent sans résistance dès le mois de juillet. Au commencement du mois suivant, Pondichéry fut investi par terre, et bientôt bloqué par mer, parce qu'après une canonnade de quelques heures, Tronjolly, soit ignorance, soit lâcheté, abandonna pour toujours la côte à Vernon, plus faible que lui. La place, quoique mal attaquée par Monro, quoique défendue avec beaucoup d'intelligence, d'activité et de courage par Bellecombe, fut forcée de se rendre le 17 octobre.

Long-temps avant cet événement, quelques aventuriers français, sans mission ou avec une mission obscure, avaient travaillé sourdement à

augmenter le mécontentement qui, dans l'Indostan, était général contre l'Angleterre. Leurs démarches prirent un autre caractère lorsqu'ils purent avouer hautement leur haine. Ils réussirent aussi parfaitement qu'ils pouvaient le désirer dans les cours de Pounah et de Maïssour, les plus grandes puissances de ces contrées, et qui déjà combattaient les troupes britanniques. L'une et l'autre offrirent même de l'argent et des subsistances, si l'on consentait à leur fournir des moyens qui leur manquaient pour porter à l'ennemi commun des coups décisifs. C'était à l'Ile-de-France qu'était le fil de ces intrigues. Les hommes bornés qui le tenaient pensèrent d'abord que, sans inconvénient, ils pourraient partager entre deux nations toujours rivales, et le plus ordinairement en guerre, les forces qu'ils avaient sous leurs mains ou qu'ils attendaient d'Europe. Désabusés de cette chimère, ils ne surent plus à quel allié donner la préférence, et ce ne fut qu'après de longues irrésolutions qu'ils se décidèrent pour Haïder.

Six vaisseaux de ligne furent aussitôt expédiés de l'Ile-de-France pour la côte de Coromandel. Dorves, qui les commandait, mouilla le 28 janvier 1781 devant Pondichéry. Il s'attendait à y entrer sans opposition. On ne lui avait pas laissé ignorer que, depuis que la garnison anglaise avait quitté la place, tout y avait été disposé non-seulement pour le recevoir, mais encore pour lui

fournir les secours dont il pourrait avoir besoin. Malheureusement pour la cause qu'il défendait, Coote, qui venait de prendre le commandement de l'armée britannique, avait découvert la trahison et puni les traîtres. L'habile général fit plus. Quoique privé des forces maritimes de sa nation, alors très-utilement employées dans le Malabar, il empêcha les Français de débarquer à aucune plage, et les renvoya dans la rade d'où ils étaient sortis, sans qu'ils eussent pu même renouveler leurs vivres.

L'escadre était à peine rentrée dans le port Louis, qu'elle fut renforcée par cinq vaisseaux, qui, conduits par Suffren, avaient, contre les principes généralement reçus, attaqué les Anglais aux îles portugaises du Cap-Vert, dans la baie neutre de la Praya. Quelques-uns avaient beaucoup souffert dans un combat que la saine morale réprouvera toujours. On les mit en état; et, avec ceux qu'ils étaient venus joindre, ils tournèrent à la fin de décembre leurs voiles vers la côte de Coromandel.

L'armement était composé de onze vaisseaux de ligne, trois frégates, trois corvettes, deux flûtes, six transports, et un brûlot. Ces bâtimens portaient pour la guerre de terre soixante gros canons, beaucoup de munitions, et près de trois mille hommes aux ordres de Duchemin. La mort du timide Dorves, arrivée dans la traversée, fit passer le commandement à l'entreprenant Suffren,

qui arriva à sa destination avec toutes les forces parties de l'Ile-de-France et avec un vaisseau de guerre et cinq navires marchands anglais qu'il avait pris.

Edward Hughes revenait alors de Ceylan, où il avait enlevé aux Hollandais, Trinquemalé, le meilleur port de l'Inde. Averti à Madras qu'il paraissait dans ces parages une flotte française très-redoutable, il fit ses dispositions pour lui résister, quoiqu'il n'eût que neuf vaisseaux qui tenaient la mer depuis long-temps, et dont les équipages étaient fort affaiblis. Il n'avait eu que six jours pour se préparer, lorsque, le 14 février 1782, l'amiral français parut à la vue de la place, résolu d'attaquer les Anglais dans la rade même; mais, les voyant embossés, il se désista de son projet, et vers le soir se porta au sud. Hughes le suivit à petites voiles toute la nuit, et fit courir le lendemain matin sur les transports qu'il vit éloignés de la force qui devait les protéger. On lui en amena six, dont le plus grand, de treize cents tonneaux, était chargé d'un gros train d'artillerie, de beaucoup de poudre, d'un nombre considérable d'officiers et de trois cent soixante soldats. Tout le convoi aurait eu le même sort, si Suffren ne fût promptement venu à son secours. Le jour suivant s'engagea un combat dont un violent orage abrégea impérieusement la durée. Après l'action, les Anglais allèrent se réparer à Trinquemalé, et les Français débarquer à Porto-Novo

celles de leurs troupes qui devaient agir dans le continent.

Vers le milieu de mars, Hughes fut averti par deux vaisseaux de soixante-quatorze canons qui le joignirent que des secours en hommes, en munitions qui lui arrivaient d'Europe n'étaient pas éloignés. Il alla au-devant d'eux pour empêcher qu'ils ne fussent interceptés, et Suffren se mit également en mer pour tâcher de s'en emparer. Ce fut, le 12 avril, l'occasion d'un des plus opiniâtres combats dont le souvenir se soit conservé. On se battit à la portée du pistolet; on chercha à s'aborder; on était animé d'une fureur égale, et l'on ne se quitta que lorsqu'il ne fut plus possible de manœuvrer. Les deux escadres allèrent se réparer dans l'île de Ceylan, l'une à Trinquemalé, et l'autre à Battécalo.

Les deux amiraux ne furent pas plus tôt en état de remettre à la voile, qu'un égal empressement de se mesurer encore les détermina à se chercher. Leur passion fut satisfaite le 6 juillet dans les parages de Négapatnam. Les chefs et ceux qui étaient à leurs ordres, tout paraissait déterminé à vaincre ou à mourir. Beaucoup de ces hommes intrépides eurent la gloire de verser leur sang pour leur patrie; mais, après de vains efforts pour décider la victoire, il fallut aller chercher les moyens de se présenter de nouveau sur le champ de bataille, les uns à Madras et les autres à Goudelour.

Comme les vaisseaux français avaient moins

souffert que les vaisseaux anglais, Suffren fut plus tôt en état que son rival de prendre mer, et profita très-sagement de cette heureuse circonstance pour aller attaquer Trinquemalé, qui se rendit le 2 septembre. Hughes arriva le lendemain, et engagea une action dans laquelle il manœuvra supérieurement; mais toute son habileté ne lui rendit pas l'importante possession qui venait de lui être enlevée.

Après quatre batailles, toutes très-disputées, toutes très-meurtrières, livrées en moins de six mois, l'amiral anglais, privé au Coromandel du seul port qui y avait été à sa disposition, prit la route de Bombay, où il devait trouver une rade excellente, de puissans renforts. des munitions de guerre, des subsistances, les mâtures et les agrès qui manquaient à ses vaisseaux, le repos dont lui et ses équipages avaient un besoin pressant. Ce départ donna à l'amiral français, resté maître de Trinquemalé, la souveraineté des mers qui baignent le Coromandel. Il en inquiéta les côtes; il s'empara des bâtimens de commerce qui se permettaient de naviguer, et il finit par se rendre à Sumatra, où il trouva dans le royaume d'Achem les secours que Ceylan avait été dans l'impossibilité de lui fournir.

Pendant que les forces maritimes des deux nations sont dans une sorte d'inaction forcée, portons nos regards sur leurs forces de terre.

Il est connu qu'Haïder-Aly-Khan, fondateur

d'un vaste et brillant empire, vit son ambition opiniâtrément contrariée par les Anglais. Leur mauvaise conduite lui présenta une occasion favorable de leur rendre le mal qu'il en avait reçu, et elle fut saisie avec ardeur. A la tête de ses innombrables légions il fondit sur leurs provinces, détruisit cent lieues de pays, en massacra ou enleva les habitans, et s'y empara de la plupart des places. Ces succès, obtenus sans opposition, étendirent ses idées. Un plan de conquête succéda à l'esprit de vengeance. Ce prince, si long-temps heureux, conçut l'espoir de chasser ses ennemis, d'étendre son domaine jusqu'à la côte de Coromandel, et de s'approprier les trésors qui y arrivaient de toutes parts. Mais, pour l'exécution de ce grand projet, il fallait devenir le maître de Trichenapaly, de Tanjaour, de Madras, trois forteresses qui ne pouvaient céder qu'aux ingénieurs, aux soldats, à l'artillerie de l'Europe. Haïder jeta les yeux sur la France. Il ne doutait pas que cette nation ne fût très-satisfaite de la ruine d'un peuple qui l'avait si souvent humiliée, d'occuper plusieurs établissemens sur le rivage de la mer, et de jouir de grandes prérogatives pour son commerce. Son erreur ne dura pas long-temps.

A leur arrivée, ou même avant leur arrivée, ces imprudens auxiliaires manifestèrent l'intention qu'ils avaient d'acquérir de grandes possessions territoriales. Cette prétention les rendit suspects

à Haïder, qui n'avait pas voulu se débarrasser des Anglais pour voir les Français occuper leur place. Aussi, après les avoir fait joindre à Porto-Novo par cinq mille hommes de ses troupes pour attaquer Goudelour, qui capitula le 3 avril 1782, les négligea-t-il entièrement. Il ne voulut ni les aider à exécuter quelque entreprise particulière, ni s'en laisser suivre pour aller combattre avec lui l'armée britannique. S'il eût toujours une considération marquée pour Suffren, c'est que les forces navales aux ordres de cet amiral lui étaient utiles, sans pouvoir jamais contrarier son système.

Telle était la situation des sujets de la cour de Versailles lorsque Haïder termina sa brillante carrière. A peine avait-il les yeux fermés, que Tippo-Saïb, son fils, se vit réduit à porter presque tous ses moyens de guerre au Malabar, où des troupes britanniques parties de Bombay s'étaient rapidement emparées d'une des plus belles parties de la riche succession qu'il venait de recueillir. Alors il n'y eut proprement des hostilités au Coromandel qu'entre les Anglais ct les Français. Ces derniers furent joints, au mois de janvier 1783, par deux mille six cents hommes, conduits par Bussy, qui autrefois avait joué un rôle si éclatant dans ces contrées. Ou le nouveau général n'avait jamais su son métier, ou il l'avait oublié. Tout se réduisit de sa part à rester dans Goudelour, couvert par les murs de la place et par des lignes élevées à quelque distance. Il y fut attaqué

le 13 juin par Stuart qui avait succédé à Coote sans le remplacer. L'assaillant s'empara de quelques redoutes, de quelques canons, mais ne put pousser plus loin ses avantages.

Le lendemain de cette action sanglante, Suffren arriva sur la côte, et y trouva Hughes. On manœuvra de part et d'autre le 18 et le 19 pour se procurer l'avantage du vent, qui enfin resta aux Français. Le combat s'engagea le 20. Jusqu'alors les Anglais s'étaient battus, la première fois, avec neuf vaisseaux contre douze, et en avaient eu constamment un ou deux de moins que leurs ennemis. Malgré cette disparité de forces, les succès avaient toujours été balancés. Ici, ils opposent dix-sept voiles à quinze, et cependant sont si maltraités, qu'il leur faut quitter le champ de bataille pour aller se réparer à Madras. Tâchons de demêler la cause de cet événement.

Suffren, au-dessus de tous les éloges pour son activité et pour son courage, était d'un caractère fier et inflexible. On l'avait vu blâmer hautement ces petits ménagemens que dans son corps les chefs avaient trop souvent pour leurs inférieurs, et il dédaigna de suivre un exemple qui à la longue détruit toute subordination. Il donnait ses ordres avec précision, et exigeait qu'ils fussent ponctuellement exécutés. Cette sévérité blessa ses officiers, et plusieurs ne remplirent pas leur devoir avec le zèle que demandait le bien du service. Cette indifférence pour la gloire de leur patrie se

manifesta spécialement dans les parages de Trinquemale : aussi, après le combat qui s'y était donné, démonta-t-il six capitaines de son escadre, et les renvoya-t-il en Europe. Ceux qui n'avaient pas subi cette humiliation, ceux qui avaient remplacé les proscrits, virent bien qu'il fallait vaincre ou mourir. Tous montrèrent une volonté, une valeur égales à celles de leur amiral, et la fortune couronna leurs généreux efforts.

Trois jours après l'action, Suffren, bien assuré que de quelque temps Hughes ne lui disputerait l'empire de la mer, donna la plus grande partie de ses soldats et de ses équipages à Bussy, pour l'aider à tenter le 25 une attaque nocturne contre les retranchemens de l'armée anglaise. La surprise réussit d'abord, mais les choses changèrent bientôt de face. Les Français furent repoussés, laissant après eux un trop grand nombre de morts, et cent cinquante prisonniers. On apprit, le 30, que les deux nations avaient fait la paix, et cette heureuse nouvelle mit fin aux hostilités.

XXX. Privilége rendu à la compagnie en 1784.

Le traité qui, aux Indes, laissait les Français dans l'état d'humiliation où ils étaient avant la rupture, permit de reprendre les expéditions interrompues par la guerre. Le commerce continua d'être libre, mais ne le fut que jusqu'au 14 avril 1784. A cette époque le gouvernement, qui avait recommencé à juger le monopole nécessaire, réussit à former une compagnie, qu'il substitua à celle dont, en 1769, le privilége n'avait été que

suspendu. Pour trouver des associés, il fut même obligé de les décharger des frais de souveraineté qui avaient ruiné leurs prédécesseurs, et de leur remettre l'indult de cinq pour cent que les marchands particuliers avaient dû payer pour toutes les productions venues des mers orientales. Les deux conditions étaient raisonnables. De simples citoyens ne pouvaient pas s'engager à défendre des établissemens ouverts et d'une possession précaire contre la puissance exorbitante de la Grande-Bretagne. L'état des choses leur présentait de si grandes difficultés pour leurs achats, que jamais ils n'auraient vaincu la concurrence du contrebandier anglais, s'il leur eût fallu porter au fisc une redevance.

Le capital de la nouvelle société ne fut d'abord que de vingt millions, partagés en actions de mille livres. Ce fonds fut jugé insuffisant et bientôt doublé. Une augmentation était encore nécessaire. Dans l'opinion des meilleurs observateurs, les besoins qu'avait le royaume des productions de l'Asie s'élevaient annuellement à soixante millions depuis que la consommation des toiles y avait plus que triplé ; et ils ne pensaient pas que quarante millions pussent suffire à un si grand approvisionnement. Nous n'entrerons pas dans cette discussion ; nous nous bornerons à dire que les cargaisons arrivées des Indes en France en 1788, dont les unes avaient pour maîtres les particuliers qui avaient eu la liberté d'expédier quel-

ques navires, et les autres appartenaient à la nouvelle compagnie, furent vendues 33,400,000 l. Elles étaient formées par des toiles et par des soieries de la valeur de 26,600,000 liv.; par des épiceries de la valeur de 6,000,000 de livres; par du bois d'Inde, de l'ivoire, de la soie et du coton, de la valeur de 1,150,000 liv.; par de la porcelaine, des éventails, de la valeur de 493,000 liv.; par des drogues pour la teinture ou la médecine, de la valeur de 367,000 liv. Ces objets furent payés avec 15,253,000 livres en argent, et avec 2,171,000 liv. en marchandises.

A ne considérer que la différence du prix d'achat au prix de vente, on aurait pu penser que les capitaux employés dans ce commerce doublaient d'un voyage à l'autre. Il n'en était pas ainsi. La construction et le dépérissement des vaisseaux, la nourriture et la solde des équipages, les assurances, le nombre des agens qu'il fallait employer, une foule de petites dépenses dont le détail serait trop minutieux, tout cela communément laisserait à peine à l'armateur un bénéfice de douze à quinze pour cent.

Quels que fussent les avantages que la navigation aux Indes pût procurer, l'octroi accordé à la nouvelle compagnie ne fut pas plus tôt public, qu'il fut attaqué avec beaucoup de véhémence et défendu avec une chaleur égale. Les argumens pour la liberté contre le monopole, les argumens pour le monopole contre la liberté, qui, quinze

ou seize ans auparavant avaient été maniés avec adresse, reçurent un nouvel éclat des champions qui se présentèrent sur le champ de bataille. A chaque combat les principes triomphaient de plus en plus des préjugés, et il ne resta que très-peu de partisans au privilége chez une nation qui s'éclairait de jour en jour sur ses intérêts. Le gouvernement ne se rendait pas. On osa l'attaquer lui-même, et on lui démontra qu'il avait évidemment franchi les bornes d'une autorité légitime, en conférant à un petit nombre d'individus un droit qui appartenait essentiellement à tous les membres du corps politique. Un souverain ne peut, disait-on, concéder que ce qui est à lui; et il n'y a point de monarque assez stupide pour dire ou pour penser qu'il peut s'arroger exclusivement une branche de commerce. Ces vérités, que la cour entendait pour la première fois, la plongèrent dans une sorte d'inquiétude. A la fin de 1788, il paraissait douteux si elle soutiendrait ou si elle abandonnerait ses usurpations.

Mais, soit que le commerce des Indes fût rendu à tous les citoyens, soit qu'il restât à une association privilégiée, la France ne pouvait se promettre que des opérations faibles, contrariées, et en quelque sorte dépendantes des fiers insulaires qui avaient asservi ces belles régions. Le meilleur parti auquel, dans une position si fâcheuse, ses chefs pussent s'arrêter, était celui de dégoûter par les douces voies de la persuasion la nation des

étoffes et des toiles de l'Asie, et de lui faire aimer de préférence les ouvrages sortis des ateliers de ses grands artistes. Cette idée aura vraisemblablement la sanction de nos lecteurs lorsqu'ils se seront convaincus des difficultés qu'éprouvent les transactions des Français dans les différens marchés qu'ils sont dans l'habitude de fréquenter. Commençons par les plus éloignés.

XXXI. Commerce des Français à la Chine.

Les Portugais, les Hollandais et les Anglais fréquentaient très-utilement les rades de la Chine depuis long-temps, lorsqu'en 1660 la France y expédia pour la première fois un navire. Comme les associés n'avaient fait qu'un fonds de cent quarante mille livres, le voyage fut aussi malheureux qu'il devait l'être.

On ne rentra dans cette carrière qu'en 1698. La compagnie des Indes qui, depuis son institution, ne l'avait pas parcourue une seule fois, quoiqu'elle en eût exclusivement le droit, vendit à cette époque cette portion de son privilége. Ceux qui l'avaient achetée envoyèrent à cette extrémité de l'Asie deux bâtimens qui donnèrent d'assez gros bénéfices. Les armateurs s'en tinrent pourtant à ce premier succès, et laissèrent le champ libre à qui voudrait le parcourir.

Personne ne se présenta jusqu'en 1713. Il fut alors accordé pour la Chine un octroi indépendant, qui devait commencer en 1715 et durer cinquante ans. Mais cette société avait à peine fait partir deux vaisseaux, qu'on l'incorpora dans

la compagnie des Indes, qui, pour le malheur du royaume, absorbait tout.

Cependant ce ne fut qu'en 1723 que Canton revit le pavillon français. Ses premières opérations y furent languissantes, et ne s'accrurent par degrès que pour retomber. Il est connu que les sujets de la cour de Versailles, ainsi que ceux des autres puissances maritimes, n'avaient donné de l'étendue à leurs achats à la Chine qu'à cause de la facilité qu'ils trouvaient à verser frauduleusement dans les îles britanniques leurs thés, qui formaient les quatre cinquièmes de leurs cargaisons. La privation de ce grand débouché n'a-t-elle pas dû réduire à presque rien les expéditions de la plupart, et principalement celles des Français, auxquels leur patrie n'offre que fort peu de consommateurs pour cette feuille asiatique?

XXXII. Établissemens des Français dans le Bengale et l'Orixa.

Quoique le Bengale offre des productions plus riches et plus variées qu'aucune autre contrée de l'Asie, les Français n'y firent long-temps que très-peu d'affaires. Vers l'an 1740 on leur fit passer des fonds de quelque importance, et leur commerce y prit un assez grand essor. Cette action devenait de jour en jour plus vive, lorsqu'en 1757 ils en furent chassés par les Anglais, qui, à cette époque, s'emparaient de ce beau pays. La pacification de 1763 les rétablit dans leurs comptoirs, mais pour se les voir enlever de nouveau en 1778, et de nouveau rendre en 1783, sous l'humiliante condition deux fois solennellement exigée, et deux

fois solennellement consentie, que Chandernagor, le seul port, la seule place, le seul entrepôt qu'eût la nation qui recevait la loi, ne pourrait avoir ni fortifications, ni troupes, ni artillerie. Ce ne fut même qu'après de très-longues négociations qu'il lui fut permis de conserver un fossé qui devait le débarrasser de la surabondance de ses eaux.

Tout avilissement est plus nuisible qu'on ne pense aux spéculations de commerce. C'est une profession libre. La mer, les voyages, les risques et les vicissitudes de la fortune, tout lui inspire l'amour de l'indépendance; c'est là son âme et sa vie. Dans les entraves elle languit, elle meurt. Les Bengalis qu'on avait forcés de s'éloigner de Chandernagor dédaignèrent de rentrer dans un lieu dégradé, ouvert et ruiné. La plupart préférèrent le séjour de Calcutta, où leur industrie était bien payée, et où ils n'avaient point d'invasion à craindre. Avec eux disparurent de leur ancien domicile les nombreuses manufactures qu'ils y avaient portées. Le vide que laissait cette émigration ne put être rempli par les achats faits dans le reste du pays. Ils furent gênés et par les entraves qu'y mettait la nation dominatrice, et par les travaux qu'elle ordonnait, qui étaient toujours exécutés de préférence. La difficulté de se procurer des toiles fut portée au point que, le plus souvent, il fallut les tirer de la seconde main, et en donner par conséquent un prix exorbitant.

L'infortune et la honte de la France peuvent augmenter encore. Les Anglais ne voient pas sans chagrin un pavillon étranger flotter au milieu du vaste empire qu'ils ont fondé dans cette région. L'on peut conjecturer qu'ils saisiront ou feront naître l'occasion d'anéantir d'anciens priviléges qui paraissent mettre quelques bornes à une souveraineté qu'ils veulent sans limites.

Les Français ont formé deux loges à la côte d'Orixa. Celle qui se trouve le plus à l'est se nomme Yanon. C'est une petite ville située sur une des branches du Godaveri, à l'extrémité d'une des plus fertiles plaines de l'Indostan. Quoique la place soit trop éloignée de l'Océan, et qu'elle n'ait point de territoire, ses possesseurs y achetèrent long-temps une assez grande quantité de très-belles toiles. Ces marchandises, qui la plupart y étaient versées par les campagnes voisines, ont pris une autre direction ; et le comptoir, réduit au peu qui sortait de ses propres ateliers, est presque resté sans vie.

Celui de Masulipatnam n'a pas un mouvement beaucoup plus rapide. Les Français formèrent des établissemens à leur arrivée aux Indes, et y firent d'abord des affaires aussi considérables que le permettait la médiocrité de leurs capitaux. Leurs démélés avec le roi de Golconde les en éloignèrent, mais pour y rentrer aussitôt que les vastes états de ce prince furent devenus la proie des Mogols. Leur métropole les oublia, en quelque

manière, pendant trente ou quarante ans. On les vit alors réduits à se soutenir par les petits profits qu'ils pouvaient faire avec les naturels du pays ou avec les navigateurs étrangers qui arrivaient dans ce marché célèbre. Leur condition devint moins fâcheuse lorsqu'en 1750 des révolutions, trop ordinaires dans cette belle partie du globe, les rendirent maîtres d'une cité où ils avaient vécu si long-temps dans l'indigence. Ce rôle brillant ne dura que peu. Après neuf ans d'une souveraineté peu utile, il fallut céder la place aux Anglais, qui en sont restés depuis en possession, et en ont su tirer plus d'avantage. Les traités y ont assuré aux sujets de la cour de Versailles une maison de commerce. Jusqu'ici elle n'a guère servi que de canal pour faire arriver clandestinement en Europe l'argent ou les marchandises des serviteurs de la compagnie britannique. Il est permis de douter si elle aura jamais une destination plus glorieuse. Comment serait-il possible que des hommes obligés de payer des droits considérables d'entrée et de sortie soutinssent une concurrence débarrassée de ces entraves, et encouragée par tout l'appui que peut lui donner l'autorité suprême.

XXXIII. Établissement des Français à la côte de Coromandel.

A la côte de Coromandel se voit Pondichéry. Ce n'était qu'une très-petite bourgade lorsqu'en 1672 il devint le berceau de la nation française dans l'Inde. A son voisinage étaient des comptoirs hollandais, danois, anglais, établis depuis

assez long-temps ; et cependant les naturels du pays accoururent de préférence dans la nouvelle colonie, parce qu'ils y trouvaient une liberté et des égards dont on ne les faisait pas jouir ailleurs. L'espèce d'abandon où les laissait trop souvent le corps privilégié dont ils dépendaient aurait pu les dégoûter du séjour qu'ils avaient choisi ; mais à peine s'aperçurent-ils de cette inertie. Les ouvrages qui sortaient de leurs ateliers ne manquaient jamais de débouché, parce que leurs sages et vertueux conducteurs avaient pris le parti de se faire indifféremment les facteurs de tous les peuples. Leurs toiles, ou blanches, ou imprimées, ou teintes, obtenaient même un prix plus haut qu'ils ne l'auraient trouvé dans d'autres marchés. Soit nécessité, soit modération, ceux auxquels ils les livraient se contentaient d'un bénéfice qui n'aurait pas paru suffisant à des marchands moins pressés par le besoin ou accoutnmés à plus de jouissances.

Ce gouvernement paternel, qui heureusement se perpétua malgré l'état de détresse où se trouva souvent la compagnie, fit de Pondichéry la ville la plus agréable, la plus civilisée, la plus forte que les Européens eusent encore élevée dans le continent de l'Inde. Ses rues, la plupart fort larges et toutes très-bien alignées, n'étaient pas défigurées par les maisons qui les formaient ; celles des blancs avaient de la solidité et de l'élégance. Le quartier des noirs, cinq fois plus étendu que

celui de leurs maîtres, offrait un aspect moins imposant, mais plus riant. Il était ombragé par deux rangs de beaux arbres qui, dans ce climat brûlant, entretenaient une fraîcheur délicieuse même au milieu du jour. Les marchés, les casernes, les hôpitaux réunissaient les commodités qu'on demande à ces établissemens de nécessité première. Deux temples étaient convenablement décorés. Le gouvernement, regardé comme le plus magnifique édifice de l'Orient, était réellement digne d'attention.

La ville, dans une circonférence de cinq quarts de lieue, contenait soixante-dix mille habitans. Les Européens et les métis formaient la moindre partie de cette population. Il y avait au plus dix mille mahométans. Le reste était des Indiens, dont quinze mille étaient chrétiens, et les autres de dix-sept ou dix-huit castes différentes. Trois aldées dépendantes de la place pouvaient avoir dix mille âmes.

Du côté de la mer, Pondichéry était défendu par des batteries judicieusement placées, et, du côté de terre, par un rempart, par un fossé, par des bastions, et par un glacis imparfait en quelques endroits.

A un mille des ouvrages, le terrain était enveloppé dans la moindre partie par la petite rivière d'Ariancoupan, et dans le reste par une haie de gros aloès et par d'autres plantes épineuses particulières à cette région, impénétrables à la cavalerie,

d'un accès même très-difficile pour l'infanterie. Cette excellente clôture était interrompue par cinq grandes voies nécessaires aux communications, mais toutes défendues par des redoutes bien construites et garnies de canons.

La ville, privée de port comme toutes celles qui ont été élevées sur le rivage de Coromandel, avait l'avantage de pouvoir protéger par l'artillerie de ses fortications les vaisseaux mouillés dans sa rade. A trois mille de ses murs s'élevait, cent toises au-dessus de la mer, un coteau qui servait de guide aux navigateurs à sept ou huit lieues de distance, avantage d'un prix inappréciable sur une côte généralement trop basse. Vers l'extrémité de cette hauteur se voyait un vaste étang creusé depuis plusieurs siècles, dont les eaux, après avoir rafraîchi et fertilisé un bon territoire, venaient arroser les environs trop sablonneux de Pondichéry.

Telle était cette célèbre cité lorsque, le 15 janvier 1761, elle se rendit sans capitulation aux Anglais. Le vainqueur usa du droit barbare de la guerre au point de détruire les fortifications, les édifices publics, les maisons des particuliers, de disperser tous les habitans.

Lorsqu'en 1765 les drapeaux français flottèrent de nouveau sur ce sol abandonné, plusieurs de ses anciens habitans, qui s'en étaient éloignés à regret, s'en rapprochèrent. Tous cherchèrent la place qu'ils avaient occupée, et s'établirent très-rapi-

dement sur ces décombres. Dès-lors il fallut se détacher d'un plan de défense sagement formé, pour subordonner les fortifications à l'enceinte trop vaste et mal tracée qu'occupait déjà la population. Avant que les ouvrages fussent entièrement finis, la ville fut attaquée, et prise en 1778 par les forces terrestres et maritimes de la Grande-Bretagne. La paix de 1783 la restitua à ses anciens possesseurs, qui, faute de fonds, ne l'entourèrent que de fortifications de terre. Il est douteux si on leur laissera le temps de les revêtir en maçonnerie.

Le territoire de Pondichéry n'etait rien originairement. Il avait acquis avec le temps quelque étendue. La guerre de 1757 le réduisit à ses premières limites. Il fut de nouveau accru en 1785 des districts de Villenour et de Raour, renfermant cent soixante-dix aldées, la plupart très-bornées. Si ceux qui conduisirent la navigation eussent été mieux instruits, ils auraient plutôt cherché à obtenir pour la place un arrondissement qu'à lui procurer une possession qui ne peut pas servir à sa défense. Cependant ce meilleur ordre de choses n'aurait que peu diminué l'imminent danger dont le premier des établissemens français est sans cesse menacé par les forces britanniques.

A vingt-deux lieues de Pondichéry, entre Negapatnam et Tranquebar, est Karikal, proche de la mer, sur une des branches du Caveri, nommé

Colram, qui peut recevoir des bâtimens de cent cinquante tonneaux. En 1738 la France obtint du roi de Tanjaour la propriété de cette ville, et lui soumit dix ou douze ans après un territoire assez étendu et très-productif. Bientôt on compta dix à onze mille âmes dans le chef-lieu de la colonie, et presque le double dans la belle aldée de Trioumalet. Le reste du pays était aussi fort peuplé. L'occupation de la plupart de ces habitans était de fabriquer des mouchoirs communs, des toiles pour la Guinée, et des perses d'une beauté médiocre, qui trouvaient principalement leur débouché à l'est de l'Asie et aux Philippines. Quelques choulias ou mahométans, descendus de pères arabes et de mères indiennes, faisaient la pêche des perles, le cabotage de la côte, et un petit commerce à Ceylan.

En 1760, les Anglais chassèrent les Français de cet utile établisement, et firent sauter les fortifications, en démolirent les édifices publics, et en dispersèrent les tisserands. Ses anciens possesseurs y rentrèrent cinq ans après; mais pour en être encore expulsés en 1778, et y être de nouveau rétablis en 1783. Ils obtinrent même à cette époque la restitution de leur sol entier, avantage qui leur avait été refusé dans le précécédent traité. Cependant le comptoir n'a recouvré que la moindre partie de son industrie, et c'est toujours un lieu ouvert.

Plusieurs personnes, dont l'habileté n'est pas

contestée, ont pensé qu'il était urgent d'élever quelques ouvrages autour de Karikal, parce que, s'il arrivait un grand revers, ce serait une plage favorable pour recevoir les secours que la cour de Versailles voudrait faire passer dans ces régions lointaines. Leur opinion est même qu'après la destruction de Pondichéry, on aurait dû y placer les moyens de la nation dans l'Inde. La position en est, disent-ils, heureuse; les vivres y sont abondans. Une rivière navigable en baigne les murs. Des inondations périodiques y rendent les hostilités impraticables une partie de l'année. Les plus grandes forces de la seule puissance qui soit à craindre en sont à plus de cinquante lieues. Le chef-lieu des établissemens français en Asie ne leur paraît avoir aucun de ces avantages.

XXXIV. Commerce des Français à Surate et à la côte de Malabar.

Ce fut à Surate que les Français formèrent leur premier établissement aux Indes. Ils ne tardèrent pas à y contracter des dettes, dont ils ne payaient ni le capital ni les intérêts. Un manquement de foi si honteux les força de s'éloigner d'un marché où ils ne pouvaient plus se montrer avec sûreté et avec bienséance. Cette espèce d'exil dura plus d'un demi-siècle. On remplit à la fin des engagemens trop long-temps oubliés; et alors on plaça dans le fameux entrepôt un agent chargé de maintenir les priviléges que la nation venait de recouvrer. Cette sage mesure du gouvernement n'a été suivie d'aucun des avantages qu'elle semblait promettre. Ni le pavillon du monopole,

ni le pavillon de la liberté n'ont depuis paru dans ces parages, soit qu'ils n'aient pas osé braver le préjugé que leur conduite passée avait inspirée contre eux, soit qu'ils aient craint de ne pouvoir soutenir la concurrence des Anglais, devenus comme souverains de la contrée.

Mirzeou, situé à dix-huit lieues au midi de Goa, devenu pour la France le seul lieu de son approvisionnement pour le poivre, après que les intrigues des Hollandais l'eurent chassée en 1680 de son comptoir de Bantam, n'eut aucune plainte à former contre les facteurs de cette nation. Ils y faisaient utilement et honorablement leurs opérations, lorsque, par un caprice inexplicable, ils l'abandonnèrent pour Rajapour, beaucoup plus au nord, où l'épicerie, dont ils avaient besoin, était moins commune, et par conséquent plus chère. Heureusement pour leurs commettans l'occasion de réparer cette faute ne se fit pas long-temps attendre.

Entre le Canara et le Calicut est un petit état qui n'a que dix-huit lieues d'étendue sur la côte, et sept ou huit lieues au plus dans les terres. Il est partagé en deux provinces. Dans celle qui porte le nom d'*Irouvenate* se voit Tellichéry, où dix-huit à vingt mille habitans vivent paisiblement et se livrent à une industrie assez active sous les lois britanniques. Les marchands libres de cette nation y font des affaires de quelque importance; et son corps privilégié y charge annuel-

lement quinze ou dix-huit cent mille livres pesant de poivre.

En 1722, le souverain du pays crut avoir à se plaindre des Anglais. L'impuissance où il se trouvait de forcer les murailles qui couvraient ceux qu'il disait ses oppresseurs le détermina à appeler les Français à son secours. A l'arrivée de ces auxiliaires, l'harmonie se trouva rétablie, et ils furent congédiés. On les vit revenir en plus grand nombre trois ans après; et, l'épée à la main, ils s'établirent à l'embouchure d'une petite rivière qui baigne la province appelée *Cartenate.*

Le territoire que le prince indien se vit dans la nécessité de céder à ces Européens doit avoir trois à quatre milles de circonférence. Ce qu'on y récolte de poivre, et ce qu'en produit le reste du pays, dont il fallut aussi leur abandonner le monopole, peut s'élever à deux millions pesant. Le quart sort en fraude, et le reste est livré à un prix inférieur au peuple, qui en a arraché le commerce exclusif. Le bénéfice obtenu sur cette unique denrée de la colonie n'a jamais couvert les dépenses qu'entraînait l'établissement : cependant il a été jugé utile de le conserver, et en voici la raison.

La côte de Coromandel est inabordable depuis la fin de septembre jusqu'en janvier, et la navigation y est encore dangereuse jusqu'en avril, époque où commence ce que dans le pays on appelle la grande mousson. Les mers du Malabar

sont au contraire sûres et faciles depuis la fin de septembre jusqu'à la fin de mars. N'est-il pas de l'honneur d'une grande nation que son pavillon puisse dans tous les temps voguer sur cet océan, et y trouver toutes les ressources qu'il est dans la sagesse humaine de lui procurer? Un intérêt politique se joint à ce motif de convenance. Les nouveaux souverains du Maïssour ont ajouté à leur empire une grande partie du Malabar. Ils peuvent devenir des alliés utiles, des alliés même nécessaires. Mahé est et sera toujours la voie la plus sûre pour leur faire passer les armes, les munitions, tous les moyens de guerre dont ils pourraient avoir besoin. Mais, pour que ce comptoir puisse remplir sa double destination, il faudra que des soins très-suivis tiennent l'entrée de son port, que les sables ne cessent de combler, en état de recevoir les vaisseaux qui s'y présenteront.

Bander-Abassy fut le premier port du golfe Persique ou les Français abordèrent. Ils ne tardèrent pas à s'en éloigner; et parce qu'ils n'y jouissaient pas des mêmes prérogatives que les Anglais, et parce qu'ils n'y pouvaient pas porter comme les Hollandais les objets qui y étaient le plus recherchés. Le commerce quitta cette mauvaise rade, et se porta tout entier à Bassora, où ils ne le suivirent pas. C'était pourtant un entrepôt très-important. Beaucoup de marchandises d'Europe y arrivaient par la voie d'Alep et de Bagdad. Beaucoup de marchandises des Indes y étaient dépo-

sées pour être ensuite versées dans les états du grand-seigneur, et même dans une partie de la Méditerranée. Ce ne fut toutefois qu'en 1741 que la cour de Versailles s'occupa du soin d'y former un établissement. Alors ceux de ses sujets qui naviguaient dans les mers d'Asie y firent voir leur pavillon. Ils continuèrent à y faire un trafic de quelque importance, jusqu'à ce que des guerres désastreuses et trop répétées leur en eussent ôté les moyens. Si jamais leur nation redevient quelque chose dans ces régions lointaines, on les verra rentrer avec toute l'ardeur de leur caractère dans une carrière qu'ils n'ont abandonnée qu'avec un regret extrême.

La mer Rouge fut long-temps le seul ou le plus grand canal par où l'Europe recevait tout ce qu'elle pouvait consommer de production de l'Inde. Les Portugais doublèrent le Cap de Bonne-Espérance, et alors ce commerce prit une direction nouvelle. Nous reçûmes notre approvisionnement par l'Océan, et il n'entra plus dans le golfe Arabique que ce qui était nécessaire aux rivages voisins et à la Turquie. Le soin même d'y porter et d'y vendre ces marchandises passa peu à peu des naturels du pays aux navigateurs de l'occident fixés en Asie. Ils continuent de les verser avec un très-gros bénéfice à Djedda, d'où elles se répandent partout où le besoin les appelle. Durant quelques années les Français prirent une part remarquable à ce mouvement utile; mais l'humiliation où ils

sont tombés les a réduits à être simples spectateurs de la prospérité de leurs anciens émules.

Les corps privilégiés ne s'intéressèrent jamais ou presque jamais à ces spéculations lucratives. Leurs opérations se réduisirent à aller charger à Moka le café qu'ils pouvaient vendre dans leur patrie ou chez leurs voisins. La consommation en fut très-bornée en Europe jusqu'à la fin du dix-septième siècle. A cette époque le goût s'y en répandit très-rapidement, principalement en France, où l'usage du thé et du chocolat était moins commun qu'ailleurs; cependant cette puissance ne songea qu'en 1720 à former une loge dans la région qui le produisait.

Quatre ou cinq ans après, les Hollandais transportèrent à Surinam l'arbre qui produit le café. Il y prospéra mieux peut-être qu'on ne s'y était attendu; et les colonies françaises de l'Amérique ne tardèrent pas à le naturaliser avec encore plus de succès dans leurs plantations. Mais quel dut être leur étonnement lorsqu'on leur signifia que la précieuse fève que des travaux assidus avaient fait naître ne serait pas reçue dans la métropole, parce que le trafic en appartenait à une société exclusive qui la tirait d'un sol étranger! Tout ce que les plus vives sollicitations purent obtenir en 1732 d'un gouvernement faible ou sans lumières, ce fut la liberté d'un entrepôt dispendieux, court et sévère. La nation s'indigna à la fin de cet odieux arrangement, et en 1738 il lui fut permis de con-

sommer une des productions de son empire ; encore eut-elle la douleur de voir lever annuellement sur ses terres une contribution de cinquante mille livres accordée au monopole en dédommagement de la faveur qu'on lui retirait.

A cette époque le café se multiplia si heureusement dans les possessions françaises du Nouveau-Monde, qu'elles purent en fournir et à leurs maîtres et aux contrées de l'Europe, où la passion pour cette boisson devenait tous les jours plus vive. Quoiqu'il fût d'une qualité médiocre, la multitude s'en contenta ; et l'on n'en demanda de meilleur à l'Arabie que pour les personnes plus recherchées dans leurs jouissances. Le besoin annuel de ces voluptueux consommateurs se réduisit peu à peu à quatre ou cinq cents milliers. La compagnie des Indes, qui les fournissait, obtenait un si mince profit sur cet objet, qu'elle ne pouvait guère regretter que l'approvisionnement du royaume eût des bornes si étroites. Il paraît que cette branche de commerce n'est devenue ni plus étendue, ni plus lucrative sous le régime de la liberté.

XXXV. Établissement aux îles Séchelles.

Les Français, qui se traînaient sur les traces des nations qui avant eux avaient pratiqué les mers d'Asie, voulurent avoir comme elles un établissement entre l'Europe et l'Inde, où leurs navigateurs pussent trouver les commodités qui diminuent les dangers d'un si long voyage. Après quelques irrésolutions, leur gouvernement arrêta

ses regards sur quelques îles situées à l'est de Madagascar. Les dernières qu'il a fait occuper au nord-est de cette île immense ont reçu le nom de *Mahé*. On n'ignore pas qu'elles avaient été souvent aperçues; mais il est douteux si elles furent jamais visitées. Ce ne fut qu'en 1769 que les administrateurs de l'Ile-de-France les firent reconnaître. L'année suivante ils y envoyèrent chercher de la résine de colophane pour remplacer le brai qui leur manquait; et en 1772 ils y firent passer quelques soldats avec une cinquantaine de vagabonds, qui en furent les premiers habitans.

Les îles qui forment ce petit archipel ne sont la plupart que d'assez petits rochers qu'on trouva couverts de tortues. Celle qu'on a appelée *Praslin* a un peu d'étendue; mais les bois de construction et les cocotiers y peuvent seuls prospérer. L'île de Séchelles doit avoir dix lieues de long sur quatre dans sa plus grande largeur. Au centre sont de hautes montagnes couvertes d'arbres propres à tous les usages; sur leur pente prospéreront le café et le manioc. L'expérience a prouvé que dans les terres basses et marécageuses par intervalles pouvaient être cultivés avec succès le riz, le coton, le maïs. Ajoutez à ces avantages celui d'un port excellent auquel il ne manque que de l'eau potable, qu'il est aisé d'y faire arriver par un acquéduc d'une exécution peu dispendieuse; et vous serez convaincu que ce serait une relâche commode dans tous les temps pour les

vaisseaux qui iront d'Europe aux Indes, et en quelque sorte nécesaire dans la saison où le canal du Mosambique est impraticable. Mais combien il faudra de créations pour attirer les navigateurs!

Le premier objet que se proposèrent les Français en s'établissant dans ce climat sain et à l'abri des ouragans, fut la culture des muscadiers, des girofliers, des poivriers et des cannelliers, dont ils s'étaient procuré des plants. Le soin de les rendre utiles fut confié en 1772 à Gillot, dont l'intelligence et l'activité étaient connues. Ces épiceries donnaient de plus grandes espérances à Séchelles que dans aucun des lieux où on les avait transplantées, lorsqu'un gouvernement, qui n'avait des idées arrêtées sur rien, supprima en 1777 les appointemens que depuis cinq ans il payait à son agent, et lui abandonna la propriété des arbres conduits jusqu'alors aux dépens et au profit du fisc. Ce nouvel arrangement n'avait pas ralenti les travaux quand arriva l'ordre de tout détruire, si les Anglais, avec lesquels la cour de Versailles était alors en guerre, se montraient dans ces parages. Ils ne parurent point; et cependant Romainville, commandant de la colonie naissante, quel que fût son motif, fit extirper, en 1780, jusqu'aux racines des arbres à épiceries.

C'était tout le mal qu'il était possible de faire. Les brigands vomis sur ces rivages ne s'étaient occupés qu'à se procurer une grande abondance

d'écaille, d'huile de coco, de bois propres à la marine, qu'on leur demandait de tous côtés, et avaient sacrifié la prospérité future du nouvel établissement à un désir effréné de faire promptement fortune. A peine cinq ou six d'entre eux avaient-ils essayé quelque culture. On ne parviendra à rendre cette terre utile qu'en substituant à des hommes sans mœurs et sans discipline des Indiens doux et laborieux, qui seront pourvus par l'administration des instrumens nécessaires pour le labourage, et auxquels seront confiées des vaches, des brebis, des chèvres, qui ne tarderont pas à se multiplier. Aussitôt que les rafraîchissemens et les secours seront abondans dans la rade, elle sera fréquentée par les navigateurs qui, dans leurs longs voyages, auront besoin de repos ou de réparations.

XXXVI. Établissement à l'île Rodrigue.

A l'est, et à cent lieues de l'Ile-de-France, est celle de Rodrigue, qui n'a que dix-huit ou vingt-milles de circonférence. Il paraît prouvé que les Portugais l'aperçurent dans leurs premiers voyages aux Indes; mais peut-être François Cauche, parti en 1638 de Rouen pour se rendre à Madagascar, fut-il le premier navigateur qui y aborda.

En 1690, le Français Leguat, réfugié, fut jeté par la tempête sur ce lieu solitaire et jusqu'alors inhabité. Il était réduit à vivre, ainsi que ses infortunés compagnons, de poisson et d'herbages, tels que la nature brute peut les offrir, lorsque la mer jeta sur le rivage des cocos germés qui pe-

saient cinq à six livres. On les planta, et, dans l'espace de dix-huit mois, ils poussèrent des tiges de quatre ou cinq pieds. Cependant ce bienfait du ciel ne fut pas capable de retenir dans ce séjour de paix ceux auxquels il venait si à propos. Tourmentés depuis deux ans vingt-un jours par le plus impérieux de tous les besoins, la passion des femmes, ils s'entassèrent dans une mauvaise barque, qu'ils avaient construite des débris de leur navire, et se précipitèrent dans une longue suite de malheurs, auxquels la plupart ne purent survivre.

Il ne fut plus question de Rodrigue jusqu'en 1735. A cette époque on y envoya de l'Ile-de-France une trentaine d'hommes chargés de faire passer à la colonie une grande abondance de tortues. Le poste a été retiré depuis, parce qu'une action trop vive et trop soutenue l'avait mis hors d'état de remplir plus long-temps sa destination. Très-vraisemblablement il sera rétabli lorsque le timide animal, n'étant plus troublé, aura pu se reproduire, et arriver de nouveau à la grosseur prodigieuse qu'il eut autrefois.

XXXVII. Ile de Bourbon.

Bourbon, situé au vingt-unième degré de latitude, reçut il y a plus d'un siècle et demi ses premiers habitans. Avec le temps ils s'y multiplièrent; et, ce qui est très-remarquable, les deux sexes acquirent sous la zone torride une taille aussi élégante, des traits aussi délicats, une carnation aussi animée, d'aussi belles formes qu'en

aient jamais offert les climats les plus tempérés du globe. C'était, il y a quarante ans, par sa candeur, par sa modération, par sa bienfaisance, une population digne des premiers âges. On est forcé de convenir que ces vertus ont souffert quelque altération; mais il reste encore à ces insulaires des mœurs plus pures qu'il ne s'en trouverait peut-être dans aucun des établissemens formés par les Européens dans l'ancien ou le nouveau monde.

Plusieurs causes doivent avoir contribué à préserver Bourbon d'une corruption devenue malheureusement trop générale. Des parages dangereux en ont écarté les navigateurs, et la crainte du naufrage a constamment abrégé le séjour de ceux qui étaient forcés d'y venir prendre leur chargement. Ou il n'y eut point de troupes dans le pays, ou on ne les y vit pas en assez grand nombre pour qu'elles pussent propager la licence dont elles font profession ouverte. Les colons, satisfaits de leur sort, n'ont pas voyagé pour étendre leur fortune par le commerce. Peu même suivaient leurs denrées à l'île de France, quoique éloignée seulement de trente-cinq lieues, parce que, pour s'y rendre, il aurait fallu lutter douze ou quinze jours contre les vents et contre les courans. Les liaisons entre eux n'étaient ni vives, ni suivies; la nature des choses s'y opposait. Quelques quartiers n'auraient pu communiquer que par une mer très-agitée, et

les autres qu'à travers des chemins presque impraticables au milieu des bois. Une table couverte de poissons, de gibier, de volaille, de fruits, d'herbages, tous d'un goût exquis; la société de quelques voisins, des affections domestiques, le soin de leurs plantations, devaient leur tenir lieu de tous les plaisirs.

A l'est seulement de l'île se voient de vastes plaines arrosées par la rivière Abord, dont le sol communément noir, quelquefois grisâtre, toujours profond, est de la plus grande fertilité. Malheureusement les rivages en sont inaccessibles aux navires, et l'extraction de leur produit par terre est très-fatigante et très-dispendieuse. Les côtes du reste de la colonie sont trop généralement couvertes de cailloutage pour que la culture en soit bien avantageuse. C'est l'espace qui s'étend depuis ces pierres jusqu'au pied des montagnes qu'il faut regarder comme le vrai grenier du pays. Les arbres fruitiers et les cafiers couvrent les coteaux. Plus haut paissent les troupeaux. Au sommet d'une montagne de Saint-Paul, le quartier le plus peuplé et le plus riche, quoique l'administration et les tribunaux soient à Saint-Denis, est un terrain étendu, uni, arrosé, auquel on demande avec succès du sucre, du riz et du tabac.

Pendant une longue suite d'années, les campagnes de Bourbon ne furent pas exploitées avec l'ardeur qu'il fallait attendre d'une peuplade qui

avait bravé l'Océan pour tenter fortune. Ceux qui la formaient se contentaient d'une vie presque sauvage. Les travaux n'accrurent que très-lentement. Un siècle s'écoula avant que les cultures eussent mis les colons en état de payer les esclaves, les boissons, les vêtemens, les jouissances multipliées que l'Europe, que l'Asie, que l'Afrique leur offraient.

Telle était la situation de la colonie lorsqu'en 1781 le gouvernement s'engagea à recevoir à un prix convenable tous les comestibles qui seraient versés dans ses magasins. Ce débouché excita une émulation universelle. Au dernier décembre 1788, on comptait dans la colonie 7,833 blancs de tout âge et de tout sexe, 919 noirs ou mulâtres libres, 37,265 esclaves. Ils avaient pour leurs troupeaux 13,322 bêtes à cornes, 4,390 moutons, 16,916 chèvres, 23,842 cochons, 2,319 chevaux. Cette année leurs récoltes s'élevèrent à 30,681 quintaux de café, 3,473 quintaux de coton, 40,238 quintaux de blé, 27,445 quintaux de riz, 316,485 quintaux de maïs, 28,359 quintaux de légumes secs, 14 livres pesant de girofle et de muscade, produites par 941 pieds d'arbre. Le café, le meilleur que l'on connaisse après celui d'Arabie, et le coton, comparable au plus beau des Indes, furent portés en Europe. Celles des autres productions qui ne furent pas consommées dans le pays même allèrent alimenter l'Ile-de-France.

Une prospérité si peu attendue n'a pas dissipé les anciennes inquiétudes des honnêtes cultivateurs de Bourbon. Ils ne se dissimulent pas qu'ils n'ont jamais été, que jamais ils ne seront l'objet immédiat des faveurs du ministère. On ne voit, disent-ils, en eux que des laboureurs nécessaires à leurs orgueilleux voisins. Leur plus grand chagrin est que le sort de leur colonie soit attaché à celui de l'Ile-de-France, que bien ou mal à propos ils regardent comme très-précaire.

XXXVIII. Ile de France. Cette île importante occupa long-temps l'imagination de ses possesseurs. Ils s'épuisèrent en conjectures sur l'usage qu'on en pourrait faire.

Les uns voulaient que ce fût un entrepôt où viendraient aboutir toutes les marchandises qu'on tirerait de l'Asie. Elles devaient y être portées par les bâtimens du pays, et versées ensuite sur des vaisseaux français. On trouvait dans cet arrangement une économie manifeste, puisque la solde et la nourriture des navigateurs indiens ne coûtent que peu ; on y trouvait la conservation des équipages européens, quelquefois détruits par la seule longueur des voyages, et plus souvent encore par l'intempérie du climat, principalement dans l'Arabie et dans le Bengale. Ce système n'eut aucune suite. On craignit que la nation n'arrivât pas au degré de considération qu'exigeraient les opérations de son commerce, si son pavillon ne se montrait avec éclat dans ces mers lointaines.

Une nouvelle combinaison occupa les esprits. On pensa qu'il pourrait être utile d'ouvrir aux habitans de l'île l'Océan indien. Les défenseurs de cette opinion soutenaient qu'une pareille liberté serait une source féconde de richesses pour la colonie, et par conséquent pour la métropole. Mais l'île manquait de vaisseaux et de numéraire ; elle n'avait ni objets d'exportation, ni moyens de consommation. Cet ordre de choses aurait d'ailleurs contrarié les intérêts du monopole, qui alors était tout-puissant. Pour toutes ces raisons, il fut arrêté que ce serait une possession purement agricole. D'assez puissans obstacles s'opposaient à cette destination.

Dans une superficie de quatre-vingts lieues carrées se trouvent des côtes et des montagnes qui ne sont pas susceptibles de culture. Le terrain qui peut etre mis en valeur est peu profond, couleur de brique, imprégné de fer, d'une fertilité médiocre, et trop pierreux pour être labouré avec la charrue. Ce n'est qu'après des travaux suivis et de grandes dépenses qu'il est permis de lui demander des productions de quelque importance, qu'il faut partager encore avec les rats et les oiseaux, plus multipliés peut-être dans la colonie que dans aucun coin du globe. Quelquefois même des ouragans furieux détruisent ce qui avait échappé à ces animaux déprédateurs. Le sol n'est pas plus favorable à la multiplication des troupeaux qu'à celle des grains. Les savanes

n'y offrent du pâturage qu'une partie de l'année; il n'y a point de prairies qui puissent donner du foin, et la fatègue, tirée de Madagascar pour remplir le vide, n'a pas prospéré.

Les causes morales se sont encore plus impérieusement opposées que les physiques à la multiplication des subsistances. Des vagabonds, qui n'avaient ni le goût ni l'habitude du travail, furent d'abord envoyés dans l'île. On leur distribua au hasard des propriétés, sans aucune attention à ce qui devait être ou n'être pas défriché. C'était la faveur qui décidait des avances, et non le besoin ou la capacité. L'état d'humiliation et de détresse où se voyaient les cultivateurs les dégoûtait des soins champêtres ; leurs regards étaient sans cesse tournés vers les places d'administration, les seules qui pussent conduire au crédit, à la considération et à la fortune. Comme le corps privilégié était seul vendeur de tous les objets, même des esclaves, il y mettait le prix qui lui convenait, et ce premier monopole était suivi d'un second plus oppresseur encore, celui de ses agens, qui, sous des noms empruntés, achetaient en gros les marchandises, et ne les livraient ensuite en détail au public qu'avec un bénéfice scandaleux. Il fallait enfin que toutes les productions nées sur ce sol opprimé fussent versées dans les magasins de la compagnie, aux conditions qu'elle-même avait dictées, conditions qu'on croira aisément n'avoir pas été favorables

aux malheureux qui gémissaient sous cette loi barbare.

Aussi la colonie entière était-elle inculte ou mal cultivée, lorsqu'en 1764 le ministère la débarrassa des entraves du privilége exclusif, et la prit sous sa direction immédiate. Son premier soin aurait dû être d'y faire naître des subsistances. Il ne s'en occupa sérieusement qu'en 1781. A cette époque on arrêta que tous les grains des îles de France et de Bourbon qui seraient présentés aux magasins du gouvernement y seraient reçus, le froment à vingt livres le quintal, et les autres à un prix proportionné. Cet encouragement, qui doubla les productions de Bourbon, laissa à l'Ile-de-France les cultures dans l'état presque sauvage où il les avait trouvées. Inutilement le fisc jeta-t-il des sommes immenses dans cet établissement. Ces profusions insensées allèrent se perdre dans les marchés qui le nourrissaient, dans les navires étrangers ou régnicoles qui lui portaient des superfluités, dans les mains des hommes corrompus qu'une cour frivole où tout se conduisait par l'intrigue avait chargés de son administration. A peine la millième partie en fut-elle employée à la construction de quelques ouvrages utiles, à l'amélioration des campagnes.

Le camphrier, l'aloës, le cocotier, le bois d'aigle, le sagou, le cardamome, le cannellier, qui ont été naturalisés à l'Ile-de-France, resteront vraisemblablement toujours des objets de curio-

sité. Il n'est pas assuré que le muscadier et le giroflier qui, en 1770 et en 1772, y furent portés des Moluques, formeront plus tôt ou plus tard un revenu. La culture du café, du coton, de l'indigo, qui commença vers 1765, n'est encore rien. On ne récolte de sucre que ce qu'en exige la consommation locale. Jamais le sol ne produisit de quoi nourrir les deux mille quatre cent cinquante-six blancs, les douze cents mulâtres ou nègres libres, les trente-sept mille neuf cent quinze esclaves que compte la colonie. Ses troupeaux se réduisent à neuf mille six cent soixante-onze bêtes à cornes, à six cent trente moutons, à deux mille deux cent quatre-vingts chèvres, à onze mille cent soixante-cinq cochons, à neuf cent douze chevaux ou mulets.

Tel était, à la fin de 1788, l'état d'une île qui doit être le boulevart de tous les établissemens que la France possède ou peut obtenir un jour aux Indes, le centre des préparatifs de guerre offensive ou défensive que ses intérêts lui feront entreprendre ou soutenir dans ces régions lointaines. Elle est située dans les parages de l'Afrique, mais à l'entrée de l'Océan indien. Quoique dans une zone brûlante et meurtrière, elle est tempérée et saine. Un peu écartée de la route ordinaire, elle en est plus sûre du secret de ses armemens. Ceux qui la voudraient plus rapprochée de notre Europe ne voient pas qu'alors elle ne pourrait pas tenir lieu, à ses possesseurs, des

ports qui leur manquent dans les mers d'Asie.

On s'attendrait à voir cette propriété à l'abri de l'invasion. Il n'en est pas ainsi. Les moyens pour la fortifier ont toujours manqué, ou ont été mal employés. D'année en année le cabinet de Versailles a attendu pour prendre un parti les dépêches de ses agens, comme on attend le retour d'un courrier de la frontière. A l'époque même où nous écrivons, les esprits sont encore partagés sur le genre de protection qu'il convient d'accorder à un établissement de cette importance.

Les gens de mer pensent généralement que c'est aux forces navales seules à procurer la sûreté de l'Ile-de-France. Ils sont dans l'erreur. Jamais l'état ne fera la dépense d'une escadre toujours en station dans la colonie. On pourrait l'assaillir durant son absence. La tempête ou les maladies peuvent la ruiner. Forte ou faible, elle est exposée à être battue. Fût-elle victorieuse, des troupes auraient pu être mises à terre durant le combat. Elles marcheraient au port et s'en empareraient, ainsi que des vaisseaux vainqueurs qui s'y seraient réfugiés pour se radouber. Par cette combinaison, qui est très-simple, un établissement précieux tomberait sans coup férir au pouvoir d'un ennemi hardi et intelligent. De ces inquiétudes bien fondées dérive la nécessité des fortifications.

Quelques ingénieurs avaient pensé que des batteries, judicieusement placées sur la côte, se-

raient suffisantes pour empêcher l'assaillant d'aborder. Mais, depuis qu'il a été constaté que l'île était accessible pour des bateaux dans la plus grande partie de sa circonférence, que même en beaucoup d'endroits la descente pouvait être exécutée de vive force sous la protection des vaisseaux de guerre, ce système a été proscrit. On a compris qu'il y aurait une infinité de positions à fortifier; que les dépenses seraient sans bornes; qu'il faudrait de trop nombreuses troupes, et que leur dispersion laisserait chaque point exposé à l'événement d'un débarquement surpris ou forcé.

L'idée d'une guerre de chicane n'a pas été jugée plus heureuse. Jamais l'Ile-de-France ne réunira assez de troupes pour résister, malgré l'avantage des postes, à celles que l'ennemi y pourra porter. Sans doute les colons et les esclaves pourraient être de quelque utilité derrière de bons remparts; mais leur concours doit être compté pour rien ou pour peu de chose en rase campagne.

Le projet d'une ville bâtie et fortifiée dans l'intérieur des terres eut long-temps des partisans. Cet établissement leur paraissait propre à éloigner l'assaillant du centre de la colonie, et à le forcer avec le temps de renoncer à ses premiers avantages. Ils refusaient de voir que, sans aucun mouvement d'un ennemi devenu maître des côtes, la garnison, privée de toute relation extérieure, serait bientôt réduite à se rendre à discrétion ou à mourir de faim. Quand l'ennemi se bornerait à

combler les rades, à détruire les arsenaux, les magasins, tous les édifices publics, n'aurait-il pas rempli son principal objet? Que lui importerait qu'il y eût au milieu de l'île une forteresse hors d'état de lui causer à l'avenir aucune inquiétude?

Après tant de variations et d'incertitudes, on a commencé à comprendre que le seul moyen de défendre la colonie était de mettre ses deux ports en sûreté.

Celui du sud-est, connu sous le nom de *port Bourbon*, fut le premier fréquenté. Il dut cette préférence aux vents alisés qui y conduisent toute l'année, à l'exception d'un petit nombre de jours où ils sont interrompus par des temps variables ou par des tempêtes parties du nord. Mais on n'eut pas plus tôt éprouvé que la sortie en était aussi difficile que l'entrée en était aisée, qu'il fut abandonné.

Toutes les voiles se tournèrent vers le port du nord-ouest, ou le port Louis. Jamais il ne fut sûr. Des ouragans répétés le rendirent plus dangereux en y détruisant successivement beaucoup de navires, dont les débris ou les carcasses l'infestent encore. A ce fléau d'une nature terrible se joignit avec le temps une calamité que les colons durent s'imputer. On défricha les hauteurs voisines. Des torrens entraînèrent les terres remuées dans le bassin, en diminuèrent la profondeur, et, réduisant les bâtimens à la nécessité de s'éloigner

de plus en plus du rivage, les exposèrent à de nouveaux dangers. Le mal augmentait toujours, lorsqu'en 1768 un homme intelligent pensa qu'il serait possible d'exterminer des roches qui séparaient la rade d'une petite baie nommée *Trou-Fanfaron*, où les vents les plus impétueux ne se faisaient jamais sentir. Cette idée fut saisie et heureusement exécutée. Depuis cette époque, cinq ou six vaisseaux de guerre ont un abri sûr. Des travaux opiniâtres et suivis pourraient même le procurer à un plus grand nombre.

On convient généralement de l'avantage qu'il y aurait à mettre les deux ports en sûreté; à établir entre eux une communication qui leur procurât des relations intérieures, qui leur permît de s'aider dans l'occasion de leurs forces respectives, qui leur rendît communes les ressources qui pourraient arriver du dehors par l'un ou par l'autre. Mais la plupart des gens de l'art ont pensé qu'aucune des deux rades n'était susceptible de bonnes fortifications, la première à cause de sa trop vaste étendue, la seconde pour les collines irrégulières qui la dominent. Ceux mêmes d'entre les ingénieurs auxquels ces difficultés n'ont pas paru insurmontables ont avoué que, pour les vaincre, il faudrait consentir à enterrer de grands trésors dans ces ouvrages.

Beaucoup de bons citoyens regrettaient déjà l'énorme portion du revenu public qui allait se perdre tous les ans dans la colonie. Leurs cla-

meurs ont redoublé lorsqu'ils ont pu craindre qu'on ne lui fît des sacrifices plus grands encore. A les en croire, la nation n'en serait jamais dédommagée, ni par le commerce qu'elle fait, ni par celui qu'un jour elle pourra faire aux Indes. Heureusement ou malheureusement la politique, qui a aussi ses calculs, a vu les choses d'un autre œil. Elle a jugé ne pouvoir jamais trop faire pour un établissement qui lui donnera des facilités pour affaiblir ou pour renverser la puissance britannique dans l'Orient, et diminuer par ce moyen l'influence que les richesses de l'Asie pourraient lui donner sur le reste du globe. Mais, pour l'exécution de ce hardi projet, suffit-il que l'Ile-de-France soit mise dans un état redoutable? ou faut-il encore que Pondichéry soit également fortifié? C'est sur quoi les esprits ne sont pas d'accord.

Ecoutez les enthousiastes de l'Ile-de-France, ils vous diront : Les fortifications actuelles de Pondichéry ne résisteraient pas à un coup de main. Il est douteux si les Anglais donneront le temps de les achever. Eussent-elles acquis la perfection dont elles sont susceptibles, elles tomberaient en deux mois ou six semaines devant les nombreuses phalanges toujours prêtes à les assaillir. Tout ce qu'on y aurait enterré de trésors, de troupes, d'artillerie, de munitions, serait la proie du vainqueur. La place redeviendrait un monceau de ruines; et jamais vraisemblablement la nation ne se releve-

rait aux yeux des Indiens de cette nouvelle humiliation. Se borner à entourer la ville d'un mur qui la mette à l'abri du pillage, est ce qu'il y a de plus raisonnable à faire. Ses habitans ne seraient pas exposés à de plus grands dangers que ceux des autres comptoirs français, généralement ouverts.

Combien l'opinion des partisans de Pondichéry diffère de celle qui vient d'être exposée ! Selon eux, il n'y a plus dans les mers d'Asie de commerce à faire, d'alliés à espérer, de débarquement praticable pour les sujets de la cour de Versailles, si cette cité tarde à recouvrer ce qu'elle eut autrefois de force. Il faut qu'elle redevienne la rivale de Madras, et qu'elle puisse toujours menacer les acquisitions britanniques. Du moment où le conquérant sera sans inquiétude pour son vaste empire, il tournera sûrement ses voiles vers l'Ile-de-France. Sur les sept à huit cents bâtimens qu'occupe sa navigation dans l'Inde, il embarquera quatorze à quinze mille soldats européens ou asiatiques, tous bien aguerris. Cette armée trouvera vraisemblablement très-peu de résistance. Lui opposât-on des obstacles insurmontables, la colonie n'en serait pas moins réduite. Pour l'amener à la soumission, il suffirait de lui couper les vivres, qu'elle est obligée de tirer de Bourbon, de Madagascar, des Hollandais ou du Bengale. Vainement ses défenseurs compteraient-ils sur une capitulation : ou elle ne serait pas accordée, ou elle serait violée. Cet établissement ne sera pas plus tôt

au pouvoir de la nation à laquelle il fait ombrage, que ses rades seront comblées, ses édifices publics et particuliers démolis, ses forêts brûlées, ses cultures détruites, ses habitans blancs transportés dans nos contrés, et ses habitans noirs rendus à leur première patrie ou vendus en Amérique. Cette manière de faire la guerre est bien barbare ; mais jamais le cabinet de Saint-James ne croira sa domination imperturbablement établie dans l'Orient tout le temps qu'il restera aux Français un pouce de terre au-delà du Cap de Bonne-Espérance.

XXXIX. Conseils pour l'avenir

Tels sont les deux systèmes qui depuis trop long-temps se heurtent avec une extrême animosité, et ont jeté le gouvernement dans des irrésolutions dont rien n'annonce la fin. Les fixer est au-dessus de nos espérances ; mais il est du devoir de tout citoyen d'avertir ceux qui tiennent les rênes de l'empire qu'on cherche à leur faire adopter des mesures qui, très-probablement, amèneront des hostilités. S'ils se laissaient prendre au piége, qu'ils n'ajoutent pas à une première imprudence celle de choisir l'Indostan pour champ de bataille. Ils y trouveraient un ennemi prêt à les recevoir avec des moyens de victoire qu'eux-mêmes ne pourraient jamais y réunir, à quelques efforts, à quelques dépenses qu'ils se déterminassent. S'il leur faut du sang, qu'ils aillent le verser dans quelque partie du globe où les armes soient égales. Au cas que, contre

toute vraisemblance, la fortune leur fût assez favorable pour les mettre en état de dicter la loi, ils exigeraient que, dans l'Inde, la Grande-Bretagne renonçât à ses possessions territoriales, sans toutefois se les approprier. Alors les deux nations rivales, bornées à la seule ambition d'étendre leur commerce, cesseraient de bouleverser ces belles contrées.

Conquérir ou spolier avec violence, c'est la même chose. Le spoliateur et l'homme violent sont toujours odieux.

Peut-être est-il vrai qu'on n'acquiert pas rapidement de grandes richesses sans commettre de grandes injustices. Mais il ne l'est pas moins que l'homme injuste se fait haïr; mais il est incertain que la richesse qu'il acquiert le dédommage de la haine qu'il encourt.

Il n'y a pas une seule nation qui ne soit jalouse de la prospérité d'une autre nation. Pourquoi faut-il que cette jalousie se perpétue malgré l'expérience de ses funestes suites?

Il n'y a qu'un moyen légitime de l'emporter sur ses concurrens: c'est la douceur dans le régime, la fidélité dans les engagemens, la qualité supérieure dans les marchandises, et la modération dans le gain. A quoi bon en employer d'autres qui nuisent plus à la longue qu'ils ne servent dans le moment?

Que le commerçant soit humain, qu'il soit juste, et, s'il a des possessions, qu'elles ne soient

point usurpées. L'usurpation ne se concilie point avec une jouissance tranquille.

User de politique ou tromper adroitement, c'est la même chose. Qu'en résulte-t-il ? Une méfiance, qui naît au moment où la duplicité se manifeste, et qui ne finit plus.

S'il importe au citoyen de se faire un caractère dans la société, il importe tout autrement encore à une nation de s'en faire un chez les nations au milieu desquelles son projet est de s'établir et de prospérer.

Un peuple sage ne se permettra aucun attentat ni sur la propriété, ni sur la liberté. Il respectera le lien conjugal ; il se conformera aux usages ; il attendra du temps le changement dans les mœurs. S'il ne fléchit pas le genou devant les dieux du pays, il se gardera bien d'en briser les autels. Il faut qu'ils tombent de vétusté ; c'est ainsi qu'il se naturalisera.

A quoi le massacre de tant de Portugais, de tant de Hollandais, de tant d'Anglais, de tant de Français, nous aura-t-il servi, s'il ne nous apprend pas à ménager les indigènes ? Si vous en usez avec eux comme vos prédécesseurs ont fait, n'en doutez pas, vous serez massacrés comme eux.

Cessez donc d'être fourbes quand vous vous présenterez, rampans quand vous serez reçus, insolens lorsque vous vous croirez en force, et cruels quand vous serez devenus tout-puissans.

Il n'y a que l'amour des habitans d'une contrée qui puisse rendre solides vos établissemens. Faites que ces habitans vous défendent, s'il arrive qu'on vous attaque. Si vous n'en êtes pas défendus, vous en serez trahis.

Les nations subjuguées soupirent après un libérateur ; les nations vexées soupirent après un vengeur ; et ce vengeur, elles ne tarderont pas à le trouver.

Serez-vous toujours assez insensés pour préférer des esclaves à des hommes libres, des sujets mécontens à des sujets affectionnés, des ennemis à des amis, des ennemis à des frères ?

S'il vous arrive de prendre parti entre des princes divisés, n'écoutez pas légèrement la voix de l'intérêt contre le cri de la justice. Quel peut être l'équivalent de la perte du nom de juste ? Soyez plutôt médiateurs qu'auxiliaires. Le rôle de médiateur est toujours honoré, celui d'auxiliaire toujours périlleux.

Continuerez-vous à massacrer, emprisonner, dépouiller ceux qui se sont mis sous votre protection ? Fiers Européens ! vous n'avez pas toujours vaincu par les armes ! Ne rougirez-vous pas enfin de vous être tant de fois abaissés au rôle de corrupteurs des braves chefs de vos ennemis ?

Qu'attestent ces forts dont vous avez hérissé toutes les plages ? Votre terreur et la haine profonde de ceux qui vous entourent. Vous ne craindrez plus quand vous ne serez plus haïs. Vous

ne serez plus haïs quand vous serez bienfaisans. Le barbare , ainsi que l'homme civilisé , veut être heureux.

Les avantages de la population et les moyens de l'accélérer sont les mêmes sous l'un et l'autre hémisphères.

En quelque endroit que vous vous fixiez , si vous vous considérez , si vous agissez comme des fondateurs de cités , bientôt vous y jouirez d'une puissance inébranlable. Multipliez - y donc les conditions de toutes les espèces ; je n'en excepte que le sacerdoce. Point de religion dominante. Que chacun chante à Dieu l'hymne qu'il lui croit le plus agréable. Que la morale s'établisse sur le globe : c'est l'ouvrage de la tolérance.

Le vaisseau qui transporterait dans vos colonies des jeunes hommes sains et vigoureux, de jeunes filles laborieuses et sages , serait de tous vos bâtimens le plus richement chargé. Ce serait le germe d'une paix éternelle entre vous et les indigènes.

Ne multipliez pas seulement les productions , multipliez les agriculteurs , les consommateurs , et avec eux toutes les sortes d'industrie, toutes les branches de commerce. Il vous restera beaucoup à faire tant que vos colons ne vous croiseront pas sur les mers , tant qu'ils ne seront pas aussi communs sur vos rivages que vos commerçans sur les leurs.

Punissez les délits des vôtres plus sévèrement

encore que les délits des indigènes. C'est ainsi que vous inspirerez à ceux-ci le respect de l'autorité des lois.

Que tout agent, je ne dis pas convaincu, mais soupçonné de la plus légère vexation, soit rappelé sur-le-champ. Punissez sur les lieux la vénalité prouvée, afin que les uns ne soient pas tentés d'offrir ce qu'il serait infâme aux autres de recevoir.

Tout est perdu tant que vos agens ne seront que des protégés ou des hommes mal famés; des protégés dont il s'agira de réparer la fortune par un brigandage éloigné; des hommes mal famés qui iront cacher leur ignominie dans vos comptoirs ou vos factoreries. Il n'y a point de probité assez confirmée pour qu'on puisse sans incertitude l'exposer au passage de la ligne.

Si vous êtes justes, si vous êtes humains, on restera parmi vous; on fera plus, on quittera des contrées éloignées pour vous aller trouver.

Instituez quelques jours de repos. Ayez des fêtes, mais purement civiles. Soyez bénis à jamais, si de ces fêtes la plus gaie se célèbre en mémoire de votre première descente dans la contrée.

Soyez fidèles aux traités que vous aurez conclus. Que votre allié y trouve son avantage, le seul garant légitime de leur durée. Si je suis lésé ou par mon ignorance, ou par votre subtilité, c'est en vain que j'aurai juré. Le ciel et la terre me releveront de mon serment.

Tant que vous séparerez le bien de la nation qui vous aura reçus de votre propre utilité, vous serez oppresseurs, vous serez tyrans; et ce n'est que par le seul titre de bienfaiteur qu'on se fait aimer.

Si celui qui habite à côté de vous enfouit son or, soyez sûr que vous en êtes maudits.

A quoi bon vous opposer à une révolution éloignée, sans doute, mais qui s'exécutera malgré vos efforts ? Il faut que le monde que vous avez envahi s'affranchisse de celui que vous habitez ; alors les mers ne sépareront plus que deux amis, que deux frères. Quel si grand malheur voyez-vous donc à cela, injustes, cruels, inflexibles tyrans ?

L'ouvrage de la sagesse n'est pas éternel; mais celui de la folie s'ébranle sans cesse, et ne tarde pas à crouler. La première grave ses caractères, ses caractères durables sur le rocher ; la seconde trace les siens sur le sable.

Des établissemens ont été formés et renversés ; des ruines se sont entassées sur des ruines ; des espaces peuplés sont devenus déserts ; des ports remplis de bâtimens ont été abandonnés ; des masses que le sang avait mal cimentées se sont dissoutes, ont mis à découvert les ossemens confondus des meurtriers et des tyrans. Il semble que de contrée en contrée la prospérité soit poursuivie par un mauvais génie qui parle nos différentes langues, mais qui ordonne partout les mémes désastres.

Que le spectacle des fureurs que nous exerçons les uns contre les autres cesse enfin d'en venger et d'en réjouir les premières victimes.

Puissent ces idées, jetées sans art et dans l'ordre où elles sont présentées, faire une impression profonde et durable ! Veuille le ciel que je n'aie plus qu'à célébrer votre modération et votre sagesse ! car la louange est douce, et le blâme est amer à mon cœur.

FIN DU SECOND VOLUME.

TABLE DES INDICATIONS.

LIVRE TROISIÈME.

Établissemens, commerce et conquêtes des Anglais dans les Indes orientales.

LIVRE QUATRIÈME.

Voyages, établissemens, guerres et commerce des Français dans les Indes orientales.

FIN DE LA TABLE.

